INITIALES DU MAIRE

1

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

14 janvier 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée publique de consultation tenue à l'hôtel de ville le 14 janvier 1985 à 19 h 30; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée, conformément aux prescriptions de l'article 126 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., Chap. A-19.1) pour les fins suivantes:

" 1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;

2. Récitation de la prière;

3. Adoption de l'ordre du jour;

4. Tenir une assemblée publique de consultation, conformément à la Loi 125 (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), pour expliquer les projets de règlement suivants et les conséquences de leur adoption, et entendre les personnes et organismes qui désireront s'exprimer:

- Règlement No. 1665 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RA/A-55 à même le secteur de zone PA-55.

- Règlement No. 1666 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier certaines règles relatives à l'entreposage extérieur, aux antennes paraboliques, aux usages temporaires, aux usages d'un terrain vacant, à la construction sur des lots non desservis, à l'occupation au sol, à la protection des boisés, à des dispositions particulières (IC-1) et à l'implantation des enseignes.

- Règlement No. 1667 amendant le règlement de lotissement municipal No. 1401 dans le but d'en modifier les superficies et dimensions minimales des lots desservis par les services d'aqueduc et d'égout, et d'établir les modalités d'émission de permis concernant les lots créés avant l'entrée en vigueur du règlement.

- Règlement No. 1668 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RC-8 à même une partie du secteur de zone CA-4.

- Règlement No. 1669 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RC-10 à même une partie du secteur de zone CB-13;

5. Période de questions sur les règlements Nos 1665, 1666, 1667, 1668 et 1669;

6. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Roger Turcotte, directeur général adjoint aux services administratifs, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

INITIALES DU MAIRE

2

INITIALES DU GREFFIER

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

1/1/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Monsieur le Maire précise sommairement l'objet de la consultation publique et les exigences de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme relativement à l'adoption de règlements modifiant le zonage et la construction.

Monsieur le Maire explique la nature et l'objet des règlements nos 1665, 1666, 1667, 1668 et 1669 dans les termes suivants:

- Règlement No. 1665

  Titre et objet: Règlement amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RA/A-55 à même le secteur de zone PA-55.

  Nature et objet: Ce règlement modifie le règlement de zonage No. 1400 de manière à inclure dans le secteur de zone résidentielle RA/A-55 tous les terrains appartenant au secteur de zone publique PA-55 ainsi abrogé.

- Règlement No. 1666

  Titre et objet: Règlement amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier certaines règles relatives:
  - à l'entreposage extérieur;
  - aux antennes paraboliques;
  - aux usages temporaires;
  - aux usages d'un terrain vacant;
  - à la construction sur des lots non desservis;
  - à l'occupation du sol;
  - à la protection des boisés;
  - à des dispositions particulières (IC-1);
  - à l'implantation des enseignes;
  - à l'usage aux zones CD.

  Nature et objet: Ce règlement modifie le règlement de zonage municipal No. 1400 de manière à autoriser l'entreposage extérieur relativement aux usages des groupes industrie II, III et IV; de fixer des normes d'implantation et de construction relatives aux antennes paraboliques et à certains usages temporaires (Go-Kart); de réglementer les usages d'un terrain vacant dans les zones commerciales et industrielles; d'établir des normes de construction sur les lots non desservis (RA/A-56, RB-89 et RB-90); de modifier les normes d'occupation du sol des bâtiments (IA); d'établir des normes de protection de boisés (IA-11 et IC-1) et de construction de clôtures (IC-1); d'établir des normes d'implantation d'enseignes par rapport à une ligne de rue (zones commerciales et industrielles); d'interdire à nouveau une construction dérogatoire lorsque cette dernière est devenue conforme; de permettre d'agrandir un usage dérogatoire sans avoir une contrainte à respecter l'espace libre de 40% dans la cour arrière; d'ajouter un usage aux zones CD.

- Règlement No. 1667

  Titre et objet: Règlement amendant le règlement de lotissement municipal No. 1401 dans le but d'en modifier:
  - les superficies et dimensions minimales des lots desservis par les services d'aqueduc et d'égouts;
  - d'établir les modalités d'émission de permis concernant les lots créés avant l'entrée en vigueur du règlement.

INITIALES DU MAIRE

3

INITIALES DU GREFFIER

Nature et objet: Ce règlement modifie le texte du règlement de lotissement municipal No. 1401 afin d'intégrer la superficie et les dimensions minimales des lots pour des habitations jumelées dans la zone RA/A et afin de permettre la construction sur des lots d'une superficie maximale de 5 000 mètres carrés et non desservis par un réseau municipal d'aqueduc et d'égouts.

- Règlement No. 1668

Titre et objet: Règlement amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RC-8 à même une partie du secteur de zone CA-4.

Nature et objet: Ce règlement modifie le règlement de zonage municipal No. 1400 de manière à inclure dans le secteur de zone résidentielle RC-8 trois terrains appartenant au secteur de zone commerciale CA-4.

- Règlement No. 1669

Titre et objet: Règlement amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RC-10 à même une partie du secteur de zone CB-13.

Nature et objet: Ce règlement modifie le règlement de zonage municipal No. 1400 de manière à inclure dans le secteur de zone résidentielle RC-10 six terrains appartenant au secteur commercial CB-13.

Finalement, les personnes présentes sont invitées à poser des questions sur les 5 projets de règlement présentés.

Faute de questions, LA SÉANCE EST LEVÉE.

..... Greffier.

..... Maire.

INITIALES DU MAIRE

4

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

14 janvier 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 14 janvier 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Roger Turcotte, directeur général adjoint aux services administratifs, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

M. Alain J. Cusson, membre des Cadets de la Marine, unité 218 de Drummondville, s'adresse à Son Honneur le Maire pour lui dire qu'une plaque reproduisant le blason des Cadets de la Marine de Drummondville lui sera remise.

Description du blason: Sur un champ d'argent, une fleur de lys d'or entourée d'une guirlande de roses, de chardons et de trèfles, tous au naturel, fixée par une rose Tudor d'or.

Explication du blason: La fleur de lys d'or placée au centre représente l'importance de la culture française dans le Drummondville d'aujourd'hui. La couronne florale, qui entoure la fleur de lys, fait partie du drapeau accordé au régiment des Voltigeurs de Salaberry en 1813 après une requête du gouverneur général du Canada, Sir George Prévost. Cette couronne est composée des emblèmes floraux nationaux de tous les membres du régiment.

M. Alain J. Cusson poursuit en expliquant que le corps de Cadets de la Marine de Drummondville, unité 218, existe depuis 1968 et qu'il regroupe plus de 150 cadets et cadettes provenant de Drummondville et des régions avoisinantes. C'est l'unité la plus importante au Québec. Les buts poursuivis sont: former de meilleurs citoyens, initier les jeunes aux choses de la mer et développer leurs capacités physiques.

Sur l'invitation de M. Alain J. Cusson, M. Richard Garneau, LCDR, commandant de l'Unité des Cadets de la Marine de Drummondville, présente à Son Honneur le Maire une plaque-souvenir portant le blason des Cadets de la Marine et l'inscription de la devise de Drummondville "Fortem Posce Animum".

Son Honneur le Maire, à son tour, présente à M. Richard Garneau un drapeau de la Ville de Drummondville comme témoignage d'appréciation de la part des autorités municipales à l'endroit des Cadets de la Marine de Drummondville et des bénévoles qui se dévouent à l'égard de ce corps prestigieux.

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, prend son siège.

2/1/85

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 27 décembre 1984; il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
5
INITIALES DU GREFFIER

3/1/85

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 27 décembre 1984; il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté après y avoir apporté une correction, soit remplacer le 3e paragraphe de la page 4 par le suivant:

" Mme Francine Ruest-Jutras explique que le Théâtre 1000 Tours Inc. résulte de la fusion du Théâtre à l'Aventure et du Théâtre Rouge et vise entre autres à favoriser l'expression corporelle des participants. "

ADOPTÉ

4/1/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté l'item suivant:

23A. Échantillonnage des rejets par la compagnie Domtar à Windsor Mills.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

5/1/85 - Mme Nicole Giard, présidente, et M. Richard Luneau, directeur général du Festival mondial de folklore de Drummondville, remercient M. Claude Boucher, directeur général de la Ville de Drummondville, pour avoir contribué au dénouement heureux des discussions concernant la structure du Festival mondial de folklore de Drummondville.

Il est unanimement résolu que M. Claude Boucher, directeur général de la Ville de Drummondville, soit félicité et remercié pour sa contribution au règlement des discussions qui ont précédé l'entente qui a permis au Festival mondial de folklore de modifier ses structures administratives à la satisfaction de toutes les parties concernées.

ADOPTÉ

- M. Lucien Bédard, ing. f., directeur gérant de l'Association forestière des cantons de l'est inc., informe le Conseil que l'organisme qu'il dirige tiendra son congrès annuel à Drummondville le 3 octobre 1985. M. Bédard souhaite obtenir la collaboration des autorités municipales et leurs suggestions de façon à faire de ce congrès un événement bien réussi.

Son Honneur le Maire demande que des remerciements soient transmis à M. Lucien Bédard et souligne que ce congrès sera présidé par Me Gérard Fradet. Les membres du Conseil se disent persuadés que ce congrès à cause de son importance amènera à Drummondville des retombées économiques appréciables.

6/1/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 22 décembre 1984 au 14 janvier 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 1 081 254,62 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M.
6
INITIALES DU GREFFIER

M. Denis Savoie donne lecture d'un texte qui résume les impressions qu'il a ressenties durant un séjour de deux jours et demi à l'Institut Drummond en compagnie de 20 autres personnes de Drummondville oeuvrant dans des milieux différents.

Il se dit heureux d'avoir vécu une expérience stressante mais également enrichissante. Il remercie le directeur du Service de la sécurité publique, M. J.-Marcel Lefebvre, et son adjoint, M. Aimé Bélair, pour avoir organisé le projet "Liaison" qui constitue une première au Canada.

7/1/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et unanimement résolu que les Cadets de la Marine de Drummondville, unité 218, soient autorisés à utiliser la devise de Drummondville "Fortem Posce Animum" comme devise de leur unité.

ADOPTÉ

8/1/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que Monsieur le Maire Serge Ménard, MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert et Robert Lafrenière, M. Claude Boucher, directeur général, et M. Maxime Poulin, commissaire industriel, soient délégués au symposium "Changeons le Mode d'Emploi" qui se tiendra au Cégep de Drummondville les 21 et 22 janvier 1985.

ADOPTÉ

M. Jean-Marie Boisvert souligne que le problème de l'emploi pour les jeunes est très important et que la délégation du Conseil s'est bien préparée à jouer un rôle actif durant ce symposium, en tenant des réunions préalables.

9/1/85

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville est un des employeurs les plus importants du milieu;

CONSIDÉRANT son rôle de dispensatrice de services aux citoyens qui la composent;

CONSIDÉRANT les limites et les pouvoirs qui sont les siens;

CONSIDÉRANT les liens qui l'unissent à ses habitants;

CONSIDÉRANT les obligations qui la lient à ses contribuables;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville ne travaille pas dans un marché où l'offre et la demande servent à déterminer les prix et conditionnent les pertes et les profits;

IL EST PROPOSÉ PAR M. JEAN-PAUL GÉNÉREUX, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. LINDOR LETENDRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU QUE:

1- la Ville de Drummondville continue à favoriser l'embauche des jeunes drummondvillois dans tous les secteurs dont elle a la responsabilité;

2- la Ville de Drummondville continue à soutenir le jeune travailleur qui démontrera tenacité, persévérance et initiative;

3- la Ville de Drummondville favorise au maximum l'intégration du jeune travailleur à son milieu de travail et lui fournisse les meilleures possibilités d'apprentissage et de perfectionnement;

4- la Ville de Drummondville maintienne, avec la contribution des jeunes travailleurs, ses standards d'efficacité, d'efficience, de productivité et d'excellence;

INITIALES DU MAIRE
7
INITIALES DU GREFFIER

5- la Ville de Drummondville favorise l'embauche de jeunes travailleurs dans les différents services municipaux: travaux publics, programmes et planification, sécurité publique, services récréatifs et communautaires et autres services en autant que les besoins soient justifiés et requis;

6- cette politique d'embauche soit appliquée tout au cours de l'année 1985.

ADOPTÉ

M. Robert Lafrenière déclare que durant l'année 1984, la Ville de Drummondville a embauché pour des périodes plus ou moins longues 114 personnes. L'âge de 90 de ces personnes était inférieur à 30 ans (78,9%) et l'âge de 78 de ces mêmes personnes était inférieur à 25 ans (68,4%). Ces statistiques vérifiables démontrent à quel point la Ville a toujours eu le souci de favoriser l'emploi des jeunes travailleurs.

10/1/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville dans certains de ses services a embauché des jeunes de 18 à 35 ans;

ATTENDU QUE depuis plusieurs années, cette embauche a favorisé un certain nombre de jeunes travailleurs;

ATTENDU QU'il sera possible, pendant la formation, de faire profiter les jeunes des connaissances et de l'expérience que possèdent les employés spécialistes et de réaliser le lien apprenti et artisan;

IL EST PROPOSÉ PAR M. JEAN-MARIE BOISVERT, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
ET RÉSOLU QUE:

1- la Ville de Drummondville continue à tenir une banque de candidats(es) qui seront catégorisés(es) selon l'âge, la compétence et les aptitudes à remplir une fonction spécifique au sein de l'organisation municipale;

2- la Ville de Drummondville favorise une participation à certains programmes de formation;

3- monétairement, la Ville analyse la possibilité de consacrer des deniers pour l'amélioration et l'épanouissement des jeunes dans leur milieu de travail;

4- le Service du personnel voie à la sélection des candidats(es) qui feront partie intégrante de la banque précitée;

5- les membres du Conseil et les directeurs de services collaborent avec le Service du personnel pour la tenue à jour de la banque et son utilisation.

ADOPTÉ

M. Jean-Marie Boisvert souligne que l'engagement pris par cette dernière résolution ne fait que confirmer une pratique déjà opérante à Drummondville, grâce au dévouement de M. Claude Boucher, directeur général, de M. Majella Crôteau, directeur du Service du personnel, et de tous les chefs de services de la Ville.

11/1/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, M. Claude Boucher, directeur général, M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, ainsi que M. Roland Janelle, régisseur du Centre Culturel, soient délégués pour représenter la Ville de Drummondville au conseil d'administration du Carrefour Socio-Culturel Drummond Inc.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

8

INITIALES DU GREFFIER

12/1/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. pour l'année 1985.

ADOPTÉ

M. Lindor Letendre explique sommairement le contenu de ce protocole qui comprend entre autres un montant de 18 020 $ versé au Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. pour l'exécution de travaux d'entretien de certains parcs.

13/1/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. pour reconnaître cet organisme comme intervenant et ressource importante dans le développement de l'individu et de la collectivité au moyen d'activités de loisir et d'autre part, que ce centre communautaire oeuvre en complémentarité avec la municipalité.

ADOPTÉ

14/1/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le corps de Cadets de la Marine Royale du Canada, section de Drummondville, soit autorisé à utiliser sans frais l'Olympia Yvan Cournoyer aux dates suivantes:

- le vendredi 3 mai 1985 - de 18 heures à 22 heures
- le vendredi 10 mai 1985 - de 18 heures à 21 heures
- le samedi 11 mai 1985 - de 12 heures à 18 heures
- le vendredi 31 mai 1985 - de 18 heures à 22 heures
- le samedi 1er juin 1985 - de 8 heures à 17 heures
- le dimanche 2 juin 1985 - de 8 heures à 19 heures.

Il est également résolu que cette résolution soit transmise aux Services récréatifs et communautaires qui devront y donner suite.

ADOPTÉ

15/1/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec l'Association des Sportifs de Drummond Inc. pour l'année 1985.

ADOPTÉ

M. Edward St-Pierre explique que cette entente reconnaît le Royal Junior de Drummondville comme responsable de l'organisation du baseball majeur à Drummondville et confirme que ce club opérera en 1985.

16/1/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Cité des Loisirs Inc. pour l'année 1985.

Ce protocole prévoit le versement d'une subvention de 34 000 $ sur remise hypothécaire et une somme de 10 000 $ applicable au programme animation aux citoyens.

ADOPTÉ

17/1/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville les protocoles d'entente avec le Carrefour Socio-Culturel Drummond Inc. pour les sections "diffusion et spectacles" et "cours et ateliers".

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras explique que la Ville de Drummondville versera au Carrefour une subvention de 105 098 $ en 1985 pour la section "diffusion et spectacles" et une subvention de 25 000 $ pour la section "cours et ateliers" dispensés à l'école St-Louis-de-Gonzague.

Mme Francine Ruest-Jutras estime que ces protocoles doivent être rigoureusement respectés par la Ville de Drummondville et le Carrefour Socio-Culturel Drummond Inc. Ce respect s'applique également à tous les élus municipaux incluant le maire de la Ville.

18/1/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. pour l'année 1985.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras explique que cette convention prévoit entre autres choses une subvention de 14 200 $ destinée à l'animation de la piscine Frigon et l'animation des activités d'hiver et d'été en 1985.

19/1/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec chacun des organismes suivants:

- Les Loisirs St-Simon Christ-Roi
- Le Club des Loisirs Ste-Thérèse Inc.
- Le Comité des Loisirs et des Activités Socio-Culturelles de St-Pierre Inc.
- Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc.
- Les Loisirs St-Philippe.

Ces protocoles d'entente prévoient des subventions de 800 $ à ces organismes pour l'animation des patinoires.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras quitte son siège.

20/1/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville met en marche la phase II de son programme d'assainissement des eaux;

ATTENDU QUE la Ville se prépare à confirmer et conclure une ou des ententes avec le gouvernement du Québec relativement à la réalisation de ladite phase II;

INITIALES DU MAIRE J.M.
10
INITIALES DU GREFFIER

ATTENDU QUE la Ville dans l'élaboration de ces travaux veut favoriser le plus possible des professionnels de sa région immédiate;

ATTENDU QUE pour ce faire, un partage des mandats professionnels de génie s'impose;

ATTENDU QU'une résolution a été adoptée le 26 juin 1984 (573/6/84) pour confier à la firme Hamel, Beaulieu et Associés les travaux de génie relatifs à l'étape 2 des travaux d'assainissement, conditionnellement à l'approbation du ministère de l'Environnement et de la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux;

ATTENDU QUE depuis cette date, les firmes Hamel, Beaulieu et Associés ainsi que Audet SBCS Inc. ont été accréditées par la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux et inscrites à son répertoire comme étant compétentes pour remplir les mandats de génie de la phase II du programme d'assainissement des eaux;

IL EST PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. JEAN-PAUL GÉNÉREUX, CONSEILLER,
ET ADOPTÉ CE QUI SUIT À SAVOIR:

1° La résolution no. 573/6/84 du 26 juin 1984 est rescindée;

2° La Ville de Drummondville recommande à la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux de confier:

A) Les travaux de génie et de surveillance relatifs à l'interception de la rivière St-François à la firme Hamel, Beaulieu et Associés;

B) Les travaux de génie et de surveillance relatifs à la station d'épuration des eaux usées à la firme Hamel, Beaulieu et Associés, à la condition que cette dernière s'associe, pour cette réalisation, une firme d'experts-consultants dans la conception des procédés d'épuration, accréditée par la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux et agréée par la Ville, selon les termes et conditions à être approuvés par la Ville;

AMENDÉE PAR RÉS. 944/11/86

C) La co-gestion de l'ensemble des travaux de la phase II du programme d'assainissement des eaux à la firme Audet SBCS Inc.;

D) La gérance de construction de la station d'épuration et de ses accessoires à la firme Audet SBCS Inc.

Cette recommandation devient effective dès qu'une entente aura été conclue entre la Ville et la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux relativement aux travaux ci-haut mentionnés.

ADOPTÉ

M. Jean-Paul Généreux insiste pour que soit noté au présent procès-verbal son consentement à rescinder la résolution no. 573/6/84 qu'il avait proposée le 26 juin 1984.

21/1/85

ATTENDU QUE par des résolutions portant les numéros 111/2/84, 112/2/84 et 801/9/84, le Conseil de la Ville de Drummondville a demandé au ministère de l'Environnement du Québec de lui fournir les analyses des échantillonnages des eaux de la rivière St-François effectués en aval de la compagnie Domtar de Windsor Mills;

ATTENDU QU'à ce jour, le ministère de l'Environnement n'a pas fourni ces analyses à la Ville de Drummondville;

ATTENDU QUE dans une lettre datée du 6 décembre 1984, M. Michel Bordeleau, directeur général de l'assainissement des eaux par intérim, indique que le ministère de l'Environnement hésite à produire les documents demandés par la Ville de Drummondville;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville croit légitime de poursuivre en justice la compagnie Domtar de Windsor Mills parce qu'elle agit comme pollueur important de la rivière St-François dans laquelle Drummondville puise l'eau qu'elle traite pour la rendre potable et la distribuer à ses habitants et à ceux de trois municipalités voisines;

INITIALES DU MAIRE
11
INITIALES DU GREFFIER

ATTENDU QUE le coût de ce traitement est de beaucoup augmenté par le rejet de déchets et d'eaux usées non traitées par la compagnie Domtar de Windsor Mills;

ATTENDU QUE lors de l'audition de la cause inscrite en Cour, la Ville de Drummondville aura à fournir la preuve de ses avancées;

ATTENDU QUE les échantillonnages légaux effectués par le ministère de l'Environnement sont essentiels à la preuve que Drummondville veut produire à cette Cour;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et unanimement résolu que le Conseil prie instamment M. Michel Bordeleau, directeur général de l'assainissement des eaux par intérim au ministère de l'Environnement, de fournir à la Ville de Drummondville les documents demandés par les résolutions nos 111/2/84, 112/2/84 et 801/9/84 et de considérer que le Conseil de la Ville de Drummondville ne fait ces démarches que dans un esprit de collaboration avec le ministère de l'Environnement qui oblige les municipalités à dépolluer les rivières du Québec et spécialement celles qui servent de sources d'approvisionnement en eau potable.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie résume et commente le rapport des permis de construction émis par la Ville pour la période du 1er au 31 décembre 1984, ainsi que pour l'année 1984.

Il compare le rapport de l'année 1983 avec celui de l'année 1984 pour les mêmes périodes.

- Nombre de permis émis en décembre 1983-1984

  1983 - 38
  1984 - 58 (+ 20)

- Valeur des permis émis en décembre 1983-1984

  1983 - 3 794 616 $ (+ 306 652 $)
  1984 - 3 487 964 $

- Nombre de permis émis durant les années 1983 et 1984

  1983 - 749
  1984 - 953 (+ 204)

- Valeur des permis émis durant les années 1983 et 1984

  1983 - 24 039 530 $
  1984 - 28 092 219 $ (+ 4 052 689 $)

- Nombre de logements en 1983 et 1984

  1983 - 443 (+ 126)
  1984 - 317

22/1/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à l'enlèvement des enseignes d'une zone de stationnement interdit sur la rue Bernier, côté nord, entre la rue Cormier et l'extrémité du terrain de Litho Prestige Inc.

ADOPTÉ

M. Robert Lafrenière explique que cette zone de stationnement interdit avait été mise à l'essai durant quelques mois et qu'elle n'avait pas donné de résultats satisfaisants pour la compagnie Litho Prestige et ses employés.

INITIALES DU MAIRE
12
INITIALES DU GREFFIER

23/1/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les actes d'acquisitions de terrains décrétées par le règlement d'emprunt No. 1656 adopté par le Conseil de la Ville de Drummondville le 12 novembre 1984 (résolution no. 958/11/84) et approuvé par le ministère des Affaires municipales et la Commission municipale du Québec le 7 janvier 1985. Ces contrats seront rédigés par l'étude Jutras et Bernier, notaires.

ADOPTÉ

24/1/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à l'élimination des déchets solides au site d'enfouissement des Entreprises Sanitaires Joyal Inc. de St-François-du-Lac, au coût de 0,30 $ semaine/unité d'occupation.

ADOPTÉ

M. Jean-Marie Boisvert explique que cette dépense d'environ 5 000 $ par semaine est rendue nécessaire suite à une ordonnance du ministère de l'Environnement obligeant la Ville de Drummondville à mettre fin à l'utilisation du dépotoir situé à St-Nicéphore. On prévoit qu'un nouveau site d'enfouissement situé à St-Nicéphore sera en opération au début du mois de juin 1985.

25/1/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que des comptes totalisant la somme de 18 711,23 $ soient radiés parce que jugés irrécupérables par le Service de la trésorerie de la Ville. La liste de ces comptes est annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme cédule "A".

ADOPTÉ

26/1/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que MM. Jean-Paul Généreux, J.-Bruno Smith, Gérald Lapierre et Yves Blais soient délégués aux assises annuelles de l'A.Q.T.E. qui se tiendront au Palais des Congrès et à l'Hôtel Méridien de Montréal du 6 au 9 mars 1985.

ADOPTÉ

27/1/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que les services professionnels de M. Michel Parenteau, ingénieur, soient retenus pour évaluer les coûts de raccordement des services et d'aménagement de passages piétonniers et de stationnements concernant le projet "Carré Mitchell".

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à préciser ce mandat au consultant précité et à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents y relatifs.

ADOPTÉ

28/1/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Réjean Vallières et Luc Boisvert:

INITIALES DU MAIRE
13
INITIALES DU GREFFIER

A) Un certain terrain de forme trapézoïdale, faisant partie du lot deux cent quatre-vingt-un (281 Ptie) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, municipalité de la Ville de Drummondville, décrit et borné comme suit:

Commençant au coin nord du lot 282-10 (point 2116); de là, vers le nord-est suivant un gisement de zéro degré trois minutes zéro seconde (0°03'00") une distance de soixante-seize mètres et quinze centièmes (76,15 m) à un point étant appelé point de départ (point 2127); de là, vers le nord-ouest suivant un gisement de deux cent soixante-neuf degrés vingt-neuf minutes trente-et-une secondes (269°29'31") une distance de quarante-sept mètres et trente-et-un centièmes (47,31 m) (point 2125); de là, vers le nord-est suivant un gisement de zéro degré zéro minute quarante-trois secondes (0°00'43") une distance de trente-cinq mètres et cinq centièmes (35,05 m) (point 2126); de là, vers le sud-est suivant un gisement de quatre-vingt-neuf degrés vingt-neuf minutes trente-et-une secondes (89°29'31") une distance de quarante-sept mètres et trente-trois centièmes (47,33 m) (point 2128); de là, vers le sud-ouest suivant un gisement de cent quatre-vingt degrés trois minutes zéro seconde (180°03'00") une distance de trente-cinq mètres et cinq centièmes (35,05 m) (point 2127) pour revenir au point de départ.

Borné au nord-ouest, au nord-est et au sud-ouest par d'autres parties du lot 281, au sud-est par le lot 282 ci-après décrit.

Contenant une superficie de mille six cent cinquante-huit mètres carrés et sept dixièmes (1 658,7 m.c.).

B) Un certain terrain de forme irrégulière faisant partie du lot deux cent quatre-vingt-deux (282 Ptie) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, municipalité de la Ville de Drummondville, décrit et borné comme suit:

Commençant au coin nord du lot 282-10 (point 2116); de là, vers le nord-est suivant un gisement de zéro degré trois minutes zéro seconde (0°03'00") une distance de soixante-seize mètres et quinze centièmes (76,15 m) à un point appelé point de départ (point 2127); de là, vers le nord-est suivant un gisement de zéro degré trois minutes zéro seconde (0°03'00") une distance de trente-cinq mètres et cinq centièmes (35,05 m) (point 2128); de là, vers le sud-est suivant un gisement de quatre-vingt-neuf degrés vingt-neuf minutes trente-et-une secondes (89°29'31") une distance de vingt-trois mètres et trente-trois centièmes (23,33 m) (point 2123); de là, vers le sud-ouest suivant un gisement de cent quatre-vingt degrés zéro minute quarante-trois secondes (180°00'43") une distance de vingt-cinq mètres et quatre-vingt-dix-neuf centièmes (25,99 m) (point 2129); de là, vers l'ouest suivant un arc de cercle de neuf mètres et quatorze centièmes (9,14 m) de rayon une distance de quatorze mètres et vingt-huit centièmes (14,28 m) (point 2130); de là, vers le nord-ouest suivant un gisement de deux cent soixante-neuf degrés vingt-neuf minutes trente-et-une secondes (269°29'31") une distance de quatorze mètres et vingt-neuf centièmes (14,29 m) pour revenir au point de départ (point 2127).

Borné au nord-est par une autre partie du lot 282, au sud-est par le lot 282-4, rue Sigouin, au sud-ouest par une autre partie du lot 282 et au nord-ouest par le lot 281 ci-haut décrit.

Contenant une superficie de huit cent mètres carrés et cinq dixièmes (800,5 m.c.).

La superficie totale du terrain vendu est de deux mille quatre cent cinquante-neuf mètres carrés et deux dixièmes (2 459,2 m.c.).

Les dimensions et la superficie indiquées ci-dessus sont dans le système international telles qu'elles apparaissent au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël le 4 décembre 1984, portant le numéro de répertoire 4016 et le numéro de minute 4474; lesquels plan et description technique sont annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

INITIALES DU MAIRE

14

INITIALES DU GREFFIER

Cette vente est faite au prix de 1,62 $ le mètre carré, soit trois mille neuf cent quatre-vingt-trois dollars et quatre-vingt-dix cents (3 983,90 $) payables comptant le jour de la signature de l'acte de vente et dont la Ville de Drummondville reconnaît avoir reçu la somme de trois cent quatre-vingt-neuf dollars et quatre-vingt-cinq cents (389,85 $) sur ce montant.

Les taxes municipales, scolaires ou autres pour le terrain seront exigibles à compter de la date de la signature du contrat, quitte d'arrérages et suivant ajustement devant être fait entre les parties aux présentes à cette dernière date. Concernant les bâtisses à être érigées, les taxes deviendront exigibles suivant la loi.

L'acquéreur s'oblige à construire pour fins industrielles, sur le terrain présentement vendu, dans un délai d'au plus dix-huit mois de la date de signature du contrat, un édifice dont l'emprise sera d'au moins quatre mille quatre cent quarante pieds carrés (4 440 pieds carrés).

Les présentes sont indépendantes de la procédure à suivre pour l'obtention du permis municipal de construction.

L'acquéreur devra également respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par Me Jacques Lafond, notaire, lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente devra être acceptée par le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville l'acte de vente à intervenir et à y apporter toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les documents nécessaires pour compléter cette vente.

La présente résolution abroge et remplace à toutes fins que de droit la résolution no. 1021/12/84 du 10 décembre 1984.

ADOPTÉ

29/1/85

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement décrétant la cotisation payable par les membres de la SIDAC du quartier St-Joseph de Drummondville et déterminant le mode de calcul ainsi que le nombre de versement.

30/1/85

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1678) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer un nouveau secteur de zone CA-23 à même le secteur de zone RB-8 ainsi abrogé.

M. Denis Savoie explique que ce nouveau secteur de zone concerne deux terrains situés en bordure du boulevard St-Joseph, entre les rues Marchand et Mélançon.

31/1/85

Lecture est donnée du règlement No. 1665 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RA/A-55 à même le secteur de zone PA-55.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1665 a été adopté par la résolution no. 1034/12/84 le 10 décembre 1984;

INITIALES DU MAIRE J.M.
15
INITIALES DU GREFFIER

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1665 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 10 décembre 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1665 a été régulièrement donné le 27 décembre 1984 (rés. 1077/12/84);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 14 janvier 1985 à 19 H 30, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1665;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 14 janvier 1985 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1665 et ce de 9 heures à 19 heures les 4 et 5 février 1985.

32/1/85

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1666 a été adopté par la résolution no. 1035/12/84 le 10 décembre 1984;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1666 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 10 décembre 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1666 a été régulièrement donné le 27 décembre 1984 (rés. 1078/12/84);

ATTENDU QU'une dispense de lecture a été prévue par la résolution no. 1079/12/84 du 27 décembre 1984;

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 14 janvier 1985 à 19 H 30, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1666;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le règlement No. 1666 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier certaines règles relatives à l'entreposage extérieur, aux antennes paraboliques, aux usages temporaires, aux usages d'un terrain vacant, à la construction sur des lots non desservis, à l'occupation au sol, à la protection des boisés, à des dispositions particulières (IC-1) et à l'implantation des enseignes, soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans la Ville de Drummondville et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 14 janvier 1985 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans la Ville de Drummondville, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1666 et ce de 9 heures à 19 heures les 4 et 5 février 1985.

33/1/85

Lecture est donnée du règlement No. 1667 amendant le règlement de lotissement municipal No. 1401 dans le but d'en modifier les superficies et dimensions minimales des lots desservis par les services d'aqueduc et d'égout, et d'établir les modalités d'émission de permis concernant les lots créés avant l'entrée en vigueur du règlement.

INITIALES DU MAIRE
16
INITIALES DU GREFFIER

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1667 a été adopté par la résolution no. 1036/12/84 le 10 décembre 1984;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1667 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 10 décembre 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1667 a été régulièrement donné le 27 décembre 1984 (rés. 1080/12/84);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 14 janvier 1985 à 19 H 30, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1667;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans la Ville de Drummondville et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 14 janvier 1985 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans la Ville de Drummondville, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1667 et ce de 9 heures à 19 heures les 4 et 5 février 1985.

34/1/85

Lecture est donnée du règlement No. 1668 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RC-8 à même une partie du secteur de zone CA-4.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1668 a été adopté par la résolution no. 1037/12/84 le 10 décembre 1984;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1668 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 10 décembre 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1668 a été régulièrement donné le 27 décembre 1984 (rés. 1081/12/84);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 14 janvier 1985 à 19 H 30, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1668;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 14 janvier 1985 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble visé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1668 et ce de 9 heures à 19 heures les 4 et 5 février 1985.

35/1/85

Lecture est donnée du règlement No. 1669 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RC-10 à même une partie du secteur de zone CB-13.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1669 a été adopté par la résolution no. 1038/12/84 le 10 décembre 1984;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1669 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 10 décembre 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1669 a été régulièrement donné le 27 décembre 1984 (rés. 1082/12/84);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 14 janvier 1985 à 19 H 30, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1669;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 14 janvier 1985 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble visé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1669 et ce de 9 heures à 19 heures les 4 et 5 février 1985.

36/1/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, et unanimement résolu que des condoléances soient offertes à M. Agénor Langlais, ex-employé de la Ville, à l'occasion du décès de son épouse.

ADOPTÉ

M. Jean-Paul Généreux veut connaître le calendrier des procédures qui seront suivies avant d'en arriver à la mise en vigueur du règlement de zonage No. 1678 qui aura pour objet de créer la zone CA-23 en bordure du boulevard St-Joseph, entre les rues Marchand et Mélançon.

Le greffier énumère les dates de toutes les étapes futures qui pourraient conduire à l'entrée en vigueur du règlement No. 1678 (avis publics, séance de consultation, dates de l'ouverture d'un registre).

Période de questions concernant les affaires municipales

Son Honneur le Maire souhaite la bienvenue à un groupe important d'employés municipaux qui assistent à la séance du Conseil.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Question 1 Durant la saison estivale lors d'engagements d'étudiants, la Ville donne-t-elle la préférence aux jeunes qui ont travaillé l'année précédente?

Réponse: Le Comité du personnel fait la sélection des employés temporaires et tient compte de la performance des étudiants qui ont déjà été employés temporairement par la Ville.

Mme Francine Ruest-Jutras reprend son siège.

Question 2 La Ville a-t-elle procédé à un appel d'offres pour le réaménagement du Centre Culturel? Si oui, le coût des travaux excède-t-il les sommes prévues aux règlements d'emprunt que le Conseil a adoptés?

INITIALES DU MAIRE

18

INITIALES DU GREFFIER

Réponse: Mme Francine Ruest-Jutras répond que la Ville de Drummondville n'a pas encore procédé à un appel d'offres. Les consultants doivent finaliser les plans et devis prochainement. Les prévisions sont de l'ordre de 1 250 000 $ et elles seront respectées quitte à reviser le projet si nécessaire.

Question 3 Quel est le nombre de patinoires à Drummondville et sont-elles rentables?

Réponse: M. Edward St-Pierre déclare qu'il y a 15 ou 16 patinoires à Drummondville. Ces patinoires constituent un service récréatif qui ne peut être évalué sur une base de rentabilité mais sur une base d'utilisation par les gens du secteur qui en demandent l'aménagement. Des visites fréquentes ont permis de constater que cet hiver toutes les patinoires sont très utilisées et qu'à la fin de la saison hivernale, des statistiques de fréquentation seront compilées pour chaque patinoire de façon à pouvoir apprécier leur utilité.

Commentaires: Le président du R.C.D. allègue que la Ville n'a pas les moyens de répondre à tous les besoins exprimés par les citoyens comme par exemple l'aménagement de tennis à St-Pierre.

M. Jean-Paul Généreux réplique en disant que le Comité des Activités Socio-Culturelles de Drummondville Inc. a demandé une subvention pour l'aménagement de 2 tennis. Si le Comité reçoit une subvention, la Ville devra certainement contribuer pour un certain montant. Le Conseil à ce moment aura à prendre une décision en tenant compte que les résidents du secteur St-Pierre ne sont pas plus favorisés que les résidents de d'autres secteurs, mais qu'ils paient des taxes pour la construction et l'animation des courts de tennis situés dans d'autres quartiers de la Ville.

Question 4 S'adressant à Mme Francine Ruest-Jutras, le président du R.C.D. indique que lors de l'adoption de l'item 20, elle a semblé insinuer que certains conseillers auraient enfreint les règles établies par un protocole signé avec le Carrefour Socio-Culturel pour l'année 1983?

Réponse: Mme Francine Ruest-Jutras répond qu'elle estime que les protocoles d'entente signés par la Ville doivent être intégralement respectés et qu'elle a constaté que lors d'une exposition de peintures, la Ville n'a perçu que 10% sur les ventes d'oeuvres, alors que le protocole prévoyait que la Ville devait percevoir 20%. Il s'agit d'une exposition faite par M. Roland Gingras du 10 au 21 octobre 1984.
En tant que responsable du Service, Mme Francine Ruest-Jutras estime qu'elle ne peut taire cet événement et elle se doit d'insister pour que les protocoles soient respectés à l'avenir et ce, même avec les artistes locaux.

Question 5 La Ville a récemment accepté une soumission présentée par Les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée pour l'élimination des déchets solides durant une période de 5 ans; le Conseil a-t-il réalisé que dans 5 ans cette entreprise sera la seule à opérer un site d'enfouissement dans les environs de Drummondville et que de ce fait, aucun compétiteur ne pourra lui faire concurrence lorsque la Ville retournera en appel d'offres?

Réponse: M. Jean-Marie Boisvert répond que lors d'un prochain appel d'offres, il pourrait arriver que l'utilisation d'un site plus éloigné que St-Nicéphore soit moins dispendieuse. Le Conseil devra prendre une décision en temps opportun.

INITIALES DU MAIRE

19

INITIALES DU GREFFIER

Question 6 De quelle façon le volume des déchets déposés au site d'enfouissement sera-t-il contrôlé, par pesée au garage municipal ou au site lui-même?

Réponse: M. Jean-Marie Boisvert explique que la Ville possède des statistiques concernant le volume de déchets recueillis dans le territoire municipal. Le Service des travaux publics est chargé du contrôle. La convention intervenue avec Les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée prévoit que le coût est calculé à la porte et non au tonnage pour éviter des frais de vérification. Il pourrait arriver que si le volume de déchets recueillis diminue à cause de la récupération, la Ville soit dans l'obligation de reviser la formule actuellement utilisée.

Question 7 Les marchands, les industriels et les entrepreneurs qui doivent disposer de rebuts en quantité considérable sont-ils obligés de transporter ces rebuts à St-François-du-Lac?

Réponse: M. Jean-Marie Boisvert explique qu'un site destiné à ces rebuts a été accepté et est situé près du site d'enfouissement des Entreprises de Rebuts D.G. Ltée. Une vérification sera faite pour savoir si ce site est présentement en opération et M. Hervé Savoie en sera informé.

Question 8 Le Conseil a radié une liste de comptes jugés non récupérables au montant de 18 711,13 $. Est-ce que tous les efforts raisonnables ont été faits pour percevoir ces argents?

Réponse: M. J.-Bruno Smith explique que cette liste de comptes a été très soigneusement vérifiée. Les raisons justifiant la radiation sont: faillites, liquidation de compagnies, clubs, insolvabilité, loi Lacombe, décès, adresse inconnue, etc. Ces comptes portent sur une période antérieure à 1980 jusqu'en 1984. Avant que les taxes soient toutes imposées aux propriétaires, le Conseil devait chaque année radier des montants beaucoup plus importants qui pouvaient atteindre la somme d'environ 40 000 $.

- Intervenante: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, représentante du quartier #1.

Mme Francine Ruest-Jutras explique qu'à titre de conseillère représentant le quartier #1 qui comprend le secteur La Coulée, elle se voit justifiée de résumer pour le Conseil les doléances des contribuables du secteur La Coulée dont l'évaluation a été augmentée d'environ 25% pour l'année d'imposition 1985.

Mme Francine Ruest-Jutras déclare qu'elle n'est pas surprise des revendications exprimées par ces contribuables qui soutiennent que leur évaluation en 1984 correspondait au prix payé pour leur propriété. Ils ne peuvent s'expliquer une augmentation de 25% après 1 an. Ils ont payé leur lampadaire. Ils doivent payer leur éclairage. Ils avaient eu la promesse que les rues seraient pavées en 1984 et ces travaux bien qu'acceptés par le Conseil ne seront réalisés qu'à l'été 1985. La conseillère poursuit en expliquant que la Loi ne permet pas à un élu municipal d'intervenir d'une façon ponctuelle dans le rôle d'évaluation. Elle estime avoir réussi à obtenir certaines réalisations comme des modules, de l'éclairage et des bordures au cours de la dernière année. Elle demande à Son Honneur le Maire s'il serait possible de refaire l'évaluation dans le secteur La Coulée pour éviter aux contribuables, qui majoritairement s'apprêtaient à contester leur évaluation, des pélerinages au bureau de M. Mercure (qui s'est toujours montré disponible) ou au Bureau de Révision.

INITIALES DU MAIRE
20
INITIALES DU GREFFIER

- Intervenant: Son Honneur le Maire.

Son Honneur le Maire s'adressant à Mme Francine Ruest-Jutras, déclare que lorsque le Conseil en 1983 a décidé de mandater la firme Mercure, Guilbault et Associés pour refaire le rôle d'évaluation, la décision était unanime. L'évaluation de 480 000 000 $ a été portée à 550 000 000 $. Le maire dit ne pas se souvenir que Mme Francine Ruest-Jutras ait dit "Attention au secteur La Coulée".

- Intervenante: Mme Francine Ruest-Jutras précise qu'elle ne s'est pas opposée à la réfection du rôle mais que dès qu'elle a connu le résultat et l'ordre des augmentations dans ce secteur, elle a informé le Conseil de son désaccord.

- Intervenant: Son Honneur le Maire estime que M. Mercure qui doit répondre du rôle d'évaluation qu'il a déposé, devrait lui-même résumer les informations qu'il a fournies aux propriétaires du secteur La Coulée.

- Intervenant: M. Patrick Mercure explique que la revision du rôle d'évaluation a été effectuée d'après une étude du marché immobilier à Drummondville. La base des calculs a été la même pour tous les secteurs et que l'indexation du rôle a été faite en tenant compte de l'indexation des coûts de construction.

Tous les contribuables ont droit de consulter leur dossier et porter plainte au Bureau de Révision. Si après vérification, l'évaluateur peut établir qu'il y a erreur dans certains dossiers, il peut demander une correction d'office et à ce titre, il se déclare prêt à le faire.

- Intervenant: Son Honneur le Maire veut savoir si toutes les maisons du secteur La Coulée ont été visitées au cours de la confection du rôle pour l'année d'imposition 1985?

Réponse: M. Patrick Mercure déclare que toutes les maisons de ce secteur ont été visitées après que les travaux de construction eurent été terminés en 1983 et 1984. Quarante-trois maisons de ce secteur ont été visitées en 1984 et la valeur de toutes les propriétés du secteur a été indexée en appliquant le facteur d'augmentation des coûts de construction. Le résultat de cet exercice fait que l'augmentation moyenne du nouveau rôle d'évaluation est de 13% et que dans le secteur La Coulée, elle atteint 25%.

À titre d'évaluateur, M. Mercure maintient que le nouveau rôle reflète la valeur réelle des propriétés et que s'il y a des cas d'exception, ces derniers peuvent être revisés par le Bureau de Révision ou par une correction d'office si elle est justifiable.

- Intervenant: M. Luc Morissette du 150 de la rue Comtois, demande la parole.

Ses commentaires sont les suivants: Environ 75 propriétaires du secteur La Coulée se sont consultés et ont fait consensus pour en arriver à la conclusion que le Conseil avait déclaré qu'à la fin de 1983, le rôle représentait environ 86% de la valeur réelle. Il est inadmissible que la valeur des propriétés ait augmenté de 25% dans 12 mois. Les mêmes propriétaires sont convaincus qu'en 1983 et 1984, ils ont été imposés sur la valeur réelle, c'est-à-dire selon le coût d'acquisition et de construction.

- Intervenant: M. Robert Lafrenière demande à l'évaluateur si les améliorations telles que les pavages imbriqués, les piscines et les remises sont évaluées? Si tel est le cas, serait-il possible que ces améliorations faites après l'acquisition d'une maison aient été ajoutées après la première évaluation des maisons du secteur La Coulée.

INITIALES DU MAIRE S.M.
21
T.B
INITIALES DU GREFFIER

Réponse: Oui, ces améliorations doivent être évaluées; il se peut que dans certains cas, ces facteurs aient pu contribuer à augmenter l'évaluation. Chaque cas peut être vérifié.

- Intervenant: M. Luc Morissette

Les propriétaires du secteur La Coulée ont acquis leurs maisons récemment, ils n'ont pas eu le temps d'apporter des améliorations importantes, de finir des sous-sols et d'aménager des bains tourbillons. Étant donné que le rôle d'évaluation fait en 1981 à 100% était supposé refléter 86% de la valeur réelle à la fin de 1983, les contribuables comprendraient et accepteraient une augmentation de 14% ou 15%.

Ces mêmes propriétaires aimeraient ensemble discuter avec le Conseil et/ou l'évaluateur au lieu de contester individuellement leur évaluation.

- Intervenant: Son Honneur le Maire

La Loi prévoit que seul l'évaluateur peut reviser ou maintenir l'évaluation qu'il a déposée. Cependant, vu l'importance des revendications des propriétaires du secteur La Coulée, le Conseil étudiera ce dossier avec l'évaluateur lundi le 21 janvier. Le maire insiste pour dire que cette rencontre n'est pas une promesse de modifier les valeurs déposées par l'évaluateur.

- Intervenant: M. Denis Savoie, conseiller.

Ce conseiller déclare que lors de l'adoption du budget de l'année 1985, il s'est objecté et qu'il a mentionné qu'il n'acceptait pas non plus le nouveau rôle d'évaluation tel que déposé. Dans le secteur Ste-Thérèse, plusieurs contribuables subissent des augmentations de 16%. Il se dit conscient que lorsqu'un contribuable conteste son évaluation, il doit retenir les services d'un autre évaluateur, celà entraîne des coûts considérables que tous ne peuvent assumer.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Il rappelle qu'en 1982, à titre de président du R.C.D., il s'est opposé au rôle d'évaluation parce que les maisons se vendaient en deçà de leur valeur imposable. Le Conseil n'a pas revisé ce rôle à la baisse. En 1984, le rôle d'évaluation reflète des augmentations incompatibles avec les chiffres défendus par l'évaluateur et le Conseil en 1982. Comment expliquer que selon les renseignements publiés dans les journaux, plusieurs villes (il fait l'énumération d'environ 10 villes) ne subissent aucune augmentation de taxes en 1985 et qu'à Drummondville, les taxes augmentent chaque année?

- Intervenante: Mme Francine Ruest-Jutras souhaite que l'on mette fin au débat sur l'évaluation, mais que d'un autre côté, comme il est assez étonnant que les résidents du secteur La Coulée aient subi une augmentation de 25%, elle voudrait que le dossier soit étudié sérieusement dans les meilleurs délais.

- Intervenant: M. Patrick Mercure

En 1982, le rôle était à 100%. En 1983, le rôle était à 99%, selon les statistiques du ministère des Affaires municipales. Selon l'analyse de 237 ventes effectuées en 1984, le ministère des Affaires municipales a établi que le rôle de Drummondville déposé en novembre 1984 reflète une valeur de 100% des propriétés.

Toute personne peut avoir copie de son dossier en payant 0,25 $ la copie.

L'évaluation a été faite selon les règles de la Loi sur l'évaluation foncière et l'évaluateur n'a pas d'intérêt à pénaliser un secteur en particulier.

INITIALES DU MAIRE
S.M
22
INITIALES DU GREFFIER

- Intervenant: M. Pierre Tourigny, 500 rue Chauveau.

Questions - Quand recevrons-nous nos comptes de taxes? Quand connaîtrons-nous la décision du Conseil relative à l'évaluation des propriétés du secteur La Coulée?

Réponse: Le trésorier a débuté l'envoi des comptes et en a expédié une certaine quantité à tous les jours.

Mardi le 22 janvier, cette décision sera acheminée à M. Pierre Tourigny ou à un autre requérant.

- Intervenant: M. Denis Savoie, conseiller.

Ce conseiller s'interroge concernant l'opportunité pour le Conseil de faire l'étude de l'évaluation de l'ensemble du rôle parce que d'autres secteurs sont également affectés à des pourcentages qui méritent d'être questionnés, exemple Ste-Thérèse.

- Intervenant: M. J.-Bruno Smith, conseiller.

S'adressant à M. Denis Savoie, M. J.-Bruno Smith allègue qu'il est facile de s'objecter à un budget ou à un rôle d'évaluation. Il reproche à son collègue de n'avoir pas apporté de suggestions pratiques et acceptables lors de la préparation du budget et du plan triennal d'immobilisations. Il estime que lorsqu'un budget et un plan triennal d'immobilisations sont majoritairement acceptés par un Conseil, il est plus courageux de défendre ces décisions que de les critiquer. Ce budget et ce plan triennal d'immobilisations ont été préparés avec honnêteté et pour donner aux citoyens de Drummondville une administration saine et logique.

- Intervenant: M. Denis Savoie, conseiller.

Ce conseiller soutient qu'il a toujours préconisé des compressions budgétaires et tout en admettant qu'il y a des dépenses incompressibles, il aurait été valable de diminuer certains services récréatifs et communautaires tels que l'aménagement de pistes de soccer qui coûtera 50 000 $ en 1985. Le Conseil devrait peut-être songer à donner la gérance de certains équipements à des organismes qui pourraient s'autofinancer comme par exemple le Village Québécois d'Antan.

- Intervenant: M. Hervé Savoie

Je comprends M. J.-Bruno Smith qui a fait sans succès certaines interventions concernant les Résidences St-Frédéric.

- Intervenant: M. J.-Bruno Smith, conseiller.

M. J.-Bruno Smith explique que Les Résidences St-Frédéric ont été réalisées par des bénévoles impliqués et que cet immeuble qui rapporte 66 000 $ de taxes deviendra la propriété de la Ville après que l'hypothèque aura été remboursée. Il estime que c'est un projet valable et que la participation de la Ville à ce projet était justifiée.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

INITIALES DU MAIRE
23
INITIALES DU GREFFIER

Il détaille une facture de 915,75 $ qui représente le coût de la réunion annuelle des employés municipaux le 14 décembre 1984 (bière, punch, buffet, aménagement et remise en place des lieux, taxes, service, etc.). Il estime qu'il y a exagération.

- Intervenant: M. Robert Lafrenière explique que cette somme a été consentie pour une réunion de deux cents employés. Ce coût est légitime et raisonnable d'autant plus que cette année, les employés municipaux ont accepté une coupure des dépenses de 500,00 $ qui ont été versés au fonds de secours de l'Éthiopie. Il suggère à M. Hervé Savoie de tenir des propos sensés comme il le fait la plupart du temps.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Pourquoi la SIDAC du quartier St-Joseph a-t-elle placé une annonce sur un terrain adjacent à l'ancienne bibliothèque municipale? Ce monument n'est-il pas une dépense exagérée? La Ville a-t-elle participé à son acquisition et son installation?

Réponse: Monsieur le Maire explique que cette annonce a été payée par les membres de la SIDAC du quartier St-Joseph. Il demande au trésorier d'expliquer le fonctionnement d'une SIDAC.

M. Roger Turcotte, trésorier, explique que la SIDAC du quartier St-Joseph est autonome. Son conseil d'administration établit un budget annuel et le rôle de la Ville consiste à percevoir les cotisations des membres d'une SIDAC et à les remettre à cet organisme pour qu'il puisse opérer.

- Intervenant: M. Hervé Savoie.

L'industrie Fils Fantastiques, m'a-t-on dit, a cessé ses opérations. Où était située cette industrie et quelles sont les raisons de cette fermeture?

Réponse: Son Honneur le Maire déclare qu'il prendra information à ce sujet et qu'une réponse sera donnée au requérant à la prochaine séance du Conseil, si possible.

- Intervenant: M. Hervé Savoie.

La Ville a fait imprimer de nouvelles formules pour détailler les dépenses faites par les élus ou des cadres municipaux. Ces formules sont-elles présentement utilisées?

Réponse: Ces formules ont été mises en circulation et elles seront utilisées en 1985.

- Intervenant: M. Hervé Savoie.

Question: Le propriétaire du Village des Eaux et des Neiges paie-t-il des taxes municipales?

Réponse: Son Honneur le Maire répond que le Conseil s'apprête à renégocier une entente avec le propriétaire des glissades parce qu'il s'avère impossible pour lui d'opérer en hiver. La Ville prend les mesures pour que les taxes soient payées. Ce genre de dossier ne peut être traité publiquement.

- Intervenant: M. Luc Audet, président de Audet SBCS Inc., rue Sigouin.

INITIALES DU MAIRE J.B.M.
24
INITIALES DU GREFFIER Y.C.B.

M. Luc Audet se dit très désappointé de la décision du Conseil d'avoir procédé par résolution à un nouveau partage des mandats entre les firmes Hamel, Beaulieu et Associés et Audet SBCS concernant le projet d'assainissement des eaux qui contient une enveloppe d'environ 4 millions de dollars et dont 74% sera versé à la firme Hamel, Beaulieu et Associés, tandis que la firme qu'il dirige ne percevra qu'environ 26%. Compte tenu des ressources qualifiées en génie municipal du personnel qu'il dirige, il ne comprend pas la décision du Conseil et voudrait qu'elle lui soit expliquée.

Réponse: M. J.-Bruno Smith donne les raisons retenues par le Conseil avant de prendre cette décision.

- Intervenante: Mme Francine Ruest-Jutras estime qu'elle comprend la déception de M. Luc Audet et de ses associés parce que la gérance des travaux ne requiert que peu d'expertise en génie, puisqu'elle aurait pu être confiée à un entrepreneur général.

- Intervenant: M. Robert Malouin, 575 rue Ferland.

Question S'adressant à M. Jean-Paul Généreux, M. Robert Malouin veut savoir si le 26 juin 1984 lorsqu'il a proposé l'engagement de la firme Hamel, Beaulieu et Associés pour assumer un mandat concernant l'assainissement des eaux, il savait que la firme Hamel, Beaulieu et Associés n'était pas qualifiée?

Réponse: M. Jean-Paul Généreux déclare qu'il a pris connaissance de cette situation après le 26 juin, cependant à la même date, la firme Audet SBCS n'avait pas non plus son accréditation de la S.Q.A.E. Il ajoute que ce soir le Conseil a revisé sa décision après de longues et sérieuses considérations.

- Intervenant: M. Robert Malouin.

M. Robert Malouin suggère au Conseil de rescinder sa dernière résolution et de procéder à un appel d'offres. Cette pratique est permise par le Code de Déontologie et plusieurs municipalités l'utilisent.

- Intervenant: Son Honneur le Maire déclare que le Conseil a pris une décision et qu'elle est définitive.

- Intervenant: M. Luc Audet.

Le Conseil a pris en considération l'importance du personnel et des investissements des deux firmes à Drummondville. Il faut également tenir compte du fait que si la firme Hamel, Beaulieu et Associés doit s'associer des consultants extérieurs, ses honoraires seront diminués d'autant.

- Intervenante: Mme Francine Ruest-Jutras.

Cette conseillère estime que la décision du Conseil est prématurée parce qu'actuellement, il ne dispose pas des données suivantes:

- Ordre de grandeur du projet
- Le coût du projet
- Un protocole signé avec la S.Q.A.E.
- Les tenants et aboutissants.

Elle conclut en disant qu'elle serait favorable à procéder par soumissions.

INITIALES DU MAIRE S.M
25
INITIALES DU GREFFIER

- Intervenant: M. Robert Malouin.

Il demande s'il serait possible d'obtenir la proposition écrite de la firme Hamel, Beaulieu et Associés?

Réponse: Le Conseil pourra vérifier s'il est possible légalement de fournir ces documents (M. J.-Bruno Smith).

- Intervenant: M. Denis Savoie, conseiller.

Il déclare qu'il n'a pu vérifier tous les documents qui sont en sa possession à cause de son séjour à l'Institut Drummond. Pour cette raison, il ne veut pas élaborer davantage sur ce dossier. Quant au dossier du Centre Culturel, il combattra toute soumission dont le coût sera supérieur aux prévisions.

- Intervenant: M. Robert Malouin.

La Ville s'est retirée de la Régie Intermunicipale (Déchets) de la région de Drummond et a demandé un avis légal pour savoir si elle pourrait signer une entente avec les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée qui ont présenté une soumission pour l'élimination de déchets solides. La Ville a-t-elle en main cet avis légal et serait-il possible d'en obtenir une copie?

Réponse: Son Honneur le Maire demande à M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, de répondre à M. Robert Malouin.

- Intervenant: M. Michel Lesage, ing., d.g.a. aux services à la population.

Un avis a été remis au Conseil. Cet avis précise que la Ville ne peut se soustraire à l'obligation de procéder à l'élimination des déchets. De plus, l'avis légal recommande que la Ville négocie une entente à l'amiable avec la Régie pour s'en dissocier et éviter des problèmes futurs de responsabilité.
La Ville a reçu plusieurs avis dont l'un traitait du fait que la Ville avait contesté l'ordonnance du ministère de l'Environnement l'obligeant à cesser d'utiliser le dépotoir à ciel ouvert de St-Nicéphore.

Son Honneur le Maire estime qu'il y a lieu de mettre fin à la discussion en cours.

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, il fixe la prochaine séance régulière du Conseil, au lundi 28 janvier 1985 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Laurent Bann
Greffier.

Serge Morand
Maire.

INITIALES DU MAIRE
SAM
26
XB
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

28 janvier 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée publique de consultation tenue à l'hôtel de ville le 28 janvier 1985 à 19 h 45; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée, conformément aux prescriptions de l'article 126 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., Chap. A-19.1) pour les fins suivantes:

" 1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;

2. Récitation de la prière;

3. Adoption de l'ordre du jour;

4. Tenir une assemblée publique de consultation, conformément à la Loi 125 (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), pour expliquer le projet de règlement suivant et les conséquences de son adoption, et entendre les personnes et organismes qui désireront s'exprimer:

   - Règlement No. 1678 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone CA-24 à même le secteur de zone RB-8, ainsi abrogé.

5. Période de questions sur le règlement No. 1678.

6. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie et Edward St-Pierre, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

37/1/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Monsieur le Maire précise sommairement l'objet de la consultation publique et les exigences de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme relativement à l'adoption de règlements modifiant le zonage.

Monsieur le Maire donne lecture du texte suivant:

" - Règlement No. 1678

Titre et objet: Règlement amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer un nouveau secteur de zone commercial CA-24 à même le secteur de zone résidentiel RB-8 ainsi abrogé.

Nature et objet: Ce règlement modifie le règlement de zonage municipal No. 1400 de manière à permettre les usages autorisés dans la zone CA sur tous les lots constituant le secteur de zone résidentiel RB-8 avant modification.

INITIALES DU MAIRE
27
INITIALES DU GREFFIER

J'invite donc les personnes qui désirent se prévaloir de leur droit de parole, à s'avancer au micro et à le faire.
"

Période de questions concernant le règlement No. 1678

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

  Question - Pourquoi les avis publics et le texte du règlement ne précisent-ils pas exactement les limites du secteur concerné par un règlement de zonage?

  Réponse: M. Denis Savoie explique que le règlement No. 1678 concerne un secteur longeant le boulevard St-Joseph entre la rue Marchand et la rue Mélançon. La modification aura pour effet de donner à ce secteur (CA-24) un caractère commercial permettant ainsi la transformation de la propriété du Dr. Marcel Côté en restaurant de qualité.

- Intervenant: M. Denis Savoie, conseiller.

  Question - S'adressant à M. Claude Rivard, présent dans la salle, ce conseiller demande si la propriété du Dr. Marcel Côté est grevée d'une servitude limitant l'usage de cette bâtisse à la catégorie "résidence"?

  Réponse: M. Claude Rivard affirme qu'après vérification auprès des notaires Gérard Fradet et Louis Morin, il n'existe pas de telle servitude sur les lots appartenant au Dr. Marcel Côté dans le secteur concerné par le projet de règlement No. 1678.

- Intervenant: M. Pierre Aubé, urbaniste à l'emploi de la firme Roche Urbanex.

  Commentaires: M. Pierre Aubé explique que si le règlement No. 1678 est adopté, le nouveau secteur créé aura une vocation commerciale permettant d'opérer un restaurant ou tout autre commerce autorisé dans les secteurs CA sous réserve des autres dispositions du règlement de zonage No. 1400 et ses amendements.

Considérant qu'il n'y a plus de questions sur le projet de règlement No. 1678, Son Honneur le Maire déclare que la SÉANCE SPÉCIALE EST LEVÉE.

....

Greffier. Maire.

INITIALES DU MAIRE
28
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

28 janvier 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 28 janvier 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie et Edward St-Pierre, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

38/1/85

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 14 janvier 1985; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

39/1/85

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 14 janvier 1985; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

40/1/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Période d'information

Son Honneur le Maire répondant à trois questions posées le 14 janvier 1985, donne les renseignements suivants:

- Raisons de la fermeture de la compagnie Fils Fantastiques Inc.
- Non disponibilité d'un site pour le déversement de matériaux de construction ou rebuts solides à St-Nicéphore.
- Communiqué de presse concernant le dossier d'évaluation des résidents du secteur La Coulée.

C O R R E S P O N D A N C E:

- M. Jean-Guy Ferland demande au Conseil d'améliorer le système de transmission des séances du Conseil via le poste de télévision communautaire et d'ajouter une deuxième caméra.

INITIALES DU MAIRE J.M.
29
INITIALES DU GREFFIER L.B

Son Honneur le Maire explique que le Conseil a réservé une somme de 35 000 $ au budget 1985 pour des améliorations qui seront faites au cours des prochains mois.

- Le ministre responsable de l'Année internationale de la jeunesse, M. Michel Clair, informe le Conseil que le gouvernement du Québec entend souligner d'une façon particulière cet événement en proposant aux jeunes un certain nombre d'outils pour exprimer à leur manière leurs aspirations, leurs idées et leurs réalisations. Il souligne que le Secrétariat à la jeunesse du gouvernement du Québec est responsable d'un programme de subvention mis à la disposition des jeunes.

  Il invite toutes les municipalités à se faire un point d'honneur de soutenir des initiatives des jeunes en 1985 et à profiter de la disponibilité d'un responsable régional pour élaborer des dossiers profitables à la jeunesse.

  M. Robert Lafrenière explique que le Conseil de la Ville de Drummondville s'est engagé à participer activement à l'Année internationale de la jeunesse. Quatre représentants de la Ville ont collaboré à un symposium tenu au Cégep les 21 et 22 janvier 1985. MM. Jean-Marie Boisvert, Robert Lafrenière et Claude Boucher seront nommés sur un comité chargé du suivi de ce symposium et le Service du personnel a été chargé de favoriser l'embauche de jeunes drummondvillois au cours de la saison estivale 1985.

41/1/85 - M. Guy Tardif, ministre des Transports, informe le Conseil qu'il a approuvé les prévisions budgétaires présentées par Transport Diligence Inc. au montant de 128 938 $ ainsi que la modification des heures de service qui passent de 82 à 86 heures par semaine. Une subvention de 96 704 $ sera versée à la Ville de Drummondville en 1985 aux conditions qu'il précise dans une lettre datée du 16 janvier 1985.

  Il est unanimement résolu qu'une lettre de remerciements soit adressée au ministre Guy Tardif pour cette importante subvention.

ADOPTÉ

42/1/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 12 janvier au 1er février 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 1 430 562,24 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

43/1/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. soit autorisé à utiliser le chalet de la piste d'athlétisme et la patinoire les 8, 9 et 10 février 1985 et à disposer de la neige au centre du parc St-Jean-Baptiste pour fins d'activités récréatives.

ADOPTÉ

44/1/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que la Fondation des maladies du coeur, section de Drummondville, soit autorisée à tenir une campagne de financement au cours de

INITIALES DU MAIRE B.M.
30
INITIALES DU GREFFIER

la semaine du 17 au 24 février 1985 et à procéder au lancement de cette campagne à l'hôtel de ville. Il est également résolu que des félicitations soient adressées à Me Gaétan Ratté qui présidera cette campagne de souscription.

ADOPTÉ

45/1/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la Société canadienne de la sclérose en plaques, section de Drummondville, soit autorisée à procéder à la campagne de l'oeillet durant la période du 5 au 12 mai 1985.

ADOPTÉ

46/1/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que M. Claude Boucher, directeur général, soit autorisé à mettre sur pied avec l'Association Québec-France un échange de travailleurs étudiants (2 postes) pour l'été 1985. Cet échange se fera avec la Ville de La Roche-sur-Yon.

ADOPTÉ

47/1/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que les personnes suivantes soient désignées pour siéger au conseil d'administration de la SIDAC Alain Limoges de Drummondville tel que le prévoit l'article 458.24 de la Loi sur les Cités et Villes, savoir: M. Denis Proulx pour un terme de 2 ans et M. André Paquin pour un terme de 1 an.

ADOPTÉ

48/1/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à assumer la présidence d'un comité regroupant des ingénieurs-conseils en génie municipal, des ingénieurs à l'emploi de municipalités, des ingénieurs à l'emploi du ministère de l'Environnement, des ingénieurs à l'emploi de la SQAE et des ingénieurs-entrepreneurs ou fournisseurs d'équipement, en vue de préparer un mémoire à l'intention des autorités gouvernementales sur les divers aspects du programme d'assainissement des eaux et sur l'exploitation des postes de traitement, avant la fin de mai 1985.

ADOPTÉ

49/1/85

Il est unanimement résolu que des félicitations soient adressées à M. Michel Lesage pour s'être mérité l'honneur de présider un comité prestigieux mis sur pied par l'Ordre des Ingénieurs du Québec. Sa nomination témoigne de sa compétence et de l'estime qu'il s'est mérité de la part de collègues qui oeuvrent dans des secteurs d'activités différents.

ADOPTÉ

50/1/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le Conseil accepte le plan directeur des communications réalisé par la firme Optimum, à l'exclusion du chapitre relatif au thème à être retenu par la Ville de Drummondville.

Il est également résolu que M. Claude Boucher, directeur général, soit autorisé à mettre en application les recommandations de la firme Optimum.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire explique que la mise en application du rapport de la firme Optimum s'échelonnera sur plusieurs mois. Cet exercice consistera à utiliser plusieurs moyens suggérés dans le rapport des consultants pour améliorer l'image de Drummondville. La Ville a prévu dépenser 100 000 $ en 1985 pour la mise en application du rapport et elle immobilisera environ 75 000 $ durant cette même année pour les mêmes fins.

51/1/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que MM. Robert Lafrenière, Jean-Marie Boisvert et Claude Boucher soient délégués comme représentants de la Ville de Drummondville pour siéger sur le comité chargé du suivi du symposium "Les Jeunes et l'Emploi".

ADOPTÉ

52/1/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que Mme Suzanne Pelletier soit engagée à l'essai au poste de bibliotechnicienne au Centre d'information documentaire Côme St-Germain. Sa classification et sa rémunération seront celles accordées par la convention collective des employés municipaux (cols blancs), C-5 à l'embauche.

ADOPTÉ

53/1/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que M. Claude Boucher, directeur général, soit autorisé à procéder à l'ouverture d'un poste contractuel concernant l'engagement d'un coordonnateur technique pour une période d'un an.

ADOPTÉ

M. Lindor Letendre explique que ce coordonnateur technique sera sous l'autorité du directeur général adjoint aux services à la population et pourra prêter assistance à tous les services municipaux lorsque requis.

54/1/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Mouvement scouts et guides de la paroisse St-Joseph (section pionniers) pour l'utilisation du sous-sol du chalet Messier et ce pour 12 mois.

ADOPTÉ

55/1/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec l'Association de tennis de Drummondville Inc. pour l'aménagement d'un chalet dans le secteur La Poudrière.

ADOPTÉ

M. Edward St-Pierre explique que ce chalet sera une installation temporaire facile à transporter au besoin.

56/1/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville prévoit procéder à l'exécution de travaux de réaménagement à l'aéroport durant l'été 1985;

ATTENDU QUE durant la période de l'exécution de ces travaux, la longueur de la piste utilisable sera diminuée;

ATTENDU QUE l'exécution de travaux de tout genre est susceptible d'apporter des inconvénients et des risques supplémentaires;

ATTENDU QUE l'Association des Pilotes de Drummondville Inc. sollicite l'autorisation de présenter un spectacle aérien les 24 et 25 août 1985;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller,
appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller,
et résolu que:

1- l'Association des Pilotes de Drummondville Inc. soit autorisée à tenir un spectacle aérien les 24 et 25 août 1985 à condition que l'utilisation de la piste d'atterrissage soit limitée à une longueur de 2 000 pieds;

2- les mesures de sécurité mises en place soient préalablement acceptées par le Service de la sécurité publique de Drummondville et M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population.

ADOPTÉ

57/1/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la municipalité de la paroisse de St-Germain de Grantham qui veut bénéficier des services de la Société de Développement Économique de Drummondville (S.D.E.D.).

ADOPTÉ

58/1/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Bureau du Tourisme et des Congrès du Centre du Québec Inc. pour l'année 1985.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras indique que la Ville donnera une subvention de 95 000 $ au B.T.C. payable en 2 versements.

59/1/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Chambre de Commerce du Comté de Drummond pour l'année 1985.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras ajoute que la Ville apprécie grandement la collaboration de la Chambre de Commerce du Comté de Drummond et que la collectivité est redevable à cette Chambre de plusieurs réalisations valables.

60/1/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat avec Gaz Inter-Cité Québec Inc. pour la fourniture de gaz naturel à certains édifices municipaux.

ADOPTÉ

M. J.-Bruno Smith explique que les modifications apportées aux édifices municipaux s'élèveront à 200 407 $ dont 190 012 $ seront subventionnés dans le cadre du programme PCEPP. La dépense maximale de la Ville sera de 15 000 $ pour une économie annuelle d'environ 30 000 $.

61/1/85

CONSIDÉRANT que Gaz Inter-Cité Québec Inc. s'est vu octroyer, par le gouvernement du Québec, le droit exclusif pour distribuer du gaz naturel dans un territoire comprenant, entre autres, la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT que Gaz Inter-Cité Québec Inc. en tant que distributeur de gaz naturel a l'intention d'installer dans la Ville de Drummondville des tuyaux, conduits, dépendances, appareils et autres ouvrages à gaz en dessous ou le long de tout chemin public, rue, ruelle, square ou autre place publique pour desservir les abonnés dans les secteurs résidentiel, commercial et industriel;

CONSIDÉRANT que Gaz Inter-Cité Québec Inc. s'engage à obtenir tous les permis et autorisations nécessaires de la Ville de Drummondville avant de procéder à l'installation de conduits de gaz naturel dans la voie publique;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville reconnaît que l'installation d'un système de distribution de gaz naturel bénéficiera à l'ensemble des citoyens de la Ville, y compris les commerces et les industries;

APRÈS ÉTUDE ET CONSIDÉRATION,
IL EST PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. EDWARD St-PIERRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU QUE:

1- le Conseil municipal autorise Gaz Inter-Cité Québec Inc., à titre de distributeur de gaz naturel, à procéder à l'installation de tuyaux, conduits, dépendances, appareils et autres ouvrages à gaz en dessous ou le long de tout chemin public, rue, ruelle, square ou autre place publique de la Ville de Drummondville, aux conditions qui interviendront entre Gaz Inter-Cité Québec Inc. et la Ville de Drummondville;

2- le Conseil municipal mandate l'ingénieur municipal comme représentant de la Ville de Drummondville pour négocier tous les contrats, ententes, documents et autres écrits requis entre Gaz Inter-Cité Québec Inc. et la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

62/1/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que M. J.-Bruno Smith, M. Lindor Letendre, M. J.-Marcel Lefebvre et Mlle Linda Laplante soient délégués au colloque en techniques de circulation qui aura lieu le 15 février 1985 au Club Canadien de Montréal.

Mme Francine Ruest-Jutras et/ou M. Denis Savoie sont autorisés à agir comme substituts de l'une ou l'autre des personnes déléguées, s'il y a lieu.

ADOPTÉ

63/1/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville paie à l'Association forestière des cantons de l'est (1958) inc. la somme de 1 000 $ représentant sa cotisation annuelle pour l'année 1985.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire rappelle que cette association tiendra son congrès annuel à Drummondville au mois d'octobre 1985 sous la présidence de Me Gérard Fradet.

64/1/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Marcel Bernier, notaire, soient retenus pour amender le bail consenti à la compagnie 2149-6625 Québec Inc. (M. Yvon Boudreault) le 12 avril 1983 pour l'opération du Village des Eaux et des Neiges en limitant les opérations à la saison estivale.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville le bail modifié précité.

ADOPTÉ

65/1/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Pierre Fradet, notaire, soient retenus pour la confection d'un rapport de titres portant sur deux parties du lot 167 du cadastre du Canton de Grantham situées en bordure du boulevard St-Joseph, face au Motel Le Dauphin.

ADOPTÉ

66/1/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte notarié accordant à M. Claude Cardinal un droit de vue affectant le lot 144-3-82 du Canton de Grantham.

ADOPTÉ

67/1/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le directeur du Service des travaux publics soit autorisé à porter assistance à d'autres municipalités avec les équipements et le personnel de la Ville de Drummondville selon les taux de location en vigueur.

Le directeur du Service des travaux publics est par la présente autorisé à signer des protocoles avec les municipalités requérantes afin de dégager la Ville de Drummondville de toute responsabilité.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M.
35
INITIALES DU GREFFIER

68/1/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que M. Bertrand Chapdelaine, représentant du groupe d'usages commerciaux, et M. Guy Gauthier, représentant du groupe d'usages institutionnels, soient nommés pour un terme supplémentaire de 2 ans comme membres du Comité consultatif d'urbanisme.

ADOPTÉ

69/1/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme Laboratoire Shermont Inc. soient retenus pour examiner et faire rapport sur l'état de la dalle de béton du deuxième étage du garage municipal.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie explique que cette dalle de béton fissurée et gondolée mérite d'être vérifiée sans retard.

70/1/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le rapport du Comité de Circulation rédigé par M. Gérald Lapierre le 16 janvier 1985 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

71/1/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à enlever l'enseigne interdisant le virage à gauche sur la rue St-Jean à l'intersection de la rue St-Albert. Il est également résolu que le virage à gauche sur la rue St-Jean soit autorisé à cette intersection.

ADOPTÉ

72/1/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que demande soit faite au Conseil de la Municipalité de St-Nicéphore d'abaisser la vitesse de circulation sur le boulevard Allard à 50 km/h entre l'aéroport municipal de Drummondville et la limite de Drummondville, en considérant la sécurité des cyclistes et des piétons qui utilisent les pistes cyclables du boulevard Allard.

ADOPTÉ

73/1/85

ATTENDU QUE le Conseil a pris connaissance des conditions imposées par le ministère des Transports du Québec et les a adoptées;

ATTENDU QUE les travaux exécutés en vertu des dépenses présentes n'ont pas été ou ne seront pas l'objet d'une subvention autre que celle que le ministère des Transports a accordée;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville approuve le rapport relatif à des dépenses pour des travaux exécutés aux chemins municipaux (pont de la rivière Noire, Chemin du Golf) et se montant à 29 500 $.

ADOPTÉ

74/1/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller,
appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller,
et résolu que:

1. le directeur du Service des travaux publics, M. Gérald Lapierre, soit autorisé à présenter à M. René Paquin, ing., chef de district du ministère des Transports du Québec, une demande de subvention pour des travaux de réfection des contrôleurs et des feux de circulation du boulevard St-Joseph

a)	intersection Celanese	30 000 $
b)	intersection Dumoulin	26 500 $
c)	intersection St-Damien	26 500 $
d)	intersection Janelle	15 000 $
e)	intersection St-Damase et St-Alphonse	80 000 $
f)	intersection des Galeries	42 000 $

2. copie de la résolution soit transmise à M. Michel Clair, député du Comté de Drummond.

ADOPTÉ

75/1/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller,
appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller,
et résolu que:

1. le directeur du Service des travaux publics, M. Gérald Lapierre, soit autorisé à présenter à M. René Paquin, ing., chef de district du ministère des Transports du Québec, une demande de subvention pour des travaux de réfection de la chaussée pavée

a)	rue St-Georges pont de la Traverse à la limite de la municipalité de Wendover & Simpson	165 000 $
b)	Chemin du Golf pont de la rivière Noire à la route Transcanadienne	54 000 $

2. copie de la résolution soit transmise à M. Michel Clair, député du Comté de Drummond.

ADOPTÉ

76/1/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville approuve le budget de la SIDAC Quartier St-Joseph de Drummondville prévoyant des revenus de 17 385 $ et des dépenses équivalentes pour l'année 1985.

ADOPTÉ

77/1/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le projet de règlement No. 1677 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin de créer le secteur de zone CB-72 à même une partie du secteur de zone RB-61, soit et est adopté et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

37

INITIALES DU GREFFIER

78/1/85

Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement décrétant la cotisation payable par les membres de la SIDAC Alain Limoges de Drummondville et déterminant le mode de calcul ainsi que le nombre de versements.

79/1/85

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 35 000 $ pour l'exécution de travaux publics en 1985 dans le secteur de Drummondville-Ouest.

1. Construction de trottoirs de béton	1 350 $
2. Réfection de trottoirs de béton	21 200 $
3. Mur de soutènement en bloc-remblais	5 550 $
4. Clôture	1 000 $
	29 100 $
Honoraires professionnels	2 800 $
Frais de financement	3 100 $
TOTAL:	**35 000 $**

80/1/85

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 210 300 $ pour l'exécution de travaux publics en 1985 dans le secteur de Drummondville.

1. Éclairage de rue secteur St-Jean-Baptiste	18 000 $
2. Construction de trottoirs de béton	27 450 $
3. Réfection de trottoirs de béton	54 200 $
4. Construction de bordures de béton	50 700 $
5. Élargissement de la rue Drapeau	6 370 $
6. Élargissement de la rue Garneau	11 425 $
	168 145 $
Imprévus	5 655 $
Honoraires professionnels	17 400 $
Frais de financement	19 100 $
TOTAL:	**210 300 $**

81/1/85

Le conseiller Edward St-Pierre donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 64 200 $ pour l'entretien des édifices municipaux en 1985 - secteur Drummondville communautaire.

1. Hôtel de ville	11 400 $
2. Édifice Thomas-Louis Gauthier	21 800 $
3. Centre Marcel Dionne	7 400 $
4. Centre d'information documentaire Côme St-Germain - section du Drummondville Olympique	12 400 $
	53 000 $
Honoraires professionnels	5 300 $
Frais de financement	5 900 $
TOTAL:	**64 200 $**

82/1/85

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 80 000 $ pour l'exécution de travaux publics en 1985 dans le secteur Drummondville communautaire.

Pavage de base, rue Sigouin, entre le boul. Lemire et la rue Rocheleau	66 115 $
Honoraires professionnels	6 600 $
Frais de financement	7 285 $
TOTAL:	**80 000 $**

INITIALES DU MAIRE

38

INITIALES DU GREFFIER

83/1/85

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 50 000 $ pour l'exécution de travaux d'égouts et d'aqueduc en 1985 dans le secteur de Drummondville.

1.	Nouveaux services d'égouts et d'aqueduc	13 000 $
2.	Réfection de services d'égouts et d'aqueduc	14 000 $
3.	Addition de vannes sur raccordements de bornes-fontaines	8 600 $
4.	Achat et installation de compteurs d'eau	6 000 $
		41 600 $
	Honoraires professionnels	4 100 $
	Frais de financement	4 300 $
	TOTAL:	**50 000 $**

84/1/85

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 30 000 $ pour l'achat de machinerie en 1985 - secteur Drummondville communautaire.

1.	Une camionnette, 4x2, 6 cyclindres, cabine standard, benne de 8 pieds	11 000 $
2.	Une camionnette, 4x2, 8 cyclindres, cabine d'équipe, benne de 8 pieds	16 000 $
		27 000 $
	Frais de financement	3 000 $
	TOTAL:	**30 000 $**

85/1/85

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 10 000 $ pour l'exécution de travaux de voirie dans le secteur du Programme d'acquisition et d'aménagement de terrains, phase IV (P.A.A.T. IV).

Îlot des Épinettes - bordure de béton de ciment préfabriquée	8 500 $
Honoraires professionnels	850 $
Frais de financement	650 $
TOTAL:	**10 000 $**

86/1/85

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 153 500 $ pour l'exécution de travaux de voirie et d'éclairage dans le secteur du Programme d'acquisition et d'aménagement de terrains, phase III (P.A.A.T. III).

1.	Boul. Des Pins fondation de rues, granulats concassés, revêtement en béton bitumineux, bordure de béton de ciment, engazonnement, regards et puisards	33 060 $
2.	Rue Joly granulats concassés, revêtement en béton bitumineux, bordure de béton de ciment, engazonnement et terre végétale, boîte de vanne, regards et puisards	34 430 $
3.	Rue Mousseau bordure de béton de ciment, engazonnement et terre végétale	13 680 $
4.	Place Joly granulats concassés, revêtement en béton bitumineux, boîtes de vanne, regards et puisards	9 435 $

INITIALES DU MAIRE
39
INITIALES DU GREFFIER

5. Éclairage	
11 unités de lampadaires simples	35 475 $
	126 080 $
Honoraires professionnels	12 620 $
Frais de financement	14 800 $
TOTAL:	**153 500 $**

87/1/85

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 275 000 $ pour l'exécution de travaux de voirie (bordures et pavage) dans le secteur du Programme d'acquisition et d'aménagement de terrains, phase II (P.A.A.T. II) - (La Coulée).

1. Rue Chauveau granulats concassés, revêtement en béton bitumineux, bordure de béton de ciment, engazonnement et terre végétale, boîtes de vanne, regards et puisards	82 830,00 $
2. Rue Comtois granulats concassés, revêtement en béton bitumineux, bordure de béton de ciment, engazonnement et terre végétale, boîtes de vanne, regards et puisards	62 817,50 $
3. Rue Fauteux granulats concassés, revêtement en béton bitumineux, boîte de vanne, regards et puisards	8 335,00 $
4. Rue Lionel-Groulx granulats concassés, revêtement en béton bitumineux, bordure de béton de ciment, engazonnement et terre végétale, boîtes de vanne, regards et puisards	66 147,50 $
	220 130,00 $
Honoraires professionnels	22 000,00 $
Frais de financement	32 870,00 $
TOTAL:	**275 000,00 $**

88/1/85

Le conseiller Edward St-Pierre donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 140 000 $ pour un aménagement de parc et le versement de subventions à des organismes communautaires (secteur Drummondville communautaire).

1. Aménagements de parcs	19 000 $
2. Subventions à divers organismes:	
- Amicale des Voltigeurs	35 000 $
- Activités Socio-Culturelles de Dr'Ville	45 000 $
- Loisirs St-Jean-Baptiste	30 000 $
	129 000 $
Honoraires professionnels et Frais de financement	11 000 $
TOTAL:	**140 000 $**

89/1/85

Lecture est donnée du règlement No. 1678 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer un nouveau secteur de zone commercial CA-24 à même le secteur de zone résidentiel RB-8 ainsi abrogé.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1678 a été adopté par la résolution no. 1083/12/84 le 27 décembre 1984;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1678 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 27 décembre 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1678 a été régulièrement donné le 14 janvier 1985 (rés. 30/1/85);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 28 janvier 1985 à 19 H 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1678;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 28 janvier 1985 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1678 et ce de 9 heures à 19 heures les 18 et 19 février 1985.

90/1/85

Lecture est donnée du règlement No. 1679 décrétant la cotisation payable par les membres de la SIDAC Quartier St-Joseph de Drummondville, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire se fait le porte-parole de tous les membres du Conseil pour offrir à M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et son épouse, des condoléances à l'occasion du décès de Mme Emma Nadeau Aubin, mère de Mme Jean-Paul Généreux.

M. Jean-Paul Généreux remercie le Conseil pour le témoignage de sympathie exprimé à son endroit et celui de son épouse.

Son Honneur le Maire au nom de tous les membres du Conseil formule des condoléances à l'endroit de M. et Mme Raymond Laflamme, employés municipaux, à l'occasion du décès de M. Pierre Laflamme.

Période de questions concernant les affaires municipales

M. Jean-Marie Boisvert donne lecture du texte suivant:

" Je voudrais voir apporter certaines modifications à la période de questions.

Dans le but de permettre aux citoyens d'avoir un meilleur accès à l'information;

Dans le but de permettre aux citoyens de pouvoir venir interroger leur Conseil municipal et le sensibiliser à leurs problèmes et à leurs besoins, dans un climat normal et à des heures normales;

INITIALES DU MAIRE J.M.
41
INITIALES DU GREFFIER

Dans le but d'éliminer tout chantage politique aux séances du Conseil;

Considérant que le président du R.C.D. n'est pas un élu puisqu'il a été battu à deux reprises lorsqu'il s'est présenté comme conseiller, la première fois en 1971 et la deuxième en 1983;

Considérant que les citoyens de son quartier lui ont signifié bien clairement qu'ils ne désiraient pas le voir à l'hôtel de ville;

Considérant que le R.C.D. a deux représentants au Conseil et qu'il a par le fait même la possibilité d'obtenir toute l'information voulue;

Considérant que le président du R.C.D. n'a pas nié à CHRD, la semaine dernière, qu'il recevait de l'information privilégiée, mettant ainsi en cause la discrétion et la confidentialité entourant certaines affaires municipales et celà de la part de M. Denis Savoie et Mme Francine Ruest-Jutras;

Considérant qu'il règne au Conseil, et de plus en plus, une atmosphère malsaine réprouvée par la population qui exige plus de décorum au Conseil;

Considérant que la télédiffusion des séances du Conseil n'a pas pour but de créer des piédestaux et de permettre à des gens de jouer à la grande vedette;

Considérant qu'il est grand temps, maintenant, de mettre de l'ordre dans les séances du Conseil;

Considérant que des gens sans gêne font un abus flagrant de la démocratie, sapant du même coup l'autorité du gouvernement municipal, de même que sa crédibilité;

Considérant que les membres du Conseil municipal n'ont aucune espèce de comptes à rendre au R.C.D. comme tel et encore bien moins à son président qui faute de se faire élire vient jouer au Robin des Bois des payeurs de taxes supposément exploités, surtaxés, spoliés, volés et j'en passe;

Considérant que les membres du Conseil, dis-je, n'ont de comptes à rendre qu'aux citoyens de leur quartier qui les ont élus;

Considérant que le R.C.D. par l'entremise de son président entretient savamment un climat de violence inacceptable en pays démocratique par des propos violents et une guérilla verbale, partiale, subjective, rancunière et obséquieuse, digne du grand cirque de Moscou ou du Barnum and Bailey et de la revue Croc;

En conséquence, je propose:

1- que les interventions faites au Conseil le soient sous forme de questions;

2- que les questions soient adressées au maire puisqu'il n'est pas élu par un seul quartier mais par tous et qu'il est le président de l'assemblée;

3- que le nombre de questions soit limité à trois (3);

4- que les réponses à ces questions soient différées et transmises par écrit. "

M. Jean-Paul Généreux appuie cette résolution.

Mme Francine Ruest-Jutras déclare qu'elle a compris que la proposition de M. Jean-Marie Boisvert comporte trois volets:

1- que les questions soient adressées au maire;

2- que ces questions soient limitées à trois (3);

3- que les réponses soient différées et transmises par écrit à la séance subséquente.

M. Jean-Marie Boisvert estime que les réponses écrites pourraient être transmises dans un délai raisonnable, directement à une personne présente à l'assemblée subséquente ou transmise par poste. Les personnes non satisfaites pourront à leur choix tenir des conférences de presse, faire signer des pétitions ou organiser des manifestations.

Son Honneur le Maire demande si cette résolution est appuyée par tous les conseillers ou s'il y a des dissidences.

Mme Francine Ruest-Jutras explique qu'elle comprend que M. Jean-Marie Boisvert souhaite que les séances du Conseil se déroulent dans un meilleur encadrement.

Cependant, elle voudrait réagir à certaines affirmations exprimées par M. Jean-Marie Boisvert.

1- Elle-même et M. Denis Savoie ne représentent pas le R.C.D. au Conseil, ils n'en sont pas les créatures même si le R.C.D. a appuyé leurs candidatures et celle de Monsieur le Maire lors de la dernière élection.

2- Elle ne peut comprendre sur quoi reposent les affirmations de M. Jean-Marie Boisvert concernant la fourniture d'informations au président du R.C.D. Elle se déclare d'une nature discrète et ajoute qu'aucune des informations qu'elle a fournies n'était confidentielle. Ces renseignements étaient essentiels à la compréhension de dossiers publics comme par exemple les moyens qu'elle entendait utiliser pour diminuer le coût du réaménagement du Centre Culturel à un coût n'excédant pas 1 500 000 $ au lieu de 2 600 000 $.

M. Jean-Marie Boisvert se dit heureux des commentaires de Mme Francine Ruest-Jutras et espère qu'ils feront la lumière sur ce qui a été dit récemment sur les ondes de CHRD et certains propos qui méritent d'être rectifiés.

M. Denis Savoie s'adressant à M. Boisvert formule les commentaires suivants:

1- Il a comme principe d'afficher publiquement ses couleurs sans se cacher.

2- Il a contesté le budget en distribuant un pamphlet à tous les électeurs de son quartier.

3- Il se fait un devoir de rencontrer les personnes à qui il a des messages à transmettre.

4- Il n'est pas d'accord à limiter les questions au nombre de trois.

5- Il ne peut accepter de bâillonner les citoyens qui veulent s'adresser au Conseil par respect pour la démocratie.

6- Lorsqu'il est en désaccord avec des décisions du Conseil, il n'hésite pas à utiliser les ondes de la radio, les pages des journaux ou à déposer des documents au greffier qui pourront servir de référence au besoin.

M. Edward St-Pierre énonce ce qui suit:

" Je suis d'accord que les questions soient posées au maire qui est le président de l'assemblée. J'estime préférable que les réponses soient données par écrit pour qu'elles soient plus complètes et plus précises.

Je crois qu'il y aurait lieu de discuter du nombre de questions à être posées par le même intervenant. Le nombre de trois suggéré m'apparaît très restrictif. "

M. Lindor Letendre estime que le nombre de 3 questions pourrait être raisonnable pour un citoyen mais ce nombre pourrait être de 5 pour le porte-parole d'un organisme.

M. J.-Bruno Smith explique que lorsque M. Jean-Marie Boisvert a parlé de violence dans son exposé, il s'est rappelé une menace qu'il a reçue récemment concernant la possibilité que son auto soit piégée.

INITIALES DU MAIRE L.M.
43
INITIALES DU GREFFIER L.B.

Ce conseiller ajoute que les questions posées au Conseil sont acceptables. Il y aurait cependant lieu d'éviter certains commentaires basés sur le ouï-dire qui jettent du discrédit sur certains membres du Conseil et ternissent l'image de la Ville. Quant au nombre de questions, ce conseiller ne voudrait pas le limiter. Cependant, il apprécierait que des réponses écrites soient fournies aux requérants.

Mme Francine Ruest-Jutras établit ses positions relativement à la proposition de M. Jean-Marie Boisvert.

1- Elle estime que le climat pourrait être plus serein lors de la période de questions.

2- Il n'est pas évident que de bâillonner les gens soit une méthode souhaitable.

3- Il est normal que certains messages passent durant une période de questions.

4- Jusqu'à date, les assemblées du Conseil n'ont pas été très mouvementées si on excepte celle du 14 janvier 1985.

5- Limiter les questions serait une décision très arbitraire.

6- L'exigence de fournir des réponses écrites est très discutable et présente des inconvénients.

   a) Il est normal de s'adresser à un élu responsable d'un dossier.
   b) Une réponse immédiate permet à un requérant de tester la connaissance d'un dossier par la personne qui en a la responsabilité.
   c) Rien ne s'oppose à ce qu'une réponse immédiate soit donnée lorsque l'information est disponible. Dans un cas contraire, Monsieur le Maire pourrait assurer le requérant qu'une réponse écrite suivra.
   d) Limiter le nombre de questions serait en quelque sorte une façon de limiter également l'information.

M. Jean-Paul Généreux déclare qu'il a appuyé intégralement la proposition de M. Jean-Marie Boisvert, mais qu'il accepterait d'augmenter le nombre de questions permises au représentant d'un organisme.

M. Robert Lafrenière se dit bouleversé par un débat qui le prend par surprise. Il ne prête pas d'intentions au président du R.C.D. Quant à lui, il met beaucoup d'efforts et toute l'honnêteté dont il est capable pour assumer ses responsabilités objectivement. Il souhaite que le président du R.C.D. procède par questions et que les réponses lui soient fournies par écrit. Il accepterait la proposition de M. Boisvert avec quelques modifications. Il soutient que la formule des réponses écrites permettrait de fournir des renseignements plus complets et vérifiés. La période de questions ne devrait pas être l'occasion d'un spectacle.

M. Jean-Marie Boisvert soutient que depuis quelques séances, il y a eu escalade d'interventions fracassantes, teintées d'insinuations et de suspiscion. Il estime que les membres du Conseil n'ont rien à cacher et qu'ils sont désireux d'informer les citoyens de la meilleure façon en utilisant si nécessaire les ressources dont la Ville dispose avec ses 200 employés. Les membres du Conseil sont assez sérieux pour organiser si nécessaire des conférences de presse pour donner des informations complètes sur certains dossiers importants et d'actualité. Il faut éviter des assemblées contradictoires d'une élection à l'autre.

Son Honneur le Maire demande à M. Jean-Marie Boisvert s'il accepterait de retirer sa proposition afin de permettre au Conseil d'analyser en profondeur la procédure des assemblées et de déposer un projet à une assemblée subséquente.

M. Jean-Marie Boisvert répond que le Conseil a eu l'occasion de s'exprimer et qu'il souhaite qu'un vote soit pris immédiatement sur sa proposition. La procédure qu'il suggère n'est pas immuable et elle peut être amendée s'il s'avère utile ou nécessaire de le faire.

Son Honneur le Maire demande à M. Jean-Marie Boisvert de reformuler sa proposition.

INITIALES DU MAIRE

44

INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que la procédure d'assemblées tienne compte des éléments suivants:

1° Que les interventions soient faites sous forme de questions;

2° Que les questions soient adressées au maire, président de l'assemblée;

3° Que le nombre de questions soit limité à cinq (5);

4° Que les réponses à ces questions soient différées et transmises par écrit.

Son Honneur le Maire demande le vote sur cette proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Jean-Marie Boisvert	Mme Francine Ruest-Jutras
M. Jean-Paul Généreux	M. Robert Lafrenière
M. Lindor Letendre	M. Denis Savoie
	M. Edward St-Pierre
	M. J.-Bruno Smith

Son Honneur le Maire déclare que cette résolution ne peut être adoptée.

Son Honneur le Maire conclut en disant que les discussions qui viennent de prendre fin démontrent qu'il existe un malaise et que le déroulement des assemblées devrait se faire avec plus d'ordre et de décorum. Le Conseil pourra regarder à nouveau ce dossier et établir une procédure plus rigoureuse tout en demeurant démocratique.

Réouverture de la période de questions

- Intervenant: M. Onorieus Lavoie du 431 St-Claude.

  Commentaires: Le président du Regroupement représente un groupe important de citoyens et devrait avoir la possibilité de poser plusieurs questions et ne pas être aussi limité que le suggère M. Jean-Marie Boisvert.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

  Le président du R.C.D. demande à Son Honneur le Maire de lui permettre de formuler certains commentaires concernant la discussion qui a porté sur la procédure d'assemblées. Ses propos peuvent se résumer comme suit: On peut admettre que parfois des propos acerbes ont été tenus par le président du R.C.D. et par des élus. Cette situation pourrait être améliorée.

  A titre de président du R.C.D., M. Savoie a un mandat des citoyens et il se doit de poser des questions au Conseil même s'il connaît les réponses afin que la population soit mieux informée. Il serait difficile d'accepter un bâillon que les citoyens contesteraient certainement. La cote d'écoute des assemblées du Conseil a augmenté considérablement grâce au R.C.D. et au Conseil.

  Question 1 - Un spécialiste consulté, a-t-il raison quand il affirme que l'installation d'une console opérée par un étudiant permettrait d'améliorer le son transmis sur les ondes par la télévision communautaire?

  Réponse: Son Honneur le Maire explique que le système de son actuel a besoin d'être modifié pour plus d'efficacité. L'addition d'une deuxième caméra est également prévue pour améliorer l'image et permettre aux spectateurs de la télévision de voir de face les intervenants. Des travaux dans ce sens seront réalisés au cours des prochains mois.

INITIALES DU MAIRE L.M.

45

INITIALES DU GREFFIER

Question 2 - De quelle façon va se faire la sélection des étudiants qui participeront au projet "Échange avec la France"?

Réponse: Son Honneur le Maire explique que la Ville de La Roche-sur-Yon enverra deux étudiants qui travailleront au Service des travaux publics. Le directeur général explique que le Service du personnel fera un appel public, que les candidatures seront soumises au Comité du personnel et que la sélection se fera en tenant compte de la qualité et de la compétence des personnes qui poseront leurs candidatures. M. Guy Gauthier, professeur et membre du Comité consultatif d'urbanisme, sera responsable du dossier concernant l'échange d'étudiants dans le cadre du projet "Québec-France".

Question 3 - A l'émission "Mêlez-vous de vos affaires" à CHRD, une personne a suggéré de mettre à la disposition du président du R.C.D. une table ou un lutrin adéquat pour y déposer ses documents. Le Conseil peut-il accepter cette suggestion?

Réponse: Son Honneur le Maire déclare que lors de l'exécution de travaux pour améliorer la diffusion des séances du Conseil, cette question sera discutée. On ne peut pas présentement faire de promesses à ce sujet.

Question 4 - A l'item 23 de l'ordre du jour, on a indiqué que la Ville versera 95 000 $ en subvention au B.T.C. en 2 versements. Ce montant a-t-il été augmenté par rapport à l'année 1984?

Réponse: Mme Francine Ruest-Jutras déclare que la subvention accordée en 1984 a été augmentée de 4 1/2% pour l'année 1985.

Question 5 - A l'item 29, on prévoit amender le bail consenti à M. Yvon Boudreault pour l'opération du Village des Eaux et des Neiges. Est-il possible de connaître la nature des amendements que le Conseil entend apporter à ce bail et peut-on connaître le résultat de la rencontre que le Conseil devait tenir avec M. Yvon Boudreault?

Réponse: Il n'y a pas eu de rencontre puisque M. Yvon Boudreault est à l'extérieur du pays. Copie du bail et de tout autre document disponible concernant les amendements audit bail seront fournis par écrit au président du R.C.D. à la prochaine séance du Conseil.

Question 6 - A l'item 37, le Conseil a adopté une résolution pour demander à la municipalité de St-Nicéphore d'abaisser la vitesse à 50 km/h, est-ce que cette question a été sérieusement étudiée? Le boulevard Allard est long et droit et il n'y a pas eu d'accidents regrettables récemment sur cette artère.

Réponse: M. Lindor Letendre, président du Comité de Circulation, déclare qu'une étude sérieuse a été faite et que la résolution adoptée par le Conseil est fidèle à la recommandation du Comité de Circulation.

Question 7 - A l'item 41, on traite d'un montant de 15 545 $ représentant les revenus de la SIDAC Quartier St-Joseph de Drummondville, d'où proviennent ces revenus?

Réponse: Ce montant représente la somme des cotisations versées par les marchands du Quartier St-Joseph.

Question 8 - Peut-on connaître la nature des travaux décrétés par un règlement d'emprunt de 140 000 $ à l'item 53 de l'ordre du jour?

INITIALES DU MAIRE
46
INITIALES DU GREFFIER

Réponse: M. Denis Savoie donne un résumé des travaux et subventions décrétés par ce règlement en utilisant la cédule du projet de règlement.

Commentaires: M. Hervé Savoie donne lecture d'un extrait du journal La Presse qui indique que toutes proportions gardées, Drummondville dépense deux fois plus que la Ville de Montréal pour la récréation et la culture. Il estime que le Conseil pourrait réévaluer cette situation.

Monsieur le Maire et messieurs les conseillers Edward St-Pierre et Robert Lafrenière prennent la parole pour exprimer ce qui suit:

La population demande des équipements sportifs et culturels. Lors de la préparation du budget de l'année 1985, tous les besoins exprimés ont été étudiés au mérite. Il faut tenir compte des distances qui séparent certains citoyens des équipements. Il faut tenir compte du taux d'utilisation des équipements municipaux.

Mme Francine Ruest-Jutras explique que le Conseil a mis sur pied un comité chargé de négocier des protocoles avec les Commissions Scolaires, afin de maximiser l'utilisation des équipements disponibles sans que la Ville ait à immobiliser des sommes très considérables. Elle donne comme exemple un projet de protocole à intervenir avec la Commission Régionale StFrançois pour l'utilisation du terrain de balle et de la piscine de l'école Marie-Rivier. Il existe déjà des échanges de services avec la Commission Scolaire de Drummondville pour l'utilisation d'équipements.

M. J.-Bruno Smith exhibe un exemplaire d'un document intitulé "Analyse budgétaire, municipalités 1984" et publié par le Bureau de la statistique du Québec. Il donne lecture d'un extrait de ce volume qui indique que Montréal pour les activités sportives et culturelles a dépensé 63,25 $ per capita en 1984, comparativement à Drummondville qui elle a dépensé 60,09 $ per capita.

Commentaires de M. Savoie: Lors de la dernière assemblée du Conseil, j'ai parlé de la fermeture de l'usine Fils Fantastiques. Je me suis senti ridiculiser parce que personne ne connaissait cette industrie. Je ne peux pas m'expliquer qu'aucun membre du Conseil n'était au courant de l'existence et de la fermeture de cette industrie.

Question 9 - Un citoyen qui avait une évaluation de 83 140 $ en 1984, a été augmenté à 115 000 $ soit 38 1/4% sans que sa maison ait été visitée par l'évaluateur. Peut-on dire que l'évaluation est faite d'une façon professionnelle?

Réponse: Son Honneur le Maire explique qu'il est possible qu'il y ait des erreurs dans le rôle. M. Patrick Mercure, évaluateur, a un mandat de la Ville et jusqu'à date, il s'est prêté avec grâce à réétudier toutes les demandes qui lui ont été faites.

Monsieur le Maire souligne que 2 000 propriétaires ont eu une diminution de leur évaluation. L'évaluateur peut dans certains cas procéder par correction d'office et dans d'autres cas, indiquer aux citoyens la façon de déposer une demande de révision au Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec.

INITIALES DU MAIRE D.M.
47
INITIALES DU GREFFIER T.B.

Question 10 - En analysant mon propre compte de taxes, je constate que la taxe générale est de 1,00 $ et que la taxe qui sert au remboursement de la dette est de 1,18 $. Comment se fait-il que la dette ne baisse pas, alors que 68% du revenu des taxes sert au remboursement de la dette municipale?

Réponse: Le calcul n'est pas aussi simple que M. H. Savoie l'explique. Le budget de la Ville tient compte d'environ 4 000 000 $ de revenus additionnels provenant de d'autres sources telles que les en-lieux de taxes, subventions, locations, taxe d'affaires, etc.

Question 11 - La loi permet-elle à la Ville d'exiger une taxe d'amusement dans des établissements privés qui chargent un prix d'entrée?

Réponse: Monsieur le Maire promet qu'une réponse précise sera fournie à la prochaine assemblée.

Question 12 - Si une personne demande un changement de zonage, elle doit déposer la somme de 300,00 $ avec sa demande. Si la modification au règlement de zonage est refusée par le Conseil, est-il exact que la requérante perd la somme déposée?

Réponse: M. Denis Savoie répond qu'il est exact qu'une personne doit déposer 300 $ en même temps que sa demande. Si la modification au règlement de zonage est acceptée par le Comité consultatif d'urbanisme et le Conseil, une demande est faite à la firme Roche Urbanex Associés Inc. de préparer le dossier et le projet de règlement. Si ces travaux sont exécutés, il est véridique que la requérante perd la somme déposée même si le règlement est retiré une fois que les procédures ont été entreprises. Si le Comité consultatif d'urbanisme ou le Conseil refuse de modifier le règlement de zonage, le dépôt est retourné à la requérante.

Commentaires de M. Hervé Savoie: M. Gérald Lapierre mérite des félicitations pour la façon dont son équipe procède à l'enlèvement de la neige depuis le début de l'hiver.

Question 13 - Il semble que le parc situé au coin des rues Leclerc et St-Henri ne répond plus aux besoins du quartier. Serait-il possible de réétudier son utilisation?

Réponse: M. Edward St-Pierre prend bonne note de cette remarque.

Question 14 - Est-il possible d'avoir des explications concernant l'achat d'un dictaphone au coût de 29 035,59 $?

Réponse: Une réponse sera donnée à la prochaine assemblée.

- Intervenant: M. Luc Gariépy, journaliste CHRD.

Question 1 - La Ville a-t-elle l'intention de vérifier les sources d'information concernant les chiffres avancés par un journaliste pour les dépenses faites per capita dans certaines villes pour la récréation et la culture? On sait que les statistiques publiées par le gouvernement sont souvent discutables.

Réponse: Son Honneur le Maire prend bonne note de cette remarque.

Question 2 - Peut-on avoir des informations concernant les négociations en cours avec les employés municipaux (cols blancs, cols bleus) et l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.?

INITIALES DU MAIRE L.M.
48
INITIALES DU GREFFIER G.B.

Réponse: Son Honneur le Maire répond que la presse sera informée un peu plus tard. Ces négociations se déroulent normalement.

Son Honneur le Maire explique que tous les contribuables recevront par courrier un pamphlet explicatif sur le budget de l'année 1985 et le plan triennal d'immobilisations. Ce document est assez complet et devrait éclairer tous les citoyens sur l'état des finances municipales.

M. Hervé Savoie demande à Son Honneur le Maire d'utiliser la télévision communautaire pour informer la population que le R.C.D. a retenu les services d'une firme d'évaluateurs pour donner des informations à toutes les personnes concernées par la Loi qui régit l'évaluation municipale et pour renseigner ces mêmes personnes sur la procédure à suivre pour contester une évaluation. La radio et les journaux donneront de l'information concernant la date et le lieu de la réunion organisée par le R.C.D.

L'ordre du jour étant épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine réunion du Conseil au lundi, 11 février 1985 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Laurent Bann
Greffier.

Serge Menard
Maire.

INITIALES DU MAIRE L.M.
49
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

11 février 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 11 février 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

91/2/85

Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 28 janvier 1985 à 19 H 45; il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

92/2/85

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 28 janvier 1985; il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

93/2/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté les items suivants:

5A. Avis de motion d'un règlement concernant la période de questions durant les séances du Conseil (M. Jean-Marie Boisvert)

43A. Condoléances à la famille de M. Dolphis Rainville (M. Lindor Letendre).

ADOPTÉ

94/2/85

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement concernant les procédures à suivre lors des délibérations du Conseil.

Période d'information par Son Honneur le Maire

A) Nature des amendements que le Conseil entend apporter au bail consenti au propriétaire du Village des Eaux et des Neiges.

INITIALES DU MAIRE
50
INITIALES DU GREFFIER

Son Honneur le Maire explique que ce bail sera modifié pour dispenser le propriétaire du Village des Eaux et des Neiges d'opérer durant la saison hivernale.

B) Perception par la Ville de la taxe d'amusement dans des établissements privés.

Son Honneur le Maire explique que la Loi sur les Cités et Villes permet à la Ville de percevoir la taxe d'amusement dans des établissements privés où se tiennent des réunions récréatives.

C O R R E S P O N D A N C E:

- M. Michel Camirand, directeur général du CRD-04, remercie le Conseil pour sa contribution financière (cotisation annuelle) au support des activités du Conseil régional de développement de la région administrative 04.

95/2/85 - L'organisme Albatros 04 sollicite l'autorisation de tenir une campagne de souscription durant la période du 15 au 28 février 1985 en vue d'ériger une "Maison de la Vie" à Trois-Rivières.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et unanimement résolu que cette autorisation soit accordée et que les bénévoles qui s'impliquent dans cette campagne soient félicités pour le dévouement dont ils font preuve à l'endroit des personnes qui sont au dernier stade de leur vie, ainsi qu'à l'endroit des membres de leurs familles.

ADOPTÉ

96/2/85 - La Société des Jeux du Québec Inc. invite Son Honneur le Maire à représenter la Ville de Drummondville à Dolbeau, lors des cérémonies d'ouverture ou de clôture de la Finale des Jeux du Québec, hiver 1985, qui auront lieu respectivement les 1er et 10 mars 1985.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que M. René Martel, président du Comité responsable de la présentation d'un dossier à la Société des Jeux du Québec Inc. pour l'obtention de la Finale des Jeux du Québec, hiver 1985, soit délégué à l'une ou l'autre de ces cérémonies. Il est également résolu que M. Edward St-Pierre, conseiller, soit délégué comme représentant de la Ville de Drummondville et que M. Gilles St-Martin, conseiller, soit autorisé à agir comme substitut de l'une ou l'autre des personnes ci-haut déléguées.

ADOPTÉ

- M. Guy Gauthier, responsable du dossier des échanges Québec-France, remercie le Conseil d'avoir accepté de participer à un programme d'emplois d'été en offrant du travail à deux jeunes français.

97/2/85 - Le comité de croquet du Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. sollicite la gérance de l'utilisation du parc St-Damase.

Attendu que plusieurs demandes en ce sens ont été exprimées, il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le comité de croquet du Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. soit mandaté pour gérer les équipements et les activités du parc St-Damase.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE B.M.
51
INITIALES DU GREFFIER Y.B.

98/2/85 - Le Regroupement d'aide aux travailleurs, travailleuses accidentés du Centre du Québec sollicite le Conseil concernant une contribution monétaire sous forme de dons et/ou sous forme de subvention permanente.

Il est unanimement résolu que cette demande soit transmise au comité récemment formé par le Conseil pour assurer le suivi du symposium qui s'est tenu les 21 et 22 janvier 1985 dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse.

ADOPTÉ

99/2/85 - Le Festival mondial de folklore de Drummondville demande au Conseil de considérer l'importance d'une consultation auprès des autorités du Festival pour toute invitation d'activités à caractère touristique susceptibles de se dérouler en même temps que le Festival 1985 afin que cette période d'activités soit cohérente et harmonieuse.

Attendu que pour assurer le succès du Festival, il y a lieu de prévoir une coordination des activités touristiques et populaires; il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la demande du Festival mondial de folklore de Drummondville soit transmise au Bureau du tourisme et des congrès avec prière d'en tenir compte et de sensibiliser tous les organismes concernés à la nécessité de collaborer avec les responsables du Festival.

ADOPTÉ

- Le Club Optimiste de Grantham-Ouest Inc. remercie le Conseil pour avoir contribué généreusement au succès du défilé du 16 décembre 1984 auquel 280 jeunes ont participé.

100/2/85 - Considérant que la Ville de Drummondville a retenu les services d'un entrepreneur pour transporter les ordures ménagères au site d'enfouissement, propriété des Entreprises Sanitaires Joyal Inc., situé au rang Bois de Maska à St-François-du-Lac;

Considérant que plusieurs entreprises commerciales et industrielles de Drummondville utilisent également ce site d'enfouissement;

Considérant que le rang Bois de Maska situé dans le territoire de la municipalité de la paroisse de St-François-du-Lac est un rang dont l'entretien est assumé par le ministère des Transports durant l'été;

Considérant qu'un recouvrement bitumineux sur une longueur d'environ 4 milles dudit rang Bois de Maska s'avère de plus en plus nécessaire et urgent;

Considérant que l'exploitation d'un site d'enfouissement par Les Entreprises Sanitaires Joyal Inc. augmente le trafic lourd sur le rang Bois de Maska;

Considérant que cette affluence de trafic lourd sur le rang Bois de Maska cause des dommages aux résidences situées en bordure de ce rang par l'affaiblissement des fondations;

Considérant que l'augmentation des risques d'accidents routiers peut être causée par l'émanation de poussière qui rend la visibilité presque nulle lorsque des véhicules lourds se rencontrent;

Considérant que les propriétaires et occupants de 30 résidences sont affectés par cette situation;

Considérant que ces personnes manifestent leur mécontentement relativement à l'absence d'intervention du ministère des Transports du Québec dans ce dossier;

INITIALES DU MAIRE J.M.
52
INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la municipalité de la paroisse de St-François-du-Lac dans ses démarches auprès du ministère des Transports du Québec pour obtenir le revêtement bitumineux du rang Bois de Maska sur une distance de quatre milles pour améliorer l'accès au site d'enfouissement des Entreprises Sanitaires Joyal Inc.

ADOPTÉ

101/2/85 - Le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec sollicite l'appui du Conseil concernant un projet ayant pour thème "Jeunesse et santé mentale";

Considérant que le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec est un organisme qui réunit plusieurs groupes oeuvrant auprès des jeunes en difficulté émotionnelle;

Considérant que les personnes oeuvrant dans cet organisme veulent profiter de l'Année internationale de la jeunesse pour accomplir un travail de démystification et de sensibilisation à la santé mentale chez les jeunes;

Considérant que le Réseau d'aide le Tremplin de Drummondville est associé au Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec;

Considérant que le Réseau d'aide le Tremplin souhaite ardemment profiter d'un programme de subvention de l'Année internationale de la jeunesse pour favoriser l'embauche future de jeunes de 15 à 30 ans;

Considérant que le Conseil de la Ville de Drummondville juge que le projet proposé par le Réseau d'aide le Tremplin est justifié et susceptible de rendre de grands services aux jeunes du milieu;

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville appuie le projet préparé par le Réseau d'aide le Tremplin qui sera soumis au Secrétariat à la Jeunesse du gouvernement québécois.

Il est de plus résolu que:

- demande soit faite au Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec de considérer Drummondville comme site privilégié pour tenir son assemblée générale;
- la Ville de Drummondville contribue en ressources humaines et matérielles, à la mesure de ses moyens, pour assurer la pleine réussite de ce forum s'il est tenu à Drummondville;
- copie de la présente résolution soit adressée au Bureau du tourisme et des congrès du centre du Québec inc. avec prière d'assurer son concours pour la tenue dudit forum à Drummondville.

ADOPTÉ

102/2/85 - Le Conseil régional de la culture Mauricie, Bois-Francs, Centre du Québec invite le Conseil de la Ville de Drummondville à une réunion de consultation qui se tiendra à Trois-Rivières le 23 février 1985 pour entendre les intervenants de l'entreprise privée et de la scène municipale concernant leurs réflexions à l'endroit de leur participation et de leur implication dans le développement culturel du milieu.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que Mme Francine Ruest-Jutras soit déléguée à cette réunion et que M. Robert Lafrenière soit désigné comme substitut au besoin.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE J.M.
53
INITIALES DU GREFFIER L.B.

103/2/85 - M. Rolland Corbeil du Centre Social Louis Braille Inc. sollicite l'autorisation de tenir une campagne de souscription dans Drummondville au cours du mois d'avril 1985.

Il est proposé par J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que cette autorisation soit accordée.

ADOPTÉ

104/2/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 26 janvier au 11 février 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 732 931,76 $.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

105/2/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville les protocoles d'entente suivants:

- avec le Drummond Sports Inc. et le Tournoi International de Hockey Midget de Drummondville Inc. pour la ratification du protocole prévoyant la tenue du Tournoi international de hockey midget de Drummondville;
- avec le Drummond Sports Inc. pour la ratification du protocole prévoyant l'utilisation d'heures de glace au Centre Marcel Dionne et à l'Olympia Yvan Cournoyer pour la saison 1984-1985.

ADOPTÉ

106/2/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et unanimement résolu que:

- des félicitations soient transmises aux dirigeants du Drummondville Olympique pour le succès qu'a remporté le Tournoi international de hockey midget de Drummondville en 1985;
- la participation généreuse des bénévoles soit soulignée;
- la satisfaction des hôteliers et des restaurateurs soit également mentionnée au procès-verbal de la présente assemblée.

ADOPTÉ

107/2/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le prix de vente des terrains du parc industriel municipal et du parc industriel régional soit fixé à 0,15 $ le pied carré ou 1,62 $ le mètre carré.

ADOPTÉ

108/2/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le directeur général adjoint aux services à la population soit autorisé à préparer un appel d'offres pour la location ou la location avec option d'achat d'un système de radio-communications pour certains services municipaux. Cet appel d'offres devra inclure également le service d'entretien du système précité.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

54

INITIALES DU GREFFIER

109/2/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à négocier une entente avec la firme Roche Urbanex Associés Ltée pour la mise en disponibilité, sur demande, d'un urbaniste senior au Service de la planification et ce, aux conditions précisées dans un document préparé par M. Michel Lesage le 4 février 1985, lequel document est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

ADOPTÉ

110/2/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que les services professionnels des arpenteurs-géomètres Dubé et Boies soient retenus pour la confection des documents nécessaires pour faire cadastrer et lotir les lots concernés par le projet d'agrandissement de l'usine de traitement d'eau.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à négocier et préciser ce mandat à la firme d'arpenteurs-géomètres précitée.

ADOPTÉ

111/2/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que la somme de 27 750 $ perçue du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, à titre de subvention, soit redistribuée aux organismes qui ont été retenus par le Conseil à cette fin. La liste de ces organismes ainsi que des montants distribués est annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

ADOPTÉ

112/2/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu ce qui suit, savoir:

- La Ville de Drummondville désire participer au programme fédéral Canada au Travail et accepte les critères dudit programme;
- Le directeur du Service de la planification, M. Michel Binet, est autorisé à présenter un projet intitulé "Dossier Toponymie" et à signer le protocole d'entente avec Emploi et Immigration Canada à cet effet.

ADOPTÉ

113/2/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que M. Robert Lafrenière, conseiller, soit délégué comme représentant de la Ville de Drummondville au CRD-04 en remplacement de M. Gilles St-Martin.

ADOPTÉ

M. Robert Lafrenière explique qu'il est heureux d'accepter un mandat qui lui permettra d'intensifier ses efforts auprès du CRD-04 pour le bénéfice de la Ville de Drummondville. Il connaît déjà cet organisme avec lequel il collabore actuellement dans l'exercice de ses fonctions professionnelles.

114/2/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le prix de vente des terrains du P.A.A.T., Phase III, soit établi à 1,05 $ le pied carré ou 11,30 $ le mètre carré.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE J.M.
55
INITIALES DU GREFFIER

115/2/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 5 février 1985 soit adopté tel que rédigé en excluant la résolution no. 85.02.12. Ce procès-verbal sera versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie explique que le Comité consultatif d'urbanisme est composé de personnes dont l'objectivité ne peut être mise en doute. Lorsqu'une demande de modification au règlement de zonage est sollicitée, elle est étudiée par le Comité consultatif d'urbanisme qui fait rapport au Conseil de ses recommandations. Par la suite, le Conseil juge s'il y a lieu d'adopter un règlement prévoyant une modification au règlement de zonage et de le soumettre à l'approbation des citoyens dans le respect des procédures établies par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

M. Robert Lafrenière ajoute que le Comité consultatif d'urbanisme a un mandat assez large puisqu'il est habilité à faire d'autres recommandations que celles qui ont rapport avec les demandes spéciales qui lui sont soumises. Il peut à la demande du Conseil faire des études ponctuelles concernant le développement d'un secteur ou concernant les enseignes, l'affichage et autres sujets relativement à l'aménagement et l'urbanisme dans le territoire de la Ville.

116/2/85

ATTENDU QUE les membres du Conseil, en vertu du règlement No. 1539 adopté le 14 mars 1983, ont constitué un Comité consultatif d'urbanisme désigné sous le nom de "Le Comité consultatif d'urbanisme de la Ville de Drummondville";

ATTENDU QU'en vertu de l'article 4 de cedit règlement, le Conseil municipal doit nommer les membres et personnes-ressources de ce Comité;

IL EST PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR MME FRANCINE RUEST-JUTRAS, CONSEILLÈRE,
ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE:

ABROGÉE PAR RÉS. 151/2/86

1° le Comité consultatif d'urbanisme de la Ville de Drummondville soit composé des personnes suivantes:

Élu : M. Denis Savoie, conseiller municipal

Membres:
- Résidentiel : Mme Yolande Allard
- Commercial : M. Bertrand Chapdelaine
- Industriel : M. Bernard Ledoux
- Institutionnel : M. Guy Gauthier

Animateur: M. Michel Binet, directeur du Service de la planification et chef-inspecteur en bâtiment (en cas d'absence, Mlle Linda Laplante, chargée des programmes, agira à ce titre).

Secrétaire: Mme Marguerite Houle (en cas d'absence, toute personne désignée par le Comité agira comme secrétaire).

2° le Conseil municipal félicite les membres choisis et leur souhaite bonne chance dans le mandat qui leur est confié en fonction des pouvoirs qui leur sont accordés en matière d'urbanisme.

La présente résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution no. 243/4/83 du 11 avril 1983.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras souligne que les membres du Comité consultatif d'urbanisme méritent d'être félicités pour leur contribution bénévole à l'aménagement du territoire.

INITIALES DU MAIRE

56

INITIALES DU GREFFIER

117/2/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le directeur des Services récréatifs et communautaires soit autorisé à mettre à la disposition du Carrefour des personnes handicapées un espace disponible au 405 rue St-Jean. L'utilisation de ce local sera consentie pour la somme de 1,00 $ pour une durée de 6 mois dans le cadre d'un projet Canada au Travail.

ADOPTÉ

118/2/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la liste des tarifs horaires pour la location d'équipements du Service des travaux publics soit acceptée telle qu'établie par M. Gérald Lapierre dans un document annexé à la présente résolution comme annexe "A".

ADOPTÉ

119/2/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville soit autorisée à emprunter de son fonds de roulement de l'année 1985 une somme de 20 000,00 $ pour la réparation, l'entretien ou l'achat d'équipements aux services récréatifs suivants:

- Parcs	2 850 $
- Centre d'information documentaire Côme St-Germain	3 650 $
- Piscines	1 500 $
- Centre Culturel	3 400 $
- Centre Marcel Dionne	1 825 $
- Olympia Yvan Cournoyer	975 $
- Équipement de bureau	1 000 $
- Atelier	4 800 $
TOTAL:	**20 000 $**

Cet emprunt sera remboursable comme suit:

- 6 500 $ en 1985
- 6 500 $ en 1986
- 7 000 $ en 1987.

Le détail de l'emprunt est plus amplement décrit à un document annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

ADOPTÉ

M. Denis Savoie résume le rapport rédigé par le directeur du Service de la planification concernant les permis et inspections pour la période du 1er au 31 janvier 1985 et le compare à l'année 1984 pour la même période.

1985 - 24 permis émis pour une valeur estimative de 263 330 $

1984 - 29 permis émis pour une valeur estimative de 3 940 220 $

1985 - 2 nouveaux logements pour une valeur estimative de 55 000 $

1984 - 0 nouveau logement pour une valeur estimative de -

Modifications diverses en 1985: 263 300 $

La grande différence entre la valeur des permis émis en 1984 et 1985 s'explique par le fait qu'en 1984 l'Institut Drummond avait sollicité des permis pour une valeur excédant 3 millions de dollars.

INITIALES DU MAIRE B.M.
57
INITIALES DU GREFFIER

Considérant que plusieurs projets de construction sont présentement à l'étude, il y a lieu de croire que l'année 1985 sera fort intéressante dans le secteur de la construction.

120/2/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à présenter au ministère de l'Environnement le plan A-100 qui sera utilisé pour l'exécution des travaux d'aqueduc et d'égouts décrétés par le règlement No. 1684 de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

121/2/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Normand Corriveau soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville dans la cause concernant un grief de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc. portant sur l'article 9.08 de la convention collective.

ADOPTÉ

122/2/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le directeur des Services récréatifs et communautaires soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Table de concertation des services d'aide à la jeunesse de Drummond inc. pour l'utilisation du chalet Bernier, rue Cockburn.

ADOPTÉ

123/2/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail avec le Festival mondial de folklore Drummond inc. pour l'utilisation de locaux au 405 St-Jean.

ADOPTÉ

124/2/85

ATTENDU QUE Gaz Inter-Cité Québec Inc. par le biais de son mandataire, COGEGAZ, nous a informé de son intention d'établir un tracé pour une emprise permanente de 18 mètres (60 pieds) de largeur, traversant la municipalité et devant servir à la construction et à l'exploitation d'un réseau de gazoduc;

ATTENDU QUE Gaz Inter-Cité Québec Inc., par le biais de COGEGAZ ou de ses représentants, a rencontré la municipalité aux fins d'établir la localisation optimale de cette emprise à l'intérieur des limites de notre territoire;

ATTENDU QUE Gaz Inter-Cité Québec Inc., par le biais de COGEGAZ ou de ses représentants, a déposé un plan au 1:10 000 du tracé projeté de l'emprise dans notre municipalité et portant le numéro T 310-PP-009;

ATTENDU QUE Gaz Inter-Cité Québec Inc., par le biais de COGEGAZ ou de ses représentants, déposera ultérieurement des plans de franchissement des infrastructures municipales par le gazoduc;

INITIALES DU MAIRE
58
INITIALES DU GREFFIER

ATTENDU QUE l'acceptation par la municipalité du tracé projeté ne libère en rien Gaz Inter-Cité Québec Inc. quant au respect des conditions de franchissement des infrastructures municipales de la Régie d'électricité et du gaz;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu d'accéder à la demande de Gaz Inter-Cité Québec Inc., son mandataire COGEGAZ ou ses ayants-droit, en ne s'objectant pas au tracé projeté tel que montré au plan au 1:10 000 portant le numéro T 310-PP-009.

Il est également résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs aux fins précitées.

ADOPTÉ

125/2/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et unanimement résolu que des remerciements soient adressés à M. Jean-Guy Guilbault, député de Drummond à la Chambre des Communes, pour les démarches qu'il a effectuées auprès des autorités gouvernementales pour obtenir les crédits nécessaires à l'aménagement d'un réseau de gazoduc pour la desserte de Drummondville.

ADOPTÉ

126/2/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à négocier avec l'Hydro-Québec, Bell Canada et Gaz Inter-Cité Québec Inc. l'enfouissement des utilités publiques dans le secteur de revitalisation du Centre-Ville.

M. Michel Lesage est également autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs aux négociations précitées.

ADOPTÉ

127/2/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville veut faciliter l'implantation d'un réseau de distribution de gaz naturel à l'intérieur de la municipalité;

ATTENDU QUE la distribution du gaz naturel dans la municipalité aura un impact économique favorable pour l'ensemble des citoyens de Drummondville;

ATTENDU QUE pour ce faire, la Ville veut consentir à la compagnie Gaz Inter-Cité Québec Inc. des servitudes et droits de passage permanents et temporaires sur la partie de lot 282 du cadastre du Canton de Grantham, dont elle est propriétaire;

AMENDÉE PAR RÉSOLUTION 371/4/85

ATTENDU QUE les emprises de servitudes sont établies et consignées dans des descriptions techniques et plans produits par l'arpenteur-géomètre Claude Vincent et portant les numéros de référence:

ABROGÉE PAR RÉSOLUTION 643/7/85

- T-311-111-A (minutes 662 - dossier 84116)
- T-311-111-S (minutes 663 - dossier 84116)
- T-314-001-M (minutes 762 - dossier 84116)
- T-314-001-S (minutes 763 - dossier 84116)

et annexés au présent procès-verbal comme étant reproduits ici intégralement;

INITIALES DU MAIRE L.M.
59
INITIALES DU GREFFIER

ATTENDU QUE ces emprises peuvent être diminuées ou augmentées légèrement selon les besoins du projet d'implantation et que ces variations, le cas échéant, respecteront les conditions d'acceptation desdites servitudes et droits de passage;

IL EST PROPOSÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. EDWARD ST-PIERRE, CONSEILLER,
ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE:

1- La Ville de Drummondville consente à la compagnie Gaz Inter-Cité Québec Inc. des servitudes et droits de passage sur le lot P-282 du Canton de Grantham, ces actes de servitudes et droits de passage permanents et temporaires étant consentis conformément aux descriptions techniques et plans produits par l'arpenteur-géomètre Claude Vincent sous les numéros de référence:

- Annexe A: T-311-111-A (minutes 662 - dossier 84116)
- Annexe B: T-311-111-S (minutes 663 - dossier 84116)
- Annexe C: T-314-001-M (minutes 762 - dossier 84116)
- Annexe D: T-314-001-S (minutes 763 - dossier 84116)

et annexés au présent procès-verbal comme étant reproduits ici intégralement.

2- Les servitudes et droits de passage permanents soient accordés pour un montant de 1,65 $ le mètre carré, soit 100% de la valeur marchande actuelle du terrain dans le parc industriel régional.

3- Les servitudes et droits de passage temporaires soient accordés pour une période de deux (2) ans à 30% de la valeur marchande actuelle du terrain dans le parc industriel régional (1,65 $).

4- Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer les actes de servitudes et droits de passage ci-avant désignés et à concourir à l'exécution de tout autre acte qui pourrait s'avérer nécessaire aux fins desdits actes de servitudes et droits de passage et de leur enregistrement libre de toute charge, le tout aux frais de la compagnie Gaz Inter-Cité Québec Inc.

La présente autorisation permet la signature des actes de servitudes et droits de passage malgré une légère variation dans les superficies des emprises, en autant que les articles 2 et 3 de la présente résolution soient en tout point respectés.

ADOPTÉ

128/2/85

Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement No. 1633 concernant les raccordements de services d'égouts et d'aqueduc et la construction ou le déplacement d'équipements municipaux.

129/2/85

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1677) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone CB-72 à même une partie du secteur de zone RB-61 (rue Ste-Thérèse).

130/2/85

Lecture est donnée du règlement No. 1680 prévoyant un emprunt de 35 000 $ pour l'exécution de travaux publics en 1985 dans le secteur de Drummondville-Ouest.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
60
INITIALES DU GREFFIER

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1680 et ce de 9 heures à 19 heures les 18 et 19 mars 1985.

131/2/85

Lecture est donnée du règlement No. 1681 prévoyant un emprunt de 210 300 $ pour l'exécution de travaux publics en 1985 dans le secteur de Drummondville.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1681 et ce de 9 heures à 19 heures les 18 et 19 mars 1985.

132/2/85

Lecture est donnée du règlement No. 1682 prévoyant un emprunt de 64 200 $ pour l'entretien des édifices municipaux en 1985 - Drummondville communautaire.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1682 et ce de 9 heures à 19 heures les 25 et 26 février 1985.

133/2/85

Lecture est donnée du règlement No. 1683 prévoyant un emprunt de 80 000,00 $ pour l'exécution de certains travaux publics en 1985 - Drummondville communautaire.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1683 et ce de 9 heures à 19 heures les 25 et 26 février 1985.

134/2/85

Lecture est donnée du règlement No. 1684 prévoyant un emprunt de 50 000,00 $ pour l'exécution en 1985 de travaux d'égouts et d'aqueduc dans le secteur de Drummondville.

INITIALES DU MAIRE
61
INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1684 et ce de 9 heures à 19 heures les 25 et 26 février 1985.

135/2/85

Lecture est donnée du règlement No. 1685 prévoyant un emprunt de 30 000,00 $ pour l'achat en 1985 de machinerie pour le Service des travaux publics - Drummondville communautaire.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1685 et ce de 9 heures à 19 heures les 25 et 26 février 1985.

136/2/85

Lecture est donnée du règlement No. 1686 décrétant un emprunt de 10 000,00 $ pour l'exécution de travaux de voirie dans le secteur du Programme d'acquisition et d'aménagement de terrains, phase IV (P.A.A.T. IV).

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

137/2/85

Lecture est donnée du règlement No. 1687 décrétant un emprunt de 153 500,00 $ pour l'exécution de travaux de voirie et d'éclairage dans le secteur du Programme d'acquisition et d'aménagement de terrains, phase III (P.A.A.T. III).

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

138/2/85

Lecture est donnée du règlement No. 1688 décrétant un emprunt de 275 000,00 $ pour l'exécution de travaux de voirie (bordures et pavage) dans le secteur du Programme d'acquisition et d'aménagement de terrains, phase II (P.A.A.T. II) - La Coulée.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

62

INITIALES DU GREFFIER

139/2/85

Lecture est donnée du règlement No. 1689 prévoyant un emprunt de 140 000,00 $ pour un aménagement de parc et le versement de subventions à des organismes communautaires - Drummondville communautaire.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1689 et ce de 9 heures à 19 heures les 25 et 26 février 1985.

M. Lindor Letendre formule des condoléances à l'endroit de la famille de M. Dolphis Rainville, décédé récemment. Ce citoyen a été souvent au service de la Ville de Drummondville à titre d'entrepreneur.

Période de questions concernant les affaires municipales

- Intervenant: M. Luc Gariépy, représentant de CHRD.

  Question 1 - Quel est le coût annuel présentement payé par la Ville de Drummondville pour le système de radio-communications qu'elle utilise?

  Réponse: M. Robert Lafrenière répond que ce coût est d'environ 30 000 $ par année mais qu'il faut ajouter à ce montant une somme de 10 000 $ versée annuellement à Bell Canada pour le service de télé-communications utilisé par le Service de la sécurité publique.

  Question 2 - Comment peut-on conclure qu'un système loué par la Ville peut devenir désuet?

  Réponse: M. Robert Lafrenière est d'avis que l'évoluation rapide de la technique dans le secteur des communications fait en sorte qu'il existe présentement des équipements plus sophistiqués, plus efficaces et plus mobiles que les équipements utilisés depuis quelques années.

  Question 3 - Peut-on connaître le cheminement et le résultat à date des négociations que la Ville a entreprises avec le Syndicat des employés municipaux?

  Réponse: Son Honneur le Maire explique que ces négociations se déroulent dans un bon climat et que la prochaine rencontre des parties concernées a été fixée au 19 février 1985.

  Question 4 - Peut-on connaître l'état des négociations en cours entre la Ville et l'U.P.D.I.?

  Réponse: M. Robert Lafrenière répond qu'il y a eu une rencontre pour le dépôt des demandes syndicales. Cette réunion s'est déroulée dans un climat positif et les négociations devraient se poursuivre de façon à déboucher sur une entente satisfaisante pour les parties concernées.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

  Commentaires: "Monsieur le Maire, concernant l'item 11 de l'ordre du jour qui prévoit un appel d'offres pour la location d'un système de radio-communications, j'aimerais souligner que souvent on peut lire dans les journaux des commentaires formulés

INITIALES DU MAIRE J.M.
63
INITIALES DU GREFFIER

par des policiers ou la direction du Service de la sécurité publique qui ont pour effet de susciter des craintes dans l'esprit des citoyens et de ce fait justifier des dépenses que le R.C.D. trouve exagérées."

Question 1 - Quel est le montant exact payé à la firme Roche Urbanex depuis 4 semaines pour les services d'un urbaniste-conseil?

Réponse: M. Denis Savoie donne l'information suivante:

2 jours par semaine à 345 $ par jour, plus 66 $ de frais de déplacement, plus 50 $ pour l'hébergement, plus 70 $ de frais de repas pour 2 jours.

Question 2 - Le Conseil a augmenté le coût de location de la machinerie du Service des travaux publics. Quel est le pourcentage de cette augmentation?

Réponse: Une réponse écrite pourra être fournie lors de la prochaine séance du Conseil.

Question 3 - M. Jean-Paul Généreux a mentionné lors de l'adoption de règlements d'emprunt que des sommes importantes seront dépensées dans le secteur La Coulée. Est-ce que le coût des infrastructures n'a pas été prévu dans le coût de vente des terrains?

Réponse: M. Denis Savoie explique que les travaux prévus dans le cadre des programmes P.A.A.T., phase II et phase III, n'étaient pas régis par le règlement No. 1634 de la Ville qui est présentement en vigueur et qui prévoit que les acquéreurs de terrains doivent maintenant payer la totalité des infrastructures.

Question 4 - Le greffier a fait la lecture de plusieurs règlements d'emprunt, est-ce que ça signifie que ces emprunts augmenteront la dette municipale ou si ces dépenses sont prévues au budget de l'année 1985?

Réponse: Le greffier explique que le budget d'opération ne prévoit pas d'emprunts. Ces emprunts sont inclus dans le programme triennal d'immobilisations qui a été adopté en même temps que le budget de l'année en cours.

Son Honneur le Maire ajoute que la Ville emprunte chaque année mais qu'elle rembourse certains emprunts. Ces remboursements sont prévus au budget d'opération de chaque année. - Exemple: en 1985, la Ville consacrera 6,5 millions de dollars au service de la dette. Il s'agit de paiement d'intérêts sur les emprunts et un remboursement sur le capital.

Question 5 - Le R.C.D. devrait-il faire une demande par écrit pour obtenir qu'un lutrin soit mis à ma disposition lors des séances du Conseil?

Réponse: Dès que le Conseil recevra une demande écrite à ce sujet, une décision sera prise.

Question 6 - Le Conseil a-t-il déterminé le nombre de personnes qui seront déléguées au congrès de la Fédération canadienne des municipalités en 1985?

Réponse: Le Conseil a prévu en déléguer quatre mais aucune décision finale n'a encore été prise à ce sujet.

Question 7 - Combien de personnes ont été déléguées au congrès de l'Association québécoise des techniques de l'eau qui se tiendra le 3 mars 1985?

Réponse: M. J.-Bruno Smith répond qu'il a été lui-même délégué en même temps que M. Jean-Paul Généreux, M. Gérald Lapierre et M. Yves Blais.

INITIALES DU MAIRE
64
INITIALES DU GREFFIER

Commentaires: M. Hervé Savoie estime que le Conseil pourra suivre l'exemple de Celanese qui limite ses délégations à une personne intéressée qui assiste seulement aux ateliers qui concernent des sujets susceptibles de répondre à ses besoins.

Son Honneur le Maire déclare que le Conseil prend bonne note de cette observation.

Question 8 - Serait-il possible d'abaisser les affiches qui indiquent les places de stationnement réservées aux personnes handicapées et d'enlever les parcomètres vis-à-vis ces espaces de stationnement?

Réponse: Son Honneur le Maire répond que cette demande sera étudiée par le Conseil et le Service des travaux publics.

Question 9 - Lors du mandat donné aux évaluateurs pour refaire le rôle, le Conseil avait indiqué que l'augmentation de l'évaluation des édifices gouvernementaux était susceptible d'accoître les revenus de la Ville pour un montant d'environ 250 000 $. Cette prévision s'est-elle avérée exacte?

Réponse: Son Honneur le Maire répond qu'une réponse à cette question pourra être donnée d'ici deux semaines.

Question 10 - M. Gilles St-Martin a dit sur les ondes de la radio qu'il n'avait pas assisté à 4 ou 5 réunions du Comité de Circulation. J'affirme qu'il a assisté à 2 réunions sur 8. Serait-il possible qu'un membre du Conseil qui s'absente d'une réunion sans raison valable soit pénalisé d'une amende de 60,00 $ comme cela se fait dans d'autres municipalités?

Réponse: Son Honneur le Maire déclare que selon lui tous les membres du Conseil sont assidus aux réunions du Conseil ou des comités dont ils font partie. Il n'y a pas lieu d'établir une pénalité pour les rares absences des membres du Conseil à ces réunions.

Les conseillers Gilles St-Martin et Jean-Paul Généreux quittent leur siège.

Question 11 - Le Conseil a expédié à tous les contribuables un document de couleur bleu résumant le budget de l'année 1985. Pourquoi ce document n'a-t-il pas été expédié en même temps que le compte de taxes afin de réaliser des économies?

Réponse: Son Honneur le Maire explique que le Conseil a procédé de cette façon parce que la pesanteur de l'envoi postal représentait un coût appréciable. L'envoi de ce document, par courrier séparé, à un taux bon marché permet d'informer tous les propriétaires inscrits au rôle d'évaluation et tous les locataires dont la Ville n'a pas la liste à date parce que seuls les propriétaires reçoivent des comptes de taxes.

Question 12 - Pourquoi les citoyens reçoivent-ils un compte de taxes immédiatement après qu'ils ont procédé à des réparations à leurs résidences? Certaines réparations sont essentielles et n'augmentent pas toujours l'évaluation. D'autre part, pourquoi l'évaluation d'une bâtisse qui se détériore n'est jamais revisée à la baisse?

Réponse: Son Honneur le Maire explique que l'évaluateur a le devoir de reviser l'évaluation d'une bâtisse lorsque des travaux d'amélioration sont effectués. D'autre part, 2 000 maisons ont été réévaluées à la baisse en 1984.

INITIALES DU MAIRE S.M.
65
INITIALES DU GREFFIER L.B.

Question 13 - A Drummondville, le Service des loisirs et des sports coûte énormément cher. Pourquoi le Conseil ne procèdet-il pas à la mise à pied de certaines personnes et ne les remplace-t-il pas par des bénévoles comme l'a fait la Ville d'Outremont?

Réponse: Son Honneur le Maire répond qu'il est exact que les loisirs et les sports coûtent cher. Le Conseil tient compte des demandes exprimées par les citoyens. Le personnel actuel affecté à ce secteur a été justifié. Si Drummondville n'avait pas tous les organismes bénévoles qui collaborent pour l'organisation des loisirs, des sports et de la culture, la facture serait encore plus élevée.

Question 14 - Est-ce que le nouveau rôle d'évaluation déposé en 1984 sera utilisé durant les 5 prochaines années?

Réponse: Son Honneur le Maire déclare que ce rôle d'évaluation peut être utilisé pendant une durée de 2 à 4 ans. Il demeure cependant susceptible d'être indexé annuellement. Le Conseil se penchera sur ce dossier prochainement.

Question 15 - Pourquoi la Ville de Drummondville ne donnerait pas une réduction de taxes valable pour 2 ans à tous les propriétaires qui font des rénovations pour un montant de 2 000 $ ou 3 000 $ au lieu de les pénaliser comme présentement? Pourquoi dans le cadre de programmes, des marchands peuvent obtenir un gel de taxes et que les citoyens ordinaires ne peuvent bénéficier des mêmes avantages?

Réponse: Son Honneur le Maire déclare qu'il prend bonne note de cette question.

Question 16 - Ayant lu un appel d'offres publié dans les journaux pour l'achat de vêtements destinés aux policiers, je me demande si le Conseil ne pourrait pas négocier une nouvelle formule pour diminuer le coût et la quantité de vêtements fournis aux policiers?

Réponse: Son Honneur le Maire déclare que cette suggestion peut être considérée puisque la Ville négocie présentement un renouvellement de la convention collective qui régit l'U.P.D.I.

Question 17 - La révision du rôle d'évaluation a-t-elle porté sur tous les immeubles industriels, commerciaux, résidentiels et gouvernementaux? A-t-on tenté de diminuer la taxe industrielle pour que la Ville soit plus compétitive?

Réponse: Son Honneur le Maire déclare que tous les immeubles ont été réévalués. L'évaluation est passée de 480 millions de dollars à 550 millions de dollars et le taux de 2,40 $ par 100 $ d'évaluation a été diminué à 2,18 $ par 100 $ d'évaluation en 1985.

Commentaires: "J'ai en main une facture de 110 $ représentant le coût d'un repas servi au comité de police. Je ne puis accepter le montant de 20 $ pour des consommations prises lors de cette réunion."

Intervention: M. Hervé Savoie, président du R.C.D., invite tous les citoyens membres ou non du R.C.D. à assister à une soirée d'information qui se tiendra le 4 mars 1985 à l'école St-Joseph à 20 heures. Tous les gens de Drummondville sont invités à cette réunion durant laquelle un évaluateur professionnel traitera de l'évaluation et répondra aux questions qui lui seront posées.

INITIALES DU MAIRE

66

INITIALES DU GREFFIER

- Intervenant: M. Laurent Ricard, 359 St-Edouard.

Question 1 - Est-ce qu'un citoyen a une propriété pour y résider ou seulement pour payer des taxes?

Réponse: Son Honneur le Maire explique qu'il est bien certain qu'une maison sert de résidence. D'autre part, quand un citoyen demeure dans une ville qui donne des services de qualité, les contribuables doivent payer la facture et ce, au prorata de la valeur de leur propriété.

Question 2 - La Ville consacrera 6 300 000 $ à son service de la dette en 1985. Quel est le montant qui sera remboursé sur le capital?

Réponse: Son Honneur le Maire répond que ce montant est d'environ 2 000 000 $ mais qu'une réponse plus précise pourra être donnée à la prochaine séance du Conseil.

Commentaires: "Ayant écouté l'émission de radio "Mêlez-vous de vos affaires" le 29 janvier 1985, je veux féliciter Mme Francine Ruest-Jutras, M. Denis Savoie et M. Robert Lafrenière qui ont insisté pour conserver la liberté accordée aux citoyens qui veulent questionner le Conseil lors des séances publiques."

- Intervenant: M. Michel Boisvert, directeur de l'hôtel Universel.

Question - Quelle est l'orientation que le Conseil entend prendre dans le dossier de la cueillette des ordures ménagères et de l'augmentation des coûts que les restaurateurs, les commerçants et les industriels subissent présentement?

Réponse: M. Jean-Marie Boisvert déclare qu'il y a là un problème important qui mérite d'être étudié; il se propose de convoquer prochainement une réunion pour discuter avec les personnes concernées.

- Intervenant: M. J.-Bruno Smith, conseiller.

M. J.-Bruno Smith déclare ce qui suit concernant les coûts payés par les citoyens pour l'élimination des déchets:

"- en 1984, il en coûtait 17,00 $ pour la cueillette
2,90 $ pour l'élimination
3,50 $ pour le transport,
le dépotoir étant
situé à St-Nicéphore.

- en 1985, pour la période de janvier à mai, parce que nous irons à St-FrançoisduLac, il en coûtera
17,75 $ pour la cueillette
15,60 $ pour l'élimination
18,18 $ pour le transport
étant donné que St-Nicéphore était situé à 12 kilomètres et que St-François est situé à 43,2 kilomètres.

Comme on espère pouvoir de nouveau retourner à St-Nicéphore pour la période de juin à décembre 1985 dans un dépotoir reconnu, il en coûterait 39,20 $, soit le total 90 $ divisé par deux, soit 45 $, représentant le compte prévu au budget de la Ville de Drummondville pour 1985.

La distance de St-Nicéphore à St-François-du-Lac pour l'enfouissement a rendu le nouveau procédé plus dispendieux.

Il faudra charger le prix que ça coûte à l'ensemble ou aux usagers.

INITIALES DU MAIRE L.M.
67
INITIALES DU GREFFIER LB

C'est la grande question que nous nous posons. L'explication est très valable. Les commerçants et les individus ont des choix. Ce ne sont pas des coûts exagérés, ce sont des coûts équivalents autant pour les particuliers que pour les commerçants. "

Attendu que l'ordre du jour est épuisé, Son Honneur le Maire, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, fixe la prochaine séance du Conseil au lundi, 25 février 1985 à 20 heures et déclare L'ASSEMBLÉE LEVÉE.

Laurent Bonin
Greffier.

Serge Morand
Maire.

INITIALES DU MAIRE S.M.
68
INITIALES DU GREFFIER L.B.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

25 février 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée publique de consultation tenue à l'hôtel de ville le 25 février 1985 à 19 H 45; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée, conformément aux prescriptions de l'article 126 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., Chap. A-19.1) pour les fins suivantes:

" 1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;

2. Récitation de la prière;

3. Adoption de l'ordre du jour;

4. Tenir une assemblée publique de consultation, conformément à la Loi 125 (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), pour expliquer le projet de règlement suivant et les conséquences de son adoption, et entendre les personnes et organismes qui désireront s'exprimer:

   - Règlement No. 1677 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 de manière à créer un nouveau secteur de zone commercial CB-72 (lots 139-148, -149, -150, -145-P, -146-P) à même une partie du secteur de zone résidentiel RB-61.

5. Période de questions sur le règlement No. 1677.

6. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources. M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

140/2/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Monsieur le Maire explique la nature et l'objet du règlement No. 1677, lequel amende le règlement de zonage municipal No. 1400 de manière à créer un nouveau secteur de zone commercial CB-72 (lots 139148, -149, -150, -145-P, -146-P) à même une partie du secteur de zone résidentiel RB-61.

Les personnes présentes à cette assemblée sont invitées à poser des questions sur le règlement No. 1677.

Faute de questions, LA SÉANCE DE CONSULTATION EST LEVÉE.

Laurent Bernier
Greffier.

Serge Ménard
Maire.

INITIALES DU MAIRE S.M.
69
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

25 février 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 25 février 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

141/2/85

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 11 février 1985; il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

142/2/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté l'item 49A. suivant:

49A. Rapport du colloque du Conseil régional de la culture Mauricie, Bois-Francs, Centre du Québec tenu à Trois-Rivières le 23 février 1985 (Mme Francine Ruest-Jutras).

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire donne des informations concernant des demandes exprimées par M. Hervé Savoie, président du R.C.D., le 11 février 1985:

A) Pourcentage de l'augmentation du coût de location de la machinerie du Service des travaux publics en 1985.

Les augmentations varient entre 3% et 6%. Les taux ont été revisés en prenant comme base de calcul les taux établis par le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec pour les années 1984 et 1985, en tenant compte de l'âge et du modèle de la machinerie municipale.

B) Augmentation de l'évaluation des immeubles publics pour lesquels la Ville perçoit des en-lieux de taxes.

Cette augmentation est d'environ 105 000 $ alors que les prévisions du Conseil étaient de 100 000 $.

C) Montant remis par la Ville en 1984 sur sa dette municipale.

La somme remboursée sur le capital est de 1 944 600 $. La somme payée sur les intérêts est de 3 498 614,44 $.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

INITIALES DU MAIRE
70
INITIALES DU GREFFIER

- FOURNITURE D'HABILLEMENT POUR LE CORPS POLICIER DE LA VILLE

143/2/85

103 PANTALONS "HIVER" - normes B N Q 7045-550 (tissu)
normes B N Q 7411-125 (pantalon officier)
normes B N Q 7411-126 (pantalon constable)

111 PANTALONS "ÉTÉ" - normes B N Q 7045-571 (tissu)
normes B N Q 7411-125 (pantalon officier)
normes B N Q 7411-126 (pantalon constable)

Soumissionnaires	Prix
. MARTIN & LÉVESQUE INC. 529 - 1ère Avenue Québec	6 429,46 $
. E.T. COULOMBE & CIE LTÉE 223 Dorchester Sud Québec	6 709,49 $
. VÊTEMENTS LESSARD INC. 139 Arbour Neufchatel	6 287,60 $

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la plus basse soumission jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit acceptée.

ADOPTÉ

144/2/85

46 BLOUSONS "ÉTÉ" - MODÈLE M6134 - NORMES DU B N Q

Soumissionnaire	Prix
. UNIFORMES INTERNATIONAUX LTÉE 1085 St-Alexandre - 3e Étage Montréal	1 598,50 $

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

145/2/85

163 CHEMISES À MANCHES LONGUES
161 CHEMISES À MANCHES COURTES

Soumissionnaires	Prix
. LOUIS G. VIGNEAULT INC. 124 Cockburn Drummondville	3 757,00 $
. CHEMISES EMPIRE LTÉE 451 St-Laurent Louiseville	3 875,56 $

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme soit acceptée.

ADOPTÉ

146/2/85

104 PAIRES DE CHAUSSURES

Soumissionnaire	Prix
. LOUIS G. VIGNEAULT INC. 124 Cockburn Drummondville	5 751,75 $

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

147/2/85

159 CRAVATES - NORMES B N Q 7454-104

Soumissionnaire	Prix
. LOUIS G. VIGNEAULT INC. 124 Cockburn Drummondville	397,50 $

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- M. François Sanchez, directeur de la fabrication à Celanese Canada Inc., souligne l'intervention rapide et efficace des pompiers de la Ville de Drummondville pour combattre le feu qui s'est déclaré dans les silos de cette usine le 29 janvier 1985. Il remercie les membres de la Protection civile qui ont également contribué à combattre cet incendie.

- Le Conseil prend connaissance d'une requête signée par 172 citoyens résidant sur la rue St-Georges ou sur les rues avoisinantes, s'opposant à la construction d'un pont enjambant la rivière Noire et préconisant l'aménagement d'une passerelle pour piétons.

  Son Honneur le Maire déclare que le Conseil prend bonne note de cette requête et qu'elle sera versée au dossier présentement à l'étude par la Ville et les autorités scolaires.

- La Société Historique du Centre du Québec Inc. informe le Conseil qu'elle souhaiterait réaliser en collaboration avec le comité de toponymie un recueil municipal qui reflète la personnalité locale de Drummondville. Elle sollicite également une aide financière qui lui permettrait de contribuer à la préservation et la mise en valeur du patrimoine.

  Mme Francine Ruest-Jutras suggère que le directeur général de la Ville organise une rencontre entre le Conseil et les membres de la Société Historique du Centre du Québec Inc., afin de discuter de la possibilité d'établir un plan d'action et de trouver une façon de permettre à cet organisme de continuer son oeuvre dans un projet qui pourrait être profitable aux deux parties. La Ville a également besoin de la Société Historique dont le dynamisme a permis de réaliser jusqu'ici un répertoire éloquent sur l'histoire locale qui pourrait être acheté par la Ville et servir comme moyen de promotion.

- La municipalité de St-Nicéphore informe le Conseil qu'elle a demandé au ministère des Transports du Québec de diminuer la vitesse sur le boulevard Allard à 50 km/h pour favoriser la sécurité des cyclistes et des piétons.

148/2/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 9 février au 1er mars 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 1 087 513,29 $.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

149/2/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Gaétan Ratté, avocat, soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville dans 11 causes inscrites par Consolidated Textile Limited au Bureau de révision de l'évaluation foncière pour les années 1979, 1980, 1981, 1983 et 1984.

ADOPTÉ

150/2/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le Conseil municipal accuse réception de l'étude du programme de Revitalisation du Centre-Ville préparée par la firme Daniel Arbour et Associés.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras explique que cette étude comprend 3 documents très étoffés et que la Ville tiendra prochainement des assemblées de consultation publique pour discuter avec les commerçants et résidents du Centre-Ville d'un plan d'action pour amorcer et réaliser le programme ReviCentre que le Conseil entend démarrer au cours des prochains mois.

151/2/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et unanimement résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient et ils sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir entre le Ministère des affaires municipales, pour et au nom du Gouvernement du Québec, et la Ville de Drummondville, relativement au versement par le Ministère des affaires municipales d'une aide financière de 750 000 $ à des fins de réalisation des études de planification et des interventions reconnues admissibles dans le cadre du programme ReviCentre.

ADOPTÉ

152/2/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Société de développement économique de Drummondville inc. (S.D.E.D.).

ADOPTÉ

153/2/85

CONSIDÉRANT le jumelage existant entre La Roche-sur-Yon et Drummondville;

CONSIDÉRANT l'existence d'une charte d'amitié déjà signée entre Braine L'Alleud et Drummondville;

CONSIDÉRANT les nombreuses invitations faites par La Roche-sur-Yon à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT la récente visite à Drummondville de M. Jacques Auxiette, maire de La Roche-sur-Yon et conseiller général de la Vendée;

INITIALES DU MAIRE S.M.
73
INITIALES DU GREFFIER

CONSIDÉRANT que lors de cette visite effectuée en septembre 1984, le maire de La Roche-sur-Yon était accompagné de M. Philippe Puaud, maire adjoint et de M. Adrien Clément, secrétaire général;

CONSIDÉRANT la pertinence de poursuivre les échanges économiques initiés il y a quelque temps par la venue à Drummondville d'une importante mission d'industriels vendéens, et que de tels échanges peuvent favoriser certains échanges de technologie ou encore l'implantation de projets industriels à Drummondville;

CONSIDÉRANT la visite de nombreuses familles drummondvilloises à La Roche-sur-Yon, prévue pour juillet 1985;

CONSIDÉRANT l'importance de promouvoir les échanges culturels et touristiques entre la région de La Roche-sur-Yon et la région de Drummondville;

CONSIDÉRANT l'opportunité qui est offerte aux autorités locales d'étudier sur place les structures municipales et le fonctionnement de l'appareil gouvernemental de La Roche-sur-Yon;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'étudier la possibilité de s'intégrer à un échange culturel tripartite dit de «coopération» qui regrouperait un minimum de trois municipalités dont La Roche-sur-Yon, Drummondville et une ville africaine à déterminer;

CONSIDÉRANT également la pertinence de resserrer les liens d'amitié qui existent déjà entre Drummondville et Braine L'Alleud en Belgique, en signant une charte officielle de jumelage entre nos deux municipalités;

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que M. le maire Serge Ménard, MM. les conseillers Denis Savoie et Lindor Letendre, ainsi que le directeur général Claude Boucher se rendent à La Roche-sur-Yon en France et à Braine L'Alleud en Belgique, durant la dernière quinzaine d'avril 1985.

Il est également proposé qu'en cas d'incapacité d'agir de l'un ou l'autre des conseillers municipaux responsables de ce mandat, le conseiller Gilles St-Martin et la conseillère Francine Ruest-Jutras soient, dans l'ordre, désignés pour agir à titre de substitut, le cas échéant.

ADOPTÉ

154/2/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que M. le maire Serge Ménard ainsi que Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et MM. Edward St-Pierre et J.-Bruno Smith, conseillers, soient délégués au congrès de la Fédération canadienne des municipalités qui se tiendra à Calgary du 2 au 6 juin 1985.

ADOPTÉ

155/2/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que M. Denis Savoie, conseiller, et M. Michel Binet, directeur du Service de la planification, soient délégués au congrès de l'Association des inspecteurs municipaux de l'environnement du Québec inc. qui se tiendra à Montréal les 15, 16 et 17 mars 1985.

ADOPTÉ

156/2/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la Société canadienne du cancer (section de Drummondville) soit autorisée à tenir une campagne de souscription durant la période du 15 avril au 15 mai 1985.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M.
74
INITIALES DU GREFFIER

157/2/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une subvention de 2 000 $ à Kino-Québec pour la réalisation du programme "Le Grand Défi Canadien" de Participe-Action.

ADOPTÉ

M. Edward St-Pierre explique que Drummondville relève un défi de la Ville de Frédéricton et qu'un concours d'activités physiques se tiendra en même temps dans les deux villes le 29 mai 1985.

158/2/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une subvention de 1 000 $ au projet Vélo-Cité dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse.

ADOPTÉ

159/2/85

Attendu que Gaz Inter-Cité Québec Inc. (GICQ), par le biais de son mandataire, Cogegaz Enr., a fait parvenir à la Ville en date du 30 janvier 1985 une demande de consentement de franchissement des emprises de routes, des fossés d'irrigation ou de drainage et de toutes autres infrastructures relevant de l'administration de la Ville; il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu d'accéder à la demande de GICQ, son mandataire Cogegaz ou ses ayants droit, en acceptant les points de franchissement des travaux tels qu'indiqués sur le plan ci-joint daté du 19 décembre 1984 et portant le numéro T310TR038R01.

ADOPTÉ

160/2/85

Attendu que Gaz Inter-Cité Québec Inc. (CICQ), par le biais de son mandataire, Cogegaz Enr., a fait parvenir à la Ville en date du 11 février 1985 une demande de consentement de franchissement des emprises de routes, des fossés d'irrigation ou de drainage et de toutes autres infrastructures relevant de l'administration de la Ville; il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu d'accéder à la demande de CICQ, son mandataire Cogegaz ou ses ayants droit, en acceptant les points de franchissement des travaux tels qu'indiqués sur le plan ci-joint daté du 8 décembre 1984 et revisé le 26 janvier 1985, et portant le numéro T310TR037R03.

ADOPTÉ

161/2/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à agir à titre de directeur général de la Ville de Drummondville, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir du directeur général (L.R.Q., chap. C-19, art. 12).

ADOPTÉ

162/2/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que la Ville de Drummondville verse au Village Québécois d'Antan une somme de 25 000 $ en 1985 à titre de subvention. Cette somme est la première tranche d'une subvention de 75 000 $ consentie par la Ville, à titre de commandite de prestige pour la construction d'une église. La Ville versera des sommes équivalentes en 1986 et 1987 pour la réalisation de ce projet.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE J.M.
75
INITIALES DU GREFFIER L.B.

163/2/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte de son fonds de roulement de l'année 1985 une somme de 75 000 $ pour la mise en place d'un plan directeur de communications comportant les dépenses suivantes:

1.	Matériel électronique pour télédiffusion en direct de l'hôtel de ville	35 000 $
2.	Guide des normes: conception et imprimerie	10 000 $
3.	Guide des réceptions: conception et imprimerie	5 000 $
4.	Brochure municipale: conception et imprimerie	25 000 $
	TOTAL:	**75 000 $**

Cet emprunt sera remboursé sur une période de 5 ans, savoir:

15 000 $ en 1985
15 000 $ en 1986
15 000 $ en 1987
15 000 $ en 1988
15 000 $ en 1989.

ADOPTÉ

164/2/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville émet des obligations pour un montant total de 5 436 000 $, en vertu des règlements d'emprunt suivants, et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux:

Règlement numéro		Pour un montant de
211	(Ex-Ville de Drummondville-Sud)	55 500 $
218	(" " " ")	68 500
219	(" " " ")	101 000
227	(" " " ")	99 000
235	(" " " ")	58 000
236	(" " " ")	117 000
816		1 100
821		15 500
834		1 500
837		1 000
850		12 000
857		4 000
872		9 000
876		16 000
877		400
878		84 800
880		10 000
895		27 500
1113		47 000
1170		39 200
1298		374 900
1303		94 200
1323		183 700
1324		57 200
1346		4 300
1358		24 200
1367		100 400
1369		80 000
1371		21 200
1374		53 000
1375		30 800
1376		16 500
1379		15 300
1382		18 100
1384		10 000
1388		403 000
1390		25 400

INITIALES DU MAIRE
76
INITIALES DU GREFFIER

1393	19 500
1394	16 500
1395	15 800
880	13 700
892	49 000
894	84 800
895	81 500
915	20 500
920	63 500
929	29 000
1242	53 900
1345	43 900
1368	238 500
1370	57 000
1373	48 600
1385	25 500
1392	21 500
1398	73 000
1430	10 100
1448	22 000
1226	200 000
1421	30 000
1423	33 000
1463	21 000
1464	110 000
1517	19 000
1543	46 000
1544	80 000
1555	309 000
1578	21 000
1582	60 000
1587	117 000
1600	228 000
1601	65 000
1602	175 000
1603	26 000
1605	188 000
1619	100 000
1623	40 000
1626	110 000
1636	75 000
1638	75 000
1639	40 000
	5 436 000 $

ATTENDU QUE pour les fins de ladite émission, il est nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces obligations sont émises;

IL EST PAR CONSÉQUENT,
PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU UNANIMEMENT:

QUE chacun des règlements d'emprunt indiqués ci-dessus soit et est amendé, s'il y a lieu, afin que chacun d'eux soit conforme à ce qui est stipulé ci-bas, et ce en ce qui a trait au montant d'obligations spécifié ci-haut en regard de chacun desdits règlements compris dans l'émission de 5 436 000 $:

1.- Les obligations seront datées du 9 avril 1985;

2.- Les obligations seront payables au porteur ou au détenteur enregistré, selon le cas, à la Caisse populaire de St-Joseph de Drummondville où à la Caisse Centrale Desjardins du Québec, Montréal;

3.- Un intérêt à un taux n'excédant pas 12 1/2% l'an sera payé semi-annuellement le 9 octobre et le 9 avril de chaque année sur présentation et remise à échéance des coupons attachés à chaque obligation; ces coupons seront payables au porteur seulement, aux mêmes endroits que le capital;

INITIALES DU MAIRE J.M.
77
INITIALES DU GREFFIER

4.- "Les obligations ne seront pas rachetables par anticipation; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs conformément à l'article 17 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., ch. D-7)";

5.- Les obligations seront émises en coupures de 1 000 $ ou de multiples de 1 000 $;

6.- Les obligations seront signées par le maire et le greffier. Un fac-similé de leur signature respective sera imprimé, gravé ou lithographié sur les coupons d'intérêt. Cependant, un fac-similé de la signature du maire pourra être imprimé, gravé ou lithographié sur les obligations.

ADOPTÉ

165/2/85

IL EST PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU UNANIMEMENT:

QUE pour l'emprunt par obligations au montant total de 5 436 000 $, fait en vertu des règlements numéros 211, 218, 219, 227, 235 et 236 de l'ex-Ville de Drummondville-Sud, 816, 821, 834, 837, 850, 857, 872, 876, 877, 878, 880, 892, 894, 895, 915, 920, 929, 1113, 1170, 1226, 1242, 1298, 1303, 1323, 1324, 1345, 1346, 1358, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1373, 1374, 1375, 1376, 1379, 1382, 1384, 1385, 1388, 1390, 1392, 1393, 1394, 1395, 1398, 1421, 1423, 1430, 1448, 1463, 1464, 1517, 1543, 1544, 1555, 1578, 1582, 1587, 1600, 1601, 1602, 1603, 1605, 1619, 1623, 1626, 1636, 1638 et 1639, la Ville de Drummondville doive émettre des obligations pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt, c'est-à-dire pour un terme de sept (7) ans (à compter du 9 avril 1985), en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 8 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour les règlements numéros 211, 218, 219, 227, 235 et 236 de l'ex-Ville de Drummondville-Sud, 878, 1113, 1170, 1226, 1298, 1303, 1323, 1324, 1367, 1371, 1374, 1375, 1376, 1379, 1382, 1384, 1388, 1394, 1395, 1421, 1423, 1463, 1464, 1517, 1543, 1544, 1555, 1578, 1582, 1587, 1600, 1601, 1602, 1603, 1605, 1619, 1623, 1626, 1636 et 1639; chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie de la balance due sur l'emprunt.

ADOPTÉ

166/2/85

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, avait le 28 septembre 1984 un montant de 1 833 000 $ à renouveler sur un emprunt original de 2 093 000 $ pour des périodes de 2, 7, 12 et 17 ans, en vertu des règlements numéros 816, 821, 834, 837, 850, 857, 872, 876, 877, 878, 880, 895, 1113, 1170, 1298, 1303, 1323, 1324, 1346, 1358, 1367, 1369, 1371, 1374, 1375, 1376, 1379, 1382, 1384, 1388, 1390, 1393, 1394 et 1395;

CONSIDÉRANT que ledit renouvellement n'a pas été effectué à la date prévue;

CONSIDÉRANT que l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 9 avril 1985;

CONSIDÉRANT que la municipalité désire se prévaloir des dispositions de l'article 2 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., ch. D-7), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations;

INITIALES DU MAIRE

78

INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, émette les 1 833 000 $ d'obligations de renouvellement pour un terme additionnel de 6 mois et 12 jours au terme original des règlements ci-haut mentionnés.

ADOPTÉ

167/2/85

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, avait le 15 octobre 1984 un montant de 499 000 $ à renouveler sur un emprunt original de 685 000 $ pour des périodes de 10 et 20 ans, en vertu des règlements numéros 211, 218, 219, 227, 235 et 236 de l'ex-Ville de Drummondville-Sud;

CONSIDÉRANT que ledit renouvellement n'a pas été effectué à la date prévue;

CONSIDÉRANT que l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 9 avril 1985;

CONSIDÉRANT que la municipalité désire se prévaloir des dispositions de l'article 2 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., ch. D-7), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations;

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, émette les 499 000 $ d'obligations de renouvellement pour un terme additionnel de 5 mois et 25 jours au terme original des règlements ci-haut mentionnés.

ADOPTÉ

168/2/85

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, avait le 8 mars 1985 un montant de 653 500 $ à renouveler sur un emprunt original de 826 000 $ pour une période de 7 ans, en vertu des règlements numéros 880, 892, 894, 895, 915, 920, 929, 1368 et 1398;

CONSIDÉRANT que ledit renouvellement n'a pas été effectué à la date prévue;

CONSIDÉRANT que l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 9 avril 1985;

CONSIDÉRANT que la municipalité désire se prévaloir des dispositions de l'article 2 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., ch. D-7), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, émette les 653 500 $ d'obligations de renouvellement pour un terme additionnel de 1 mois et 1 jour au terme original des règlements ci-haut mentionnés.

ADOPTÉ

169/2/85

Attendu qu'une servitude de droit de passage pour ligne électrique a été consentie par la Ville de Drummondville en faveur de l'Hydro-Québec suivant l'enregistrement no. 264989, et affectait les lots 124-201 et P.124-202;

Attendu que partie des lots ci-haut mentionnés a été recadastrée sous les nos 124-246, 124-247, 124-250 et 124-251 du Canton de Grantham;

INITIALES DU MAIRE S.M.
79
INITIALES DU GREFFIER

Attendu qu'il est nécessaire de procéder à l'annulation de ladite servitude de droit de passage pour ligne électrique pour ces lots uniquement;

Pour ces raisons, il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat d'annulation partielle de servitude de droit de passage pour ligne électrique, le tout tel que décrit dans un acte préparé par Me Jacques Lafond, notaire. Il est également résolu que la présente résolution abroge et remplace à toutes fins que de droit la résolution no. 619/7/84 du 9 juillet 1984.

ADOPTÉ

170/2/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Normand Corriveau soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville dans deux (2) causes suite à des griefs formulés par l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

ADOPTÉ

171/2/85

Attendu qu'en vertu de l'article 422 de la Loi sur les Cités et Villes, la Ville de Drummondville a le pouvoir de devenir propriétaire du lot 151-381 (rue) du cadastre du Canton de Grantham;

Attendu que l'intérêt public justifie la prise de possession par la Ville du lot 151-381 (rue) du cadastre du Canton de Grantham;

Attendu que la Ville de Drummondville n'a pas perçu de taxes sur le lot 151-381 (rue) depuis plus de dix ans;

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller,
appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller,
et résolu que:

1.- les services professionnels des arpenteurs-géomètres Dubé et Boies soient retenus pour la confection d'une description technique du lot 151-381 (rue) du cadastre du Canton de Grantham, ainsi qu'un livre de renvoi et pour leur dépôt conformément à la Loi sur le cadastre (chapitre C-1);

2.- le greffier soit autorisé à publier deux fois dans la Gazette officielle du Québec et dans un journal quotidien circulant dans la municipalité avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

A) le texte intégral de l'article 422 de la Loi sur les Cités et Villes;

B) une déclaration à l'effet que les formalités prévues aux paragraphes 1er et 2e de l'article 422 de la Loi sur les Cités et Villes ont été accomplies.

ADOPTÉ

172/2/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le rapport du Comité de Circulation rédigé le 13 février 1985 par M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE L.M.
80
INITIALES DU GREFFIER Y.B.

173/2/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à enlever les enseignes interdisant de sortir du stationnement du marché municipal pour s'engager sur le boulevard St-Joseph vis-à-vis la rue St-Edouard.

ADOPTÉ

174/2/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à délimiter avec marquage sur la chaussée l'emprise de l'entrée charretière du 85 - 9e Avenue.

ADOPTÉ

175/2/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à la mise en place de deux enseignes interdisant le stationnement au coin des rues Dionne et Ste-Thérèse du côté de la Caisse populaire St-Simon.

ADOPTÉ

176/2/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à l'installation d'enseignes interdisant aux piétons de traverser la rue St-Georges à l'intersection de la rue Hériot.

ADOPTÉ

177/2/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à l'identification de la traverse pour piétons et fauteuils roulants à l'intersection des rues Brock et St-Georges (S-E) et à aménager l'accès au trottoir pour les fauteuils roulants.

ADOPTÉ

178/2/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à la mise en place, à titre d'essai, d'un arrêt obligatoire rue Baril, à l'intersection de la rue St-Georges.

ADOPTÉ

179/2/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à la mise en place de deux enseignes "défense de stationner d'ici au coin" à l'intersection sud-ouest des rues St-Jean et Des Écoles.

ADOPTÉ

180/2/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que demande soit faite au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche,

Direction des programmes municipaux, de reporter la date de réalisation des travaux de la fin mars à la fin juin. Cette demande concerne le projet 480 04 415 41720 84 01 01: réaménagement du terrain de soccer-football de la Poudrière.

Réaménagement du terrain	38 000 $
Financement:	
- participation du M.L.C.P.	14 000 $
- participation de la C.S.R.S.F.	5 000 $
- participation de la Ville	19 000 $
	38 000 $

ADOPTÉ

181/2/85

Le greffier fait rapport du résultat de l'enregistrement des personnes pour demander un référendum sur le règlement No. 1678 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer un secteur de zone CA-24 à même le secteur de zone RB-8 ainsi abrogé.

- Date d'ouverture du registre: 18 et 19 février 1984
- Personnes habiles à cet enregistrement: 274
- Personnes ayant signé le registre: 46
- Nombre requis pour demander un référendum: 38

Attendu que le nombre de personnes requis pour demander un référendum sur le règlement No. 1678 a été atteint et même dépassé; il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la tenue d'un référendum soit décrétée pour permettre aux propriétaires concernés inscrits au rôle d'évaluation de la Ville de Drummondville le 28 janvier 1985, ainsi qu'aux locataires inscrits sur l'annexe à la liste électorale revisée par la Cour Municipale les 13 et 14 février 1985 de se prononcer sur la modification au zonage municipal du secteur de zone CA-24 décrétée par le règlement municipal de Drummondville portant le numéro 1678 adopté conformément à la Loi le 28 janvier 1985. Il est de plus résolu que ce référendum soit tenu le 18 mars 1985, de 9 heures à 19 heures dans la salle de la Légion Royale Canadienne, rue Corriveau.

ADOPTÉ

182/2/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le prix de vente des terrains résidentiels du secteur Les Jardins du Golf soit fixé à 1,60 $ le pied carré ou 17,22 $ le mètre carré.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras explique que le coût de vente de ces terrains inclut le coût de l'installation des services d'aqueduc et d'égouts pour les terrains vendus par la Ville.

183/2/85

Le conseiller Edward St-Pierre donne avis de motion d'un règlement (No. 1692) amendant le règlement No. 1510 de la Ville de Drummondville et ayant pour objet de modifier les dispositions du programme municipal d'aide à la construction neuve.

184/2/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que le greffier soit dispensé de faire la lecture du règlement No. 1692 au moment de son adoption.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

82

INITIALES DU GREFFIER

185/2/85

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement (No. 1693) amendant le règlement No. 1511 de la Ville de Drummondville et ayant pour objet d'augmenter de 150 000 $ le fonds de subvention pour promouvoir la construction résidentielle.

186/2/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que le greffier soit dispensé de faire la lecture du règlement No. 1693 au moment de son adoption.

ADOPTÉ

187/2/85

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement (No. 1694) déléguant à certains fonctionnaires et employés de la Ville le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats en conséquence au nom de la Ville.

188/2/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement que le greffier soit dispensé de faire la lecture du règlement No. 1694 au moment de son adoption.

ADOPTÉ

189/2/85

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement d'emprunt (No. 1695) n'excédant pas 160 000 $ pour l'exécution de travaux d'égouts, d'aqueduc et de voirie sur la rue Huguette.

190/2/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que le greffier soit dispensé de faire la lecture du règlement No. 1695 au moment de son adoption.

ADOPTÉ

191/2/85

Lecture est donnée du règlement No. 1677 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer un nouveau secteur de zone commercial CB-72 (lots 139-148, -149, -150, -145-P, et -146-P) à même une partie du secteur de zone résidentiel RB-61.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1677 a été adopté par la résolution no. 77/1/85 le 28 janvier 1985;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1677 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 28 janvier 1985;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1677 a été régulièrement donné le 11 février 1985 (rés. 129/2/85);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 25 février 1985 à 19 H 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1677;

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble

visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 25 février 1985 ainsi que les locataires inscrits sur l'annexe de la liste électorale d'un immeuble visé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1677 et ce de 9 heures à 19 heures les 18 et 19 mars 1985.

192/2/85

Lecture est donnée du règlement No. 1690 amendant le règlement No. 1633 concernant les raccordements de services d'aqueduc et d'égouts et la construction ou le déplacement d'équipements municipaux.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

193/2/85

Lecture est donnée du règlement No. 1691 délimitant le périmètre de revitalisation dans la Ville de Drummondville et précisant les modalités d'application ainsi que les privilèges accordés.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

M. J.-Bruno Smith résume la nature et l'objet du règlement No. 1691.

Son Honneur le Maire se fait l'interprète du Conseil pour formuler des condoléances à l'endroit de la famille de M. Étienne Lessard, ex-employé municipal, décédé récemment.

M. Gilles St-Martin formule des condoléances à l'endroit de la famille de M. Jérôme Blanchette, décédé récemment. M. Blanchette était l'oncle du conseiller Jean-Paul Généreux et de l'ex-conseiller M. Gaétan Blanchette.

- Rapport de Mme Francine Ruest-Jutras concernant le Colloque régional de la culture Mauricie, Bois-Francs, Centre du Québec tenu à Trois-Rivières le 23 février 1985.

Mme Francine Ruest-Jutras explique qu'elle a été agréablement surprise de constater que plusieurs organismes culturels de Drummondville étaient présents à ce colloque pour faire valoir leurs points de vue. Elle cite entre autres la Société d'Histoire, l'Ensemble Folklorique Mackinaw, le Théâtre du Parc, le Festival Mondial de Folklore de Drummondville et certaines municipalités membres de la MRC Drummond.

Les artistes et les créateurs se regroupent pour exercer un pouvoir plus pressant auprès des instances publiques et plus spécialement les conseils municipaux. Il appert que depuis plusieurs années les organismes sportifs ont instauré un lobby pour développer des activités. Le milieu culturel se rend compte qu'il y a des points à promouvoir d'autant plus qu'il est maintenant reconnu comme un agent de développement économique important qui peut engendrer des retombées. Les autorités municipales peuvent s'attendre à brève échéance que les groupes culturels soient de plus en plus présents et revendicateurs.

À ce colloque, un atelier concernait spécialement les élus municipaux. On y a traité du fait qu'une corporation d'interprétation du pays des Trois-Rivières a été formée en juin

1984 avec mission d'établir un circuit touristique culturel régional à l'intérieur de 10 MRC de la région 04. Ce comité, dans un premier temps, a répertorié les équipements culturels et patrimoniaux intéressants dans le territoire et a conçu des projets dans des milieux où rien n'existait. À la réflexion, on constate que dans la région de Drummondville on retrouve le Village Québécois d'Antan, le Festival Mondial de Folklore, le Manoir Trent, le vieux moulin d'Ulverton et Drummondville a une bonne longueur d'avance sur la plupart des municipalités de la région 04 sur le plan patrimoine. Plusieurs personnes incluant le maire de Trois-Rivières sont intervenues pour dire que le nom du comité devrait être repensé pour tenir compte de la réalité existante dans la région 04.

Il a été question de travailler à l'élaboration d'une réglementation concernant la conservation du patrimoine. Sans exclure cette éventualité, les élus municipaux ont préféré sensibiliser d'abord la population sur l'importance de la mise en valeur des biens culturels. Cette journée fort intéressante n'a coûté que 12,00 $ aux participants.

- Rapport de M. J.-Bruno Smith concernant le colloque en technique de circulation tenu à Montréal, le 15 février 1985.

Le conseiller explique qu'il avait été délégué à ce colloque en compagnie de M. Lindor Letendre, M. J.-Marcel Lefebvre et Mlle Linda Laplante.

Ce colloque fort intéressant a porté sur les besoins de stationnement dans un centre-ville, de politiques et de caractéristiques. Nous avons reçu un document fort étoffé qui pourrait être utilisé dans le cadre de notre programme ReviCentre. M. Pierre Lorange, vice-président du Comité exécutif de la Ville de Montréal a donné une conférence sur le stationnement et le transport en commun qui deviennent de plus en plus une priorité dans les villes. Plusieurs suggestions retenues par les participants à ce colloque seront transmises au Comité de Circulation qui pourra s'en inspirer pour l'établissement de politiques plus adaptées à nos besoins concernant la circulation à Drummondville.

Période de questions concernant les affaires municipales

- Intervenant: M. Ovelus Demers du 51, 117e Avenue.

Question 1 - Les citoyens qui veulent s'adresser au Conseil peuvent-ils obtenir un lutrin pour y déposer des documents?

Réponse: M. J.-Bruno Smith apporte un lutrin à M. Ovelus Demers.

Question 2 - À l'item 45 de l'ordre du jour, le Conseil a donné un avis de motion d'un règlement prévoyant un emprunt de 160 000 $ pour la construction d'égouts sur la rue Huguette située dans un territoire annexé à la Ville depuis quelques années seulement. Pourquoi considérer la rue Huguette comme prioritaire alors que depuis 30 ans on a rien fait pour installer les égouts dans le Domaine Cherbourg et le développer?

Réponse: Le Conseil a pris la décision de canaliser les égouts qui s'écoulent actuellement dans des fossés afin de donner aux résidents du secteur des conditions d'hygiène minimums. Il ne s'agit pas d'un développement et on ne veut pas non plus donner une valeur accrue aux terrains non construits de ce secteur. (M. Robert Lafrenière)

Question 3 - Le Conseil est-il au courant qu'on a refusé au moins 50 permis de construction dans le Domaine Cherbourg?

INITIALES DU MAIRE L.M.
85
INITIALES DU GREFFIER Y.B.

Réponse: MM. Robert Lafrenière et Edward St-Pierre répondent que le Conseil a étudié un projet de développement dans ce secteur mais que le règlement No. 1634 qui a établi des normes pour rendre un développement acceptable doit être respecté.

Question 4 - Un conseiller a-t-il le privilège d'attaquer publiquement l'intégrité de citoyens qui n'ont pas réussi à se faire élire?

Réponse: Monsieur le Maire demande à M. Demers s'il peut préciser davantage sa question. M. Ovelus Demers remercie le Conseil d'avoir écouté ses propos.

Question 5 - En 1984, tous les règlements d'emprunt seront consacrés au développement du secteur no. 1. Pourquoi ne pas dépenser un peu d'argent dans le quartier no. 9?

Réponse: Mme Francine Ruest-Jutras explique que depuis quelques années tous les développements se sont faits dans le quartier no. 1 et le Conseil donne suite aux promesses qu'il a faites aux nouveaux propriétaires de compléter les services dans un délai raisonnable. Le Conseil est même en retard dans l'exécution de certains travaux qu'il prévoyait réaliser.

Question 6 - Le Conseil entend-il respecter le protocole d'entente signé le 26 novembre 1981 concernant la fusion de Drummondville-Sud avec Drummondville, lequel protocole prévoit que le développement résidentiel doit s'effectuer selon un partage de 1/3 à Drummondville-Sud et 2/3 à Drummondville? Je reviendrai sur cette question plus tard avec des documents à l'appui de mes avancées.

Question 7 - Existe-t-il un règlement régissant la circulation des autos-neige dans les rues de la Ville? Pourquoi le 30 janvier la police tolérait-elle le passage de plusieurs autos-neigistes sur la 122e Avenue et la 123e Avenue pendant que les automobilistes ne pouvaient circuler?

Réponse: M. Gilles St-Martin explique qu'il existe un sentier pour autos-neige à l'intersection du boulevard StJoseph et de la 123e Avenue. Des enseignes ont été installées pour indiquer cette traverse.

Question 8 - Pourquoi la Ville n'a-t-elle pas expédié un bulletin d'information concernant le budget 1985 et le plan triennal d'immobilisations en même temps que les comptes de taxes?

Réponse: La Ville a expédié un pamphlet d'information à tous les contribuables et c'est sans doute par erreur que ce bulletin n'est pas parvenu au requérant. Ce document lui est remis sur-le-champ par le directeur général de la Ville.

- Intervenant: Monsieur le Maire Serge Ménard.

S'adressant à M. Ovelus Demers, Son Honneur le Maire lui demande s'il est satisfait du compte de taxes qu'il a reçu pour l'année 1985?

Réponse: M. Ovelus Demers se dit très satisfait et déclare qu'il a même bénéficié d'une réduction de 50 $.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire, conformément aux prescriptions du règlemenet No. 819, fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 11 mars 1985 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

..... Greffier.

..... Maire.

INITIALES DU MAIRE
86
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

11 mars 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 11 mars 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Denis Savoie, Edward St-Pierre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

194/3/85

Lecture est donnée du procès-verbal de la séance spéciale du 25 février 1985.

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

195/3/85

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 25 février 1985; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

196/3/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté les items suivants:

44A. Aéroport municipal de Drummondville (J.-Bruno Smith).

45A. Rapport concernant le périmètre du territoire concerné par ReviCentre (Jean-Marie Boisvert).

45B. Période de questions - réglementation (Jean-Marie Boisvert).

45C. Condoléances à la famille Roger Demers (Edward St-Pierre).

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire donne lecture d'un texte qui souligne et félicite:

- Les Entreprises Cascades
- La firme Verrier, Richard, Hébert, Béliveau, Paquin et Associés
- Agropur de Notre-Dame-du-Bon-Conseil

INITIALES DU MAIRE L.M.
87
INITIALES DU GREFFIER L.B.

pour l'obtention d'un Mercure ou d'une mention de mérite lors des Mercuriades tenues par la Chambre de Commerce du Québec le 2 mars 1985. Il conclut en annonçant que la Ville organisera une réception spéciale pour souligner la performance exceptionnelle de ces trois entreprises.

Son Honneur le Maire proclame la Semaine de la déficience mentale et invite la population à faire preuve de générosité à l'occasion de la campagne de souscription qui se tiendra à Drummondville prochainement.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

197/3/85

A- NETTOYAGE DES CHAUDIÈRES

Soumissionnaires	Prix
. COMBUSTION A.C. INC. 3115 Gendron Ste-Rosalie	2 810,22 $
. ÉQUIPEMENT DE COMBUSTION IDÉAL LTÉE 1030 Deschaillons Sherbrooke	2 830,00 $
. VOLCANO INC. 4300 Ave. Beaudry St-Hyacinthe	
- 1ère enveloppe - sans bon de cautionnement	11 264,00 $
- 2e enveloppe - avec bon de cautionnement	11 264,00 $

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la plus basse soumission jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit retenue.

ADOPTÉ

198/3/85

B- VENTE DE TERRAINS POUR MAISONS MULTIFAMILIALES ET EN RANGÉE - P.A.A.T. III

Soumissionnaires	Lot	Prix
. LES IMMEUBLES POPULAIRES DES BOIS-FRANCS 945 - 120e Avenue Drummondville	124-205 du Canton de Gr. - Construction de 32 unités de logement	11,92 $ le m.c. (95 600 $)
. LES GESTIONS IMMOBILIÈRES F.M. 372 Rte 143 St-Bonaventure	P.124-205 du Canton de Gr. - Construction de 10 unités de logement	12,38 $ le m.c. (45 585,14 $)

Il est unanimement résolu de retenir ces soumissions pour étude et que le choix d'un soumissionnaire soit reporté à la séance régulière du 25 mars 1985.

ADOPTÉ

199/3/85

C- ÉMISSION D'OBLIGATIONS - 5 436 000 $

CONSIDÉRANT que la corporation de Drummondville dans le comté de Drummond a demandé par l'entremise de la Gazette officielle du Québec des soumissions pour la vente d'une émission d'obligations au montant de 5 436 000 $, avis qui a paru le 23 février 1985;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de cette demande, la corporation a reçu les quatre soumissions ci-dessous détaillées:

INITIALES DU MAIRE

88

INITIALES DU GREFFIER

Nom du soumissionnaire	Prix offert	Montant	Taux	Échéance	Loyer
- LÉVESQUE, BEAUBIEN INC.	97,912%	310 000 $	11 1/4%	9 avril 1986	12,9676%
BANQUE D'ÉPARGNE		342 000 $	12 %	" 1987	
		324 000 $	12 %	" 1988	
		361 000 $	12 1/4%	" 1989	
		400 000 $	12 1/4%	" 1990	
		425 000 $	12 1/2%	" 1991	
		3 274 000 $	12 1/2%	" 1992	
- BANQUE NATIONALE	97,67%	310 000 $	11 1/2%	9 avril 1986	13,0356%
WOOD GUNDY INC.		342 000 $	12 %	" 1987	
TASSÉ & ASSOCIÉS LTÉE		324 000 $	12 %	" 1988	
MOLSON ROUSSEAU INC.		361 000 $	12 1/4%	" 1989	
MERRILL LYNCH CANADA INC.		400 000 $	12 1/4%	" 1990	
RICHARDSON GREENSHIELDS INC.		425 000 $	12 1/2%	" 1991	
		3 274 000 $	12 1/2%	" 1992	
- GEOFFRION, LECLERC INC.	97,67%	310 000 $	11 3/4%	9 avril 1986	13,0391%
		342 000 $	12 %	" 1987	
		324 000 $	12 %	" 1988	
		361 000 $	12 1/4%	" 1989	
		400 000 $	12 1/4%	" 1990	
		425 000 $	12 1/2%	" 1991	
		3 274 000 $	12 1/2%	" 1992	
- MCNEIL, MANTHA INC.	97,80%	310 000 $	11 %	9 avril 1986	12,9352%
BRAULT, GUY, O'BRIEN INC.		342 000 $	11 1/2%	" 1987	
WALWYN, STODGELL, COCHRAN,		324 000 $	11 3/4%	" 1988	
MURRAY LTÉE		361 000 $	12 %	" 1989	
BANQUE ROYALE DU CANADA		825 000 $	12 1/4%	" 1990 à 1991 i	
		3 274 000 $	12 1/2%	" 1992	

CONSIDÉRANT que l'offre ci-haut provenant de McNeil, Mantha Inc., Brault, Guy, O'Brien Inc., Walwyn, Stodgell, Cochran, Murray Ltée, et Banque Royale du Canada, s'est avérée être la plus avantageuse;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que l'émission d'obligations au montant de 5 436 000,00 $, de la corporation de Drummondville, soit adjugée à McNeil, Mantha Inc., Brault, Guy, O'Brien Inc., Walwyn, Stodgell, Cochran, Murray Ltée et Banque Royale du Canada.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- La Table de concertation des services d'aide à la jeunesse de Drummond inc. remercie le directeur général, M. Claude Boucher, pour lui avoir prêté un local au 660 rue Cockburn pour une autre année et entend travailler encore davantage en concertation avec tous les organismes du milieu en cette Année internationale de la jeunesse.

- Le Festival mondial de folklore de Drummondville remercie le Conseil concernant l'avance d'un versement sur la subvention municipale au Festival pour l'année 1985.

- L'ensemble vocal Les Argentins informe le Conseil qu'il présentera son 17e spectacle annuel au Centre Culturel de Drummondville les 12, 13 et 14 avril prochains. Cette lettre précise que Mme Francine Ruest-Jutras a accepté la présidence d'honneur des Argentins pour la saison 1985.

On demande à la Ville:

- l'autorisation de vendre des macarons dans divers endroits publics;
- une contribution personnelle des élus municipaux;
- une réception civique à l'hôtel de ville où le thème du spectacle sera dévoilé ainsi que la contribution toute spéciale que les Argentins veulent apporter à l'Année internationale de la jeunesse.

Son Honneur le Maire au nom du Conseil félicite Mme Francine Ruest-Jutras pour avoir accepté la présidence d'honneur des Argentins et ajoute que c'est avec plaisir que les autorités municipales acceptent toutes les démandes formulées plus haut. Il souhaite que le spectacle annuel soit couronné de succès.

Mme Francine Ruest-Jutras ajoute qu'elle apprécie l'honneur qui lui a été conféré et elle invite toute la population à assister aux spectacles que l'ensemble vocal Les Argentins donnera au Centre Culturel les 12, 13 et 14 avril 1985.

200/3/85 - M. Jean-Claude Bonneau, directeur de l'information au journal La Parole, informe le Conseil que Les Hebdos Régionaux (Association des Éditeurs de la Presse Hebdomadaire Régionale Francophone) organisent le concours "Journalistes en herbe" et ce, dans le cadre de la Semaine Nationale des Hebdos 1985 qui se tiendra du 14 au 20 avril 1985. Il sollicite de la Ville une bourse d'études pour le grand gagnant de ce concours réservé aux élèves du niveau secondaire.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la Ville donne une bourse de 150,00 $ comme contribution au concours "Journalistes en herbe" et félicite les organisateurs de cette activité.

ADOPTÉ

201/3/85 - L'Association québécoise des agents du bâtiment informe le Conseil qu'elle tiendra son colloque annuel à Drummondville les 6, 7 et 8 juin 1985 à l'hôtellerie Le Dauphin.

M. Michel Binet, directeur du Service de la planification de la Ville de Drummondville et président du colloque 85, sollicite:

- un cocktail de bienvenue pour les congressistes;
- la remise d'une boutonnière du sigle de la Ville.

Son Honneur le Maire félicite M. Michel Binet pour avoir réussi à obtenir la tenue de cet important colloque à Drummondville.

Il est unanimement résolu que les demandes de M. Michel Binet ci-haut exprimées soient acceptées.

ADOPTÉ

202/3/85 - Le Comité "Toute Joie" des Résidences St-Frédéric expose au Conseil les dangers auxquels sont exposées les personnes qui veulent traverser ou s'engager sur la rue Dupont à cause de la vitesse excessive des automobilistes.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et unanimement résolu que la lettre du Comité "Toute Joie" soit transmise au directeur du Service de la sécurité publique et au directeur du Service des travaux publics pour étude. Il est également résolu de procéder à la réfection et l'allongement d'un trottoir en bordure de la rue Dupont, s'il existe des disponibilités aux prévisions budgétaires de l'année en cours.

ADOPTÉ

- Le Conseil de l'Age d'Or Région Centre du Québec Inc. (secteur Drummondville) annonce qu'il présentera pour la première fois à Drummondville un concert Choralie le 20 octobre prochain.

  Cet organisme sollicite:

  - une commandite de 100,00 $ pour une page publicitaire dans le programme-souvenir du concert Choralie;
  - une réception civique pour le comité organisateur vers 16 heures le 20 octobre 1985.

  Son Honneur le Maire félicite Mme Germaine Montour, responsable du concert Choralie, et M. Lucien E. Cloutier, secrétaire pour cette heureuse initiative. Il ajoute que c'est avec plaisir que le Conseil accède aux demandes formulées et que les autorités municipales se feront un devoir d'assister au concert Choralie le 20 octobre prochain.

203/3/85 - Le Centre d'emploi du Canada pour étudiants sollicite l'autorisation d'afficher une enseigne portant l'inscription "Cet été, embauchez un étudiant" au-dessus du viaduc du boulevard St-Joseph.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que cette autorisation soit donnée conditionnellement au consentement du Canadien National. Il est de plus résolu que les industriels et commerçants soient invités à favoriser l'embauche d'étudiants durant la saison estivale.

ADOPTÉ

204/3/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 23 février au 11 mars 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 908 416,81 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

205/3/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que:

1° la Ville de Drummondville s'inscrive au concours "Villes, villages et campagnes fleuris 1985";

2° la Ville de Drummondville mette à la disposition du Comité d'embellissement responsable de ce concours une somme de 1 000,00 $ pour défrayer ses dépenses d'opération et accorder des prix aux participants à ce concours;

3° le Comité soit formé de personnes nommées par le Festival mondial de folklore de Drummondville;

4° le greffier de la Ville soit autorisé à inscrire la Ville de Drummondville comme participante au concours "Villes, villages et campagnes fleuris 1985".

ADOPTÉ

206/3/85

Le Festival mondial de folklore de Drummondville offre à la Ville de prendre charge de l'organisation du concours "Villes, villages et campagnes fleuris 1985".

Attendu que le Festival mondial de folklore de Drummondville a pris en charge ce concours en 1984 et que Drummondville s'est mérité un premier prix d'excellence;

INITIALES DU MAIRE
91
INITIALES DU GREFFIER

Attendu que le Festival offre sa collaboration pour 1985;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la responsabilité du Comité d'embellissement pour les fins du concours "Villes, villages et campagnes fleuris 1985" soit confiée au Festival mondial de folklore de Drummondville et que demande lui soit faite d'intéresser plusieurs jeunes à ce concours dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse.

ADOPTÉ

207/3/85

Attendu que les membres du conseil d'administration des Jumelages Socio-Culturels de Drummondville Inc. ont exprimé le désir de voir siéger un élu municipal à leurs assemblées; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que M. Gilles St-Martin, conseiller, soit délégué au conseil d'administration des Jumelages Socio-Culturels de Drummondville Inc.

ADOPTÉ

208/3/85

ATTENDU QUE le 26 juillet 1982, le ministère des Affaires municipales accordait à la Ville de Drummondville une subvention dans le cadre du programme Liquidation pour l'agrandissement de son usine de filtration;

ATTENDU QUE ce projet est présentement à l'étape de réalisation, c'est-à-dire que suite à un appel d'offres lancé le 18 mars 1985 les travaux devraient débuter le ou vers le 1er mai 1985;

ATTENDU QU'en plus d'augmenter la capacité de production de l'usine de traitement d'eau, la Ville de Drummondville devra doubler ses investissements pour améliorer la qualité de l'eau;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que demande soit faite au ministère des Affaires municipales d'accepter le projet d'agrandissement de l'usine de traitement d'eau de la Ville de Drummondville et de subventionner ces travaux dans le cadre du programme Liquidation selon les termes et conditions déjà négociés.

ADOPTÉ

209/3/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et MM. Jean-Marie Boisvert, Robert Lafrenière et Gilles St-Martin, conseillers, soient délégués au congrès de l'Union des municipalités du Québec qui se tiendra à Québec les 18, 19 et 20 avril 1985.

ADOPTÉ

210/3/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que M. Michel Binet et Mlle Linda Laplante soient délégués au colloque "L'acquisition et l'utilisation de terrains au Québec" qui se tiendra à Montréal le 26 mars 1985.

ADOPTÉ

211/3/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que M. Jean-Marie Boisvert soit nommé maire suppléant pour la période du 11 mars au 8 juillet 1985 en remplacement de M. Lindor Letendre dont le terme est expiré.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire remercie M. Lindor Letendre pour la disponibilité, l'empressement et la dignité dont il a fait preuve durant son terme d'office.

M. Lindor Letendre remercie ses collègues et les officiers municipaux qui ont contribué à rendre sa tâche facile et agréable au cours des quatre derniers mois comme maire suppléant.

212/3/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que les services professionnels des ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés soient retenus pour la préparation des plans et devis relatifs aux travaux prévus au programme ReviCentre.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs au mandat précité.

ADOPTÉ

213/3/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que l'Association des Pilotes de Drummondville Inc. soit autorisée à solliciter des permis de la Régie des Permis d'Alcool du Québec pour les 24 et 25 août 1985 à l'occasion de la tenue d'un spectacle aérien.

ADOPTÉ

214/3/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme Roche Urbanex Associés Ltée, urbanistes-conseils, soient retenus pour préparer un règlement municipal de façon à réaliser le programme ReviCentre.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à négocier ce mandat et à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents y relatifs.

ADOPTÉ

215/3/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Francine Jasmin, notaire, soient retenus pour la rédaction d'un bail emphytéotique à être conclu entre la Ville de Drummondville et le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc., relativement à l'utilisation d'un terrain sur lequel le Centre Récréatif veut implanter une nouvelle bâtisse.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville le bail emphytéotique précité.

ADOPTÉ

216/3/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que les services professionnels des arpenteurs-géomètres Jodoin et Grondin soient retenus pour la confection de la description technique du terrain qui sera loué par bail emphytéotique au Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE B.M.

93

INITIALES DU GREFFIER

217/3/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents nécessaires pour fournir une quittance complète et finale sur l'immeuble vendu à Textile Dionne Inc., situé au 187 rue St-Henri.

ADOPTÉ

218/3/85

ATTENDU QUE la compagnie Domtar de Windsor Mills désire construire une nouvelle usine pour remplacer l'usine désuète qu'elle opère présentement;

ATTENDU QUE la compagnie Domtar compte sur un appui financier du gouvernement fédéral pour réaliser ses projets de construction;

ATTENDU QUE cette usine procure du travail à environ 700 personnes de Windsor Mills et qu'elle constitue une source de retombées économiques très importantes en Estrie;

ATTENDU QUE la relocalisation des équipements industriels de la compagnie Domtar aurait pour effet de faire cesser des déversements d'eaux usées non traitées qui contribuent grandement à la pollution de l'eau de la rivière St-François qui sert d'approvisionnement en eau potable à Drummondville et plusieurs municipalités situées en aval de Windsor Mills;

ATTENDU QUE le gouvernement fédéral a déjà prêté une assistance financière à d'autres industries de pâtes et papier de grande envergure et que Domtar avait déjà reçu l'assurance d'une aide fédérale;

ATTENDU QUE le projet de rajeunissement et de modernisation de l'usine Domtar de Windsor Mills n'aura que des effets bénéfiques pour la région de l'Estrie et pour la qualité de vie des habitants qui utilisent l'eau de la rivière St-François;

IL EST PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE:

1- la Ville de Drummondville appuie la compagnie Domtar dans ses démarches auprès du gouvernement fédéral;

2- la Ville de Drummondville s'associe à toutes les villes et organismes qui font pression sur les instances gouvernementales pour que ce projet puisse se réaliser sans délai;

3- copie de cette résolution soit transmise à l'honorable Brian Mulroney, Premier Ministre du Canada, l'honorable Donald Mazankowski, ministre des Transports, l'honorable Sinclair Stevens, ministre de l'Expansion industrielle régionale, au Comité de survie de la Domtar, à M. Jean-Guy Guilbault, député de Drummond à la Chambre des Communes, M. Michel Clair, président du Conseil du Trésor du Québec et député de Drummond à l'Assemblée Nationale, au maire de la Ville de Windsor Mills, ainsi qu'à la compagnie Domtar.

ADOPTÉ

219/3/85

ATTENDU QUE lors de la séance régulière du 27 décembre 1984, la Ville de Drummondville adoptait une résolution portant le numéro 1063/12/84 prévoyant que:

1° la soumission présentée par Les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée soit retenue comme étant la plus basse conforme;

2° le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat avec Les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée pour l'élimination des déchets solides durant une période de 5 ans débutant le 1er janvier 1985, le tout sujet à l'approbation de la Commission municipale du Québec;

INITIALES DU MAIRE
94
INITIALES DU GREFFIER

ATTENDU QUE la Régie Intermunicipale (Déchets) de la région de Drummond à laquelle la Ville de Drummondville a délégué ses pouvoirs d'élimination des déchets solides, n'est pas d'accord pour libérer la Ville de Drummondville, pour 5 ans, des obligations qui peuvent lui échoir en tant que membre de ladite Régie;

ATTENDU QUE la Régie Intermunicipale (Déchets) de la région de Drummond a autorisé par une résolution adoptée unanimement lors d'une assemblée spéciale de son conseil d'administration le 7 mars 1985, la Ville de Drummondville à signer un contrat n'excédant pas 3 ans pour l'élimination des déchets solides avec Les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée, à condition que ce contrat se signe avant le 25 mars 1985 et que dans l'hypothèse où les unités de pyrolyse du projet amorcé par la Régie soient installées et prêtes à fonctionner dans un délai inférieur à 3 ans, la Ville de Drummondville fournisse, sans frais, à la Régie Intermunicipale (Déchets) de la région de Drummond les déchets nécessaires pour le bon fonctionnement du système;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville consent à réduire à 3 ans son contrat d'élimination des déchets solides;

ATTENDU QUE Les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée sont d'accord à signer et respecter toutes les clauses du contrat réduit à 3 ans (les trois premières années de la soumission);

ATTENDU QUE cette modification n'altère aucunement la nature du contrat et que conséquemment, il n'est aucunement utile de demander d'autres soumissions;

IL EST PROPOSÉ PAR M. JEAN-MARIE BOISVERT, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. JEAN-PAUL GÉNÉREUX, CONSEILLER,
ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE:

1° la 2e partie de la résolution no. 1063/12/84 ayant trait aux autorisations nécessaires pour signer ce contrat d'élimination des déchets solides pour une période de 5 ans avec Les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée soit abrogée;

2° le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat d'élimination des déchets solides d'une durée de 3 ans avec Les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée, suivant les dispositions de la soumission déjà présentée par cette entreprise et acceptée le 27 décembre 1984 (rés. 1063/12/84) mais réduite à 3 ans (les 3 premières années), le tout débutant le 18 mars 1985.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire se dit très heureux que grâce aux négociations avec la Régie Intermunicipale (Déchets) de la région de Drummond pilotées par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, les citoyens de Drummondville pourront réaliser une économie appréciable sur le coût de l'élimination des déchets solides et leur transport.

M. Jean-Marie Boisvert insiste pour informer les industriels et les commerçants que Les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée accepteront que soient déversés sur un site approprié situé à St-Nicéphore tous les débris et matériaux solides non polluants de telle sorte que ces entreprises économiseront également des frais de transport onéreux.

220/3/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que les services professionnels des arpenteurs-géomètres A.-Marcel Lachapelle et Yves Noël soient retenus pour procéder à la confection d'une description technique de la rue Antonio-Barrette.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE L.M.
95
INITIALES DU GREFFIER L.B.

221/3/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que les services professionnels des ingénieurs-conseils Audet SBCS Inc. soient retenus pour la préparation des plans et devis relatifs à l'exécution de travaux publics dans le territoire de la Ville de Drummondville en 1985. La présente résolution autorise, si requis, la présentation de ces plans au ministère de l'Environnement pour en obtenir l'approbatio

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs au mandat précité.

ADOPTÉ

222/3/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que les services professionnels de M. Laurent Joyal, architecte, soient retenus pour la préparation des plans et devis relatifs aux travaux d'amélioration des édifices municipaux en 1985 et décrétés par le règlement No. 1682 de la Ville de Drummondville.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à l'exécution du mandat précité.

ADOPTÉ

223/3/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme d'ingénieurs-conseils Bruno Chevrette et Associés soient retenus pour la préparation des plans et devis de l'aménagement d'un terrain de soccer à l'école polyvalente La Poudrière. La firme précitée est autorisée à présenter ces plans au ministère de l'Environnement pour en obtenir l'approbation.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à l'exécution du mandat précité.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras déclare que les items 27 et 28 de l'ordre du jour de la présente assemblée ont été inversés et qu'elle soupçonne que quelqu'un soit intervenu pour demander ce changement lors de la rédaction finale de l'ordre du jour utilisé pour fins de discussion en atelier de travail au cours de l'après-midi.

M. Robert Lafrenière, proposeur de la résolution précédente, proteste et déclare ne pas pouvoir accepter une telle insinuation.

Le greffier explique que le mandat relatif à l'aménagement du terrain de soccer à l'école La Poudrière a été ajouté en atelier de travail et qu'il a été inscrit à l'item 27 de l'ordre du jour sans aucune intervention des élus. Il s'agit d'une coïncidence fortuite.

224/3/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que les services professionnels de M. Michel Parenteau, ingénieur, soient retenus pour la préparation de plans pour des travaux d'égouts et d'aqueduc à effectuer sur la rue Huguette. Il est de plus résolu que ces plans soient présentés au ministère de l'Environnement pour en obtenir l'approbation.

INITIALES DU MAIRE
96
INITIALES DU GREFFIER

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs au mandat confié à M. Michel Parenteau.

ADOPTÉ

M. Robert Lafrenière demande à Mme Francine Ruest-Jutras de préciser les insinuations qu'elle a formulées précédemment concernant une intervention qui aurait été faite pour inverser les items 27 et 28 de l'ordre du jour parce qu'il se sent viser injustement.

Mme Francine Ruest-Jutras déclare qu'elle n'insinue rien mais que les items 27 et 28 ne correspondent pas à l'ordre chronologique des discussions qui ont eu lieu au cours de l'après-midi. Si elle avait pu constater cette situation avant l'adoption de l'ordre du jour, elle aurait demandé une modification qui aurait permis de voter d'abord sur le mandat concernant les travaux à effectuer sur la rue Huguette.

M. Denis Savoie élabore longuement sur la politique établie par le Conseil qui voudrait que les mandats confiés aux ingénieurs-conseils soient distribués au prorata de l'importance des firmes locales et cite la liste des honoraires payés aux différentes firmes d'ingénieurs-conseils depuis 1982. Il traite également de la répartition des mandats avec d'autres professionnels comme les notaires et les architectes où le Conseil procède à une rotation plus équitable et qui ne suscite jamais de débats.

Mme Francine Ruest-Jutras reprend la parole pour expliquer que depuis la fin de 1983, le nouveau Conseil a à maintes reprises affirmé son intention de faire un partage des mandats confiés aux ingénieurs-conseils de façon à corriger une situation qui n'était pas équitable puisque la presque totalité des mandats était confiée à une même firme d'ingénieurs-conseils sous prétexte qu'elle était la plus importante. Cette façon de procéder constituait une condamnation à l'égard des firmes plus petites qui n'avaient aucune chance de progresser. Le Conseil avait fait concensus pour établir des règles de partage plus équitables mais en pratique le choix se fait à la pièce et de façon discriminatoire.

Il y a lieu de régler cette question d'une façon définitive et de l'étendre à tous les mandats confiés à des professionnels qui ont droit à une part des argents distribués par la Ville. Il est entendu que le Conseil doit lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts de la Ville, confier des mandats à des firmes ou des professionnels spécialisés pour obtenir de meilleurs résultats mais en autant qu'il est raisonnable de le faire; il y a lieu à compétence égale de partager les mandats et les honoraires d'une façon équitable et de favoriser la concurrence qui est toujours profitable à la collectivité.

M. Jean-Marie Boisvert précise que le Conseil précédent a certainement favorisé la firme Hamel, Beaulieu et Associés durant les années 1980 et antérieures, mais il faut se rappeler qu'à cette époque cette firme était la seule à maintenir des effectifs importants à Drummondville. Même durant ces années, des mandats ont été donnés à M. Normand Meunier qui était le seul représentant de Audet SBCS Inc. à Drummondville.

225/3/85

Attendu que par sa résolution no. 970/11/84, le Conseil de la Ville de Drummondville a retenu les services professionnels de la firme d'ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés pour la préparation des plans et devis d'infrastructures d'égouts pluvial et sanitaire, d'aqueduc et de voirie dans les phases 1 et 2 du secteur Les Jardins du Golf; il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à ce mandat et que les ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés

soient autorisés à présenter les plans prévus à la résolution no. 970/11/84 au ministère de l'Environnement pour en obtenir l'approbation.

ADOPTÉ

226/3/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme Pierre Landry Urbaniste Inc. soient retenus pour reviser le plan directeur du terrain de l'Exposition.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs au mandat précité.

ADOPTÉ

227/3/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme Pierre Landry Urbaniste Inc. soient retenus pour faire l'étude des mouvements de circulation dans le voisinage du Cégep de Drummondville.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs au mandat précité.

ADOPTÉ

228/3/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville accepte le site de la future usine d'épuration tel que proposé par le plan 8-6M en date de février 1985 et préparé par le ministère de l'Environnement du Québec.

ADOPTÉ

M. J.-Bruno Smith explique que ce site a été retenu suite à une étude sérieuse de onze (11) alternatives possibles. Ce site situé sur la rive Nord de la rivière St-François offre plusieurs avantages tant par ses coûts que par sa localisation qui permettra de rejeter les eaux traitées dans un bassin considérable de la rivière St-François qui s'écoule par un barrage pour se répandre dans un rapide qui permettra une incorporation des rejets à l'eau de la rivière dans des conditions très favorables. Les eaux rejetées seront purifiées à au moins 90% ce qui est une garantie que les eaux qui s'écouleront en aval de l'usine d'épuration seront d'une qualité très acceptable et même excellente.

229/3/85

Attendu que la compagnie GTE Sylvania Canada Limitée a manifesté le désir d'acquérir un espace de terrain en prévision d'un agrandissement de son usine; il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la Ville accepte de vendre à GTE Sylvania Canada Limitée un terrain connu et désigné comme étant partie du lot 153 N.S. du Canton de Grantham d'une superficie approximative de 273 000 pieds carrés, au prix de 0,06 $ le pied carré, payable au moment de la signature du contrat d'acquisition. Cette vente est consentie en vertu des pouvoirs détenus par la Ville de Drummondville et sera faite en conformité avec les règles qui régissent l'aliénation des terrains municipaux.

INITIALES DU MAIRE
98
INITIALES DU GREFFIER

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

230/3/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme d'arpenteurs-géomètres Jodoin et Grondin soient retenus pour la préparation de la description technique de la partie du lot 153 N.S. du Canton de Grantham que la Ville de Drummondville accepte de vendre à GTE Sylvania Canada Limitée.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs au mandat précité.

ADOPTÉ

231/3/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que M. Claude Boucher, directeur général, soit mandaté pour procéder à l'organisation de la journée du 29 mai 1985 concernant l'accueil et la préparation d'une visite d'environ 25 cadres africains de haut niveau dans le contexte d'un programme intégré de management offert par l'ÉNAP.

ADOPTÉ

232/3/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu qu'un mandat soit donné à la firme Optimum pour coordonner la rédaction du guide des normes, du guide de réceptions et de la brochure municipale proposés dans le rapport déjà accepté par le Conseil. La présente autorise également le directeur général à préciser et à coordonner ces mandats pour qu'ils soient réalisés en conformité avec les attentes du Conseil.

ADOPTÉ

233/3/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville renonce à son permis d'exploitation des bars à l'intérieur des foyers du Centre Culturel, qu'elle accorde le droit au Carrefour Socio-Culturel Drummond Inc. d'opérer ces bars et qu'elle lui consente ainsi le droit de demander un permis d'exploitation à la Régie des Permis d'Alcool du Québec.

ADOPTÉ

234/3/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail de location des espaces de bars dans les foyers du Centre Culturel et que ce bail permette la consommation dans:

- le foyer du sous-sol (Centre d'Exposition)
- les foyers latéraux
- les deux salles de répétition
- le foyer du hall d'entrée.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE J.M.
99
INITIALES DU GREFFIER L.D.

235/3/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte de son fonds de roulement une somme de 25 000,00 $ pour les fins suivantes:

1- Hygiène du milieu		
. Achat d'un moteur pour plaque vibrante	500 $	
. Achat d'un détecteur pour localiser les boîtes de service, regards, etc.	1 100 $	1 600 $
2- Transport routier		
. Achat de 50 pancartes, en bois, indiquant "stationnement interdit"	1 000 $	
. Achat de 220 cônes de trafic pour lignage de rue (12 po. hauteur)	1 000 $	
. Achat de 48 balises avec clignotants	2 800 $	
. Achat de 1 machine à "col-ass"	5 700 $	
. Achat de 1 faucheuse rotative 6 pi. de diamètre (numéro 9)	2 700 $	13 200 $
3- Édifices & Parcs		
. Ventilation du département de signalisation	5 000 $	
. Achat de 1 enregistreur électronique pour analyse du comportement des appareils électriques	1 500 $	
. Achat de 1 perceuse 3/8 po. avec marche arrière	400 $	
. Achat de 1 perceuse à piles	200 $	
. Achat de 1 marteau électrique	800 $	
. Achat de 1 scie à fer rotative	300 $	
. Achat de 1 marteau pneumatique	100 $	
. Achat de 1 étau pour perceuse sur pied	100 $	
. Achat d'outillage divers de menuiserie	200 $	8 600 $
4- Atelier de réparations		
. Achat d'un cric	1 600 $	1 600 $
		25 000 $

Cet emprunt sera remboursé sur une période de 5 ans, savoir:

5 000 $ en 1985
5 000 $ en 1986
5 000 $ en 1987
5 000 $ en 1988
5 000 $ en 1989.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie résume sommairement le rapport des permis et inspections pour la période du 1er au 28 février 1985 et le compare à la période correspondante de l'année 1984.

1985	28 permis émis pour une valeur estimative de	176 050 $
1984	34 permis émis pour une valeur estimative de	1 997 950 $
Excédent 1984	6 permis émis pour une valeur excédante de	1 821 900 $
1985	3 nouveaux logements pour une valeur estimative de 20 000 $	
1984	2 nouveaux logements pour une valeur estimative de 80 000 $	
Excédent 1985	1 nouveau logement pour une valeur excédante de	60 000 $

INITIALES DU MAIRE
100
INITIALES DU GREFFIER

	1984	1985
Valeur:	5 938 170 $	439 380 $
Permis:	63	52
Logements:	2	5

Ce rapport indique une baisse considérable en 1985 comparativement à l'année 1984. Cette diminution s'explique par des permis émis en 1984 pour des édifices publics pour une valeur totalisant 4,5 millions de dollars. Plusieurs projets importants sont au stage d'étude et de préparation de plans et il est prévisible que la valeur des permis qui seront émis d'ici la fin de 1985, devrait atteindre des valeurs comparables à l'année 1984.

236/3/85

M. Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement No. 1526 - Règlement concernant l'émission de permis pour bicyclettes.

237/3/85

M. J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement No. 1691 en spécifiant les types de bâtisse admissibles, le montant minimum de compensation et autres dispositions du programme de Revitalisation du Centre-Ville.

238/3/85

M. Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 90 000 $ pour le prolongement des services municipaux sur la rue Chauveau.

- Aqueduc	9 100 $
- Égout sanitaire	22 250 $
- Égout pluvial	12 540 $
- Voirie	22 990 $
	66 880 $
Imprévus	5 820 $
Contingences:	
. finance	10 300 $
. génie	7 000 $
TOTAL:	**90 000 $**

239/3/85

Lecture est donnée du règlement No. 1692 amendant le règlement No. 1510 et ses amendements et ayant pour objet de modifier les dispositions du programme municipal d'aide à la construction neuve.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

240/3/85

Lecture est donnée du règlement No. 1693 amendant le règlement No. 1511 de la Ville de Drummondville et ayant pour objet d'augmenter de 150 000 $ le fonds de subvention pour promouvoir la construction résidentielle.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

241/3/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre et unanimement résolu que des condoléances soient offertes à la famille de M. Roger Demers, ex-conseiller de la Ville de Drummondville-Sud, à l'occasion du décès de son père, M. Maurice Demers.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE J.M.
101
INITIALES DU GREFFIER

242/3/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville n'a pas encore reçu l'autorisation de procéder au réaménagement de l'aéroport municipal et ce, malgré de nombreuses démarches;

ATTENDU QUE le 20 juin 1983, le gouvernement du Canada représenté par le ministère des Transports, et la Ville de Drummondville représentée par le maire et le greffier, ont signé une convention pour le réaménagement de l'aéroport municipal situé dans la municipalité de St-Nicéphore;

ABROGÉE PAR RÉS. 244/3/85

ATTENDU QUE cette convention prévoit l'aménagement d'une piste de 6 000 pieds et des immobilisations pour une somme de 4 300 000 $;

ATTENDU QU'après de longues discussions avec le ministère des Transports, il a été établi que le projet de réaménagement de l'aéroport municipal tel que prévu par la convention signée le 20 juin 1983, répond à des besoins réels pour stimuler les activités commerciales et industrielles de la région de Drummondville;

ATTENDU QU'il semble que la réalisation intégrale de ce projet est remise en cause par le gouvernement fédéral;

ATTENDU QUE tout délai apporté à la réalisation rapide du réaménagement de l'aéroport retarde ou compromet la concrétisation de certains projets industriels à Drummondville et dans sa région;

ATTENDU QUE le ministère de l'Environnement du Québec a accepté le projet du réaménagement de l'aéroport tel que conçu selon les plans et devis soumis par la Ville de Drummondville le 13 août 1983;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec par un décret en date du 24 octobre 1984 portant le numéro 2385-84 autorise la Ville de Drummondville à réaliser un projet d'agrandissement et de modernisation de l'aéroport municipal et de ce fait, à accepter une subvention du gouvernement fédéral couvrant la totalité des frais relatifs à ce projet;

POUR CES RAISONS, il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et unanimement résolu que demande soit faite aux instances gouvernementales fédérales concernées de respecter intégralement la convention signée le 20 juin 1983 par le ministère des Transports du Canada et la Ville de Drummondville, concernant le réaménagement de l'aéroport municipal et d'autoriser la Ville de Drummondville à procéder à l'exécution des travaux prévus dans cette convention.

Il est également demandé que la clause 15 de la convention signée le 20 juin 1983 ne soit pas exécutoire mais qu'elle soit annulée ou que la date du 20 juin 1985 soit reportée par une autre permettant la réalisation de tous les travaux prévus à ladite convention.

Il est de plus résolu que copie de cette résolution soit transmise à l'honorable Brian Mulroney, Premier Ministre du Canada, à l'honorable Sinclair McKnight Stevens, ministre de l'Expansion industrielle régionale, à l'honorable Benoit Bouchard, ministre d'État (transports), à l'honorable Frank Mazankowski, ministre des Transports, et à M. Jean-Guy Guilbault, député de Drummond, avec prière de considérer la présente résolution comme très importante pour le développement économique de Drummondville et de sa région.

ADOPTÉ

À titre de conseiller représentant le secteur St-Joseph, M. Jean-Marie Boisvert donne la description du territoire du secteur St-Joseph qui est retenu pour profiter des avantages du programme ReviCentre, savoir:

INITIALES DU MAIRE S.M
102
INITIALES DU GREFFIER

Le territoire compris entre la voie du Canadien Pacifique, la rue St-Philippe, la rue Notre-Dame et la rue Demers.

Les propriétaires qui construiront ou amélioreront des bâtisses dans ce secteur, seront éligibles à une exemption de taxes de 100% la première et la deuxième année et de 50% la troisième année pour un bâtiment construit et la partie d'un bâtiment rénovée dans le cadre du programme ReviCentre.

Une visite de tous les commerces du secteur précité sera effectuée prochainement, de façon à informer les propriétaires des avantages offerts par ReviCentre et ces derniers seront dès lors en mesure de prendre des décisions et transmettre des informations aux résidents du secteur.

M. Jean-Marie Boisvert explique qu'il y a quelques semaines, il avait, par un avis de motion, annoncé son intention de présenter une proposition pour encadrer la période de questions lors des assemblées du Conseil.

Un concensus se dégage des discussions qu'il a eues avec plusieurs citoyens, à savoir: qu'il faut éviter des abus tout en permettant à tout citoyen de s'exprimer librement devant son Conseil.

Suite à des consultations avec quelques membres du Conseil, il a découvert qu'une procédure avait été établie par règlement (lire résolution no. 48/2/76) le 9 février 1976 et que présentement elle n'est pas suivie. Ce règlement établit des règles assez larges qui prévoient une période de questions d'une durée de 40 minutes répartie à 50% entre des individus et des représentants d'organismes publics.

M. Jean-Marie Boisvert donne lecture intégrale d'un document intitulé "Protocole de procédure des assemblées du Conseil, tel qu'établi par la résolution no. 48/2/76":

" Dans le but de conserver le décorum et faciliter la participation du public aux assemblées du Conseil de la Cité, les règles de procédure suivantes seront appliquées lors de toutes assemblées du Conseil:

Lors de la présence de délégations

- Seul le porte-parole de la délégation aura droit de parole;
- Une période de quinze (15) minutes lui sera allouée pour faire connaître les vues du groupe qu'il représente;
- Il y aura un droit de réplique de cinq (5) minutes après que le Conseil aura délibéré ou discuté du cas.

Lors de la participation du public en général

- Toute intervention ne devra être faite que lors de l'étude de l'item "demande de renseignements" apparaissant à l'ordre du jour de l'assemblée;
- Aucune personne ne pourra entreprendre de discussions avec un membre du Conseil, sauf avec la permission du Maire;
- La limite de la période de questions, demandes ou remarques, est fixée à vingt (20) minutes. "

M. Jean-Marie Boisvert demande à Son Honneur le Maire de mettre en application les règles de procédure ci-haut énoncées.

Son Honneur le Maire déclare que l'interprétation du texte lu par M. Jean-Marie Boisvert établit que la période de questions doit se limiter à 40 minutes.

M. Jean-Marie Boisvert souscrit à cette interprétation.

M. Denis Savoie donne lecture d'un texte intitulé "Ma position sur le temps disponible pour répondre à des questions après les séances régulières". Son exposé peut se résumer de la façon suivante:

Il faut être très prudent avant d'établir une réglementation. Elle ne doit pas être abusive et doit respecter la liberté d'expression des individus dans une société libre.

On ne peut dépenser des millions sans expliquer clairement les raisons qui justifient ces dépenses.

Le Conseil se doit d'accepter les critiques permises en démocratie.

Il y a lieu d'établir une procédure mais elle ne doit pas être trop restrictive.

Il propose qu'aucune décision concernant les procédures d'assemblées ne soit prise avant qu'un comité ait analysé les avantages et désavantages d'une procédure et il y aurait avantage à inviter un délégué du R.C.D. à siéger sur ce comité qui pourrait d'ici un ou deux mois rédiger un projet de procédure acceptable pour le Conseil et susceptible d'intéresser les personnes qui écoutent les assemblées du Conseil transmises à la télévision.

M. Denis Savoie déclare qu'il a reçu un document de 50 pages qu'il n'a pas eu le temps d'étudier et de plus, il ne comprend pas pourquoi ce soir un document est déposé avant même que le comité formé en février ait été convoqué pour étudier un projet de procédure d'assemblées.

Le Conseil a prévu dépenser une somme de 35 000 $ pour améliorer la transmission des assemblées du Conseil à la télévision communautaire. Pourquoi faire cette dépense si une nouvelle réglementation a pour but de restreindre les périodes de questions et d'information?

M. Robert Lafrenière explique à M. Denis Savoie que le comité auquel il réfère n'a pas tenu de réunion en son absence. A son avis, M. Jean-Marie Boisvert ne fait pas une demande pour établir une nouvelle procédure, il propose à Son Honneur le Maire de mettre en application une réglementation déjà en vigueur. Il suggère que cette réglementation soit suivie quitte à ce qu'elle soit revisée si elle s'avère trop restrictive ou non satisfaisante.

M. Edward St-Pierre est d'avis que M. Jean-Marie Boisvert ne fait que demander à Son Honneur le Maire d'appliquer les règles déjà établies pour les procédures d'assemblées du Conseil en 1976. Le comité "ad hoc" peut continuer ses études et s'il le juge opportun, proposer une réglementation nouvelle qui pourra être discutée par tous les membres du Conseil et acceptée avec ou sans modification.

M. Lindor Letendre est d'avis que la procédure établie en 1976 est susceptible de bien servir le Conseil et les citoyens. Une période de questions limitée à 40 minutes lui semble raisonnable. Il estime que la télévision ne doit pas être utilisée pour favoriser des personnes qui veulent faire de la politique. Le Conseil se doit d'être à l'écoute des citoyens et de leur fournir des réponses adéquates dans un cadre logique et respectueux des droits des citoyens.

M. J.-Bruno Smith est d'avis que la procédure des assemblées du Conseil établie en 1976 devrait être suivie; elle lui semble raisonnable et adéquate.

M. Gilles St-Martin souhaite que la procédure proposée par M. Jean-Marie Boisvert soit immédiatement mise en vigueur parce qu'elle sera appréciée par la population et mettra fin à des périodes de discours souvent dépourvues d'intérêt et de sérieux.

M. Jean-Paul Généreux demande l'observance de la réglementation établie en 1976.

Mme Francine Ruest-Jutras demande pourquoi M. Jean-Marie Boisvert ouvre ce soir une discussion sur un règlement existant? Pourquoi le document remis au Conseil en séance publique n'a pas fait l'objet de discussion au cours de l'atelier de travail de l'après-midi puisque M. Jean-Marie Boisvert avait certainement découvert le document bien avant la séance régulière du Conseil?

INITIALES DU MAIRE J.M.
104
INITIALES DU GREFFIER L.B.

M. Jean-Marie Boisvert réplique qu'il a déjà donné avis de motion d'un règlement concernant les procédures d'assemblées et que ses recherches ont débouché sur la découverte d'un règlement déjà en vigueur. Il n'a pas d'objection à ce que le comité "ad hoc" se réunisse et formule une autre procédure s'il le juge à propos.

M. Claude Boucher, directeur général, veut informer Mme Francine Ruest-Jutras que suite à la formation d'un comité "ad hoc" comprenant MM. Jean-Marie Boisvert, Robert Lafrenière, Lindor Letendre et Denis Savoie, il a colligé et fait parvenir à ces personnes de la documentation composée d'informations ou de règlements provenant de d'autres villes et de la Ville de Drummondville. Dans ce document, il a inclus la procédure adoptée par la résolution no. 48/2/76 du 9 février 1976. D'autre part, M. Claude Boucher affirme que le comité n'a jamais été convoqué pour siéger.

Mme Francine Ruest-Jutras souhaite que le Conseil continue sa réflexion sur les procédures d'assemblées. Elle estime que la procédure adoptée en 1976 qui n'a jamais été appliquée, contient des dispositions qui méritent d'être modifiées.

Son Honneur le Maire clôt cette discussion en disant qu'il lui apparaît évident que la majorité des membres du Conseil veut que la réglementation en vigueur soit appliquée immédiatement. Il accepte d'appliquer cette procédure jusqu'à ce que le comité, après étude, en collaboration avec des représentants du R.C.D., si nécessaire, dépose un projet de règlement établissant de nouvelles procédures qui seront discutées par le Conseil avant qu'elles ne soient adoptées.

Période de questions concernant les affaires municipales

- Intervenant: M. Ovelus Demers, 51 - 117e Avenue.

M. Ovelus Demers félicite Mme Francine Ruest-Jutras pour avoir été nommée présidente d'honneur de l'ensemble vocal Les Argentins.

Question 1 - A qui incombe la responsabilité de faire disparaître l'énorme banc de neige qui bloque la visibilité au coin de la rue Montcalm en face de la 118e Avenue?

Réponse: La responsabilité incombe au propriétaire du dépanneur qui opère à cet endroit. M. Gilles Fontaine sera avisé par le Service de la sécurité publique de procéder à l'enlèvement de cette neige.

Question 2 - Le Conseil a-t-il l'intention de faire corriger le cours d'eau Cacouna? Est-ce que le Conseil a pris connaissance du rapport du ministère de l'Environnement produit en 1983 concernant la pollution du ruisseau Cacouna qui traverse le quartier no. 9 dans toute sa longueur? Est-ce que le Conseil entend corriger la pollution et les odeurs nauséabondes qui se dégagent de ce cours d'eau?

Question 3 - Les procès-verbaux de la Ville indiquent de nombreuses délégations, sont-elles toutes justifiées?

"Je suis informé que lorsque le maire est allé en Europe l'automne dernier avec MM. Jean-Marie Boisvert et Michel Lesage, il semble que la Ville n'a pas eu à faire de déboursés pourquoi mentionner ce voyage dans les procès-verbaux? Est-ce simplement pour informer les citoyens de vos absences?"

Réponse: Mme Francine Ruest-Jutras intervient pour dire que M. Ovelus Demers réfère à la délégation du maire et de d'autres personnes à La Roche-sur-Yon qui a été votée le 25 février 1985. Cette délégation prévoit que la Ville défraiera les dépenses inhérentes à cette mission.

INITIALES DU MAIRE
105
INITIALES DU GREFFIER

Question 4 - Est-ce que les personnes déléguées au congrès de la F.C.M. à Calgary maîtrisent assez bien la langue anglaise pour que la Ville n'ait pas à payer un interprète?

Réponse: M. Edward St-Pierre explique que presque tous les conseillers municipaux comprennent la langue anglaise et peuvent s'exprimer dans cette langue. De toute façon dans un congrès de l'importance de celui de la Fédération canadienne des municipalités, il y a un système de traduction instantanée qui est mis à la disposition des congressistes et cela sans frais.

Question 5 - De quel droit le Conseil peut-il ne pas respecter un contrat signé par l'ex-Ville de Drummondville-Sud prévoyant l'ouverture de la 123e Avenue?

Intervention: M. Demers offre son aide à M. Gilles St-Martin pour le redressement et la dépollution du ruisseau Cacouna.

Question 6 - Le Conseil contribue-t-il au paiement des réunions organisées dans le secteur no. 9?

Réponse: Une réunion mensuelle est tenue le dimanche matin, un repas de fèves au lard est servi aux personnes présentes à 2,00 $ le couvert et la Ville n'a pas à défrayer ces dépenses. (M. Gilles St-Martin)

Intervenant: M. Marcel Simard, 2359 boul. Mercure.

Question 1 - La Ville a installé des arrêts toutes directions à l'intersection de la 123e Avenue et du boulevard Mercure, moins de 50% des automobilistes respectent ces arrêts. Le Service de la sécurité publique peut-il surveiller davantage cette intersection, émettre plus de billets d'infraction et assurer plus de sécurité aux jeunes qui traversent le boulevard Mercure à cet endroit?

Réponse: Le directeur du Service de la sécurité publique, présent dans la salle, est invité à prendre bonne note de cette demande.

Question 2 - Il y a deux semaines, j'ai entendu M. J.-Bruno Smith déclarer qu'il en coûterait 6 millions de dollars pour desservir le Domaine Cherbourg, ce montant est-il exact?

Réponse: M. J.-Bruno Smith estime qu'il a mal été interprété. Il n'a pas avancé de chiffres concernant la desserte du Domaine Cherbourg, mais lors de la discussion entourant l'aménagement de services sur la rue Huguette pour un montant d'environ 160 000 $, il a déclaré que si la Ville voulait desservir tous les lots non desservis dans son territoire, il faudrait dépenser une somme évaluée par le Service de la planification à 6 799 000 $.

Question 3 - Le Conseil a adopté un règlement accordant des exemptions de taxes pour des constructions ou rénovations dans le Centre-Ville. Est-ce équitable d'accorder des subventions à un secteur privilégié alors que la Ville s'empresse de taxer la moindre rénovation dans le reste de son territoire?

Réponse: M. Denis Savoie explique que la Ville a adopté un règlement dans le cadre d'un programme de revitalisation du Centre-Ville et que le gouvernement provincial donnera une subvention de 750 000 $ et que la Ville consacrera également 750 000 $

INITIALES DU MAIRE
106
INITIALES DU GREFFIER

à ce programme destiné à améliorer les bâtisses et revitaliser un Centre-Ville qui avec les années se détériore. Malheureusement, ce programme ne peut s'étendre à tout le territoire municipal.

M. J.-Bruno Smith explique que d'autres programmes tels que Loginove, Équerre, P.A.Q., P.A.R.E.L., Corvée Habitation, s'adressent à l'ensemble des contribuables. Il faut admettre que ces programmes comportent certaines exigences établies par le gouvernement provincial.

- Intervenant: M. Laurent Ricard, 355 rue St-Édouard.

Commentaires: Le contribuable qui m'a précédé n'aime pas les taxes.

Question 1 - Combien ai-je de temps à ma disposition?

Réponse: Posez d'abord quelques questions et nous verrons.

Question 2 - Combien de membres du Conseil iront au congrès de l'U.M.Q.? Monsieur le Maire est-il délégué?

Réponse: Le maire sera à l'extérieur du pays à cette période. Quatre conseillers participeront à ce congrès.

Commentaires: Concernant le débat qui s'est tenu sur les procédures d'assemblées, je tiens à féliciter tous les citoyens qui jusqu'à présent se sont prévalus du privilège qu'ils ont de s'adresser au Conseil municipal.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Commentaires: Le R.C.D. a déjà demandé au Conseil d'étudier la possibilité d'exempter les contribuables de payer immédiatement des taxes pour des améliorations mineures à leurs propriétés. Les membres du R.C.D. estiment qu'il n'est pas équitable de limiter des privilèges d'exonération de taxes aux contribuables des secteurs concernés par ReviCentre ou autres programmes qui s'appliquent à des secteurs déterminés.

Commentaires: Concernant les discussions qui ont entouré la procédure qui doit régir la période de questions, je suis d'accord que dans le passé, il a pu y avoir certains abus et des commentaires peu appréciés des élus. Cependant, certains élus et spécialement M. Jean-Marie Boisvert à certaines occasions ont profité de cette période de questions pour formuler certains commentaires peu agréables et non justifiés à mon endroit. Je veux aussi noter que sur les ondes de C.H.R.D. MM. Luc Gariépy et Pierre Dozois ont récemment discrédité le président du Regroupement des Citoyens concernant sa façon de procéder.

Son Honneur le Maire demande au président du R.C.D. de se limiter à poser des questions.

- Intervenante: Mme Francine Ruest-Jutras.

Elle souligne que le document régissant les procédures d'assemblées déposé par M. Jean-Marie Boisvert prévoit qu'un intervenant durant la période de questions peut faire des remarques. Les propos de M. Hervé Savoie sont donc admissibles durant la période de questions.

INITIALES DU MAIRE
107
INITIALES DU GREFFIER

- Intervenant: M. Hervé Savoie.

Commentaires: Le R.C.D. se joint au maire pour féliciter les Entreprises Cascades Inc. qui se sont mérité le 1er prix aux Mercuriades 1985 à titre de l'entreprise de l'année au Québec.

Question 1 - La Ville de Drummondville émettra des obligations pour 5 436 000 $, n'aurait-il pas été possible d'aller en appel d'offres quelques semaines plus tôt alors que les taux d'intérêt étaient plus favorables?

Réponse: Le processus pour émettre des obligations a débuté il y a quelques semaines, la Ville a regroupé plusieurs emprunts qui devraient être renouvelés et il est certain que la Ville a quand même obtenu un meilleur taux pour une émission de 5 436 000 $ qu'elle aurait pu obtenir pour un montant de beaucoup inférieur.

Commentaires: Le Conseil a procédé à plusieurs délégations à des congrès. Le R.C.D. maintient que vu le coût de ces délégations et le taux de taxes élevé, ces délégations devraient être réduites pour réaliser des économies sans que la Ville soit privée des bénéfices et des informations qui découlent de ces congrès.

Question 2 - Peut-on savoir la nature des travaux qui seront réalisés dans le cadre du programme ReviCentre?

Réponse: M. J.-Bruno Smith déclare que la firme Daniel Arbour & Associés a préparé un programme de travaux qui débutera en août 1985. Une somme de 1,5 millions de dollars sera consacrée à ces travaux. La première phase débutera sur la rue Hériot à partir de la rue St-Georges jusqu'à la rue Marchand. Ces travaux comprennent des interventions de l'Hydro-Québec, de Bell Canada et de Gaz Inter-Cité Québec, et il s'effectuera des travaux d'égouts dans le cadre du programme d'assainissement des eaux. La Ville essaiera de coordonner ces travaux pour les réaliser dans un délai d'au plus trois mois en demandant aux entrepreneurs de travailler si nécessaire 24 heures par jour. Quant aux phases subséquentes, elles feront l'objet d'information au fur et à mesure de leur réalisation.

Question 3 - L'ordre du jour indique que la Ville signera une convention avec Les Entreprises D.G. Ltée pour l'élimination des déchets solides. Concernant une demande faite par des marchands qui se plaignent d'avoir à payer des coûts très dispendieux, le Conseil les a-t-il rencontrés? Y-a-t-il une entente avec ces marchands? L'excédent facturé aux marchands sera-t-il payé par l'ensemble des contribuables?

Réponse: M. Jean-Marie Boisvert répond que les marchands ont été convoqués. Il y a eu explication de la hausse des coûts à cause du transport et de l'enfouissement. Le Conseil n'a pas donné d'allègement de facture à ces marchands.

Question 4 - Pourquoi la Ville s'est-elle retirée de la Régie Intermunicipale (Déchets) de la région de Drummond?

Réponse: La Ville fait toujours partie de la Régie.

Question 5 - Pourquoi la Ville fait-elle cavalier seul?

Réponse: M. Jean-Marie Boisvert explique que le ministère de l'Environnement a fermé le dépotoir à St-Nicéphore. Les autres municipalités membres

INITIALES DU MAIRE
108
INITIALES DU GREFFIER

de la Régie n'ont pas la même quantité de déchets que la Ville. Cette Régie demeure responsable de l'enfouissement des déchets mais vu qu'elle n'a pas de site disponible, elle a autorisé la Ville à négocier une entente de trois (3) ans avec Les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée. Si la Ville et la Régie ont eu des difficultés à s'entendre, c'est que la Ville lors d'un appel d'offres avait exigé un prix séparé pour la cueillette de déchets en milieu urbain et rural. C'est maintenant réglé pour une période de trois (3) ans. Si la Régie réalise son projet d'élimination des déchets par un procédé pyrolyse, la Ville s'engage à lui fournir des déchets pour qu'elle puisse opérer.

Question 6 - S'adressant à Monsieur le Maire, M. Hervé Savoie demande s'il a pensé mettre en application une formule qui favoriserait l'étude de dossiers et la prise de décision en public plutôt qu'en atelier de travail, de façon à permettre aux citoyens d'évaluer la qualité des discussions du Conseil?

Réponse: Son Honneur le Maire répond que les ordres du jour sont assez chargés et qu'il ne serait pas possible de procéder à l'étude de tous les dossiers en public parce que ce travail exige de nombreuses heures. Un Conseil se doit également d'oeuvrer en harmonie et même si ce n'est pas toujours facile, il ne faut pas favoriser la zizanie et l'animosité entre les membres du Conseil qui se doivent de prendre les décisions les plus favorables aux citoyens.

Question 7 - La Ville vend un terrain à GTE Sylvania Canada Ltée à 0,06 $ le pied carré. Le Conseil n'a-t-il pas dernièrement fixé le prix de vente des terrains industriels à 0,15 $ le pied carré?

Réponse: Le terrain concerné ne fait pas partie du parc industriel et les négociations avec cette entreprise ont été faites à la fin de l'année 1984.

Question 8 - A quel stage sont rendus les travaux d'amélioration au Centre Culturel?

Réponse: Mme Francine Ruest-Jutras explique qu'une rencontre tenue il y a deux semaines, réunissait les ingénieurs-conseils, l'architecte, les spécialistes de la scène pour finaliser le projet. Il y a eu certains ajustements difficiles. Nous devrions avoir la version finale des plans et devis d'ici deux semaines. Il y aura par la suite des appels d'offres et on devrait pouvoir procéder à l'exécution des travaux sans nuire à la programmation du Carrefour Socio-Culturel. L'enveloppe de 1 245 000 $ devra être respectée avec ou sans coupures.

Commentaires: Certains journalistes ont rapporté récemment que M. Ovelus Demers était viceprésident du R.C.D. M. Hervé Savoie tient à préciser que M. Ovelus Demers n'a jamais eu de mandat pour représenter le R.C.D., il a toujours parlé en son nom personnel.

Commentaires: Les lumières de la patinoire de la paroisse St-Philippe s'allument vers 3 heures de l'après-midi et s'éteignent à 1 heure du matin. Pour des raisons d'économie, le conseiller du quartier devrait corriger cette situation.

- Intervenant: M. Marcel Simard.

INITIALES DU MAIRE J.M.
109
INITIALES DU GREFFIER

Question - Serait-il possible avec la fin de l'hiver de fermer complètement la 123e Avenue pour qu'elle ne soit pas utilisée comme piste de moto-cross?

Réponse: Le Service des travaux publics sera avisé.

- Intervenant: M. Ovelus Demers

Dans son programme ReviCentre, la Ville a-t-elle songé à construire un stationnement étagé pour remplacer les espaces vacants qui manquent d'esthétique?

M. Jean-Marie Boisvert estime que M. Ovelus Demers a déjà eu le privilège de s'exprimer et devrait retenir cette question pour une prochaine assemblée.

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine assemblée du Conseil au lundi, 25 mars 1985 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

.....Laurent Lemire..... .....Serge Morand.....
Greffier. Maire.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

18 mars 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 18 mars 1985 à 16h45, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée pour les fins suivantes:

" 1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire.

2. Récitation de la prière.

3. Adoption de l'ordre du jour.

4. Adoption d'une résolution pour rescinder la résolution no. 242/3/85 du 11 mars 1985 demandant au Ministère des Transports de verser une subvention de 4 300 000 $ et d'autoriser l'exécution intégrale des travaux prévus à la convention signée par le Ministère des Transports et la Ville de Drummondville le 20 juin 1983.

5. Adoption d'une résolution pour accepter une modification à la convention signée le 20 juin 1983 par le Ministère des Transports et la Ville afin de réduire l'ampleur des travaux et la subvention, et pour autoriser le maire et le greffier à signer une convention modifiée.

6. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, assiste à la réunion à titre de personne ressource, et Me Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

243/3/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu à l'unanimité que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

244/3/85

ATTENDU QUE le 20 juin 1983, le gouvernement du Canada, représenté par le ministre des Transports, concluait avec la Ville de Drummondville un contrat relatif à l'agrandissement de l'aéroport municipal de Drummondville - dossier 5161-1Q232 (QAOP);

ATTENDU QUE le Conseil du Trésor du gouvernement du Canada avait autorisé préalablement (SCT no. 787139 datée le 17 mars 1983) une contribution gouvernementale canadienne maximale de 4 300 000 $;

ATTENDU QUE cette contribution était prise à même les fonds disponibles du projet LaPrade;

ATTENDU QUE de nouvelles directives administratives incitent la Ville de Drummondville à accepter des changements au niveau de la piste d'atterrissage, faisant passer ainsi les dimensions du plan directeur original de 1 829 m. par 46 m. (6 000 pi. par 150 pi.) à 1 524 m. par 30,5 m. (5 000 pi. par 100 pi.);

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville, étant sensible aux nouvelles directives administratives du ministère des Transports, veut changer sa position adoptée lors de la séance régulière du 11 mars 1985 (rés. 242/3/85);

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville accepte les changements proposés par le ministère des Transports fédéral en insistant pour que le reste du plan directeur original et son annexe "B" soient respectés et que toute l'enveloppe de subvention autorisée soit réservée pour l'aéroport de Drummondville;

ATTENDU QUE le député fédéral de Drummond, M. Jean-Guy Guilbault, a déjà commencé les démarches nécessaires pour que toute l'enveloppe de subvention autorisée soit engagée dans le projet de l'aéroport municipal de Drummondville;

ATTENDU QUE M. Jean-Guy Guilbault est appuyé sans réserve par le Conseil de la Ville de Drummondville dans ses démarches relatives audit projet;

ATTENDU QUE l'entente signée entre les 2 parties le 20 juin 1983, se doit d'être modifiée également à son article 15 pour extensionner la période de réalisation des travaux au 20 juin 1986;

ATTENDU QU'il s'agit d'un projet ayant des incidences économiques importantes pour la Ville de Drummondville et pour tout le comté;

INITIALES DU MAIRE S.M.
111
INITIALES DU GREFFIER

IL EST PROPOSÉ PAR M. JEAN-PAUL GÉNÉREUX, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. GILLES ST-MARTIN, CONSEILLER,
ET ADOPTÉ UNANIMEMENT CE QUI SUIT:

1° La Ville de Drummondville, connaissant les nouvelles directives du ministère des Transports du Canada, abroge sa résolution no. 242/3/85 adoptée lors de la séance régulière du 11 mars dernier, résolution relative au respect intégral du contrat décrit au préambule de la présente;

2° La Ville de Drummondville accepte de voir modifier les dimensions de la piste au plan directeur original pour ainsi porter les nouvelles dimensions de la piste à 1 524 m. par 30,5 m. (5 000 pi. par 100 pi.);

3° La Ville de Drummondville demande la modification de la clause 15 dudit contrat pour extensionner la date de réalisation des travaux au 20 juin 1986;

4° La Ville de Drummondville exige le respect intégral du reste du plan directeur original et de l'annexe "B" du contrat ainsi que l'engagement complet pour cedit projet de l'enveloppe de subvention autorisée, soit 4 300 000 $;

5° La Ville de Drummondville appuie sans réserve le député fédéral du Comté de Drummond, M. Jean-Guy Guilbault, dans toutes les démarches qu'il entreprendra pour que l'enveloppe globale de 4,300 000 $ soit totalement engagée dans le projet d'amélioration de l'aéroport de Drummondville;

6° La Ville de Drummondville autorise le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint à signer pour et au nom de la Ville tous les documents relatifs à la présente résolution.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras demande si la réduction des dimensions de la piste d'atterrissage n'aura pas pour effet de diminuer de beaucoup les coûts d'amélioration et d'aménagement de l'aéroport, laissant ainsi un montant libre dans la subvention autorisée. Si oui, cette somme pourrait donc être utilisée pour la réalisation de d'autres projets fédéraux dans la région de Drummondville.

Monsieur le Maire précise que les dernières soumissions ouvertes pour ce projet démontraient nettement des coûts supérieurs aux estimés avancés pour la réalisation d'une piste de 6 000 pieds par 150 pieds. Il dit que la réduction des dimensions de la piste permettra sûrement de réaliser le projet avec l'enveloppe budgétaire allouée, et que si jamais quelqu'argent devenait disponible celui-ci serait utilisé pour doter l'aéroport d'équipements plus adéquats.

M. Jean-Marie Boisvert, maire suppléant, fait rapport au Conseil de la réunion tenue le 14 mars dernier en la présence de M. Jean-Guy Guilbault, député fédéral du comté de Drummond, Mme Nicole Pelletier, adjointe politique de M. le député, M. André O. Dumas, administrateur pour Transports Canada, M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, et lui-même relativement aux nouvelles exigences du ministère des Transports du Canada dans le projet d'amélioration de l'aéroport.

À cette réunion, M. André O. Dumas, fonctionnaire en autorité dans ce dossier, a bien insisté sur le fait que la Ville devait accepter la modification des dimensions de la piste d'atterrissage (5 000 pi. par 100 pi.) si elle voulait voir se réaliser le projet. M. André O. Dumas semblait prêt à recommander l'utilisation de surplus, le cas échéant, pour parfaire le projet original au niveau des équipements aéroportuaires.

M. Boisvert ajoute que le projet d'amélioration de l'aéroport municipal de Drummondville permettra à des avions de l'envergure d'un Boeing 737 d'atterrir et de décoller à Drummondville.

INITIALES DU MAIRE S.M.
112
INITIALES DU GREFFIER

Monsieur le Maire parle d'une rencontre informelle avec le député fédéral, M. Jean-Guy Guilbault, lors de laquelle ce dernier manifestait son désir d'entreprendre les démarches pour obtenir l'enveloppe globale de subvention, soit 4 300 000 $, pour le projet de l'aéroport.

M. Gérald Prince, journaliste de La Tribune, demande si les travaux d'amélioration vont débuter bientôt.

M. Gérald Prince est prié de bien vouloir s'adresser à M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, pour avoir plus de précisions sur ce point.

M. Gérard Martin, journaliste au journal L'Express, demande quels sont les motifs qui poussent le ministère des Transports du Canada à réduire les dimensions de la piste d'atterrissage prévues au plan directeur original.

M. Jean-Marie Boisvert, reprenant certains des arguments apportés par M. André O. Dumas lors de la rencontre du 14 mars 1985, mentionne que la Ville répondra mieux aux besoins locaux par une piste de 5 000 pieds par 100 pieds, celle-ci produisant des frais d'opération moins importants et répondant très bien aux demandes de la région de Drummondville.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire déclare que l'ASSEMBLÉE SPÉCIALE EST LEVÉE.

Jacques Lionne
Greffier adjoint.

Serge Grenard
Maire.

INITIALES DU MAIRE
113
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONVILLE

25 mars 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 25 mars 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, assiste à la réunion à titre de personne ressource et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

Son Honneur le Maire présente des certificats de citoyens émérites à Mlle Isabelle Brasseur de St-Jean et M. Pascal Courchesne de Drummondville qui se sont mérité le plus haut titre au Canada en patinage artistique de la catégorie junior, en couple, style libre, lors de la compétition annuelle tenue récemment à Moncton, Nouveau-Brunswick.

245/3/85

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 11 mars 1985; il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

246/3/85

Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 18 mars 1985.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que ce procès-verbal soit adopté tel que rédigé à condition que le mot "devrait" utilisé dans le premier paragraphe de la page 3 dudit procès-verbal soit changé pour le mot "pourrait".

ADOPTÉ

247/3/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté les 2 items suivants:

9A. Rapport du B.T.C. (M. Gilles St-Martin)

37A. Piscine St-Joseph. (M. Jean-Marie Boisvert)

ADOPTÉ

Présentation et adoption du rapport financier de l'année 1984

Son Honneur le Maire donne lecture du texte suivant:

INITIALES DU MAIRE
114
INITIALES DU GREFFIER

" À titre de maire de la Ville de Drummondville, il me fait grandement plaisir d'informer toute la population que l'exercice 1984 s'est soldé par un excédent des revenus sur les dépenses de 840 640 $, cet excédent provenant de revenus de 20 289 098 $ et de dépenses de 19 448 458 $.

Comparés aux prévisions budgétaires de 1984, les revenus réels ont été supérieurs à 1 065 000 $. Ces entrées de fonds supplémentaires proviennent particulièrement des excellents résultats obtenus dans le secteur de la construction, des en-lieux de taxes, des revenus d'intérêts et de revenus divers, ces secteurs ayant rapporté à eux seuls 675 000 $ de plus que les prévisions.

Au chapitre des dépenses, le coût du service de la dette s'est accru de 2% seulement, passant à 6 039 395 $ de 5 916 803 $ qu'il était en 1983. La portion du budget consacrée au paiement de la dette est passée de 30,1% en 1983 à 29,8% en 1984.

Au 31 décembre 1984, l'endettement, à la charge des contribuables de la Ville, est de 35 149 700 $ à comparer au montant de 35 550 000 $ à la fin de l'année 1983.

Ce budget préparé par un nouveau Conseil s'est avéré réaliste.

Malgré une économie nationale chancelante, un taux de chômage élevé, malgré des augmentations incompressibles de toutes sortes, nous croyons, en plus d'avoir diminué la dette d'un montant de 400 000 $, que le Conseil a réussi à donner à la population des services de qualité.

Il a fait preuve de générosité envers plusieurs groupes sportifs, culturels et communautaires.

Je me dois donc, ce soir, au nom de tous les drummondvillois, de féliciter les responsables du succès de l'année d'opération 1984.

D'abord, je remercie tous les membres du Conseil qui se partagent la responsabilité du respect des budgets attribués à chacun des services municipaux. Je félicite tous les cadres municipaux qui ont administré avec sagesse et discernement les enveloppes budgétaires dont ils étaient responsables.

Il faut souligner l'implication de tous les employés municipaux qui ont collaboré avec leurs supérieurs immédiats pour respecter les directives émises au cours de l'année afin de minimiser les dépenses sans diminuer la qualité des services offerts à la population.

Enfin, je me dois de remercier tous les contribuables qui se sont montrés raisonnables dans leurs demandes et qui ont accepté de payer leur part pour que le Conseil ait une marge de manoeuvre suffisante pour opérer avec succès.

Il faudrait également, je pense, remercier la providence qui nous a évité des accidents coûteux et des chutes de neige trop fréquentes à l'automne 1984.

Le proverbe ne ment pas: "Administrer c'est prévoir". Nous avons connu en 1984, un succès dont nous avons raison d'être fiers. Nous nous devons de réaliser la même performance en 1985. Je sollicite l'appui de tous et je vous remercie d'avance pour votre compréhension et votre collaboration. "

248/3/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que les états financiers de la Ville de Drummondville pour l'année 1984 soient acceptés tel qu'établis par le trésorier au 31 décembre de la même année et vérifiés par la firme Verrier, Richard, Hébert, Béliveau, Paquin & Associés, comptables agréés.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE B.M.
115
INITIALES DU GREFFIER L.B.

249/3/85

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

- MARQUAGE DES CHAUSSÉES PAVÉES (TP-85-04)

Soumissionnaires	Prix
. SERVICE DES LIGNES BLANCHES DRUMMOND INC. C.P. 77, R.R. no. 4 Drummondville	10 921,00 $
. LIGNBEC INC. 552A Curé Boivin Boisbriand	12 999,25 $
. LIGNES SUR PAVAGE 3726 Est, Concorde Laval	10 953,75 $

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme à l'appel d'offres de la Ville soit retenue.

ADOPTÉ

250/3/85

Choix d'un soumissionnaire pour la VENTE DU LOT 124-205 DU CANTON DE GRANTHAM (soumissions ouvertes le 11 mars 1985):

Soumissionnaires		Prix
. LES IMMEUBLES POPULAIRES DES BOIS-FRANCS 945 - 120e Avenue Drummondville	(construction de 32 unités de logement)	11,92 $ le m.c. (95 600 $)
. LES GESTIONS IMMOBILIÈRES F.M. 372 Rte 143 St-Bonaventure	(construction de 10 unités de logement)	12,38 $ le m.c. (45 585,14 $)

Attendu que la soumission présentée par Les Gestions Immobilières F.M. a été jugée la plus rentable pour la Ville de Drummondville, même si l'acquéreur n'achète qu'une partie du lot 124-205 du Canton de Grantham; il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu qu'elle soit acceptée.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

M. J.-Bruno Smith déclare que la Ville est disposée à rencontrer les Immeubles Populaires des Bois-Francs pour leur offrir un choix entre deux ou trois sites disponibles pour ériger 32 unités de logement. Il souhaite que ce projet se réalise à la satisfaction des promoteurs.

C O R R E S P O N D A N C E:

- Le Club de l'Age d'Or de St-Simon "L'Amicale du 3ème Age" remercie le Conseil qui lui a accordé une subvention de 500,00 $ dans le cadre du Programme national de soutien aux activités de loisir municipal du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

- La Fondation canadienne de la fibrose kystique sollicite une réception civique le 18 avril à 16 h 30, afin de procéder au lancement d'une campagne de souscription. La marraine provinciale est Mlle Céline Dion et le président d'honneur à Drummondville est M. Robert Lafrenière, conseiller municipal.

INITIALES DU MAIRE
L.M.
116
X.B.
INITIALES DU GREFFIER

Son Honneur le Maire déclare que c'est avec empressement que le Conseil accorde la réception civique demandée et félicite M. Robert Lafrenière d'avoir accepté de présider cette campagne de souscription.

M. Robert Lafrenière déclare qu'il a consenti avec plaisir à prêter son concours à une oeuvre aussi humanitaire et invite la population à faire preuve de générosité afin que l'argent recueilli continue de faire avancer les recherches qui se poursuivent afin de vaincre cette maladie. Déjà les découvertes médicales ont fait regresser cette maladie respiratoire qui affecte surtout les jeunes. L'espérance de vie des personnes atteintes de la fibrose kystique est passée de 12 à 30 ans. Il y a lieu de continuer un combat qui s'avère efficace et débouche sur un grand espoir.

251/3/85 - L'Association Moto-Tourisme Drummondville sollicite l'autorisation d'utiliser le stationnement du Centre Marcel Dionne pour des activités durant la Semaine officielle de la sécurité et ce, aux jours et heures suivants:

- 25 mai de 11 heures à 17 heures
- 26 mai de 11 heures à 17 heures
- 29 mai de 18 heures à 20 h 30.

Cet organisme sollicite également l'utilisation de 10 dossards, 8 arrêts, 60 cônes et 4 barrières.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que l'Association Moto-Tourisme Drummondville soit invitée à utiliser le stationnement du marché public pour la tenue de ces activités. Le Conseil accepte de prêter les équipements municipaux déjà énumérés.

ADOPTÉ

- La SIDAC Quartier St-Joseph demande au Conseil de permettre qu'un représentant de cette SIDAC siège au sein du comité consultatif de Revitalisation du Centre-Ville.

M. J.-Bruno Smith déclare que le Conseil s'affaire actuellement à compléter l'étude du rapport préparé par Daniel Arbour et Associés concernant le projet de Revitalisation du Centre-Ville. Lorsqu'un comité sera formé pour la mise en oeuvre des travaux, le Conseil sera heureux d'inviter un membre de la SIDAC Quartier St-Joseph à siéger sur ce comité.

- La SIDAC Quartier St-Joseph demande au Conseil une modification au règlement de zonage numéro 1400 afin de rendre la rue St-Marcel commerciale sur toute sa longueur alléguant que cette modification aurait dû s'opérer avant la formation de la SIDAC Quartier St-Joseph.

M. Jean-Marie Boisvert souligne que cette demande est présentement étudiée par le Comité consultatif d'urbanisme et que le Conseil attendra son rapport avant de prendre une décision.

252/3/85 - L'Association québécoise des techniques de l'eau offre à la Ville de Drummondville d'adhérer à une campagne d'économie d'eau potable en 1985.

Attendu que la Ville de Drummondville a adhéré à cette campagne en 1984;

Attendu que cette expérience s'est avérée heureuse;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la Ville adhère à la campagne d'économie d'eau potable en 1985 et qu'elle verse à l'A.Q.T.E. une somme de 1 250 $ comme contribution pour la période de mai à août 1985.

ADOPTÉ

- Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. remercient le Conseil pour une subvention de 40 000,00 $ qui a permis l'agrandissement du Pavillon Frank Gougeon. D'autre part, cet organisme sollicite une subvention supplémentaire de 3 764,00 $ pour défrayer des sommes additionnelles non budgétées.

  Son Honneur le Maire invite Mme Francine Ruest-Jutras, représentant le quartier no. 1, à rencontrer les administrateurs des Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. pour étudier certaines formes de financement possibles.

  Mme Francine Ruest-Jutras se dit très heureuse d'accepter cette mission. D'abord, elle considère que certains ajouts effectués à ce pavillon étaient absolument nécessaires pour son bon fonctionnement. D'autre part, elle souhaite rencontrer le nouveau conseil d'administration pour féliciter M. Luc Morissette et son équipe. Elle veut profiter de l'occasion qui lui est offerte de remercier l'ex-président, M. Louis Landry, et ses administrateurs. Elle souhaite que Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. puissent bénéficier d'un programme PADEL.

  Mme Francine Ruest-Jutras conclue en souhaitant que le Conseil soit réceptif et généreux si jamais elle doit lui demander une aide financière pour dépanner Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc.

253/3/85 - Attendu que 1985 marquera le Centenaire du diocèse de Nicolet;

Attendu que le 22 juillet se fera l'inauguration de la première église St-Frédéric reconstituée au Village Québécois d'Antan;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une subvention de 1 000,00 $ aux fêtes du Centenaire du diocèse de Nicolet.

ADOPTÉ

M. Gilles St-Martin donne lecture du rapport mensuel (mars 1985) du Bureau du tourisme et des congrès du centre du Québec inc.:

" Le Bureau du tourisme aura son assemblée annuelle le 16 avril 1985 à 20 heures, à la Cité des Loisirs.

Le B.T.C. travaille à ce que les politiques des gouvernements provincial et fédéral aident, non seulement les milieux privilégiés en ressources panoramiques mais, aussi les villes d'étape comme Drummondville qui, de plus en plus, se spécialisent dans les rassemblements et le folklore international.

Le B.T.C. participera à la réalisation du Salon Agro-alimentaire régional prévu pour l'automne 1985.

Le B.T.C. a collaboré avec le Théâtre du Parc et un producteur de Montréal pour que cet été il y ait deux (2) théâtres d'été à Drummondville, ce qui devrait attirer plus de 10 000 visiteurs. Il collabore aussi à la tenue d'un Forum sur la "Jeunesse et la santé mentale" ainsi que sur la venue des délégués du Congrès International de la Jeunesse de Montréal, à Drummondville, le 25 avril 1985. "

254/3/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 9 mars au 1er avril 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 773 867,44 $.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

M. J.-Bruno Smith demande au trésorier de la Ville de retenir un chèque de 567,50 $ apparaissant à la liste des comptes précitée jusqu'à ce que des vérifications aient été effectuées pour justifier cette dépense.

255/3/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le comité responsable de la Marche du Pardon soit autorisé:

1- à utiliser le Centre Marcel Dionne de midi à 16 heures le 5 avril 1985;

2- à utiliser le même jour un parcours déjà autorisé par le Service de la sécurité publique.

ADOPTÉ

256/3/85

Attendu que le Conseil de la Ville de Drummondville a pris connaissance du budget d'opération de la SIDAC Alain Limoges de Drummondville pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1985 prévoyant des dépenses de 74 000,00 $ et des revenus pour le même montant; il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville accepte ce budget tel que préparé et accepté par l'assemblée générale de la SIDAC Alain Limoges de Drummondville le 12 mars 1985.

ADOPTÉ

257/3/85

Attendu que le 11 mars 1985, MM. Réjean Vallières et Luc Boisvert achetaient de la Ville de Drummondville un terrain industriel en vue d'y ériger une usine;

Attendu que pour satisfaire les exigences des règlements municipaux, il s'avère nécessaire pour les acquéreurs d'acheter un espace additionnel de 129,1 mètres carrés;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville vende à MM. Réjean Vallières et Luc Boisvert une superficie de terrain d'une grandeur approximative d'au moins 129,1 mètres carrés à distraire des lots P.281 et P.282 du cadastre du Canton de Grantham, ce terrain étant plus amplement décrit à une description technique préparée par l'arpenteur-géomètre Yves Noël le 27 mars 1985 (répertoire 4016, minute 4520), et annexée à la présente résolution comme si ici-bas récitée pour en faire partie intégrante. (Cette description technique étant aux frais des acquéreurs)

Ce terrain sera vendu à 0,15 $ le pied carré ou 1,62 $ le mètre carré et payable comptant au moment de la signature de l'acte de vente préparé par Me Jacques Lafond, notaire.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

Le greffier dépose le relevé de votes relatif au référendum tenu le 18 mars 1985 sur le règlement No. 1678.

- Nombre de personnes habiles à voter: 274
- Nombre de votes exprimés: 184
- Bulletins rejetés: 12
- Opinion affirmative en nombre: 98
- Opinion négative en nombre: 74
- Majorité affirmative: 24

INITIALES DU MAIRE
119
INITIALES DU GREFFIER

Le règlement No. 1678 est entré en vigueur le 23 mars 1985 le jour de sa publication.

258/3/85

Attendu que par une résolution portant le numéro 761/9/84 adoptée le 11 septembre 1984, le Conseil de la Ville de Drummondville a accepté un projet de correction de l'emprise d'une section de la rue St-Félix;

Attendu que pour procéder à cette correction, la Ville doit vendre une partie du lot 130-330 aux propriétaires riverains, M. Jean-Paul Gervais et Dame Carole Bragagnolo;

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville vende pour 1,00 $ à M. Jean-Paul Gervais et Dame Carole Bragagnolo une lisière de terrain de figure triangulaire, à prendre sur la rue St-Félix à Drummondville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Grantham comme faisant partie du lot numéro trois cent trente de la subdivision officielle du lot numéro cent trente (Ptie 130-330) mesurant cinquante-cinq pieds et cinq dixièmes (55,5) de longueur dans ses lignes sud-ouest et nord-est, par une largeur de un pied et trois dixièmes (1,3) à son extrémité nord-ouest, et ayant une superficie de trente-six pieds carrés et quatre dixièmes (36,4), ainsi bornée: en front au sud-ouest par le résidu de la rue St-Félix, soit le lot 130-330, au nord-ouest par le résidu du lot 130-330 également, au nord-est par le lot 130-384 appartenant aux acquéreurs (Jean-Paul Gervais et Dame Carole Bragagnolo) et à son extrémité sud-est, par le résidu de la rue St-Félix (130-330), à l'angle de division des lots 130-383 et 130-384.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

259/3/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que M. André Houde soit délégué au 17e congrès de l'Association des chefs de service d'incendie du Québec qui se tiendra à Hull du 5 au 8 juin 1985.

ADOPTÉ

260/3/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que M. Majella Crôteau soit délégué à la session d'information du Centre patronal de santé et sécurité du travail du Québec qui se tiendra à Montréal le 26 mars 1985.

ADOPTÉ

261/3/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que M. Gilles Charest soit autorisé à siéger sur le comité d'organisation de la Coupe Memorial.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire félicite MM. René Verrier, Edward St-Pierre, André Paquet et Gilles Charest, ainsi que toutes les autres personnes qui ont travaillé à l'obtention du tournoi de la Coupe Memorial qui se tiendra en mai 1985 au Centre Marcel Dionne.

INITIALES DU MAIRE

120

INITIALES DU GREFFIER

262/3/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents pertinents dans le cadre d'un programme d'échange étudiants entre l'Office franco-québécois de la jeunesse et le Service national des sauveteurs.

ADOPTÉ

263/3/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme d'évaluateurs-conseils Mercure, Guilbault et Associés soient retenus pour la tenue à jour du rôle d'évaluation de l'année 1985. Il est de plus résolu que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, et M. Roger Turcotte, directeur général adjoint aux services administratifs, soient autorisés à négocier pour et au nom de la Ville de Drummondville les honoraires professionnels à être payés à la firme précitée.

Mme Francine Ruest-Jutras et M. Denis Savoie votent contre cette proposition.

Son Honneur le Maire demande le vote.

Votent POUR la proposition	Votent CONTRE la proposition
MM. Lindor Letendre	Mme Francine Ruest-Jutras
Jean-Marie Boisvert	M. Denis Savoie
Robert Lafrenière	
J.-Bruno Smith	
Jean-Paul Généreux	
Gilles St-Martin	

Son Honneur le Maire déclare la résolution adoptée.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras déclare qu'elle ne peut voter pour le renouvellement du mandat déjà détenu par la firme d'évaluateurs-conseils Mercure, Guilbault et Associés, même si cette entreprise a donné un excellent service professionnel à la Ville depuis quelques années et fait preuve de dévouement et de disponibilité. En 1983, la Ville a procédé à la confection d'un rôle établissant les valeurs foncières à 100%, il s'agit maintenant de tenir ce rôle à jour et il y a à Drummondville environ 4 à 5 firmes d'évaluateurs qualifiées pour faire ce travail. Dans le meilleur intérêt des contribuables et pour des raisons d'équité dans le partage d'une somme importante d'honoraires professionnels, le jeu des soumissions aurait été mieux indiqué. La procédure établie en 1976 devrait être annulée.

M. Denis Savoie explique que lui aussi est satisfait des services professionnels de la firme Mercure, Guilbault et Associés, mais qu'il s'agit d'un mandat qui comporte des honoraires professionnels d'environ 100 000 $ pour l'année 1985; il aurait été plus équitable et probablement plus avantageux pour les contribuables que le Conseil procède par soumissions. La Ville le fait d'ailleurs pour des dépenses beaucoup moins importantes.

M. Jean-Paul Généreux croit que la firme Mercure, Guilbault et Associés doit continuer d'être au service de la Ville pour défendre certains dossiers importants qui sont présentement soumis au Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec.

M. J.-Bruno Smith déclare qu'en 1982 il était sur le comité qui a étudié les soumissions demandées par la Ville pour la tenue à jour du rôle d'évaluation. La soumission de la firme Mercure, Guilbault et Associés était de 119 000 $ en 1983, elle a été diminuée à 114 000 $ en 1984 et si en 1985 il est possible de négocier une entente pour un montant similaire ou moindre, les intérêts des contribuables seront bien servis.

INITIALES DU MAIRE
121
INITIALES DU GREFFIER

M. Robert Lafrenière estime que la firme Mercure, Guilbault et Associés est constante dans ses prix. La Ville ne demande pas de soumissions lorsqu'elle retient les services de d'autres professionnels; il appuie la résolution proposée par M. Gilles St-Martin.

M. Jean-Marie Boisvert dit regretter les discussions pénibles qui depuis quelques temps entourent le choix de professionnels. La Ville n'a eu qu'environ 40 plaintes depuis le dépôt du nouveau rôle d'évaluation. Quant à lui, la Ville devrait procéder par appel d'offres lors de la confection d'un nouveau rôle d'évaluation mais confier à la firme actuelle la tenue à jour du rôle qu'elle a confectionné.

M. Lindor Letendre estime que lorsqu'une firme de professionnels fournit de bons services, il n'y a aucune raison de ne pas renouveler son mandat.

Mme Francine Ruest-Jutras intervient à nouveau pour préciser qu'elle ne comprend pas le raisonnement de plusieurs de ses collègues. En 1983, le Conseil a mandaté la firme Mercure, Guilbault et Associés pour la tenue à jour du rôle. En cours d'année, le mandat a été modifié pour établir la valeur à 100%, ce qui a largement augmenté la facture. Maintenant que le travail est terminé et qu'il s'avère bien fait, ce que personne ne conteste, on dit qu'il faut que le suivi soit fait par les mêmes professionnels. Pareille conclusion signifie qu'à l'avenir il faudra continuer d'année en année avec la même firme. Elle soutient que d'autres firmes compétentes existent à Drummondville et que la Ville devrait procéder par soumissions pour des raisons d'équité dans le partage des fonds publics. Le Conseil ne respecte pas un engagement qu'il avait pris en 1983.

264/3/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que M. Serge Langelier soit engagé, à titre d'essai, au poste de technicien en informatique pour le Service de la trésorerie.

ADOPTÉ

265/3/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville appuie Les Loisirs St-Joseph de Drummondvill Inc. qui sollicitent un projet P.A.D.E.L. (Programme d'aide au développement des équipements de loisir) du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour l'achat d'équipements qui permettrait à cet organisme de compléter l'aménagement du Centre de Loisir et de la piscine qui seront construits en 1985.

ADOPTÉ

266/3/85

Résolution d'emprunt temporaire
au montant de 139 000 $

Lequel montant est égal au solde en capital qui sera non amorti et renouvelable pour un terme additionnel de 10 ans, lors de l'échéance du 15 juillet 1985, sur l'émission originale de 392 500 $ datée du 15 juillet 1975 de l'ex-Ville de Drummondville-Sud. (Dossier d'emprunt à long terme du Ministère numéro 87682).

ATTENDU QUE lors de l'échéance ci-dessus indiquée sur l'émission mentionnée ci-haut, le solde en capital non alors amorti sera renouvelable à ladite date, au moyen d'une nouvelle finance de renouvellement pour la balance du terme autorisé;

ATTENDU QUE pour faciliter le remboursement de ladite échéance, il y a lieu d'effectuer un emprunt temporaire pour une somme égale au montant du solde non amorti et renouvelable ci-haut indiqué;

INITIALES DU MAIRE B.M.
122
INITIALES DU GREFFIER R.B.

IL EST PAR CONSÉQUENT
PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU UNANIMEMENT:

QUE le préambule ci-dessus fasse partie intégrante de la présente;

QUE la Ville de Drummondville emprunte temporairement une somme de 139 000 $, ledit emprunt temporaire devant être remboursable à même le produit de la nouvelle finance de renouvellement de l'émission originale d'obligations de 392 500 $, datée du 15 juillet 1975.

ADOPTÉ

267/3/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le rapport du Comité de Circulation rédigé le 13 mars 1985 par M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

268/3/85

IL EST PROPOSÉ PAR M. DENIS SAVOIE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU QUE:

1° M. Michel Binet, directeur du Service de la planification, soit autorisé à présenter un projet dans le cadre du programme étudiants "DÉFI 85" et à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville l'entente à intervenir;

2° la Ville de Drummondville s'engage à défrayer la différence entre les salaires payés et les bénéfices dans le cadre de ce programme et ceux fixés par la Loi du salaire minimum.

ADOPTÉ

269/3/85

IL EST PROPOSÉ PAR M. LINDOR LETENDRE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU QUE:

1° M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, soit autorisé à présenter un projet dans le cadre du programme étudiants "DÉFI 85" et à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville l'entente à intervenir;

2° la Ville de Drummondville s'engage à défrayer la différence entre les salaires payés et les bénéfices dans le cadre de ce programme et ceux fixés par la Loi du salaire minimum.

ADOPTÉ

270/3/85

IL EST PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. GILLES ST-MARTIN, CONSEILLER,
ET RÉSOLU QUE:

1° M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit autorisé à présenter un projet dans le cadre du programme étudiants "DÉFI 85" et à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville l'entente à intervenir;

INITIALES DU MAIRE
123
INITIALES DU GREFFIER

2° la Ville de Drummondville s'engage à défrayer la différence entre les salaires payés et les bénéfices dans le cadre de ce programme et ceux fixés par la Loi du salaire minimum.

ADOPTÉ

271/3/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu qu'une zone de stationnement limité à 60 minutes soit instaurée rue St-Damien, côté nord, du boulevard St-Joseph à la rue St-Marcel, aux jours et heures suivants:

- lundi, mardi, mercredi et samedi de 8 heures à 18 heures
- jeudi et vendredi de 8 heures à 21 heures.

ADOPTÉ

272/3/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le stationnement le long du tronçon de la rue St-Damien, côté sud, entre la rue St-Maurice et le boulevard St-Joseph, soit autorisé sans limite de temps, tout en respectant le règlement de circulation.

ADOPTÉ

273/3/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu qu'un espace de stationnement soit réservé aux personnes handicapées dans le stationnement no. 5, rue Lindsay.

ADOPTÉ

274/3/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu qu'une zone de stationnement interdit soit instaurée rue Lafontaine, côté est, de la rue Lévis à la première entrée de cour en direction de la rue Laurier.

ADOPTÉ

275/3/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le trottoir de la rue Dupont, côté ouest, soit prolongé jusqu'à l'accès du stationnement localisé entre les Résidences St-Frédéric et le pont de l'Hydro-Québec.

ADOPTÉ

276/3/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics procède à la mise en place d'une signalisation avancée indiquant la traverse pour piétons rue Dupont.

ADOPTÉ

277/3/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le stationnement soit prohibé le long du Chemin Hemming, entre le boulevard St-Charles et la limite de Wendover & Simpson.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
124
INITIALES DU GREFFIER

278/3/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu qu'une glissière de sécurité soit aménagée dans le terrain de stationnement de l'hôtel de ville pour restreindre l'accès à la rue Des Écoles et à la rue Lindsay.

ADOPTÉ

279/3/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le projet de règlement No. 1698 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin de créer le secteur de zone CB-16 à même le secteur de zone RC-14 ainsi abrogé, soit et est adopté; et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

280/3/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le projet de règlement No. 1699 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin d'agrandir le secteur de zone RB-13 à même une partie du secteur de zone PB-56, soit et est adopté; et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

281/3/85

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, donne avis de motion d'un règlement décrétant une dépense n'excédant pas 210 700,00 $ pour l'exécution de travaux d'infrastructures (égouts et aqueduc) dans la phase 1 du secteur Les Jardins du Golf.

282/3/85

Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement augmentant de 85 000,00 $ le fonds de roulement de la Ville de Drummondville créé par le règlement No. 1126 et affectant à cette fin une somme de 85 000,00 $ provenant des surplus d'opération pour l'année 1984.

283/3/85

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, donne avis de motion d'un règlement décrétant une dépense n'excédant pas 14 500,00 $ pour l'exécution de travaux de pavage sur la rue Ilot des Épinettes. Cette dépense sera effectuée à même le solde disponible de certains règlements d'emprunt à la charge du secteur de Drummondville-Ouest.

284/3/85

Lecture est donnée du règlement No. 1696 décrétant un emprunt de 90 000,00 $ pour l'exécution de travaux d'égouts, d'aqueduc et de voirie sur la rue Chauveau dans le secteur La Coulée (P.A.A.T. II).

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
125
INITIALES DU GREFFIER

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1696 et ce de 9 heures à 19 heures les 13 et 14 mai 1985.

285/3/85

Lecture est donnée du règlement No. 1697 amendant le règlement No. 1526 relatif à l'émission de permis pour bicyclettes.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

286/3/85

Lecture est donnée du règlement No. 1700 décrétant la cotisation payable par les membres de la SIDAC Alain Limoges de Drummondville, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

287/3/85

Lecture est donnée du règlement No. 1701 modifiant le règlement No. 1691 en spécifiant les types de bâtisses admissibles et la compensation minimale exigible dans le Programme de Revitalisation du Centre-Ville.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

288/3/85

ATTENDU QUE Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. ont obtenu une subvention de 400 000,00 $ pour la construction d'une piscine et la construction d'un Centre de Loisir;

ATTENDU QUE pour réaliser ce projet, Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. doivent investir 490 000,00 $;

ATTENDU QUE cette piscine répond à un besoin dans le secteur et sera utilisée par des personnes résidant dans tout le territoire de la Ville de Drummondville;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que le Conseil s'engage à verser annuellement une subvention de 18 000,00 $ durant une période de 5 ans, plus les intérêts annuels sur l'emprunt que Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. devront contracter pour réaliser leur projet.

ADOPTÉ

M. Jean-Marie Boisvert se dit particulièrement heureux, à titre de conseiller représentant du quartier St-Joseph, de cette réalisation dans un secteur défavorisé concernant les équipements de loisir. Il félicite les administrateurs des Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. qui ont réussi par leurs efforts, leur dévouement et leur persévérance à obtenir une subvention fédérale qui permettra aux citoyens du quartier St-Joseph de bénéficier d'équipements de loisir adéquats et modernes incluant l'unique piscine extérieure avec tremplin.

INITIALES DU MAIRE
126
INITIALES DU GREFFIER

Période de questions sur les affaires municipales de Drummondvillle

Son Honneur le Maire demande si plusieurs personnes présentes veulent intervenir au cours de cette période de questions.

Seuls M. Ovelus Demers et M. Hervé Savoie sollicitent le droit de s'exprimer.

- Intervenant: M. Ovelus Demers du 51 - 117e Avenue.

Question 1 - Est-ce que les unités de logement dont il est question à l'item 8 de l'ordre du jour constituent un agrandissement du complexe domiciliaire créé par le réaménagement de l'école St-Philippe sur la 120e Avenue?

Réponse: Non, ces constructions seront réalisées dans le secteur de Drummondville-Ouest.

Commentaires: Une affirmation du président du R.C.D. parue dans les journaux locaux mérite correction. On a pu lire que M. Ovelus Demers n'a jamais été mandaté pour représenter le R.C.D. Contrairement aux affirmations de M. Hervé Savoie, j'ai été mandaté par une résolution adoptée en décembre 1981 pour représenter le R.C.D. à la Commission Scolaire pour la période de janvier 1982 à décembre 1983. M. Hervé Savoie a également déclaré que je n'avais jamais été vice-président de la Ligue des Propriétaires. Effectivement, j'ai été pendant 15 ans vice-président de la Ligue des Propriétaires du Village Marcotte et de Drummondville-Sud. Je ne puis accepter d'être bafoué par un homme qui se dit président d'un organisme, alors qu'à l'assemblée générale qui devait élire le conseil d'administration, les personnes présentes ne formaient pas quorum.

Question 2 - Suite à l'exécution de travaux pour l'aménagement du collecteur Mercure, comment se fait-il que des égouts sont encore déversés dans le ruisseau Cacouna?

Réponse: M. J.-Bruno Smith explique que les égoux de St-Nicéphore se déversent dans un collecteur de l'ex-Ville de Drummondville-Sud. Ces égouts sont déversés dans la rivière St-François à la hauteur de la rue Poirier en aval de la prise d'eau. Dans une prochaine étape, les eaux usées déversées à la hauteur de la rue Poirier emprunteront le collecteur Hériot pour être acheminées à la future usine d'épuration.

Question 3 - Suite à la construction d'une usine d'épuration sur la Rive Nord, quelle va être l'amélioration apportée à l'eau potable durant la saison estivale?

Réponse: Son Honneur le Maire explique qu'il ne faut pas confondre l'usine de filtration qui traite l'eau de la rivière St-François pour la rendre potable avec l'usine d'épuration qui servira à traiter les eaux usées avant de les rejeter à la rivière en aval de l'usine de filtration. Pour ce qui concerne le traitement des eaux usées, la Ville a réalisé le collecteur Mercure. Un collecteur longeant la rivière Noire est en voie de réalisation; suivront l'aménagement du collecteur St-François et la construction de l'usine d'épuration. La mauvaise qualité de l'eau de la rivière St-François n'est pas attribuable seulement aux eaux usées de la Ville, cette rivière qui part de East-Angus traverse Sherbrooke, Bromptonville, Windsor Mills, Richmond et d'autres municipalités de moindre importance. Ces villes ont déjà débuté leur programme d'assainissement des eaux et grâce aux efforts collectifs de tous les riverains de la St-François, la qualité de cette rivière s'améliore chaque année.

INITIALES DU MAIRE B.M.
127
INITIALES DU GREFFIER

Question 4 - N'est-il pas contradictoire d'appuyer la compagnie Domtar dans son projet de reconstruction qui coûtera plus d'un milliard de dollars et qui s'étalera sur une période de 6 ans? La Ville a pris une injonction contre cette usine en 1983 et en 1985; elle lui donne son appui inconditionne Faudra-t-il attendre 6 ans pour que cette usine cesse d'être un grand pollueur de la rivière St-François?

M. Ovelus Demers passe à la question suivante sans exiger de réponse.

Question 5 - Pourquoi la Ville dépense-t-elle 30 000 $ pour l'aménagement d'un terrain de soccer près de la Polyvalente La Poudrière sur un terrain de la Commission Scolaire alors que cette Commission a retourné en 1982 750 000 $ de surplus accumulés sur le produit des taxes qu'elle a perçues des citoyens?

Réponse: Son Honneur le Maire et M. Gilles St-Martin expliquent que le soccer devient de plus en plus populaire. Malheureusement, les terrains aménagés à cette fin sont en mauvais état et peuvent difficilement être utilisés pour des compétitions d'importance. La Ville a voté un budget de 53 000 $ pour améliorer les terrains de soccer existants dont celui qui est situé près de l'école Polyvalente La Poudrière sur un terrain prêté à la Ville par la Commission Scolaire.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Commentaires: Je voudrais réitérer une déclaration que j'ai déjà faite ici en affirmant que M. Ovelus Demers n'a jamais été mandaté pour représenter le R.C.D. à l'hôtel de ville.

Question 1 - Peut-on savoir si les fonctionnaires du gouvernement fédéral sont venus à Drummondville seulement pour faire accepter par le Conseil la réduction de l'ampleur des travaux qui seront réalisés à l'aéroport municipal?

Réponse: M. Jean-Marie Boisvert explique qu'aussitôt que l'ex-ministre Yvon Pinard eut annoncé qu'une subvention de 4 300 000 $ était consentie par le gouvernement fédéral pour le réaménagement de l'aéroport municipal, les officiers de Transport Canada ont préconisé l'aménagement d'une piste de 5 000 pieds. Cela n'a pas empêché la signature d'une convention entre le ministère des Transports et la Ville de Drummondville le 20 juin 1983 pour l'aménagement d'une piste de 6 000 pieds. Cependant, des retards attribuables surtout à de longues études d'Environnement Québec empêchaient la Ville de respecter une clause de la convention qui stipulait que les travaux devaient être complétés au plus tard en juin 1985. Comme il s'avérait impossible de respecter ces délais, le Conseil a préféré renégocier une nouvelle entente afin d'accepter une piste de 5 000 pieds au lieu de perdre une subvention importante. De son côté, le ministère des Transports a accepté de reporter l'échéance de la fin des travaux en juin 1986. C'est un compromis qui a pour avantage de bénéficier d'une subvention importante qui permettra d'améliorer sensiblement la piste de l'aéroport et les équipements. Nous aurions préféré une piste de 6 000 pieds; on pourra plus tard l'allonger et en attendant la Ville réalisera des économies concernant l'entretien.

INITIALES DU MAIRE
128
INITIALES DU GREFFIER

Commentaires: Il faut féliciter le Conseil pour le résultat de l'exercice financier 1984. Il y a amélioration dans l'administration municipale depuis 1982, soit depuis que le R.C.D. fait régulièrement des recommandations au Conseil. Il est cependant regrettable que le Conseil ait procédé à la confection d'un nouveau rôle d'évaluation qui pénalise plusieurs citoyens.

Commentaires: A l'item "Correspondance", il a été question de la qualité de l'eau potable. Est-il nécessaire de nous inquiéter puisque 2 bons puits ont été creusés?

Question 2 - Peut-on connaître le coût des deux puits aménagés dans le quartier St-Jean-Baptiste?

Réponse: M. Lindor Letendre déclare que les coûts seront calculés au moment où ces puits seront remis en opération au printemps.

Commentaires: "Je voudrais souligner que le Festival mondial de folklore de Drummondville participera à l'émission "Les Beaux Dimanches" le 31 mars prochain."

Commentaires: Le président du R.C.D. et les membres de l'exécutif sont d'accord avec les propos tenus par Mme Francine Ruest-Jutras et M. Denis Savoie concernant la façon de procéder pour choisir une firme pour la tenue à jour du rôle d'évaluation.

Question 3 - Peut-on connaître le nom des personnes présentes lors de la réunion du Comité de Circulation tenue le 13 mars 1985?

Réponse: Monsieur le Maire donne la liste des personnes présentes.

Commentaires: Le président du R.C.D. estime que les élus se doivent d'être présents aux réunions des comités sur lesquels ils siègent et le Conseil devrait établir des pénalités pour des absences non motivées.

Réponse: Son Honneur le Maire, les conseillers Jean-Paul Généreux, Jean-Marie Boisvert et Gilles St-Martin à tour de rôle expliquent qu'il y a souvent plusieurs réunions qui se tiennent en même temps et que les membres du Conseil doivent se partager le travail, ce qui a pour effet de motiver les absences.

Question 4 - Le président du R.C.D. a déjà demandé de baisser les enseignes indiquant des espaces de stationnement réservés aux personnes handicapées et d'enlever les parcomètres vis-à-vis ces enseignes. Pourquoi le Conseil ne donnet-il pas suite à ces recommandations?

Réponse: M. Lindor Letendre répond que les enseignes ont été baissées d'un (1) pied seulement pour permettre aux personnes de mieux les visualiser. Quant aux parcomètres, ils sont demeurés en place à la demande expresse des personnes handicapées qui veulent payer pour les espaces de stationnement qui leur sont réservés.

Commentaires: M. Jean-Marie Boisvert a déjà dit qu'il ne représentait au Conseil que les citoyens du quartier St-Joseph qui l'ont élu conseiller. Je voudrais souligner que pour l'aménagement d'une piscine dans le quartier St-Joseph, ce sont tous les citoyens de Drummondville qui vont contribuer.

INITIALES DU MAIRE S.M.
129
INITIALES DU GREFFIER K.B.

M. Jean-Marie Boisvert répète qu'il est très heureux que le Conseil soit unanime à payer une part des coûts de reconstruction de la première piscine construite à Drummondville il y a trente ans et qui pendant plusieurs années a été utilisée par l'ensemble des citoyens.

Question 5 - Est-ce que le corps policier de Drummondville fonctionne bien même en l'absence des deux principaux cadres de ce service qui sont présentement en Europe?

Réponse: M. Robert Lafrenière explique que le Conseil a toujours souhaité que plusieurs cadres d'un service ne s'absentent jamais en même temps. Il arrive cependant que ces absences peuvent s'expliquer. M. Jean-Marie Précourt, directeur adjoint du Service de la sécurité publique, en collaboration avec les officiers, voient au bon fonctionnement du Service de la sécurité publique; il n'y a pas lieu de s'inquiéter d'autant plus que MM. J.-Marcel Lefebvre et Aimé Bélair seront de retour au travail dans quelques jours.

Mme Francine Ruest-Jutras souligne qu'elle trouve un peu bizarre que deux cadres du même service s'absentent en même temps. Si un adjoint est nommé dans un service c'est précisément pour remplacer son supérieur en son absence.

Question 6 - Concernant les délégations en Europe, à Calgary et au congrès de l'U.M.Q., le Conseil a-t-il fixé le montant des dépenses? Les dépenses des épouses seront-elles payées par les membres du Conseil personnellement? Comment s'effectuera le contrôle de ces dépenses?

Réponse: Le Conseil n'a pas fixé de montant mais les délégués respecteront les politiques établies par le Conseil actuel et qui ont déjà été rendues publiques. Les dépenses autorisées sont payées sur présentation au trésorier de la Ville de pièces justificatives.

Question 7 - L'achat du réseau d'éclairage de l'Hydro-Québec par la Ville a-t-il été rentable?

Réponse: Une réponse sera donnée à la prochaine assemblée.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, fixe la prochaine séance régulière du Conseil au mardi, 9 avril 1985 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Laurent Bernier
Greffier.

Serge Morand
Maire.

INITIALES DU MAIRE
130
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

9 avril 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 9 avril 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie et Edward St-Pierre, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Claude Boucher, directeur général, et Me Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

M. J.-Marcel Lefebvre, directeur du Service de la sécurité publique, s'adressant à Son Honneur le Maire, résume le périple récemment effectué en Europe par l'équipe de hockey drummondvilloise Les Anciens Purina O'Keefe. Il explique qu'après avoir joué des parties hors concours contre des équipes d'Angers, de Nantes, de Bayonne et de Paris, l'équipe de Drummondville est revenue au Québec avec la coupe du championnat du premier Tournoi International de La Roche-sur-Yon. L'équipe drummondvilloise fut confrontée à des équipes de Nationale A et B, renforcées pour l'occasion de quelques joueurs Franco-Canadiens et Franco-Polonais.

M. Aimé Bélair, principal organisateur de cette tournée, présente à Son Honneur le Maire l'emblème officiel de la Ville de Noirmourtier en l'Ile qui lui a été remis par le maire de cette ville, M. Louis Dauplain. L'équipe Les Anciens demande que cet emblème soit exposé au kiosque de la salle du Conseil avec les indications pertinentes.

M. J.-Marcel Lefebvre souligne qu'il a rapporté pour Son Honneur le Maire les documents de preuve concernant le déroulement général de cette tournée et les différentes interventions sociales et professionnelles que la délégation de Drummondville a effectuées. Il termine en soulignant l'accueil chaleureux du maire de La Roche-sur-Yon, M. Jacques Auxiette, qui s'apprête à accueillir comme il se doit une autre délégation de la Ville de Drummondville qui se rendra en Belgique au cours du mois d'avril 1985.

M. Vincent Lévesque, représentant de Purina et co-commanditaire de cette tournée avec la Brasserie O'Keefe dont M. Gérard Montour est le représentant à Drummondville, déclare que pour la deuxième année consécutive il a été heureux et honoré de participer à ce voyage qui a permis un échange sportif avec La Roche-sur-Yon jumelée à Drummondville. Il termine en félicitant M. J.-Marcel Lefebvre et M. Aimé Bélair qui se sont montrés d'excellents ambassadeurs pour Drummondville tout au cours de cet agréable voyage.

Son Honneur le Maire félicite les membres de la délégation et le club Les Anciens Purina O'Keefe. Il ajoute que l'emblème de la Ville de Noirmourtier en l'Ile sera conservé dans la châsse de l'hôtel de ville. Il souhaite que les bonnes relations entre Drummondville, Braine l'Alleud et La Roche-sur-Yon s'intensifient et qu'elles continuent d'être profitables sur le plan économique, culturel et sportif.

INITIALES DU MAIRE S.M.
131
INITIALES DU GREFFIER

Son Honneur le Maire proclame l'ouverture de la 32e campagne de souscription de la Société canadienne du cancer dont Mme Germaine Proulx est la présidente honoraire et dont Me Normand Jutras est le président de l'association locale. Il félicite tous les bénévoles qui se dévouent au sein de cet organisme et invite la population à se montrer généreuse lors de cette campagne de souscription.

289/4/85

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du Conseil tenue le 25 mars 1985; il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

290/4/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté les items suivants:

9A. Rapport et commentaires suite à la visite du poste de police de Drummondville par M. Alfredo Piris Pinilla, directeur du Service de Police de la Ville de Ayuntamiento De Vitoria-Gasteiz (M. J.-Bruno Smith).

16A. Contribution de 3 764,00 $ aux Loisirs de Drummondville-Ouest (Mme Francine Ruest-Jutras).

ADOPTÉ

Période d'information par Son Honneur le Maire

En réponse à une question posée le 25 mars 1985 par M. Hervé Savoie, président du R.C.D., Son Honneur le Maire déclare que l'achat par la Ville de Drummondville du réseau d'éclairage de l'Hydro-Québec a permis de réaliser en 1984 une économie de 245 021 $, soit 36,5% du coût de la facture d'électricité pour cette même année.

291/4/85

Le Conseil prend connaissance de la soumission suivante:

- OPÉRATION DE LA FOURRIÈRE MUNICIPALE (POUR LA PÉRIODE DU 1ER MAI 1985 AU 30 AVRIL 1988)

Soumissionnaire	Prix
. MME SOLANGE PICOTIN 660 boul. St-Joseph O. Drummondville	- Coûts payables par les propriétaires d'animaux même que ceux déjà établis par les résolutions nos. 217/4/81 et 307/5/81 du Conseil. - Coûts payables par la Ville . cueillette de moufettes: 20,00 $. cueillette de tout autre animal: 15,00 $ (même que ceux déjà en vigueur) . Montants forfaitaires en 1985:(x) 1 000 $ 1986: 1 500 $ 1987: 2 000 $ (x) = même que le coût de 1984.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le cas échéant, le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le soumissionnaire.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
132
INITIALES DU GREFFIER

C O R R E S P O N D A N C E:

- M. Paul Lafrance, président du Village Québécois d'Antan Inc., remercie le Conseil pour la commandite de prestige qui permettra de reconstituer l'église St-Frédéric de 1822 au Village.

  Il invite les membres du Conseil à l'inauguration de cette église qui se fera par Mgr. Albertus Martin en juillet 1985 dans le cadre du 100ième anniversaire du diocèse de Nicolet.

- M. Armand Brunelle, président des Joyeux Amis du 3e Âge Drummond Inc., remercie le Conseil pour la subvention qui permettra aux personnes âgées de la paroisse du Christ-Roi de bénéficier de loisirs mieux organisés en 1985.

292/4/85 - La Société Historique du Centre du Québec Inc. qui fête son 25e anniversaire de fondation, offre sa collaboration à la Ville de Drummondville et sollicite une subvention de 5 000,00 $ pour défrayer ses frais d'opération en 1985.

Attendu que la Société Historique du Centre du Québec Inc. fête son 25e anniversaire;

Attendu que cet organisme regroupe de nombreux bénévoles;

Attendu que la Société Historique a déjà plusieurs réalisations à son crédit dont la publication de 18 cahiers historiques qui contribuent à faire connaître Drummondville partout au Québec et au Canada;

Attendu que la Société Historique est prête à rédiger un volume d'excellence sur l'histoire de Drummondville à condition que la Ville paie un certain nombre de volumes pour défrayer les honoraires de l'historien;

Attendu que la Société Historique s'engage à participer activement aux comités de Toponymie, de ReviCentre et d'Urbanisme;

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et unanimement résolu qu'une somme de 3 000,00 $ soit consentie à la Société Historique du Centre du Québec Inc. en 1985.

ADOPTÉ

- Le Club d'Âge d'Or Drummondville Inc. remercie le Conseil pour lui avoir fait parvenir un chèque de 500 $ pour aider à l'organisation d'activités de loisir.

- La fabrique de la paroisse Sainte-Thérèse remercie le Conseil pour avoir autorisé le déneigement sans frais du stationnement entourant l'église paroissiale.

- M. André Héroux du 817 St-Jean félicite les membres du Service des incendies pour avoir combattu efficacement et rapidement un début d'incendie survenu à sa demeure le 23 mars dernier.

293/4/85 - La Commission municipale du Québec informe le Conseil que le Club de croquet Drummondville inc. lui a soumis une demande de reconnaissance pour fins d'exemption de taxe foncière.

Attendu que le Conseil considère que le Club de croquet Drummondville inc. est un organisme sans but lucratif qui contribue à la récréation de plusieurs citoyens;

Attendu que le Club de croquet Drummondville inc. est susceptible de se prévaloir des avantages prévus au paragraphe 10 de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale;

INITIALES DU MAIRE
133
INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville s'en remette au bon jugement de la Commission municipale du Québec et qu'il accepte à l'avance sa décision.

ADOPTÉ

- M. Roger Leclerc, directeur régional adjoint à la Direction régionale Mauricie/Bois-Francs du ministère de l'Industrie et du Commerce, félicite les autorités municipales pour les résultats obtenus en 1985 sur le plan du développement industriel. Il souligne également l'excellence du travail des commissaires industriels, MM. Maxime Poulin et Benoit Laflamme, au cours de la dernière année.

294/4/85 - Le comité organisateur de la 10e Olympiade industrielle sollicite une réception civique le 10 mai 1985 à 16 heures pour marquer le 10e anniversaire de l'Olympiade industrielle et pour honorer d'une façon particulière le président fondateur, M. Benoit Laflamme, et les autres présidents qui lui ont succédé.

Il est unanimement résolu que cette réception civique soit accordée et que les organisateurs de la 10e Olympiade industrielle soient félicités pour leur initiative et leur dévouement.

ADOPTÉ

295/4/85 - Le théâtre "1000 Tours" Inc. sollicite une aide financière pour réaliser ses objectifs durant l'année en cours.

Attendu que ce théâtre est le seul qui s'occupe spécialement des enfants à Drummondville;

Attendu que cet organisme a pour objectif de promouvoir une animation socio-culturelle de qualité accessible à tous et répondant à la demande du milieu;

Il est unanimement résolu que Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, soit déléguée pour rencontrer les responsables du théâtre "1000 Tours" et pour discuter de l'aide que la Ville de Drummondville pourrait lui apporter.

ADOPTÉ

296/4/85 - M. J.-Bruno Smith résume les commentaires formulés par M. Alfredo Piris Pinilla, directeur du Service de Police de la Ville de Ayuntamiento De Vitoria-Gasteiz, qui a récemment visité le poste de police et le service d'incendie de Drummondville. Ce visiteur a fait l'éloge du directeur, M. J.-Marcel Lefebvre, et de son équipe qui lui ont ménagé un accueil des plus chaleureux dont il gardera le meilleur souvenir.

Il est unanimement résolu que M. J.-Marcel Lefebvre, directeur du Service de la sécurité publique, et son équipe soient félicités pour leur empressement à accueillir les visiteurs d'Espagne.

ADOPTÉ

297/4/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 23 mars au 9 avril 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 662 618,87 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
134
INITIALES DU GREFFIER

298/4/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le maire et le directeur général soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville la convention collective qui régira les employés municipaux, cols blancs et cols bleus, durant les années 1985 et 1986.

ADOPTÉ

299/4/85

Il est unanimement résolu que M. Claude Boucher, directeur général, M. Roger Turcotte, directeur général adjoint aux services administratifs, et M. Majella Crôteau, directeur adjoint du Service du personnel, soient félicités pour le dévouement dont ils ont fait preuve durant les négociations avec les employés municipaux, cols blancs et cols bleus. Il est également résolu que les employés municipaux, membres du syndicat, soient félicités et remerciés pour leur compréhension et leur collaboration qui ont permis un règlement acceptable pour les parties patronales et syndicales.

ADOPTÉ

M. Robert Lafrenière explique que l'augmentation salariale accordée, incluant les bénéfices marginaux, se situe à environ 4 1/2%. Certains bénéfices monétaires ont également été consentis à quelques employés spécialisés et le fonds de pension de tous les employés a été bonifié; le tout se solde par une négociation logique et raisonnable compte tenu des augmentations du coût de la vie.

300/4/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que M. Edward St-Pierre, conseiller, soit délégué au congrès de l'U.M.Q. qui se tiendra à Québec les 18, 19 et 20 avril 1985.

ADOPTÉ

301/4/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que MM. Jean-Paul Généreux, Gérald Lapierre, Denis Larocque et Yves Blais soient délégués à la 22e conférence régionale annuelle de l'Association québécoise des techniques de l'eau qui se tiendra à l'Université de Sherbrooke le 27 avril 1985.

ADOPTÉ

302/4/85

ATTENDU QUE, présentement, aucune recherche n'est effectuée pour trouver des techniques ou moyens nouveaux servant à l'amélioration des milieux aquatiques dégradés;

ATTENDU QU'une étude de l'Association pour la préservation du Lac Magog démontre un urgent besoin pour l'implantation d'un tel Institut de Recherches Appliquées;

ATTENDU QUE de telles recherches contribueraient à la découverte de techniques simples et moins coûteuses;

ATTENDU QUE le Lac Magog sera à l'année zéro de sa dépollution en 1985 à cause de la mise en opération des usines d'épuration des eaux usées des municipalités de son territoire et de la construction de systèmes d'égouts tout autour du lac;

ATTENDU QUE le Lac Magog est eutrophe bêta cote 8.8 et de ce fait offre les conditions idéales de laboratoire pour la recherche appliquée et le suivi;

INITIALES DU MAIRE L.M.
135
INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville appuie l'Association pour la préservation du Lac Magog dans ses démarches auprès du gouvernement pour l'implantation d'un Institut de Recherches Appliquées sur la dépollution et l'eutrophisation des lacs et cours d'eau au Lac Magog qui est situé presque à la tête du bassin versant de la rivière St-François. Ces recherches serviront à l'ensemble du bassin de la rivière St-François et aux autres lacs et cours d'eau du pays.

ADOPTÉ

303/4/85

Attendu que l'association "Jeunesse en Action Socio-Économique de Drummond Inc." poursuit les objectifs suivants, savoir:

1- Regrouper et impliquer un maximum de jeunes dans notre région;

2- Informer et sensibiliser les jeunes et la population à la situation de l'emploi;

3- Concerter les différents intervenants socio-économiques et politiques;

4- Favoriser l'implication concrète des partenaires socio-économiques et politiques;

5- Faire reconnaître les droits des jeunes au niveau local, régional, national et international;

6- Élargir la création d'emploi faite par les jeunes et pour les jeunes;

Pour ces raisons, il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville appuie les démarches entreprises par cette association auprès de divers ministères pour obtenir l'aide financière nécessaire pour mener à terme des programmes de création d'emploi, d'entreprises et de coopératives.

ADOPTÉ

304/4/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. soient autorisés à tenir le Bal du Chien Chaud annuel le 4 juillet 1985.

Il est également résolu que comme par les années passées, la Ville de Drummondville accorde à cet organisme:

- une surveillance policière
- l'autorisation d'occuper le parc Frigon
- l'autorisation de demander un permis à la Régie des Permis d'Alcool du Québec
- la fourniture de tables et de poubelles.

ADOPTÉ

305/4/85

ATTENDU QUE Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. ont procédé à des travaux de réaménagement du Pavillon Frank Gougeon;

ATTENDU QUE pour rendre ce pavillon fonctionnel, Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. ont dû dépenser une somme de 3 764,00 $ non budgétée;

ATTENDU QUE ces dépenses étaient justifiées et que Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. n'ont pas de revenus suffisants pour assumer ces déboursés;

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu qu'une somme de 3 764,00 $ soit versée aux Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. pour compléter l'aménagement du Pavillon Frank Gougeon.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
136
INITIALES DU GREFFIER

306/4/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville n'aura pas besoin d'emprunter les argents représentés par les soldes sur les procédures d'emprunt autorisées et approuvées, dont le détail apparaît ci-bas dans la présente résolution, et ce pour la raison suivante: les travaux prévus aux dits règlements ont été soit exécutés pour un montant inférieur à celui prévu au règlement, soit non exécutés ou payés à même les surplus budgétaires annuels;

IL EST PAR CONSÉQUENT,
PROPOSÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. LINDOR LETENDRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU UNANIMEMENT:

QUE chaque solde apparaissant à la colonne "Solde", dans le bloc ci-dessous, représentant la partie non-empruntée sur chaque procédure d'emprunt indiquée ci-bas, n'a pas besoin d'être emprunté et que, par conséquent, le montant de chaque tel solde ainsi inscrit dans le bloc ci-dessous soit et est par les présentes annulé:

Règlement		Solde à annuler
307	Mise en oeuvre du P.A.Q. - Dr'Ville-Sud	173 914 $
1302	Mise en oeuvre du P.A.Q. Ste-Thérèse/ St-Pierre - emprunt 700 000 $	70 165
1306	Compléter P.A.Q. St-Joseph/St-Jean-Baptiste Emprunt 63 000 $	63 000
1420	Compléter P.A.Q. St-Joseph/St-Jean-Baptiste Emprunt 15 000 $	15 000
1433	Compléter P.A.Q. Ste-Thérèse/St-Pierre Emprunt 140 000 $	36 583
1529	Relocalisation bibliothèque 990 400 $ + achat équip. 60 000 $ - Emprunt 260 000 $	25 000
1564	Ouverture de rues, P.A.A.T. II - Emprunt 215 000 $	215 000
1589	Frais de financement - émission Euro-dollar Emprunt 125 000 $	41 500
1622	Travaux d'éclairage, P.A.A.T. III Emprunt 22 000 $	22 000
	TOTAL:	**662 162 $**

QUE copie certifiée de la présente résolution soit immédiatement transmise à la Commission municipale du Québec.

ADOPTÉ

307/4/85

VU que le programme de développement industriel et commercial (O.C.R.I.) se termine le 31 mars 1986;

VU que ledit programme concerne particulièrement sept (7) zones désignées au Canada;

VU l'intérêt de la municipalité à intensifier la diversification des emplois initialement dépendants des secteurs dits "traditionnels";

VU les succès récents de l'O.C.R.I. dans ce processus de diversification;

VU l'engagement du gouvernement du Canada de reconduire pour une période de deux (2) ans ledit programme;

VU l'intérêt de la municipalité à s'assurer que l'O.C.R.I. recevra tous les crédits requis à sa pleine opération;

IL EST PROPOSÉ PAR M. JEAN-MARIE BOISVERT, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

QUE le présent préambule fasse partie intégrante de la présente résolution;

INITIALES DU MAIRE J.M.
137
XB
INITIALES DU GREFFIER

QUE le gouvernement du Canada octroie tous les crédits requis pour la pleine opération du programme de développement industriel et commercial de l'O.C.R.I.;

QUE copie de la présente résolution soit transmise au maire de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield et à M. Jean-Guy Guilbault, député de Drummond à la Chambre des Communes.

ADOPTÉ

308/4/85

ATTENDU QUE l'Association touristique régionale du coeur du Québec est présentement l'organisme mandaté et reconnu par notre gouvernement provincial comme maître d'oeuvre du développement touristique;

ATTENDU QUE le rôle de cette association est de concerter les intervenants, tant du secteur public que du secteur privé, pour établir des orientations et se donner des moyens collectifs de promotion de nos ressources récréo-touristiques au niveau de la région 04;

ATTENDU QUE le Bureau du tourisme et des congrès aura avantage à se joindre à l'Association touristique régionale du coeur du Québec;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville autorise le Bureau du tourisme et des congrès à payer 2 208,00 $ (0,06 $ per capita) à l'Association touristique régionale du coeur du Québec à titre de cotisation pour l'année 1985.

ADOPTÉ

309/4/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte de son fonds de roulement pour l'année 1985 la somme de 82 500 $ pour l'aménagement ou le réaménagement des équipements communautaires suivants:

- Collège St-Bernard Réaménagement de 2 terrains de soccer	15 000 $
- Polyvalente Marie-Rivier Fourniture et installation d'un arrêt-balle	5 000 $
- Parc Godbout Aménagement d'un module de jeux	12 000 $
- Parc Woodyatt Aménagement du terrain (6 000 $) Fourniture et installation d'équipement (4 000 $)	10 000 $
- Parc St-Philippe Aménagement d'un terrain de pétanque et équipements	8 000 $
- Parc Christ-Roi, St-Simon Fourniture et installation d'équipement	15 000 $
- Carrefour Socio-Culturel Achat d'un piano	2 500 $
- Drummondville Olympique Aménagement du gymnase, vestiaires et bureaux	15 000 $
	82 500 $

Cet emprunt sera remboursé sur une période de trois ans, savoir:

27 500 $ en 1985
27 500 $ en 1986
27 500 $ en 1987.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
138
INITIALES DU GREFFIER

310/4/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme Bruno Chevrette et Associés, ingénieurs-conseils, soient retenus pour la confection des plans et devis d'aqueduc et d'égouts sur la rue Taillon.

Il est également résolu que:

- ces plans et devis soient soumis au ministère de l'Environnement du Québec pour en obtenir l'approbation;
- M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs au mandat de la firme précitée.

ADOPTÉ

311/4/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que les services professionnels des arpenteurs-géomètres A.-Marcel Lachapelle et Yves Noël soient retenus pour procéder au lotissement des terrains ayant front sur la rue Taillon.

M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs au mandat précité.

ADOPTÉ

312/4/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme Daniel Arbour et Associés soient retenus pour la préparation et la mise en oeuvre du programme ReviCentre.

Ce projet devra être réalisé pour un montant d'honoraires professionnels n'excédant pas 87 700 $ et est sujet à l'acceptation du règlement de travaux et d'emprunt relatif au programme ReviCentre.

M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs au mandat précité.

ADOPTÉ

M. J.-Bruno Smith explique qu'une période de consultation avec contribuables concernés par ReviCentre sera faite d'ici le 29 avril 1985 et que les travaux du programme seront réalisés durant la période du 1er août au 28 octobre 1985.

M. Denis Savoie déclare que deux entreprises invitées à soumissionner pour l'obtention de ce mandat ont fait des propositions et que celle présentée par Daniel Arbour et Associés s'est avérée la moins coûteuse et la plus intéressante parce que cette firme a déjà réalisé l'étude préliminaire et de ce fait a une meilleure connaissance du dossier.

Mme Francine Ruest-Jutras ajoute que la firme Daniel Arbour et Associés aura la lourde tâche de coordonner l'arrimage de plusieurs intervenants qui devront en même temps réaliser des travaux dans un secteur restreint. Il s'agit en l'occurence de l'assainissement des eaux et de travaux à être effectués à la fois par l'Hydro-Québec, Bell Canada et Gaz Inter-Cité Québec Inc. Il faut souhaiter que ces travaux seront coordonnés dans le respect des budgets disponibles et d'un échéancier aussi court que possible pour restreindre au minimum les inconvénients causés aux commerces du secteur concerné par le programme ReviCentre.

INITIALES DU MAIRE
139
INITIALES DU GREFFIER

313/4/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Germain Jutras, avocat, soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville devant le Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec dans les dossiers relatifs à l'évaluation de la compagnie Dominion Textile Inc. pour les années 1980, 1981, 1982, 1983, 1984 et 1985.

Mme Francine Ruest-Jutras vote contre cette résolution.

Son Honneur le Maire déclare cette résolution adoptée par la majorité des membres du Conseil.

ADOPTÉ

314/4/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que M. Robert Yergeau, inspecteur en bâtiment, soit délégué à la session de cours portant le numéro 3 traitant de l'économie d'énergie en restauration qui se tiendra à Trois-Rivières du 4 au 8 novembre 1985.

ADOPTÉ

315/4/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que M. Guy Gauthier, membre du Comité consultatif d'urbanisme, soit délégué au Congrès international sur l'urbanisme qui se tiendra à Montréal du 20 au 24 avril 1985.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie fait l'éloge de M. Guy Gauthier qui fait preuve de beaucoup de civisme en se dévouant sans compter et gratuitement au sein du Comité consultatif d'urbanisme et pour l'intérêt qu'il porte au programme ReviCentre.

316/4/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que M. Florent Fréchette soit engagé par la Ville de Drummondville au poste de coordonnateur technique (poste contractuel pour une période d'un an).

M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à cet engagement.

ADOPTÉ

317/4/85

ABROGÉE PAR RÉS. 399/5/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de sept (7) policiers temporaires pour la saison estivale 1985.

ADOPTÉ

M. Robert Lafrenière explique que ces engagements se font annuellement pour permettre aux policiers permanents de prendre leurs vacances. Cette année, la Ville engagera 2 policiers de plus pour remplacer un policier qui bénéficie d'un congé de maladie à long terme et un autre qui a quitté le service pour accepter un poste à l'essai dans une autre ville.

INITIALES DU MAIRE
140
INITIALES DU GREFFIER

M. Denis Savoie résume le rapport du Service des permis et inspections pour la période du 1er au 31 mars 1985 et le compare à celui de la même période de 1984.

	1985	1984
Permis émis:	40	77
Valeur:	5 434 710 $	1 688 675 $
Nouveaux logements:	98	20
Valeur:	2 426 000 $	38 500 $

Excédent sur 1984

Logements:	78
Valeur:	1 487 500 $

COMPARAISONS POUR LE PREMIER TRIMESTRE

1984			1985		
VALEUR	PERMIS	LOGEMENTS	VALEUR	PERMIS	LOGEMENTS
7 626 845$	140	22	5 874 090$	92	103

M. Denis Savoie conclut en disant que le rythme de la construction s'accentue et tout laisse présager que l'année 1985 sera une année excellente sur le plan des investissements à Drummondville.

318/4/85

Son Honneur le Maire souligne que le congrès de l'Association québécoise des agents du bâtiment inc. qui se tiendra à Drummondville les 6, 7 et 8 juin 1985 est en préparation. Déjà, le programme de ce congrès a été publié. Plusieurs pages du programme traitent de Drummondville et de l'implication de M. Michel Binet, directeur du Service de la planification de la Ville, qui assume la présidence de ce congrès qui amènera plus de 400 participants à Drummondville.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et unanimement résolu que M. Michel Binet, directeur du Service de la planification, soit félicité pour avoir obtenu que le congrès de l'Association québécoise des agents du bâtiment inc. se tienne à Drummondville et pour avoir été choisi comme président de ces assises.

ADOPTÉ

319/4/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le procès-verbal des réunions du Comité consultatif d'urbanisme tenues les 13 et 27 mars 1985 soit adopté tel que rédigé, sauf la résolution numéro 85.03.13.

ADOPTÉ

320/4/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, et unanimement résolu que des félicitations et des remerciements soient transmis à Mme Yolande Allard et M. Guy Gauthier respectivement élus récemment présidente et vice-président du Comité consultatif d'urbanisme.

ADOPTÉ

321/4/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit délégué au colloque de l'Association québécoise de l'urbanisme qui se tiendra à Hull le 10 mai 1985.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE L.M.
141
INITIALES DU GREFFIER

M. J.-Bruno Smith souligne que M. Michel Lesage a été invité comme paneliste à ce colloque, ce qui témoigne de sa compétence et de l'estime qu'il s'est méritée à plusieurs reprises dans le secteur municipal québécois.

322/4/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que M. Roger Turcotte, trésorier, et M. Laurent Bernier, greffier, soient délégués au colloque de la C.O.M.A.Q. qui se tiendra à Montréal du 5 au 8 juin 1985.

ADOPTÉ

323/4/85

ATTENDU QUE deux firmes ont présenté à la Ville de Drummondville des propositions pour l'essai de mini-containers destinés à la cueillette des ordures ménagères;

ATTENDU QUE la proposition de la firme Schäfer d'Allemagne s'est avérée la plus intéressante;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la propositior de cette firme soit acceptée.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme Schäfer pour la fourniture de 3 000 mini-containers qui seront utilisés à l'essai, sans frais, pour une période de 6 à 12 mois dans un secteur de la Ville à être déterminé par le Conseil.

ADOPTÉ

324/4/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville appuie une demande du Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. adressée au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour l'obtention d'un projet P.A.D.E.L. couvrant les volets 1 et 2 du programme de développement des équipements de loisir de ce Centre.

ADOPTÉ

325/4/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Gaétan Ratté, avocat, soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville devant le Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec dans le dossier "Hôtel Normandie (Placements Germain Benoit Inc.)" pour les années 1983 et 1984.

ADOPTÉ

326/4/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Gilles Gagnon, avocat, soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville devant le Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec dans le dossier "Résidences St-Frédéric Inc." pour l'année 1984.

ADOPTÉ

327/4/85

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement (No. 1698) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer un nouveau secteur de zone commercial CB-16 à même le secteur de zone résidentiel RC-14 ainsi abrogé.

INITIALES DU MAIRE L.M.
142
INITIALES DU GREFFIER

328/4/85

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1699) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RB-13 à même une partie du secteur de zone PB-56.

329/4/85

Lecture est donnée du règlement No. 1702 décrétant une dépense de 14 500,00 $ pour l'exécution de travaux de pavage sur la rue Ilot des Épinettes.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1702 et ce de 9 heures à 19 heures les 13 et 14 mai 1985.

330/4/85

Lecture est donnée du règlement No. 1703 modifiant le règlement No. 1359 concernant les chiens et autres animaux errants, ainsi que l'opération de la fourrière municipale.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

331/4/85

Lecture est donnée du règlement No. 1704 décrétant une dépense de 210 700,00 $ pour l'exécution de travaux d'infrastructures (égouts, aqueduc et voirie) dans la phase 1 du secteur Les Jardins du Golf.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

332/4/85

Lecture est donnée du règlement No. 1705 augmentant de 85 000,00 $ le fonds de roulement de la Ville de Drummondville créé par le règlement No. 1126 et affectant à cette fin une somme de 85 000,00 $ provenant des surplus d'opération pour l'année 1984.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire formule des condoléances à l'endroit des personnes suivantes:

- M. Michel Plamondon, policier, à l'occasion du décès de son père, M. Maurice Plamondon.
- M. Patrice Lambert, policier, à l'occasion du décès de son frère, M. Adrien Lambert.
- M. Raoul Paquette, ex-employé municipal, à l'occasion du décès de son épouse.
- M. Gervais Boulanger, employé du Service des travaux publics, à l'occasion du décès de sa bellesoeur, Mme Raoul Paquette.

INITIALES DU MAIRE
143
INITIALES DU GREFFIER

333/4/85

Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement décrétant une dépense de 1 500 000 $ pour la réalisation du programme ReviCentre et un emprunt n'excédant pas 750 000 $ à cette fin:

- Planification	100 000 $
- Infrastructures	203 320 $
- Aménagements urbains	1 112 810 $
- Programme d'embellissement	63 870 $
- Financement de l'emprunt	20 000 $
TOTAL:	1 500 000 $
Moins subvention du MAM:	750 000 $
EMPRUNT:	**750 000 $**

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Ovelus Demers du 51 - 117e Avenue.

M. Ovelus Demers traite avec vigueur et conviction des sujets suivants:

- Félicitations au directeur du Service de la sécurité publique.
- Nécessité d'améliorer l'éclairage:
  a) sur le boulevard Jean-de-Brébeuf jusqu'à la route 55;
  b) sur le boulevard Mercure jusqu'à la limite de St-Nicéphore.
- Nécessité d'ouvrir et d'éclairer la 123e Avenue jusqu'à la route 55 pour respecter une décision du Conseil de l'ex-Ville de Drummondville-Sud qui a dépensé 75 000 $ pour des travaux d'infrastructures et d'ouverture de cette artère.
- Enthousiasme louable du conseiller Denis Savoie concernant les développements domiciliaires et la construction en général à Drummondville en 1984.
- Nécessité de faire disparaître la voie ferrée du Canadien Pacifique dans le bas de la Ville.
- Espoirs en un Conseil fort et dynamique.

- Intervenant: M. Laurent Ricard du 355 rue St-Édouard.

M. Laurent Ricard demande avec insistance à Son Honneur le Maire et aux conseillers qui assisteront au congrès de l'U.M.Q. de faire des pressions pour obtenir que les municipalités bénéficient de taux d'intérêts préférentiels pour financer leurs emprunts.

Ce citoyen félicite M. J.-Bruno Smith pour la résolution d'appui qu'il a formulée pour Domtar afin que cette compagnie puisse obtenir un soutien financier pour la reconstruction d'une usine plus moderne.

- Intervenant: M. J.-Bruno Smith, conseiller.

Ce conseiller souhaite que les conseillers délégués au congrès de l'U.M.Q. tentent d'obtenir du ministère de l'Environnement le résultat des échantillonnages d'eau de la rivière St-François qui a souvent été demandé sans succès et qui s'avérerait très utile lors d'un procès qui aura lieu prochainement.

INITIALES DU MAIRE
144
INITIALES DU GREFFIER

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Le président du R.C.D. félicite le Conseil pour avoir obtenu une publicité de prestige dans une récente édition du journal "Les Affaires".

États financiers 1984

Le président du R.C.D. commente les états financiers de la Ville de Drummondville pour l'année d'opération 1984.

Il considère que la publicité faite autour du résultat de l'année d'opération 1984 n'est que de la poudre aux yeux et qu'il est en mesure de le démontrer. Il souligne les points suivants:

- L'augmentation des revenus découle de l'augmentation des taxes.
- La Ville a annulé sa dette sur le fonds industriel pour satisfaire une exigence du ministère des Affaires municipales et cela est compréhensible.
- Le pourcentage de la dette par rapport au budget a augmenté de 1% en 1984, même si le Conseil dit que la dette a diminué.
- Certaines villes déclarent des revenus d'intérêts; il est difficile de comprendre que la Ville de Drummondville ne puisse faire de même.
- Le nouveau Conseil avait promis de tout faire pour baisser la dette de la Ville; les résultats de l'année 1984 ne démontrent pas un effort très efficace.
- Depuis le début 1985, la Ville dépense allégrement et le R.C.D. s'inquiète du rythme de ces dépenses.
- Les taxes d'eau et de vidanges ont été augmentées en 1985.
- L'évaluation foncière a augmenté les taxes foncières de presque tous les contribuables.

Après enquête auprès de 4 municipalités comparables à Drummondville, il a été possible de vérifier qu'au chapitre des délégations ces villes sont beaucoup plus restrictives que Drummondville. Elles refusent toute délégation à l'extérieur du pays et de la province. Les autres délégations sont réduites à une ou deux personnes alors que Drummondville délègue 4 personnes en Europe, 4 personnes à Calgary et 5 ou 6 personnes au congrès de l'U.M.Q. La Ville serait aussi bien représentée et retirerait autant de bénéfices avec des délégations plus limitées.

L'état major de Drummondville compte plus d'officiers que presque toutes les villes du Québec, c'est donc plus coûteux ici qu'ailleurs.

Plusieurs marchands ont subi des hausses de taxes d'affaires beaucoup plus élevées que l'an dernier.

M. J.-Bruno Smith explique que les marchands faisant partie d'une SIDAC ont été facturés pour la cotisation de 1985. Il ne faut pas confondre cette facture avec une hausse de taxe.

Le conseiller Denis Savoie et le président du R.C.D. échangent des propos concernant les coûts entourant les changements de zonage.

Son Honneur le Maire répond aux affirmations du R.C.D. concernant le budget d'opération de l'année 1984 et déclare que les chiffres apparaissant au document préparé par le trésorier sont exacts et vérifiables.

Monsieur le Maire indique au président du R.C.D. qu'il a épuisé le temps qui lui est alloué pour une période de questions.

INITIALES DU MAIRE S.M.
145
INITIALES DU GREFFIER XB

- Intervenant: M. J.-Marcel Lefebvre, directeur du Service de la sécurité publique.

M. J.-Marcel Lefebvre en réponse à certaines affirmations du président du R.C.D., allègue ce qui suit:

- Le service de police et d'incendie opère avec 59 personnes et 60 bénévoles de l'organisation des mesures d'urgence et sauve annuellement environ 1 million de dollars à la Ville avec 6 officiers qui composent l'état major.
- Presqu'à chaque semaine, plusieurs villes sous la recommandation de la Commission de Police de Nicolet viennent visiter le Service de la sécurité publique pour s'inspirer de ses méthodes de fonctionnement.
- Il est à souhaiter que les villes visitées récemment par le président du R.C.D. ne soient pas soumises à des enquêtes de la Commission de Police comme cela se produit présentement dans certaines municipalités.

- Intervenant: M. Hervé Bourbeau.

Ce citoyen déplore que le Conseil n'accorde pas plus de considération au président du R.C.D. qui a le courage d'exprimer les revendications des citoyens. Ce travail est difficile et le Conseil devrait mettre à sa disposition les équipements nécessaires afin qu'il puisse faire son travail plus à l'aise. Le règlement municipal qui limite la période de questions lui apparaît inacceptable.

- Intervenant: M. Robert Lafrenière, conseiller.

M. Robert Lafrenière souhaite un bon voyage à la délégation du Conseil qui se rendra en Europe au cours des prochains jours et espère que cet échange avec des amis d'outremer suscitera des retombées économiques et socio-culturelles intéressantes pour Drummondville.

Conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 22 avril 1985 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Laurent Bourbeau
Greffier.

Serge Morand
Maire.

INITIALES DU MAIRE
146
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

22 avril 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée publique de consultation tenue à l'hôtel de ville le 22 avril 1985 à 19 h 45; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée, conformément aux prescriptions de l'article 126 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., Chap. A-19.1) pour les fins suivantes:

" 1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;

2. Récitation de la prière;

3. Adoption de l'ordre du jour;

4. Tenir une assemblée publique de consultation, conformément à la Loi 125 (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), pour expliquer les projets de règlement suivants et les conséquences de leur adoption, et entendre les personnes et organismes qui désireront s'exprimer:

- Règlement No. 1698 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone CB-16 à même le secteur de zone RC-14, ainsi abrogé.

- Règlement No. 1699 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RB-13 à même une partie du secteur de zone PB-56.

5. Période de questions sur les règlements nos 1698 et 1699.

6. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Roger Turcotte, directeur général adjoint aux services administratifs, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

334/4/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Monsieur le Maire précise sommairement l'objet de la consultation publique et les exigences de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, relativement à l'adoption de règlements de zonage.

Monsieur le Maire explique la nature et l'objet des règlements nos 1698 et 1699 dans les termes suivants:

INITIALES DU MAIRE
S.M.
147
L.B
INITIALES DU GREFFIER

- Règlement No. 1698

Titre et objet: Règlement amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer un nouveau secteur de zone commerciale CB-16 à même le secteur de zone résidentielle RC-14 ainsi abrogé.

Nature et objet: Ce règlement modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 a pour effet de permettre les usages autorisés dans la classe de zone CB sur tous les lots constituant le secteur de zone résidentielle RC-14 avant modification.

- Règlement No. 1699

Titre et objet: Règlement amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RB-13 à même une partie du secteur de zone PB-56.

Nature et objet: Ce règlement modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 a pour effet d'inclure dans le secteur de zone résidentielle RB-13 deux (2) terrains (lots 1-3, 1-2) faisant partie du secteur de zone publique PB-56.

Les personnes présentes sont invitées à poser des questions sur les 2 projets de règlement présentés.

Faute de questions, LA SÉANCE EST LEVÉE.

Laurent Benn
Greffier.

Serge Morand
Maire.

INITIALES DU MAIRE
148
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

22 avril 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 22 avril 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Roger Turcotte, directeur général adjoint aux services administratifs, Jacques Dionne, conseiller juridique, et Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

335/4/85

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière tenue le 9 avril 1985; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

336/4/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté les items suivants:

8A. Félicitations (M. Gilles St-Martin).

8B. Félicitations (M. Jean-Marie Boisvert).

24A. Don au Cardinal Paul-Émile Léger (M. Edward St-Pierre).

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire commente brièvement le rapport déposé par le trésorier conformément à la Loi concernant les revenus et dépenses pour la période du 1er janvier au 31 mars 1985.

Les revenus s'établissent à 7 241 754 $ et les dépenses s'élèvent à 5 214 806 $, ce qui donne un excédent des revenus sur les dépenses de 2 026 948 $.

Monsieur le Maire estime que le premier trimestre donne des résultats satisfaisants et souhaite que les prévisions budgétaires de l'année 1985 s'avèrent réalistes jusqu'à la fin de l'exercice financier en cours.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

INITIALES DU MAIRE B.M.
149
INITIALES DU GREFFIER

337/4/85

1- VENTE DE PARTIE DU LOT 124 DU CADASTRE DU CANTON DE GRANTHAM - P.A.A.T. PHASE III

Soumissionnaire	Prix
. COOPÉRATIVE D'HABITATION PASSE-PARTOUT 945 - 120e Avenue Drummondville	11,30 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente résolution autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

338/4/85

2- TRAVAUX D'AQUEDUC, D'ÉGOUTS ET DE VOIRIE - LES JARDINS DU GOLF (DOSSIER: 0543580-1)

Soumissionnaires	Prix
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boul. Lemire Drummondville	180 036,29 $
. MARIER & FILS LTÉE 486 Cockburn Drummondville	153 893,02 $
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	168 693,15 $
. R.C. HÉBERT TRANSPORT INC. 900 St-Pierre Drummondville	187 508,40 $
. EXCAVATION RENÉ GÉLINAS INC. 2021 boul. St-Louis St-Louis de France	172 497,00 $

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la plus basse soumission jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

339/4/85

3- PROLONGEMENT DE SERVICES, RUE CHAUVEAU (règ. 1696 - réf: 8418)

Soumissionnaires	Prix
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boul. Lemire Drummondville	68 799,28 $
. MARIER & FILS LTÉE 486 Cockburn Drummondville	51 356,40 $
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	79 901,50 $
. R.C. HÉBERT TRANSPORT INC. 900 St-Pierre Drummondville	77 997,60 $

INITIALES DU MAIRE
150
INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la plus basse soumission jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

340/4/85

4- PARTIE A - TROTTOIRS ET BORDURES (DOSSIER: AE85DR02)

Soumissionnaires	Prix
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	212 805,00 $
. LAMBERT & GRENIER INC. B.M. 501, Rte Transcanadienne N.D. Bon-Conseil	205 722,85 $
. GRANDMONT & FILS LTÉE 150 Hériot Drummondville	221 327,50 $
. CONSTRUCTION HÉROUX & ALLARD (1980) INC. 625 boul. Industriel Victoriaville	229 320,15 $
. EXCAVATION TOURVILLE INC. 4960 boul. Tourville Drummondville	263 638,75 $
. LES CONSTRUCTIONS BE-CON INC. 32 boul. François-Xavier Montmorency	224 488,47 $
. TROCHAÎNES INC. 995 boul. Pierre Bertrand Ville Vanier	205 230,75 $
. LAVAL CONSTRUCTION (1980) INC. 110 Boyer Charlesbourg	204 051,25 $

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la plus basse soumission jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

341/4/85

5- PARTIE B - PAVAGE (DOSSIER: AE85DR02)

Soumissionnaires	Prix
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	307 158,75 $
. PAVAGES MASKA INC. 767 Principale St-Dominique	339 690,00 $
. LACBEC INC. 270 Principale Durham Sud	324 697,50 $

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la plus basse soumission jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

342/4/85

6- PARTIE C - ÉCLAIRAGE (DOSSIER: AE85DR02)

Soumissionnaires	Prix
. ÉLECTRO-SYSTÈME P.L. INC. 315 Chapleau Drummondville	51 190,78 $
. MARCEL ALLIE ENT. ÉLECT. 1380 Beaulac Drummondville	48 697,19 $
. NÉOLECT INC. 77 Marie-Victorin Candiac	58 616,00 $
. ARTHUR ROUSSEL INC. 700 St-Albert Québec	55 325,00 $
. PIERRE BROSSARD (1981) LTÉE 1590 Allard Brossar	50 318,00 $
. CHAGNON (1975) LTÉE 8345 Pascal Gagnon Montréal	59 390,10 $

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la plus basse soumission jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- Mesdames Nicole Sawyer et Denise Larose, au nom du comité des Grands du Sport, remercient le Conseil et l'agent de communication, Mme Lise Brodeur, pour la contribution qu'ils ont apportée à la fête organisée à l'intention de M. Marcel Larocque.

- Le Club de Patinage de Vitesse remercie le Conseil pour un don offert lors de la compétition régionale tenue le 23 mars 1985 au Centre Marcel Dionne.

- Le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. exprime son désaccord concernant l'ouverture d'une arcade dans le secteur St-Jean-Baptiste.

343/4/85 - Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement prévoyant des normes pour l'implantation et l'opération d'arcades à Drummondville.

M. Jean-Paul Généreux déclare que le Conseil est anxieux de connaître la décision de la Cour Suprême relative à une cause concernant les arcades qui doit être rendue incessamment. Cette décision permettra à la Ville d'adopter un règlement régissant l'opération d'arcades dans les limites de son territoire.

INITIALES DU MAIRE
152
INITIALES DU GREFFIER

344/4/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 4 avril au 1er mai 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 949 007,54 $.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

345/4/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le sergent Réjean Paulhus soit félicité pour l'acte de bravoure qu'il a posé en maîtrisant un individu qui s'apprêtait récemment à commettre un vol à la Banque Royale.

ADOPTÉ

346/4/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et unanimement résolu que Mme Thérèse Rousseau Houle soit félicitée pour avoir accédé au poste de doyenne de la faculté de droit à l'Université Laval. Il est également résolu qu'elle soit doublement félicitée pour être la première femme à obtenir un poste aussi prestigieux au Québec et pour l'honneur qui rejaillit sur sa famille et toute la communauté drummondvilloise qui applaudit à son succès.

ADOPTÉ

347/4/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le Club Optimiste St-Simon, Drummondville Inc. soit autorisé à organiser sa grande fête de l'amitié dans le cadre des festivités de la St-Jean 1985 et que la Ville de Drummondville accepte les demandes suivantes:

- Utilisation de l'Olympia Yvan Cournoyer et ses facilités intérieures et extérieures;
- Fourniture de tables à pique-nique, poubelles, bornes et barrières de rues;
- Service de sécurité partiel;
- Feux d'artifice le 23 juin à 23 heures;
- Autorisation de solliciter un permis de vente de boisson les 22, 23 et 24 juin 1985.

Le Club Optimiste St-Simon devra cependant respecter les règles établies par le Conseil concernant la tenue de fêtes populaires.

ADOPTÉ

348/4/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que M. Robert Lafrenière, conseiller, soit délégué au congrès de la Fédération canadienne des municipalités qui se tiendra à Calgary du 2 au 6 juin 1985.

ADOPTÉ

349/4/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que M. Serge Ménard, maire, et Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, soient accrédités comme délégués ayant droit de vote au nom de la Ville de Drummondville au congrès de la Fédération canadienne des municipalités qui se tiendra à Calgary du 2 au 6 juin 1985.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE J.M.
153
INITIALES DU GREFFIER

350/4/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que M. Daniel Cartier et Mlles Josée Trépanier et Danielle Joyal, sauveteurs-instructeurs, soient délégués au colloque de la Société Canadienne de la Croix-Rouge qui se tiendra à l'Université de Montréal les 17 et 18 mai 1985.

ADOPTÉ

351/4/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que M. Michel Binet, directeur du Service de la planification, soit délégué au congrès de l'Association québécoise des agents du bâtiment inc. qui se tiendra à Drummondville les 6, 7 et 8 juin 1985. Il est également résolu que M. Michel Binet soit félicité pour avoir accepté la présidence de ce congrès et obtenu sa tenue à Drummondville.

ADOPTÉ

352/4/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, soit délégué au séminaire organisé conjointement par l'AQTE, le ministère de l'Environnement du Québec et la Fondation de l'eau de Limoges qui se tiendra à l'UQAM (Université du Québec à Montréal) du 27 au 31 mai 1985. Il est entendu que tous les frais de participation à ce séminaire seront assumés par le Projet de coopération télématique.

ADOPTÉ

353/4/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que M. Donald Desrosiers soit délégué au colloque sur l'Administration judiciaire et le monde municipal qui se tiendra à Laval les 2 et 3 mai 1985.

ADOPTÉ

354/4/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme Les Consultants Falardeau & Associés Ltée soient retenus pour une étude concernant la révision de la signalisation dans le secteur de Drummondville-Ouest. Il est également résolu qu'une somme n'excédant pas 2 100,00 $ soit affectée au paiement des honoraires professionnels de la firme précitée.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec Les Consultants Falardeau & Associés Ltée pour l'exécution de ce mandat.

ADOPTÉ

355/4/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu de recommander à la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux que les services professionnels de M. André Camirand, architecte, soient retenus pour la préparation des plans et devis d'architecture d'une station de pompage qui sera érigée à la hauteur de la rue Cormier dans le cadre du Programme d'assainissement des eaux.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
154
INITIALES DU GREFFIER

356/4/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que les services professionnels des arpenteurs-géomètres A.-Marcel Lachapelle et Yves Noël soient retenus pour la confection d'une description technique du terrain loué au C.E.E.P.A.S. et à la Société d'Agriculture du District de Drummond.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à préciser ce mandat aux arpenteurs-géomètres précités.

ADOPTÉ

357/4/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les services professionnels des ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés soient retenus pour effectuer un essai de chargement sur la dalle de béton du 2e plancher du garage municipal et pour évaluer les coûts de réparation de cette dalle, le tout en collaboration avec Les Laboratoires Shermont Inc.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à préciser ce mandat à la firme Hamel, Beaulieu et Associés et à signer pour et au nom de la Ville tous les documents y relatifs.

ADOPTÉ

358/4/85

Attendu que le 9 avril 1985, le Tribunal de l'Expropriation a émis une ordonnance dans une cause d'expropriation demandée par la Ville de Drummondville pour obtenir la propriété du lot 126-3-15 (rue) du Canton de Grantham;

Attendu que cette ordonnance stipule que la Ville de Drummondville doit payer à Mme Émilienne Dupont Hébert une indemnité, savoir:

- Terrain exproprié:	1,00 $	
- Troubles et ennuis:	500,00 $	
- Frais d'expertise:	4 429,00 $	
Total:	**4 930,00 $**	(plus un intérêt de 5% l'an à compter de la date de la dite ordonnance);

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que:

1° la Ville de Drummondville paie à Mme Émilienne Dupont Hébert les sommes prévues à l'ordonnance du Tribunal de l'Expropriation;

2° le notaire Gérard Fradet soit mandaté pour rédiger tous les documents relatifs à cette ordonnance incluant une quittance donnée par l'expropriée;

3° le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la prise de possession par la Ville de Drummondville du lot 126-3-15 (rue) du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉ

359/4/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville accorde au Théâtre 1000 Tours une subvention de 750,00 $ pour lui permettre d'assumer une partie de ses frais d'opération et de publicité en 1985.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE J.M.
155
INITIALES DU GREFFIER Y.B

Mme Francine Ruest-Jutras explique le fonctionnement et les réalisations du Théâtre 1000 Tours qui consacre ses efforts au développement de jeunes de 8 à 18 ans désireux de s'exprimer localement et régionalement par le biais de l'art théâtral.

360/4/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte de son fonds de roulement une somme de 15 000,00 $ pour l'achat d'équipement de bureaux.

Le détail de cet emprunt est donné à l'annexe "A" attachée à la présente résolution pour en faire partie intégrante. Cet emprunt sera remboursé en trois versements égaux et consécutifs, savoir:

5 000,00 $ en 1985
5 000,00 $ en 1986
5 000,00 $ en 1987.

ADOPTÉ

361/4/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que les Services récréatifs et communautaires soient autorisés à prêter au camping St-Majorique 24 estrades pour la tenue d'activités les 28, 29 et 30 juin 1985.

ADOPTÉ

362/4/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les élèves du Collège St-Bernard participant au projet "Développement jeunesse et paix 1985" soient autorisés à utiliser le terrain de stationnement du marché public le 11 mai 1985 de 9 heures à 17 heures pour la tenue d'un lave-auto.

ADOPTÉ

363/4/85

Attendu que Son Éminence le Cardinal Paul-Émile Léger sera l'objet d'une réception civique à l'hôtel de ville le 24 avril 1985;

Attendu que ce prélat effectue une tournée pour la cueillette de fonds destinés à l'Institut Fame Pereo qu'il a fondé;

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville remette à Son Éminence le Cardinal Paul-Émile Léger un chèque de 1 000,00 $ comme contribution à l'oeuvre humanitaire qu'il soutient.

ADOPTÉ

364/4/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le Conseil autorise la tenue de la 9e édition du Tournoi provincial de baseball Pee Wee de Drummondville qui se tiendra aux parcs Celanese et Messier du 24 juin au 1er juillet 1985. Il est également résolu que des voeux de succès soient offerts aux équipes participantes à ce tournoi de prestige et que cette activité se tienne dans le cadre des politiques établies concernant les manifestations populaires.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

156

INITIALES DU GREFFIER

365/4/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le club de "Moto Club Drummond" soit autorisé à tenir une compétition (courses d'accélération de motocyclettes) le 8 juin 1985 sur la rue Haggerty. Les organisateurs devront accepter les directives du Service de la sécurité publique, du Service des travaux publics et des Services récréatifs et communautaires qui ont la responsabilité de faire respecter les politiques établies concernant la tenue des fêtes populaires.

ADOPTÉ

366/4/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents pertinents à une demande de subvention dans le cadre du programme d'aide au développement des équipements de loisir (volets 1 et 2). La Ville s'engage à respecter les règles et normes du programme ci-après décrit:

Volet 1

Projet 1: Éclairage intérieur de la piscine du Centre Culturel

36 575 $ subventionnés à 50%

Projet 2: Réaménagement du terrain de soccer-football au terrain St-Jean-Baptiste

47 025 $ subventionnés à 50%

Projet 3: Réaménagement du parc Roland Tessier

28 050 $ subventionnés à 50%

Volet 2

Balançoires pour plusieurs parcs

15 000 $ subventionnés à 50%.

ADOPTÉ

367/4/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville recommande au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche d'accepter le projet présenté par le Club de gymnastique les Djinns de Drummondville dans le cadre du Programme d'aide au développement des équipements de loisir (P.A.D.E.L.), Volet 2, qui prévoit l'achat d'équipement: barres asymétriques et sous plancher de tapis de sol.

Il est entendu que ce projet ne prévoit aucune responsabilité financière de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

368/4/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville appuie le Club d'Âge d'Or Ste-Thérèse Inc. qui sollicite du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche un projet P.A.D.E.L. (Programme d'aide au développement des équipements de loisir) concernant la rénovation de sa salle de loisir et l'installation d'un système de ventilation. Il est entendu que la Ville de Drummondville ne s'engage à aucune obligation financière concernant le projet précité.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

157

INITIALES DU GREFFIER

369/4/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le comité de bénévoles du Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. soit autorisé à tenir les Fêtes de la St-Jean 1985.

Il est également résolu que le Conseil accepte les demandes de services formulées dans une lettre datée du 18 avril 1985, laquelle est annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A". Cette acceptation est cependant conditionnelle au respect des politiques établies par le Conseil concernant la tenue des fêtes populaires.

ADOPTÉ

370/4/85

ATTENDU QUE par un acte notarié enregistré sous le numéro 242302 le 30 octobre 1978, l'ex-Ville de Drummondville-Sud s'est portée acquéreur d'un immeuble sis et situé en la municipalité de Drummondville-Sud, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Grantham, comté de Drummond, comme étant une partie du lot deux cent dix-neuf de la subdivision officielle du lot cent trente-neuf (139-P-219 Grantham) à distraire du lot 139-219, soit une lisière de terrain de trente-quatre pieds (34') de longueur par trois pieds (3') de profondeur, en vertu d'un acte de vente enregistré à Drummond sous le numéro 112230 le 30 octobre 1950;

ATTENDU QUE l'acte d'achat cité au premier paragraphe de la présente résolution prévoit que l'ex-Ville de Drummondville-Sud (devenue la Ville de Drummondville en vertu de la fusion décrétée par les lettres patentes émises le 2 décembre 1981 et ratifiées le 26 décembre 1981) devra rétrocéder au propriétaire pour la somme de 1,00 $ une partie de terrain acquise le 22 février 1974;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville rétrocède pour la somme de 1,00 $ à Mme Irène Turcotte un terrain, situé à l'angle des rues Ste-Thérèse et Charles-Garnier à Drummondville, de figure régulière, mesurant trente-quatre pieds (34') de largeur sur quatre-vingt-dix-sept pieds (97') de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot numéro deux cent dix-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent trente-neuf (139-219 Ptie N.O.), au cadastre officiel du canton de Grantham, comté de Drummond, ainsi borné: En front au sud-est par une partie du même lot 139-219 (rue Ste-Thérèse), d'un côté au nord-est par le lot 139-234 (rue Charles-Garnier), en arrière au nord-ouest par une partie du lot 139-222, et de l'autre côté au sud-ouest par une partie du lot 139-220, propriété de l'acquéreur.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la rétrocession du terrain précité.

ADOPTÉ

371/4/85

ABROGÉE PAR RÉS. 643/7/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que la résolution no. 127/2/85 soit amendée pour remplacer les numéros de minutes 662 et 663 par les numéros 792 et 793 apparaissant au 4e attendu et à l'article 1 de ladite résolution.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
158
INITIALES DU GREFFIER

372/4/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les états financiers de l'Office municipal d'habitation de Drummondville pour l'année d'opération 1984 soient acceptés tels que vérifiés par Verrier, Richard, Hébert, Béliveau, Paquin et Associés.

ADOPTÉ

M. Jean-Paul Généreux résume les états financiers de l'O.M.H.D. pour l'année d'opération 1984, indique également le nombre de logements administrés par cet organisme et traite des revenus et de l'âge des occupants de ces logements.

373/4/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 avril 1985 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

374/4/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 9 avril 1985 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

375/4/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à instaurer deux zones de stationnement interdit d'une longueur de quarante (40) pieds en face du 225 rue StJean et du 250 rue St-Édouard.

ADOPTÉ

376/4/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à enlever une zone de stationnement interdit le long de la rue Des Écoles, côté ouest, entre la rue St-Jean et le 531 de la rue Des Écoles.

ADOPTÉ

377/4/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place une signalisation adéquate pour indiquer le stationnement St-Louis/Manseau et à installer des enseignes aux intersections suivantes:

St-Marcel/St-Jean
St-Marcel/St-Louis
St-Marcel/Manseau
St-Joseph/St-Louis
St-Joseph/Manseau.

ADOPTÉ

378/4/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place deux zones de stationnement limité à 60 minutes rue Manseau, côtés sud et nord, entre la rue St-Marcel et le stationnement St-Louis/Manseau.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE J.M.
159
INITIALES DU GREFFIER

379/4/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à enlever la zone de stationnement interdit localisée sur la rue Hériot, côté est, entre les rues Duchesne et Des Forges.

ADOPTÉ

380/4/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le projet de règlement No. 1707 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin d'agrandir le secteur de zone RA/A-2 à même une partie du secteur de zone PA-2, soit et est adopté et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

381/4/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le projet de règlement No. 1708 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin d'agrandir le secteur de zone CB-24 à même une partie du secteur de zone RC-26, soit et est adopté et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

382/4/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le projet de règlement No. 1709 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin d'agrandir le secteur de zone CB-12 à même le secteur de zone IA-5 ainsi abrogé, soit et est adopté et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

383/4/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le projet de règlement No. 1710 modifiant le règlement de zonage municipal No.1400 afin de permettre une densité d'occupation accrue sur les terrains localisés dans les classes de zone CA, CB, CC, IA, IB et IC, de spécifier des normes pour l'installation de réservoirs d'essence et de fixer le nombre de cases de stationnement pour les garderies, soit et est adopté et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

384/4/85

Lecture est donnée du règlement No. 1698 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone CB-16 à même le secteur de zone RC-14, ainsi abrogé.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1698 a été adopté par la résolution no. 279/3/85 le 25 mars 1985;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1698 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 25 mars 1985;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1698 a été régulièrement donné le 9 avril 1985 (rés. 327/4/85);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 22 avril 1985 à 19 H 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1698;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans le secteur concerné et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 22 avril 1985 ainsi que les locataires inscrits sur l'annexe de la liste électorale d'un immeuble visé dans le secteur concerné, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1698 et ce de 9 heures à 19 heures les 13 et 14 mai 1985.

385/4/85

Lecture est donnée du règlement No. 1699 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RB-13 à même une partie du secteur de zone PB-56.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1699 a été adopté par la résolution no. 280/3/85 le 25 mars 1985;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1699 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 25 mars 1985;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1699 a été régulièrement donné le 9 avril 1985 (rés. 328/4/85);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 22 avril 1985 à 19 H 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1699;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 22 avril 1985 ainsi que les locataires inscrits sur l'annexe de la liste électorale d'un immeuble visé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1699 et ce de 9 heures à 19 heures les 13 et 14 mai 1985.

386/4/85

Lecture est donnée du règlement No. 1706 décrétant l'exécution de travaux pour un montant de 1 500 000,00 $ pour la réalisation du programme ReviCentre et un emprunt de 750 000,00 $ à cette fin.

INITIALES DU MAIRE
161
INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que ce règlement soit relu à une prochaine séance du Conseil avant son adoption.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire se fait le porte-parole du Conseil pour offrir des condoléances à M. Michel Binet, directeur du Service de la planification de la Ville de Drummondville, à l'occasion du décès de son père, M. Charles-Henri Binet.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenante: Mlle Nicole Savoie, 491 rue Bruno.

Cette personne estime que les félicitations formulées à l'endroit du sergent Réjean Paulhus au début de l'assemblée étaient prématurées. Il aurait été préférable d'attendre les conclusions de l'enquête du coroner avant de porter un jugement sur le comportement de cet agent de la paix.

- Intervenant: M. Ovelus Demers, 51 - 117e Avenue.

Ce contribuable souhaite que la Ville sollicite un projet P.A.D.E.L. subventionné à 50% pour réaménager un petit parc de repos sur la 123e Avenue qui a été désaffecté depuis la fusion de Drummondville avec l'ex-Ville de Drummondville-Sud.

M. Edward St-Pierre explique à M. Ovelus Demers qu'un projet de consultation sera réalisé dans le secteur St-Philippe pour connaître l'opinion des résidents concernant les besoins à satisfaire dans le secteur sud de la Ville au chapitre des parcs. Le Conseil sera à l'écoute des citoyens et il entend donner à ce secteur des équipements adéquats sans pour autant consacrer dans l'immédiat des sommes très importantes qui n'ont pas été budgétées pour l'année 1985.

M. Ovelus Demers poursuit son exposé et traite des points suivants:
Le président du R.C.D. a fait preuve d'arrogance lors de la dernière séance du Conseil en mettant en doute les chiffres apparaissant aux états financiers de la Ville de Drummondville pour l'année d'opération 1984 qui s'est soldée par un excédent de 840 000 $ de revenus.
Cette façon d'agir ne peut que nuire à la bonne réputation de la Ville et constitue une insulte à l'endroit des administrateurs municipaux. Le président du R.C.D. devrait déposer au Conseil ses lettres de créance pour représenter les citoyens.
S'il peut le faire, le Conseil devrait lui fournir les équipements nécessaires pour faciliter ses interventions publiques durant les séances du Conseil.

M. Ovelus Demers réitère une demande plusieurs fois exprimée devant le Conseil pour obtenir la réouverture de la 123e Avenue jusqu'à la route 55 pour desservir les industriels et les marchands du secteur de l'ex-Ville de Drummondville-Sud.

M. Gilles St-Martin déclare que le ministère des Transports du Québec s'oppose à l'ouverture de cette rue.

INITIALES DU MAIRE
B.M.
162
INITIALES DU GREFFIER

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

M. Hervé Savoie félicite le Conseil pour le rapport financier du 1er trimestre de l'année en cours. Il espère que ce rapport favorable indique que l'année 1985 permettra de baisser considérablement la dette municipale.

Question 1 - Pourquoi la Ville doit-elle procéder à l'acquisition d'équipement de bureaux et dépenser environ 15 000 $ à ce chapitre?

Réponse: M. Robert Lafrenière explique que la Ville a procédé à l'engagement d'un coordonnateur technique et engagera prochainement un directeur des communications. Il s'agit de meubler des locaux autrefois occupés par la Société de développement économique de Drummondville. Le Conseil veut également acheter de l'équipement plus perfectionné pour accélérer et faciliter le travail de deux secrétaires de la Direction générale de la Ville. Le Conseil a voté une somme de 15 000 $ pour ces équipements mais a donné des directives pour que les achats soient faits avec discernement et prudence.

Question 2 - Le Conseil a accepté plusieurs projets P.A.D.E.L. dans lesquels la Ville devra investir 50% des coûts. Est-ce que ces dépenses étaient déjà prévues au budget 1985?

Réponse: Son Honneur le Maire explique que des sommes importantes sont inscrites au budget de l'année 1985 mais que tous les efforts sont faits pour obtenir des subventions qui permettraient de réaliser des économies. Il est peu probable cependant que tous les projets présentés au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche soient acceptés.

Question 3 - Le président du R.C.D. veut savoir pourquoi la Ville revend pour 1,00 $ le lot 139-219?

Réponse: Le greffier explique que la Ville ne fait que se conformer à un engagement contracté par l'ex-Ville de Drummondville-Sud.

M. Jean-Paul Généreux explique au président du R.C.D. les critères utilisés pour fixer les prix des logements administrés par l'O.M.H.D.

Question 4 - M. Hervé Savoie veut savoir si la Ville de Drummondville a déjà demandé au gouvernement fédéral d'aménager un stationnement pour les employés du Bureau de poste et si non, a-t-elle l'intention de le faire?

Le Conseil prend bonne note de cette suggestion.

Le président du R.C.D. traite des sujets suivants et le Conseil lui fournit les explications pertinentes:

- Modification au règlement de zonage pour permettre la reconstruction du magasin Pratte & Fils.
- Contrat de location avec Bell Canada pour l'installation de caméras.
- Honoraires professionnels à l'architecte responsable du projet de réaménagement du Centre Culturel.
- Subvention de 1 000 $ au Club Vélo-Cité.
- Nécessité de démolir certaines maisons vétustes dans le bas de la Ville.
- Projet de réaménagement et de construction d'une passerelle au Centre Marcel Dionne.

INITIALES DU MAIRE
163
INITIALES DU GREFFIER

- Un chèque de 267 $ fait à l'ordre du club Les Anciens de Drummondville Inc.
- Un chèque de 923,40 $ fait à l'ordre de la Cité des Loisirs.
- Un chèque de 2 268,25 $ fait à l'ordre de R. Pominville Ltée.
- Un chèque de 12 917,00 $ fait à l'ordre de la Régie Intermunicipale (Déchets) de la région de Drummond.
- Un chèque de 4 479,88 $ payable à M. Antonio Baril.
- Un chèque de 37 714,00 $ payable à M. Jacques Bergeron.
- Transport Diligence Inc. - 10 000,00 $.
- Étude de revitalisation du Centre-Ville et nécessité d'aménager des espaces supplémentaires de stationnement.

M. Hervé Savoie invite tous les membres du R.C.D. à assister à une assemblée générale qui se tiendra à l'école St-Joseph le 24 avril 1985.

- Intervenant: M. Luc Gariépy de CHRD pose les questions suivantes:

Question 1 - Suite à un avis prévoyant que la Commission municipale tiendra le 14 mai une audience pour entendre les organismes concernés par la fermeture du dépotoir de St-Nicéphore, pourquoi cette municipalité est-elle citée comme "intimée"?

Réponse: Me Jacques Dionne, conseiller juridique, explique que c'est probablement parce que la municipalité de St-Nicéphore est propriétaire de ce dépotoir.

Question 2 - Quel est le coût de la fermeture du dépotoir?

Réponse: Son Honneur le Maire explique que ce coût n'a pas encore été évalué, il le sera après l'audience de la Commission municipale.

Question 3 - Qui doit payer pour la fermeture du dépotoir?

Réponse: Le maire indique qu'il y aura des discussions avec la municipalité de St-Nicéphore.

Question 4 - Est-ce que la Commission municipale peut aider aux négociations à intervenir entre la Ville et St-Nicéphore?

Réponse: L'audience de la Commission municipale portera sur la contestation de l'ordonnance émise par le ministère de l'Environnement concernant l'obligation de procéder à la fermeture du dépotoir.

Question 5 - Est-ce que la Commission municipale a un pouvoir sur l'ordonnance du ministre de l'Environnemen

Réponse: Oui.

- Intervenant: M. Hervé Bourbeau.

M. Bourbeau s'informe de la nature et de l'objectif du voyage récemment effectué en Europe par quatre représentants de Drummondville. Il souhaite que cette dépense rapporte des dividendes.

INITIALES DU MAIRE
164
INITIALES DU GREFFIER

Selon lui, Drummondville ne progresse pas assez rapidement et il faudrait accélérer l'implantation de nouvelles industries. Notre Ville devrait obtenir une plus grande publicité des postes de télévision et des journaux.

Son Honneur le Maire explique que la délégation de la Ville a certainement travaillé de son mieux pour que ce voyage se traduise par des retombées économiques importantes.

Quant à la publicité, Drummondville depuis trois ans par son Festival mondial de folklore, son Tournoi international de hockey midget et cette année, par la finale de la Coupe Mémorial, obtient une part de publicité qui devient de plus en plus importante et valable.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, fixe la prochaine séance régulière au lundi, 13 mai 1985 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Greffier.

Maire.

INITIALES DU MAIRE
165
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

6 mai 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 6 mai 1985 à 17 h 00, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée pour les fins suivantes:

"

1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire.
2. Récitation de la prière.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Ouverture de soumissions:
   a) Modifications - Usine de traitement d'eau
   b) Vente de terrains dans le secteur Les Jardins du Golf.
5. Choix des soumissionnaires pour les équipements de scène du Centre Culturel.
6. Autorisation au Club de racquetball Drummond de tenir une manifestation de jogging de 10 kilomètres dans les rues de la Ville mardi, le 14 mai entre 18H30 et 20H00.
7. Acceptation de la liste des policiers temporaires à embaucher en 1985.
8. Résolution autorisant le maire et le greffier à signer tous les documents relatifs à l'acquisition des terrains offerts par Téléglobe Canada (Paiement à même les surplus libres de la Ville).
9. Avis de motion d'un règlement décrétant l'exécution de travaux pour un montant de 1 530 000,00 $ pour la réalisation du programme ReviCentre et un emprunt de 780 000,00 $ à cette fin.
10. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, et M. Pierre Genest, ingénieur-consultant, assistent à l'assemblée à titre de personnes ressources. M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

387/5/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

INITIALES DU MAIRE
166
INITIALES DU GREFFIER

388/5/85

1- MODIFICATIONS À L'USINE DE TRAITEMENT D'EAU - (DOSSIER: 0342580)

a) Lot: **entreprise générale**

Soumissionnaires	Montant total	Prix séparé
. BUGÈRE CONSTRUCTION INC.	1 786 150 $	260 648 $
. DESHAIES & RAYMOND INC.	1 731 982 $	237 500 $
. CONST. PÉPIN & FORTIN	1 725 000 $	210 000 $

b) Lot: **mécanique hydraulique**

Soumissionnaires	Montant total	Prix séparé
. LES CONSTRUCTIONS TECKSOL INC.	1 641 000 $	245 000 $
. LES ENTREPRISES HANKIN LTÉE	1 649 000 $	200 000 $
. MÉCANIQUE FILÉPUR INC.	1 843 000 $	252 000 $

c) Lot: **décantation dynamique**

Soumissionnaire	Montant total
. DEGRÉMONT INFILCO	488 269 $

d) Lot: **ozone**

Soumissionnaires	Montant total
. BBC BROWN BOVERI CANADA INC.	949 700 $
. DEGRÉMONT INFILCO	778 974 $
. LES ENTREPRISES HANKIN LTÉE	870 138 $
. LES CONSTRUCTIONS TECKSOL INC.	1 047 788 $

e) Lot: **contrôle & instrumentation**

Soumissionnaires	Montant total	Prix séparé
. CONSTRUCTION LONFES INC.	256 000 $	9 500 $
. MÉCANIQUE FILÉPUR INC.	233 460 $	4 500 $

f) Lot: **électricité**

Soumissionnaires	Montant total	Prix séparé
. A. VACHON LTÉE	484 500 $	-
. ÉLECTRO SYSTÈME P.L. INC.	542 810 $	-
. PAUL SAVARD ENT. ÉLEC.	478 774 $	6 000 $
. GCM LTÉE	513 800 $	-
. CONSTRUCTION ONDEL INC.	447 000 $	5 000 $

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ces soumissions soient retenues pour étude.

ADOPTÉ

389/5/85

2- VENTE DES LOTS 124-276, 124-280, 124-281 ET 124-282 DU CADASTRE DU CANTON DE GRANTHAM - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaire	Prix
. LES CONST. GÉRARD HÉBERT INC. 2350 boul. Guévremont St-Cyrille	17,23 $ le mètre carré

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

INITIALES DU MAIRE
167
INITIALES DU GREFFIER

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente des terrains précités.

ADOPTÉ

390/5/85

3- VENTE DU LOT 124-256 DU CADASTRE DU CANTON DE GRANTHAM (LES JARDINS DU GOLF)

Soumissionnaire	Prix
. RAYNALD ROY 2400 boul. Lemire Drummondville	17,22 $ le mètre carré

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente du terrain précité.

ADOPTÉ

391/5/85

4- VENTE DES LOTS 124-268 ET 124-269 DU CADASTRE DU CANTON DE GRANTHAM (LES JARDINS DU GOLF)

Soumissionnaire	Prix
. LES ENTREPRISES BROUILLETTE ENRG. 4500 boul. St-Joseph Drummondville	17,22 $ le mètre carré

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente des terrains précités.

ADOPTÉ

392/5/85

5- VENTE DU LOT 126-3-363 DU CADASTRE DU CANTON DE GRANTHAM (LES JARDINS DU GOLF)

Soumissionnaire	Prix
. B. CUSSON ou son mandataire Christian Cusson 2025 St-Georges, app. 5 Drummondville	17,22 $ le mètre carré

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente du terrain précité.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
168
INITIALES DU GREFFIER

393/5/85

Attendu que le Conseil de la Ville de Drummondville croit qu'il est de l'intérêt des contribuables d'acquérir les terrains mis en vente par Téléglobe Canada, d'une superficie approximative de 307 âcres;

Attendu que la Ville de Drummondville accepte de payer ce terrain comptant au moment de la signature de l'acte d'achat et ce pour le prix de 325 000 $;

Attendu que la Ville dispose de surplus libres pour effectuer en totalité le paiement de ce montant;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que la Ville de Drummondville acquière de Téléglobe Canada pour le prix de 325 000 $ une superficie de terrain d'environ 307 âcres dont la description apparaîtra à l'acte d'achat.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer tous les documents relatifs à l'acquisition du terrain précité.

ADOPTÉ

Le Conseil procède au choix des soumissionnaires pour les équipements de scène du Centre Culturel. (Soumissions ouvertes publiquement le 26 avril 1985)

394/5/85

CCD-ES-1,-2 : COMPOSANTES D'ÉQUIPEMENTS DE SCÈNE

Soumissionnaires	ES-1	ES-2
. PROLUX CONCEPT ILLUMINATION INC. agent pour JOEL THEATRICAL RIGGING CONTRACTOR (1980) LTD.	18 779 $	11 850 $
. ÉQUIPEMENT DE THÉÂTRE G.C. LTÉE	22 877 $	12 600 $

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la soumission de **Prolux Concept Illumination Inc. agent pour Joel Théâtrical Rigging Contractor (1980) Ltd.** soit retenue conditionnellement à l'exécution de l'ensemble des travaux de réaménagement du Centre Culturel par un entrepreneur général.

ADOPTÉ

395/5/85

CCD-ES-3 : PORTEUSES MOTORISÉES POUR ÉCLAIRAGE SCÉNIQUE

Soumissionnaires	ES-3
. GAGNON LAFOREST	24 700 $
. LES ATELIERS MARCEL DESROCHERS INC.	32 650 $
. PROLUX CONCEPT ILLUMINATION INC.	31 365 $
. ÉQUIPEMENT THÉÂTRE G.C. LTÉE	20 225 $

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la soumission de **Équipement Théâtre G.C. Ltée** soit retenue conditionnellement à l'exécution de l'ensemble des travaux de réaménagement du Centre Culturel par un entrepreneur général.

ADOPTÉ

396/5/85

CCD-ES-4,-5 : ÉQUIPEMENT D'ÉCLAIRAGE SCÉNIQUE

Soumissionnaires	ES-4	ES-5
. MULTI-ÉCLAIRAGE INC.	21 785,01 $	35 139,00 $
. LES INDUSTRIES DESRY	15 096,50 $	24 525,00 $
. LES ÉCLAIRAGES PERFORMANCES LTÉE	24 975,00 $	20 000,00 $
. SERVISPEC INC.	21 745,50 $	13 176,00 $

INITIALES DU MAIRE

169

INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la soumission de **Servispec Inc.** soit retenue conditionnellement à l'exécution de l'ensemble des travaux de réaménagement du Centre Culturel par un entrepreneur général.

ADOPTÉ

397/5/85

CCD-ES-6 : ÉQUIPEMENT DE SONORISATION

Soumissionnaires	ES-6
. R.C.A. INC.	16 443,75 $
. BRUIT BLEU SONORISATION INC.	17 995,90 $

Attendu que seule la soumission de **Bruit Bleu Sonorisation Inc.** est conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville; il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que cette soumission soit retenue conditionnellement à l'exécution de l'ensemble des travaux de réaménagement du Centre Culturel par un entrepreneur général.

ADOPTÉ

398/5/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le Club de racquetball Drummond soit autorisé à tenir une manifestation de jogging de 10 kilomètres dans les rues de Drummondville, mardi le 14 mai 1985 entre 18h30 et 20h00; le tout suivant la politique d'assistance aux manifestations populaires établie par la Ville et les directives du Service de la sécurité publique.

ADOPTÉ

399/5/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'engagement de 6 policiers temporaires dont les noms apparaissent ci-après:

MM. Paul Chiasson, Guy Ritcher, Gabriel Beaupré, Pierre Bélisle, Noris Dionne et Gaston Lefebvre

pour la saison estivale 1985.

Cette résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution no. 317/4/85.

ADOPTÉ

400/5/85

Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement décrétant l'exécution de travaux pour un montant de 1 530 000 $ pour la réalisation du programme ReviCentre et un emprunt de 780 000 $ à cette fin:

- Planification	100 000 $
- Infrastructures	203 320 $
- Aménagements urbains	1 132 810 $
- Programme d'embellissement	63 870 $
- Financement de l'emprunt	30 000 $
TOTAL:	1 530 000 $
Moins subvention du MAM:	750 000 $
EMPRUNT:	**780 000 $**

Période de questions et renseignements

M. Hervé Savoie, président du R.C.D., veut connaître le montant de l'offre initiale que la Ville a faite à Téléglobe Canada pour l'acquisition d'un terrain que la Ville se propose de payer 325 000 $.

Son Honneur le Maire lui explique que la Ville a offert 200 000 $ pour 250 âcres de terrain mais qu'elle accepte de payer 325 000 $ pour 307 âcres.

M. Gérald Prince, journaliste, veut connaître l'usage probable du terrain acheté de Téléglobe Canada.

Son Honneur le Maire déclare que ce terrain a une valeur très appréciable et que son utilisation fera l'objet d'études par le Conseil.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire déclare que LA SÉANCE EST LEVÉE.

....

Greffier. Maire.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

13 MAI 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 13 mai 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

Son Honneur le Maire et M. Jean-Guy Provencher, président du Syndicat des employés municipaux, cols blancs et cols bleus, procèdent à la signature de la convention collective qui régira les employés durant les années 1985 et 1986.

Le premier magistrat de la Ville se fait le porte-parole du Conseil pour remercier les représentants du Syndicat des employés municipaux pour leur collaboration à négocier une convention de travail dans un climat de compréhension fort apprécié des autorités municipales. Son Honneur le Maire souligne également la contribution de MM. Claude Boucher, directeur général, Roger Turcotte, trésorier, et Majella Crôteau, directeur adjoint du Service du personnel, qui ont agi comme représentants du Conseil au cours des négociations. Il termine en demandant aux employés municipaux de continuer à fournir aux citoyens des services de qualité.

Après avoir offert des félicitations à quatre étudiants qui se sont signalés lors de la tenue du concours "Génies en herbe" organisé par la Société Radio-Canada au cours de la saison 1984-1985, Son Honneur le Maire remet un certificat de citoyen émérite à MM. Patrick Turcotte, Alexandre Cusson, Daniel Camirand et Mario Tracy.

INITIALES DU MAIRE
171
INITIALES DU GREFFIER

M. J.-Marcel Lefebvre, directeur du Service de la sécurité publique, invite Son Honneur le Maire à proclamer la Semaine de la Police 1985.

Son Honneur le Maire donne lecture d'un texte qui souligne l'importance pour les citoyens de collaborer avec les agents de la paix pour améliorer la protection de notre collectivité.

M. Robert Lafrenière, président du Comité de la sécurité publique, résume brièvement les activités qui se dérouleront au cours de la semaine du 12 au 18 mai 1985 au poste de police, dans les écoles, les centres de loisirs, les salles de billards, etc. Il conclut en invitant toute la population et particulièrement les jeunes à participer aux nombreuses activités organisées dans le cadre de la Semaine de la Police 1985.

Son Honneur le Maire proclame la participation de Drummondville au Grand Défi Canadien lancé par la Ville de Frédéricton qui s'insère dans la semaine de l'activité au Canada dans le cadre du rendez-vous Kino au Québec.

Il invite la population à s'inscrire aux activités diverses qui se dérouleront à la piste St-Jean-Baptiste le 29 mai 1985.

401/5/85

Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 22 avril 1985.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que ce procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

402/5/85

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 22 avril 1985; il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

403/5/85

Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 6 mai 1985.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ce procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

404/5/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté après y avoir ajouté les items suivants:

9A. Félicitations (M. Gilles St-Martin).

32A. Villes et villages fleuris (M. Denis Savoie).

ADOPTÉ

M. Gilles St-Martin déclare que samedi le 11 mai dernier, il a assisté à un spectacle présenté par le groupe folklorique Mackinaw, la troupe de relève et la troupe des jeunes. Cette démonstration était haute en couleur et les spectateurs ont pu apprécier la qualité de la chorégraphie conçue par le

INITIALES DU MAIRE
172
INITIALES DU GREFFIER

nouveau conseiller technique, ainsi que le professionnalisme des membres de ces diverses troupes. Cette première démonstration est un présage du succès que remportera le groupe folklorique Mackinaw lors du prochain Festival.

M. J.-Bruno Smith souligne que lors d'un dîner ce jour même, la troupe folklorique Mackinaw a donné un spectacle aux convives réunis dans le cadre des compétitions de la Coupe Mémorial. La participation de la troupe folklorique Mackinaw a été fort appréciée tant pour la démonstration artistique que pour les costumes colorés portés par les danseurs. Mackinaw continue d'être la fierté de tous les drummondvillois et mérite des félicitations et des remerciements.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

405/5/85

1- VENTE DE PARTIE DU LOT 167 DU CADASTRE DU CANTON DE GRANTHAM (BOULEVARD ST JOSEPH

Soumissionnaire	Prix
. LES FONDATIONS WICKHAM INC. (M. Denis St-Onge, prés.) Wickham	125 500,00 $

Attendu que cette soumission s'avère conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville, il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à l'acte de vente du terrain précité.

ADOPTÉ

406/5/85

2- VENTE D'UN BALAI DE RUE

Soumissionnaires	Prix
. SOCIÉTÉ J.-G. LEFÈBVRE LTÉE	855,00 $
. MACHINERIE SAINT-AMANT INC.	1 562,00 $

Attendu que plusieurs membres du Conseil préféreraient étudier la possibilité de faire réparer ce balai au lieu de s'en départir pour une somme minime; il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que ces soumissions soient retenues pour étude.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

407/5/85 - Le Club Optimiste de Drummondville sollicite l'autorisation d'utiliser le stationnement du marché public samedi le 18 mai 1985 pour tenir un rodéo de bicyclettes durant la Semaine de la sécurité à bicyclette. En cas de pluie, les organisateurs demandent l'autorisation d'utiliser le Centre communautaire sur le terrain de l'exposition.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que l'utilisation du stationnement du marché public soit autorisée. En cas de pluie, l'autorisation d'utiliser le Centre communautaire sur le terrain de l'exposition devra être sollicitée auprès du C.E.E.P.A.S. qui est propriétaire de cette bâtisse. La Ville de Drummondville fournira gratuitement 50 bornes rouges pour la tenue de ce rodéo.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE L.M.
173
INITIALES DU GREFFIER

408/5/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 20 avril au 13 mai 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 833 571,82 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

409/5/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que les services professionnels des arpenteurs-géomètres Jodoin et Grondin soient retenus pour décrire une partie du lot 168 du cadastre du Canton de Grantham afin de permettre le redressement de la rue Gauthier et un échange de terrain avec Dame Gisèle Surprenant Lemieux.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à préciser ce mandat aux arpenteurs-géomètres précités et à négocier une entente avec Dame Gisèle Surprenant Lemieux concernant le partage des honoraires professionnels à être payés à la firme Jodoin et Grondin.

ADOPTÉ

410/5/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Michel Boileau, notaire, soient retenus pour rédiger un acte d'échange de terrain (partie du lot 168 du cadastre du Canton de Grantham) entre la Ville de Drummondville et Dame Gisèle Surprenant Lemieux.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'échange de terrain (Ptie du lot 168 du cadastre du Canton de Grantham) avec Dame Gisèle Surprenant Lemieux, rédigé par Me Michel Boileau. Ces personnes sont également autorisées à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les autres documents relatifs à l'échange précité.

ADOPTÉ

411/5/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que les services professionnels des arpenteurs-géomètres A.-Marcel Lachapelle et Yves Noël soient retenus pour effectuer les travaux d'arpentage et autres reliés au programme ReviCentre.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à préciser ce mandat aux arpenteurs-géomètres précités.

ADOPTÉ

412/5/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Denis Gariépy, notaire, soient retenus pour la rédaction de documents relatifs à la réalisation du programme ReviCentre.

INITIALES DU MAIRE
174
INITIALES DU GREFFIER

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à préciser ce mandat au procureur précité.

ADOPTÉ

413/5/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Jean Côté, avocat, soient retenus pour la préparation de documents légaux relatifs au programme ReviCentre.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à préciser ce mandat au procureur précité.

ADOPTÉ

414/5/85

ATTENDU QUE la Société d'Agriculture du District de Drummond s'apprête à construire sur le terrain de l'exposition appartenant à la Ville de Drummondville, un Centre Équestre subventionné par le gouvernement fédéral;

ATTENDU QUE la Société d'Agriculture du District de Drummond doit emprunter de la Banque Canadienne Impériale de Commerce pour financer la construction de ce Centre Équestre en attendant le versement d'une subvention par le gouvernement fédéral;

ATTENDU QUE le Centre Équestre après sa construction deviendra la propriété de la Ville de Drummondville, en vertu d'une convention intervenue le 14 juillet 1972 et enregistrée sous le numéro 195405 au Bureau d'Enregistrement de Drummond;

ATTENDU QUE le Conseil de la Ville de Drummondville juge qu'il est opportun et dans l'intérêt de la Ville de garantir un emprunt de 300 000,00 $ fait à la Banque Canadienne Impériale de Commerce (succursale de Drummondville) par la Société d'Agriculture du District de Drummond et ce pour une période de six (6) mois;

IL EST PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. GILLES ST-MARTIN, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

1° QUE la Ville de Drummondville garantisse le paiement sur demande à la Banque Canadienne Impériale de Commerce de toutes les dettes de la Société d'Agriculture du District de Drummond relatives à la construction d'un Centre Équestre envers ladite Banque, et que la Ville de Drummondville cède son rang de priorité sur toutes ses créances et réclamations contre ladite Société d'Agriculture du District de Drummond, en faveur des créances et réclamations de ladite Banque contre ladite Société d'Agriculture du District de Drummond de la manière et selon les conditions énoncées dans la formule de cautionnement et consentement à priorité, de la Banque, connue sous le numéro 81, et dont un exemplaire a été soumis aux membres du Conseil de la Ville de Drummondville;

2° QUE le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le trésorier ou le trésorier adjoint de la Ville de Drummondville, soient autorisés à signer et à livrer à ladite Banque, au nom et pour le compte de la Société d'Agriculture du District de Drummond et sous son sceau corporatif, un bond de cautionnement et un consentement à priorité, dont la teneur doit être conforme, en substance, à celle de l'exemplaire de formule sus-mentionnée, sujet aux modifications qui seraient approuvées par le président, la signature par lui desdits documents constituant une preuve concluante de son approbation;

INITIALES DU MAIRE

175

INITIALES DU GREFFIER

3° QUE le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le trésorier ou le trésorier adjoint de la Ville de Drummondville, soient autorisés à signer et à livrer, au nom et pour le compte de la Société d'Agriculture du District de Drummond et sous son sceau corporatif, tous autres documents et instruments, et à accomplir toutes actions et choses qui pourraient s'avérer nécessaires pour donner plein effet à la présente résolution.

ADOPTÉ

415/5/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte de son fonds de roulement la somme de 16 573,16 $ pour les dépenses ci-après énumérées:

SERVICE DE POLICE:

- Échange (achat) + ou - 20 revolvers (final)	5 500,00 $
- Lumières d'aller pour v.a. patrouille	1 170,00
- Mini-enregistreuse automatique (B.E.C.)	350,00
- Chaise, secrétariat des enquêtes	175,00
- Persiennes verticales (3 bureaux)	2 400,00
	9 595,00 $

SERVICE D'INCENDIE:

- Dix (10) chapeaux de pompier "Citation"	650,00 $
- Dix (10) manteaux de pompier "Nomey III"	2 450,00
- Dix (10) paires de bottes de pompier	640,50
- Quatre (4) accouplements de 90°	900,00
- Outillage de garage	1 000,00
	5 640,50 $

O.M.U.

- Auvent pour le camion	837,66 $
- Équipement de sauvetage, premiers soins, etc.	500,00
	1 337,66 $
GRAND TOTAL:	**16 573,16 $**

Cet emprunt sera remboursé de la façon suivante:

5 000,00 $ en 1985
5 000,00 $ en 1986
6 573,16 $ en 1987.

ADOPTÉ

416/5/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le choix des secteurs pour l'expérimentation de mini-containers destinés à la cueillette des ordures ménagères soit établi comme suit, savoir: Le territoire compris dans le périmètre délimité par la rivière Noire, la rue Sigouin, le boulevard Lemire, la voie ferrée du CNR, la 9e Avenue, la rue St-Jean, la rue Celanese et le boulevard St-Joseph. Un total de 312 commerces, 966 unifamiliales, 608 bifamiliales, 168 trifamiliales, 129 quadruplex et 33 quintuplex y sont dénombrés. Ainsi quelque 3367 mini-containers de 360 litres seront requis.

ADOPTÉ

M. Jean-Marie Boisvert explique que le Conseil a voulu choisir des secteurs dans lesquels il était possible de faire un essai valable, puisqu'il y existe des édifices résidentiels à faible et haute densité ainsi que des commerces. Il sera possible après quelques mois de faire le bilan des avantages, des inconvénients et possiblement des conflits qui pourraient surgir en modifiant la formule présentement utilisée pour la cueillette des ordures ménagères.

INITIALES DU MAIRE
176
INITIALES DU GREFFIER

Il demande aux citoyens et citoyennes d'être aussi compréhensifs que collaborateurs en acceptant d'utiliser une formule plus esthétique pour la disposition des déchets. Il conclut en souhaitant que cette expérience soit positive et qu'elle contribue éventuellement à permettre l'implantation d'une importante usine à Drummondville pour la fabrication de containers.

M. Denis Savoie profite de l'occasion pour inviter les citoyens à respecter les règlements municipaux concernant la disposition des ordures ménagères dont la cueillette se fait présentement deux fois la semaine. Il est très déplorable de constater que plusieurs personnes placent des déchets ou des contenants en bordure des trottoirs à des jours non permis et surtout le samedi et le dimanche. Il fait appel à la fierté des gens pour que la Ville de Drummondville soit propre et belle surtout durant la saison estivale.

417/5/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que M. Gilles Charest soit délégué au congrès annuel de l'Association des arénas du Québec qui se tiendra à Sherbrooke du 2 au 6 juin 1985.

ADOPTÉ

418/5/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que M. J.-Marcel Lefebvre, directeur du Service de la sécurité publique, soit délégué au congrès de l'Association des chefs de police et pompiers du Québec qui se tiendra à Montréal du 30 juin au 4 juillet 1985.

ADOPTÉ

419/5/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que M. Claude Boucher, directeur général, soit délégué au colloque de l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec qui se tiendra à Rouyn-Noranda du 29 mai au 2 juin 1985.

ADOPTÉ

420/5/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande de subvention formulée par le Comité des loisirs et des activités socio-culturelles de St-Pierre inc. au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dans le cadre du Programme d'aide au développement des équipements de loisir (P.A.D.E.L.), pour la construction de 4 courts de tennis.

Ce projet comprend:

- une participation fédérale de	50 000 $
- une participation provinciale de	28 000 $
- une participation municipale de	25 000 $
TOTAL:	103 000 $

ADOPTÉ

421/5/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville appuie fortement le projet présenté par le Club Super Joie Inc. du Centre Hospitalier Georges Frédéric dans le cadre du Programme de loisir assisté pour les personnes vivant avec un handicap lourd ou multiple, et qu'elle en recommande l'acceptation.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
177
INITIALES DU GREFFIER

422/5/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande de subvention présentée au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche par l'Atelier d'Apprentissage Drummond Inc., dans le cadre du Programme de loisir assisté pour les personnes vivant avec un handicap lourd ou multiple, et qu'elle en recommande l'acceptation.

ADOPTÉ

423/5/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que l'organisme Kino-Québec soit autorisé à tenir son cinquième rendez-vous Kino du 25 mai au 2 juin 1985 et la journée du Grand Défi Canadien ParticipAction le 29 mai 1985. Cet organisme est également autorisé à utiliser le parc Woodyatt et la piste athlétique et à bénéficier de certains services fournis par la Ville dans le cadre des politiques établies concernant la tenue de fêtes populaires.

ADOPTÉ

424/5/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le Club Optimiste St-Simon, Drummondville Inc. soit autorisé à organiser le 2 juin 1985 une descente de boîtes à savon, à la côte Leblanc située à l'intersection du boulevard Mercure et de la rue Jean-de-Brébeuf. Cette manifestation devra satisfaire les politiques établies par le Conseil concernant la tenue de fêtes populaires.

ADOPTÉ

425/5/85

Attendu que le projet d'agrandissement de l'aéroport n'est pas finalisé et que la Ville ne peut procéder par appel d'offres à cause des surfaces inconnues qu'il faudra entretenir (déneigement et tonte de gazon); il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, soit autorisé à retenir les services de la firme Les Entreprises Réal Enr. pour poursuivre les travaux d'entretien sur une base mensuelle au montant stipulé dans le contrat actuel, soit 1 999,58 $, et que cette firme soit tenue de respecter les conditions du cahier des charges no. TP-82-06.

ADOPTÉ

426/5/85

IL EST PROPOSÉ PAR M. GILLES ST-MARTIN, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. JEAN-MARIE BOISVERT, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

1° Que la Ville de Drummondville soit et elle est par les présentes autorisée à accorder, établir et créer sur partie du lot 152, quartier Sud, du cadastre de la Ville de Drummondville, aux plan et livre de renvoi officiels, division d'enregistrement de Drummond, en faveur d'Hydro-Québec et de toute autre compagnie qui peut y être nommée, des droits réels et perpétuels établis aussi comme servitude dans les termes, clauses et conditions et pour les considérations mentionnés dans le projet d'acte soumis à la présente assemblée pour approbation;

2° Que M. Serge Ménard, maire, et M. Laurent Bernier, greffier, soient et ils sont par les présentes autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous actes accordant les droits mentionnés dans le susdit projet d'acte, ainsi que tous amendements, annulations ou modifications qu'ils jugeront nécessaires d'apporter audit acte de servitude.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie résume succinctement le rapport des permis de construction émis au cours du mois d'avril 1985 et le compare au rapport de la même période en 1984.

	1984	1985
Nombre de permis émis:	80	84
Valeur:	1 538 400 $	6 587 885 $

Excédent 1985

Nombre de permis émis:	4
Valeur:	5 049 485 $

Total des permis émis depuis le 1er janvier

1984	1985
9 165 245 $	12 461 975 $

Ces chiffres sont éloquents et laissent présager une année très intéressante au chapitre de la construction.

427/5/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 8 mai 1985 soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie explique que cette année encore la Ville de Drummondville s'est inscrite au concours "Villes et Villages Fleuris" et que la Ville entend consacrer la somme de 5 000,00 $ pour l'achat et la plantation de fleurs et d'arbustes pour décorer les entrées de la Ville et les parterres de certains édifices municipaux.

M. Denis Lampron, fleuriste, a accepté de présider un comité sur lequel siègent Mme Diane Lampron, secrétaire, Mme Hélène Ménard Guay, ainsi que MM. Gérald Lapierre, Gilles Aucoin et Denis Savoie. Les paysagistes de la Ville et les clubs sociaux seront invités à s'impliquer pour décorer les sites choisis par le comité. Tous les citoyens désireux de s'inscrire au concours "Villes et Villages Fleuris" sont invités à le faire en communiquant avec M. Denis Lampron à son commerce et ce avant le 25 mai 1985, date finale des inscriptions.

M. Denis Savoie fait appel à la fierté de tous les drummondvillois pour que cette année encore Drummondville soit choisie comme récipiendaire d'un trophée dans le cadre du concours "Villes et Villages Fleuris".

428/5/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 8 mai 1985 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

429/5/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place 2 enseignes "Attention à nos enfants", l'une à l'intersection de la 18e Avenue et de la rue St-Jean et l'autre à l'intersection de la 18e Avenue et de la rue St-Denis.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE L.M.
179
INITIALES DU GREFFIER

430/5/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics procède à la mise en place de 2 enseignes de stationnement limité à 60 minutes, entre 8 heures et 18 heures, du lundi au vendredi, devant le 97A rue Cormier.

ADOPTÉ

431/5/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics procède au marquage sur la chaussée de 2 espaces de stationnement et à l'installation de 2 parcomètres face au 226 de la rue Hériot et ce à titre d'essai jusqu'au dépôt du rapport final de consultation de l'étude ReviCentre.

ADOPTÉ

432/5/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics procède à la mise en place d'enseignes de stationnement limité à 30 minutes, entre 8 H 00 et 22 H 30, du dimanche au samedi, en face du 240 de la rue St-Damase.

ADOPTÉ

433/5/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place 4 enseignes indiquant la priorité de traverse pour piétons à l'intersection des rues Des Forges et Lindsay à titre d'essai pour évaluer le comportement des automobilistes.

ADOPTÉ

M. Jean-Marie Boisvert souhaite que des policiers soient mis en disponibilité aux heures de pointe pour contrôler la circulation au coin des rues Des Forges et Lindsay.

MM. Gilles St-Martin et Robert Lafrenière expliquent que le directeur du Service de la sécurité publique estime qu'il n'a pas les effectifs nécessaires pour couvrir les points stratégiques que le Conseil voudrait voir surveiller par les policiers surtout à l'heure du midi.

Son Honneur le Maire déclare que le Conseil lors d'une séance régulière a exigé que quelques intersections soient surveillées par des policiers et qu'après quelques semaines, un rapport soit transmis au Conseil.

Le directeur du Service de la sécurité publique sera avisé de se conformer aux directives du Conseil.

434/5/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place 2 enseignes "Attention à nos enfants", l'une près de l'intersection des rues Montcalm et Plessis à la sortie de la courbe et l'autre à l'intersection des rues Plessis et Fabre.

ADOPTÉ

435/5/85

Le Comité de Circulation recommande l'engagement d'une firme de consultants pour procéder à une analyse de la problématique de la circulation sur le boulevard St-Joseph entre les rues De Boucherville et Crépeau, afin d'estimer les coûts de réalisation des correctifs à y apporter.

INITIALES DU MAIRE

180

INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Comité de Circulation délègue des observateurs à St-Constant pour vérifier comment cette Ville a pu solutionner un problème similaire sur une artère importante de circulation en procédant par un marquage adéquat sur la chaussée qui s'est avéré efficace et peu coûteux.

ADOPTÉ

436/5/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu:

1° Que la Ville de Drummondville approuve des travaux de réfection de trois ponts à être effectués au cours de l'année 1985 par le ministère des Transports du Québec:
- Pont Curé Marchand, rang II, lot 183
- Pont du chemin du Golf, rang II, lot 126
- Pont de la rue St-Pierre, rang III, lot 160;

2° Que la Ville de Drummondville remercie le ministère des Transports du Québec pour la subvention de 48 100 $ accordée dans le cadre des travaux de réfection des infrastructures routières de ces trois ponts.

ADOPTÉ

437/5/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville des actes de servitudes accordant à l'Hydro-Québec et à Bell Canada un droit de passage dans le développement résidentiel Les Jardins du Golf, phase I, et dans une partie du secteur P.A.A.T., phase III, incluant la rue Taillon.

ADOPTÉ

438/5/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Village Québécois d'Antan pour l'année 1985.

ADOPTÉ

439/5/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville accepte le tracé du gazoduc proposé par Gaz Inter-Cité Québec Inc., lequel débute à la gare de raclage rue Rocheleau, longe la limite Drummondville/ Grantham-Ouest en direction sud-ouest, et de là longe l'emprise de l'autoroute 51 en direction nord-ouest jusqu'à l'autoroute 20, puis longe l'autoroute 20 en direction nord-est avant de la traverser à la hauteur du prolongement de la rue Bergeron.

ADOPTÉ

440/5/85

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1707) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RA/A-2 à même une partie du secteur de zone PA-2.

INITIALES DU MAIRE J.M.
181
INITIALES DU GREFFIER

441/5/85

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1708) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CB-24 à même une partie du secteur de zone RC-26.

442/5/85

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1709) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CB-12 à même le secteur de zone IA-5, ainsi abrogé.

443/5/85

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1710) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de permettre une densité d'occupation accrue sur les terrains localisés dans les classes de zone CA, CB, CC, IA, IB et IC, de spécifier de nouvelles normes pour l'installation des réservoirs d'essence et de fixer le nombre de cases de stationnement pour les garderies.

M. J.-Bruno Smith donne lecture du texte suivant et le commente:

" Campagne d'économie de l'eau potable

Le printemps est arrivé et la campagne d'économie de l'eau potable de l'Association québécoise des techniques de l'eau (A.Q.T.E.) se met en branle.

La Ville de Drummondville demande à tous les citoyens de faire une utilisation justifiée de ce produit vital. Le succès de la campagne dépend des efforts que tous et chacun veulent bien faire.

Avec la belle saison, l'entretien des pelouses et des parterres commence. Partons du bon pied. Il est trop tôt pour arroser le gazon, le sol, à cette époque, est suffisamment humide. Il faut laisser aux racines le temps de se développer en profondeur. Par la suite, avec les belles journées chaudes qui s'allongent la terre pourra avoir besoin d'eau.

Les conditions idéales pour la croissance de votre pelouse sont obtenues lorsque le sol n'est pas saturé. Les arrosages trop fréquents nuisent parce qu'ils favorisent la germination des mauvaises herbes. La pelouse peut faire face à quelques jours de sécheresse parce qu'elle peut retenir l'eau. Elle s'en portera que mieux.

Les utilisations extérieures telles qu'arrosage, lavage d'auto, remplissage de piscine représentent 30% de toute la consommation d'eau dans une résidence. Quelques mesures judicieuses peuvent être suivies:

. balayer l'entrée de garage avec un balai plutôt qu'avec un boyau
. utiliser des seaux d'eau lors du lavage de l'auto
. remplir la piscine une seule fois durant l'année.

Usons de notre "bon sens" et écoutons les recommandations d'arrosage qui seront émises par l'A.Q.T.E. via la radio et les journaux. Savez-vous qu'une heure d'arrosage consomme plus d'eau qu'une famille de 4 personnes? Pensons-y bien! "

Période de questions concernant les affaires municipales

M. Ovelus Demers, 51 - 117e Avenue, prend la parole pour dire que sur l'invitation préalable de Son Honneur le Maire, il accepte de s'abstenir de poser des questions pour permettre aux membres du Conseil de lever l'assemblée et d'assister

INITIALES DU MAIRE J.M.
182
INITIALES DU GREFFIER

à la fin d'une joute de hockey qui se déroule au Centre Marcel Dionne dans le cadre des finales de la Coupe Mémorial. Il félicite les personnes qui ont contribué à l'obtention de ces compétitions de prestige à Drummondville.

M. Hervé Savoie, président du R.C.D., déclare qu'après étude le Regroupement des citoyens s'objecte à l'intention de payer 40 000 $ par année au directeur des communications que le Conseil se propose d'engager prochainement. Une telle rémunération pour un nouvel officier municipal est trop élevée et dans cinq ans on peut s'imaginer que le salaire de cet employé dépassera la capacité de payer de la Ville.

M. Hervé Savoie estime que le conseiller Gilles St-Martin au lieu de proposer la mise en place d'enseignes dans le quartier 9 devrait travailler à obtenir une piscine dans le secteur de Drummondville-Sud qui n'est pas choyé au chapitre des facilités récréatives dans les parcs.

M. Hervé Savoie invoquant la tenue des compétitions au Centre Marcel Dionne, accepte de mettre fin à cette courte intervention à la condition que lors de la prochaine séance régulière du Conseil, il puisse bénéficier du double du temps qui lui est normalement alloué.

Son Honneur le Maire remercie M. Hervé Savoie pour sa compréhension.

L'ordre du jour étant épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 27 mai 1985 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Greffier.

Maire.

INITIALES DU MAIRE
183
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

21 mai 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 21 mai 1985 à 17 h 00, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée et dont l'ordre du jour comprend les items suivants:

1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire.
2. Récitation de la prière.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Délégation du Conseil à l'assemblée annuelle du Conseil Régional de la Culture Mauricie, Bois-Francs, Centre du Québec, mercredi le 29 mai 1985 à Trois-Rivières.
5. Résolution autorisant l'Association des Pilotes de Drummondville Inc. à organiser des démonstrations de sauts en parachute à l'aéroport municipal le 8 juin 1985.
6. Résolution demandant au ministre de l'Environnement la permission de signer un protocole partiel concernant l'interception des eaux usées sur le parcours de la rue Hériot de façon à réaliser les travaux en même temps que les travaux du Programme ReviCentre (août 1985)

   - copie: . M. Michel Clair, député de Drummond
     . Ministre des Affaires municipales.

7. Résolution pour demander au ministre Michel Clair une subvention concernant l'enfouissement des fils électriques sur la rue Hériot dans le cadre du Programme ReviCentre; les estimations préliminaires étant évaluées à 500 000 $.
8. Levée de l'assemblée.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Claude Boucher, directeur général, et M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, assistent à l'assemblée à titre de personnes ressources. Me Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

444/5/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
184
INITIALES DU GREFFIER

445/5/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et unanimement résolu que le conseiller Jean-Marie Boisvert soit délégué à l'assemblée annuelle du Conseil Régional de la Culture Mauricie, Bois-Francs et Centre du Québec, mercredi le 29 mai 1985 à Trois-Rivières. M. Gilles St-Martin, conseiller, représentera la Ville de Drummondville à cette assemblée annuelle si M. Jean-Marie Boisvert est dans l'impossibilité d'y assister.

ADOPTÉ

446/5/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et unanimement résolu que l'Association des Pilotes de Drummondville Inc. soit autorisée à tenir une démonstration de sauts en parachute sur le terrain de l'aéroport municipal de Drummondville le 8 juin 1985.

ADOPTÉ

447/5/85

IL EST PROPOSÉ PAR MME FRANCINE RUEST-JUTRAS, CONSEILLÈRE,
APPUYÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER
ET UNANIMEMENT RÉSOLU:

1° QUE demande soit adressée au ministre de l'Environnement afin de permettre à la Ville de Drummondville de conclure un protocole d'entente partiel avec le ministère de l'Environnement pour que les travaux d'interception des eaux usées à être réalisés sur la rue Hériot, entre Dumoulin et St-Georges, soient effectués en même temps que les travaux du programme ReviCentre (août 1985);

2° QUE le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville ce protocole d'entente partiel, advenant que le ministre de l'Environnement autorise la conclusion de ladite entente;

3° QU'une copie de la présente résolution soit transmise à M. Michel Clair, député de Drummond et président du Conseil du Trésor, ainsi qu'à M. Alain Marcoux, ministre des Affaires municipales du Québec.

ADOPTÉ

448/5/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et unanimement résolu qu'une demande soit transmise à M. Michel Clair, député de Drummond et président du Conseil du Trésor, relativement à l'obtention d'une subvention additionnelle pour l'enfouissement des fils électriques sur la rue Hériot dans le cadre du programme ReviCentre, les estimations préliminaires de ces travaux étant de l'ordre de 500 000 $.

ADOPTÉ

M. Hervé Savoie, président du R.C.D., présent à l'assemblée, veut savoir si cette nouvelle demande peut accroître de 500 000 $ la subvention de la Ville.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, précise que cette demande s'inscrit dans un autre programme de subvention que ReviCentre et qu'il nous est impossible de connaître pour l'instant quelle pourrait être la quote-part du gouvernement dans de tels travaux.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire déclare que LA SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques G. Dionne
Greffier adjoint

Maire

INITIALES DU MAIRE
185
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

27 mai 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée publique de consultation tenue à l'hôtel de ville le 27 mai 1985 à 19 h 45; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée, conformément aux prescriptions de l'article 126 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., Chap. A-19.1) pour les fins suivantes:

" 1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;

2. Récitation de la prière;

3. Adoption de l'ordre du jour;

4. Tenir une assemblée publique de consultation, conformément à la Loi 125 (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), pour expliquer les projets de règlement suivants et les conséquences de leur adoption, et entendre les personnes et organismes qui désireront s'exprimer:

- Règlement No. 1707 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RA/A-2 à même une partie du secteur de zone PA-2.

- Règlement No. 1708 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CB-24 à même une partie du secteur de zone RC-26.

- Règlement No. 1709 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CB-12 à même le secteur de zone IA-5, ainsi abrogé.

- Règlement No. 1710 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de permettre une densité d'occupation accrue sur les terrains localisés dans les classes de zone CA, CB, CC, IA, IB et IC, de spécifier que toute installation de réservoir d'essence est conforme au Code national de prévention des incendies (dernière édition), et de fixer le nombre de cases de stationnement requis pour les garderies.

5. Période de questions sur les règlements nos 1707, 1708, 1709 et 1710.

6. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: MM. les conseillers Robert Lafrenière, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie et Edward St-Pierre, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, et Mlle Linda Laplante, directrice adjointe au service de la Planification et des Programmes, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et Me Jacques Dionne, greffier adjoint, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

INITIALES DU MAIRE

186

INITIALES DU GREFFIER

449/5/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Monsieur le Maire souhaite la bienvenue à tous les gens présents puis précise sommairement le titre, la nature et l'objet des règlements de zonage nos 1707, 1708, 1709 et 1710.

Une fois ces explications données, Monsieur le Maire invite les citoyens présents à poser des questions et à demander des éclaircissements.

M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, précise le pourquoi d'une telle consultation publique.

Une personne dans la salle s'informe de la date à laquelle les règlements discutés seront en vigueur.

M. Denis Savoie, conseiller, confirme que ces règlements seront en vigueur le 22 juin prochain si aucun référendum n'est exigé par les citoyens concernés.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire déclare que LA SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Serge Menard
Maire

INITIALES DU MAIRE B.M.
187
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

27 mai 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 27 mai 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: MM. les conseillers Robert Lafrenière, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie et Edward St-Pierre, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Claude Boucher, directeur général, et M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et Me Jacques Dionne, greffier adjoint, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

450/5/85

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière tenue le 13 mai 1985; il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que le greffier adjoint soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

451/5/85

Le greffier adjoint fait lecture intégrale du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 21 mai 1985.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Monsieur le Maire souhaite la bienvenue à un visiteur de marque en la personne de M. Norbert Zadi, secrétaire général de la Commune de Yopougun, Abbidjan, Côte d'Ivoire. M. Norbert Zadi est en stage de formation à la Ville de Drummondville.

452/5/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté après y avoir ajouté les items suivants:

13A. Acceptation du programme "Berges Neuves", Volet I, Nettoyage, et autorisation de signataires. (greffier adjoint)

9A. Remerciements. (M. Robert Lafrenière)

ADOPTÉ

Monsieur le Maire invite toute la population de Drummondville à relever le défi de la Ville de Frédéricton, Nouveau Brunswick, dans le cadre du Grand Défi Canadien de ParticipAction qui se déroulera, mercredi le 29 mai prochain.

Ce défi consiste à démontrer que les villes participantes détiennent les citoyens les plus en forme, ceux-ci devant fournir durant cette journée 15 minutes d'activité physique.

INITIALES DU MAIRE

188

INITIALES DU GREFFIER

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

453/5/85

1) VENTE DU LOT 126-3-381 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaires	Prix
. M. ROBERT PANNETON 558 Des Écoles Drummondville	18,25 $ le mètre carré
. CONSTRUCTION MARCEL PROVENCHER LTÉE 535 Surprenant Drummondville	18,05 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la plus haute soumission conforme soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente résolution autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

454/5/85

2) VENTE DU LOT 126-3-380 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaire	Prix
. CONSTRUCTION MARCEL PROVENCHER LTÉE 535 Surprenant Drummondville	18,05 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente résolution autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

455/5/85

3) VENTE DU LOT 124-292 - SECTEUR LES JARDINS DU GOLF

Soumissionnaire	Prix
. M. ANTOINE SETLAKWE 312 Lindsay Drummondville	17,22 $ le mètre carré

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente résolution autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

456/5/85

4) VENTE D'UN TERRAIN COMMERCIAL, RUE FOSTER (PTIE DU LOT 167)

Soumissionnaires	Prix
. LES FONDATIONS WICKHAM INC. Wickham	21 100,00 $
. HÉLÈNE PRINCE et ANDRÉ LAVOIE 585 boul. St-Joseph Drummondville	32 050,00 $
. J.A.L.E.M. INC. 575 boul. St-Joseph Drummondville	21 600,00 $

INITIALES DU MAIRE
189
INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la soumission conjointe de Mme Hélène Prince et M. André Lavoie soit acceptée à condition qu'elle soit jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente résolution autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

457/5/85

5) VENTE DU LOT 144-382 (ANCIENNEMENT LE 545 DUMOULIN)

Soumissionnaire	Prix
. MME PIERRETTE CARDINAL 260 Bolduc B.M. 607 Drummondville	13,86 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente résolution autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

458/5/85

ABROGÉE PAR RÉS. 667/8/85

6) VENTE DE PARTIE DU LOT 145-240 (SITUÉE À L'ARRIÈRE DU 138 ST-LOUIS)

Soumissionnaires	Prix
. MME SYLVIE LAPLANTE 124 St-Louis Drummondville	1,05 $ le pied carré
. M. RICHARD VIGNEAULT 65 - 12e Avenue Drummondville	0,905 $ le pied carré

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la soumission de Mme Sylvie Laplante soit acceptée à condition qu'elle soit jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente résolution autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a publié, par le biais des ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés, des appels d'offres pour des modifications à l'usine de traitement d'eau de Drummondville (dossier no. 0342580);

ATTENDU QUE lors de la séance spéciale du 6 mai dernier, le Conseil de la Ville de Drummondville a pris connaissance des soumissions présentées pour le dossier ci-avant mentionné;

ATTENDU QUE les soumissions ont été remises pour étude au bureau des ingénieurs-conseils et qu'après examen, revision et réaménagements légers, les plus basses soumissions ont été présentées au Conseil avec des prix confirmés;

INITIALES DU MAIRE

190

INITIALES DU GREFFIER

ATTENDU QUE dans chaque cas, le Conseil choisit le plus bas soumissionnaire conforme, tel que prescrit par la Loi sur les Cités et Villes;

459/5/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que la soumission de la compagnie Construction Pépin & Fortin, au montant de 1 318 300,00 $, soit retenue pour le lot "entreprise générale" des modifications à l'usine de traitement d'eau de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

460/5/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que la soumission de la compagnie Les Constructions Tecksol Inc., au montant de 1 327 999,00 $, soit retenue pour le lot "mécanique hydraulique" des modifications à l'usine de traitement d'eau de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

461/5/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que la soumission de la compagnie Degrémont Infilco, au montant de 467 919,00 $, soit retenue pour le lot "décantation dynamique" des modifications à l'usine de traitement d'eau de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

462/5/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que la soumission de la compagnie Degrémont Infilco, au montant de 765 296,00 $, soit retenue pour le lot "ozone" des modifications à l'usine de traitement d'eau de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

463/5/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement que la soumission de la compagnie Mécanique Filépur Inc., au montant de 206 235,00 $, soit retenue pour le lot "contrôles et instrumentation" des modifications à l'usine de traitement d'eau de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU GREFFIER

464/5/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que la soumission de la compagnie Construction Ondel Inc., au montant de 442 000,00 $, soit retenue pour le lot "électricité" des modifications à l'usine de traitement d'eau de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

465/5/85 - Lettre de M. Michel Blanchette, éducateur physique de l'école Duvernay, demandant le support du Service de la sécurité publique de la Ville pour la tenue d'une activité à bicyclette en groupe-école dans le quadrilatère Duvernay/ Jean-de-Brébeuf/St-Aimé/104e Avenue, mercredi le 29 mai 1985 de 13 h 00 à 13 h 45.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que l'autorisation de circuler à bicyclette en groupe-école dans le quadrilatère concerné soit accordée et que le support du Service de la sécurité publique soit fourni selon les politiques établies concernant les manifestations populaires dans la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

- Lettre de M. Raymond Robitaille, responsable régional de O.N.E.T. 85 - Région 12, sollicitant la présence de Monsieur le Maire lors de la réunion des comités de promotion à la polyvalente La Poudrière le 1er juin prochain, ainsi qu'une aide financière et technique pour la réalisation des activités de O.N.E.T. 85 dans la région de Drummondville.

Monsieur le Maire assure M. Raymond Robitaille de sa présence le 1er juin prochain et précise les termes d'une rencontre tenue un peu plus tôt dans la journée avec les responsables régionaux de O.N.E.T. 85.

466/5/85 - Lettre de la S.I.D.A.C Alain Limoges de Drummondville précisant que la vente trottoir Lindsay se tiendra du 19 au 22 juin 1985 et la vente trottoir Hériot les 4, 5 et 6 juillet 1985. De plus, des fermetures de rues sont demandées pour le déroulement des événements.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que les demandes de la S.I.D.A.C. Alain Limoges de Drummondville soient acceptées en accord avec les exigences du Service des travaux publics et du Service de la sécurité publique afin de leur permettre de dispenser les services d'urgence, le cas échéant.

ADOPTÉ

467/5/85 - Lettre du Festival mondial de folklore de Drummondville demandant le support financier de la Ville de Drummondville pour défrayer les coûts d'installation du réseau de transmission micro-ondes servant à la télédiffusion en direct de la cérémonie d'ouverture du Festival sur les ondes de CKSH-TV vendredi le 5 juillet prochain.

INITIALES DU MAIRE
198
INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que la Ville assume les frais d'installation du réseau de transmission micro-ondes servant à la télédiffusion en direct de la cérémonie d'ouverture du 4e Festival mondial de folklore de Drummondville. Cette aide financière est accordée en sus des montants prévus au protocole d'entente annuel et M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, est mandaté pour négocier une entente avec la compagnie Bell Canada.

ADOPTÉ

- Lettre de Mme Pierrette Dion des Loisirs de Drummondville-Ouest Inc., soulignant le merveilleux travail effectué par M. Dominique Gaudet, préventionniste au Service de la sécurité publique de la Ville, et par M. René Girard, constable, qui l'a bien secondé, lundi le 13 mai dernier au Pavillon des Loisirs de Drummondville-Ouest Inc.

  M. Robert Lafrenière avise le Conseil que M. Dominique Gaudet est présentement hospitalisé. Tous lui souhaitent un prompt rétablissement.

468/5/85 - Lettre de M. Jean Corbeil, président de l'Union des municipalités du Québec, incitant la Ville de Drummondville à soutenir la création d'une commission d'étude sur le devenir des municipalités.

ATTENDU QUE, selon l'étude prospective de l'Institut Hudson intitulée La municipalité de l'an 2001, le débat actuel sur l'aménagement et l'organisation municipale semble tourner autour d'institutions régionales, d'approches communes, d'uniformité;

ATTENDU QUE, selon cette même étude, il conviendrait plutôt de permettre aux municipalités le plus d'options possibles et la plus grande flexibilité possible selon les divers services envisagés, que le contexte économique impose des normes d'efficacité plus exigeantes et que le public lui-même manifeste une certaine méfiance envers les solutions globales et semble faire confiance à des structures plus souples et capables d'adaptation;

ATTENDU QU'un sondage de l'UMQ sur les MRC effectué auprès des élus révèle une absence de consensus sur la répartition des compétences et des responsabilités entre le palier local et le palier régional;

ATTENDU QUE la société québécoise est peu consciente et peu sensible aux mouvements qui risquent de transformer et d'affecter radicalement, au cours des prochaines années, la dynamique politique locale de même que la gestion et la qualité des services municipaux qui lui sont dispensés à ce niveau;

ATTENDU QUE l'Union des municipalités du Québec (UMQ), après une intense réflexion échelonnnée sur plus de cinq (5) ans conclut que la mise sur pied d'une Commission d'étude sur le devenir des municipalités est le moyen le plus approprié et le plus opportun qui reste à la portée du monde municipal pour proposer son devenir et contribuer ainsi à façonner lui-même son avenir;

IL EST PROPOSÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. EDWARD ST-PIERRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU UNANIMEMENT QUE:

INITIALES DU MAIRE
193
INITIALES DU GREFFIER

A) la Ville de Drummondville endosse la création d'une commission d'étude qui aura pour mandat général d'enquêter auprès des municipalités, des contribuables municipaux et de tout organisme ou groupe intéressé à se faire entendre sur le devenir des municipalités et des gouvernements locaux, de même que sur les services qu'ils reçoivent et de faire rapport sur les possibilités et les perspectives à moyen et long terme que peut offrir le régime politique municipal;

B) le trésorier soit autorisé à verser à cette fin à l'UMQ une cotisation volontaire représentant une cotisation annuelle supplémentaire payable sur 2 ans, soit en 1985 et 1986.

ADOPTÉ

469/5/85 - Lettre du Père Réal Hogue, s.m.m., supérieur de la Maison Reine des Coeurs, soulignant toute la collaboration qu'il a eue de la Ville de Drummondville par le passé et déplorant l'état actuel du chemin menant à la Maison Reine des Coeurs.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que cette demande soit transmise au directeur du Service des travaux publics de la Ville pour que celui-ci tente de négocier quelqu'entente avec la compagnie Sintra relativement aux essais que cette compagnie veut réaliser dans la Ville de Drummondville avec un équipement nouvellement acquis "remix" ou "resurfaceur".

ADOPTÉ

- Lettre du Regroupement des citoyens de Drummondville avisant que M. Hervé Savoie a été reporté à la présidence du R.C.D. pour un autre mandat et qu'il est le seul porte-parole habilité du R.C.D. aux séances du Conseil.

- Lettre de remerciements de Mme Thérèse Rousseau-Houle faisant suite à une résolution du Conseil de la Ville la félicitant pour son accession au poste de doyenne de la Faculté de droit de l'Université Laval.

470/5/85 - Lettre de Mme Monique Brunelle pour le 16e groupe des scouts et guides de St-Jean-Baptiste sollicitant l'autorisation de la Ville pour tenir leur marcheton annuel, dimanche le 2 juin prochain, et demandant une voiture patrouille du Service de la sécurité publique pour les assister.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement que les scouts et guides de St-Jean-Baptiste soient autorisés à tenir leur marcheton annuel, dimanche le 2 juin prochain, et que le Service de la sécurité publique en soit avisé pour leur prêter le support nécessaire; le tout suivant la politique des manifestations populaires de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

- M. Robert Lafrenière en tant que président de la campagne de financement de la Fibrose Kystique 1985, remercie toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à cette levée de fonds soit par leur participation bénévole au berceton, soit par le biais de la campagne de souscription postale ou en donnant à la collecte de porte à porte effectuée par les scouts et guides. Tous ces efforts orchestrés ont permis de recueillir entre 16 000 $ et 18 000 $ pour la région de Drummondville et une somme globale de plus de 30 000 $ pour la zone Centre du Québec, dont Drummondville fait partie.

INITIALES DU MAIRE

194

INITIALES DU GREFFIER

471/5/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville pour la période s'étendant du 11 mai au 1er juin 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 857 443,04 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

472/5/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement qu'un mandat professionnel soit confié à la firme Préventec Inc. pour l'établissement d'un programme d'entretien préventif des feux de circulation et des feux clignotants de la Ville de Drummondville. Le montant des honoraires professionnels ne pourra excéder 7 600 $.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme Préventec Inc. pour l'exécution de ce mandat.

ADOPTÉ

473/5/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et unanimement résolu qu'un mandat professionnel soit confié au bureau d'arpenteurs-géomètres Dubé et Boies pour délimiter précisément les terrains appartenant à la Ville de Drummondville aux intersections des rues Lindsay et Des Forges.

ADOPTÉ

474/5/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que mandat professionnel soit confié à la firme d'ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés pour préparer les plans et devis ainsi que la mise en oeuvre du programme "Berges Neuves".

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme Hamel, Beaulieu et Associés pour l'exécution de ce mandat.

ADOPTÉ

475/5/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement que le programme "Berges Neuves", Volet I, Nettoyage, soit accepté par la Ville de Drummondville tel que présenté, soit:

A) SUBVENTION

- Volume de déchets prévus à retirer - 1 300 mètres cubes
- Kilomètre de berge à nettoyer
  - Cacouna : 4,0 km
  - Noire : 11,5 km
  - St-François : 4,5 km

  TOTAL: : 20,0 km
- Personnel nécessaire (assisté social)
  - 14 personnes pendant 12 semaines

INITIALES DU MAIRE
195
INITIALES DU GREFFIER

- Estimation de la subvention

  - main d'oeuvre
    14 personnes x 250 $/mois/personne x 3 mois = 10 500 $

  - frais connexes
    14 personnes x 100 $/mois/personne x 3 mois = 4 200 $

(A) - TOTAL = 14 700 $

B) FRAIS ENCOURUS PAR LA VILLE

- Contremaître = 7 200 $
- Bénéfices marginaux = 1 200 $
- Habillement, assurance = 2 100 $
- Outillage (location) = 2 000 $
- Véhicule pour transport d'équipement et personnel = 2 400 $
- Chargement des rebuts = 5 200 $
- Transport des rebuts = 7 300 $

  En estimant que la moitié du voyage de rebuts ira au site de St-François et que l'autre moitié ira à celui de St-Nicéphore

- Entrée au dépotoir = 3 300 $

(B) - TOTAL = 30 700 $

FRAIS EFFECTIVEMENT ENCOURUS PAR LA VILLE

Total (B) - Frais connexes (A)

30 700 $ - 4 200 $ = 26 500 $

À cette fin, le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

476/5/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu unanimement qu'un mandat professionnel soit confié à Me Jacques Lafond, notaire, pour rédiger 7 actes d'achat de gré à gré avec les propriétaires concernés pour l'acquisition de l'assiette de la rue Cormier. Les montants autorisés sont:

- Dame Dolorès Larocque	510,29 $
- Dame Berthe William	509,75 $
- Jacques Larocque	509,75 $
- Joseph Pulichino	509,75 $
- Paul Corriveau	509,75 $
- Charles Larocque	509,75 $
- Guy Larocque	509,75 $

Tel que négocié, les frais de relotissement des terrains visés sont assumés par la Ville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à ces achats de terrains.

ADOPTÉ

477/5/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant

INITIALES DU MAIRE
196
INITIALES DU GREFFIER

et le greffier adjoint soient par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Commission Régionale St-François et le Festival Mondial de Folklore Drummond Inc. pour l'utilisation de services à la polyvalente Marie-Rivier dans le cadre du Festival Mondial de Folklore de Drummondville, édition 1985.

La conclusion de cette entente tient la Ville garante des obligations du Festival Mondial de Folkore Drummond Inc. envers la Commission Régionale St-François; une autorisation préalable du ministre des Affaires municipales est donc requise (art. 28.3, L.C.V.).

ADOPTÉ

478/5/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu unanimement que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente avec le Club de Hockey Drummond Inc. relativement à la réalisation des travaux de réaménagement et d'agrandissement de la galerie de la presse au Centre Marcel Dionne.

ADOPTÉ

479/5/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la corporation sans but lucratif Moto Club Drummond Inc. soit autorisée à demander un permis de vente d'alcool à la Régie des permis d'alcool du Québec dans le cadre de la course d'accélération de motocyclettes devant se tenir à Drummondville le 8 juin prochain.

ADOPTÉ

480/5/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que le comité des Fêtes du Canada soit autorisé à tenir des manifestations au parc Ste-Thérèse dans le cadre du programme des Fêtes du Canada 1985 et que permission leur soit accordée de demander des permis de vente d'alcool pour cet événement; le tout suivant les politiques des manifestations populaires de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

481/5/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu unanimement que les corporations Les Loisirs Ste-Thérèse Inc. et la Fabrique Ste-Thérèse soient par la présente autorisées à organiser la Fête de l'Amitié au parc Ste-Thérèse, dimanche le 2 juin 1985, entre 12 H 00 et 17 H 00; le tout suivant les politiques des manifestations populaires de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

482/5/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que Mme Louiselle Laquerre soit engagée au poste de directrice des communications et des relations publiques de la Ville de Drummondville, au salaire prévu à la classe XII, échelon 4, de la politique salariale des employés non syndiqués de la Ville de Drummondville telle que revisée par la firme Roger Pominville Ltée en 1985. Ce salaire s'applique pour l'année 1985.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

197

INITIALES DU GREFFIER

483/5/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que M. Luc Arsenault soit engagé comme policier temporaire pour la saison estivale 1985.

ADOPTÉ

484/5/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et unanimement résolu que MM. Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, conseillers, ainsi que MM. André Paquet et Roland Janelle des Services récréatifs et communautaires de la Ville soient délégués, avec droit de vote, comme représentants de la Ville de Drummondville lors de l'assemblée générale annuelle du Conseil Régional de Loisir du Centre du Québec Inc. qui se tiendra à Notre-Dame-du-Bon-Conseil le 5 juin prochain.

ADOPTÉ

485/5/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que M. Denis Savoie, conseiller, soit substitué à Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, pour représenter la Ville de Drummondville lors de la prochaine réunion du comité de confection du schéma d'aménagement à la MRC Drummond.

M. Denis Savoie accepte cette représentation.

ADOPTÉ

486/5/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville adhère au Regroupement québécois du loisir municipal et paie la cotisation annuelle de 200,00 $.

ADOPTÉ

487/5/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu unanimement que Mlle Louisette Boucher, régisseur aux Services récréatifs et communautaires de la Ville, soit déléguée au colloque du Regroupement québécois du loisir municipal qui se tiendra à Québec les 29, 30 et 31 mai 1985.

ADOPTÉ

488/5/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que l'appellation "Service de la planification" soit changée pour "Service de l'habitation" et que permission soit accordée au directeur concerné de restructurer ledit service.

ADOPTÉ

489/5/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que le directeur du Service de l'habitation soit autorisé à affecter un budget de 6 200,00 $ à l'opération "Nettoyage des terrains vacants" dans la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

490/5/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement qu'une somme de 6 000,00 $ soit prise au fonds de roulement de la Ville pour réaménager, dans le nouveau contexte, les locaux du Service de l'habitation de façon à obtenir une meilleure répartition de la surface de plancher disponible.

ADOPTÉ

491/5/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que la Ville affecte un budget supplémentaire de l'ordre de 5 425,00 $ à l'Office municipal d'habitation de Drummondville suite à l'obtention par cette dernière du budget supplémentaire de 54 250,00 $ de la Société d'habitation du Québec.

ADOPTÉ

492/5/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que quittance totale et complète soit accordée à la compagnie Canada Valve Ltd. relativement au contrat de vente passé entre la Ville de Drummondville et Canada Valve Ltd. le 31 décembre 1968 et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Drummond sous le no. 177861.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont autorisés par la présente à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout acte nécessaire pour enregistrer ladite quittance.

ADOPTÉ

493/5/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la compagnie Canada Valve Ltd. soit autorisée à vendre sa propriété acquise de la Ville de Drummondville par acte de vente passé le 31 décembre 1968 et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Drummond sous le no. 177861, à la compagnie Mueller Ltd. ou à toute autre compagnie avec laquelle elle voudra faire affaire.

ADOPTÉ

494/5/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que la Ville de Drummondville accorde tout son appui à l'Association de paralysie cérébrale du Québec, chapitre Mauricie, dans ses démarches auprès du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour l'obtention des projets "Moi aussi, je joue" et "Loisir intégré" dans le cadre du programme de loisir assisté pour les personnes vivant avec un handicap lourd ou multiple.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie informe le Conseil et toute la population qu'un comité a été mis sur pied pour le concours "Villes, villages et campagnes fleuris 1985".

Ce comité très actif a déterminé 12 sites dans la Ville de Drummondville. Dans le cadre dudit concours, 12 entreprises paysagistes se partageront les sites et les aménageront du 10 au 30 juin 1985, en respectant les exigences du comité. Cesdits sites, une fois aménagés, seront entretenus, soit par

INITIALES DU MAIRE
199
INITIALES DU GREFFIER

la firme paysagiste elle-même,soit par des organismes sans but lucratif de la Ville. Il s'agit d'une première au Canada. Le concours suscite cette année beaucoup d'intérêt et on compte déjà plus de 200 inscriptions de citoyens.

495/5/85

Lecture est donnée du règlement No. 1707 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RA/A-2 à même une partie du secteur de zone PA-2.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1707 a été adopté par la résolution no. 380/4/85 le 22 avril 1985;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1707 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 22 avril 1985;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1707 a été régulièrement donné le 13 mai 1985 (rés. 440/5/85);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 27 mai 1985 à 19 H 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1707;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 27 mai 1985 ainsi que les locataires inscrits sur l'annexe de la liste électorale d'un immeuble visé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1707 et ce de 9 heures à 19 heures les 17 et 18 juin 1985.

496/5/85

Lecture est donnée du règlement No. 1708 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CB-24 à même une partie du secteur de zone RC-26.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1708 a été adopté par la résolution no. 381/4/85 le 22 avril 1985;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1708 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 22 avril 1985;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1708 a été régulièrement donné le 13 mai 1985 (rés. 441/5/85);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 27 mai 1985 à 19 H 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1708;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires

INITIALES DU MAIRE
208
INITIALES DU GREFFIER

d'immeuble visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 27 mai 1985 ainsi que les locataires inscrits sur l'annexe de la liste électorale d'un immeuble visé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1708 et ce de 9 heures à 19 heures les 17 et 18 juin 1985.

497/5/85

Lecture est donnée du règlement No. 1709 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CB-12 à même le secteur de zone IA-5, ainsi abrogé.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1709 a été adopté par la résolution no. 382/4/85 le 22 avril 1985;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1709 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 22 avril 1985;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1709 a été régulièrement donné le 13 mai 1985 (rés. 442/5/85);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 27 mai 1985 à 19 H 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1709;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 27 mai 1985 ainsi que les locataires inscrits sur l'annexe de la liste électorale d'un immeuble visé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1709 et ce de 9 heures à 19 heures les 17 et 18 juin 1985.

498/5/85

Lecture est donnée du règlement No. 1710 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de permettre une densité d'occupation accrue sur les terrains localisés dans les classes de zone CA, CB, CC, IA, IB et IC, de spécifier que toute installation de réservoir d'essence est conforme au Code national de prévention des incendies (dernière édition), et de fixer le nombre de cases de stationnement requis pour les garderies.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1710 a été adopté par la résolution no. 383/4/85 le 22 avril 1985;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1710 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 22 avril 1985;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1710 a été régulièrement donné le 13 mai 1985 (rés. 443/5/85);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 27 mai 1985 à 19 H 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1710;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans la Ville de Drummondville et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 27 mai 1985 ainsi que les locataires inscrits sur l'annexe de la liste électorale d'un immeuble visé dans la Ville de Drummondville, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1710 et ce de 9 heures à 19 heures les 17 et 18 juin 1985.

499/5/85

Lecture est donnée du règlement No. 1711 décrétant des travaux de 1 530 000,00 $ pour la réalisation du programme ReviCentre et un emprunt de 780 000,00 $ à cette fin.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1711 et ce de 9 heures à 19 heures les 10 et 11 juin 1985.

Période de questions concernant les affaires municipales

- Intervenant: M. Ovelus Demers du 51 - 117e Avenue.

Question 1 - (Item 8) Les modifications à l'usine de traitement d'eau de Drummondville coûteront 5 000 000 $. Les corporations municipales partenaires de Drummondville dans ce projet ont-elles accepté ce budget?

Réponse: Ces travaux de près de 5 000 000 $ sont subventionnés à 50% par le gouvernement du Québec, l'autre 50% devant être réparti entre les corporations municipales bénéficiant de l'usine de traitement d'eau selon une entente à être négociée.

Question 2 - (Item 13) Le Conseil municipal a accepté ce soir le programme "Berges Neuves", Volet I, Nettoyage. Lorsque cette décision a été prise, a-t-on pensé au fameux ruisseau Cacouna?

Réponse: Ce volet I subventionné en partie par le gouvernement du Québec (14 700 $) demandera des investissements de 26 500 $ de la Ville. À l'intérieur des travaux prévus se trouve le nettoyage des berges du ruisseau Cacouna. Le Conseil est très sensible aux problèmes de ce cours d'eau municipal.

Question 3 - Lors de l'élaboration des plans et devis du collecteur Mercure, la Ville avait prévu une station de pompage au coût approximatif de 100 000 $ pour desservir le domaine Cherbourg. Ce projet tient-il toujours et les sommes affectées alors sont-elles toujours disponibles?

Réponse: La question étant très technique, le Conseil s'engage à y répondre avec précision lors d'une prochaine séance.

Question 4 - La Ville appuie-t-elle le vieux projet d'un 4e pont sur la rivière St-François pour la région de Drummondville, projet qui a refait surface lors de la dernière réunion de la MRC?

INITIALES DU MAIRE
202
INITIALES DU GREFFIER

Réponse: Un comité restreint a été formé de quelques maires de la région. Ce comité devrait s'adjoindre d'autres collaborateurs et dès que la Ville sera contactée à ce sujet, elle pourra prendre une position ferme.

Question 5 - Le règlement No. 1711 relatif au programme ReviCentre et par lequel la Ville emprunte 780 000 $, décrète que le remboursement sera fait par taxe spéciale imposée sur tous les biens-fonds de Drummondville, incluant Drummondville-Ouest. La Ville tient-elle compte dans cette décision des lettres patentes de fusion de Drummondville/ Drummondville-Ouest en 1966 et celles de Drummondville/Drummondville-Sud en 1981?

Réponse: L'esprit et la lettre de ces actes de fusion ont été, en l'espèce, tout à fait respectés. Les travaux étant de nature communautaire, la dépense doit être remboursée par tous les citoyens de la Ville.

Question 6 - Quand le site d'enfouissement sera-t-il ouvert?

Réponse: Les derniers développements dans ce dossier nous confirment que le site sera ouvert pour le 15 juin 1985. Entre-temps, le site de St-François-du-Lac demeure le plus proche pour les citoyens qui voudraient se débarrasser de certains déchets.

Question 7 - Le citoyen aura-t-il libre accès à ce site?

Réponse: Sûrement, mais compte tenu du contexte actuel, des frais d'utilisation seront exigés.

Question 8 - La Ville de Drummondville a-t-elle l'intention de construire une usine de recyclage des déchets dans le parc industriel régional de Drummondville?

Réponse: Une étude est actuellement en cours et un rapport préliminaire a même déjà été déposé. Il est encore trop tôt pour connaître les conclusions de l'étude mais si cela s'avère rentable, la Ville devra y songer fortement.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D. 2070 Terrasse Messier.

Question 1 - (Item 8) L'ouverture des soumissions pour les modifications à l'usine de traitement d'eau de Drummondville, le 6 mai dernier, laissait voir des montants supérieurs de 500 000 $ à ceux qui ont été acceptés ce soir. Comment cela se fait-il?

Réponse: Les soumissions demandées exigeaient des prix séparés pour certains items. Des réaménagements mineurs aux plans et devis ont permis aux ingénieurs-conseils de négocier certains crédits. Par exemple, l'item "dessableur" a été enlevé et à lui seul cet équipement coûtait près de 500 000 $. L'ensemble des crédits obtenus réduit la facture d'environ 800 000 $ et ce, sans négliger la qualité de l'eau potable.

Question 2 - (Item 9) La Ville a mandaté M. Michel Lesage, d.g.a. aux services à la population, pour négocier une entente avec Bell Canada pour l'installation du matériel micro-ondes nécessaire à la télédiffusion des cérémonies d'ouverture du 4e Festival Mondial de Folklore. Une somme entre 3 000 $ et 5 000 $ sera accordée pour ce faire et ces argents sont comptabilisés en sus des 85 000 $ accordés annuellement par protocole. Pourquoi la Ville n'octroie-t-elle pas un montant fixe tous les ans?

INITIALES DU MAIRE
203
INITIALES DU GREFFIER

Réponse: Le Festival Mondial de Folklore est un important moteur économique pour Drummondville. La Ville en est consciente et c'est pour cette raison qu'elle fournit un appui substantiel à cet organisme. Les montants accordés en surplus du protocole annuel sont en fonction des besoins essentiels qui ne peuvent être comblés autrement.

Question 3 - (Item 21) Le Conseil a engagé comme directrice des communications et des relations extérieures de la Ville de Drummondville Mme Louiselle Laquerre et la résolution prévoit l'échelle de salaires. Qui a déterminé le salaire?

Réponse: Une étude de la politique salariale des employés non syndiqués de la Ville de Drummondville avait été commandée à la firme Roger Pominville l'automne dernier. Le poste de directeur(trice) des communications y avait été prévu et c'est à partir d'une étude de postes comparables et de l'ensemble des postes cadres que le salaire de Mme Louiselle Laquerre a été fixé. Le rapport de la firme Roger Pominville a été déposé aux membres du Conseil. Cependant, pour les autres postes, rien n'a été encore décidé. Les honoraires professionnels de 2 500 $ qu'on retrouve dans l'avant-dernière liste de comptes ont servi à payer le travail professionnel fourni lors de la pré-sélection.

Question 4 - (Item 26) la Ville faisait-elle partie avant aujourd'hui du Regroupement québécois du loisir municipal?

Réponse: Non, mais comme cette association regroupe la majorité des intervenants dans le domaine du loisir municipal, il est important que la Ville y soit représentée.

Question 5 - Pourquoi le restaurant "Poulet à l'amande" du boulevard St-Joseph, prend-il tant de temps à être démoli?

Réponse: Le locataire du restaurant a eu un délai maximum de 2 mois pour démolir. Cette procédure est moins dispendieuse pour la Ville et nos fonctionnaires surveillent ce dossier de près.

Question 6 - (Item 39) La Ville a-t-elle été toujours d'avis de répartir le remboursement des dépenses du règlement No. 1711 (ReviCentre) sur l'ensemble des contribuables de Drummondville?

Réponse: Ce règlement a suscité plusieurs discussions, cependant le Conseil ne s'est jamais prononcé sur ce règlement avant ce soir.

Question 7 - Va-t-on prendre des mesures spéciales pour le stationnement au marché public pendant la construction du projet des Loisirs St-Joseph?

Réponse: Le problème a déjà été étudié mais aucune solution miracle n'a encore été apportée. Il n'est pas question de défaire les tennis ou la bordure de pelouse pour essayer de résoudre le problème. Nous devrions être en mesure d'ici peu, d'améliorer sensiblement la situation.

Question 8 - Devant les nouvelles possibilités ouvertes par le gouvernement du Québec dans le domaine du transport en commun, la Ville de Drummondville a-t-elle l'intention d'implanter un tel système?

INITIALES DU MAIRE
204
INITIALES DU GREFFIER

Réponse: Un comité de travail a été formé. Le dossier est en marche. Le système de transport en commun proposé serait en partie subventionné et en partie financé par la Ville et les utilisateurs. C'est un dossier actif.

Question 9 - Dans une liste de comptes soumise dernièrement au Conseil, nous retrouvons une réparation de caméra. S'agit-il des caméras du poste de police?

Réponse: Le Conseil n'a pas entre les mains actuellement les détails de la réparation, cependant ces informations pourront être fournis lors d'une prochaine séance. Il est cependant évident que certaines améliorations devront être apportées aux caméras pour avoir une efficacité accrue.

Question 10 - Quand arrive à échéance le contrat de location intervenu entre Bell Canada et la Ville de Drummondville relativement aux caméras installées dans les rues? A-t-on commencé à renégocier une nouvelle entente?

Réponse: Le Conseil n'ayant pas en main la politique précise, une réponse sera fournie lors d'une prochaine séance. On souligne cependant que l'état major du Service de la sécurité publique est en fonction 24 heures/jour.

Question 11 - Quelle est la politique de déplacements de l'état major du Service de la sécurité publique de la Ville de Drummondville (utilisation des véhicules pour aller dîner)?

Réponse: Le Conseil n'ayant pas les informations requises, une réponse sera fournie lors d'une prochaine séance.

Question 12 - La Ville a-t-elle l'intention d'entreprendre quelque chose contre les vendeurs itinérants?

Réponse: Il s'agit d'un problème épineux sur lequel le Conseil s'est penché à maintes occasions. La solution idéale n'a pas encore été trouvée, cependant les recherches continuent.

Question 13 - La Ville a fait dernièrement un chèque de 51 074,54 $ pour la S.I.D.A.C. Alain Limoges de Drummondville. De quoi s'agissait-il?

Réponse: La Ville en vertu de la Loi sur les Cités et Villes doit percevoir pour la S.I.D.A.C. les cotisations annuelles et c'est ce qui a été fait. Le chèque de 51 074,54 $ constituait le remboursement.

Le Conseil est avisé que les dernières analyses d'eau pour le puits artésien de St-Jean-Baptiste sortiront à la fin de la semaine et que pour l'instant tout semble positif.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, fixe la prochaine séance régulière au lundi, 10 juin 1985 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Serge Grenard
Maire

INITIALES DU MAIRE
L
205
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

10 juin 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 10 juin 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, et M. Roger Turcotte, directeur général adjoint aux services administratifs, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

Son Honneur le Maire donne lecture d'un texte qui traite de l'attribution d'un certificat de citoyen émérite à M. François Malouin qui s'est vu décerner le prix Terry Fox 1985.

Vu que M. François Malouin n'est pas présent, ce certificat lui sera remis au cours des prochains jours.

500/6/85

Lecture intégrale est donnée du procès-verbal de la séance spéciale du 27 mai 1985.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

501/6/85

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière tenue le 27 mai 1985; il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Période d'information

Réponses aux questions adressées au Conseil lors de la séance du 27 mai 1985.

1. Station de pompage pour desservir le projet Cherbourg -vs- travaux du Collecteur Mercure - (Question posée par M. Ovelus Demers)

   Réponse donnée par M. Michel Lesage - "Lors de la conception des plans et de l'exécution des travaux, seul un tuyau a été prévu à la hauteur de la 121e Avenue pour recevoir les eaux de la future station de pompage qui sera éventuellement construite du côté ouest du ruisseau Cacouna. Il n'a jamais été question de construire un poste de pompage à l'intérieur du projet Collecteur Mercure".

INITIALES DU MAIRE L.M.
206
INITIALES DU GREFFIER

2. a) Nécessité de procéder à la réparation de caméras de télévision utilisées au poste de police ou à des intersections de rues.
(Question posée par M. Hervé Savoie, président du R.C.D.)

b) Échéance du bail de location avec Bell Canada pour le réseau de transmission de signaux vidéo et de télécommande.

c) Addition éventuelle de zooms pour plus d'efficacité.

Réponses données par M. Robert Lafrenière, conseiller - "Les caméras utilisées à l'intérieur des cellules du poste de police fonctionnent normalement mais il y aurait lieu d'augmenter leur champ de vision pour permettre une meilleure surveillance. Il est vrai qu'un accident est survenu dans une cellule justement parce que le champ de vision d'une caméra était trop restreint. Il n'y a pas eu de négligence des policiers en fonction au moment de ce malheureux incident.

D'autre part, deux tentatives de suicide ont pu être évitées dans les cellules du poste de police récemment grâce aux caméras qui ont permis aux policiers d'intervenir à temps.

Il existe 5 caméras pour surveiller les cellules, 3 autres permettent de surveiller des endroits stratégiques à l'intérieur et aux abords du poste de police. 2 caméras efficaces sont utilisées pour la surveillance du tunnel piétonnier qui relie la rue St-Frédéric à la rue Sylvan et enfin 3 caméras surveillent constamment les intersections: - St-Marcel/St-Jean
- Marchand/Hériot
- Lindsay/St-Jean.

On étudie la possibilité d'ajouter des appareils "zoom" à ces 3 dernières caméras pour obtenir des images plus précises mais le directeur du Service de la sécurité publique doit faire rapport sur la nécessité de procéder à ces améliorations.

Quant au contrat de location avec Bell Canada, il est en vigueur depuis le 7 septembre 1981 et se terminera le 6 septembre 1986. Le coût de location est de 1 625 $ par mois et les frais de raccordement ont coûté 850 $. Ce bail pourrait être résilié par la Ville ou par Bell Canada sur un préavis de 90 jours."

3. Politique de déplacements de l'état major du Service de la sécurité publique - (Question posée par M. Hervé Savoie, président du R.C.D.)

Réponse donnée par M. Robert Lafrenière, conseiller - "Les membres de l'état major du Service de la sécurité publique sont autorisés à utiliser les véhicules de la Ville pour se transporter à l'heure des repas. Le Conseil estime que cette dépense n'est pas coûteuse et qu'elle permet aux personnes concernées d'être plus rapidement disponibles en cas d'urgence."

502/6/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté les items suivants:

35A. Position de la conseillère du quartier no. 1 concernant l'adoption du règlement No. 1711 (Mme Francine Ruest-Jutras)

35B. Carrefour Socio-Culturel (Mme Francine Ruest-Jutras)

35C. Congrès de la Fédération canadienne des municipalités (Mme Francine Ruest-Jutras).

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

INITIALES DU MAIRE
207
INITIALES DU GREFFIER

503/6/85

1- ENTRETIEN DES ÉDIFICES MUNICIPAUX

Items	Soumissions reçues		Plus basses soumissions conformes
Services sanitaires pour handicapés - Centre Marcel Dionne	Const. Drummond	3 284 $	Const. Drummond
	Emile Fugère	3 500 $	
Réparation de toitures Centre Marcel Dionne	J. Lepage	4 650 $	J. Lepage
	Emile Fugère	5 100 $	
	Const. Drummond	5 253 $	
Réparations de maçonnerie Édifice T.-L. Gauthier	Roger Godbout	9 400 $	Roger Godbout
	Gagné & Allard	10 300 $	
	René Godbout	10 599 $	
	Const. Drummond	10 995 $	
	Emile Fugère	11 850 $	
Réparations du stuc Édifice T.-L. Gauthier	Roger Godbout	1 600 $	Roger Godbout
	Lafond & Roy	2 260 $	
	J.-Guy Pérusse	6 472 $	
	Const. Drummond	7 219 $	
Réparations diverses Édifice T.-L. Gauthier	Roger Godbout	900 $	Roger Godbout
	Emile Fugère	2 250 $	
	Const. Drummond	5 235 $	
Nettoyage des murs Hôtel de Ville	Roger Godbout	3 700 $	Roger Godbout
	Enjoliveur Surface	6 104 $	
	Const. Drummond	7 716 $	
Réparations de maçonnerie Hôtel de Ville	Roger Godbout	4 400 $	Roger Godbout
	Const. Drummond	4 990 $	
	René Godbout	9 695 $	
Réparations diverses Hôtel de Ville	Roger Godbout	250 $	Roger Godbout
	Emile Fugère	1 850 $	
	Const. Drummond	4 216 $	

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit retenue pour chacun des items ci-haut mentionnés.

ADOPTÉ

504/6/85

2- PEINTURE DES BORNES-FONTAINES (TP-85-11)

Soumissionnaires	Prix
. COURCHESNE & FILS ENR. 467 Brock Drummondville	17 856,00 $
. PEINTURECO 86253 CANADA LTÉE 261 Lafrenière St-Édouard de Napierville	5 299,14 $

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit retenue.

ADOPTÉ

505/6/85

3- AGRANDISSEMENT DU CENTRE CULTUREL

Soumissionnaires	Prix
. DESHAIES & Raymond Inc. Haggerty Drummondville	1 127 745,00 $ 650
. GAGNÉ & FILS LTÉE 52 boul. Grégoire Arthabaska	1 226 400,00 $

INITIALES DU MAIRE
208
INITIALES DU GREFFIER

. LES CONSTRUCTIONS PÉPIN & FORTIN INC. 1 219 800,00 $
371 Avenue Pie X
Arthabaska

. CONSTRUCTION HÉROUX & ALLARD (1980) INC. 1 232 391,00 $
625 boul. Industriel
Victoriaville

. CONSTRUCTION BUGÈRE INC. 1 126 830,00 $
228 Hériot
Drummondville

Attendu que les prix des soumissions s'avèrent plus élevés que les prévisions des consultants et les disponibilités budgétaires; il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que ces soumissions soient retenues pour étude et que les consultants soient mandatés pour négocier des prix à la baisse avec les 3 plus bas soumissionnaires en apportant des modifications mineures acceptables. Le Conseil verra lors d'une prochaine séance s'il y a lieu d'accepter l'une ou l'autre des soumissions ou de procéder à un nouvel appel d'offres.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

506/6/85 - M. Wilfrid Méthot jr., au nom de la compagnie Gestion Matterco Ltée, sollicite un permis de vente de produits laitiers par triporteur.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que cette demande soit transmise au Service de l'habitation pour étude. Il est aussi résolu que le Service de l'habitation consulte le Festival mondial de folklore avant de rédiger une recommandation concernant la demande ci-haut citée.

ADOPTÉ

507/6/85 - Le Conseil prend connaissance d'une requête d'environ 30 citoyens des rues De Gaspé, Laval et de la 117e avenue qui s'opposent à tout changement de zonage qui aurait pour effet de permettre la construction de 36 logements à l'arrière du Cocotier.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que cette requête soit transmise au Comité consultatif d'urbanisme pour étude.

ADOPTÉ

508/6/85 - Madame Sylvia Lecomte du 355 rue Mélançon demande l'aménagement d'un accès au boulevard St-Joseph pour un terrain dont elle est propriétaire.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que cette demande soit transmise au Comité de circulation pour étude.

ADOPTÉ

- La Chambre de Commerce du Comté de Drummond remercie le Conseil et les employés municipaux pour la collaboration reçue lors de la tenue de la dernière Exposition industrielle de la Chambre.

- M. Guy Morissette, m.d., président de la Ligue de hockey junior majeur du Québec, exprime à Son Honneur le Maire, aux membres du Conseil, aux employés municipaux et aux organisateurs bénévoles des compétitions relatives aux finales de la Coupe Mémorial l'expression de sa gratitude pour l'excellence de l'accueil accordé aux visiteurs et aux équipes qui ont participé à ces compétitions.

INITIALES DU MAIRE L.M.
209
INITIALES DU GREFFIER L.B

509/6/85 - Les Ambulanciers St-Jean demandent au Conseil de faire l'achat d'une chaise-civière qui serait utilisée au Centre Marcel Dionne et dont le coût est d'environ 720,00 $.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les Ambulanciers St-Jean soient autorisés à procéder à l'achat d'une chaise-civière et que la facture soit acquittée par la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

510/6/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 25 mai au 10 juin 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 957 060,95 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

511/6/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que:

1. la Ville de Drummondville soit autorisée à conclure un règlement hors cour avec la Succession Blanche Ida Cardin pour l'acquisition de partie du lot 173 du cadastre du Canton de Grantham décrite dans l'avis d'expropriation (dossier no. 065-34-000961-849);
2. le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents;
3. le notaire Michel Boileau soit mandaté pour la rédaction des documents relatifs au règlement précité.

ADOPTÉ

512/6/85

Attendu que la Ville de Drummondville a mis en oeuvre un programme ReviCentre dont le début des travaux est fixé au 5 août 1985;

Attendu qu'à l'intérieur de ce programme, l'Hydro-Québec doit procéder aux études relatives à la relocalisation et à l'enfouissement des fils électriques, travaux déjà déterminés et acceptés;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que demande soit faite à l'Hydro-Québec d'accorder à la Ville une étroite collaboration pour que les travaux à exécuter le soient dans le respect du calendrier établi pour leur réalisation, afin de minimiser au maximum les inconvénients qui pourraient être causés par des retards préjudiciables aux autres intervenants et surtout aux contribuables et commerçants qui résident ou opèrent dans le secteur visé par la première phase du programme ReviCentre.

Il est également résolu que copie de cette résolution soit transmise à M. Michel Clair, député de Drummond, avec prière d'appuyer la demande du Conseil formulée dans la présente résolution.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire informe ses collègues que M. Michel Clair, député de Drummond à l'Assemblée Nationale et président du Conseil du Trésor, lui a remis aujourd'hui même un chèque de 187 250 $ représentant 25% de la contribution du gouvernement provincial au projet ReviCentre dont la Ville entend réaliser la première phase avant la fin de l'année 1985.

INITIALES DU MAIRE
210
INITIALES DU GREFFIER

513/6/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que M. Pierre Leclerc soit engagé comme policier temporaire pour une période de huit (8) semaines.

ADOPTÉ

514/6/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville accorde à O.N.E.T. 85 la somme de 1 200,00 $, représentant le financement de la participation de 10 jeunes drummondvillois qui partiront comme ambassadeurs vers d'autres régions du 10 au 28 juillet 1985.

ADOPTÉ

515/6/85

AMENDÉE PAR RÉS. 89/2/86

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville acquière pour la somme de 1,00 $ une partie du lot 282 du cadastre du Canton de Grantham, propriété de M. Maurice Morin. Cette acquisition inclut les servitudes occultes ou apparentes qui affectent le terrain concerné.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer tous les documents relatifs à cette acquisition et qui seront rédigés par Me Michel Boileau, notaire.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à préciser le mandat confié au notaire Michel Boileau.

ADOPTÉ

516/6/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que:

1. la Ville de Drummondville acquière de gré à gré pour la somme de 1,00 $ de M. Arthur Houle un terrain d'une superficie approximative de 3 425 pieds carrés et connu comme étant parties 6-6 et 6-6A du cadastre de la Ville de Drummondville, quartier Est;
2. le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à cette acquisition et à y apporter toute modification mineure jugée nécessaire;
3. Me Manon Adam, notaire, soit mandatée pour rédiger l'acte d'acquisition et autres documents afférents;
4. M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à fournir à Me Manon Adam tous les documents pertinents.

ADOPTÉ

517/6/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que:

1. la Ville de Drummondville acquière de gré à gré pour la somme de 1,00 $ le lot 126-3-9 (rue Antonio-Barrette) du cadastre du Canton de Grantham, propriété de Dame Émilienne Dupont Hébert;
2. Me Gérard Fradet, notaire, soit mandaté pour rédiger l'acte d'acquisition et autres documents afférents;

INITIALES DU MAIRE J.-M.
211
INITIALES DU GREFFIER

3. le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à l'acte d'acquisition précité;

4. M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à transmettre au notaire instrumentant toutes les informations requises ou pertinentes.

ADOPTÉ

518/6/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que l'Unité des Policiers de Drummondville Inc. soit autorisée à utiliser le marché public de la Ville le 12 octobre 1985 pour y tenir une partie d'huîtres et qu'elle soit également autorisée à solliciter de la Régie des permis d'alcool du Québec un permis de vente de boissons alcoolisées lors de cet événement.

ADOPTÉ

519/6/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu qu'un groupe d'étudiants en techniques infirmières de 2e année soit autorisé à tenir un lave-auto au marché public le 22 juin 1985, de 8 heures à 17 heures.

ADOPTÉ

520/6/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les jeunes filles des Pavillons Laforest Inc. soient autorisées à tenir un lave-auto dans la cour du Pavillon Mercure les 22, 23, 24 et 25 juillet 1985.

ADOPTÉ

521/6/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville le protocole d'entente 1985 avec le Festival mondial de folklore de Drummondville.

ADOPTÉ

522/6/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Festival mondial de folklore de Drummondville soit autorisé à opérer quatre (4) bars pour la vente de bière aux quatre coins de la Folkothèque qui sera aménagée dans le parc Woodyatt dans le cadre du 4e Festival, et ce du 5 au 15 juillet 1985.

La présente résolution autorise les administrateurs du Festival à solliciter les permis requis de la Régie des permis d'alcool du Québec.

ADOPTÉ

523/6/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que l'Association des Loisirs St-Philippe de Drummondville Inc. soit autorisée à solliciter de la Régie des permis d'alcool du Québec des permis de vente de boissons à l'occasion:

INITIALES DU MAIRE
212
INITIALES DU GREFFIER

1- des festivités estivales qui se tiendront les 16, 17 et 18 août 1985 au parc St-Étienne;

2- du tournoi de balle donnée qui aura lieu au parc St-Étienne les 23, 24 et 25 août 1985.

ADOPTÉ

524/6/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que M. Robert Martineau et Mme France Gendron soient autorisés à utiliser le parc St-Frédéric le 12 juin 1985 pour un rassemblement d'environ 100 jeunes étudiants, incluant un souper. La Ville de Drummondville fournira gracieusement 20 tables à pique-nique pour cet événement.

D'autre part, les responsables devront prendre à leur charge le nettoyage du terrain et fournir une preuve d'assurance-responsabilité couvrant les dommages que ce rassemblement pourrait causer à la propriété de la Ville de Drummondville. Cette activité devra également se dérouler conformément aux politiques d'assistance établies par le Conseil concernant la tenue des fêtes populaires.

ADOPTÉ

525/6/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. soient autorisés à tenir une parade de bicyclettes le 11 juin 1985. Cette activité devra se dérouler dans le respect des normes établies par le Conseil concernant la tenue des fêtes populaires.

ADOPTÉ

526/6/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les membres de l'église Baptiste de la Foi soient autorisés à tenir un pique-nique au parc Milette le 7 juillet 1985. Cette autorisation est conditionnelle au respect des politiques établies par le Conseil concernant la tenue des fêtes populaires.

ADOPTÉ

527/6/85

Attendu que les membres de la S.I.D.A.C. Alain Limoges de Drummondville projettent de tenir une vente trottoir les 4, 5 et 6 juillet 1985;

Attendu que cette S.I.D.A.C. dans une lettre datée du 21 mai 1985 demande à la Ville de prendre les mesures nécessaires pour ralentir la circulation dans le secteur concerné par cette activité et demande également la fermeture de certaines rues;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le directeur du Service des travaux publics soit autorisé:

1- à installer des enseignes temporaires et des arrêts "Stop" jugés nécessaires pour ralentir la circulation;

2- à procéder à la fermeture de la rue Hériot, de la rue Dupont à la rue Lowring, de la rue Marchand à la rue Bellevue et de la rue Bellevue à la rue Des Forges et ce, de 9 heures à 21 heures;

3- à réserver l'aire de stationnement du côté opposé au terminus afin que les marchands puissent s'en servir pour étaler leur marchandise.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
213
INITIALES DU GREFFIER

528/6/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec M. André Boivin pour l'opération du pro-shop à l'Olympia Yvan Cournoyer durant une période de trois (3) ans.

ADOPTÉ

529/6/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville des protocoles d'entente avec les organismes suivants concernant une subvention de 800,00 $ consentie à chacun des organismes pour l'animation durant la saison estivale:

- Le Club des Loisirs Ste-Thérèse Inc.
- Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc.
- Le Comité des Loisirs et des Activités Socio-Culturelles de St-Pierre Inc.
- L'Association des Loisirs St-Philippe de Drummondville
- Les Loisirs St-Simon Christ-Roi.

ADOPTÉ

530/6/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande du Théâtre 1000 Tours Inc. faite au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dans le cadre du Programme de soutien aux projets innovateurs en loisir, laquelle demande sera présentée par M. Pol Danheux.

ADOPTÉ

531/6/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Germain Jutras, avocat, soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville dans le dossier: Corporation municipale de St-Nicéphore -vs- Ville de Drummondville et Als (CSD no. 405-05-000099-853).

Mme Francine Ruest-Jutras demande que soit inscrit au présent procès-verbal que nonobstant la considération qu'elle a à l'égard de Me Germain Jutras, elle vote contre cet engagement.

Son Honneur le Maire déclare cette résolution adoptée par la majorité des membres du Conseil.

ADOPTÉ

532/6/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux relativement à l'exécution de travaux municipaux simultanément à des travaux d'assainissement.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
214
INITIALES DU GREFFIER

533/6/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que les organisateurs du Tournoi provincial de baseball Pee Wee de Drummondville soient autorisés à solliciter un permis de la Régie des permis d'alcool du Québec pour la vente de boissons durant la période du 24 juin au 1er juillet 1985.

ADOPTÉ

Le conseiller Denis Savoie résume et commente le rapport des permis de construction émis durant le mois de mai 1985 et le compare au rapport du mois de mai 1984.

1985 - 109 permis émis pour une valeur estimative de 7 157 640 $
1984 - 121 permis émis pour une valeur estimative de 2 957 125 $

Excédent sur 1984 de: 4 200 515 $

	1984 1er janvier au 31 mai	1985 1er janvier au 31 mai
Valeur:	12 122 370 $	19 619 615 $
Permis émis:	341	285
Logements:	81	112

Les résultats laissent présager une année record sur le plan de la construction.

M. Denis Savoie fait rapport du congrès de l'Association des agents municipaux du bâtiment tenu à Drummondville récemment sous la présidence de M. Michel Binet, directeur du Service de l'habitation de Drummondville. Ce congrès a ravi les congressistes tant par son organisation impeccable que par les délibérations intéressantes qui ont eu lieu et l'accueil des drummondvillois.

Unanimement le Conseil félicite M. Michel Binet et son équipe pour l'excellence de ce congrès et souligne la participation active de M. Denis Savoie à ces assises qui se sont traduites par des retombées économiques appréciées de nos marchands, restaurateurs et hôteliers.

M. Denis Savoie explique que le concours "Villes et balcons fleuris" est en bonne voie d'organisation. Plusieurs citoyens, commerçants et industriels se sont inscrits à ce concours qui devrait s'avérer un succès. Les finalistes seront récompensés par des prix ou des certificats. Les participants peuvent s'inscrire dans différentes catégories.

534/6/85

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 2 996 500 $ pour l'exécution de travaux de réaménagement de l'usine de traitement d'eau.

Travaux:	2 724 250 $
Financement:	272 250 $
TOTAL:	**2 996 500 $**

Position de la conseillère du quartier no. 1 concernant l'adoption du règlement No. 1711

(Vu l'importance que Mme Francine Ruest-Jutras attache à ce sujet, son intervention et celles de Son Honneur le Maire et du conseiller Robert Lafrenière sont ici-bas relatées aussi exactement que possible dans les termes utilisés par les intervenants.)

INITIALES DU MAIRE

215

INITIALES DU GREFFIER

Intervention de Mme Francine Ruest-Jutras

"Je voudrais dire au Conseil que c'est avec grand regret que j'ai vu que le règlement No. 1711 avait été voté par le Conseil en mon absence.

J'avais demandé que cet item soit remis puisque j'avais avisé le Conseil que je serais à Vancouver lorsque le débat se ferait autour de la table. On a invoqué des raisons d'urgence. Quoiqu'il en soit, je remercie M. Smith qui, en tant que proposeur de la proposition, a quand même fait état de ma position négative par rapport à la tendance que prenait le Conseil.

Je regrette qu'il n'en ait pas été fait mention au procès-verbal, je ne sais pas, peut-être que cela n'était pas possible, mais..."

Intervention de M. Robert Lafrenière

"Il en a été fait mention."

Intervention de Mme Ruest-Jutras

"...ça n'a pas été consigné."

Intervention de Monsieur le Maire

"Peut-être Mme Jutras, pour répondre à cette affirmation. Lundi après-midi, il avait été fait mention que vous aviez demandé de retarder le règlement. Alors, le Conseil a décidé de consulter les fonctionnaires pour savoir si l'on était dans une situation urgente ou non urgente. Alors les fonctionnaires nous disent que c'était urgent et après un tour de table, le Conseil a décidé d'aller de l'avant alors il ne faudrait pas penser que le Conseil a profité de votre absence pour aller de l'avant dans ce règlement."

Intervention de Mme Francine Ruest-Jutras

"J'ai déjà fait mention du fait qu'on avait déjà, le vendredi, dit qu'il puisse y avoir urgence à donner suite à ce règlement, on peut préférer ce que l'on veut. J'aurais évidemment préféré que vous donniez suite à la demande que je vous avais formulée.

À la lecture du procès-verbal, je remarque qu'il y a eu des questions de posées, notamment par M. Demers, qui disait, toujours à propos d'un emprunt où l'on obligeait Drummondville-Ouest à contribuer. «Est-ce que cette décision tient compte des lettres patentes de Drummondville et de Drummondville-Ouest en 1966?» La réponse qui avait été donnée est: «L'esprit et la lettre de cet acte de fusion ont été, en l'espèce, tout à fait respectés.»

Or, je voudrais souligner: Il y avait un avis juridique de la firme Viau, Hébert & Denault, firme spécialisée en droit municipal dont la réputation n'est plus à faire. M. Viau a déjà été bâtonnier de la province de Québec, donc je pense, qu'il a ses lettres de crédibilité auprès de ses collègues et on avait demandé à cette firme là de nous dire si effectivement Drummondville-Ouest devrait être partie prenante de l'emprunt de 780 000 $.

Et toute l'opinion juridique portait autour de l'article 20 du protocole de fusion de Drummondville-Ouest qui dit ceci: «Tel que prévoyaient les lettres patentes intervenues entre l'ex-Cité de Drummondville et l'ex-Village de Drummondville-Ouest, tous les travaux d'amélioration locale continueront d'être à la charge des secteurs déterminés par le Conseil. À cette fin le territoire de l'ex-Village de Drummondville-Ouest est considéré comme un secteur.»

Or il s'agissait dans la matière de déterminer si les travaux que nous allons faire dans le cadre de ReviCentre sur la rue Hériot cette année; la rue Lindsay, l'an prochain; et éventuellement dans le quartier St-Joseph, sont des travaux d'amélioration locale ou si ce sont des travaux d'ordre communautaire.

INITIALES DU MAIRE
216
INITIALES DU GREFFIER

Et à la suite d'études, de doctrines et de jugements, notre conseiller juridique en arrivait à la conclusion qu'il s'agissait de travaux d'amélioration locale et il énumère ce qui, d'après la jurisprudence et la doctrine peut être considéré comme des travaux d'amélioration locale de l'aqueduc, de l'égout, du pavage, de l'éclairage, des bordures, des trottoirs, somme toute, l'essentiel des travaux que nous allons faire dans le cadre du programme ReviCentre.

Et il voyait évidemment l'argument de certains autour de la table et c'est celui que le Conseil a privilégié, oui mais, il faut voir le centre-ville comme un équipement communautaire. Tout le monde va dans le centre-ville, or l'avis juridique élimine cette façon de voir les choses puisque les gens comprennent que certains soutiennent qu'il s'agit de la rue principale de la Ville et que tous les citoyens bénéficient de ces améliorations. Mais ce qu'il faut regarder avant tout, c'est la nature des travaux qui vont être faits et comme ce sont des travaux d'amélioration locale, l'argument ne vaut pas et, à la limite, si on disait ça, si les rues appartiennent à tout le monde vu qu'il y a plus d'achalandage, on pourrait dire que la rue du Centre Culturel, rue Ringuet, deviendrait rue communautaire, la rue de la bibliothèque, une rue où les gens vont, est par conséquent une rue commune et progressivement on se trouve à vider cet article là du protocole de fusion. On se trouve à le vider de tout sens et je vous ferais remarquer que le législateur ne parle jamais pour ne rien dire par conséquent que si ç'avait été mis là dans les lettres patentes, c'est parce qu'il y avait en arrière de tout ça un principe d'amélioration locale versus ce qu'on peut appeler des travaux communautaires.

Et là encore, on a argumenté que cet article des lettres patentes faisait état aussi d'une sorte de discrétion que le Conseil peut avoir et là encore cette discrétion là peut s'exercer tellement de fois qu'on en arriverait aussi à vider cet article là de son contenu par conséquent qu'il n'aurait plus d'effet. L'opinion juridique était très claire et nous disait que Drummondville-Ouest n'avait pas du tout à payer pour le programme ReviCentre.

On a pris cet avis là parce qu'il ne faisait pas tellement notre affaire, on en a commandé un autre qui, évidemment, dit le contraire. Ça prend 2 avocats pour faire un procès et je vous soulignerai cependant que je trouve la chose un peu bizarre parce qu'on dit qu'on n'est pas satisfait d'un avis juridique, on en demande un autre.

On avait confiance en ce bureau là, qui est un bureau dont la notoriété, comme je l'ai dit est solidement établie, et pourtant comme ce n'était pas le son de cloche qu'on voulait avoir on en a demandé un autre.

Ce que je remets en cause, ce n'est pas le programme ReviCentre, je suis sur le comité de ReviCentre, je suis favorable évidemment à ce programme. Je trouve que c'est nécessaire qu'il y ait des améliorations qui se fassent au centre-ville cependant, je me dis quand est-ce que ça va arrêter cette contribution qu'on oblige Drummondville-Ouest à faire? Je l'ai dit; une première phase cette année, une autre l'an prochain et une autre par la suite.

Ce que je remets en cause ce n'est pas le programme comme tel, parce que je pense que majoritairement tous les citoyens de Drummondville sont conscients qu'il y a un problème là et sont prêts à faire un effort pour le régler, mais je ne pense pas qu'on a respecté, en agissant de cette façon là, le sens du contrat qui avait été signé en 1966 entre l'ex-Village de Drummondville-Ouest et la Cité de Drummondville.

Et mon argumentation porte là-dessus.

Je me dis que quand on appose sa signature en bas d'un acte, il faut la respecter. Le contrat c'est ce qui fait la base d'une société organisée, la base du contrat social. Et je pense que le Conseil aurait dû avec division par quartier pour les élections, ça modifie un peu la problématique mais enfin, je pense, sans vouloir partir de polémique que le Conseil aurait dû se ranger derrière la première opinion juridique.

INITIALES DU MAIRE
217
INITIALES DU GREFFIER

Je voulais faire valoir mon point de vue puisque je n'avais pas pu le faire lors de la séance du Conseil."

Carrefour Socio-Culturel

Mme Francine Ruest-Jutras déclare qu'elle veut faire rapport d'une conférence de presse donnée au cours de l'après-midi par le Carrefour Socio-Culturel de Drummondville qui est formé par l'association des Commissions Scolaires, du Cégep et de la Ville de Drummondville.

Le Carrefour a fait état de la performance du Centre Culturel au cours de la dernière année et a fait connaître le nom des personnes qui forment le nouveau conseil d'administration.

Mme Francine Ruest-Jutras donne la liste des nouveaux membres du conseil d'administration et ajoute qu'elle-même a été désignée comme présidente du Carrefour Socio-Culturel pour la prochaine année. Le nouveau conseil regroupe plusieurs élus contrairement aux années antérieures où les administrateurs étaient majoritairement des cadres des organismes publics qui souvent étaient mal à l'aise pour prendre des décisions qui devaient être sanctionnées par les élus. Le Carrefour termine sa dernière année avec un surplus de 442,00 $, ce qui témoigne d'une gestion serrée et d'une programmation intéressante pour la clientèle.

Le Carrefour offre maintenant un nouveau service qui permettra aux détenteurs d'une carte "Amis du Centre Culturel" dont le coût est de 10,00 $ de bénéficier d'un service de pré-vente et d'obtenir une paire de billets sur un avis qui leur sera adressé préalablement à la mise en vente de ces billets.

Certaines statistiques rendues publiques démontrent d'une façon non équivoque que le Centre Culturel a conquis l'estime de la population et que le Conseil est justifié d'investir des sommes importantes pour améliorer cet équipement communautaire.

Il existe au Québec 96 centres de spectacles culturels dont 73 sont subventionnés. Le bassin de population de Drummondville qui utilise le Centre Culturel est au 20e rang tandis que le taux d'utilisation démontre que Drummondville est au 4e rang.

Concernant le nombre de sièges, Drummondville est au 15e rang et au niveau des subventions consenties par le ministère des Affaires culturelles, elle se classe au 5e rang. Si on calcule le taux d'utilisation au Centre Culturel par rapport au bassin de population, Drummondville se classe au 1er rang. Il faut attribuer cette performance au fait que plusieurs troupes culturelles animent cet édifice et donnent une vie à cet équipement communautaire.

Un représentant du ministère des Affaires culturelles, présent à cette conférence de presse, a noté la performance exceptionnelle du Centre Culturel et a annoncé que la subvention de 34 000 $ consentie l'an dernier sera augmentée jusqu'à 40 000 $.

Congrès de la Fédération Canadienne des Municipalités

Mme Francine Ruest-Jutras résume le déroulement du congrès de la Fédération Canadienne des Municipalités qui s'est tenu récemment à Calgary et auquel elle a assisté en compagnie de Son Honneur le Maire et de MM. les conseillers Robert Lafrenière et J.-Bruno Smith.

Ce congrès de la F.C.M. était le premier auquel elle avait l'avantage d'assister et elle en a retenu succinctement ce qui suit:

- Un tel congrès est d'envergure national et diffère des congrès de l'U.M.Q. qui permettent aux élus de s'adresser au gouvernement provincial;
- Les sujets traités sont également différents, comme exemples: la prostitution, l'acquittement de la peine de mort, l'énergie, les infrastructures au niveau national, etc.;

- Un atelier portant sur le développement économique a suggéré d'unir les efforts pour constituer des organismes de recherches pour solutionner les problèmes de l'heure; cette formule permettrait de mettre à contribution des hommes d'affaires, des banquiers, des professionnels et des travailleurs qui pourraient s'impliquer avec les patrons et devenir partie prenante à l'entrepreneurship;
- Les échanges entre représentants d'autres villes peuvent donner naissance à de nouvelles idées que les élus peuvent propager dans leur milieu et susceptibles d'améliorer la vie communautaire, les politiques d'embauche du personnel cadre ou des professionnels et le développement résidentiel.

Pour sa part, Mme Ruest-Jutras estime que de tels congrès sont fort enrichissants et contribuent à mieux faire connaître Drummondville par la présence de ses représentants.

Le conseiller J.-Bruno Smith estime que l'appartenance de Drummondville à la F.C.M. est très importante parce qu'on y traite de grands dossiers politiques et socio-économiques. On en revient avec d'excellents dossiers bien étoffés comme par exemple un dossier intitulé: «La clef des programmes des logements sociaux», dans lequel on préconise l'implication plus accentuée des gouvernements municipaux qui sont le plus près des citoyens.

On conclut également que les gouvernements municipaux devraient avoir d'autres sources de financement que l'impôt foncier pour absorber des responsabilités qui ne cessent d'augmenter.

Tous les congressistes ont fait consensus pour dire que les infrastructures municipales se détériorent et que les Conseils manquent de ressources financières pour corriger cette situation. Les Conseils hésitent à emprunter à cause des intérêts élevés qui se répercutent sur la taxation. Ces congrès permettent aux élus municipaux de mieux connaître les problèmes de l'heure et de prendre des décisions même si ces dernières sont parfois difficiles à prendre et à imposer aux citoyens.

Le conseiller Robert Lafrenière, à titre de président du Comité de la sécurité publique, s'est surtout intéressé aux ateliers qui traitaient de la prévention de la criminalité et a pu constater que Drummondville a mis sur pied des moyens efficaces qui protègent bien notre population. Le gouvernement fédéral offre une aide financière pour l'amélioration de certains services et notre Ville en a déjà bénéficié.

D'autre part, un éminent Sénateur, lors d'une conférence, a favorisé les relations intermunicipales et les jumelages internationaux pour promouvoir le désarmement et la lutte contre la guerre nucléaire qui menace notre univers. Comme Drummondville a déjà établi des relations avec des villes d'Europe, elle pourra faire son effort en ce sens.

Son Honneur le Maire termine cette série de commentaires en insistant sur l'accueil chaleureux réservé aux congressistes par la Ville de Calgary. Il soutient que les échanges entre les élus municipaux se sont avérés intéressants et enrichissants.

Taxation dans le secteur de Dr'Ville-Ouest -vs- Règlement No. 1711

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, demande à Son Honneur le Maire de faire une courte intervention pour référer au règlement No. 1711 et préciser que lorsque des travaux à caractère local comme le pavage, les bordures, les travaux d'égouts et d'aqueduc, sont exécutés dans le secteur de Drummondville-Ouest, ils le sont à la charge exclusive de ce secteur.

Le conseiller Denis Savoie estime qu'il faudra tôt ou tard uniformiser la taxation dans tout le territoire de la Ville de Drummondville.

Son Honneur le Maire conclut ce débat en disant que le Conseil s'est prononcé majoritairement sur le règlement No. 1711 et qu'il ne croit pas que les résidents du secteur de Drummondville-Ouest vont entreprendre des procédures pour que la Cour statue sur la légitimité de la décision du Conseil.

Période de questions concernant les affaires municipales

- Intervenant: M. Ovelus Demers du 51 - 117e Avenue.

M. Demers félicite Mme Francine Ruest-Jutras pour les informations qu'elle a données sur le règlement No. 1711.

Question 1 - Il demande à Mme Ruest-Jutras si elle croit qu'il est plus équitable pour le secteur fusionné de l'ex-Ville de Drummondville-Sud de payer pour le programme ReviCentre qu'il est équitable de faire payer l'ex-Village de Drummondville-Ouest annexé en 1966.

Réponse: Mme Ruest-Jutras déclare qu'elle ne veut pas discuter d'équité, mais qu'elle maintient que le Conseil doit respecter la convention écrite et signée par les lettres patentes émises en 1966 lors de l'annexion de l'ex-Village de Drummondville-Ouest.

Question 2 - S'adressant encore à Mme Francine Ruest-Jutras, M. Demers demande si elle a pris connaissance des lettres patentes émises en décembre 1981 lors de la fusion de Drummondville et de l'ex-Ville de Drummondville-Sud et qui précisent que le développement domiciliaire doit se faire dans des proportions de 1/3 - 2/3 dans la nouvelle Ville.

Réponse: Mme Ruest-Jutras déclare qu'elle connait cet engagement et qu'elle fera tout en son possible pour faire respecter cette entente qui fait partie intégrante des lettres patentes émises en 1981 et dûment signées par les personnes autorisées.

M. Ovelus Demers estime que tous les citoyens devraient s'unir au lieu de se diviser, que l'administration municipale serait plus facile et que cela permettrait d'éviter des débats portant sur des aspects légaux compliqués.

Le conseiller Edward St-Pierre intervient pour préciser que pour sa part il tient au respect des conditions négociées lors de la fusion de l'ex-Ville de Drummondville-Sud. Si des développements potentiels étaient réalisables à des coûts intéressants, il se ferait un devoir de les supporter avec vigueur pour respecter les engagements qu'il a pris comme représentant du secteur de Drummondville-Sud.

Le conseiller Gilles St-Martin intervient pour dire que le Conseil vient de recevoir une requête de citoyens qui s'opposent à la construction de 36 logements dans le secteur de l'ex-Ville de Drummondville-Sud. Il n'est pas facile pour un Conseil d'agir contre la volonté des contribuables.

INITIALES DU MAIRE
220
INITIALES DU GREFFIER

Question 3 - Lors du projet d'aménagement du collecteur Mercure, les plans que j'ai consultés indiquaient l'aménagement d'une station de pompage pour desservir le Domaine Cherbourg; comment se fait-il qu'aujourd'hui on me dit que ce projet n'a jamais été prévu?

Réponse: M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est invité à donner des explications à M. Ovelus Demers.

M. Lesage affirme que dans les plans d'aménagement du collecteur Mercure, il n'y avait pas de plan prévoyant l'aménagement d'une station de pompage pour la desserte du Domaine Cherbourg. Lors de discussions, il a été précisé que pour raccorder un collecteur destiné à la desserte du Domaine Cherbourg, il faudrait aménager une station de pompage pour traverser le boulevard St-Joseph et utiliser le collecteur Mercure.

Question 4 - Lorsque la Ville engage un policier temporaire, doit-elle fournir un uniforme?

Réponse: M. Robert Lafrenière, conseiller, explique que dans le cas de l'engagement d'un policier temporaire qui a été décidé ce soir, il s'agit d'un policier qui a déjà travaillé pour la Ville de Drummondville durant deux périodes estivales et qu'il a déjà l'uniforme à sa disposition.

Question 5 - Comment peut-on justifier le grand nombre de permis de vente de boissons que le Conseil a autorisés au cours de la présente séance?

Réponse: La Régie des Alcools du Québec exige que le Conseil donne son consentement avant de délivrer un permis de vente de boissons à des organismes.

Question 6 - Quel est le contenu de la convention que la Ville devra signer avec la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux?

Réponse: Cette convention prévoit que lors de l'exécution de travaux déjà entrepris et payés par la Société, cette dernière pourra effectuer des travaux mineurs s'ils sont découverts lors de travaux d'excavation; la Ville devra à ce moment payer ces travaux mais elle sera gagnante puisqu'elle n'aura pas à intervenir à la suite de la Société qui facturera au prix coûtant plus 2%.

Question 7 - Comment seront utilisés les 6 200 $ que la Ville a votés pour le nettoyage des terrains vacants?

Réponse: Ces argents serviront à payer le personnel et les avis qui seront expédiés aux propriétaires des terrains vacants qui doivent être nettoyés.

Question 8 - Peut-on faire disparaître les débris amoncelés dans le Domaine Cherbourg et qui sont là depuis 1983?

Réponse: Le directeur du Service des travaux publics fera l'inspection des lieux et fera rapport au Conseil.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D. 2070 Terrasse Messier.

Commentaires: - Certains endroits du Domaine Cherbourg ressemblent à des savanes et mériteraient d'être améliorés.

INITIALES DU MAIRE
221
INITIALES DU GREFFIER

- Le R.C.D. estime que les 3 caméras utilisées pour la surveillance de certaines intersections de rues commerciales ne seront jamais efficaces si on n'y ajoute pas une lentille (zoom) adéquate pour une plus grande efficacité.
- La fermeture du dépotoir de St-Nicéphore semble difficile à solutionner; le R.C.D. a hâte de connaître le dénouement de ce problème porté en Cour.

Question 1 - Est-ce que les fonctionnaires municipaux ne sont pas plus exigeants envers les simples citoyens qu'envers les compagnies et les entreprises gouvernementales ou para-gouvernementales qui négligent de nettoyer des terrains vacants?

Réponse: Les fonctionnaires utilisent les mêmes procédures, mais il faut comprendre que les autorités décisionnelles des grandes corporations sont plus difficiles à rejoindre et à faire bouger.

Comme M. Savoie réfère au C.N. et au C.P., des avis seront servis à ces entreprises dès le 11 juin et la Ville exercera toutes les pressions possibles pour obtenir leur collaboration.

Commentaire: Le règlement No. 1400 interdit souvent la reconstruction d'un édifice incendié et dont la valeur devient inférieure à 50% de sa valeur avant l'incendie.

Réponse: M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, explique les règles d'application du règlement No. 1400.

Son Honneur le Maire déclare que cette exigence du règlement No. 1400 sera réexaminée prochainement.

Question 2 - La Ville exige-t-elle que ses cadres demeurent dans Drummondville?

Réponse: Le Conseil travaille présentement sur un document qui lui permettra de statuer par règlement sur cette question.

Demande: M. Hervé Savoie demande au greffier de lui fournir photocopie des comptes suivants:

No. 014699 - 400,00 $ (Mercure Guilbault & Ass.)

No. 014816 - 1 757,42 $ (Comm.Rég.St/François)

No. 014730 - 3 551,35 $ (R. Pominville Ltée)

No. 014615 - 1 619,40 $ (Const. Bi-Bo Inc.)

M. Savoie veut également connaître le coût intégral de l'aménagement de puits artésiens dans le secteur St-Jean-Baptiste.

Question 3 - Est-ce que le paiement des honoraires à la firme R. Pominville Ltée est autorisé par des cadres ou par le Conseil?

Réponse: Par le Conseil.

Question 4 - Pourquoi Mme Louiselle Laquerre n'a-t-elle pas été choisie comme employée municipale par les élus?

Réponse: La firme de consultants a fait une première sélection parmi 92 candidats(tes). Son Honneur le Maire et MM. les conseillers Robert Lafrenière et J.-Bruno Smith faisaient partie du comité de sélection et ont eux-mêmes interviewé plus de 10 candidats ou candidates. Sur la recommandation de ces personnes, le Conseil a procédé à l'engagement de Mme Louiselle Laquerre.

INITIALES DU MAIRE
222
INITIALES DU GREFFIER

Question 5 - La liste des comptes indique que la dernière délégation en Europe a coûté 5 935,21 $. Est-ce que la délégation de seulement 2 personnes n'aurait pas été aussi valable?

Réponse: Le Conseil a jugé qu'il était opportun de déléguer 4 personnes.

Question 6 - M. Gilles St-Martin nous avait promis un rapport sur la délégation en Europe. Pourquoi ce rapport n'a-t-il pas encore été rendu public?

Réponse: M. Claude Boucher est en vacances. Le rapport sera disponible dès son retour.

- Intervenante: Mme Thérèse Plante Donais de la 9e Avenue.

Question: Lorsqu'une poubelle est laissée dans la rue par le responsable de la cueillette des ordures ménagères et que cette poubelle est heurtée par une automobile, qui est responsable des dommages causés à l'automobile?

Réponse: M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est chargé de renseigner Mme Donais.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, fixe la prochaine séance régulière au mardi, 25 juin 1985.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Laurent Bruno
Greffier.

Serge Menard
Maire.

INITIALES DU MAIRE
223
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

25 juin 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 25 juin 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, et M. Gérald Lapierre, directeur du service des travaux publics, assistent à la réunion à titre de personnes ressources, et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

Son Honneur le Maire présente à l'assistance Madame Louiselle Laquerre, récemment engagée pour occuper le poste de directrice des communications et des relations publiques de la Ville de Drummondville. Il résume son curriculum vitae et se dit convaincu que Madame Laquerre saura faire profiter l'organisation municipale, les organismes partenaires et la collectivité drummondvilloise de son expertise en communications et ce dans le cadre de ses nouvelles fonctions.

Madame Louiselle Laquerre remercie le Conseil pour l'avoir choisie parmi une pléiade de concurrents. Elle se dit convaincue qu'en collaboration avec le Conseil et l'équipe des fonctionnaires municipaux il lui sera possible de contribuer à l'amélioration des communications, des relations publiques et de l'image de Drummondville.

535/6/85

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de la séance régulière du 10 juin 1985, il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

536/6/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé, après y avoir ajouté l'item suivant:

5A. Félicitations (M. Gilles St-Martin).

ADOPTÉ

Le conseiller Gilles St-Martin relate qu'il a remplacé Son Honneur le Maire lors du concours Mlle Drummondville tenu récemment. Il félicite Mademoiselle Rachel St-Louis qui a remporté ce concours grâce à ses connaissances sur Drummondville et à la pertinence des réponses qu'elle a données aux questions posées par les juges.

Il souhaite bon succès à la nouvelle Mlle Drummondville qui participera à des concours qui se tiendront à Montréal et Toronto.

INITIALES DU MAIRE S.M. 224 INITIALES DU GREFFIER

Le conseiller St-Martin conclut en disant qu'il espère que Mademoiselle Rachel St-Louis sera mise à contribution lors du 4e Festival Mondial de Folklore.

Son Honneur le Maire félicite Mademoiselle Rachel St-Louis et déclare que cette personne sera l'objet d'une invitation spéciale du Conseil pour souligner son succès.

Madame Francine Ruest-Jutras, conseillère, entre dans la salle des délibérations et prend son siège.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

537/6/85

1) VENTE DU LOT 124-271 - SECTEUR P.A.A.T. II (La Coulée)

Soumissionnaire	Prix
. M. GILLES BÉLAND 46, lle Avenue Drummondville	17,22 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente résolution autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

538/6/85

2) VENTE DE L'ENTREPÔT GAGNON ET DES TERRAINS PORTANT LES NUMÉROS DE LOTS 162B-122, 162B-195, 162B-55 ET 162B-56

Soumissionnaire	Prix
. INVESTISSEMENTS CLAIRBOIS INC. et INVESTISSEMENTS PEP INC. 65, rue Gendron Drummondville	160 000,00 $

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

539/6/85

3) ACHAT D'UNE AUTOMOBILE, MODÈLE 1985 (TP-85-08) - SERVICE DE L'HABITATION

Soumissionnaires	Prix
. GARAGE MONTPLAISIR LTÉE 875, boul. St-Joseph Drummondville	7 700,00 $
. BERNIER & CRÉPEAU LTÉE 269, rue Lindsay Drummondville	8 285,42 $

INITIALES DU MAIRE
225
INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit acceptée.

ADOPTÉ

540/6/85

4) ACHAT D'UNE CAMIONNETTE "PICK-UP" 4 X 2, CABINE À 4 PORTES (TP-85-09)

Soumissionnaires	Prix
. GARAGE MONTPLAISIR LTÉE 875, boul. St-Joseph Drummondville	13 400,00 $
. PINARD & NADEAU INC. 1144, boul. St-Joseph Drummondville	15 000,00 $

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit acceptée.

ADOPTÉ

541/6/85

5) ACHAT D'UNE CAMIONNETTE "PICK-UP" 4 X 2, CABINE RÉGULIÈRE (TP-85-10)

Soumissionnaires	Prix	Allocation d'échange	Prix net
. GARAGE MONTPLAISIR LTÉE 875, boul. St-Joseph Drummondville	9 700,00 $	100,00 $	9 600,00 $
. PINARD & NADEAU INC. 1144, boul. St-Joseph Drummondville	12 750,00 $	300,00 $	12 450,00 $
. DRUMMOND AUTO LTÉE 1163, boul. St-Joseph Drummondville	10 199,10 $	500,00 $	9 699,10 $
. BERNIER & CRÉPEAU LTÉE 269, rue Lindsay Drummondville	9 934,48 $	500,00 $	9 434,48 $

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit acceptée.

ADOPTÉ

542/6/85

6) RÉPARATION ET RÉAMÉNAGEMENT DU TERRAIN DE FOOTBALL-SOCCER POLYVALENTE LA POUDRIÈRE

Soumissionnaires	Prix
. EXCAVATION TOURVILLE INC. 4960, boul. Tourville, R.R. 1 Drummondville	43 999,00 $
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911, rue St-Mathieu Notre-Dame du Bon-Conseil	59 466,00 $

INITIALES DU MAIRE
226
INITIALES DU GREFFIER

. SOTRAMEX INC. 42 244,00 $
124, rue Biron
Drummondville

. CONSTRUCTION DRUMMOND INC. 33 887,00 $
1745, rue Précourt
Drummondville

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, et résolu que la plus basse soumission conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit acceptée.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente résolution autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

543/6/85 - Le Conseil prend connaissance d'une lettre expédiée à la Soeur Supérieure Provinciale de la Présentation de Marie, 145 rue Pernet à Sherbrooke, accompagnée d'une requête d'environ 50 contribuables résidant sur la rue Dorion et dans le voisinage, pour demander la fermeture de la maison "Un toit pour toi" à cause des inconvénients causés par un manque de civisme des occupants.

Attendu que cette maison a été aménagée pour rendre des services de dépannage à des jeunes dépourvus et sans travail;

Attendu qu'une telle institution est souhaitable dans un centre urbain de l'importance de Drummondville;

Attendu que les requérants allèguent des motifs sérieux pour qu'à tout le moins cette maison soit mieux entretenue et dirigée;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que M. J.-Bruno Smith, conseiller du district no. 6, soit mandaté pour rencontrer les dirigeants et responsables de la maison "Un toit pour toi" afin de négocier une entente qui permettrait d'éviter la fermeture de cette maison et d'apporter tous les correctifs qui pourraient satisfaire les résidents du secteur concerné.

ADOPTÉ

- Le Conseil prend connaissance d'une lettre du Ministre des Affaires Culturelles du Québec qui indique que l'aide financière aux bibliothèques municipales sera augmentée au cours de l'année 1985-1986.

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, se dit heureuse de voir que la bibliothèque municipale de Drummondville bénéficiera d'une subvention accrue durant l'année en cours.

- Lecture est donnée d'une lettre de l'Ensemble vocal Les Argentins de Drummondville Inc. qui remercie le Conseil suite à l'obtention d'une subvention de 1 000,00 $.

Son Honneur le Maire déclare que cet organisme qui représente dignement Drummondville sur le plan local, régional et provincial, mérite l'appui du Conseil et des félicitations.

INITIALES DU MAIRE
8M
227
INITIALES DU GREFFIER

À titre d'ex-présidente d'honneur de l'Ensemble vocal Les Argentins, Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, déclare que ce groupe vocal constitue un actif pour Drummondville et que ses membres méritent des éloges pour leur professionnalisme.

- M. Donald Belval, président du Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc., remercie le Conseil pour avoir autorisé des travaux de recouvrement des terrains de tennis du parc Milette.

Le conseiller Lindor Letendre, représentant de ce secteur au Conseil, déclare que tous les adeptes du tennis apprécient les améliorations apportées à cet équipement récréatif.

544/6/85 - L'Association régionale des autoneigistes de Drummondville Inc. formule les demandes suivantes:

- l'autorisation de procéder à la coupe de bois pour l'aménagement d'un sentier à l'aéroport municipal;
- un droit de passage dans la zone tampon le long de la route de l'aéroport (20 pieds de largeur);
- l'autorisation de contourner le bout de la piste à un endroit désigné par la Ville;
- l'autorisation de redescendre dans la zone tampon sur la limite du terrain de l'aéroport jusqu'à un sentier pour autoneige existant en direction de l'Avenir.

L'auteur de la demande explique que l'Association des autoneigistes de Drummondville Inc. a obtenu une subvention de 16 000,00 $ qui permettrait l'embauche de personnel durant les prochaines semaines.

Attendu que l'Association régionale des autoneigistes de Drummondville Inc. contribue aux activités touristiques de Drummondville, il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le Conseil demande au directeur du Service des travaux publics de la Ville de vérifier la faisabilité des demandes ci-haut exprimées, et qu'il autorise l'exécution de ces travaux à condition qu'ils soient acceptables et qu'ils ne causent aucun inconvénient sur le terrain de l'aéroport municipal.

ADOPTÉ

545/6/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 8 juin au 1er juillet 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 1 434 133,30 $.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

546/6/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que l'Atelier du Logement Communautaire des Bois-Francs soit autorisé à tenir une fête champêtre le dimanche, 30 juin 1985, au parc St-Philippe. Cette activité devra se tenir conformément aux politiques établies par le Conseil concernant la tenue des fêtes populaires. De plus, l'Atelier du Logement Communautaire des Bois-Francs devra maintenir l'accessibilité au parc St-Philippe à ses usagers habituels durant cette activité.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
228
INITIALES DU GREFFIER

547/6/85

Attendu que Transport Brazeau Inc. demande à la Ville de Drummondville de renoncer à un droit de préemption sur une certaine partie de terrain non construite qu'elle a acquise par un acte de vente enregistré le 11 mai 1977 sous le numéro 229493 au Bureau d'enregistrement de la division de Drummond;

Attendu que la Ville de Drummondville croit raisonnable d'accepter cette demande;

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville renonce à son droit de préemption obtenu par le contrat enregistré sous le numéro 229493 à condition que Transport Brazeau Inc. vende en totalité l'immeuble avec bâtiment y érigé portant le numéro 1655, rue Sigouin. Tout acquéreur éventuel devra cependant accepter pour le délai indiqué dans ce contrat, que la clause accordant un droit de préemption à la Ville de Drummondville soit reconduite.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la renonciation à l'exercice du droit de préemption ci-haut indiqué.

ADOPTÉ

548/6/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Michel Dupuy de l'étude Bélanger et Sauvé soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville dans un arbitrage concernant la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

ADOPTÉ

549/6/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Normand Corriveau, avocat, soient retenus pour agir comme assesseur et représenter la Ville de Drummondville dans un arbitrage concernant la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

ADOPTÉ

550/6/85

Attendu l'entrée en vigueur du projet de Loi no. 2 intitulé «Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales»;

Attendu l'amendement effectué en date du 1er janvier 1985 de l'article 42 de la Loi sur la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux;

Attendu que ledit projet de Loi no. 2 n'a aucun effet rétroactif;

Attendu la signature entre le Gouvernement du Québec et la Ville de Drummondville, en date du 7 octobre 1983, de la convention prévue à l'article 21 de la Loi de la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux;

Attendu la signature, en date du 13 janvier 1984, de la convention intervenue entre la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux et la Ville de Drummondville;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville, compte tenu des «attendus» ci-avant énoncés, ratifie à toutes fins que de droit les signatures qu'elle a données en regard des conventions ci-avant mentionnées.

ADOPTÉ

551/6/85

ATTENDU QUE Téléglobe Canada, dans un document signé le 20 juin 1985, accepte de vendre à la Ville de Drummondville, pour la somme de 325 000,00 $ payable comptant au moment de la signature du contrat de vente, un terrain d'une superficie de 313.707 âcres formé des lots 246, 247, 248, 249 et 250 du cadastre officiel du Canton de Wickham, division d'enregistrement de Drummond, ce terrain étant plus amplement décrit par une description technique et un plan préparés par M. Marc A. Bélanger, arpenteur-géomètre, le 15 mai 1980, lesquels documents sont annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante;

IL EST PROPOSÉ PAR M. EDWARD ST-PIERRE, CONSEILLER
APPUYÉ PAR M. GILLES ST-MARTIN, CONSEILLER
ET RÉSOLU:

1- QUE la Ville de Drummondville accepte l'offre de Téléglobe aux conditions décrites dans l'ATTENDU ci-dessus;

2- QUE Me Louis Morin, notaire, soit autorisé à rédiger l'acte d'achat faisant l'objet de la présente résolution;

3- QUE le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à l'acquisition du terrain offert par Téléglobe Canada et ci-haut décrit.

ADOPTÉ

552/6/85

Lecture est donnée d'une lettre de M. Benoît Bouchard, ministre d'État aux Transports, relative à une demande de modification du contrat passé entre Transports Canada et la Ville de Drummondville en ce qui a trait au projet d'agrandissement de l'aéroport municipal.

Le ministre indique que les fonctionnaires responsables de ce dossier en sont arrivés à une entente de principe entre les représentants du ministère et ceux de la Ville de Drummondville. Il souligne qu'une requête sera prochainement acheminée au Conseil du Trésor aux fins d'autoriser une entente supplémentaire avec les responsables municipaux, laquelle requête portera sur le contrat visant à modifier le contenu du projet dont les coûts estimatifs sont de l'ordre de 3,1 millions de dollars, et d'autre part à modifier l'échéance de la réalisation des travaux d'amélioration à l'aéroport municipal.

ATTENDU QUE Transports Canada accepte de verser 3,1 millions de dollars pour l'agrandissement de l'aéroport;

ATTENDU QUE le Conseil croit qu'il est de l'intérêt de Drummondville de procéder à un tel agrandissement;

IL EST PROPOSÉ PAR M. JEAN-PAUL GÉNÉREUX, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU QUE:

1- la Ville de Drummondville accepte la subvention de 3,1 millions de dollars offerte par Transports Canada pour l'agrandissement de l'aéroport municipal;

INITIALES DU MAIRE S.G.
230
INITIALES DU GREFFIER

2- la Ville de Drummondville accepte de modifier le contrat déjà intervenu avec Transports Canada pour reviser le montant de la subvention ainsi que l'échéancier de la réalisation des travaux d'amélioration;

3- le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les doucments relatifs à l'entente précitée.

ADOPTÉ

553/6/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Germain Jutras, avocat, soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville devant la Cour d'Appel concernant la cause "Le Village Québécois d'Antan et la Ville de Drummondville -vs- La Municipalité des Cantons Unis Wendover & Simpson" (cause numéro CPD 405-02-000190-840).

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, vote contre cette proposition.

ADOPTÉ

554/6/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu ce qui suit, savoir:

- Que la Ville de Drummondville accorde une subvention de 2 000,00 $ à l'organisme Les Jumelages Socio-Culturels de Drummondville Inc. pour défrayer une partie de ses frais d'opération durant l'année 1985;

- Que Mme Adrienne Daneault soit mandatée comme représentante officielle de la Ville de Drummondville lors d'un prochain voyage qu'un groupe de drummondvillois effectuera prochainement à La Roche-sur-Yon en France et à Braine L'Alleud en Belgique.

ADOPTÉ

555/6/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville des protocoles d'entente à intervenir avec Drummond Sports Inc. (Drummondville Olympique), intitulés:

- Reconnaissance
- Terrains de sport
- Heures de piscine
- Tennis
- École de hockey
- Tournoi International de Hockey Midget de Drummondville Inc. et Drummond Sports Inc.
- Bar Centre Marcel Dionne
- Restaurant Centre Marcel Dionne
- Pro-shop.

Chacun des protocoles d'entente précités devra contenir la mention suivante: "Les ententes financières en vigueur pour l'année 1984 continuent de s'appliquer en 1985. Les nouvelles ententes financières négociées entreront en vigueur à partir du 1er janvier 1986."

ADOPTÉ

556/6/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par le conseiller Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que l'Église Baptiste de la Foi soit autorisée à tenir un lave-auto au 1045 rue Chabanel, les 28 juillet et 24 août 1985.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE L.M.
231
INITIALES DU GREFFIER L.B.

557/6/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention d'entreprise avec les autorités de la Maison de Quartier Richelieu concernant l'entretien du parc St-Frédéric.

ADOPTÉ

558/6/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le Comité des loisirs et des activités socio-culturelles de St-Pierre soit autorisé à solliciter de la Régie des permis d'alcool du Québec un permis pour la vente de boissons alcoolisées lors de la tenue du Festival de l'Épi le 8 août 1985.

ADOPTÉ

559/6/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le responsable de Vélo-Cité soit autorisé à utiliser le stationnement de l'Olympia Yvan Cournoyer le 17 juillet 1985 pour procéder à des tests de sécurité à bicyclette pour les jeunes de Drummondville.

ADOPTÉ

560/6/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 juin 1985 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

Le conseiller Gilles St-Martin explique que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme recommande un changement de zonage qui permettra la construction de trois (3) bâtiments de douze (12) logements chacun dans le secteur de l'ex-Ville de Drummondville-Sud. Considérant que par une requête plusieurs citoyens se sont objectés à la construction de ces édifices, le promoteur, M. Robert Beaupré, rencontrera lui-même les signataires de la requête présentée au Conseil afin de leur faire la démonstration que ce projet est acceptable et même souhaitable.

561/6/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que M. François Langlois soit nommé au poste d'inspecteur en bâtiment pour la Ville de Drummondville, et ce à partir du 1er juillet 1985.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie, conseiller, résume le compte rendu de la 8ième assemblée générale annuelle du Village Québécois d'Antan Inc. tenue le 6 juin 1985.

M. Denis Savoie profite de l'occasion pour donner la liste des membres du nouveau conseil d'administration dont Me Gérard Fradet assume la présidence.

INITIALES DU MAIRE
232
INITIALES DU GREFFIER

Il félicite le directeur général du Village, M. Claude Verrier, pour l'excellent travail qu'il fait depuis plusieurs années pour aménager ce site touristique, l'animer et en faire un endroit de plus en plus fréquenté par des visiteurs de la province de Québec et du Canada.

M. Savoie mentionne que cette entreprise, au cours de la dernière année, a procuré du travail à 141 employés dont une trentaine d'étudiants. Le Village paie environ 18 000,00 $ en salaires par semaine et a réalisé un bénéfice net de 2 300,00 $ au cours de sa dernière année d'opération.

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, fait l'éloge des administrateurs du Village Québécois d'Antan Inc. et souhaite que tous les organismes communautaires du milieu s'inspirent des méthodes de gestion du Village qui en font une entreprise rentable et autonome. Elle conclut en disant que le Village Québécois d'Antan est comparable à une P.M.E.

562/6/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le trésorier de la Ville de Drummondville soit autorisé à transmettre au Ministère des Affaires Municipales des obligations à racheter par tirage au sort pour l'émission du 1er août 1968. Les billets tirés au sort le 25 juin 1985 portent les numéros suivants: M132, M129, M141, M159, M144, M157, M133 et A001.

ADOPTÉ

563/6/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que demande soit faite à la Direction générale de la Prévention des Incendies du Québec de procéder à l'étude des protocoles d'entente que la Ville de Drummondville utilise présentement pour desservir les municipalités voisines.

ADOPTÉ

564/6/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que demande soit faite au Ministère des affaires culturelles du Québec d'accorder au Carrefour Socio-Culturel Drummond Inc. une subvention destinée à défrayer une partie (75%) des coûts relatifs à l'achat de nouveaux équipements informatiques.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras explique que les équipements informatiques utilisés par le Carrefour doivent être remplacés et qu'une association avec les villes de Shawinigan et Grand'Mère permettrait d'acquérir de nouveaux équipements adéquats à un prix n'excédant pas 400,00 $ par rapport au coût annuel présentement payé par le Carrefour. Mme Ruest-Jutras dit qu'évidemment toute subvention provenant du Ministère des affaires culturelles aurait un impact intéressant pour le Carrefour.

565/6/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me François Marchand et Me Gaétan Ratté, avocats, soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville dans des requêtes en injonction interlocutoire et provisoire ainsi que dans des actions en cassation relatives au règlement de zonage No. 1709 déposées en Cour Supérieure.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
233
INITIALES DU GREFFIER

566/6/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place, en face du 61 rue StDamase, une zone de stationnement limité à 30 minutes, du lundi au samedi, de 8h00 à 18h00.

ADOPTÉ

567/6/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à remplacer la zone de stationnement réservé aux autobus scolaires sur le côté ouest de la rue St-Albert, entre la rue St-Damase et la rue St-Jean, par une zone de stationnement limité à 60 minutes, et ce durant la période du 24 juin au 1er septembre de chaque année.

ADOPTÉ

568/6/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à remplacer la zone de stationnement interdit sur le côté est de la rue St-Albert, entre le stationnement du marché public et la rue St-Damase, par une zone de stationnement limité à 60 minutes.

ADOPTÉ

569/6/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place une zone de stationnement limité à 30 minutes le vendredi, entre 8h00 et 18h00, sur le côté sud de la rue Marcotte, face au commerce Silencieux Carline.

ADOPTÉ

570/6/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer une zone de stationnement interdit "D'ici au coin" d'une distance de 10 mètres sur le côté nord de la rue Girouard, à l'intersection de la rue Brock.

ADOPTÉ

571/6/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place un panneau indicateur "Attention à nos enfants" sur la rue Joly, près de l'intersection du boulevard Des Pins.

ADOPTÉ

572/6/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place des enseignes pour interdire le stationnement le long du boulevard St-Joseph, entre les rues Hains et DeBoucherville.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
234
INITIALES DU GREFFIER

573/6/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place une enseigne interdisant aux automobilistes et aux motocyclistes de circuler dans le parc Poirier.

ADOPTÉ

574/6/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Compagnie Texaco soit autorisée à solliciter un permis de la Régie des permis d'alcool du Québec pour la consommation de boissons alcoolisées lors d'une manifestation qui aura lieu au parc Woodyatt, le 6 juillet 1985, à l'occasion du Festival Mondial de Folklore de Drummondville.

ADOPTÉ

575/6/85

Attendu que le Festival Mondial de Folklore de Drummondville ne pourra peut-être pas obtenir une subvention fédérale aussi importante que par les années antérieures, malgré les nombreuses démarches effectuées par le député de Drummond auprès du Conseil du Trésor fédéral;

Attendu qu'une réduction de budget obligerait les administrateurs du Festival à restreindre certaines activités à caractère populaire facilement accessibles à tous et sans frais;

Attendu que le Festival est devenu une fête pour les drummondvillois;

Attendu que Drummondville se doit d'être bien décorée durant la période du Festival;

Attendu que le budget de publicité ne doit pas être réduit pour conserver à Drummondville une promotion valable susceptible de soutenir son image et sa renommée;

Pour toutes ces raisons, il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville garantisse, en cas de besoin, une somme de 43 300,00 $ au Festival Mondial de Folklore pour lui permettre de réaliser les activités prévues à sa programmation de 1985.

ADOPTÉ

576/6/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme Pierre Cordeau et Associés soient retenus pour procéder à l'étude des structures organisationnelles de l'administration de la Ville de Drummondville. Ce mandat devra être exécuté à l'intérieur de la période du 25 juin au 22 juillet 1985, et les honoraires professionnels de cette firme ne devront pas excéder 2 000,00 $.

ADOPTÉ

577/6/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu qu'un montant forfaitaire de 3%, basé sur le salaire annuel payé au 31 décembre 1984, soit accordé à tous les employés municipaux non-syndiqués à l'emploi de la Ville de Drummondville. Ce montant représente l'augmentation de traitement accordé aux employés municipaux non-syndiqués pour l'année 1985.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE J. M.
235
INITIALES DU GREFFIER

578/6/85

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, donne avis de motion d'un règlement décrétant l'exécution de travaux d'égouts, d'aqueduc et de voirie sur la rue Taillon pour un montant n'excédant pas 65 000,00 $.

Item "divers"

579/6/85

Considérant que les Clubs Optimistes de la région se sont unis à Podium pour réaliser une manifestation "Jeunesse en Fête" qui se tiendra les 30 et 31 juillet 1985;

Considérant que cette activité se situe dans le cadre de l'année internationale de la jeunesse;

Considérant que plus de 10 000 enfants et plusieurs parents participeront à cette activité;

Considérant l'implication d'organismes tels que le Drummondville Olympique, le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste et Kino-Québec, en plus d'une centaine de bénévoles;

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une subvention de 1 000,00 $ aux Clubs Optimistes concernés pour la location des équipements du C.E.E.P.A.S qui seront utilisés aux fins précitées.

ADOPTÉ

MM. les conseillers Lindor Letendre et Gilles St-Martin expliquent publiquement la procédure à suivre pour obtenir une carte attestant que le(la) détenteur(trice) peut utiliser les services de Transport Diligence. Une demande doit être faite à Transport Diligence Inc. Cet organisme donnera une formule de recommandation, laquelle devra être présentée pour l'émission d'un permis au Service de la trésorerie à l'hôtel de ville.

Le conseiller Robert Lafrenière intervient pour préciser que même si le Conseil a retenu les services d'un procureur et d'un assesseur pour représenter la Ville dans un arbitrage de la convention collective de l'U.P.D.I., il est possible qu'avant l'exécution de ces mandats le Conseil négocie avec l'U.P.D.I. une entente qui rencontre les objectifs du Conseil concernant l'application de la convention collective actuellement en vigueur. Une réunion prévue pour le 4 juillet pourrait éventuellement permettre un règlement acceptable par les parties concernées avant de procéder par arbitrage.

Période de questions concernant les affaires municipales

- Intervenant: M. Ovelus Demers du 51 - 117e Avenue

  Question 1 - La soumission acceptée par le Conseil concernant le réaménagement d'un terrain de soccer concerne-t-elle le terrain de La Poudrière?

  Réponse: Le conseiller Edward St-Pierre explique qu'il s'agit effectivement du terrain situé près de l'école La Poudrière, lequel doit être réaménagé pour être utilisable d'une façon sécuritaire.

INITIALES DU MAIRE
236
INITIALES DU GREFFIER

Question 2 - Vu que le Conseil a décidé d'acquérir un terrain de Téléglobe Canada au prix de 325 000,00 $, est-ce qu'il entend conserver ce terrain vague ou démarrer un projet de construction de façon à ce que le développement se fasse conformément aux accords de fusion négociés et signés en 1981 par la Ville et l'ex-Ville de Drummondville-Sud?

Réponse: Son Honneur le Maire répond que la Ville de Drummondville a reçu une proposition finale seulement ce matin (25 juin 1985). Ce soir, la Ville mandate un notaire pour rédiger l'acte d'achat. Très prochainement, le Conseil discutera du développement de ce secteur avec des personnes ou organismes intéressés. Ce vaste terrain pourra avoir des utilisations multiples à caractère public, commercial ou résidentiel. De plus, ce terrain sera payé à même des surplus disponibles et non par règlement d'emprunt.

Question 3 - Attendu que le projet ONET 1985 est abandonné, est-ce que le projet de nettoyage des berges du Cacouna sera exécuté?

Réponse: Son Honneur le Maire explique que le dossier concernant le nettoyage des berges des cours d'eau à Drummondville est piloté par le directeur général, M. Claude Boucher, présentement en vacances pour quelques jours. Dès le retour de M. Boucher, une équipe sera mise sur pied pour procéder à des travaux concernant le nettoyage des berges incluant le Cacouna.

Question 4 - Le Conseil entend-il favoriser la construction de 36 logements sur la 117e Avenue afin d'éliminer le sable emporté par le vent et de réaménager des terrains vacants mal entretenus?

Réponse: Une consultation sera faite dans le secteur concerné avant que le Conseil prenne une décision.

Commentaires: M. Demers dit être intéressé à connaître l'opinion du R.C.D. concernant le projet de construction de 36 logements sur la 117e Avenue.

Question 5 - Le Conseil possède-t-il des moyens pour obtenir que le C.P. nettoie les bordures des voies ferrées dans le centre-ville et dans le quartier St-Pierre?

Réponse: M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, explique que le C.P. a commencé à faucher le foin et les mauvaises herbes le long des voies ferrées, et il espère que ce travail sera mieux fait que l'an dernier et exécuté avant la tenue du Festival mondial de folklore.

Question 6 - Est-ce que la Ville se propose de reviser l'évaluation des immeubles de Bell Canada et de l'Hydro-Québec pour que ces entreprises paient des taxes selon les mêmes barèmes que les citoyens ordinaires?

Réponse: M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, explique que ces sociétés paient des en-lieux de taxes selon des barèmes établis par le gouvernement provincial ou le gouvernement fédéral.

Question 7 - Le Conseil entend-il respecter l'acte de fusion et les autres engagements pris par l'ex-Ville de Drummondville-Sud, savoir:
- Accorder 1/3 du développement domiciliaire au secteur de l'ex-Ville de Drummondville-Sud;
- Ouvrir une sortie sur la 123e Avenue à la hauteur de la route 51;

INITIALES DU MAIRE

237

INITIALES DU GREFFIER

- Rentabiliser les investissements qui ont été faits pour les fondations de la 123e Avenue alors que le Ministre des transports vient de creuser une tranchée profonde en bordure de la route 51.

Commentaires: "Je ne veux pas prolonger mon intervention, mais j'aimerais reprendre cette discussion avec le député prochainement.

- Intervenant: M. Robert Brissette du 1051 boul. St-Joseph

Question - M. Brissette aimerait avoir des explications concernant un refus du Service de l'habitation d'émettre un permis de construction pour un bâtiment secondaire. Ce Service allègue qu'il ne peut utiliser plus de 15% du terrain non déjà construit et M. Brissette trouve que ce refus n'est pas justifié.

Réponse: Son Honneur le Maire demande à M. Denis Savoie, président du comité d'aménagement du territoire, de prendre bonne note de la demande de M. Brissette et d'étudier son problème.

- Intervenant: M. René Hamel du 200 boul. Bernard

Question: M. René Hamel demande pourquoi le service d'émission des permis refuse d'accepter la construction d'un garage pour deux autos sur le terrain dont il est propriétaire et dont la superficie est de 24 500 p.c.

Réponse: M. Denis Savoie, président du comité d'aménagement du territoire, dit que cette demande sera référée au Comité consultatif d'urbanisme.

- Intervenant: M. Luc Gariépy, journaliste

Question 1 - La Ville a accepté une subvention de 3,1 millions de $ pour le réaménagement de l'aéroport; est-ce la dernière étape avant l'exécution des travaux?

Réponse: Son Honneur le Maire explique que le Conseil vient de recevoir une confirmation de cette subvention. La résolution du Conseil sera acheminée rapidement au Conseil du trésor fédéral et il semble que les travaux débuteront prochainement.

Question 2 - Quelle est la masse salariale de l'ensemble des employés municipaux non-syndiqués pour l'année en cours?

Réponse: Son Honneur le Maire déclare que 36 employés non-syndiqués se partagent la somme de 1 205 000,00 $.

- Intervenant: M. Réal Lavallée du 684 rue Mélançon

Question - Quelle serait la procédure pour obtenir une descente publique pour bâteaux le long de la rivière St-François?

Réponse: Le conseiller Gilles St-Martin suggère à M. Réal Lavallée de consulter M. Michel Trudel, directeur du Bureau du tourisme et des congrès, qui pourrait l'informer sur un projet présentement à l'étude.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Commentaires: Le service d'émission des permis applique la réglementation d'une façon drastique qui brime les droits des citoyens et spécialement des petits propriétaires.

INITIALES DU MAIRE
238
INITIALES DU GREFFIER

Réponse: Le conseiller Denis Savoie explique que la Ville a un Comité consultatif d'urbanisme composé de personnes bénévoles, compétentes et objectives qui étudient sérieusement tous les cas litigieux. Les problèmes techniques sont également étudiés par une firme d'experts (Roche-Urbanex). Les fonctionnaires doivent appliquer la réglementation d'une façon logique.

Commentaires: M. Hervé Savoie félicite Mme Louiselle Laquerre pour sa nomination au poste de responsable de l'information. Le R.C.D. ne s'est jamais objecté à la création de ce poste, mais il estime que le salaire qui lui est accordé est trop élevé.

Question 1 - La Ville a-t-elle adopté comme politique d'acheter des automobiles de modèles réduits?

Réponse: Oui.

Question 2 - La Ville a-t-elle eu de la compétition dans l'achat du terrain de Téléglobe? Pourquoi le prix initialement offert a-t-il été augmenté?

Réponse: Son Honneur le Maire dit ignorer s'il y avait compétition. L'offre initiale de la Ville était de 225 000,00 $, mais pour une superficie moindre.

Question 3 - Dans la cause portée en appel concernant la taxe d'amusement perçue au Village Québécois d'Antan, la Ville va-t-elle recevoir la part qu'elle exige si le jugement est maintenu?

Réponse: Cette cause étant pendante devant la Cour, il n'y a pas lieu de commenter cette question.

Question 4 - La Ville accorde une subvention de 2 000,00 $ à l'organisme Les Jumelages Socio-Culturels de Drummondville Inc. Est-ce que ce montant sera puisé à même le budget de l'Association des échanges nationaux et internationaux de Drummondville?

Réponse: Mme Francine Ruest-Jutras dit que cette Association doit tenir une prochaine assemblée générale, mais comme elle n'a pratiquement plus de mandat il est possible qu'elle soit dissoute. Ses actifs seront retournés à la Ville de Drummondville.

Commentaires: M. Savoie se dit surpris de constater qu'une subvention de 2 000,00 $ est donnée à Mme Adrienne Daneault dans le cadre d'un voyage en France et en Belgique.

Question 5 - Le Conseil demande une subvention de 75% pour l'achat d'un système informatique qui sera utilisé par le Carrefour Socio-Culturel. Est-ce une première ?

Réponse: Mme Francine Ruest-Jutras répond dans l'affirmative. Elle croit qu'en s'associant avec d'autres villes la Ville de Drummondville pourra obtenir la subvention demandée, même s'il n'y a pas de budget au Ministère des affaires culturelles pour ces équipements.

Commentaires: Le R.C.D. félicite le Conseil pour avoir fait distribuer des pamphlets qui pourraient aider à solutionner le problème du stationnement au marché public.

Plusieurs résolutions adoptées au cours de la séance démontrent que le Conseil fait des efforts pour solutionner un problème aigu concernant le stationnement autour du marché public.

INITIALES DU MAIRE L.M.
239
INITIALES DU GREFFIER L.B.

Question 6 - La Ville a voté une subvention de 43 300,00 $ au Festival mondial de folklore qui est un organisme qui jusqu'à ce jour a réalisé des profits. Doit-on comprendre que le Gouvernement fédéral n'a pas versé ou ne versera pas de subvention au Festival en 1985?

Réponse: Son Honneur le Maire précise que le Festival n'a pas reçu à date de subvention fédérale. C'est pourquoi la Ville garantit un montant pour que le Festival puisse fonctionner et réaliser l'ensemble de sa programmation pour assurer le succès de l'événement. M. le Maire se dit convaincu que le député fédéral devrait très bientôt annoncer une subvention comme par les années antérieures.

Question 7 - Quelle est la nature du mandat confié à Pierre Cordeau et Associés?

Réponse: Son Honneur le Maire dit que M. Pierre Cordeau, M.B.A., soumettra au Conseil un plan de travail pour repenser les structures opérationnelles et administratives de la Ville. Il s'agit d'une première étape. Le Conseil croit qu'avec la fusion de l'ex-Ville de Drummondville-Sud et l'évolution des situations, il faut de temps à autre repenser les structures opérationnelles.

Question 8 - Il existe à Drummondville une Chambre de Commerce composée de professionnels compétents et bénévoles. Ne serait-il pas à propos de faire appel à ces ressources bénévoles plutôt que de multiplier des mandats onéreux à des firmes de l'extérieur?

Réponse: Son Honneur le Maire est d'avis que la Chambre de Commerce fournit de nombreux collaborateurs à la Ville pour l'étude de plusieurs dossiers et activités. La Ville ne peut cependant demander à des bénévoles de procéder à des études très spécialisées.

Question 9 - Le Conseil n'a pas encore pris de décision concernant les soumissions présentées par les entrepreneurs généraux pour le réaménagement du Centre Culturel. Le R.C.D. maintient que le Conseil devra s'en tenir aux montants déjà votés. La chose sera-t-elle possible?

Réponse: Mme Francine Ruest-Jutras répète qu'elle a déjà assuré le R.C.D. que le montant prévu devra être respecté. Elle demeure sur ses positions et espère que les consultants pourront effectuer certaines coupures sans compromettre le projet.

Question 10 - La liste des comptes indique une dépense de 34 312,00 $ (Club de hockey - Coupe Mémorial). Quelle est la nature de cette dépense?

Réponse: Il s'agit des travaux d'aménagement de la passerelle pour les journalistes réalisés à un coût inférieur aux prévisions.

Commentaires: Une réception donnée à l'occasion des compétitions de la Coupe Mémorial a coûté 5 345,00 $. Il y a là exagération.

Question 11 - La liste des comptes indique une dépense de 1 375,45 $ pour analyses d'eau. S'agit-il d'analyses faites au puits artésien situé dans le quartier St-Jean-Baptiste?

Réponse: Une vérification sera faite et une réponse sera donnée par écrit au président du R.C.D.

INITIALES DU MAIRE
240
INITIALES DU GREFFIER

Question 12 - Est-ce que l'augmentation de 3% accordée aux cadres de la Ville est rétroactive au 1er janvier et constitue l'augmentation totale pour l'année 1985?

Réponse: Oui.

Question 13 - N'aurait-il pas été préférable d'accorder une augmentation aux membres du Conseil qui font un excellent travail et de geler le salaire des cadres?

Réponse: Le Conseil avisera peut-être sur le salaire des élus prochainement.

Commentaires: Les cadres de la Ville sont très bien rémunérés et le Conseil pourrait se dispenser de les louanger et de les féliciter pour l'excellence de leur travail. Ils ne font que leur travail.

Question 14 - Le Conseil a payé 15 billets de 15,00 $ pour un dîner organisé par le M.I.C. À qui ces billets ont-ils été donnés?

Réponse: Le M.I.C. a rendu hommage à M. Benoit Laflamme, commissaire industriel. C'était une première au Québec. Quelques membres du Conseil ont bénéficié de ces billets et quelques cadres ont été invités à ce banquet.

Commentaires: Les cadres sont assez bien rémunérés pour payer leurs repas s'ils sont intéressés à participer à pareille activité.

Intervention du Maire: Le Conseil estime que les cadres sont bien rémunérés. Cependant, il arrive que des cadres sont invités à participer à certaines activités pour lesquelles il est raisonnable que la Ville paie leurs dépenses.

Question 15 - Il semble que le Gouvernement provincial s'apprête à autoriser les villes dont la population est supérieure à 5 000 habitants à privatiser le service de protection-incendie. Le Conseil a-t-il songé à un tel projet pour Drummondville?

Réponse: Son Honneur le Maire estime qu'il n'est pas prouvé que la privatisation des services municipaux est souhaitable. Le président de l'U.M.Q., M. Jean Corbeil, invite les municipalités à être prudentes à ce sujet. Comme tous les Conseils des municipalités importantes du Québec, celui de Drummondville regarde évoluer la situation et jugera s'il y a lieu d'étudier la question en profondeur.

- Intervenant: M. Claude Toutant du 809 - 110e Avenue

Question 1 - Est-il possible d'obtenir des renseignements concernant les procédures qui sont prises en Cour supérieure concernant le règlement No. 1709?

Réponse: À la demande de Son Honneur le Maire, le greffier explique que le règlement No. 1709 modifie le zonage d'un secteur situé dans le quadrilatère compris entre la rue Demers, la rue St-Jean, la limite de l'ancien édifice Val-Royal et finalement la limite du terrain de Dominion Textile. Le règlement No. 1709 donne à ce secteur la vocation CB qui permet entre autres la construction d'édifices à bureaux.

Une requête en injonction a été déposée en Cour supérieure aux fins d'obtenir que la Ville ne puisse pas émettre un permis de construction pour un édifice à bureaux. Cette requête est également accompagnée d'une requête en cassation du règlement No. 1709. À date les parties concernées plaident la requête en injonction et le juge n'a pas terminé l'audition des plaidoyers.

INITIALES DU MAIRE

241

INITIALES DU GREFFIER

Question 2 - Pourquoi la Ville a-t-elle retenu les services professionnels de 2 avocats?

Réponse: Parce que la partie demanderesse a retenu les services d'un aviseur légal généraliste et d'un aviseur légal spécialiste en droit municipal, la Ville a cru bon d'équilibrer les forces pour assumer la défense de son règlement No. 1709. Jusqu'à ce jour, Roche-Urbanex a assumé les frais du procureur spécialisé. La Ville a cependant retenu les services d'un spécialiste au cas où l'action en cassation du règlement No. 1709 serait maintenue.

Question 3 - Les Autorités de Drummondville ont-elles l'intention de respecter intégralement le protocole d'entente signé lors de la fusion de l'ex-Ville de Drummondville-Sud et de l'ex-Cité de Drummondville?

Réponse: Le conseiller Edward St-Pierre donne lecture d'un extrait du procès-verbal de l'assemblée du 27 mai 1985 dans lequel il affirme que si des développements potentiels peuvent se réaliser dans le secteur de l'ex-Ville de Drummondville-Sud à un coût acceptable et dans le meilleur intérêt des contribuables, il les favorisera avec vigueur.

Le conseiller St-Pierre poursuit en disant qu'à plusieurs occasions il a provoqué des rencontres entre M. Toutant et le Conseil pour discuter des intérêts de ce promoteur et qu'il est toujours prêt à collaborer.

Commentaires: M. Claude Toutant dit que le protocole de fusion prévoit une dépense de 1,6 millions de $ pour le développement du Domaine Cherbourg et 800 000,00 $ pour le développement du Domaine Brouillette. L'attitude du Conseil l'incite à croire qu'il devra prendre des procédures judiciaires pour obtenir le respect du protocole de fusion. Il trouve aberrant d'être obligé d'agir de cette façon pour protéger ses droits.

M. Toutant cite deux exemples pour illustrer qu'à deux reprises il a dû prendre des procédures coûteuses pour obtenir:
1- un permis d'opération d'un commerce;
2- une revision de son évaluation.
Il trouve que les contribuables sont pénalisés par des décisions du Conseil.

Il reproche à la Ville de ne pas ouvrir la 123e Avenue jusqu'à la route 51. Il explique que la Cie Quémar est responsable de l'état désastreux des environs de la 123e Avenue à cause de dépôts de rebuts.

En réponse à M. le Maire qui demande depuis quand le dossier Cherbourg est en suspens, M. Claude Toutant dit qu'il avait été réglé lors de la fusion, que l'ex-Ville de Drummondville-Sud avait adopté le règlement No. 321 pour décréter une dépense de 40 000,00 $ pour la confection de plans et devis par la firme S.B.C.S. et que depuis la fusion le Conseil refuse de payer les honoraires de cette firme et laisse dormir le dossier.

Réponse: À la demande de Son Honneur le Maire, M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, résume le dossier du développement du Domaine Cherbourg, le mandat exécuté par la firme S.B.C.S. et conclut en disant que si le Conseil décide d'utiliser les plans préparés les honoraires professionnels seront payés. Quant au plan triennal qui est adopté chaque année, il contient les intentions du Conseil concernant les immobilisations à moyen terme. Ce plan demeure cependant susceptible d'être modifié.

INITIALES DU MAIRE
242
INITIALES DU GREFFIER

Commentaires: M. Claude Toutant somme M. le Maire de lire le protocole de fusion et exige une réponse finale sur le dossier du Domaine Cherbourg dans un délai assez court.

Réponse: Son Honneur le Maire ne veut pas accepter d'ultimatum, mais il assure M. Claude Toutant que ce dossier sera étudié dans un avenir prochain.

- Intervenante: Mme Adrienne Daneault du 298 rue Lauzière

Mme Daneault, se référant à l'item 17 de l'ordre du jour, explique qu'elle a entendu certains commentaires du président du R.C.D. par le biais de la télévision communautaire. Elle-même et certaines personnes qui étaient à sa demeure ont eu l'impression que les propos de M. Hervé Savoie pouvaient prêter à confusion.

Elle précise que la subvention de 2 000,00 $ consentie à l'organisme Les Jumelages Socio-Culturels de Drummondville Inc. ne servira pas à défrayer les dépenses d'un voyage qu'elle effectuera prochainement en France et en Belgique, mais servira en entier à assurer la bonne marche et les dépenses de l'organisme dont elle fait partie.

Elle remercie le Conseil pour cette subvention et explique le rôle des Jumelages Socio-Culturels qui consiste à promouvoir la Ville de Drummondville pour qu'elle en retire des retombées économiques et culturelles profitables à la collectivité.

Tous les membres de cet organisme sont bénévoles et assument eux-mêmes leurs frais de déplacements.

Son Honneur le Maire félicite Mme Adrienne Daneault pour son implication dans la promotion de Drummondville et lui souhaite bon voyage. Il conclut en disant que l'argent consenti par la Ville se doit d'être totalement utilisé pour le fonctionnement des Jumelages Socio-Culturels de Drummondville Inc. et non pour défrayer des dépenses personnelles.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 8 juillet 1985.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Greffier. Maire.


INITIALES DU MAIRE
243
INITIALES DU GREFFIER


INITIALES DU MAIRE
244
INITIALES DU GREFFIER


INITIALES DU MAIRE
245
INITIALES DU GREFFIER

INITIALES DU MAIRE

246

INITIALES DU GREFFIER


INITIALES DU MAIRE
247
INITIALES DU GREFFIER


INITIALES DU MAIRE
248
INITIALES DU GREFFIER


INITIALES DU MAIRE
249
INITIALES DU GREFFIER


INITIALES DU MAIRE
250
INITIALES DU GREFFIER

LIVRE DES DELIBERATIONS

INDEX

DATE	RESOLUTION NO.	CONCERNANT	FOLIO

LIVRE DES DELIBERATIONS

INDEX

DATE	RESOLUTION NO.	CONCERNANT	FOLIO

LIVRE DES DELIBERATIONS

INDEX

DATE	RESOLUTION NO.	CONCERNANT	FOLIO

LIVRE DES DELIBERATIONS

INDEX

DATE	RESOLUTION NO.	CONCERNANT	FOLIO

LIVRE DES DELIBERATIONS

INDEX

DATE	RESOLUTION NO.	CONCERNANT	FOLIO

LIVRE DES DELIBERATIONS

INDEX

DATE	RESOLUTION NO.	CONCERNANT	FOLIO

INITIALES DU MAIRE
1
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

8 juillet 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 8 juillet 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources, et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

579A/7/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

580/7/85

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière tenue le 25 juin 1985, il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

INFORMATIONS AUX CITOYENS:

A- Économie de l'eau potable et arrosage

Le conseiller J.-Bruno Smith explique que le Conseil fait appel à la compréhension et la collaboration des citoyens pour respecter le règlement municipal concernant l'économie de l'eau et l'arrosage qui est applicable annuellement du 15 mai au 15 septembre. Il souligne que les infractions à ce règlement peuvent faire l'objet d'amendes.

Le Conseil se propose d'apporter à la réglementation en vigueur des changements comportant certains adoucissements, mais présentement le règlement de la Ville doit être respecté intégralement.

Le conseiller J.-Bruno Smith termine en disant que cette réglementation s'applique également dans les municipalités voisines desservies par l'usine de traitement d'eau de la Ville de Drummondville.

B- Site d'enfouissement des ordures ménagères

Le conseiller Jean-Marie Boisvert explique que les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée s'affairent à aménager un nouveau site d'enfouissement des ordures ménagères et que les travaux devraient être complétés à la fin de juillet 1985.

Actuellement des "containers" sont disponibles au site d'enfouissement pour les particuliers qui veulent y transporter des rebuts qui ne sont pas recueillis par le responsable de la cueillette des ordures ménagères. Pour quelques semaines encore, le nouveau site ne peut accepter les rebuts industriels ou commerciaux à moins qu'une entente ait été négociée avec les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée.

Il conclut en disant que la Ville de Drummondville paie à cette entreprise les coûts négociés lors de l'acceptation de la soumission qu'elle a présentée pour la cueillette des ordures ménagères et la fourniture d'un site d'enfouissement.

C- Emission des permis de construction

Le conseiller Denis Savoie explique que le Service responsable de l'émission des permis de construction a pris les mesures nécessaires pour émettre plus rapidement les permis sollicités, savoir:

- Un projet mineur d'amélioration à un bâtiment peut être accepté immédiatement;
- Tout projet important peut être accepté à l'intérieur d'un délai d'une semaine.

Il souhaite que cette procédure plus rapide donne plus de satisfaction aux contribuables.

D- Coût des analyses de l'eau potable demandé par M. H.Savoie le 25 juin 1985

Le conseiller Lindor Letendre explique que le chèque de 1 375,00 $ apparaissant à la liste des comptes payables le 25 juin 1985 comprend:

- Une somme de 763,00 $ pour l'analyse d'eau concernant le dossier Domtar;
- Une somme de 612,00 $ pour les analyses régulières effectuées quotidiennement à l'usine de traitement d'eau.

E- Circulation sur la rue DuPont et aux Résidences St-Frédéric

Le conseiller J.-Bruno Smith explique que depuis le 4 juillet et jusqu'au 15 de ce mois, à cause d'une vente-trottoir et du Festival Mondial de Folklore, la rue DuPont a été et demeurera fermée et le pont du Curé Marchand est également interdit à la circulation.

Les personnes demeurant aux Résidences St-Frédéric devront donc emprunter le stationnement situé du côté nord de la rue Hériot pour sortir ou entrer aux Résidences.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

581/7/85

1) TRAVAUX D'ÉGOUTS, D'AQUEDUC ET DE VOIRIE, RUE TAILLON (P.A.A.T. III)

Soumissionnaires	Prix
. MARIER & FILS LTÉE 486, rue Cockburn Drummondville	62 279,25 $
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911, rue St-Mathieu Notre-Dame du Bon-Conseil	59 631,00 $
. EXCAVATION TOURVILLE INC. 4960, boul. Tourville St-Nicéphore	56 779,62 $

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit retenue.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

582/7/85

2) SYSTÈME DE RADIOCOMMUNICATION

. **Soumissionnaire:** MOTOROLA LIMITÉE
5959 Route Transcanadienne
Ville St-Laurent
H4T 1A1

- **ACHAT COMPTANT - Prix global: 245 689,55 $**

(escompte spécial à être déduit: 7 475,08 $)

Garantie et entretien - 1ère année: inclus
2e année: 10 029,00 $
3e, 4e et 5e années: indexable en référence à la 2e année

- **LOCATION - OPTION D'ACHAT**

. Période de 66 mois
. Option d'achat: 15% au 60e mois du montant total des équipements
. Contrat d'entretien obligatoire pour toute la période de location
. Prix mensuel pour la location de l'équipement pour 66 mois, taxes incluses: 4 655,52 $
. Installation initiale (plus garantie 1ère année): 37 295,55 $
. Prix mensuel pour l'entretien pour les 2e, 3e, 4e et 5e années: 833,75 $.

. **Soumissionnaire:** COMPAGNIE GÉNÉRALE ÉLECTRIQUE DU CANADA
4170, rue Seré
Ville St-Laurent
H4T 1A6

- **ACHAT COMPTANT - Prix global: 233 918,70 $**

Garantie et entretien - 1ère année: inclus
2e année: 11 822,00 $
3e, 4e et 5e années: indexable en référence à la 2e année

- **LOCATION - OPTION D'ACHAT**

. Coût mensuel: 5 092,48 $
. Période de 65 mois, à 10% de la valeur de rachat
. Si basée sur 60 mois, la valeur de rachat sera de 1,00 $ et le multiplicateur sera de 0,02263 par mois
. Entretien - 1ère année: inclus.

. **Soumissionnaire:** TÉLÉSYSTÈME NATIONAL LTÉE
6969 Route Transcanadienne, bureau 106
Ville St-Laurent
H4T 1V8

- **ACHAT COMPTANT - Prix global: 246 938,99 $**

Garantie et entretien - 1ère année: inclus
2e année: 9 672,00 $
3e, 4e et 5e années: indexable en référence à la 2e année

- **LOCATION - OPTION D'ACHAT**

. Location A: Soixante (60) mois, achat pour 1,00 $ à la fin du contrat - 22,03 $ du mille dollars

. Location B: Soixante (60) mois, achat de 10% - 20,69 $ du mille dollars

Équipement & installation - Coût mensuel

Location A		Location B	
228 844,00 $		228 884,00 $	
X ,02203		X ,02069	
5 042,31 $		4 735,60 $	
Taxe 9% 453,81		Taxe 9% 426,20	
5 496,12 $	1ère année	5 161,80 $	1ère année
6 302,12 $	2e année	5 967,80 $	2e année
6 342,12 $	3e année	6 007,80 $	3e année
6 384,12 $	4e année	6 049,80 $	4e année
6 429,12 $	5e année	6 094,80 $	5e année
PLUS 1,00 $ en option d'achat		PLUS 22 888,40 $ en option d'achat	

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ces soumissions soient retenues pour étude.

ADOPTÉ

Acceptation des travaux additionnels prévisibles pour l'amélioration de l'usine de traitement d'eau

Le Conseil prend connaissance du tableau comparatif suivant:

Lots	Prévisions budgétaires	Montant réel	Différence
. Entreprise générale: CONSTRUCTION PÉPIN & FORTIN	179 600,00 $	131 805,30 $	- 47 795,00 $
. Mécanique hydraulique: LES CONST. TECKSOL INC.	175 300,00 $	184 250,00 $	+ 8 950,00 $
. Décantation dynamique: DEGRÉMONT INFILCO	NIL	N/A	N/A
. Ozone: DEGRÉMONT INFILCO	63 066,00 $	69 861,00 $	+ 6 795,00 $
. Contrôles et instrumentation: MÉCANIQUE FILÉPUR INC.	NIL	N/A	N/A
. Électricité: CONSTRUCTION ONDEL INC.	4 000,00 $	3 990,00 $	- 10,00 $
TOTAL:	421 966,00 $	389 906,00 $	- 32 060,00 $

583/7/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville accepte la soumission de Construction Pépin & Fortin, au montant de 131 805,30 $, pour le lot "entreprise générale" des travaux additionnels prévisibles pour l'amélioration de l'usine de traitement d'eau.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville une convention avec cet entrepreneur pour l'exécution des travaux précités. Cette convention sera ajoutée en annexe à celle déjà signée par Construction Pépin & Fortin et autorisée par la résolution no. 459/5/85.

ADOPTÉ

584/7/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville accepte la soumission de la compagnie Les Constructions Tecksol Inc., au montant de 184 250,00 $, pour le lot "mécanique hydraulique" des travaux additionnels prévisibles pour l'amélioration de l'usine de traitement d'eau.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville une convention avec cette entreprise pour l'exécution des travaux précités. Cette convention sera ajoutée en annexe à celle déjà signée par Les Constructions Tecksol Inc. et autorisée par la résolution no. 460/5/85.

ADOPTÉ

585/7/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville accepte la soumission de la compagnie Degrémont Infilco, au montant de 69 861,00 $, pour le lot "ozone" des travaux additionnels prévisibles pour l'amélioration de l'usine de traitement d'eau.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville une convention avec cette entreprise pour l'exécution des travaux précités. Cette convention sera ajoutée en annexe à celle déjà signée par Degrémont Infilco et autorisée par la résolution no. 462/5/85.

ADOPTÉ

586/7/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville accepte la soumission de la compagnie Construction Ondel Inc., au montant de 3 990,00 $, pour le lot "électricité" des travaux additionnels prévisibles pour l'amélioration de l'usine de traitement d'eau.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville une convention avec cette entreprise pour l'exécution des travaux précités. Cette convention sera ajoutée en annexe à celle déjà signée par Construction Ondel Inc. et autorisée par la résolution no. 464/5/85.

ADOPTÉ

587/7/85

Agrandissement du Centre Culturel

ATTENDU QUE par sa résolution no. 505/6/85 le Conseil avait demandé que des négociations soient faites avec les deux plus bas soumissionnaires;

ATTENDU QU'après négociations, ces entrepreneurs présentent les prix suivants, savoir:

BUGÈRE CONSTRUCTION INC.		1 126 830 $
		- 125 000 $
	TOTAL:	1 001 830 $
DESHAIES ET RAYMOND INC.		1 127 745 $
		- 172 801 $
	TOTAL:	954 944 $

ATTENDU QUE la plus basse soumission s'avère conforme et permet de rencontrer le budget prévu;

IL EST PROPOSÉ PAR MME FRANCINE RUEST-JUTRAS, CONSEILLÈRE
APPUYÉ PAR M. JEAN-PAUL GÉNÉREUX, CONSEILLER
ET RÉSOLU QUE:

la soumission de Deshaies et Raymond soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour les fins précitées.

ADOPTÉ

Intervention de Mme Francine Ruest-Jutras:

" Je suis très satisfaite du dénouement parce que c'est un dossier qu'il a fallu potasser pour arriver dans l'enveloppe. Cependant, comme on le soulignait, en dépit des coupures qui ont été faites, ça ne touche en rien au projet tel quel. On n'a pas été obligé de retrancher des éléments importants; c'est strictement au niveau de certaines finitions qu'on a dû effectuer des coupures et il va nous rester une marge de manoeuvre quand même de 26 875 $.

Ça va nous permettre en procédant ce soir, en octroyant le contrat à Deshaies et Raymond Inc. pour un montant de 954 944 $, de débuter à moins d'imprévus au mois d'août. La durée des travaux est estimée entre 20 et 22 semaines et on va procéder tout d'abord aux travaux qui vont toucher à la salle de spectacles, ce qui devrait nous permettre de procéder à la programmation du Carrefour Socio-Culturel à l'automne tel que convenu, sans nuire aux spectacles qui avaient déjà été programmés.

C'est surtout qu'on voulait éviter de pénaliser le Carrefour en l'obligeant à annuler des spectacles qui étaient intéressants pour la population.

C'est un dénouement qui est heureux. "

Intervention de M. Denis Savoie:

" Le Conseil a été très vigilant concernant l'étude des soumissions. Au début les travaux s'élevaient à près de 2 000 000 $.

J'aimerais ajouter qu'on ne bâtira pas un troisième Centre Culturel, que le montant des soumissions sera respecté et que nous n'accepterons pas au cours des deux premières années de payer pour des éléments qui auraient pu être oubliés et qui pourraient coûter 100 000 $ ou 200 000 $.

Je suis d'accord avec les propos de Mme Francine Ruest-Jutras et le projet devra se finaliser pour un montant n'excédant pas 1 202 700 $. "

C O R R E S P O N D A N C E:

- Le Club Optimiste International du District du Sud du Québec remercie le Conseil pour une subvention de 1 000,00 $ accordée aux Clubs Optimistes de la région et qui servira à défrayer le coût de location du C.E.E.P.A.S. dans le cadre du Festival Podium "Jeunesse en Fête".

588/7/85 - Le Club Optimiste de Drummondville Inc. sollicite l'autorisation de tenir le Grand Prix National des Boîtes à Savon sur la rue Corriveau le 28 juillet 1985.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que cette autorisation soit donnée et que la Ville de Drummondville fournisse à cet organisme l'assistance qu'elle accorde dans le cadre des politiques établies concernant les fêtes populaires.

ADOPTÉ

- Les Cadets de l'Air de l'Escadron 607 de Drummondville remercient Son Honneur le Maire pour avoir assisté à l'inspection annuelle de cet organisme.

  Son Honneur le Maire déclare qu'il est heureux d'avoir participé à cette activité, qu'il a été impressionné par la discipline des cadets de l'air et qu'il se propose d'assister à cet événement l'an prochain.

589/7/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 22 juin au 8 juillet 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 1 297 173,68 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

589A/7/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que La Fondation Ste-Croix Inc. soit autorisée à utiliser sans frais l'Olympia Yvan Cournoyer le 27 octobre 1985 de 13h00 à 18h00.

ADOPTÉ

590/7/85

Attendu que la Table de concertation des services d'aide à la jeunesse de Drummond inc. s'est adressée à la Commission Municipale du Québec pour demander une reconnaissance pour fins d'exemption de taxe foncière;

Attendu que cet organisme opère sans but lucratif;

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville ne porte pas objection à cette demande et laisse le soin à la Commission Municipale du Québec de juger de sa recevabilité.

ADOPTÉ

591/7/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que les services professionnels des ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés soient retenus pour assister le service des travaux publics dans l'évaluation des coûts des correctifs à apporter à certains édifices municipaux pour satisfaire les exigences du Ministère de l'habitation et de la protection du consommateur et de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec.

ADOPTÉ

592/7/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que MM. Edward St-Pierre, conseiller, et André Paquet, directeur des services récréatifs et communautaires de la Ville, soient délégués à l'Assemblée générale de la Cité des Loisirs, et que M. Edward St-Pierre soit désigné pour siéger comme représentant de la Ville de Drummondville au conseil d'administration de cet organisme.

ADOPTÉ

BUREAU DU MAIRE
8
GREFFIER

593/7/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, soit délégué au congrès annuel de l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec inc. qui se tiendra à Montréal les 12, 13 et 14 septembre 1985.

ADOPTÉ

594/7/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que MM. Robert Lafrenière, conseiller, et Roger Turcotte, C.A., directeur général adjoint aux services administratifs, soient délégués au colloque sur les régimes de retraite qui se tiendra à Montréal les 6 et 7 septembre 1985 sous les auspices de l'Union des municipalités du Québec.

ADOPTÉ

595/7/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la SIDAC du quartier St-Joseph soit autorisée à tenir des activités culturelles le 13 juillet 1985 dans les rues du quartier St-Joseph. Ces activités devront se dérouler dans le respect des politiques établies par le Conseil concernant les fêtes populaires.

ADOPTÉ

596/7/85

Attendu que l'Ensemble folklorique Mackinaw Inc., comprenant 46 membres, se propose d'effectuer un voyage en Tunisie du 25 juillet au 3 août 1985, et de visiter 5 villes françaises à partir de Nice vers Paris du 3 au 8 août 1985;

Attendu que cette troupe folklorique s'est donné une vocation internationale et que sa performance et sa renommée constituent une excellente promotion pour Drummondville;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que:

- cette troupe soit félicitée pour les échanges culturels qu'elle effectue depuis son existence;
- la Ville de Drummondville lui accorde une subvention de 5 000 $ pour défrayer une partie des coûts inhérents à ce périple outre-mer;
- la Ville de Drummondville fournisse à Mackinaw des articles destinés aux autorités municipales des villes qui les accueilleront lors de ce voyage.

ADOPTÉ

597/7/85

Attendu que M. Michel Binet, directeur du service de l'habitation, a été élu au poste de premier vice-président de l'Association québécoise des agents du bâtiment inc., il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu:

- que M. Michel Binet soit félicité pour cette nomination qui témoigne de sa compétence;
- qu'il soit autorisé à participer aux réunions du conseil d'administration de cette Association et aux activités pertinentes à sa fonction.

ADOPTÉ

598/7/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le conseiller J.-Bruno Smith soit nommé maire suppléant pour la période du 8 juillet 1985 au 11 novembre 1985, en remplacement de M. Jean-Marie Boisvert dont le terme est expiré.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire remercie le conseiller Jean-Marie Boisvert pour la disponibilité et l'implication qu'il a démontrées tout au long de son terme d'office.

Le conseiller Jean-Marie Boisvert se dit très heureux d'avoir rempli son mandat avec la collaboration empressée de ses collègues chaque fois qu'il a dû partager son travail. Il souhaite bonne chance à son successeur.

599/7/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le compte rendu de la réunion du comité de circulation tenue le 12 juin 1985 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

600/7/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que les services professionnels de M. Pierre Brûlotte de la firme Roche-Urbanex soient retenus pour articuler la proposition de la Ville de Drummondville concernant le schéma d'aménagement du territoire municipal à soumettre à la MRC Drummond. Les coûts de ce mandat ne devront pas excéder 5 000 $.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras explique que toutes les MRC du Québec, en fonction de la loi 125 (loi sur l'aménagement et l'urbanisme), ont pour devoir de produire un schéma d'aménagement qui définit les grandes orientations du territoire, les grandes affectations du sol, les zones agricoles, les zones boisées, les zones d'affaiblissement de terrain et les zones d'inondation. On doit définir les périmètres d'urbanisation, les zones résidentielles, industrielles, etc. On doit également prévoir les équipements à vocation régionale et les situer dans le territoire.

Le cheminement de la MRC Drummond a été de définir des grandes orientations de développement. Deux options ont été présentées au conseil des maires qui sont regroupés dans la MRC. Elles diffèrent quelque peu parce que l'une privilégie davantage le secteur agricole par rapport aux secteurs boisés. Les périmètres d'urbanisation proposés sont également différents.

Il demeure cependant que toutes les municipalités doivent présenter une version pour le 12 août prochain, et c'est pour cette raison que la Ville de Drummondville retient les services d'un spécialiste pour articuler sa proposition.

601/7/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, soit habilité à émettre pour et au nom de la Ville de Drummondville les permis et certificats afférents à la réglementation d'urbanisme, en l'absence ou en l'incapacité d'agir du chef-inspecteur en bâtiment.

ADOPTÉ

Concours "Villes, villages et balcons fleuris"

Le conseiller Denis Savoie explique que Drummondville prend en 1985 un essor nouveau par sa participation au concours "Villes, villages et balcons fleuris". Un plus grand nombre de citoyens y participent; les résidents et les visiteurs pourront admirer les oeuvres de nos paysagistes qui ont accepté d'embellir Drummondville, son centre et ses abords.

Paysagistes participants	Sites
. M. René Bolduc	Coin Cockburn/bl.St-Joseph
. Embellissements Lacharité	Coin bl.St-Joseph/bl.Jean-de-Brébeuf
. Entreprises G & G	Ancien hôtel de ville Dr'V.-Sud
. M. René Grandmont	Parc Pinard
. Héroux Paysagistes	Centre Marcel Dionne
. M. Gérard Leblanc	Entrée de la Ville, à la hauteur des restaurants St-Hubert et Marie-Antoinette
. Pépinière Drummond	Édifice Thomas Ls.-Gauthier
. Services paysagistes Drummond Inc.	Coin bl.St-Joseph/bl.Mercure
. Terrassement Lambert	Entrée du pont De La Traverse, rue St-Georges.

Le conseiller Denis Savoie félicite ces paysagistes pour leur civisme, leur talent et leur générosité. Il invite tous les citoyens intéressés à s'inscrire dans les prochains jours au concours "Balcons fleuris".

602/7/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Festival Mondial de Folklore de Drummondville Inc. soit autorisé à aménager un kiosque au parc Woodyatt, près de la folkothèque, pour la période du 9 au 15 juillet 1985, et à y vendre des boissons alcoolisées avec l'autorisation de la Régie des permis d'alcool du Québec.

ADOPTÉ

603/7/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le Club de course de barils du Québec inc. soit autorisé à solliciter un permis de la Régie des permis d'alcool du Québec pour la vente de boissons alcoolisées lors d'un super concours hippique qui se tiendra les 3 et 4 août 1985 au Centre équestre situé sur le terrain de l'Exposition.

ADOPTÉ

604/7/85

Attendu que M. Claude Boucher, directeur général, a été élu au conseil d'administration de l'Association des directeurs généraux à titre de représentant de la Conférence du Centre (régions de Sherbrooke et Trois-Rivières), il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu:

- que M. Claude Boucher soit félicité pour cette nomination qui témoigne de sa compétence et de l'appréciation de ses collègues directeurs généraux des villes du Québec;
- qu'il soit autorisé à participer aux réunions du conseil d'administration de cet organisme et aux activités pertinentes à sa fonction.

ADOPTÉ

605/7/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la compagnie Reliure Travaction Inc. soit autorisée à utiliser le parc Milette pour la tenue d'un pique-nique pour ses employés, de 12h00 à 17h00 le 12 juillet 1985.

ADOPTÉ

606/7/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a toujours su mettre de l'avant les programmes de restauration, et ce depuis 1978 avec la venue des programmes P.A.R.E.L. et LOGINOVE;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a toutes les infrastructures pour répondre aux besoins des citoyens dans ce domaine;

ATTENDU QUE la demande de restauration des bâtiments à Drummondville est considérable (volumineuse);

ATTENDU QU'il s'agit pour la Ville de Drummondville d'un impact économique intéressant, puisque depuis 1978 la valeur en travaux de restauration se chiffre à 16 500 000 $;

IL EST PROPOSÉ PAR M. DENIS SAVOIE, CONSEILLER
APPUYÉ PAR M. EDWARD ST-PIERRE, CONSEILLER
ET UNANIMEMENT RÉSOLU:

QUE demande soit faite à la Société d'Habitation du Québec (Loginove) et à la Société Canadienne d'Hypothèques et de Logement (Programmme d'Aide à la Remise en État des Logements) de reviser leur enveloppe budgétaire à la hausse pour l'année en cours, et que soient considérées dans la répartition de l'enveloppe budgétaire les villes qui ont toujours participé aux programmes de restauration et qui sont en mesure de continuer à fournir les services adéquats.

ADOPTÉ

607/7/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que les services professionnels des arpenteurs-géomètres A.-Marcel Lachapelle et Yves Nöel soient retenus pour la confection d'une description technique d'une partie du lot 167 du cadastre du Canton de Grantham, vendue par soumission publique en vertu de la résolution no. 456/5/85.

ADOPTÉ

608/7/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que Mme Hélène Prince et M. André Lavoie soient autorisés à transférer à la compagnie Les Fondations Wickham Inc. le droit d'acquisition d'une partie du lot 167 accordé par la résolution no. 456/5/85 du Conseil de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

609/7/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à accepter d'être conférencier le 20 septembre 1985 lors du congrès annuel de l'Association des entrepreneurs en services sanitaires du Québec inc. qui se tiendra à Rivière-du-Loup.

ADOPTÉ

610/7/85

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement No. 1381 concernant l'usage de l'eau.

611/7/85

Lecture est donnée du règlement No. 1713 décrétant une dépense n'excédant pas 65 000,00 $ pour l'exécution de travaux d'infrastructures (égouts, aqueduc et voirie) sur la rue Taillon dans le secteur du P.A.A.T., phase III.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

612/7/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville donne au Festival Mondial de Folklore de Drummondville Inc. une somme de 6 000 $ pour défrayer le coût d'un feu d'artifice qui suivra la parade du 11 juillet 1985.

ADOPTÉ

Période de questions concernant les affaires municipales

- Intervenant: M. Ovelus Demers du 51 - 117e Avenue

Commentaires: À titre de citoyen, M. Ovelus Demers souhaite la bienvenue à tous les visiteurs qui sont présentement à Drummondville dans le cadre du 4e Festival Mondial de Folklore.

Question 1 - Combien de personnes font partie de l'Ensemble folklorique Mackinaw qui se rendra en Tunisie et en France prochainement?

Réponse: 46 personnes.

Question 2 - Les travaux d'infrastructures qui seront exécutés sur la rue Taillon étaient-ils prévus au plan triennal de la Ville?

Réponse: Non. Ces travaux seront défrayés à même le produit de la vente de terrains dont la Ville est propriétaire. La Ville n'aura pas à décréter un emprunt pour couvrir cette dépense.

Question 3 - Est-ce que les 30 étudiants qui devaient procéder au nettoyage des berges de la rivière St-François et du ruisseau Cacouna ont été engagés?

Réponse: M. Claude Boucher, directeur général, dit que la Ville n'a pas encore reçu l'approbation du projet présenté au Ministère de l'Environnement. Dès qu'une réponse favorable sera donnée, la Ville procédera, mais le personnel sera choisi parmi les bénéficiaires d'aide sociale.

Question 4 - La Ville a-t-elle l'intention de remettre en place les tables de pique-nique qui étaient autrefois utilisées dans un parc adjacent à la 123e Avenue?

Réponse: Le conseiller Edward St-Pierre estime que les gens de ce secteur bénéficient de la proximité d'un parc bien aménagé qui répond à leurs besoins. Le Conseil demeure attentif aux demandes exprimées par les citoyens, mais personne jusqu'à date ne s'est plaint de l'absence de tables à l'endroit désigné par M. Ovelus Demers.

Question 5 - Le Conseil a-t-il pris connaissance du contrat signé par l'ex-maire Roger Parenteau concernant l'ouverture de la 123e Avenue?

Réponse: Son Honneur le Maire invite M. Demers à reprendre cette question lors d'une prochaine assemblée.

- Intervenant: M. Luc Audet (S.B.C.S.) du 1645 rue Sigouin

Question 1 - Le Conseil a-t-il accepté une demande écrite signée par Récupération Drummond Inc. et Audet S.B.C.S. Inc. pour relier la rue Sigouin à la rue Alexandre par le biais du terrain municipal qui se situe face au 1635 de la rue Sigouin?

Réponse: Le greffier répond que cette demande reçue le 8 juin 1985 a immédiatement été référée au directeur du service des travaux publics et au comité de circulation pour étude et calcul des coûts. Le Conseil prendra connaissance de la demande et des rapports des services municipaux concernés lors d'une prochaine réunion.

Question 2 - M. Audet indique que la firme S.B.C.S. avait été mandatée par le Conseil de l'ex-Ville de Dr'Ville-Sud pour préparer les plans et devis concernant la desserte du Domaine Cherbourg. La firme S.B.C.S. a rencontré le Conseil de Drummondville le 6 juillet 1984 et un dossier complet a été déposé au bureau de M. Michel Lesage le 9 juillet suivant.

À date la firme S.B.C.S. estime que ses honoraires pour un mandat donné par résolution et suite à l'adoption d'un règlement d'emprunt par l'ex-Ville de Dr'Ville-Sud, sont exigibles. Les plans et devis préparés à date sont complétés à 45% et la firme S.B.C.S. a immobilisé une dépense évaluée en 1984 à 42 000 $ et elle n'a reçu aucun paiement.

La Ville a adopté une résolution en avril 1984 pour mettre fin à ce mandat, laquelle mentionnait que tous les honoraires avaient été payés.

Réponse: À la demande de Son Honneur le Maire, M. Michel Lesage formule les commentaires suivants:

Il est exact que l'ex-Ville de Dr'Ville-Sud a commandé par résolution des plans et devis de la firme S.B.C.S. pour certains travaux à effectuer dans le secteur de Dr'Ville-Sud, incluant le Domaine Cherbourg. Cette Ville avait comme politique de confier des mandats de ce genre mais se réservait le droit de payer seulement si les travaux se réalisaient.

Il est également vrai que la firme S.B.C.S. a déposé un cahier et une facture pour les travaux dont parle M. Luc Audet. Les services techniques se sont rendus au bureau de la firme S.B.C.S. pour vérifier le dossier et ont constaté que le travail effectué à date se résumait à des relevés sur le terrain concernant les emprises de rues. Le Conseil a adopté une résolution pour demander à la firme d'arrêter tout travail concernant le Domaine Cherbourg.

M. Lesage conclut en disant qu'à sa connaissance il n'y a pas eu de développement dans ce dossier.

Question de M. le Maire: Son Honneur le Maire demande à M. Luc Audet s'il estime que la Ville doit à S.B.C.S. la somme de 42 000 $.

Réponse de M. Audet: M. Audet répond que sa firme n'a pas expédié de facture, mais qu'elle a immobilisé une somme de 42 000 $ pour laquelle elle n'a pas été payée.

Déclaration du Maire: Son Honneur le Maire déclare que le Conseil actuel entend respecter les engagements de l'ex-Ville de Dr'Ville-Sud, mais que les honoraires ne seront payés que si les travaux sont exécutés.

- Intervenant: M. Claude Toutant du 809 - 110e Avenue

Question: Le Conseil est-il en mesure de répondre aux questions que j'ai posées le 25 juin concernant le développement du Domaine Cherbourg?

Réponse: Son Honneur le Maire répond que le Conseil a confié un mandat à un bureau d'avocats pour obtenir un avis juridique et qu'une réponse pourra fort probablement être donnée le 22 juillet 1985.

- Intervenant: M. Léonce Descheneaux du 1239 rue Dionne

Demande: M. Léonce Descheneaux déclare qu'il est au courant qu'une requête a été présentée au Conseil pour réclamer la fermeture de la maison "Un toit pour toi" située au 211 rue Dorion. Selon lui, les inconvénients sont exagérés, mais il admet qu'il y a des lacunes et qu'une maison ayant la vocation de gîte temporaire pour des personnes de 18 à 30 ans en difficultés financières, aurait avantage à être relocalisée.

Il dit qu'une maison située sur la rue Ross et actuellement mise en vente répondrait aux besoins de la clientèle visée. L'Organisation Anti-Pauvreté de la Mauricie, dont M. Léonce Descheneaux fait partie, a déjà obtenu l'appui du député provincial pour l'ouverture de la maison "Un toit pour toi" et sollicite la collaboration de la Ville pour l'achat d'une nouvelle maison. M. Descheneaux demande une subvention de 17 000 $ en disant qu'il serait possible d'obtenir un prêt d'une institution financière pour acquérir une bâtisse en attendant des subventions gouvernementales.

Réponse: Le conseiller J.-Bruno Smith déclare qu'il a visité la bâtisse "Un toit pour toi" et qu'il s'interroge sur la responsabilité municipale concernant le maintien et le soutien financier d'une telle institution.

Le Conseil étudiera la demande de M. Descheneaux et pourra vraisemblablement donner une réponse définitive le 22 juillet prochain.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Commentaires: M. Hervé Savoie estime que la demande de M. Léonce Descheneaux est très valable et que si la Ville avait économisé sur certaines délégations, elle serait probablement en mesure de contribuer pour aider une oeuvre humanitaire comme la maison "Un toit pour toi".

Le conseiller Denis Savoie a annoncé des améliorations au service de l'habitation pour accélérer la délivrance des permis de construction. M. Hervé Savoie souhaite que ce service continue de s'améliorer.

INITIALES DU MAIRE
15
INITIALES DU GREFFIER

La Ville s'apprête à payer une somme de 300 000 $ pour l'achat d'équipements de radiocommunication. Cette dépense mérite une étude très sérieuse et la Ville n'a pas les moyens de se payer des équipements sophistiqués aussi dispendieux.

Question 1 - La liste des comptes indique qu'un chèque de 3 376,00 $ a été émis, payable à l'ordre de la firme Roger Pominville. Est-ce un paiement final?

Réponse: Le directeur général, M. Claude Boucher, indique que ce chèque fait partie d'un montant total de 10 000 $ que le Conseil a consenti pour un rapport concernant le plan de carrière et l'échelle salariale des cadres municipaux.

Son Honneur le Maire déclare que ce rapport a été déposé et que le Conseil en fait l'étude.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le maire, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 22 juillet 1985.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Laurent Bruno
Greffier.

Serge Morand
Maire.

INITIALES DU MAIRE

16

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

22 juillet 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 22 juillet 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources, et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

613/7/85

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière tenue le 8 juillet 1985, il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

614/7/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté l'item suivant:

6. C) Festival mondial de folklore (M. J.-P. Généreux).

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire donne lecture d'un texte exprimant sa gratitude à la présidente du 4e Festival mondial de folklore, aux membres du conseil d'administration, aux patrons d'honneur, aux présidents des nombreux comités, aux employés municipaux, aux bénévoles et à tous les citoyens qui ont contribué au succès du 4e Festival mondial de folklore qui s'est tenu à Drummondville, du 5 au 15 juillet 1985.

PÉRIODE D'INFORMATION

A- Ouverture de la 123e Avenue

Son Honneur le Maire, répondant à une question posée par M. Ovelus Demers le 8 juillet 1985, déclare qu'il a pris connaissance du contrat signé le 18 avril 1972 par l'ex-Ville de Drummondville-Sud et M. Emmanuel Boisvert concernant la 123e Avenue. Son Honneur le Maire déclare que ce contrat a été respecté par l'ex-Ville de Drummondville-Sud et que rien n'oblige la Ville de Drummondville à ouvrir cette rue à la hauteur de la route 51. (Le texte utilisé par Son Honneur le Maire sera versé aux archives de la Ville)

INITIALES DU MAIRE
17
INITIALES DU GREFFIER

B- Domaine Cherbourg

Son Honneur le Maire donne lecture d'un texte intitulé "Mise au point concernant le dossier «Domaine Cherbourg»". Ce document indique que selon un avis juridique fourni par un procureur spécialisé en droit municipal, la Ville de Drummondville-Sud et par voie de fusion, Drummondville, ne s'est jamais liée par règlements, résolutions ou lettres patentes à procéder au développement du Domaine Cherbourg. (Ce texte sera versé aux archives de la Ville - Dossier «Domaine Cherbourg»)

C- Festival mondial de folklore

A titre de représentant de la Ville au conseil d'administration du Festival mondial de folklore, M. Jean-Paul Généreux exprime sa gratitude à Mme Nicole Giard et aux administrateurs du 4e Festival mondial de folklore pour avoir organisé cette activité avec dévouement, initiative et générosité. Il remercie également la population pour sa participation et son enthousiasme durant la durée de ce Festival qu'il qualifie de succès sur tous les plans.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

615/7/85

1- VENTE DES LOTS 124-277 ET 126-3-360 DU CADASTRE DU CANTON DE GRANTHAM (LES JARDINS DU GOLF)

Soumissionnaires	Prix
. RENÉ MARTEL et MARIELLE FORTIER 940 Godbout Drummondville	17,22 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

616/7/85

2- VENTE D'UN BÉLIER MÉCANIQUE (TP-85-15)

Soumissionnaires	Prix
. SOCIÉTÉ J.G. LEFEBVRE & FRÈRES LTÉE Boul. Terra-Jet St-Cyrille	8 555,96 $
. RENAUD MARTEL EXCAVATION 1015 Armand Drummondville-Nord	12 327,28 $
. LES MACHINERIES ST-AMANT INC. 16995 Concorde Sud St-Hyacinthe	4 666,00 $
. HEWITT EQUIPMENT C.P. 1200 Pointe Claire	9 500,00 $

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la soumission de RENAUD MARTEL EXCAVATION soit acceptée.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- M. André Paquin louange le travail des pompiers de la Ville de Drummondville effectué le 1er juillet 1985 lors d'un incendie survenu à sa propriété située au 1710 Chemin Hemming.

- L'Organisation anti-pauvreté de la Mauricie (La Source - 1150 Goupil) explique dans une longue lettre qu'elle parraine une maison de dépannage située au 211 rue Dorion et qu'elle doit trouver une bâtisse plus adéquate pour répondre aux besoins d'une clientèle sans cesse grandissante.

  M. Léonce Descheneaux, porte-parole de l'Organisation anti-pauvreté, demande une assistance de la Ville de Drummondville qui pourrait prendre l'une ou l'autre des formes suivantes:

  . un prêt sans intérêt
  . la fourniture d'une maison par la municipalité
  . une subvention totale pour l'achat d'une maison.

  M. J.-Bruno Smith explique que le Conseil au cours de l'après-midi a pris connaissance de la longue lettre de M. Descheneaux qui démontre des besoins réels auxquels les administrateurs municipaux sont très sensibles. Cependant il appert qu'une pareille demande ne s'inscrit pas dans le cadre des responsabilités municipales. Il suggère que l'Organisation anti-pauvreté fasse des démarches auprès des instances gouvernementales provinciales qui sont susceptibles de contribuer à la solution du problème concernant la relocalisation de la maison "Un toit pour toi".

- L'Association québécoise des agents du bâtiment inc. remercie Son Honneur le Maire, le conseiller Denis Savoie et M. Michel Binet, président du Comité organisateur et son épouse, pour la collaboration qu'ils ont apportée au succès du 18e colloque annuel de l'A.Q.A.B. tenu à Drummondville les 6, 7 et 8 juin 1985.

- M. Michel Bordeleau, directeur général de l'assainissement des eaux, informe le Conseil que le ministère de l'Environnement acquiesce à une demande de conclure une entente partielle pour l'assainissement des eaux usées qui inclura les travaux d'interception sur la rue Hériot entre les rues Dumoulin et St-Georges, étant donné que ces travaux seront réalisés concurremment avec les travaux du programme ReviCentre durant le mois d'août 1985.

- Le Club Optimist International invite Son Honneur le Maire à la cérémonie d'ouverture du Festival Podium "Jeunesse en Fête" qui se déroulera sur le site de l'Exposition (C.E.E.P.A.S.), mardi le 30 juillet 1985.

  Son Honneur le Maire accepte de souhaiter la bienvenue aux jeunes qui participeront à ce rassemblement. Il y aura signature du livre d'or et un vin d'honneur sera servi sur place à environ 25 dignitaires invités.

617/7/85 - M. Stéphane Bordeleau, coordonnateur provincial de la Course Terry Fox, souhaite que Drummondville organise une course le 15 septembre 1985 en même temps qu'une journée de souscription pour aider au fonds de recherche sur le cancer.

Attendu que cette invitation mérite considération;

Attendu que les citoyens seront heureux de s'associer et de participer à une telle course;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que M. Claude Boucher, directeur général de la Ville, soit chargé d'organiser cette course en mettant à contribution des employés municipaux qui ont l'expérience d'une telle activité.

ADOPTÉ

618/7/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville pour la période s'étendant du 6 juillet au 1er août 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 1 777 375,84 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

619/7/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que M. Marc-André Théberge soit nommé comme représentant du groupe industriel au sein du Comité consultatif d'urbanisme, en remplacement de M. Bernard Ledoux.

ADOPTÉ

Intervention de M. Léonce Descheneaux

Considérant que M. Léonce Descheneaux est accompagné d'une importante délégation intéressée par la maison "Un toit pour toi", Son Honneur le Maire accepte qu'il fasse connaître sa réaction aux propos tenus au début de l'assemblée par le conseiller J.-Bruno Smith à titre de porte-parole du Conseil.

M. Descheneaux déplore que sa lettre ait été résumée par le greffier au lieu d'être lue en entier afin de mieux renseigner le Conseil et la population sur les besoins d'hébergement vécus par des jeunes en difficultés temporaires. Il estime que le Conseil a une responsabilité morale de contribuer à la solution de problèmes vécus par des citoyens. Il espère que les autorités municipales feront une étude plus approfondie du dossier et qu'elles seront capables de trouver au moins une formule temporaire de dépannage pour les jeunes qui doivent quitter le 211 Dorion. M. Descheneaux estime que le Conseil pourrait explorer la possibilité de prêter une maison que la Ville a récemment acquise de Téléglobe et qui pourrait répondre aux besoins qu'il exprime.

Son Honneur le Maire répond que le Conseil visitera demain les bâtisses de Téléglobe et que sa demande sera reconsidérée, mais que pour le moment le Conseil ne prend aucun engagement.

M. Denis Savoie résume le rapport des permis émis par la Ville durant le mois de juin 1985 et le compare au rapport de l'année 1984 pour la même période.

	1985 (1er au 30 juin)	1984
Permis émis:	87	133
Valeur:	3 205 604 $	3 011 420 $

	1985 (1er janvier au 30 juin)	1984
Permis émis:	372	474
Valeur:	22 825 219 $	15 133 790 $

L'émission des permis se fait à un rythme qui permet d'espérer que l'année 1985 pourra atteindre un record jamais égalé au chapitre de la construction.

620/7/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le règlement No. 1702 de la Ville de Drummondville soit amendé pour ajouter:

AMENDÉE PAR RÉS. 666/8/85

A) à l'item 1. le paragraphe suivant:

"Ces travaux sont plus amplement décrits à la cédule "A" annexée au présent règlement pour en faire partie intégrante."

B) à l'item 2. le paragraphe suivant:

"L'emprunt décrété par le présent règlement sera remboursé par les contribuables du secteur constitué du territoire de l'ex-municipalité du Village de Drummondville-Ouest en imposant une taxe, soit en réduisant celle des règlements visés et en imposant une nouvelle ou en référant au mode de taxation prévu à ces règlements."

ADOPTÉ

621/7/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la Ligue de balle donnée mixte Pieds Légers/Laurentide soit autorisée à tenir un lave-auto, samedi le 3 août de 10 heures à 17 heures, au stationnement du restaurant La Petite Bourgogne situé au coin de la rue St-Damase et du boulevard Lemire.

ADOPTÉ

622/7/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le directeur du Service des travaux publics et l'acheteur municipal soient autorisés à prolonger le service de fourniture d'huile à chauffage légère no. 2 jusqu'au 31 octobre 1985 et plus longtemps si nécessaire en attendant la conversion des systèmes de chauffage au gaz naturel.

Cette huile sera achetée de G. Mélançon & Fils Inc. aux conditions et prix déterminés par la résolution no. 634/7/84.

ADOPTÉ

623/7/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que RécuperAction Centre du Québec Inc. soit autorisée à relocaliser au 545 Des Ecoles le centre de dépôt actuellement situé au 759 boulevard Mercure.

ADOPTÉ

624/7/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le directeur des Services récréatifs et communautaires de la Ville, M. André Paquet, soit autorisé à compléter et signer pour et au nom de la Ville de Drummondville la demande de subvention rattachée au Programme national de soutien aux activités de loisir municipal.

La Ville s'engage à respecter les obligations du programme et elle s'engage également à allouer les sommes versées dans le cadre du programme aux budgets des Services récréatifs et communautaires et à disposer de ces fonds seulement pour des objectifs de loisir.

ADOPTÉ

625/7/85

Considérant l'évolution des besoins au niveau des secteurs de la billetterie, des contrôles, de la comptabilité et des services offerts au Centre Culturel;

Considérant la capacité fonctionnelle limitée du système actuel;

Considérant les coûts actuels par rapport aux services disponibles sur l'informatique;

Considérant que le nouveau système répondra à une fonction multi-usagers;

Considérant que le coût d'achat et d'opération est de plus ou moins 400,00 $ par année plus élevé que celui de l'ancien système;

Considérant la grande possibilité de subventions du ministère des Affaires culturelles;

Considérant l'accord par résolution du conseil d'administration du Carrefour Socio-Culturel à l'acquisition de ce système informatique;

Considérant que les coûts ne dépasseront pas 44 000,00 $;

Considérant que le Carrefour, secteur diffusion et spectacles, versera les déboursés de remise;

Considérant que la remise de l'emprunt s'effectuera sur 5 ans à la Caisse populaire St-Pierre;

Considérant que les sommes obtenues par la subvention du ministère des Affaires culturelles seront directement affectées au remboursement du capital;

Il est proposé Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le Carrefour Socio-Culturel soit autorisé à procéder à un emprunt ne dépassant pas 44 000,00 $ et que la Ville se porte caution dudit emprunt en attendant le versement d'une subvention par le ministère des Affaires culturelles ou le remboursement intégral de l'emprunt par le Carrefour Socio-Culturel sur une période de cinq (5) ans.

ADOPTÉ

626/7/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que les Loisirs Ste-Thérèse soient autorisés à utiliser la piscine Ste-Thérèse le 7 août pour une activité "beach-party" pour les jeunes de 11 à 16 ans.

Les règlements sur la loi des piscines devront être respectés, savoir: fermeture des lieux à 17 heures et maximum de 98 personnes dans l'environnement du bassin.

ADOPTÉ

627/7/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. soient autorisés à tenir une activité pour les jeunes "Les amis de Passe-Partout" au parc Frigon le 7 août 1985.

ADOPTÉ

628/7/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents administratifs concernant le Programme de travaux communautaires en milieu municipal.

ADOPTÉ

629/7/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le bail de location de terrain intervenu entre la Ville de Drummondville et Toitures Daniel Enrg. soit reconduit pour 1 an, à partir du 1er juin 1985. Le prix de location annuel est augmenté à 660,00 $ et l'interdiction d'entreposer à l'extérieur sera notée audit bail.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

630/7/85

Attendu que le Festival international de la cuisine traditionnelle entreprendra sa troisième année;

Attendu que ce Festival contribue à stimuler l'économie locale durant une période moins active;

Attendu que ce Festival a jusqu'ici réussi à amener à Drummondville de nombreux visiteurs;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville accorde au Festival international de la cuisine traditionnelle une somme de 1 500,00 $ qui sera prise à même les prévisions budgétaires de l'année 1986.

ADOPTÉ

631/7/85

Attendu que l'Association forestière des cantons de l'est inc. tiendra à Drummondville le 3 octobre 1985 un congrès d'envergure;

Attendu que le Conseil croit qu'il y a lieu de participer financièrement à l'organisation de ce congrès susceptible de produire des retombées économiques appréciables;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu qu'une somme de 1 500,00 $ soit consentie à l'Association forestière des cantons de l'est inc. pour défrayer les coûts d'organisation de ce rassemblement.

ADOPTÉ

632/7/85

Attendu que la Société d'habitation du Québec offre de construire 30 logements à Drummondville;

Attendu que le Comité d'aménagement du territoire a identifié cinq (5) sites potentiels pour ces logements;

Attendu que le Comité estime que la vocation des logements proposée par la Société d'habitation du Québec devrait être changée par de l'habitation pour personnes âgées;

POUR CES RAISONS,
IL EST PROPOSÉ PAR M. DENIS SAVOIE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

1. Que la Ville de Drummondville propose à la Société d'habitation du Québec d'ériger 30 logements sur l'un ou l'autre des sites suivants:
   a) un terrain situé en bordure de la rue Lalemant, propriété de Celanese Canada, et sur lequel un bâtiment (laboratoire) pourrait être recyclé;
   b) un terrain non desservi rue Dunkin, propriété du Collège St-Bernard;
   c) un terrain, propriété de Dominion Textile, rue Brouillard;
   d) un terrain situé à l'angle de la rue Des Forges et du boulevard St-Joseph, propriété de Maxime Pizzeria;
   e) un terrain situé au 630 rue Hériot, propriété de Les Tapis Wickham Inc., et sur lequel existe un bâtiment qui pourrait être recyclé;
2. Que la Ville de Drummondville demande à la Société d'habitation du Québec que les 30 logements soient destinés à l'habitation pour personnes âgées plutôt que pour la clientèle prévue initialement.

ADOPTÉ

633/7/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le Service d'habitation emprunte du fonds de roulement de la Ville la somme de 12 000 $ pour les fins suivantes:

- Achat d'une automobile	9 000 $
- Achat de classeurs pour la section cartographie	3 000 $

Cet emprunt sera remboursable sur trois ans, savoir:

4 000 $ en 1985
4 000 $ en 1986
4 000 $ en 1987.

ADOPTÉ

634/7/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le projet "Harmonie été 1985" soit autorisé à tenir un concert au parc St-Frédéric, vendredi le 16 août 1985 de 11 H 10 à 12 H 00.

ADOPTÉ

635/7/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu qu'un premier addenda soit ajouté au protocole d'entente intervenu entre la Ville de Drummondville et le ministère de l'Environnement le 7 octobre 1983 concernant l'assainissement des eaux pour inclure les travaux d'interception de la rivière St-François et que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents à l'addition dudit addenda.

ADOPTÉ

636/7/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la Société québécoise d'assainissement des eaux soit mandatée pour agir comme maître d'oeuvre pour les travaux d'interception des eaux de la rivière St-François et que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente relatif au mandat précité.

ADOPTÉ

637/7/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que les services professionnels des ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés soient retenus pour la confection de plans et devis relatifs à la relocalisation des services présentement installés sur la 20e Avenue et desservant les industries situées en bordure du boulevard Lemire entre la voie du C.P. et la rue St-Denis.

M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs au mandat précité.

ADOPTÉ

638/7/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, soit délégué au congrès de l'Association des ingénieurs municipaux du Québec qui se tiendra à Jonquière les 15, 16, 17 et 18 septembre 1985.

ADOPTÉ

639/7/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que Mlle Marie-Claude Martel soit engagée au poste d'urbaniste sur une base contractuelle d'un an. Sa rémunération sera celle de la classe X (embauche) au montant de 23 280 $ par année.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie annonce que la Ville de Drummondville s'est classée première au concours "Villes et villages fleuris" sur la rive Sud. Ce succès mérite d'être souligné et il faut également reconnaître que les aménagements effectués gratuitement par 9 paysagistes locaux le long des principales artères et en face de certains édifices publics ont contribué à l'obtention de cette mention honorable.

640/7/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le Conseil accepte les descriptions des rues pour lesquelles la Ville de Drummondville veut se prévaloir des prescriptions de l'article 422 de la Loi sur les Cités et Villes pour en devenir propriétaire, soit:

A) le lot 151-381, rue, du cadastre officiel du Canton de Grantham (rue St-Frédéric), tel que précisé par la description technique et le plan préparés par l'arpenteur-géomètre Michel Dubé, datés du 14 mai 1985 et portant le numéro 340 de ses minutes;

B) partie du lot 127-1 et le lot 127-1-19, rue, du cadastre officiel du Canton de Grantham (rue DeBoucherville), tel qu'il apparaît à une description technique et un plan préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël, datés du 16 avril 1985 et portant le numéro 4527 de ses minutes.

Ces deux descriptions techniques sont annexées à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance d'un rapport préparé par le trésorier conformément aux prescriptions de la Loi sur les Cités et Villes concernant les revenus et dépenses de la Ville de Drummondville pour le premier semestre de 1985.

Son Honneur le Maire explique que ce rapport révèle qu'à date les dépenses effectuées sont de 9 832 509 $, soit 46% des dépenses prévues pour l'année en cours et estimées à 21 198 000 $. Au 30 juin 1985, l'excédent des revenus sur les dépenses était de 3 786 180 $ et un montant de 4 200 000 $ était prêté à court terme.

À ce rythme, la Ville de Drummondville devrait terminer son année fiscale avec un surplus estimé à 291 780 $.

641/7/85

Il est unanimement résolu que le rapport du trésorier de la Ville concernant les revenus et dépenses pour la période du 1er janvier au 30 juin 1985 et daté du 17 juillet 1985, soit accepté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

642/7/85

IL EST PROPOSÉ PAR MME FRANCINE RUEST-JUTRAS, CONSEILLÈRE,
APPUYÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
ET RÉSOLU QUE:

1. le Conseil municipal entreprenne l'élaboration d'un programme particulier d'urbanisme pour la partie du territoire désignée comme le "Centre-Ville" de Drummondville;

2. le Conseil municipal entend adopter son programme particulier d'urbanisme dans un délai de trois (3) mois de la date de la présente;

3. copie de cette résolution soit transmise, dès son adoption, au conseil de la Municipalité régionale de comté de Drummond et à la Commission municipale pour enregistrement, avec avis de la date de son adoption;

4. avis de l'adoption de cette résolution soit publié dans un journal diffusé dans le territoire de la municipalité.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras donne le périmètre du territoire visé par le programme ReviCentre, lequel est déterminé comme suit:

- Au nord par la rivière St-François;
- Au nord-est et à l'est par l'axe des rues Dumoulin, Demers et St-Philippe;
- Au sud et au sud-ouest par l'axe de la rue Notre-Dame, l'axe du chemin de fer Canadien Pacifique et l'axe du boulevard St-Joseph;
- Au nord-ouest par l'axe de la rue St-Georges.

643/7/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville veut faciliter l'implantation d'un réseau de distribution de gaz naturel à l'intérieur de la municipalité;

ATTENDU QUE la distribution du gaz naturel dans la municipalité aura un impact économique favorable pour l'ensemble des citoyens de Drummondville;

ATTENDU QUE pour ce faire, la Ville veut consentir à la compagnie Gaz Inter-Cité Québec Inc. des servitudes et droits de passage permanents et temporaires sur la partie des lots 282 et 282-2 du cadastre du Canton de Grantham, dont elle est propriétaire;

ATTENDU QUE les emprises de servitudes sont établies et consignées dans des descriptions techniques et plans produits par l'arpenteur-géomètre Claude Vincent et portant les numéros de référence:

- T-311-111-A (minutes 792 - dossier 84116)
- T-311-111-S (minutes 793 - dossier 84116)
- T-314-001-S (minutes 811 - dossier 84116)

et annexés au présent procès-verbal comme étant reproduits ici intégralement;

ATTENDU QUE ces emprises peuvent être diminuées ou augmentées légèrement selon les besoins du projet d'implantation et que ces variations, le cas échéant, respecteront les conditions d'acceptation desdites servitudes et droits de passage;

IL EST PROPOSÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. EDWARD St-PIERRE, CONSEILLER,
ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE:

1- La Ville de Drummondville consente à la compagnie Gaz Inter-Cité Québec Inc. des servitudes et droits de passage sur le lot P-282 du Canton de Grantham, ces actes de servitudes et droits de passage permanents et temporaires étant consentis conformément aux descriptions techniques et plans produits par l'arpenteur-géomètre Claude Vincent sous les numéros de référence:

   - Annexe A: T-311-111-A (minutes 792 - dossier 84116)
   - Annexe B: T-311-111-S (minutes 793 - dossier 84116)
   - Annexe C: T-314-001-S (minutes 811 - dossier 84116)

   et annexés au présent procès-verbal comme étant reproduits ici intégralement.

2- Les servitudes et droits de passage permanents soient accordés pour un montant de 1,65 $ le mètre carré, soit 100% de la valeur marchande actuelle du terrain dans le parc industriel régional.

3- Les servitudes et droits de passage temporaires soient accordés pour une période de deux (2) ans à 30% de la valeur marchande actuelle du terrain dans le parc industriel régional (1,65 $).

4- Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer les actes de servitudes et droits de passage ci-avant désignés et à concourir à l'exécution de tout autre acte qui pourrait s'avérer nécessaire aux fins desdits actes de servitudes et droits de passage et de leur enregistrement libre de toute charge, le tout aux frais de la compagnie Gaz Inter-Cité Québec Inc.

La présente autorisation permet la signature des actes de servitudes et droits de passage malgré une légère variation dans les superficies des emprises, en autant que les articles 2 et 3 de la présente résolution soient en tout point respectés.

5- La présente résolution abroge à toutes fins que de droit les résolutions numéros 127/2/85 et 371/4/85.

ADOPTÉ

644/7/85

Attendu que le greffier a procédé au dépôt du projet de règlement No. 1715 et que copie de ce projet a été remise à tous les membres du Conseil;

IL EST PROPOSÉ PAR M. DENIS SAVOIE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. EDWARD ST-PIERRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

1. Que le projet de règlement No. 1715 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin de créer le secteur de zone RC-65 à même une partie du secteur de zone RB-80, soit et est adopté;
2. Et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

645/7/85

Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement interdisant l'installation de nouvelles arcades électroniques dans le territoire de Drummondville.

646/7/85

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement abrogeant les règlements nos 633 et 1381 de la Ville de Drummondville et réglementant l'usage de l'eau potable.

647/7/85

Lecture est donnée du règlement No. 1714 décrétant un emprunt de 2 996 500 $ pour l'exécution de travaux de réaménagement de l'usine de traitement d'eau.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1714 et ce de 9 heures à 19 heures les 12 et 13 août 1985.

Période de questions sur les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Ovelus Demers, 51 - 117e Avenue.

Sujets traités:
- Aménagement de la 123e Avenue
- Rapport du Conseil concernant un voyage outre-mer de Mackinaw
- Possibilité de jumeler Drummondville à une ville d'Afrique
- Coupe des mauvaises herbes le long de la voie du C.P.
- Parc industriel du secteur de Drummondville-Sud
- Manque d'espace vert dans le quartier St-Philippe
- Collecteur Mercure et développement du Domaine Cherbourg
- Programme Berges Neuves
- Enfouissement sanitaire.

- Intervenant: M. Aristide Carpentier de Beloeil.

Ce contribuable est propriétaire d'une bâtisse sur la 10e Avenue et voudrait utiliser un droit acquis pour l'opération d'un commerce fermé depuis plus d'un an.

Son Honneur le Maire suggère à M. Carpentier de rencontrer le président du comité d'aménagement du Service d'habitation après l'assemblée pour lui expliquer son problème.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Sujets traités:
- Félicitations aux responsables de l'organisation du 4e Festival mondial de folklore.
- Possibilité pour la Ville de contribuer au problème de la maison "Un toit pour toi"
- Site de la future usine d'épuration
- Salaire payé à une personne engagée au poste d'urbaniste
- Possibilité pour le Conseil de reviser le nom de certaines rues et la numérotation des édifices
- Contribution de la Ville pour permettre à l'ensemble folklorique Mackinaw de se rendre en Tunisie et en Europe
- Réaménagement du Centre Culturel avec les sommes disponibles et autorisées par le Conseil

M. Savoie demande des explications sur les comptes suivants:

. Jodoin et Grondin - 3 212,00 $
. ÉNAP (perfectionnement) - 2 500,00 $

Ces renseignements lui seront fournis à la prochaine séance régulière.

Attendu que l'ordre du jour est épuisé, Son Honneur le Maire conformément aux prescriptions du règlement No. 819, fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 12 août 1985 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Greffier. Maire.

INITIALES DU MAIRE
28
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

12 août 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 12 août 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources, et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

648/8/85

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière tenue le 22 juillet 1985; il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

649/8/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté l'item 43A suivant:

"Première Biennale Brainoise des Arts" (Mme Francine Ruest-Jutras)

ADOPTÉ

Période d'information

Son Honneur le Maire explique le motif des dépenses suivantes demandé le 22 juillet 1985 par M. Hervé Savoie, président du R.C.D.:

- Jodoin et Grondin, arp.-géo. 3 212,50 $
  Lotissement des lots 148-111 et 148-112
- ÉNAP (perfectionnement des cadres) 2 500,00 $

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

650/8/85

1- VENTE D'UN FARDIER (TP-85-14)

Soumissionnaires	Prix
. M. GAÉTAN LEFEBVRE 1750 Talbot St-Cyrille	10 086,00 $
. TRANSPORT JEAN-GUY LAMBERT INC. 870 Rang Ste-Marie Ste-Brigitte-des-Saults	7 260,00 $
. RENAUD MARTEL EXCAVATION 1015 Armand Drummondville-Nord	6 762,81 $

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que la soumission de M. Gaétan Lefebvre soit retenue et que M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents à la vente précitée.

ADOPTÉ

651/8/85

2 - VENTE DU LOT 126-3-349 DU CADASTRE DU CANTON DE GRANTHAM (TERRAIN NON CONSTRUISIBLE) - LA COULÉE

Soumissionnaires	Prix
. RICHARD PERREAULT et MICHÈLE LEMAY 205 Lionel Groulx Drummondville	4,30 $ le mètre carré
. REYNALD CINQ-MARS et LOUISE LEMIRE 215 Lionel Groulx Drummondville	4,30 $ le mètre carré

Attendu que le prix offert par les soumissionnaires est identique; il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le choix de l'acquéreur soit déterminé par un tirage au sort et que l'adjudication du terrain soit reportée à la prochaine séance régulière du Conseil.

ADOPTÉ

Intervention de M. Léonce Descheneaux

Considérant que M. Léonce Descheneaux est présent dans la salle et accompagné de plusieurs personnes préoccupées par la survivance de la maison "Un toit pour toi", Son Honneur le Maire demande à ses collègues de permettre à ce citoyen de prendre la parole immédiatement pour traiter de l'objet de sa démarche.

M. Léonce Descheneaux rappelle qu'il a demandé au Conseil une assistance financière pour l'achat d'une maison plus adéquate pour l'hébergement de jeunes personnes démunies et sans travail qui ont besoin d'un gîte pour des périodes plus ou moins prolongées. Après avoir visité une maison située sur le terrain de Téléglobe, il espère que le Conseil acceptera de la mettre à la disposition des jeunes qui seront heureux de prêter leurs bras et leur initiative pour la restauration de l'édifice qui pourrait s'effectuer à un coût très raisonnable. De plus, ces jeunes sont assez responsables pour assurer la surveillance des lieux et effectuer certains travaux d'embellissement. Il souhaite ardemment que le Conseil prenne une décision favorable rapidement puisque la résidence du 211 Dorion doit être libérée au plus tard le 1er septembre 1985.

Son Honneur le Maire invite M. J.-Bruno Smith à renseigner M. Léonce Descheneaux sur la décision du Conseil concernant sa demande.

M. J.-Bruno Smith déclare que malheureusement il n'a pas visité la maison située sur le terrain de Téléglobe. De plus, au moment où le Conseil a pris une décision durant l'après-midi, il a dû s'absenter pour des raisons très sérieuses; il souhaite que Monsieur le Maire résume la décision du Conseil.

Son Honneur le Maire explique qu'après étude sommaire la réparation de la maison sollicitée par M. Léonce Descheneaux pourrait coûter une somme d'environ 40 000 $. Le Conseil n'est pas prêt à entreprendre des travaux de restauration avant qu'un plan directeur d'utilisation des lieux ait été élaboré. C'est pourquoi l'ordre du jour de la présente assemblée prévoit des mandats pour l'étude du potentiel d'utilisation et de la vocation à donner aux terrains récemment acquis de Téléglobe. Le Conseil a cherché d'autres alternatives pour accommoder les résidents de la maison "Un toit pour toi", mais n'a malheureusement pas trouvé de solution pour le moment.

Invité à prendre la parole de nouveau, M. Léonce Descheneaux préfère attendre à la fin de la séance avant de formuler ses commentaires.

652/8/85

ATTENDU QUE le Conseil de la Ville de Drummondville a examiné un plan de travail déposé par Pierre Cordeau et Associés Inc. le 22 juillet 1985, portant sur l'étude des structures organisationnelles de l'administration de la Ville de Drummondville et réalisable en 3 étapes comme suit:

1- Établissement d'un cadre de travail et d'un plan central de planification (phases 1 et 2);
2- Revue de programmes et synthèse (phases 1 et 2);
3- Implantation (phases 1, 2 et 3);

ATTENDU QUE les rapports des étapes 1 et 2 pourront être produits consécutivement d'ici la mi-novembre 1985;

ATTENDU QUE ce plan de travail répond aux attentes du Conseil et que ce dernier désire améliorer et rationaliser les structures municipales existantes;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme Pierre Cordeau et Associés Inc. soient retenus pour procéder immédiatement à la réalisation des étapes 1 et 2 précitées dont le coût estimé totalise une somme ne devant pas excéder 33 750,00 $. Il est de plus résolu que le maire et un comité du Conseil soient autorisés à préciser le mandat confié à la firme Pierre Cordeau et Associés Inc.

Le conseiller J.-Bruno Smith déclare qu'il s'oppose au mandat faisant l'objet de la présente résolution.

Son Honneur le Maire déclare la résolution adoptée par la majorité des membres du Conseil.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- M. Gaston Jutras opérant un commerce d'épicerie au 2377 boulevard Mercure, offre d'acheter un terrain ayant front sur le boulevard St-Joseph récemment acquis par la Ville de Téléglobe Canada pour y relocaliser son commerce.

  Le Conseil prend bonne note de cette demande mais ne pourra y donner suite avant d'avoir procédé au plan d'aménagement du vaste espace de terrain acquis récemment. Un mandat sera donné à une firme d'urbanistes-conseils dès aujourd'hui mais la rédaction du rapport et son étude dureront quelques mois.

653/8/85 - Les Cadets de l'Escadron 607 de Drummondville sollicitent l'autorisation de tenir un lave-auto au marché public le 18 août 1985 de 9 heures à 18 heures et demandent une deuxième sortie d'eau pour la tenue de cette activité.

  Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ces deux demandes soient acceptées.

ADOPTÉ

654/8/85 - M. Michel Légère, maire de la Ville de Hull, invite Son Honneur le Maire et les membres du Conseil à se rendre dans sa ville le 7 septembre 1985, afin de participer à la grande fête qui marquera la proclamation des municipalités lauréates de l'édition 1985 du concours "Villes, villages et campagnes fleuris" qui sera présidée par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que M. Denis Savoie, conseiller, soit délégué pour représenter la Ville lors de cet événement.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie déclare qu'il se rendra à Hull le 7 septembre 1985 si la Ville de Drummondville se mérite une mention suite au concours de l'année 1985.

655/8/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 20 juillet au 13 août 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 874 043,86 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

656/8/85

La Commission municipale du Québec informe le Conseil que La Rose des Vents de Drummond Inc. lui a soumis une demande de reconnaissance pour fins d'exemption de taxe foncière.

Attendu que La Rose des Vents de Drummond Inc. est susceptible de se prévaloir des avantages prévus au paragraphe 10 de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale; il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville s'en remette au bon jugement de la Commission municipale du Québec et qu'il accepte à l'avance sa décision.

ADOPTÉ

657/8/85

ATTENDU QUE M. François Chabot, technicien en laboratoire à l'usine de traitement d'eau, a fait une demande pour un stage en épuration des eaux qui se tiendra en France à l'automne 1985;

ATTENDU QUE M. François Chabot a reçu confirmation que sa candidature a été retenue par l'Office francoquébécois pour la jeunesse;

ATTENDU QUE cet employé municipal devra assumer personnellement ses frais de transport et de subsistance durant ce séjour et débourser une somme d'environ 1 000 $;

ATTENDU QUE M. François Chabot démontre son intérêt pour un perfectionnement qui lui permettra d'être plus efficace dans l'exercice de son travail;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que M. François Chabot soit autorisé à participer au stage de formation offert par l'Office franco-québécois pour la jeunesse pour une durée de 15 jours. Cette autorisation est cependant conditionnelle à ce que M. François Chabot accepte que sa rémunération soit réduite de 50% durant cette période.

ADOPTÉ

658/8/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la Ville accorde 200,00 $ au camping l'Escargot pour défrayer une partie du coût d'une fête champêtre qui aura lieu le 14 août 1985 et qui regroupera des personnes âgées et handicapées.

Il est également résolu que M. Gérard Nadeau soit félicité et remercié pour la générosité dont il fait preuve chaque année en organisant une fête fort appréciée des personnes qui y sont invitées.

ADOPTÉ

659/8/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de correction à apporter au contrat enregistré sous le numéro 289947 le 4 juillet 1985 pour remplacer les lots 126-3-360 à 126-3-367 du Canton de Grantham par les lots 126-3-367 à 126-3-374 du Canton de Grantham.

ADOPTÉ

660/8/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville est détentrice d'un droit de préemption sur le lot 165-153, avec l'édifice y érigé portant le numéro civique 1655 de la rue Sigouin (ci-après appelé la "Propriété") aux termes d'un acte de vente par la Ville à Brazeau Transport Inc., reçu par Me Marcel Bernier, notaire, le 9 mai 1977 et enregistré sous le numéro 229493 tel qu'amendé par acte de correction entre les mêmes parties, reçu par Me Marcel Bernier, notaire, le 11 juillet 1977 et enregistré sous le numéro 231344;

ATTENDU QUE Brazeau Transport Inc. a demandé à la Ville de consentir et concourir à la vente de la Propriété par ladite Brazeau Transport Inc. à Location Intrabec Inc.;

ATTENDU QUE la Ville croit raisonnable d'accepter cette demande;

IL EST PROPOSÉ PAR M. GILLES ST-MARTIN, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. JEAN-PAUL GÉNÉREUX, CONSEILLER,
ET RÉSOLU QUE:

1- la Ville apporte son concours et son consentement à la vente de la Propriété à ladite Location Intrabec Inc. à la condition que Brazeau Transport Inc. vende à ladite Location Intrabec Inc. la totalité de la Propriété et à la condition que ladite Location Intrabec Inc. assume, pour le délai imparti, les obligations et stipulations établies en faveur de la Ville à la clause 2o. des "Clauses Spéciales" de l'acte de vente ci-devant mentionné et enregistré sous le numéro 229493;

2- la Ville ratifie et confirme à toutes fins que de droit la vente de la Propriété à Brazeau Transport Inc. aux termes des actes de vente et de correction ci-haut mentionnés et confirme que ladite Brazeau Transport Inc. a rempli la condition 1o. des "Clauses Spéciales" contenue à l'acte de vente enregistré sous le numéro 229493.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents relatifs au contenu de la présente résolution.

ADOPTÉ

661/8/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Gaétan Ratté soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville devant le Bureau de révision de l'évaluation foncière dans la cause "Claudette Thiffault - 84 Mod-87797870550000000".

ADOPTÉ

662/8/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Drummondville Olympique concernant l'entretien du terrain de soccer St-Jean-Baptiste.

ADOPTÉ

663/8/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville paie à M. Michel Parenteau, ingénieur, la somme de 11 862,00 $, représentant les honoraires professionnels pour la partie exécutée d'un mandat qui lui a été confié par une résolution du Conseil.

Il est également résolu que les services professionnels des ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés soient retenus pour exécuter la partie non réalisée du mandat confié à M. Michel Parenteau et relatif à la préparation des plans et devis pour les travaux d'aqueduc et d'égouts sur les rues Huguette, Audet, Réjean, Fontaine et L'Acadie. La totalité des honoraires sera payée à même les fonds disponibles au budget de l'année 1985.

ADOPTÉ

664/8/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que M. Michel Binet, directeur du Service de l'habitation et chef-inspecteur en bâtiment, soit par la présente autorisé à émettre le permis de transport d'une bâtisse sise au 1125 rue Jean-de-Brébeuf, laquelle bâtisse sera transportée hors de Drummondville, soit dans la municipalité de St-Guillaume. Le propriétaire devra déposer une somme de 300 $ pour couvrir les frais de surveillance et fournir une preuve d'assurance-responsabilité civile pour un montant minimum de 1 000 000 $.

ADOPTÉ

665/8/85

CONSIDÉRANT QUE la municipalité demandait à la Société québécoise d'assainissement des eaux que lors de l'appel d'offres pour les travaux d'assainissement des eaux, soient inclus des travaux municipaux pour le remplacement de neuf (9) puisards de rues;

CONSIDÉRANT QU'à l'ouverture des soumissions, Sintra Inc. - Région Bois-Francs s'est avérée le soumissionnaire le plus bas;

POUR CES RAISONS,
IL EST PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. JEAN-PAUL GÉNÉREUX, CONSEILLER,
ET RÉSOLU UNANIMEMENT:

1. QUE la Ville de Drummondville accorde le contrat à Sintra Inc. - Région Bois-Francs au montant de 9 000 $ pour effectuer les travaux de remplacement des puisards de rues en même temps que les travaux de la Société québécoise d'assainissement des eaux;

2. QUE la Ville de Drummondville mandate ladite Société pour la surveillance de l'ensemble des travaux.

ADOPTÉ

666/8/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et unanimement résolu que la partie B de la résolution no. 620/7/85 soit abrogée et remplacée par le paragraphe suivant:

"Le remboursement du montant autorisé par le présent règlement se fait par taxe spéciale, tel que spécifiquement prévu aux règlements d'emprunt nos 1371, 1374, 1379, 1394, 1453, 1486, 1513 et 1568, basée sur la valeur inscrite au rôle d'évaluation en vigueur pour tous les biens fonds imposables du secteur qui avant le 28 octobre 1966 était connu et désigné comme étant le territoire de la municipalité du Village de Drummondville-Ouest, soit le même secteur que celui visé par les règlements d'emprunt ci-avant mentionnés."

ADOPTÉ

667/8/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la résolution no. 458/5/85 adjugeant le lot 145-240 du Canton de Grantham à Mme Sylvie Laplante soit abrogée et que le dépôt qui accompagnait la soumission de cette personne lui soit remis.

ADOPTÉ

668/8/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Les Cinémas Belvédère Inc. le lot 145-240 du cadastre du Canton de Grantham, suivant les termes du contrat enregistré sous le numéro 202873 en date du 22 août 1973.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

669/8/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que MM. Robert Lafrenière, conseiller, et Claude Boucher, directeur général, soient délégués à une session de formation en santé et sécurité au travail (programme de prévention adapté aux municipalités) qui se tiendra à St-Hubert le 10 octobre 1985.

ADOPTÉ

670/8/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que MM. Edward St-Pierre, conseiller, et André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soient délégués au colloque-conférence annuel de l'Association québécoise des directeurs du loisir municipal, qui se tiendra à La Malbaie du 25 au 28 septembre 1985.

ADOPTÉ

671/8/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que Mme Louiselle Laquerre, directrice des Communications, soit déléguée au congrès-colloque annuel de l'Association des communications du Québec qui se tiendra à St-Hyacinthe du 24 au 27 septembre 1985.

ADOPTÉ

672/8/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller,
appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller,
et résolu que:

1- la Ville de Drummondville accepte le plan-projet de la phase II "Mise en Valeur" du programme Berges Neuves préparé par la firme Hamel, Beaulieu et Associés;

2- la Ville de Drummondville procède à la présentation du dossier au ministère de l'Environnement;

3- le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents nécessaires au bon cheminement du dossier.

ADOPTÉ

673/8/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que M. Claude Boucher, directeur général, soit autorisé à finaliser avec le centre de détention "Établissement Drummond" un projet de nettoyage, d'amélioration et de rénovation du site Téléglobe et des immeubles qui s'y trouvent.

M. Claude Boucher pourra s'adjoindre au besoin le directeur adjoint du Service de la sécurité publique de Drummondville, M. Aimé Bélair, considérant son rôle de commissaire aux libérations conditionnelles du Canada.

ADOPTÉ

M. J.-Bruno Smith émet l'opinion que l'entente négociée avec l'Institut Drummond permettra à plusieurs détenus de contribuer à l'embellissement du site de Téléglobe et à sa revitalisation. D'autre part, il semble que sur le terrain de Téléglobe il existe un boisé important qui permettrait à la Ville de s'approvisionner pour planter plusieurs arbres dans le territoire urbain. Il souhaite que cette possibilité soit explorée et exploitée.

Mme Francine Ruest-Jutras déclare que lors des travaux de réaménagement du Centre Culturel, plusieurs arbres matures et de qualité devront être enlevés. Elle souhaite que ces arbres soient utilisés pour remplacer ceux qui ont dû être abattus au centre-ville pour cause de maladie.

674/8/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme Pierre Landry urbaniste inc. soient retenus pour la préparation d'un plan de mise en valeur de la propriété Téléglobe dont la Ville de Drummondville vient de se porter acquéreur.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à préciser ce mandat à la firme précitée et à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville les documents afférents.

ADOPTÉ

675/8/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que les services professionnels des ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés soient retenus pour réaliser les plans et devis, les analyses et certains travaux mineurs à être exécutés en collaboration avec la firme Pierre Landry urbaniste inc. pour la préparation d'un plan d'aménagement du terrain Téléglobe.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à préciser ce mandat à la firme Hamel, Beaulieu et Associés et à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville les documents afférents au présent mandat.

ADOPTÉ

676/8/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 23 juillet 1985 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

677/8/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que Mme Martine Leclair soit autorisée à empiéter temporairement sur le terrain du parc Poirier pour effectuer des travaux de drainage sur sa propriété située au 8 rue Poirier et ce, à condition que les lieux soient remis en bon état immédiatement après que les travaux de drainage auront été exécutés.

ADOPTÉ

678/8/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que les services professionnels des ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés soient retenus pour réaliser les plans et devis nécessaires pour la réfection de la rue Farrell entre les rues Janelle et Marier.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à préciser ce mandat à la firme précitée et à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents y relatifs.

Mme Francine Ruest-Jutras demande que sa dissidence soit notée à la présente résolution.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras se dit très étonnée de constater que le Conseil durant une même session accorde trois mandats à une même firme d'ingénieurs-conseils, d'autant plus que lors des deux séances antérieures la même firme a également été favorisée. Il y a d'autres firmes locales d'ingénieurs-conseils capables de réaliser des travaux qui ne requièrent aucune spécialité particulière. Le Conseil devrait être plus équitable et répartir les deniers publics en favorisant une rotation qui permettrait à chaque entreprise d'avoir une juste part. Le Conseil pratique d'ailleurs une rotation pour dispenser des mandats à d'autres professionnels. On a invoqué dans le cas de Téléglobe qu'il s'agit d'un petit mandat. Depuis deux ans, on utilise des stratagèmes pour débuter des études et quand vient le temps de confier un mandat rémunérateur, on allègue qu'une firme est déjà sur le terrain et a amorcé un travail qui doit être complété par la même entreprise. Mme Francine Ruest-Jutras estime que le Conseil devrait faire preuve de plus d'équité.

M. J.-Bruno Smith déclare qu'il n'a pas enregistré sa dissidence lors de la résolution précédente mais qu'il partage les propos de Mme Francine Ruest-Jutras. Le Conseil devrait permettre à tous les professionnels d'avoir une juste part du budget municipal affecté au paiement d'honoraires.

679/8/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que Mlle Lorraine Letarte soit engagée au poste de policière temporaire pour une période se terminant le 31 octobre 1985.

ADOPTÉ

680/8/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu qu'à partir du ler septembre 1985 le taux d'intérêt applicable sur tous les comptes passés dus payables à la Ville de Drummondville soit établi à 11 1/2%.

ADOPTÉ

681/8/85

Attendu que dans le cadre d'un programme ReviCentre, la Ville de Drummondville entend réaliser des travaux d'aménagement sur le terrain loué adjacent à la gare du C.N. et utilisé comme stationnement, il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la Ville demande la collaboration des Chemins de Fer Nationaux pour pouvoir réaliser les travaux de réaménagement proposés.

Il est de plus résolu que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à négocier une entente avec les autorités du C.N. pour la réalisation des travaux précités.

ADOPTÉ

682/8/85

Attendu que les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. ont obtenu une subvention pour le réaménagement d'un chalet et la construction d'une piscine dans le quartier St-Joseph;

Attendu que les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. ont besoin d'une somme de 30 000 $ pour la construction d'une pataugeuse et l'achat de tremplins;

Attendu que ces équipements sportifs deviendront la propriété de la Ville de Drummondville à l'expiration du bail emphytéotique consenti aux Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc.;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller,
appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller,
et résolu que:

1- la Ville de Drummondville accorde une subvention de 30 000 $ aux Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc.;

2- la Ville de Drummondville emprunte la somme de 30 000 $ de son fonds de roulement pour accorder une subvention équivalente à ce montant aux Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc.;

3- cet emprunt soit remboursable sur une période de trois ans, savoir:
10 000 $ en 1985
10 000 $ en 1986
10 000 $ en 1987.

ADOPTÉ

683/8/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville, détentrice d'un droit de préemption dans

la transaction ci-après décrite, apporte son concours et son consentement à la vente de la propriété de la compagnie Les Tapis Harding Ltée, division Venture, à la compagnie 139657 Canada Inc., à condition que la première compagnie vende à la deuxième compagnie la totalité de la propriété.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents relatifs à la présente résolution.

ADOPTÉ

684/8/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville renonce à la clause "C" des "Charges et Conditions" inscrite dans l'acte de vente intervenu entre la Ville de Drummondville et la compagnie Les Tapis Venture du Canada Ltée le 17 août 1981 et portant le numéro 263660 au bureau de la division d'enregistrement de Drummond.

L'obligation de construire pour fins industrielles, sur le terrain vendu, dans un délai de 60 mois, un édifice dont l'emprise aurait 30 000 pieds carrés ne tient donc plus, ni pour Les Tapis Venture du Canada, ni pour les acquéreurs subséquents.

ADOPTÉ

685/8/85

Attendu que dans une lettre datée du 15 juillet 1985, la compagnie SSI Schafer signifiait son intention de prendre option sur un terrain industriel d'une superficie approximative de 35 000 mètres carrés situé dans le parc industriel régional et connu comme partie du lot 280 du cadastre du Canton de Grantham;

Attendu que l'offre de la compagnie SSI Schafer est de 0,15 $ le pied carré et correspond au prix de vente actuel demandé par la Ville de Drummondville;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville accorde à SSI Schafer une option sur partie du lot 280 du cadastre du Canton de Grantham aux termes et conditions précisés dans l'offre signée par M. Fritz Schafer GMBH le 15 juillet 1985.

Il est de plus résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés par les présentes à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville le document relatif à l'option précitée.

ADOPTÉ

686/8/85

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1715) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone RC-65 à même une partie du secteur de zone RB-80.

Le périmètre du secteur de zone RB-80 affecté est décrit comme suit:

- au nord et au nord-est par l'axe de la rue de Gaspé;
- à l'est par l'arrière d'une partie des lots localisés à l'ouest de la rue de Laval;
- au sud-ouest par l'arrière des lots localisés au nord-est du boulevard Mercure et de la rue Bégin;
- à l'ouest et au nord-ouest par une partie de la 117e Avenue et une ligne électrique.

39

687/8/85

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement (No. 1718) amendant le règlement No. 1606 en amendant le fonds de dépenses non préalablement autorisées par le Conseil et les pouvoirs afférents.

688/8/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le Club d'Âge d'Or de St-Simon soit autorisé à tenir un pique-nique au parc Bellevue le 17 août 1985. Cette activité devra se tenir dans le respect des politiques établies par le Conseil concernant les fêtes populaires.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire annonce que d'ici quelques jours la Ville de Drummondville lancera un appel dans les journaux dans le but précis de permettre à notre milieu de se doter d'un thème distinctif ou d'un slogan promotionnel.

Il invite tous les citoyens à participer à ce concours et fait appel à l'initiative et la fierté de chacun pour trouver un thème qui reflète bien le caractère ou la vocation de notre ville.

Mme Francine Ruest-Jutras explique que l'an dernier elle a discuté avec M. Chamart délégué du Conseil de Braine l'Alleud et responsable des Arts et de la Culture, de la possibilité de procéder à des échanges artistiques entre Drummondville et Braine l'Alleud en Belgique.

Le 9 août dernier, la Ville de Braine l'Alleud invitait les artistes de Drummondville à participer à la Première Biennale Brainoise des Arts qui se tiendra à la fin du 3e trimestre de l'année en cours. Ce concours portera sur la mise en valeur de la notion «noir et blanc» et seront admises les oeuvres de dessin, fusain, gravure, lithographie et sculpture. Parmi les prix décernés, il y en aura un de réservé pour les participants des villes jumelées ou amies, incluant Drummondville.

La documentation concernant cette Biennale sera remise à la Guilde des Artistes et toutes les personnes intéressées pourront obtenir des renseignements supplémentaires sur les règles du concours. Il y a là une opportunité pour les artistes locaux d'ouvrir une fenêtre sur l'Europe et un lauréat à Braine l'Alleud pourrait fièrement ajouter à sa renommée et certainement en tirer avantage.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Ovelus Demers, 51 - 117e Avenue.

  Sujets:
  - Nettoyage du terrain acquis de Téléglobe
  - Construction éventuelle de la 2e phase de l'Institut Drummond
  - Ouverture de la 123e Avenue
  - Programmes ONET - Berges Neuves - Eau Claire
  - Diminution du rythme de la construction et des investissements à Drummondville

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

  Sujets:
  - Prix demandés par la Ville pour la vente de terrains
  - Nombreuses études commandées par le Conseil sans que les rapports soient rendus publics
  - Délégation de M. François Chabot à un stage en France et rémunération de cet employé pour sa formation
  - Contestation par la Ville des jugements rendus par le Bureau de révision de l'évaluation foncière

- Amélioration à apporter aux ordres du jour ou aux avis publics en expliquant les symboles ou les lettres et chiffres qui n'apportent pas d'éclairage aux contribuables (Exemple: Zone RB-80)
- Demande de renseignements sur la vente du lot 145-240 (Explications données par Me Jacques Dionne)
- Délégation injustifiée du directeur général à une session de formation en santé et sécurité au travail
- Intention de la Ville concernant la vente d'une partie du terrain de Téléglobe au gouvernement fédéral pour favoriser la réalisation de la 2e phase du du projet "Institut Drummond"
- Nécessité pour le maire de maintenir de bonnes relations avec le député fédéral pour favoriser le réaménagement de l'aéroport et d'autres projets déjà annoncés
- Demande d'explication concernant un droit d'empiètement dans le parc Poirier sollicité par Mme Martine Leclair
- Engagement de Mlle Lorraine Letarte comme policier temporaire
- Négociations concernant le renouvellement de la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.
- Subvention fédérale de 400 000 $ consentie aux Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc.
- Étude par le R.C.D. du béton provisoire produit par le trésorier après 6 mois d'opération
- Utilisation des autos de police par les membres de l'état major durant les heures de repas
- Négociations entre la Ville et la firme d'évaluateurs Mercure, Guilbault et Associés
- Mise en place de mini-containers pour la cueillette des ordures ménagères
  À quelles conditions?
  Qui va les entretenir?
  Qui va assumer le risque de bris?
- Possibilité d'obtenir le bilan d'opération de la S.D.E.D.
- Intentions du Conseil pour apporter des modifications au règlement de zonage No. 1400 et le rendre plus permissif au chapitre de la reconstruction en cas d'incendie
- Nécessité d'améliorer le terrain de l'ancien Hôtel Ritz incendié pour faire cesser la poussière qui incommode les voisins
- Coût des vêtements payés par la Ville aux employés du Service des travaux publics en 1984 (réponse à fournir le 26 août 1985)

- Intervenant: M. Léonce Descheneaux, représentant de l'Organisation anti-pauvreté de la Mauricie - La Source, 1150 rue Goupil.

M. Léonce Descheneaux se dit très déçu du refus du Conseil concernant une demande qu'il a formulée pour obtenir une aide financière ou l'usage d'une maison située sur le terrain Téléglobe. Tous les jeunes démunis qui sont présentement hébergés à la maison "Un toit pour toi" au 211 Dorion espéraient plus de compréhension des autorités municipales et nourrissaient l'espoir d'obtenir un soutien financier. Il déclare que l'Organisation anti-pauvreté de la Mauricie poursuivra son oeuvre quand même et il souhaite avec beaucoup d'insistance que le Conseil de Drummondville lui accorde son appui.

- Intervenant: M. Rolland Oakes, représentant de la maison "Échelle de Jacob" située dans le quartier Ste-Thérèse.

Ce citoyen qui dirige une maison d'accueil pour jeunes en difficultés sollicite un appui financier de 1 000 $ pour payer des comptes en souffrance et poursuivre son oeuvre humanitaire.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire conformément aux prescriptions du règlement No. 819, fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 26 août 1985 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Laurent Benn
Greffier.

Serge Morand
Maire.

INITIALES DU MAIRE

42

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

26 août 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée publique de consultation tenue à l'hôtel de ville le 26 août 1985 à 19 H 45; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée, conformément aux prescriptions de l'article 126 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chap. A-19.1) pour les fins suivantes:

"

1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;
2. Récitation de la prière;
3. Adoption de l'ordre du jour;
4. Tenir une assemblée publique de consultation, conformément à la Loi 125 (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), pour expliquer le projet de règlement suivant et les conséquences de son adoption, et entendre les personnes et organismes qui désireront s'exprimer:
   - Règlement No. 1715 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage RC-65 à même une partie du secteur de zone RB-80.
5. Période de questions sur le règlement No. 1715.
6. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Gilles St-Martin et Edward St-Pierre, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, et Michel Binet, directeur du Service de l'habitation et chef-inspecteur en bâtiment, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

689/8/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Monsieur le Maire précise sommairement l'objet de la consultation publique et les exigences de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, relativement à l'adoption de règlements de zonage.

Monsieur le Maire explique la nature et l'objet du règlement No. 1715.

Titre et objet: Règlement amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage, de manière à créer le secteur de zone RC-65 à même une partie du secteur de zone RB-80 afin d'autoriser dans le secteur modifié les usages permis dans la classe de zone RC.

Nature et objet: Ce règlement modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 a pour effet d'autoriser l'implantation d'usages appartenant aux groupes "Habitation III", "Habitation IV", "Habitation V" et ayant au moins deux (2) étages.

Le périmètre du secteur de zone RB-80 affecté est décrit comme suit:

- au nord et au nord-est par l'axe de la rue de Gaspé;
- à l'est par l'arrière d'une partie des lots localisés à l'ouest de la rue de Laval;
- au sud-ouest par l'arrière des lots localisés au nord-est du boulevard Mercure et de la rue Bégin;
- à l'ouest et au nord-ouest par une partie de la 117e Avenue et une ligne électrique.

Les personnes présentes sont invitées à poser des questions sur le projet de règlement numéro 1715.

M. Robert Beaupré, promoteur d'un projet de construction de 3 unités de 12 logements dans le secteur visé par le règlement No. 1715, explique la nature de son projet et estime que le site proposé justifie un changement de zonage tel que formulé dans le projet de règlement No. 1715. Il se dit convaincu que le secteur sera amélioré sur le plan esthétique et que les occupants des édifices qu'il se propose d'ériger pourraient bénéficier de la proximité des services communautaires.

D'autre part, la construction de 36 logements serait de nature à aider la Ville à tenir un engagement contracté par les autorités municipales lors de la fusion de Drummondville et l'ex-Ville de Drummondville-Sud, soit de répartir à 2/3 et 1/3 le nombre de logements construits dans les 3 années subséquentes à la fusion des 2 villes.

M. Ovelus Demers estime que ce projet de construction fera disparaître des bâtiments vétustes et une cour de rebuts et les terrains utilisés seront mieux aménagés que présentement.

Le conseiller Gilles St-Martin déclare qu'un entrepôt existant dans ce secteur sera vraisemblablement converti en centre communautaire à brève échéance. De ce fait, les résidents du voisinage bénéficieront de plusieurs améliorations si le projet de M. Robert Beaupré se réalise.

M. Michel Dubois se fait le porte-parole des 11 propriétaires de la 117e Avenue pour dire que lui-même et ses voisins vont contester la modification de zonage proposée par le projet de règlement No. 1715 et que le Conseil devrait immédiatement abandonner les procédures concernant l'adoption de ce règlement.

M. Michel Binet, directeur du Service de l'habitation et chef-inspecteur en bâtiment, donne les raisons qui ont incité le Comité consultatif d'urbanisme à recommander au Conseil la modification au règlement de zonage telle que proposée par le règlement No. 1715:

- Utilisation logique du territoire
- Compatibilité du projet de M. R. Beaupré avec l'environnement
- Remplacement par une construction neuve de bâtiments vétustes et amélioration de l'esthétique
- Densification du secteur.

Les interventions ayant pris fin, Son Honneur le Maire déclare que L'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

Laurent Binet
Greffier.

Serge Morand
Maire.

INITIALES DU MAIRE

44

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

26 août 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 26 août 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

690/8/85

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière tenue le 12 août 1985; il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

691/8/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Période d'information

En réponse à une question posée le 12 août 1985 par M. Hervé Savoie, président du R.C.D., Son Honneur le Maire indique que la Ville de Drummondville a fourni en 1984 aux employés du Service des travaux publics et de l'Usine de traitement d'eau des vêtements de travail dont le coût s'est élevé à 6 687,95 $. La fourniture de ces vêtements est imposée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail et/ou par l'article 16.01 de la convention collective des employés municipaux, cols bleus.

Le Conseil prend connaissance **des soumissions suivantes:**

692/8/85

1- VENTE DU LOT 124-272 DU CADASTRE DU CANTON DE GRANTHAM (LES JARDINS DU GOLF)

Soumissionnaires	Prix
. JOAN HAMEL et MARCEL GENEST 611 Lindsay Drummondville	17,22 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

2- REVICENTRE/PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DES EAUX DU QUÉBEC

	SINTRA INC. N.D. du Bon-Conseil	LA SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DCL LTÉE (St-Hubert)
PARTIE "A"	1 566 030,00 $	1 311 091,50 $
PARTIE "B"	1 712 933,50 $	2 121 233,40 $
TOTAL	**3 279 023,50 $**	**3 492 864,90 $**

Considérant que les prix soumis excèdent de beaucoup les estimations préliminaires, Son Honneur le Maire indique que ces soumissions sont retenues pour étude et s'il y a lieu le Conseil se réunira en séance spéciale pour procéder au choix d'un soumissionnaire.

Il souhaite que la réalisation du projet puisse se faire sans retard, afin de respecter le calendrier établi pour la réalisation de l'ensemble des travaux prévus dans le programme ReviCentre 1985.

693/8/85

ATTENDU QUE le 12 août 1985 le Conseil a reçu deux soumissions à un prix identique pour l'achat du lot 126-3-349 (P.A.A.T. II);

ATTENDU QUE suite à un tirage au sort, ce terrain peut être vendu à Richard Perreault et Michèle Lemay au prix de 4,30 $ le mètre carré;

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le lot 126-3-349 soit vendu à Richard Perreault et Michèle Lemay au prix de 4,30 $ le mètre carré.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- Le Conseil prend connaissance d'une lettre de Mme Johanne Girard-Verrier accompagnée d'une requête signée par soixante-dix (70) résidents du secteur de Drummondville-Sud aux fins de demander le nettoyage de certaines rues voisines du Domaine Cherbourg, ainsi que de plusieurs espaces de terrains dans ce même Domaine.

  Son Honneur le Maire déclare qu'il a lui-même visité ce secteur récemment et qu'il comprend les plaintes exprimées par les résidents du secteur. Des mesures seront prises pour débloquer le ruisseau Cacouna à un endroit où il a été rétréci par du remplissage. Un tuyau de grand diamètre devra être remplacé et le Service des travaux publics sera autorisé à procéder rapidement.

  Les officiers responsables de l'application des règlements municipaux concernant l'entretien et la propreté des terrains vacants mettront tout en oeuvre pour faire corriger par les propriétaires concernés des situations déplorables et inacceptables.

- Les Jumelages Socio-Culturels de Drummondville Inc. remercient le Conseil pour une subvention de 2 000,00 $ consentie récemment aux fins de permettre le bon fonctionnement de cet organisme. Des remerciements sont formulés à l'endroit de Monsieur le Maire Serge Ménard et de M. le conseiller Gilles St-Martin pour leur présence lors du départ et de l'arrivée d'une délégation de Drummondvillois et Drummondvilloises qui ont effectué un voyage en France et en Belgique récemment.

- Mme Madeleine Paré des Résidences St-Frédéric Inc., au nom des résidents de cet édifice, demande au Conseil de prendre les mesures nécessaires pour faire cesser le bruit qui se produit tard le soir et durant la nuit sur la rue Du Pont et aux alentours.

  Son Honneur le Maire indique que le Service de la sécurité publique sera avisé d'accentuer la surveillance des lieux.

- M. Benoit Bouchard, ministre d'État aux Transports, informe le Conseil que les services de trains-passagers opérés par Via Rail seront maintenus entre Montréal et Québec sur la rive Sud et que par conséquent, la Ville de Drummondville continuera de bénéficier du service de transport par chemin de fer actuellement offert à la population.

  Son Honneur le Maire se dit fort heureux de cette décision qui permettra d'annuler un projet de rencontre des maires des villes desservies par Via Rail sur la rive Sud, afin d'exercer des pressions pour conserver les services de trains-passagers qui desservent les citoyens de la rive Sud dans l'axe Montréal-Québec.

694/8/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 10 août au 1er septembre 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 1 221 582,77 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

695/8/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que Kino-Québec soit autorisé à tenir le "Bellevue Courons et Course Terry Fox", dimanche le 15 septembre 1985. La fermeture temporaire des rues Fradet, Daniel, boul. des Chutes, 101e Avenue et 111e Avenue est également autorisée pour permettre la tenue des activités précitées qui devront respecter les politiques établies par le Conseil concernant les fêtes populaires.

ADOPTÉ

696/8/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville autorise M. Yvon Boudreault à solliciter de la Régie des permis d'alcool du Québec un permis de vente de boissons alcoolisées aux Super-Glissades Woodyatt qu'il opère sur un terrain loué de la Ville à condition que les restrictions suivantes soient observées, savoir:

- Ces boissons ne devront être vendues qu'aux personnes adultes ayant accès aux glissades comme clients ou comme accompagnateurs des jeunes qui fréquentent l'établissement;
- Les heures d'ouverture du bar devront être les mêmes que celles d'ouverture des glissades;
- Ce bar ne pourra être exploité en dehors des périodes d'opération des glissades, ni pour d'autres fins que celles reliées directement à l'opération des glissades;
- Les consommations devront être prises à l'intérieur des limites du terrain des Super-Glissades Woodyatt et servies dans des contenants de carton ou de plastique de façon à prévenir tout accident.

ADOPTÉ

697/8/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que l'organisme Centraide Coeur du Québec Inc. soit autorisé à suspendre au-dessus de certaines artères de la Ville 4 banderoles de 30' x 2' au sigle de Centraide durant la campagne annuelle qui se déroulera de la fin de septembre au 15 novembre 1985. La localisation de ces banderoles devra se faire aux endroits et de la façon déterminés par le directeur du Service des travaux publics, M. Gérald Lapierre.

ADOPTÉ

698/8/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que l'Association Équestre Régionale du Centre du Québec soit autorisée à solliciter de la Régie des permis d'alcool du Québec un permis de vente de boissons alcoolisées lors de la présentation d'un concours hippique qui se tiendra les 7 et 8 septembre 1985 au Centre Équestre situé sur le terrain de l'Exposition.

ADOPTÉ

699/8/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Gaétan Ratté, avocat, soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville devant le Bureau de révision de l'évaluation foncière dans la cause "Fronctenac Fabrics Inc." (L-899D611).

ADOPTÉ

700/8/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville veut faciliter l'implantation d'un réseau de distribution de gaz naturel à l'intérieur de la municipalité;

ATTENDU QUE la distribution du gaz naturel dans la municipalité aura un impact économique favorable pour l'ensemble des citoyens de Drummondville;

ATTENDU QUE pour ce faire, la Ville de Drummondville veut consentir à la compagnie Gaz Inter-Cité Québec Inc. des servitudes et des droits de passage permanents sur les lots suivants, situés dans son parc industriel régional, savoir:

1) Lots P.281, P.282, rang IV du cadastre du Canton de Grantham
   (Superficie: 4 547,8 mètres carrés)

2) Lots P.272, P.273, P.274, P.281, rang IV du cadastre du Canton de Grantham, et P.164, P.340, P.342, P.343, P.344, P.346, P.347, P.348, rang V du cadastre du Canton de grantham
   (Superficie: 7 920,7 mètres carrés)

3) Lot P.271-2, rang IV du cadastre du Canton de Grantham
   (Superficie: 5 547,7 mètres carrés);

ATTENDU QUE les emprises de servitudes sont établies et consignées dans des descriptions techniques et des plans produits par l'arpenteur-géomètre Claude Vincent et portant les numéros de référence:

1/3 Plan no. T-316-001-S-RO (dossier 84116 - minute 828)
2/3 Plan no. T-316-001-S-RO (dossier 84116 - minute 835)
3/3 Plan no. T-316-001-S-RO (dossier 84116 - minute 836)

et annexés à la présente résolution comme étant reproduits ici intégralement;

IL EST PROPOSÉ PAR M. JEAN-PAUL GÉNÉREUX, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE:

1- La Ville de Drummondville consente à la compagnie Gaz Inter-Cité Québec Inc. des servitudes et droits de passage permanents conformément aux projets d'actes de consentement annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

2- Les servitudes et droits de passage permanents apparaissant aux plans 1/3 et 3/3 soient accordés pour un montant de 1,65 $ le mètre carré, soit 100% de la valeur marchande actuelle du terrain dans le parc industriel régional. Les servitudes et droits de passage permanents apparaissant au plan 2/3 (rue) sont accordés pour une valeur nominale (1,00 $).

3- Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer les actes de servitudes et droits de passage ci-avant désignés et à concourir à l'exécution de tout autre acte qui pourrait s'avérer nécessaire aux fins desdits actes de servitudes et droits de passage et de leur enregistrement libre de toute charge, le tout aux frais de la compagnie Gaz Inter-Cité Québec Inc.

La présente autorisation permet la signature des actes de servitudes et droits de passage malgré une légère variation dans les superficies des emprises, en autant que l'article 2 de la présente résolution soit en tout point respecté.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie résume sommairement le rapport des permis et inspections pour la période du 1er au 31 juillet 1985 et le compare au rapport de l'année 1984 pour la même période.

	1985 (1er au 31 juillet)	1984
Permis émis:	69	96
Valeur:	1 467 078 $	3 761 855 $

	1985 (1er janvier au 31 juillet)	1984
Permis émis:	441	570
Valeur:	24 292 297 $	18 895 645 $

M. Denis Savoie estime que si le rythme de la construction à Drummondville se maintient jusqu'à la fin de l'année, la valeur des constructions réalisées en 1985 sera un record dans les annales de la Ville.

701/8/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que les services professionnels des arpenteurs-géomètres Yves Noël et Marcel Lachapelle soient retenus pour procéder à la délimitation et au piquetage du terrain récemment acquis par la Ville de Téléglobe Canada.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à préciser ce mandat à la firme précitée.

ADOPTÉ

702/8/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, soit délégué au colloque annuel de l'Association des travaux publics d'Amérique qui se tiendra à Pointe-Claire le 18 octobre 1985.

ADOPTÉ

703/8/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité de Circulation tenue le 14 août 1985 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

704/8/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que l'inspecteur en bâtiment soit autorisé à émettre un permis pour l'aménagement d'une rampe d'accès temporaire au 77 rue St-Alphonse.

ADOPTÉ

705/8/85

IL EST PROPOSÉ PAR M. DENIS SAVOIE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

QUE le projet de programme particulier d'urbanisme pour la partie du territoire désignée comme le "centre-ville" de Drummondville, soit et est adopté; (Le territoire concerné est délimité comme suit:
- au nord par la rivière St-François;
- au nord-est et à l'est par l'axe des rues Dumoulin, Demers et St-Philippe;
- au sud et au sud-ouest par l'axe de la rue Notre-Dame, l'axe du chemin de fer du Canadien Pacifique et l'axe du boulevard St-Joseph;
- au nord-ouest par l'axe de la rue St-Georges)

QUE ce projet (règlement No. 1717) soit soumis à la consultation publique dans un délai de trois (3) mois de la date de la présente;

QU'une assemblée publique de consultation soit tenue le 16 septembre 1985, à compter de 19H30, à l'hôtel de ville de Drummondville, situé au 413 rue Lindsay.

ADOPTÉ

Suite à une question posée par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, explique que le projet de règlement No. 1717 porte sur le zonage du secteur centre-ville, l'occupation du sol et l'aménagement du territoire visé par ce règlement.

706/8/85

Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement concernant la création d'un fonds industriel pour un montant de 354 122,00 $.

707/8/85

Lecture est donnée du règlement No. 1715 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone RC-65 à même une partie du secteur de zone RB-80.

Le périmètre du secteur de zone RB-80 affecté est décrit comme suit:
- au nord et au nord-est par l'axe de la rue de Gaspé;
- à l'est par l'arrière d'une partie des lots localisés à l'ouest de la rue de Laval;
- au sud-ouest par l'arrière des lots localisés au nord-est du boulevard Mercure et de la rue Bégin;
- à l'ouest et au nord-ouest par une partie de la 117e Avenue et une ligne électrique.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1715 a été adopté par la résolution no. 644/7/85 le 22 juillet 1985;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1715 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 22 juillet 1985;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1715 a été régulièrement donné le 12 août 1985 (rés. 686/8/85);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 26 août 1985 à 19 H 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1715;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 26 août 1985 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1715 et ce de 9 heures à 19 heures les 23 et 24 septembre 1985.

708/8/85

Son Honneur le Maire offre à Mme Gilles Gosselin et aux membres de sa famille des condoléances suite au décès de son époux qui était à l'emploi de la Ville comme policier-pompier.

Il est unanimement résolu qu'à l'occasion de ce décès un don de 50,00 $ soit fait par la Ville à la Fondation Ste-Croix comme geste de reconnaissance pour les services rendus à la collectivité et à la Ville de Drummondville par M. Gilles Gosselin.

ADOPTÉ

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Ovelus Demers, 51 - 117e Avenue

Sujets:
- Remerciements à Monsieur le Maire pour avoir accepté de visiter le secteur du Domaine Cherbourg, la 123e Avenue et le ruisseau Cacouna.
- Acceptation d'un slogan par la Ville qui mettra en évidence le secteur culturel de notre collectivité.
- Défi audacieux relevé par le Conseil de Drummondville-Sud durant les années 1965 et 1966 qui a permis suite à des travaux d'aqueduc et d'égouts d'envergure de rendre construisible une grande partie du secteur de Drummondville, soit le territoire compris entre le boulevard Mercure et la rivière St-François à partir de la 101e Avenue jusqu'au boulevard des Chutes.
- Nécessité de rendre hommage à un pionnier de Drummondville, M. Donat Marcotte, dont le nom mérite d'être perpétué.

- Intervenant: M. Claude Toutant, 809 - 110e Avenue.

- M. Claude Toutant veut savoir si le maire, les membres du Conseil et certains fonctionnaires répondront à l'invitation qui leur a été faite d'assister à une réunion qu'il a convoquée pour jeudi soir, le 29 août 1985, au Motel Le Dauphin et qui portera sur le développement potentiel du Domaine Cherbourg.

Son Honneur le Maire informe M. Claude Toutant que le greffier a été mandaté pour répondre par écrit à cette invitation et pour indiquer que les membres du Conseil et les fonctionnaires s'abstiendront de participer à cette réunion parce que le Domaine Cherbourg n'a pas été retenu par le Conseil comme site de développement à court terme. Le Conseil estime que tout a été dit sur ce dossier qui présentement ne peut progresser.

M. Claude Toutant déclare que les déchets déposés au Domaine Cherbourg sont des rebuts transportés par un entrepreneur «Quémar» lors de l'exécution de travaux municipaux. La Ville devrait obliger cet entrepreneur à procéder au réaménagement des lieux parce qu'il a reçu 75 000 $ pour l'exécution de ce travail.

Invité à commenter les propos de M. Claude Toutant, M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, déclare que Quémar était responsable de la disposition des rebuts résultant de l'exécution des travaux de l'aménagement du collecteur Mercure. Il lui appartenait de prendre entente avec les propriétaires de terrains sur lesquels il entendait déverser des rebuts. Quant à la somme de 75 000 $ à laquelle réfère M. Claude Toutant, des vérifications seront faites et le Conseil en sera informé.

- M. Claude Toutant veut savoir si le Conseil va demander un deuxième avis légal concernant l'obligation de la Ville de procéder à la desserte du Domaine Cherbourg.

Mme Francine Ruest-Jutras déclare qu'elle s'interroge elle aussi sur cette question et estime qu'elle trouve pour le moins curieux que le Conseil se satisfasse d'une première opinion légale alors que dans un cas similaire concernant le secteur de Drummondville-Ouest, le Conseil a préféré demander deux avis légaux.

- M. Claude Toutant demande si le Conseil entend décréter l'ouverture de la 123e Avenue sur toute sa longueur.

Son Honneur le Maire déclare qu'il a demandé une estimation:
1- pour faire abaisser le pont qui enjambe le ruisseau Cacouna à la hauteur de la 123e Avenue;
2- pour faire effectuer le nettoyage de ce ruisseau pour la partie qui a été rétrécie suite à des déversements de terre et de rebuts.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.
2070 Terrasse Messier.

Sujets:
- Le quartier no. 9 de la Ville est négligé par le Conseil et cette lacune devrait être corrigée.
- Il y a une différence de plus de 1 million de dollars entre l'estimation préliminaire et les prix soumis par des entrepreneurs pour les travaux d'assainissement des eaux. Que va faire le Conseil?
Son Honneur le Maire indique que ces soumissions ont été ouvertes au cours de l'après-midi. L'écart entre les prix soumis et les estimations est très considérable. Le Conseil devra étudier ces soumissions et négocier avec les entrepreneurs si possible un prix à la baisse. S'il y a lieu, le Conseil tiendra une assemblée spéciale pour prendre une décision.
- Voyage effectué par un groupe de Drummondvillois dans le cadre des Jumelages Socio-Culturels, qui malgré beaucoup de support du Conseil, rapporte peu de retombées pour la collectivité.
- Renouvellement de la convention collective de l'U.P.D.I.
- Temps consacré par un policier-pompier au lavage des autos du service de police.

INITIALES DU MAIRE
52
INITIALES DU GREFFIER

- Permis de vente de boisson aux Super-Glissades Woodyatt.
- Mauvaise synchronisation des feux de circulation à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue St-Georges.
- Rapports Pominville et Cordeau concernant la réorganisation des structures organisationnelles de l'administration municipale.
- Fourniture d'un lutrin adéquat dans la salle des délibérations du Conseil.
- Déversements de teinture dans la rivière Noire.
- Absence de contrôle sur l'emploi du temps des cadres municipaux et leurs déplacements.
- Facture de 45,00 $ relative à la participation du greffier au tournoi annuel du Club de Hockey Les Voltigeurs.
- Compte de 894,57 $ pour la réparation d'une caméra au poste de police.
- Renouvellement du contrat avec Bell Canada pour l'utilisation de caméras pour la surveillance de certaines artères commerciales.
- Amélioration apportée au terrain de l'ancien Hôtel Ritz.
- Nécessité de procéder à l'amélioration du terrain situé sur la rue Lindsay et voisin de l'épicerie Girard.
- Coût d'une chaise-civière fournie aux Ambulanciers St-Jean (863,00 $).
- Honoraires de 2 189,60 $ payés par la Ville dans la cause de révision de l'évaluation foncière de la compagnie Béton Drummond.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi 9 septembre 1985 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Greffier

Maire

INITIALES DU MAIRE
53
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

5 septembre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 5 septembre 1985 à 18h00, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée et dont l'ordre du jour comprend les items suivants:

1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;

2. Récitation de la prière.

3. Adoption de l'ordre du jour.

4. Adoption d'une résolution autorisant Les Carrières Granby Inc. à effectuer des travaux de réfection de trottoirs sur la rue Des Érables, pour un montant de 7 700,00 $ (travaux effectués dans le cadre de l'intercepteur de la rivière Noire, phase II, en collaboration avec la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux).

5. Adoption d'une résolution autorisant Sintra Inc., Région Bois-Francs, à effectuer des travaux municipaux pour un montant de 497 635,00 $ en même temps que les travaux effectués par la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux dans le cadre du programme ReviCentre (secteur Hériot).

6. Avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 597 000,00 $ pour le financement des travaux assumés par la Ville de Drummondville dans le cadre du programme ReviCentre.

7. Levée de l'assemblée.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie et Edward St-Pierre, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, assiste à la réunion à titre de personne ressource et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

709/9/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

710/9/85

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville a demandé à la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux que lors de l'appel d'offres pour les travaux d'assainissement des eaux, soient inclus des travaux municipaux pour la confection de trottoirs sur la rue Des Érables;

CONSIDÉRANT QU'à l'ouverture des soumissions la firme Les Carrières Granby Inc. s'est avérée le soumissionnaire le plus bas;

IL EST PROPOSÉ PAR MME FRANCINE RUEST-JUTRAS, CONSEILLÈRE,
APPUYÉ PAR M. EDWARD ST-PIERRE, CONSEILLER,
ET UNANIMEMENT RÉSOLU:

1- QUE la Ville de Drummondville accorde à la firme Les Carrières Granby Inc. un contrat au montant de 7 700,00 $ pour effectuer les travaux de confection de trottoirs sur la rue Des Érables en même temps que les travaux de la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux;

2- QUE la Ville de Drummondville mandate ladite Société pour la surveillance de l'ensemble des travaux.

ADOPTÉ

711/9/85

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville a demandé à la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux que lors de l'appel d'offres pour les travaux d'assainissement des eaux, soient inclus des travaux municipaux à exécuter à l'occasion du programme ReviCentre, secteur Hériot, et du programme d'assainissement des eaux;

CONSIDÉRANT QU'à l'ouverture des soumissions Sintra Inc., Région Bois-Francs, s'est avérée le soumissionnaire le plus bas;

IL EST PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER
APPUYÉ PAR M. JEAN-MARIE BOISVERT, CONSEILLER,
ET UNANIMEMENT RÉSOLU:

1- QUE la Ville de Drummondville accorde un contrat à Sintra Inc., Région Bois-Francs, pour effectuer les travaux municipaux à exécuter à l'occasion du programme ReviCentre, secteur Hériot, et du programme d'assainissement des eaux, et ce pour un montant de 497 635,00 $;

2- QUE la Ville de Drummondville mandate la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux pour la surveillance de l'ensemble des travaux.

ADOPTÉ

712/9/85

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 597 000,00 $ pour défrayer le coût de travaux municipaux à être exécutés à l'occasion du programme ReviCentre, secteur Hériot, et du programme d'assainissement des eaux, lesquels travaux seront réalisés sous la surveillance de la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire déclare que LA SÉANCE EST LEVÉE.

Greffier. Maire.

55

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

9 septembre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 9 septembre 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Claude Boucher, directeur général, et Me Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

713/9/85

Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 26 août 1985.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

714/9/85

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière tenue le 26 août 1985; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

715/9/85

Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 5 septembre 1985.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

716/9/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté l'item suivant:

25A. Autorisation à M. André Paquet, directeur des services récréatifs et communautaires, de signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'organisme J.A.S.E. de Drummond Inc. pour l'utilisation du chalet du parc Messier.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

717/9/85

1- VENTE DU LOT 124-294 DU CADASTRE DU CANTON DE GRANTHAM (LES JARDINS DU GOLF)

Soumissionnaires	Prix
. GINETTE JACQUES ROULEAU et RAYMOND ROULEAU 808 St-Georges Drummondville	17,22 $ le mètre carré

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que cette soumission soit acceptée.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

718/9/85

2- LOCATION DE MACHINERIE DE DÉNEIGEMENT - HIVER 1985-1986
NIVELEUSE ET CAMION (TP-85-21)

Soumissionnaires	Location à taux horaire	
. M. GERMAIN BENOIT 1900, 6e Rang St-Cyrille	-Niveleuse automotrice de 130 à 180 H.P. avec aile chasse-neige: -Camion équipé d'une charrue "one way" et d'une aile de côté: -Équipement de remplacement:	49,00 $ 40,00 $ 40,00 $
. R. GUILBEAULT CONST. INC. 805 boul. Lemire Drummondville	-Niveleuse automotrice de 130 à 180 H.P. avec aile chasse-neige: -Camion équipé d'une charrue "one way" et d'une aile de côté: -Équipement de remplacement:	65,50 $ 52,00 $ 52,00 $
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911, rue St-Mathieu Notre-Dame du Bon-conseil	-Niveleuse automotrice de 130 à 180 H.P. avec aile chasse-neige: -Camion équipé d'une charrue "one way" et d'une aile de côté: -Équipement de remplacement:	59,00 $ nil 59,00 $

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ces soumissions soient retenues pour étude.

ADOPTÉ

719/9/85

3- LOCATION DE MACHINERIE DE DÉNEIGEMENT - HIVER 1985-1986
NIVELEUSES (TP-85-20)

Soumissionnaires	Location à taux horaire	
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911, rue St-Mathieu Notre-Dame du Bon-Conseil	-Niveleuse automotrice de 135 à 180 H.P. avec aile chasse-neige: -Niveleuse automotrice de 135 à 180 H.P. avec aile chasse-neige: -Équipement de remplacement (niveleuse de 135 à 180 H.P.):	59,00 $ 59,00 $ 59,00 $

. SOCIÉTÉ J.G. LEFEBVRE & FRÈRES LTÉE Boul. Terra-Jet St-Cyrille	-Niveleuse automotrice de 135 à 180 H.P. avec aile chasse-neige:	57,60 $
	-Niveleuse automotrice de 135 à 180 H.P. avec aile chasse-neige:	57,60 $
	-Equipement de remplacement (niveleuse de 135 à 180 H.P.):	60,00 $

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ces soumissions soient retenues pour étude.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- Lecture est donnée d'une requête signée par plus de 150 résidents du secteur voisin du Domaine Cherbourg. Ces citoyens demandent au Conseil de tolérer le sport du moto-cross, tri-moto ou autres véhicules du genre sur les terrains vacants du Domaine Cherbourg.

  M. Hervé Savoie, président du R.C.D., qui a remis le dossier au greffier au début de l'assemblée, explique qu'il a visité le secteur Cherbourg et que la pratique du sport du moto-cross lui apparaît acceptable. Il précise cependant que le R.C.D. ne serait pas favorable à la pratique de ce sport en territoire urbanisé.

  Le conseiller Edward St-Pierre est d'avis que la Ville de Drummondville ne peut autoriser l'utilisation de terrains privés à des fins récréatives ou autres.

  Le dossier fera l'objet d'une étude par le Conseil.

720/9/85 - M. Thomas-Louis Simard, responsable du comité des finances du Salon agro-alimentaire de Drummond organisé par la Chambre de Commerce, sollicite:

A) une contribution de 500,00 $ pour payer les frais d'ouverture du premier Salon agro-alimentaire qui se tiendra à Drummondville du 19 au 22 septembre 1985;

B) l'affichage de cette activité sur le panneau publicitaire de la Ville situé en bordure de la route trans-canadienne.

Considérant que ce Salon agro-alimentaire de Drummond constitue une première à Drummondville;

Considérant que cette activité amènera plusieurs personnalités du Québec et de la Région 04;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu:

1) Que la Chambre de Commerce du Comté de Drummond soit félicitée pour avoir pris en charge la tenue d'un premier Salon agro-alimentaire;

2) Qu'une somme de 500,00 $ soit donnée à la Chambre de Commerce du Comté de Drummond pour couvrir les frais d'ouverture du Salon;

3) Que l'affichage de cette activité soit fait sur le panneau publicitaire de la Ville, tel que demandé.

ADOPTÉ

721/9/85 - Le Club Optimiste Drummondville Inc. remercie la Ville de Drummondville pour son implication dans la course Terry Fox qui se tiendra dimanche le 15 septembre 1985 à 13h30 au parc Bellevue.

Le Club Optimiste demande qu'un membre du Conseil soit délégué et commandité pour participer à cette activité.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu:

1) Que M. Edward St-Pierre, conseiller, soit délégué pour participer à la course Terry Fox le 15 septembre 1985 au parc Bellevue;

2) Que la Ville donne au Club Optimiste Drummondville Inc. la somme de 100,00 $ comme commandite du représentant de la Ville de Drummondville à cette activité.

ADOPTÉ

- M. Ferdinand Smith, secrétaire des Résidences St-Frédéric Inc., remercie le Conseil pour avoir reçu un certificat de citoyen émérite lors de l'inauguration officielle des Résidences occupées par des personnes retraitées ou préretraitées.

- M. Pierre Ally, président des Résidences St-Frédéric Inc., remercie le Conseil pour avoir reçu un certificat de citoyen émérite lors de l'inauguration de l'édifice "Les Résidences St-Frédéric" le 19 août dernier.

722/9/85 - Mme Lucienne Despault du 130 - 12e Avenue demande au Conseil d'acquérir le terrain de Pratte et Fils pour y ériger une résidence pour personnes âgées.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la lettre de Mme Despault soit transmise à M. Michel Binet, directeur du service de l'habitation, et conservée pour être soumise à la Société d'Habitation du Québec pour considération lors d'une éventuelle mise en chantier d'un immeuble destiné aux personnes âgées.

ADOPTÉ

723/9/85 - Le Ministre des Affaires Culturelles du Québec informe le Conseil qu'une subvention de 116 929,00 $ sera accordée à la Ville pour l'opération de la bibliothèque municipale en 1985-1986.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que des remerciements soient adressés au Ministre Clément Richard pour cette subvention.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras déclare que cette subvention est supérieure aux attentes du Conseil qui espérait une subvention de 110 000,00 $.

724/9/85 - Le Cégep de Drummondville sollicite l'installation de panneaux de signalisation devant l'école Chabanel pour réserver un espace de stationnement pour les autobus scolaires du lundi au vendredi inclusivement.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que cette demande soit immédiatement transmise au comité de circulation pour étude.

ADOPTÉ

725/9/85 - Sogerex Ltée offre à la Ville de Drummondville de lui céder gratuitement l'assiette des voies de circulation publiques (rues, sentiers piétonniers), tel que spécifié au plan final de lotissement pour la phase 1 du projet de développement résidentiel Le Carré du Parc, après l'acceptation finale des travaux par la Ville.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que la Ville de Drummondville accepte la cession par Sogerex Ltée des espaces de terrain ci-haut mentionnés dès que leur aménagement aura été complété et accepté par la Ville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la cession des terrains précités. Ces documents seront rédigés par un notaire désigné par la Ville.

ADOPTÉ

726/9/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 24 août 1985 au 9 septembre 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 708 102,00 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

727/9/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que M. J.-Bruno Smith, conseiller, Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et M. Claude Boucher, directeur général, soient délégués au colloque annuel 1985 de Revue Actualité Immobilière qui se tiendra à Montréal le 6 novembre 1985.

ADOPTÉ

728/9/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que M. Robert Lafrenière, conseiller, et M. Roger Turcotte, C.A., directeur général adjoint aux services administratifs, soient délégués à une journée d'information à l'intention des élus et fonctionnaires municipaux, qui se tiendra à Montréal le 18 octobre 1985. Cette journée est organisée par l'Union des Municipalités du Québec et portera sur la gestion municipale.

ADOPTÉ

729/9/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la compagnie Les Fondations Wickham Inc. soit autorisée à transférer à M. Denis St-Onge le droit d'acquisition d'une partie du lot 167 du cadastre du Canton de Grantham accordé par la résolution no. 405/5/85 du Conseil de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

730/9/85

Attendu que le Forum provincial sur la jeunesse et la santé mentale constituera une des plus importantes réalisations organisées dans le cadre de l'année internationale de la jeunesse;

INITIALES DU MAIRE
60
INITIALES DU GREFFIER

Attendu que cet événement se tiendra à Drummondville les 4, 5 et 6 novembre 1985;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que:

1- la Ville de Drummondville fournisse la main-d'oeuvre nécessaire à la tenue d'une exposition permanente dans le hall d'entrée de l'Hôtel Universel;

2- la Ville de Drummondville contribue pour une somme de 800,00 $ pour payer les frais d'ouverture de ces assises nationales qui réuniront des personnalités de prestige et plusieurs jeunes de toutes les provinces.

ADOPTÉ

731/9/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de course de barils du Québec à solliciter de la Régie des permis d'alcool du Québec un permis pour la vente de boissons alcoolisées lors des compétitions qui se tiendront au Centre Équestre les 28 et 29 septembre 1985.

ADOPTÉ

732/9/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les services professionnels des ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés soient retenus pour la confection d'un plan quinquennal concernant la gestion des arbres dans le territoire de la Ville de Drummondville. Les honoraires professionnels de la firme précitée ne devront pas excéder 7 800,00 $.

ADOPTÉ

733/9/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme Préventec Inc. soient retenus pour la préparation d'un programme d'entretien préventif des édifices municipaux ci-après indiqués:
- piscine et chalet St-Joseph (1 160,00 $)
- stations de pompage Baril, Alexandre et Lemire (1 350,00 $).

ADOPTÉ

734/9/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que l'article 2 du règlement No. 1714 de la Ville de Drummondville soit abrogé et remplacé par le suivant:

" 2. La Ville de Drummondville est par le présent règlement autorisée à exécuter ou faire exécuter des travaux d'amélioration à l'usine de traitement d'eau, conformément aux plans et devis préparés par les ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés, portant le numéro de dossier 0342580, modifiés en avril 1983 et revisés en juin 1985.

Les plans concernés sont les suivants:
- Plans d'architecture: A-1 de 7 à A-4 de 7
  A-5 de 7 à A-7 de 7
- Plans de structure: S-1 de 13 à S-5 de 13
  S-6 de 13 à S-13 de 13
- Plans de mécanique: M-1 de 18 à M-18 de 18
- Plans d'électricité: E-1 de 7 à E-7 de 7.

Lesdits plans et devis ont reçu l'approbation du Ministère de l'Environnement du Québec et sont annexés au présent règlement pour en faire partie intégrante. "

ADOPTÉ

735/9/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 21 août 1985 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras explique qu'elle endosse les recommandations du comité consultatif d'urbanisme, mais elle appréhende certaines déceptions de la part de résidents du secteur des Jardins de la Rivière qui veulent ériger des abris d'autos temporaires au cours de la saison hivernale. La marge latérale utilisable est réduite à 18 pouces de la limite de la propriété. Ce secteur a été construit en 1979 et à ce moment-là la réglementation actuelle n'était pas en vigueur.

Le conseiller Denis Savoie explique que la limite de 18 pouces est justifiée pour respecter la propriété des voisins. En cas de litige ou de difficulté concernant le respect de la réglementation, Mlle Marie-Claude Martel, conseillère en urbanisme à l'emploi de la Ville, se fait un devoir de rencontrer les personnes qui se sentent brimées par la réglementation d'urbanisme pour leur expliquer les raisons qui justifient cette réglementation et si possible leur suggérer des moyens pour les accommoder tout en respectant les règlements municipaux.

736/9/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que les services professionnels de Viau, Hébert, Denault, avocats, soient retenus pour produire un avis juridique sur l'obligation pour la Ville de Drummondville de respecter l'ordonnance du Ministère de l'Environnement concernant la fermeture du dépotoir situé dans la municipalité de St-Nicéphore.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie résume sommairement le rapport du service de l'habitation concernant les permis émis durant la période du 1er au 31 août 1985 et le compare au rapport de l'année 1984 pour la même période.

	1985 (1er au 31 août)	1984
Permis émis:	73	104
Valeur:	1 345 673 $	1 249 470 $
	1985 (1er janvier au 31 août)	**1984**
Permis émis:	514	674
Valeur:	25 637 970 $	20 145 115 $

M. Denis Savoie se dit heureux de constater que le secteur de la construction demeure très actif et croit qu'il y a lieu d'espérer que la valeur des immobilisations en 1985 atteindra la somme de 30 millions de dollars.

737/9/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le service des travaux publics soit autorisé à fermer des rues dans le secteur ReviCentre au fur et à mesure de la progression des travaux qui seront incessamment effectués dans le cadre du programme ReviCentre.

ADOPTÉ

Le conseiller J.-Bruno Smith explique que certaines rues devront être interdites à la circulation durant l'exécution des travaux prévus dans le secteur visé par le programme ReviCentre. Les intervenants et entrepreneurs ont l'intention de minimiser au maximum les inconvénients qu'auront à subir les résidents et les commerçants dans ce secteur du centre-ville.

738/9/85

Résolution d'emprunt temporaire
au montant de 841 000 $

Lequel montant est égal au solde en capital qui sera non amorti et renouvelable pour un terme additionnel de 10 ans lors de l'échéance du 8 décembre 1985 sur l'émission originale de 1 687 000 $, datée du 8 décembre 1980 de l'ex-Ville de Drummondville-Sud (dossier d'emprunt à long terme du Ministère numéro 61312).

ATTENDU QUE lors de l'échéance ci-dessus indiquée sur l'émission mentionnée ci-haut, le solde en capital non alors amorti sera renouvelable à ladite date au moyen d'une nouvelle finance de renouvellement pour la balance du terme autorisé;

ATTENDU QUE pour faciliter le remboursement de ladite échéance il y a lieu d'effectuer un emprunt temporaire pour une somme égale au montant du solde non amorti et renouvelable ci-haut indiqué;

IL EST PROPOSÉ PAR M. EDWARD ST-PIERRE, CONSEILLER
APPUYÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER
ET RÉSOLU UNANIMEMENT:

QUE le préambule ci-dessus fasse partie intégrante de la présente résolution;

QUE la Ville de Drummondville emprunte temporairement une somme de 841 000 $, ledit emprunt temporaire devant être remboursable à même le produit de la nouvelle finance de renouvellement de l'émission originale d'obligations de 1 687 000 $ datée du 8 décembre 1980.

ADOPTÉ

739/9/85

Attendu qu'il existe à Drummondville plusieurs industries de textile;

Attendu que plusieurs entreprises de textile du Québec ont dû procéder à des fermetures au cours des derniers mois;

Attendu que même si à Drummondville les usines de textile opèrent et procurent du travail à des milliers d'employés, ces travailleurs s'inquiètent de leur avenir et de la survie des entreprises de textile locales;

Attendu que le nombre des employés oeuvrant dans le secteur du textile à Drummondville a diminué de 1 100 entre 1973 et 1983;

Attendu que pour demeurer compétitives les industries de textile locales doivent de plus en plus recourir à l'automation qui se traduit souvent par des pertes d'emplois;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que demande soit faite au Gouvernement du Canada et au député fédéral de Drummond d'appuyer le mémoire préparé par le service de la recherche de la CSN et déposé en Commission parlementaire, lequel document contient plusieurs recommandations susceptibles d'aider à la survie et à la rentabilité de nos usines de textile à Drummondville et au Québec.

ADOPTÉ

740/9/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu qu'un groupe d'étudiants de 3e année en technique d'estimation et d'évaluation foncière soit autorisé à tenir un lave-auto le 21 septembre, de 10h00 à 17h00, ou le 28 septembre en cas de pluie. Ce lave-auto pourra se tenir au garage Texaco, coin St-Pierre et boul. St-Joseph, aux conditions acceptées par le service de la sécurité publique.

ADOPTÉ

741/9/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville vende à M. Hector Caya, ou à une compagnie à être formée:

1- Une partie du lot 282

Ce morceau de terrain est de figure trapézoïdale, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-deux (Ptie 282) du rang IV du cadastre officiel du Canton de Grantham, municipalité de la Ville de Drummondville.

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par une autre partie du lot 282, vers le sud-est par le lot 282-4 (rue Sigouin), vers le sud-ouest par une autre partie du lot 282 et vers le nord-ouest par une partie du lot 281 ci-après désigné en deuxième lieu.

AMENDÉE PAR RÉS. 90/2/86

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant au point indiqué par le chiffre 571 au plan ci-annexé et situé sur la ligne nord-ouest du lot 282-4 (rue Sigouin) et à quarante-cinq mètres et soixante-douze centièmes (45,72 m) du point d'intersection formé par les lignes sud-est et sud-ouest du lot 282-7; de là, dans une direction conventionnelle de cent quatre-vingts degrés, zéro minute et quarante-trois secondes (180°00'43") en suivant la ligne nord-ouest du lot 282-4 (rue Sigouin), une distance de soixante-seize mètres et vingt centièmes (76,20 m) jusqu'au point 577; de là, dans une direction conventionnelle de deux cent soixante-neuf degrés, vingt-neuf minutes et trente-et-une secondes (269°29'31") une distance de vingt-trois mètres et vingt-huit centièmes (23,28 m) jusqu'au point 579; de là, dans une direction conventionnelle de zéro degré, trois minutes et zéro seconde (0°03'00") en suivant la ligne de division entre les lots 281 et 282, une distance de soixante-seize mètres et vingt centièmes (76,20 m) jusqu'au point 575; de là, une direction conventionnelle de quatre-vingt-neuf degrés, vingt-neuf minutes et trente-et-une secondes (89°29'31") une distance de vingt-trois mètres et vingt-trois centièmes (23,23 m) jusqu'au point de départ (point 571).

Ce morceau de terrain contient une superficie de mille sept cent soixante-onze mètres carrés et huit dixièmes (1 771,8 m^2).

2- Une partie du lot 281

Ce morceau de terrain est de figure trapézoïdale, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-un (Ptie 281) du rang IV du cadastre officiel du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, municipalité de la Ville de Drummondville.

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par une autre partie du lot 281, vers le sud-est par une partie du lot 282 ci-dessus décrit en premier lieu, vers le sud-ouest et vers le nord-ouest par d'autres parties du lot 281.

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant au point indiqué par le chiffre 575 au plan ci-annexé et situé sur la ligne de division entre les lots 281 et 282 et à quarante-cinq mètres et soixante-douze centièmes (45,72 m) au sud-ouest du point d'intersection formé par les lignes sud-est et sud-ouest du lot 281-23; de là, dans une direction conventionnelle

de cent quatre-vingt degrés, trois minutes et zéro seconde (180°03'00") en suivant la ligne de division des lots 281 et 282, une distance de soixante-seize mètres et vingt centièmes (76,20 m) jusqu'au point 579; de là, dans une direction conventionnelle de deux cent soixante-neuf degrés, vingt-neuf minutes et trente-et-une secondes (269°29'31") une distance de quarante-sept mètres et quarante-trois centièmes (47,43 m) jusqu'au point 578; de là, dans une direction conventionnelle de zéro degré, zéro minute et quarante-trois secondes (0°00'43") une distance de soixante-seize mètres et vingt centièmes (76,20 m) jusqu'au point 573; de là, dans une direction conventionnelle de quatre-vingt-neuf degrés, vingt-neuf minutes et trente-et-une secondes (89°29'31") une distance de quarante-sept mètres et quarante-huit centièmes (47,48 m) jusqu'au point de départ (point 575).

Ce morceau de terrain contient une superficie de trois mille six cent seize mètres carrés et trois dixièmes (3 616,3 m^2).

La superficie totale du terrain vendu est de cinq mille trois cent quatre-vingt-huit mètres carrés et un dixième (5 388,1 m.c.).

Les dimensions et superficies indiquées ci-dessus sont dans le système international telles qu'elles apparaissent au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël le 10 septembre 1985, portant le numéro de répertoire 4016 et le numéro de minute 4616; lesques plan et description technique sont annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente est faite au prix de 1,62 $ le mètre carré, soit huit mille sept cent vingt-huit dollars et soixante-douze cents (8 728,72 $) payables comptant le jour de la signature de l'acte de vente et dont la Ville de Drummondville reconnaît avoir reçu la somme de neuf cents dollars (900,00 $) sur ce montant.

Les taxes municipales, scolaires ou autres pour le terrain seront exigibles à compter de la date de la signature du contrat, quitte d'arrérages et suivant ajustement devant être fait entre les parties aux présentes à cette dernière date. Concernant les bâtisses à être érigées, les taxes deviendront exigibles suivant la loi.

L'acquéreur s'oblige à construire pour fins industrielles sur le terrain présentement vendu, dans un délai d'au plus dix-huit mois de la date de signature du contrat, un édifice dont l'emprise sera d'au moins douze mille huit cents pieds carrés (160' X 80').

Les présentes sont indépendantes de la procédure à suivre pour l'obtention du permis municipal de construction.

L'acquéreur devra également respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par Me Paul-Émile Bordeleau, notaire, lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente devra être acceptée par le Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville l'acte de vente à intervenir et à y apporter toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les documents nécessaires pour compléter cette vente.

ADOPTÉ

742/9/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que M. André Paquet, directeur des services récréatifs et communautaires, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail concernant l'utilisation du chalet du parc Messier par l'organisme Jeunesse en Action Socio-économique de Drummond Inc.

ADOPTÉ

743/9/85

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville a demandé à la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux que lors de l'appel d'offres pour les travaux d'assainissement des eaux, soient inclus des travaux à exécuter dans le cadre du programme ReviCentre, secteur Hériot;

CONSIDÉRANT QU'à l'ouverture des soumissions Sintra Inc., Région Bois-Francs, s'est avérée le soumissionnaire le plus bas;

IL EST PROPOSÉ PAR M. LINDOR LETENDRE, CONSEILLER
APPUYÉ PAR M. JEAN-PAUL GÉNÉREUX, CONSEILLER
ET UNANIMEMENT RÉSOLU:

1- QUE la Ville de Drummondville accorde un contrat à Sintra Inc., Région Bois-Francs, pour effectuer les travaux à exécuter dans le cadre du programme ReviCentre, secteur Hériot, en même temps que les travaux de la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux, et ce pour un montant de 922 800,00 $;

2- QUE la Ville de Drummondville mandate ladite Société pour la surveillance de l'ensemble des travaux.

ADOPTÉ

744/9/85

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 100 000,00 $ pour la confection d'un plan d'urbanisme.

Honoraires professionnels	95 000,00 $
Financement	5 000,00
Total	100 000,00 $

745/9/85

Lecture est donnée du règlement No. 1721 constituant une affectation monétaire selon les dispositions de la loi sur les immeubles industriels municipaux (L.R.Q. Ch. I-0.1).

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1721, et ce de 9 heures à 19 heures les 23 et 24 septembre 1985.

746/9/85

Lecture est donnée du règlement No. 1722 décrétant un emprunt de 597 000,00 $ pour défrayer le coût de travaux municipaux à être exécutés à l'occasion du programme ReviCentre et du programme d'assainissement des eaux.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1722.

Remaniement des différents comités et commissions du Conseil (M. le Maire)

Son Honneur le Maire annonce qu'il a procédé à une nouvelle répartition des responsabilités politiques des membres du Conseil. Il estime qu'après 21 mois d'administration municipale, il est valable que des changements soient effectués pour permettre aux élus de se familiariser davantage avec les activités et services fournis par la Ville, et par conséquent d'améliorer leurs connaissances et rendre plus faciles les prises de décision.

Son Honneur le Maire énumère les 11 comités qu'il a formés et donne les noms du président et du vice-président de chacun desdits comités. Il fait également lecture de la liste des 22 commissions qu'il a formées et des personnes responsables de ces commissions.

M. le Maire conclut en souhaitant que tous ses collègues acceptent de travailler avec plaisir et satisfaction dans les secteurs d'activités qui leur sont assignés.

Ces documents sont annexés au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexes "A" et "B".

Intervention de Mme Francine Ruest-Jutras

Mme Francine Ruest-Jutras déclare qu'elle est déçue de perdre la présidence du Comité des arts et de la culture. Elle estime s'être impliquée avec dévouement dans le dossier du Centre Culturel et avoir fait la preuve qu'elle pouvait gérer un projet important dans le respect des budgets disponibles. Ayant récemment été élue présidente du Carrefour socio-culturel de Drummondville, elle aurait apprécié piloter le dossier du réaménagement du Centre Culturel à partir du début de la gestation jusqu'à l'accouchement.

Mme Ruest-Jutras poursuit en disant qu'elle se retrouve à la présidence du développement régional et des relations internationales et que ce dossier n'est pas le plus "hot" à l'hôtel de ville. Ses services n'ont pas été retenus comme présidente de comités et commissions comprenant des enveloppes budgétaires à gérer, ce qui constitue une marque de non-confiance du Maire dans ses capacités de gérer les fonds publics.

Intervention de Monsieur le Maire

Son Honneur le Maire explique que Mme Francine Ruest-Jutras a été désignée pour agir comme:

- Vice-présidente du Comité des arts, culture et développement communautaire
- Présidente du Comité du développement et relations internationales
- Membre des Commissions suivantes:
  - . Bureau du tourisme et des congrès
  - . Municipalité régionale de comté de Drummond
  - . Comité de coordination des services municipaux et scolaires
  - . Conseil régional de développement - région Trois-Rivières
  - . Comité de retraite
  - . ReviCentre.

Son Honneur le Maire estime que la conseillère Francine Ruest-Jutras est mise à contribution dans plusieurs secteurs d'activités et il souhaite qu'elle accepte ces responsabilités et les assume avec le dévouement qu'on lui connaît.

Intervention de Mme Francine Ruest-Jutras

Mme Francine Ruest-Jutras répète qu'elle est déçue de perdre la présidence du Comité des arts et culture avant d'avoir terminé les réalisations qu'elle a annoncées et que le titre de vice-présidente n'a pas l'importance du titre de présidente. Elle reproche à M. le Maire de ne pas l'avoir consultée avant de remanier les comités et commissions, chose qui semble avoir été faite avec certains ou plusieurs conseillers.

Intervention de Monsieur le Maire

Son Honneur le Maire demande aux autres membres du Conseil de formuler leurs commentaires concernant le remaniement des comités et commissions du Conseil.

Intervention de M. Lindor Letendre

Le conseiller Lindor Letendre déclare qu'il a assumé la présidence du Comité des travaux publics pendant 6 ans avec intérêt et dévouement. Il a été à l'écoute des citoyens et des employés du service des travaux pbulics. Il se dit satisfait d'être muté au Comité de l'aménagement du territoire puisqu'il pourra augmenter ses connaissances dans ce secteur; de plus, il compte sur la collaboration de son vice-président, M. Denis Savoie.

Intervention de M. Edward St-Pierre

Le conseiller Edward St-Pierre se dit un peu surpris de sa mutation au Comité de la sécurité publique, mais il est prêt à donner le maximum de ses énergies pour assumer une nouvelle responsabilité. Il remercie toutes les personnes qui ont oeuvré avec lui aux services récréatifs et communautaires et offre sa collaboration, au besoin, à ses collègues maintenant responsables de ce service municipal.

Intervention de M. Robert Lafrenière

Le conseiller Robert Lafrenière déclare qu'il a eu beaucoup de satisfaction à travailler avec le service de la sécurité publique. Il espère que sa contribution à la négociation du renouvellement de la convention collective de l'U.P.D.I. aura été valable et permettra la signature prochaine d'une nouvelle convention équitable pour la Ville et l'U.P.D.I. Quant à la présidence du Comité des sports et plein air, il l'accepte avec plaisir et il espère s'intégrer rapidement à l'équipe dont il sera responsable.

Intervention de M. Denis Savoie

Le conseiller Denis Savoie déclare qu'il a assumé la présidence du Comité d'aménagement du territoire depuis son élection au poste de conseiller. Il n'a pas ménagé ses efforts pour assurer la bonne marche du service concerné qui tout en étant le moins dispendieux rapporte le plus au trésor municipal. Il est heureux d'être muté au service des travaux publics et d'avoir comme collègue M. Lindor Letendre. M. Savoie estime que les conseilllers, étant élus par quartiers, ont l'obligation de s'impliquer dans tous les dossiers municipaux pour répondre aux besoins des personnes qui les ont élus. Il dit que la présidence du comité des travaux publics constitue un défi intéressant à relever et qu'il y consacrera toutes ses énergies avec plaisir.

Intervention de M. J.-Bruno Smith

Le conseiller J.-Bruno Smith considère sa nomination au poste de président du Comité des finances comme un honneur et une marque de confiance. Depuis son entrée sur la scène municipale, ce poste a toujours été occupé par des personnes responsables qui ont bien géré les finances municipales. Il n'ignore pas les exigences de ce poste qui l'obligera à voir au respect des budgets dans tous les services municipaux. Il demeure attaché au Comité d'assainissement de l'eau et il est heureux de pouvoir continuer à s'impliquer dans cet important dossier. Quant aux commissions, il se retrouve en compagnie des collègues avec lesquels il travaillait déjà. En conclusion, il accepte les changements proposés et s'en dit satisfait.

Intervention de M. Jean-Paul Généreux

Le conseiller Jean-Paul Généreux déclare que ses responsabilités demeurent sensiblement les mêmes. Il se dit très heureux de prendre en charge la surveillance de l'agrandissement de l'usine de traitement d'eau et de faire partie du Comité d'assainissement de

l'eau. Comme M. Denis Savoie, il estime qu'il doit s'intéresser à tous les besoins des électeurs du quartier qu'il représente et aux besoins de toute la collectivité drummondvilloise.

Intervention de M. Gilles St-Martin

Le conseiller Gilles St-Martin déclare qu'il demeure au Comité de la sécurité publique à titre de vice-président et qu'il est satisfait de conserver cette responsabilité. Quant à la présidence du Comité des arts, culture et développement communautaire, il l'accepte avec plaisir, convaincu qu'avec Mme Francine Ruest-Jutras comme vice-présidente il pourra relever avec succès un nouveau défi.

Item "divers"

- M. Denis Savoie informe la population que samedi le 7 septembre dernier il s'est rendu à Hull pour recevoir des mains de l'honorable Jean Garon, ministre de l'agriculture, de la chasse et de la pêche, un certificat attestant que Drummondville s'est classée la première de la région administrative 04 Sud comme participante au concours "Villes et villages fleuris".

Il se dit très fier d'avoir représenté Drummondville à cette occasion et il explique que le lauréat attribué à Drummondville est dû au dynamisme du comité responsable de l'organisation du concours "Villes, villages et balcons fleuris". M. Denis Savoie donne la liste de tous les membres de ce comité, ainsi que celle de tous les paysagistes de Drummondville qui ont gracieusement contribué à l'embellissement de certains endroits publics dans le cadre de ce concours. Cette participation des paysagistes a sans doute contribué grandement à influencer le jury qui a décerné à Drummondville un certificat qui témoigne avec éloquence de la fierté des drummondvillois.

En plus d'un certificat, la Ville de Drummondville a reçu un chèque de mille dollars; cet argent sera utilisé pour l'organisation du prochain concours "Villes, villages et balcons fleuris" prévu en 1986.

- M. Gilles St-Martin donne lecture d'une lettre écrite par Mesdames Louise Rheault, Angèle Rheault Ferland et Marie-André Rheault Boucher et qui relate le voyage effectué en juillet 1985 en France et en Belgique par les familles des Échanges socio-culturels de Drummondville. Cette lettre se termine par des remerciements à l'endroit de trois conseillers, soit MM. Gilles St-Martin, Lindor Letendre et Denis Savoie, et du directeur général de la Ville qui ont su sensibiliser les Autorités municipales quant à l'importance d'un séjour en terre européenne auquel plusieurs drummondvillois et drummondvilloises ont participé.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Ovelus Demers, 51 - 117e Avenue

Sujets traités:

- Plan d'urbanisme pour tout le territoire de la Ville.
- Expansion du parc industriel
- Règlement No. 1722 décrétant un emprunt de 597 000,00 $ à la charge de Drummondville, excluant le secteur de Drummondville-Ouest;
- Utilisation du Domaine Cherbourg par les adeptes du moto-cross et de l'auto-neige.
- Félicitations aux responsables de l'organisation du concours "Villes, villages et balcons fleuris".
- Terrains vacants à faire nettoyer: rue Dunkin, Domaine Cherbourg, coin Daniel/108e Avenue.
- Opinion du président du R.C.D. concernant un projet de construction domiciliaire sur la 117e Avenue.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Sujets traités:

- Programme d'assainissement des eaux dans le secteur ReviCentre - montant des travaux payés par la Ville.

  Réponse: M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, résume un document qu'il a remis au Conseil avant qu'une décision soit prise concernant le choix d'un soumissionnaire (Sintra Inc.) pour l'exécution des travaux d'assainissement dans le secteur ReviCentre et des travaux municipaux dans le même secteur. Ce document est versé aux dossiers d'assainissement et de ReviCentre, conservé aux archives de la Ville et disponible pour consultation.

- Félicitations à Son Honneur le Maire pour avoir procédé au remaniement des comités et commissions du Conseil. Regrets concernant la mutation de Mme Francine Ruest-Jutras qui a bien dirigé le Comité des arts et culture depuis son arrivée au Conseil et qui a surtout bien géré le projet du réaménagement du Centre Culturel dans le respect des budgets alloués par le Conseil.
- Projet St-Pierre-Méthot et cession de rues à la Ville.
- Nécessité pour la Ville d'améliorer le secteur no. 9, d'y aménager un parc et de procéder au nettoyage de grands espaces vacants.
- Nature du mandat confié à Préventec Inc. concernant l'entretien préventif des édifices municipaux.
- Beaucoup de mandats confiés à des firmes de professionnels alors que les employés municipaux devraient être en mesure de faire ces travaux.
- Nature du mandat confié au Bureau Viau, Hébert, Denault, avocats, concernant la fermeture du dépotoir municipal. (Explications fournies par Me Jacques Dionne, conseiller juridique)

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi 23 septembre 1985, à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

....

Greffier Maire

INITIALES DU MAIRE

70

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

16 septembre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée publique de consultation tenue à l'hôtel de ville le 16 septembre 1985, à 19 H 30; cette assemblée étant une SÉANCE SPÉCIALE du Conseil de la Ville de Drummondville, dûment convoquée conformément aux prescriptions de l'article 126 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chap. A-19.1), et dont l'ordre du jour comprend les items suivants:

1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire.

2. Récitation de la prière.

3. Adoption de l'ordre du jour.

4. Consultation publique, conformément à la Loi 125 (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), concernant l'adoption d'un programme particulier d'urbanisme pour la partie du territoire désignée comme "Centre-Ville de Drummondville" (règlement No. 1717):

   - Explications sur ledit programme et sur les conséquences de son adoption;
   - Période de questions pour permettre aux personnes et représentants d'organismes de s'exprimer.

5. Levée de l'assemblée.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie et Edward St-Pierre, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Michel Binet, directeur du service de l'habitation, et Me Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à cette réunion à titre de personnes ressources, et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

747/9/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire donne lecture du texte suivant:

" Bonsoir Mesdames et Messieurs,

Il me fait plaisir de vous accueillir à cette assemblée publique de consultation au sujet du programme particulier d'urbanisme du Centre-Ville.

Comme vous le savez peut-être, la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, sanctionnée en novembre 1979, prévoit que la Ville doit soumettre ce programme (P.P.U.) à la consultation publique avant son adoption.

Sans plus tarder, je demanderais à M. Gérald Bolduc de la firme d'urbanistes Daniel Arbour et Associés de vous présenter le programme particulier d'urbanisme prévu pour le Centre-Ville. "

Explication du P.P.U.

M. Gérald Bolduc, à l'aide de plans et de graphiques, explique au Conseil et aux 42 personnes présentes dans la salle, le programme particulier d'urbanisme que la Ville entend réaliser dans la partie du territoire désignée comme le Centre-Ville de Drummondville, et dont les limites sont précisées dans le texte du règlement No. 1717.

M. Gérald Bolduc élabore sur les sujets suivants:

1- Objectifs d'aménagement du Centre-Ville;

2- Plan concept de mise en valeur:
- . au plan commercial
- . au plan de l'habitation
- . au plan institutionnel
- . au plan de l'industrie
- . au plan des parcs et espaces verts
- . au plan du transport, de la circulation et du stationnement;

3- Les grandes affectations du territoire
- . habitation
- . commerce
- . public et institutionnel
- . industrie.

Période de questions

Intervenants:

1- M. Denis Dion, marchand opérant sur la rue St-Marcel et président de la Sidac du quartier St-Joseph, estime que le plan d'aménagement du Centre-Ville favorise le bas de la Ville au détriment du secteur St-Joseph qui, géographiquement, constitue le centre de Drummondville. Il préférerait que la planification soit axée sur l'amélioration des services commerciaux plutôt que sur la densification du territoire par de la construction domiciliaire.

2- M. André Benoit, propriétaire d'un commerce sur la rue Lindsay, se réjouit de voir que le programme particulier d'urbanisme prévoit la densification du territoire par une population plus jeune.

3- M. Hervé Savoie, président du R.C.D., veut savoir si la Ville entend solutionner des problèmes de stationnement dans les secteurs commerciaux.

Réponse: M. Gérald Bolduc explique différentes solutions qui seront proposées dans une réglementation future.

4- Le conseiller Jean-Marie Boisvert souhaite une consultation des marchands du secteur St-Joseph pour solutionner le problème du manque de stationnement qui défavorise les marchands de ce secteur.

5- M. André Verrier, domicilié au 460 rue Sauvé et promoteur d'un développement résidentiel, estime que plusieurs espaces à caractère commercial pourraient être utilisés pour la densification de l'habitation, près des écoles et en bordure de la rivière.

6- M. Serge Demers estime qu'au Centre-Ville la réglementation devrait permettre l'utilisation de 2 étages pour l'opération de commerces dans des secteurs construits depuis plusieurs années.

INITIALES DU MAIRE
72
INITIALES DU GREFFIER

7- M. Gilles Lamothe du 203 rue St-Marcel estime que la réglementation devrait faciliter la construction ou la reconstruction de plusieurs espaces vacants dans le secteur commercial du quartier St-Joseph.

M. Michel Binet, directeur du service de l'habitation, déclare que toutes les observations faites par les intervenants seront soumises au comité consultatif d'urbanisme, aux urbanistes-conseils et aux autorités municipales avant l'adoption finale du programme particulier d'urbanisme pour la partie du territoire désignée comme Centre-Ville de Drummondville.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire remercie les personnes présentes et déclare que l'assemblée est levée.

Laurent Bernier
Greffier

Serge Mérard
Maire

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

23 septembre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 23 septembre 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, assiste à la réunion à titre de personne ressource et Me Jacques Dionne, greffier adjoint, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

Monsieur le Maire lance la campagne de financement de la Maison des Femmes de Drummondville qui se tiendra du 1er au 31 octobre 1985. Cet organisme répond à un besoin certain chez les drummondvilloises et la générosité des citoyens est sollicitée.

748/9/85

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière tenue le 9 septembre 1985; il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le greffier adjoint soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

749/9/85

Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 16 septembre 1985.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

750/9/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que l'ordre du jour soit accepté en y modifiant ou en y ajoutant les items suivants:

43A. Centre Culturel (M. Gilles St-Martin) - Ajout.

21. Changer "110e Avenue" pour "111e Avenue" (M. Edward St-Pierre) - Modification.

22. Changer "111e Avenue" pour "112e Avenue" (M. Edward St-Pierre) - Modification.

37A. Puits artésien, parc St-Damase (M. Lindor Letendre) - Ajout.

37B. Nouveau système de collecte des ordures ménagères (M. Jean-Marie Boisvert) - Ajout.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU GREFFIER

74

Le Conseil prend connaissance **des soumissions suivantes:**

751/9/85

1- FOURNITURE DE SEL DE VOIRIE, HIVER 1985-1986, AVEC TRANSPORT PAR DES CAMIONNEURS ARTISANS DÉTENANT UN PERMIS DE TRANSPORT EN VRAC (VR)

Soumissionnaires	Prix - F.A.B. Drummondville
. GROUPE DES PRODUITS CHIMIQUES DOMTAR/DIVISION DU SEL SIFTO 5960 Jean Talon Est Montréal	39,25 $ la tonne métrique + taxe provinciale
. LES PRODUITS SEL IROQUOIS LTÉE 417 St-Pierre, suite 708 Montréal	41,90 $ la tonne métrique + taxe provinciale
. LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL LTÉE 10701 boul. Parkway Ville d'Anjou	40,99 $ la tonne métrique + taxe provinciale
. MINES SELEINE INC. 1155 Ouest, boul. Dorchester Suite 1400 Montréal	38,50 $ la tonne métrique + taxe provinciale

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que la plus basse soumission jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit retenue, soit celle de **MINES SELEINE INC.**

ADOPTÉ

752/9/85

2- PRÉPARATION DU DEVIS D'ASSURANCES DE LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

Soumissionnaires	Prix
. J.-L. PAILLÉ & COMPAGNIE LTÉE 306 Lindsay Drummondville	2 000,00 $
. ROBERT VERRIER & FILS LTÉE 430 St-Georges Drummondville	5 200,00 $

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la soumission de **J.-L. PAILLÉ & COMPAGNIE LTÉE** soit retenue et transmise au comité ad hoc formé pour travailler sur le renouvellement des assurances de la Ville.

ADOPTÉ

753/9/85

3- OFFRES DE SERVICES FINANCIERS

Soumissionnaires

. CAISSE POPULAIRE ST-JOSEPH
222 St-Marcel

. BANQUE ROYALE DU CANADA
250 Hériot

. BANQUE DE MONTRÉAL
221 Hériot

. BANQUE NATIONALE
150 Marchand

. BANQUE IMPÉRIALE DE COMMERCE
242 Hériot

INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le tout soit remis pour analyse et recommandation par le trésorier et par le comité des finances et soit présenté de nouveau lors d'une prochaine séance du Conseil pour décision.

ADOPTÉ

Choix d'un soumissionnaire - soumissions ouvertes lors de la séance régulière du 9 septembre 1985.

754/9/85

1- LOCATION DE MACHINERIE DE DÉNEIGEMENT - HIVER 1985-1986
NIVELEUSE ET CAMION (TP-85-21)

Soumissionnaires	Location à taux horaire	
. M. GERMAIN BENOIT 1900, 6e Rang St-Cyrille	-Niveleuse automotrice de 130 à 180 H.P. avec aile chasse-neige: -Camion équipé d'une charrue "one way" et d'une aile de côté: -Équipement de remplacement:	49,00 $ 40,00 $ 40,00 $
. R. GUILBEAULT CONST. INC. 805 boul. Lemire Drummondville	-Niveleuse automotrice de 130 à 180 H.P. avec aile chasse-neige: -Camion équipé d'une charrue "one way" et d'une aile de côté: -Équipement de remplacement:	65,50 $ 52,00 $ 52,00 $
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911, rue St-Mathieu Notre-Dame du Bon-conseil	-Niveleuse automotrice de 130 à 180 H.P. avec aile chasse-neige: -Camion équipé d'une charrue "one way" et d'une aile de côté: -Équipement de remplacement:	59,00 $ nil 59,00 $

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la soumission de **M. GERMAIN BENOIT** soit retenue.

ADOPTÉ

755/9/85

2- LOCATION DE MACHINERIE DE DÉNEIGEMENT - HIVER 1985-1986
NIVELEUSES (TP-85-20)

Soumissionnaires	Location à taux horaire	
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911, rue St-Mathieu Notre-Dame du Bon-Conseil	-Niveleuse automotrice de 135 à 180 H.P. avec aile chasse-neige: -Niveleuse automotrice de 135 à 180 H.P. avec aile chasse-neige: -Équipement de remplacement (niveleuse de 135 à 180 H.P.):	59,00 $ 59,00 $ 59,00 $
. SOCIÉTÉ J.G. LEFEBVRE & FRÈRES LTÉE Boul. Terra-Jet St-Cyrille	-Niveleuse automotrice de 135 à 180 H.P. avec aile chasse-neige: -Niveleuse automotrice de 135 à 180 H.P. avec aile chasse-neige: -Equipement de remplacement (niveleuse de 135 à 180 H.P.):	57,60 $ 57,60 $ 60,00 $

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la soumission de **SOCIÉTÉ J.G. LEFEBVRE & FRÈRES LTÉE** soit retenue.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

76

INITIALES DU GREFFIER

C O R R E S P O N D A N C E:

- Le directeur du projet "Défi 85", M. Mario Ouellette, souligne l'excellente collaboration du Service de la sécurité publique de la Ville de Drummondville lors de la réalisation d'une série de documents vidéo produite au cours de l'été dernier et portant sur le thème "Policier - Prévention". Ces productions seront présentées à l'écran du canal 11 à compter du 26 septembre 1985 à 18h30 et en reprise le 29 septembre 1985, également à 18h30.

- M. A. Dufrasne, échevin de la Commune de Braine-l'Alleud, donne son appréciation sur l'échange intervenu entre citoyens et industriels brainois et drummondvillois l'été dernier et insiste sur la richesse culturelle d'un tel échange.

- L'Association des Pilotes de Drummondville Inc. par son président, M. Gilles Caya, remercie le Conseil ainsi que le Service de la sécurité publique, le Service des travaux publics et les Services récréatifs et communautaires pour leur collaboration à la réalisation du spectacle aérien tenu les 24 et 25 août 1985.

- La Fondation Ste-Croix Inc. par l'entremise de son président, Dr. Chaouki Debs, sollicite la faveur d'une réception civique à l'hôtel de ville le 16 ou 17 octobre prochain. Cette réception sera le point de départ de la Semaine de la Fondation et permettra à la corporation d'exprimer à la Ville toute sa gratitude pour l'engagement financier pris à son égard.

- Le Centre d'exposition et d'enchères de produits agricoles spécialisés inc. par son secrétaire, M. Henri-Paul Proulx, demande à la Ville de lui verser la somme de 10 000 $ tel que prévu au protocole d'entente intervenu entre les parties lors de l'implantation du C.E.E.P.A.S.

  De plus, dans une 2e lettre, C.E.E.P.A.S. Inc. demande une rencontre avec le Conseil pour discuter d'un problème de financement. Cette lettre est accompagnée d'états financiers prévisionnels.

  Le Conseil fixe la rencontre au 30 septembre 1985, 14h00, à l'hôtel de ville de Drummondville.

- M. Normand Blanchette, citoyen de la rue Brock, se plaint des agissements des jeunes qui fréquentent la maison Richelieu, maison de quartier, située sur la rue Brock. D'après M. Blanchette, il règne à cet endroit un désordre dangereux pour les jeunes et pour les gens qui doivent passer par là. Il demande au Conseil de faire quelque chose.

  Copie de cette lettre est acheminée au directeur du Service de la sécurité publique pour qu'une surveillance spéciale soit apportée à cet endroit.

  M. Réjean Lemay, président du conseil d'administration de la maison Richelieu, intervient et demande copie de la lettre pour être en mesure de répondre aux allégations y contenues lors d'une prochaine séance. Copie lui sera remise après la séance.

- M. René Leclaire demande la permission d'effectuer une coupe de bois sur le lot 89 du cadastre du Canton de Wickham.

  Le Conseil ne croit pas qu'il soit opportun de couper le bois à cet endroit. La lettre est quand même transmise à M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, pour recommandations supplémentaires.

INITIALES DU GREFFIER

756/9/85 - La corporation Salon de la Femme Centre du Québec Inc. avise le Conseil qu'elle tiendra son premier Salon de la Femme à Drummondville du 21 au 25 mai 1986 au Centre Marcel Dionne.

Comme il s'agit d'un organisme à but non lucratif et que ses besoins pour l'organisation de l'événement sont grands, le conseil d'administration demande à la Ville que:

1° la location du Centre Marcel Dionne soit gratuite pour le déroulement de l'activité;
2° un local au Centre Thomas-Louis-Gauthier soit mis gratuitement à la disposition de la corporation pour lui permettre de coordonner ses efforts pour la réalisation du Salon de la Femme 1986;
3° une subvention de 5 000 $ soit accordée pour contribuer directement à la réalisation du Salon.

Attendu que la tenue d'un Salon de la Femme du 21 au 25 mai 1986 à Drummondville aura sûrement des répercussions provinciales et un impact économique important pour notre région;

Attendu que le Conseil est prêt à soutenir la corporation dans la réalisation de cet événement;

Attendu que certaines précisions s'imposeraient avant que la Ville ne s'engage de quelque façon que ce soit;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et unanimement résolu qu'un comité ad hoc formé de Monsieur le Maire Serge Ménard et de Mme la conseillère Francine Ruest-Jutras rencontre le conseil d'administration du Salon de la Femme Centre du Québec Inc. pour être en mesure de mieux évaluer l'ampleur du projet et les besoins de la corporation.

ADOPTÉ

- Le ministre des Affaires municipales, M. Alain Marcoux, veut rappeler à la Ville de Drummondville que la Semaine de la prévention des incendies 1985 se déroulera du 6 au 12 octobre sous le thème "Notre veilleur de nuit, l'avertisseur de fumée". Le ministre encourage la municipalité à faire des efforts tout particuliers pendant cette semaine pour sensibiliser sa population. Il encourage l'adoption par la Ville d'un règlement sur les avertisseurs de fumée. Il s'agit d'une réglementation pouvant avoir des impacts importants pour sauver des vies et éviter des pertes matérielles.

757/9/85 - Kino-Québec de la région de Drummondville demande l'appui matériel de la Ville pour l'organisation et le déroulement de la 2e édition de la Course Sealtest à Drummondville.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que la Ville de Drummondville encourage l'événement et que le support du Service de la sécurité publique et des Services récréatifs et communautaires soit fourni selon les politiques établies pour les manifestations populaires dans la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

758/9/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville pour la période s'étendant du 7 au 23 septembre 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 1 652 690,79 $.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
78
INITIALES DU GREFFIER

M. Robert Lafrenière fait état du dossier des négociations entre la Ville et l'Unité des Policiers de Drummondville Inc. Toutes les tentatives pour essayer d'en arriver à une convention collective négociée ont échoué. Les négociations ont achoppé sur la demande patronale d'avoir des civils aux communications au poste de police. Près de 80 à 90% des villes du Québec ont actuellement des civils aux communications.

La Ville offrait plusieurs compensations très intéressantes pour en arriver à une entente sur ce point et ainsi conclure une nouvelle convention collective. La dernière conversation avec le président de l'Unité, M. Rémi Thibeault, en après-midi, démontre que la partie syndicale a adopté une position ferme sur ce point. Les négociations ont été bien menées de part et d'autre, dans un climat sain mais devant ce statu quo de l'U.P.D.I., la Ville n'a plus de latitude pour négocier. M. Robert Lafrenière se dit très déçu de la situation.

M. Denis Savoie, présent samedi le 21 septembre 1985 au Gala Régional «Les Grands Prix du Tourisme Québécois» de l'Association touristique du coeur du Québec, fait rapport sur l'événement.

Lors de ce Gala, des lauréats ont été remis dans 4 catégories, soit:

. innovation
. accueil
. promotion
. développement touristique.

Parmi les 75 candidatures, le Village Québécois d'Antan s'est mérité un lauréat dans la catégorie "développement touristique". Cette réussite en est une de groupe. En effet, elle a été rendue possible grâce aux efforts soutenus de son président actuel, M. Gérard Fradet, et du directeur général, M. Claude Verrier, ainsi que de ceux de tous les bénévoles ou donateurs qui ont cru en ce projet important depuis 1977.

M. Jean-Paul Généreux assistait au même gala à titre d'administrateur du Festival mondial de folklore de Drummondville. À cette même occasion, 2 organismes de Drummondville se trouvaient en nomination dans la catégorie "promotion": le Festival mondial de folklore de Drummondville et l'ensemble folklorique Mackinaw.

Malheureusement, seulement un seul organisme pouvait obtenir la palme et c'est le Festival mondial de folklore de Drummondville qui s'est mérité la première position pour la région 04.

Drummondville espère qu'au moins une de ces 2 corporations drummondvilloises pourra se mériter un prix lors de la finale provinciale qui se tiendra à Montréal le 26 septembre prochain.

759/9/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu qu'une subvention de 1 000,00 $ soit accordée à la Guilde des Artistes de la région de Drummondville Inc. pour lui permettre d'être présente à la 1ère Biennale Brainoise des Arts à la mi-octobre 1985 à Braine-l'Alleud.

ADOPTÉ

760/9/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et unanimement résolu qu'une subvention de 600,00 $ soit accordée à la corporation Club Santé Coeur Action Inc. pour les activités 1985 et pour l'excellent travail qu'elle fait au sein de la population drummondvilloise. La Ville ne prend aucun engagement pour les activités 1986.

ADOPTÉ

761/9/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et unanimement résolu que la Ville consente d'échanger des terrains à M. Martial Kwan pour la somme de un dollar (1,00 $):

A) Ce que la **Ville cède à M. Martial Kwan**

1) Un terrain de figure irrégulière, faisant partie du lot un de la subdivision du lot trente-quatre de la subdivision du lot cent soixante-huit (168-34-1 Ptie) aux plan et livre de renvoi officiels du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, décrit et borné comme suit:

Commençant au coin Nord du lot 168-35; de là, vers le Sud-Est, selon un gisement de cent quatre-vingt-un degrés, trente-neuf minutes et vingt-trois secondes (181°39'23"), une distance de huit mètres et vingt-trois centièmes (8,23 m), tel point étant appelé le point de départ; de là, vers le Nord-Est, longeant la limite Sud-Est du lot 168-321, selon un gisement de quatre-vingt-onze degrés et quarante-huit minutes (91°48'00"), une distance de vingt-cinq mètres et cinquante-sept centièmes (25,57 m); de là, vers le Sud-Est, selon un gisement de cent quatre-vingt-deux degrés et cinquante-et-une minutes (182°51'00"), une distance de deux mètres et soixante-quinze centièmes (2,75 m); de là, vers le Sud-Est, suivant un arc de cercle à droite de six mètres et dix centièmes (6,10 m) de rayon, une distance de trois mètres et quatre-vingt-quinze centièmes (3,95 m); de là, vers le Sud-Ouest, longeant la limite Sud-Est du lot 168-34-1, selon un gisement de deux cent soixante-et-onze degrés et quarante-huit minutes (271°48'00"), une distance de vingt-quatre mètres et vingt centièmes (24,20 m); de là, vers le Nord-Ouest, longeant la limite Nord-Est du lot 168-35, selon un gisement de un degré, trente-neuf minutes et vingt-trois secondes (1°39'23"), une distance de six mètres et quarante centièmes (6,40 m) pour revenir au point de départ.

Ce terrain contenant une superficie de cent soixante-et-un mètres carrés et huit dixièmes (161,8 m.c.) est borné comme suit: vers le Nord-Est par le lot 168 partie (élargissement du boulevard St-Joseph) et par le lot 168-34-1, vers le Sud-Est par le lot 168-34, vers le Sud-Ouest par le lot 168-35 et vers le Nord-Ouest par le lot 168-321.

2) Un terrain de figure irrégulière, faisant partie du lot trente-quatre de la subdivision du lot cent soixante-huit (168-34 Ptie) aux plan et livre de renvoi officiels du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, décrit et borné comme suit:

Commençant au coin Sud du lot 168-34-1, tel point étant appelé le point de départ; de là, vers le Nord-Est longeant la limite Sud-Est du lot 168-34-1, selon un gisement de quatre-vingt-onze degrés et quarante-huit minutes (91°48'00"), une distance de vingt-quatre mètres et vingt centièmes (24,20 m); de là, vers le Sud, suivant un arc de cercle à droite de six mètres et dix centièmes (6,10 m) de rayon, une distance de cinq mètres et cinquante-trois centièmes (5,53 m); de là, vers le Sud-Ouest, selon un gisement de deux cent soixante-et-onze degrés et quarante-huit minutes (271°48'00"), une distance de dix-neuf mètres et quarante centièmes (19,40 m); de là, vers le Nord-Ouest, longeant la limite Nord-Est du lot 168-35, selon un gisement de un degré, trente-neuf minutes et vingt-trois secondes (1°39'23"), une distance deux mètres et trente-quatre centièmes (2,34 m) pour revenir au point de départ.

Ce terrain contenant une superficie de cinquante-trois mètres carrés et un dixième (53, 1 m.c.) est borné comme suit: vers l'Est et le Sud-Est par le lot 168-34 partie, vers le Sud-Ouest par le lot 168-35 et vers le Nord-Ouest par le lot 168-34-1.

B) Ce que **M. Martial Kwan cède à la Ville de Drummondville**

1) Un terrain de figure parallélogrammatique, faisant partie du lot trente-cinq de la subdivision du lot cent soixante-huit (168-35 ptie) aux plan et livre de renvoi officiels du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, décrit et borné comme suit:

INITIALES DU MAIRE
80
INITIALES DU GREFFIER

Commençant à l'intersection de la limite Nord-Est du lot 168-35 avec la limite Nord-Ouest du lot 168-37 (rue), tel point étant appelé le point de départ; de là, vers le Sud-Ouest, longeant la limite Nord-Ouest du lot 168-37 (rue), selon un gisement de deux cent soixante-et-onze degrés et quarante-huit minutes (271°48'00"), une distance de vingt-deux mètres et quatre-vingt-six centièmes (22,86 m); de là, vers le Nord-Ouest, longeant la limite Nord-Est du lot 168-218, selon un gisement de un degré, trente-neuf minutes et vingt-trois secondes (1°39'23"), une distance de douze mètres et dix-neuf centièmes (12,19 m); de là, vers le Nord-Est, selon un gisement de quatre-vingt-onze degrés et quarante-huit minutes (91°48'00"), une distance de vingt-deux mètres et quatre-vingt-six centièmes (22,86 m); de là, vers le Sud-Est, longeant la limite Sud-Ouest du lot 168-34, selon un gisement de cent quatre-vingt-un degrés, trente-neuf minutes et vingt-trois secondes (181°39'23"), une distance de douze mètres et dix-neuf centièmes (12,19 m) pour revenir au point de départ.

Ce terrain contenant une superficie de deux cent soixante-dix-huit mètres carrés et six dixièmes (278,6 m.c.) est borné comme suit: vers le Nord-Est par le lot 168-34, vers le Sud-Est par le lot 168-37 (rue), vers le Sud-Ouest par le lot 168-218 et vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 168-35.

2) Un terrain de figure parallélogrammatique, faisant partie du lot deux cent dix-huit de la subdivision du lot cent soixante-huit (168-218 Ptie) aux plan et livre de renvoi officiels du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, décrit et borné comme suit:

Commençant au coin Est du lot 168-218, tel point étant appelé le point de départ; de là, vers le Sud-Ouest, longeant la limite Nord-Ouest du lot 168-37 (rue), selon un gisement de deux cent soixante-et-onze degrés et quarante-huit minutes (271°48'00"), une distance de trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m); de là, vers le Nord-Ouest, longeant la limite Sud-Ouest du lot 168-218, selon un gisement de un degré, trente-neuf minutes et vingt-trois secondes (1°39'23"), une distance de douze mètres et dix-neuf centièmes (12,19 m); de là, vers le Nord-Est, selon un gisement de quatre-vingt-onze degrés et quarante-huit minutes (91°48'00"), une distance de trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m); de là, vers le Sud-Est, longeant la limite Sud-Ouest du lot 168-35, selon un gisement de cent quatre-vingt-un degrés, trente-neuf minutes et vingt-trois secondes (181°39'23"), une distance de douze mètres et dix-neuf centièmes (12,19 m) pour revenir au point de départ.

Ce terrain contenant une superficie de trois cent soixante-et-onze mètres carrés et cinq dixièmes (371,5 m.c.) est borné comme suit: vers le Nord-Est par le lot 168-35, vers le Sud-Est par le lot 168-37 (rue), vers le Sud-Ouest par le lot 168 partie et vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 168-218.

3) Un terrain de figure trapézoïdale, faisant partie du lot cent soixante-huit (168 Ptie) aux plan et livre de renvoi officiels du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, décrit et borné comme suit:

Commençant au coin Sud du lot 168-218, tel point étant appelé le point de départ; de là, vers le Sud-Ouest, longeant la limite Nord-Ouest du lot 168-37 (rue), selon un gisement de deux cent soixante-et-onze degrés et quarante-huit minutes (271°48'00"), une distance de vingt mètres et cinquante-sept centièmes (20,57 m); de là, vers le Nord-Ouest, selon un gisement de deux degrés et cinquante-et-une minutes (2°51'00"), une distance de douze mètres et dix-neuf centièmes (12,19 m); de là, vers le Nord-Est, selon un gisement de quatre-vingt-onze degrés et quarante-huit minutes (91°48'00"), une distance de vingt mètres et trente-deux centièmes (20,32 m); de là, vers le Sud-Est, longeant la limite Sud-Ouest du lot 168-218, selon un gisement de cent quatre-vingt-un degrés, trente-neuf minutes et vingt-trois secondes (181°39'23"), une distance de douze mètres et dix-neuf centièmes (12,19 m) pour revenir au point de départ.

Ce terrain contenant une superficie de deux cent quarante-neuf mètres carrés et deux dixièmes (249,2 m.c.) est borné comme suit: vers le Nord-Est par le lot 168-218, vers le Sud-Est par le lot 168-37 (rue), vers le Sud-Ouest et le Nord-Ouest par d'autres parties du lot 168.

La Ville consent également à réserver une somme maximum de 500,00 $ pour le paiement des honoraires professionnels de notaire.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents nécessaires concernant l'échange de terrains ci-haut mentionné.

ADOPTÉ

762/9/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme de la Ville de Drummondville tenue le 28 août 1985 soit accepté.

ADOPTÉ

763/9/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu unanimement que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme de la Ville de Drummondville tenue le 11 septembre 1985 soit accepté.

ADOPTÉ

764/9/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu majoritairement que le rapport de la réunion du comité de circulation tenue le 11 septembre 1985 soit accepté avec la correction demandée par M. Edward St-Pierre, soit de remplacer à l'item 3 dudit rapport "110e Avenue" par "111e Avenue" et "111e Avenue" par "112e Avenue".

ADOPTÉ

M. Robert Lafrenière demande d'inscrire sa dissidence dans ce dossier.

765/9/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu unanimement que le Service des travaux publics de la Ville soit autorisé à mettre en place des enseignes interdisant le stationnement "d'ici au coin", rue Drapeau, à l'intersection de la rue St-Georges.

ADOPTÉ

M. Hervé Savoie demande de permettre aux personnes présentes de s'exprimer tout de suite, avant la période de questions.

Monsieur le Maire souligne que l'ordre du jour est chargé et qu'il doit être respecté.

766/9/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics de la Ville soit autorisé à mettre en place une zone de stationnement réservé pour 2 autobus scolaires face à l'école Chabanel, rue Chabanel, et ce pour la période du 1er octobre au 31 décembre 1985.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

82

INITIALES DU GREFFIER

767/9/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place une zone de stationnement réservé pour un autobus scolaire sur la llle Avenue, près du boulevard Mercure.

ADOPTÉ

768/9/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu qu'une zone de stationnement réservé aux autobus scolaires sur la 112e Avenue près du boulevard Mercure soit modifiée en zone de stationnement interdit dans le but d'accroître la sécurité des étudiants.

ADOPTÉ

769/9/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place une zone de stationnement limité à 60 minutes pour deux véhicules en face du 76 rue St-Philippe.

ADOPTÉ

770/9/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le stationnement du côté ouest de la rue Sylvan, entre la rue Mélançon et l'entrée du stationnement de l'usine Sylvania, soit parallèle au trottoir et que le Service des travaux publics modifie le marquage sur la chaussée.

ADOPTÉ

771/9/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place une zone de stationnement interdit rue Sylvan, côté ouest, entre l'entrée principale du stationnement de l'usine Sylvania et la rue Marchand.

ADOPTÉ

772/9/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à marquer sur la chaussée le prolongement du trottoir de la rue Sylvan, côté ouest, entre l'entrée principale du stationnement de l'usine Sylvania et la rue Marchand.

ADOPTÉ

773/9/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et unanimement résolu que la Corporation municipale de St-Nicéphore soit avisée que la Ville de Drummondville autorise la compagnie Girardin Inc. à construire un hangar sur un terrain déterminé à l'aéroport municipal.

ADOPTÉ

83

774/9/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et unanimement résolu que le directeur du Service des travaux publics de la Ville soit autorisé à effectuer ou faire effectuer le nettoyage des emprises de rues du Domaine Cherbourg qui appartiennent à la Ville, et procéder au nettoyage du ruisseau Cacouna à cette hauteur ainsi que du ponceau en aval de la 123e Avenue pour une somme totale de 4 050,00 $.

ADOPTÉ

Monsieur le Maire félicite M. Michel Lesage qui, le 17 septembre dernier, était nommé ingénieur municipal de l'année 1985 par l'Association des ingénieurs municipaux du Québec. Monsieur le Maire se faisant le porte-parole de tout le Conseil souligne le professionnalisme et le dévouement dont a fait preuve M. Michel Lesage depuis son engagement à la Ville de Drummondville.

775/9/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu unanimement que M. Maxime Poulin, commissaire industriel de la S.D.E.D., soit mandaté par la Ville de Drummondville pour négocier l'achat de certains terrains à vocation industrielle situés en bordure de la route Transcanadienne.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville toute option d'achat.

ADOPTÉ

776/9/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que le bureau d'arpenteurs-géomètres Jodoin, Grondin & Associés soit mandaté pour déterminer les superficies exactes de certains terrains à vocation industrielle situés en bordure de la route Transcanadienne. M. Maxime Poulin de la S.D.E.D. est responsable de ce dossier.

ADOPTÉ

777/9/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement que le rapport du trésorier de la Ville déposé en vertu de l'article 87 de la Loi sur les élections dans certaines municipalités (L.R.Q., E-2.1) et relatif à ses activités de vérification pour le directeur général du financement des partis politiques pour l'année 1984, soit accepté tel que lu.

ADOPTÉ

778/9/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que le rapport du trésorier de la Ville (états budgétaires) au 31 août 1985 soit accepté tel que déposé.

ADOPTÉ

779/9/85

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement (No. 1717) adoptant un programme particulier d'urbanisme pour la partie du territoire désignée comme "Centre-Ville de Drummondville".

ce règlement a pour but de permettre la réalisation des interventions prévues au Centre-Ville par le programme particulier d'urbanisme.

Le territoire visé par ce règlement est délimité comme suit:
- au nord par la rivière St-François
- au nord-est et à l'est par l'axe des rues Dumoulin, Demers et St-Philippe
- au sud et au sud-ouest par l'axe de la rue Notre-Dame, l'axe du chemin de fer du Canadien Pacifique et l'axe du boul. St-Joseph
- au nord-ouest par l'axe de la rue St-Georges.

780/9/85

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement (No. 1730) abrogeant le règlement No. 1722 décrétant un emprunt de 597 000,00 $ pour défrayer le coût de travaux municipaux à être exécutés à l'occasion du programme ReviCentre et du programme d'assainissement des eaux.

781/9/85

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement (No. 1731) décrétant un emprunt n'excédant pas 597 000,00 $ pour défrayer le coût de travaux municipaux à être exécutés à l'occasion du programme ReviCentre et du programme d'assainissement des eaux.

Coût des travaux	497 635,00 $
Honoraires professionnels et financement	99 365,00 $
Total - emprunt	**597 000,00 $**

Mme Francine Ruest-Jutras et M. J.-Bruno Smith donnent certaines explications sur cet avis de motion précisant qu'il impose le remboursement de l'emprunt à toute la Ville de Drummondville, y compris Drummondville-Ouest.

782/9/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller,
appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller,
et résolu:

1° Que le projet de règlement No. 1723 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin de créer le secteur de zone RB-46 à même une partie du secteur de zone RA/B-22 soit et est adopté;

2° Et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

Le périmètre du secteur de zone RA/B-22 est délimité par les rues St-Pierre, Pelletier, Chassé et le cimetière St-Pierre.

ADOPTÉ

M. Lindor Letendre avise tous les citoyens de Drummondville qu'après de multiples efforts, le puits artésien du parc St-Damase à St-Jean-Baptiste peut désormais fournir de l'eau propre à la consommation et de très bon goût. Une invitation à profiter de ce service est lancée à toute la population drummondvilloise.

M. Jean-Marie Boisvert avise la population que l'expérience pilote de collecte des ordures ménagères par mini-containers doit débuter demain, le 24 septembre 1985 dans le secteur visé. Il s'agit d'une première en Amérique du Nord. La collaboration de toute la population concernée est demandée. Des informations supplémentaires ou des précisions peuvent être obtenues du Service des travaux publics de Drummondville.

85

783/9/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller,
appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller,
et résolu:

1° Que le projet de règlement No. 1724 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin d'agrandir le secteur de zone RA/B-58 à même une partie du secteur de zone RX-58, soit et est adopté;

2° Et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

Le périmètre des secteurs RA/B-58 et RX-58 affectés est décrit comme suit:
- la limite Est passe par les rues Montcalm, 117e Avenue, Papineau, 118e Avenue, Fabre, 117e Avenue, l'arrière des lots de la rue Léger, rue Léger, arrières lots du boulevard Mercure et 120e Avenue;
- la limite Ouest est délimitée par la zone RX-59, le lot 246-P et le lot 246-1.

ADOPTÉ

784/9/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller,
appuyé par M. Denis Savoie, conseiller,
et résolu:

1° Que le projet de règlement No. 1725 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin d'agrandir le secteur de zone CC-11 à même une partie du secteur de zone IA-10, soit et est adopté;

2° Et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

Le périmètre des secteurs de zone CC-11 et IA-10 affectés est décrit comme suit:
- au nord-est en partie par le boulevard St-Joseph et la rue St-Henri;
- au sud-est en partie par le chemin de fer et la rue Toupin;
- au sud-ouest par la rue Cormier;
- au nord-ouest par la zone PA-19 le long de la rivière Noire.

ADOPTÉ

785/9/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller,
appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller,
et résolu:

1° Que le projet de règlement No. 1726 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin d'agrandir les secteurs de zone RC-8 et CB-12 à même une partie du secteur de zone IA-6, soit et est adopté;

2° Et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

Le périmètre des secteurs de zone RC-8, CB-12 et IA-6 affectés est décrit comme suit:
- au nord-est par la rue Des Écoles
- au sud-est par la rue Dumoulin
- au sud-ouest par la rue Demers
- au nord-ouest par le chemin de fer.

Sont excluses de ce périmètre la zone CA-4 (angle St-Jean et Moisan) et les zones PA-10, PA-12 et PB-16 au sud-ouest de la rue Des Écoles.

ADOPTÉ

786/9/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller,
appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller,
et résolu:

1° Que le projet de règlement No. 1716 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin d'en modifier certaines règles relatives aux usages dérogatoires, enseignes dérogatoires, bâtiments et constructions dérogatoires, arcades, marges de recul supérieures à celles prescrites, marges de recul spécifiques à certaines rues, distances minimales par rapport à une voie ferrée de desserte, localisation de constructions et d'ouvrages en bordure d'une ligne naturelle des hautes eaux, usages autorisés dans les marges et cours latérales, cours arrières visant les abris d'auto et garages privés, reculs dans les cours arrières pour les piscines, constructions accessoires ou complémentaires dans la cour arrière, bâtiments accessoires et complémentaires, usages temporaires, matériaux prohibés, normes de stationnement, usages dans la zone RA/A, largeur de la façade des habitations trifamiliales isolées, usages dans la zone CA, hauteur des bâtiments, marges de recul dans diverses zones, occupation au sol, lots d'angles et transversaux et enseignes autorisées, soit et est adopté;

2° Et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

787/9/85

Lecture est donnée du règlement No. 1720 prohibant l'installation de nouvelles arcades électroniques dans les limites de la municipalité.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

788/9/85

Lecture est donnée du règlement No. 1729 prévoyant un emprunt de 100 000,00 $ pour la confection d'un plan d'urbanisme.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier adjoint ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1729, et ce de 9 heures à 19 heures les 15 et 16 octobre 1985.

M. Gilles St-Martin annonce au Conseil qu'il a assisté à la 1ère réunion de chantier du projet de rénovation du Centre Culturel et que tout fonctionne selon l'échéancier. Il semble de toute évidence que les travaux seront assez avancés le 9 octobre 1985 pour permettre le début des activités au Centre Culturel de Drummondville.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Ovelus Demers, 51 - 117e Avenue.

  - Félicite M. Michel Lesage qui s'est mérité le titre d'ingénieur municipal de l'année;
  - Appuie le mode de remboursement de l'emprunt pour les travaux municipaux faits à l'occasion du programme ReviCentre et du programme d'assainissement des eaux;

- S'informe pour connaître les changements apportés par le règlement de zonage No. 1724;
- Donne ses commentaires sur le changement de zonage de la 117e Avenue;
- Suggère au Conseil de changer le marché de place pour résoudre le problème de stationnement de l'endroit.

- Intervenant: M. Paul-André Jolin.

Questionne le maire sur le déplacement de Mme Francine Ruest-Jutras du Comité des Arts et de la Culture.

- Intervenante: Mme Germaine Proulx.

Au nom de la communauté culturelle et artistique de la région de Drummondville, elle déplore le changement de Mme Francine Ruest-Jutras comme présidente du Comité des Arts et de la Culture et s'interroge sur le bien-fondé de la décision. Elle demande la réintégration de Mme Francine Ruest-Jutras et dépose une pétition.

- Intervenante: Me Suzanne Paradis du Club Richelieu Féminin.

S'interroge sur la démotion de Mme Francine Ruest-Jutras et le fait qu'elle n'ait pas été consultée avant que le remaniement soit effectif. Elle demande la réintégration de Mme Francine Ruest-Jutras comme présidente du Comité des Arts et de la Culture.

- Intervenante: Mme Patricia Roy de l'A.F.É.A.S.

S'interroge sur les raisons qui ont motivé le remaniement et pourquoi il n'y avait pas eu de consultation avec Mme Francine Ruest-Jutras.

Réponse de M. le Maire: Monsieur le Maire répond aux questions précédentes sur le remaniement et mentionne qu'un maire ne juge pas, il dirige et gouverne. Les nouveaux mandats confiés à Mme Francine Ruest-Jutras tiennent compte de sa valeur et de ses grandes capacités.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

- Démontre son accord au remaniement, sauf pour le remplacement de Mme Francine Ruest-Jutras par M. Gilles St-Martin;
- Félicite M. Michel Lesage pour sa nomination d'ingénieur municipal de l'année 1985;
- Commente à sa façon le rapport financier déposé par le trésorier (item 33);
- Commente avant qu'elle ne débute l'expérience pilote des mini-containers (item 37B.);
- S'interroge à savoir si les changements apportés au règlement de zonage par le règlement No. 1716 toucheront aux enseignes dérogatoires (item 41);
- Veut savoir s'il y a une différence entre le plan particulier d'urbanisme (règ. no. 1717) et la confection du plan d'urbanisme (règ. d'emprunt no. 1729);
- Fait des commentaires sur l'utilisation des courts de tennis de St-Joseph pour les mois de juin, juillet et août 1985;

INITIALES DU MAIRE S.M.
88
INITIALES DU GREFFIER

- Questionne le congédiement de M. Raymond Bonneau, directeur général de la Cité des Loisirs;
- Questionne sur des factures et sur la politique de la Ville concernant les avances sur les comptes;
- Commente le rapport Pominville.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, fixe la prochaine séance régulière du Conseil au mardi, 15 octobre 1985, à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Serge Granger
Maire

INITIALES DU MAIRE S.M. 89 INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

3 octobre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 3 octobre 1985 à 16h00, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée et dont l'ordre du jour comprend les items suivants:

1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;
2. Récitation de la prière;
3. Adoption de l'ordre du jour;
4. Lecture et adoption du règlement No. 1730 abrogeant le règlement No. 1722 décrétant un emprunt de 597 000 $ pour défrayer le coût des travaux municipaux à être exécutés à l'occasion du Programme ReviCentre et du Programme d'assainissement des eaux;
5. Lecture et adoption du règlement No. 1731 décrétant un emprunt de 597 000 $ pour défrayer le coût de travaux municipaux à être exécutés à l'occasion du Programme ReviCentre et du Programme d'assainissement des eaux.
6. Levée de l'assemblée.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith et Denis Savoie, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, et Roger Turcotte, directeur général adjoint aux services administratifs, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et Me Jacques Dionne, greffier adjoint, agit comme secrétaire de cette assemblée.

789/10/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu unanimement que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé dans le 1er avis de convocation, le 2e avis de convocation ne respectant pas le délai exigé par l'article 323 de la Loi sur les Cités et Villes (L.R.Q., Ch. C-19).

ADOPTÉ

790/10/85

Lecture est donnée du règlement No. 1730 abrogeant le règlement No. 1722 décrétant un emprunt de 597 000 $ pour défrayer le coût des travaux municipaux à être exécutés à l'occasion du Programme ReviCentre et du Programme d'assainissement des eaux.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu majoritairement que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras demande d'inscrire sa dissidence.

791/10/85

Lecture est donnée du règlement No. 1731 décrétant un emprunt de 520 000 $ pour défrayer le coût des travaux municipaux à être exécutés à l'occasion du Programme ReviCentre et du Programme d'assainissement des eaux.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu majoritairement que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ



Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier adjoint ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1731, et ce de 9 heures à 19 heures les 11 et 12 octobre 1985.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, explique que le règlement d'emprunt original a été réduit de 77 000,00 $ (travaux de la rue Lowring), afin de ne pas nuire au déroulement des travaux qui sont en avant de la cédule prévue et qui devront être réalisés avant l'adoption du règlement No. 1731. Ces travaux seront payés à même le surplus libre de la Ville de Drummondville.

Mme Francine Ruest-Jutras demande d'inscrire sa dissidence sur l'adoption du règlement parce que, soutient-elle, le remboursement de ce règlement d'emprunt va à l'encontre des lettres patentes de fusion Drummondville/Drummondville-Ouest.

M. J.-Bruno Smith demande d'inscrire lui aussi sa dissidence.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire déclare que LA SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques Drouin
Greffier adjoint

Serge Ménard
Maire

INITIALES DU MAIRE
91
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

7 octobre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 7 octobre 1985 à 17h45, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée et dont l'ordre du jour comprend les items suivants:

"

1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;
2. Récitation de la prière;
3. Adoption de l'ordre du jour;
4. Autorisation de signer des protocoles d'entente type avec la Société québécoise d'assainissement des eaux (S.Q.A.E.) pour la réalisation de travaux municipaux;
5. Ordonnance pour la réalisation des travaux municipaux de la rue Lowring dans le cadre du Programme d'assainissement des eaux et du Programme ReviCentre et appropriation d'une somme de 77 080,00 $ à cette fin à même le surplus libre de la Ville;
6. Autorisation de signer les documents nécessaires pour l'adjudication d'une partie des travaux entrant dans la réalisation des travaux ReviCentre et des travaux municipaux concernés par l'appel d'offres no. 160-3-20-41-01;
7. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: MM. les conseillers Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, Denis Savoie et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Claude Boucher, directeur général, et M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et Me Jacques Dionne, greffier adjoint, agit comme secrétaire de cette assemblée.

792/10/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu unanimement que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé en retranchant l'item no. 4 qui sera rapporté à une autre séance.

ADOPTÉ

793/10/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville veut ordonner l'exécution de travaux municipaux en même temps que ceux à être réalisés dans le cadre du Programme d'assainissement des eaux et du Programme ReviCentre;

ATTENDU QUE ces travaux municipaux seront effectués sur la rue Lowring, dans le secteur Centre-Ville, peu de temps avant l'acceptation du règlement No. 1731 portant sur la réalisation de travaux municipaux dans le secteur Centre-Ville, rue Hériot;

ATTENDU QUE le Conseil ne veut aucunement nuire à l'entrée en vigueur du règlement No. 1731;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville veut payer les travaux municipaux de la rue Lowring se chiffrant à 77 080,00 $ à même le surplus libre de la municipalité;

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et unanimement résolu que:

1. La Ville de Drummondville ordonne l'exécution des travaux municipaux de la rue Lowring suivant la cédule ci-annexée pour faire partie intégrante de la présente résolution. Ces travaux seront réalisés en même temps que les travaux du Programme d'assainissement des eaux et du Programme ReviCentre;

2. Pour payer ces travaux, la Ville de Drummondville approprie la somme de 77 080,00 $ à même le surplus libre de la municipalité.

ADOPTÉ

794/10/85

ATTENDU QU'en vertu de l'article 23 de l'entente intervenue le 26 août 1985 entre la Société québécoise d'assainissement des eaux (S.Q.A.E.) et la Ville de Drummondville relativement à l'exécution et au financement des ouvrages requis pour le traitement des eaux usées de la municipalité, la Ville de Drummondville peut conclure avec la Société québécoise d'assainissement des eaux (S.Q.A.E.) des protocoles d'entente pour l'exécution de travaux municipaux simultanément à des travaux d'assainissement;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 4 de l'entente relative à l'exécution de travaux municipaux simultanément à des travaux d'assainissement, conclue par la Ville, celle-ci doit donner son consentement exprès à l'adjudication d'un contrat pour travaux municipaux par la Société québécoise d'assainissement des eaux (S.Q.A.E.);

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville veut donner un tel avis d'adjudication à la Société québécoise d'assainissement des eaux (S.Q.A.E.) pour des contrats à accorder à la compagnie Sintra Inc., soit pour les travaux ReviCentre au montant de 922 785,50 $ et les travaux municipaux à être exécutés sur la rue Lowring pour un montant de 77 080,00 $ (bordereau no. 5); ces travaux étant concernés par l'appel d'offres no. 160-3-20-41-01 de la Société québécoise d'assainissement des eaux (S.Q.A.E.);

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et unanimement résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville un avis d'adjudication ou tout autre document nécessaire pour adjuger à la compagnie Sintra Inc. les travaux ReviCentre au montant de 922 758,50 $ et les travaux municipaux à être exécutés sur la rue Lowring (bordereau no. 5) pour un montant de 77 080,00 $; ces travaux étant concernés par l'appel d'offres no. 160-3-20-41-01 de la Société québécoise d'assainissement des eaux (S.Q.A.E.).

ADOPTÉ

Période de questions

M. Hervé Savoie, président du R.C.D.:

1° demande la nature des travaux prévus à l'item no. 5;

2° demande des précisions sur les adjudications données à l'item no. 6.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire déclare que LA SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
.....
Greffier adjoint.

Serge Grenier
.....
Maire.

93

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

15 octobre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 15 octobre 1985 à 19h30, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée et dont l'ordre du jour comprend les items suivants:

"

1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;
2. Récitation de la prière;
3. Adoption de l'ordre du jour;
4. Tenir une assemblée publique de consultation, conformément à la Loi 125 (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), pour expliquer les projets de règlements suivants et les conséquences de leur adoption, et entendre les personnes et organismes qui désireront s'exprimer:
   - Règlement No. 1723 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone RB-46 à même une partie du secteur de zone RA/B-22.
   - Règlement No. 1724 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RA/B-58 à même une partie du secteur de zone RX-58.
   - Règlement No. 1725 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CC-11 à même une partie du secteur de zone IA-10.
   - Règlement No. 1726 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir les secteurs de zone RC-8 et CB-12 à même une partie du secteur de zone IA-6.
   - Règlement No. 1716 amendant le règlement de zonage No. 1400 dans le but d'en modifier certaines règles relatives aux usages dérogatoires, enseignes dérogatoires, bâtiments et constructions dérogatoires, arcades, marges de recul supérieures à celles prescrites, marges de recul spécifiques à certaines rues, distances minimales par rapport à une voie ferrée de desserte, localisation de constructions et d'ouvrages en bordure d'une ligne naturelle des hautes eaux, usages autorisés dans les marges et cours latérales, cours arrières visant les abris d'auto et garages privés, reculs dans les cours arrières pour les piscines, constructions accessoires ou complémentaires dans la cour arrière, bâtiments accessoires et complémentaires, usages temporaires, matériaux prohibés, normes de stationnement, usages dans la zone RA/A, largeur de la façade des habitations trifamiliales isolées, usages dans la zone CA, hauteur des bâtiments, marges de recul dans diverses zones, occupation au sol, lots d'angles et transversaux et enseignes autorisées.
5. Période de questions sur les règlements nos 1723, 1724, 1725, 1726 et 1716.
6. Levée de l'assemblée. "

INITIALES DU MAIRE

94

INITIALES DU GREFFIER

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Claude Boucher, directeur général, M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, et M. Michel Binet, directeur du Service de l'habitation et chef-inspecteur en bâtiment, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et Me Jacques Dionne, greffier adjoint, agit comme secrétaire de cette assemblée.

795/10/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Monsieur le Maire explique la procédure et les exigences de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme relativement à la consultation publique tenue par la présente séance.

Suivant cet exposé, le maire donne les buts et objectifs recherchés par les règlements de zonage nos 1716, 1723, 1724, 1725 et 1726.

Période de questions

- M. Hervé Savoie, président du R.C.D., déplore que ce secteur d'activités soit aussi complexe et demande plus de précisions sur ces règlements.

- M. Ovelus Demers s'interroge sur le plan d'urbanisme à être adopté par la Ville.

Comme l'ordre du jour est épuisé et que les personnes présentes n'ont plus de question, le maire lève l'assemblée.

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Serge Ménard
Maire

95

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

15 octobre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 15 octobre 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Claude Boucher, directeur général, M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, et M. Michel Binet, directeur du Service de l'habitation et chef-inspecteur en bâtiment, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et Me Jacques Dionne, greffier adjoint, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

796/10/85

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière tenue le 23 septembre 1985; il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le greffier adjoint soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

797/10/85

Lecture intégrale est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 3 octobre 1985.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

798/10/85

Lecture intégrale est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 7 octobre 1985.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Déclaration de Monsieur le Maire Serge Ménard pour souligner l'honneur qui a été fait à 5 personnes de Drummondville lors des fêtes diocésaines qui ont marqué le 35e anniversaire de vie épiscopale de Monseigneur Albertus Martin.

Ces personnes sont:

- M. le curé Jean-Yves Fréchette de la paroisse Ste-Thérèse et M. le chanoine Martin Courchesne de la paroisse St-Frédéric, qui ont reçu le titre de Prélat d'Honneur de Sa Sainteté.
- MM. Ferdinand Smith et Maurice Sigouin qui ont été nommés Commandeurs de l'Ordre de St-Grégoire-Le-Grand.
- Mme Gabrielle Bécotte qui a reçu la médaille Pro Ecclesia et Pontisfice.

799/10/85

Avant l'adoption de l'ordre du jour, M. Robert Lafrenière demande d'ajouter l'item 50A. "Félicitations à M. Michel Parizeau, instructeur des Voltigeurs de Drummondville".

M. J.-Bruno Smith demande de déplacer la période de questions avant l'item "Correspondance"; ce qui est refusé étant donné l'ordre du jour très chargé.

Mme Francine Ruest-Jutras demande d'ajouter un item 50B. "Déclaration de M. le maire et mise au point par la conseillère du quartier no. 1".

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que l'ordre du jour soit accepté tel que modifié.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance **des soumissions suivantes:**

800/10/85

A) PROJET D'AQUEDUC, D'ÉGOUTS ET DE VOIRIE - LES JARDINS DU GOLF, PHASE 2 (RÉF: 0543580-2)

Soumissionnaires	Prix
. LES EXCAVATIONS INDUSTRIELLES INC. 1355 Jacquard St-Vincent-de-Paul Ville de Laval	206 067,00 $
. MARIER & FILS LTÉE 486 Cockburn Drummondville	182 252,20 $
. EXCAVATION TOURVILLE INC. 4960 boul. Tourville, R.R. 1 Drummondville	174 239,81 $
. SINTRA INC. 911 St-Mathieu N.D. du Bon-Conseil	152 852,10 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boul. Lemire Drummondville	167 152,51 $

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu unanimement d'accepter la plus basse soumission conforme, soit celle de **SINTRA INC.** Cette acceptation est cependant conditionnelle aux approbations préalables nécessaires pour permettre de conclure le contrat.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution desdits travaux, une fois les approbations nécessaires reçues.

ADOPTÉ

801/10/85

B) ARTICLES PROMOTIONNELS

Soumissionnaire	Prix
. PUBLIM INC. 485 boul. Langelier, Suite 200 Québec	47 012,77 $ (toutes taxes comprises)

Une 2e soumission, non cachetée, provenant de la compagnie Pinarts Graphiques Inc., a été reçue en dehors du délai exigé à l'addenda no. 1 émis pour cet appel d'offres, et par conséquent, ne respecte pas les règles de soumission. Cette offre se chiffrait à 49 340,50 $.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la soumission de **PUBLIM INC.** soit acceptée à condition qu'elle soit jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville et le tout sujet à recevoir toutes les approbations requises, s'il y a lieu.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à cet appel d'offres.

ADOPTÉ

Choix de soumissionnaires:

802/10/85

A) SERVICES FINANCIERS DE LA VILLE

Soumissionnaires

- CAISSE POPULAIRE ST-JOSEPH
  222 St-Marcel
- BANQUE ROYALE DU CANADA
  250 Hériot
- BANQUE DE MONTRÉAL
  221 Hériot
- BANQUE NATIONALE
  150 Marchand
- BANQUE IMPÉRIALE DE COMMERCE
  242 Hériot

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que les services financiers de la Caisse Populaire St-Joseph soient retenus.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents nécessaires.

ADOPTÉ

803/10/85

B) PLAN ET RÉGLEMENTATION D'URBANISME

Soumissionnaires	Prix
. DANIEL ARBOUR & ASSOCIÉS 615 rue Belmont Montréal	85 700,00 $
. FIRME ROCHE URBANEX & ASSOCIÉS LTÉE 2535 boul. Laurier Ste-Foy	89 635,00 $

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que la soumission de la firme d'urbanistes-conseils **DANIEL ARBOUR & ASSOCIÉS** soit retenue par la Ville de Drummondville pour élaborer un plan d'urbanisme pour la Ville et effectuer le travail de concordance nécessaire à l'intérieur de la réglementation d'urbanisme. Cette acceptation est sujette à toutes les approbations requises.

INITIALES DU MAIRE
S.M.
98
INITIALES DU GREFFIER

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents nécessaires.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- M. Jacques Sigouin, président de la compagnie Drummex Inc., remercie le maire pour l'accueil qu'il a accordé à M. Chris Forage, président de la compagnie Redirack, lors de son passage à Drummondville.

- M. Denis Laflamme, directeur général de la Chambre de Commerce du Comté de Drummond, remercie le Conseil municipal pour la subvention de 500,00 $ accordée au Premier Salon agro-alimentaire de Drummondville.

- M. Jean-Claude Lebel, président de la Société des Chefs de Cuisine et Pâtissiers de la Province de Québec, souligne la présence de M. le maire lors du Premier Salon agro-alimentaire de Drummondville.

- M. Claude Héroux de la compagnie Les Productions Lance et Compte Inc. remercie le Conseil, les responsables du club de hockey et la population de Drummondville pour l'accueil formidable qui a été fait à lui et à son équipe lors du tournage de la série Lance et Compte.

804/10/85 - La MRC Drummond, par une résolution adoptée lors de sa séance du 2 octobre 1985 (1018/85), demande à la Ville de changer les journées de séances publiques des 2e et 4e lundis de chaque mois pour les 1er et 3e lundis de chaque mois. Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que la demande de la MRC Drummond à l'effet de changer les journées de séances publiques du Conseil des 2e et 4e lundis du mois pour les 1er et 3e lundis, soit acceptée. Le règlement No. 819 sera donc changé en conséquence, le tout devenant effectif pour la 1ère séance de janvier 1986.

ADOPTÉ

805/10/85 - M. Paul Chailler, directeur de la polyvalente "La Poudrière", demande l'autorisation du Conseil pour mettre en branle la campagne/autofinancement de la vie étudiante, par la vente de brosses à dents de voyage.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement que la campagne/autofinancement de la vie étudiante de la polyvalente "La Poudrière" soit autorisée.

ADOPTÉ

806/10/85 - Centraide Coeur du Québec Inc. sensibilise le Conseil au début de la campagne annuelle de financement et sollicite la générosité de la Ville.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu unanimement qu'un don de 100,00 $ soit transmis à Centraide pour sa campagne annuelle de financement.

ADOPTÉ

99

- Jeunesse en Action Socio-Économique de Drummond Inc. et Suivi du Symposium remercient le Conseil pour le soutien qui leur est apporté en fournissant un local et une aide financière, ainsi qu'en s'impliquant par ses délégués aux rencontres hebdomadaires.

- La ministre d'État aux Transports, Mme Suzanne Blais-Grenier, avise la Ville qu'une requête sera acheminée au Conseil du Trésor très bientôt afin de conclure une entente supplémentaire avec Drummondville dans le dossier de l'aéroport municipal, et ainsi refléter les changements à l'échéance prévue dans la réalisation des travaux d'amélioration.

- M. Jacques Auxiette, maire de La Roche-sur-Yon, France, souligne la richesse des échanges entre les 2 villes jumelles et annonce la venue d'une délégation de familles yonnaises lors des cérémonies de jumelage avec la ville de Braine-L'Alleud, Belgique.

807/10/85 - Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc., par son président, M. Camil Lauzière, demandent l'autorisation à la Ville de mettre sur pied une campagne de financement auprès du grand public pour permettre d'acheter l'équipement nécessaire à la bonne marche du nouveau centre.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. soient autorisés à tenir une campagne de financement en s'adressant au grand public du 1er octobre au 30 novembre 1985.

ADOPTÉ

- L'Association Féminine d'Éducation et d'Action Sociale, par Mme Patricia Roy Pépin, directrice de secteur, s'interroge sur les motifs qui ont suscité la démotion de Mme Francine Ruest-Jutras au poste de présidente du Comité des Arts et de la Culture.

- Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. remercient la Ville de Drummondville qui, par sa grande collaboration et son aide financière, a contribué à la réalisation du projet du centre communautaire et de la piscine St-Joseph.

808/10/85 - M. Noël Sylvain, patron d'honneur de la campagne de financement 1985/1986 de l'organisme "Les Jeunes Entreprises Drummond Inc.", sollicite le Conseil ainsi que toute la population de Drummondville d'encourager par leurs dons cette organisation qui s'est donné comme objectif principal de former les entrepreneurs de demain.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que la Ville contribue par le don d'une somme de 100,00 $ à la campagne de financement 1985/1986 de l'organisme "Les Jeunes Entreprises Drummond Inc.".

ADOPTÉ

809/10/85 - La Fondation canadienne pour l'iléite et la colite, section Drummond, sollicite la participation des membres du Conseil à l'activité de financement annuel, soit le super tournoi de curling de la F.C.I.C. qui se déroulera au club de curling Celanese du 7 au 16 novembre 1985.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville délègue M. Jean-Paul Généreux et M. Denis Savoie, conseillers, ou leur substitut en cas d'incapacité de participer, au super tournoi de curling de la F.C.I.C. 1985. La Ville pour cette occasion parrainera l'équipe des délégués, tel que requis, pour un montant de 50,00 $.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
100
INITIALES DU GREFFIER

810/10/85 - Le Tournoi international de hockey midget de Drummondville adresse au Conseil sa liste de demandes habituelles pour le bon déroulement du tournoi 1986.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et unanimement résolu que la Ville accepte les demandes du Tournoi international de hockey midget de Drummondville telles que ci-après énumérées, savoir:

. organiser un souper canadien à la Cité des Loisirs pour quatre (4) équipes de la classe Internationale, lundi le 3 février 1986 de 17h30 à 19h30;
. remettre trois (3) parchemins de la Ville de Drummondville déclarant citoyens honoraires trois visiteurs à l'occasion du souper canadien;
. remettre un souvenir de la Ville de Drummondville au Président d'Honneur du 22e tournoi;
. remettre des souvenirs de la Ville de Drummondville aux représentants des équipes extérieures du Québec, lors des réceptions;
. remettre des souvenirs de la Ville de Drummondville à l'équipe du D.O. Midget "AA" lors de son voyage dans l'Ouest Canadien;
. organiser une réception civique à l'hôtel de ville, mardi le 4 février 1986 de 17h00 à 19h00;
. installer les panneaux d'identification du tournoi à l'intérieur et à l'extérieur du Centre Marcel Dionne;
. installer les panneaux d'identification du tournoi aux mêmes endroits que les panneaux d'information touristique;
. monter et démonter le kiosque des souvenirs et le tableau des résultats;
. assurer un service de policiers principalement lors des joutes du Drummondville Olympique;
. installer le garage en polyéthylène à l'entrée des joueurs;
. installer un tambour dans le passage donnant accès à l'enregistrement des joueurs;
. installer des chaufferettes dans la salle du hockey mineur pour les comités d'enregistrement et d'hébergement;
. installer une chaufferette au banc des chronométreurs;
. dégager le stationnement des employés municipaux lors du tournoi;
. déblayer le stationnement derrière le centre administratif de la Commission Scolaire, rue St-Georges;
. déblayer un passage du centre administratif au Centre Marcel Dionne;
. déblayer la neige pour le camion de bière;
. fournir un container pour les déchets;
. fournir au tournoi une dizaine de barrières pour le stationnement;
. construire deux cases de rangement près de la chambre des arbitres;

et que les services concernés soient autorisés à agir en conséquence.

ADOPTÉ

- M. Jean Balleux, directeur des services aux étudiants du Cégep de Drummondville, remercie la Ville de l'accueil qu'elle a accordé le 3 juillet dernier aux étudiants du Lycée Pierre-Mendès-France participant à un échange avec le Cégep de Drummondville.

- M. Paul-E. Morin félicite le maire pour le travail effectué depuis son élection et remercie M. Gilles St-Martin pour la célérité avec laquelle il a répondu à sa demande.

- Le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. amène les membres du Conseil à se pencher sur certaines considérations suite à la demande qui leur avait été faite d'aller chercher des fonds supplémentaires comme contribution du milieu pour la construction du second centre communautaire.

811/10/85 - L'école Ste-Thérèse demande l'autorisation au Conseil d'organiser une parade dans les rues avoisinantes de l'école pour souligner d'une façon particulière le 31 octobre 1985, fête de l'Halloween.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que l'école Ste-Thérèse soit autorisée à organiser une parade dans les rues avoisinantes de l'école le 31 octobre 1985 entre 13h40 et 14h00 pour souligner la fête de l'Halloween. Le Service de la sécurité publique est également autorisé à fournir aux organisateurs de l'événement le support prévu à la politique établie pour les manifestations populaires dans la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

- M. Bernard Messier demande la réouverture du boulevard Des Chutes sur le boulevard St-Joseph.

  Cette demande sera acheminée au Comité de Circulation de la Ville, ainsi qu'à la firme d'urbanistes-conseils Daniel Arbour & Associés. Les travaux demandés devront également être évalués et étudiés lors du prochain budget.

- Le ministre des Affaires municipales du Québec avise la Ville qu'il a approuvé le règlement d'emprunt et de travaux No. 1731 de la Ville de Drummondville. Il s'agit d'un règlement prévoyant l'argent nécessaire pour exécuter des travaux municipaux au centre-ville simultanément à des travaux d'assainissement des eaux et à des travaux ReviCentre.

Mme Francine Ruest-Jutras, à l'instar de M. J.-Bruno Smith qui a déjà fait une requête en ce sens au début de la séance, demande d'intervertir la période de questions et permettre aux gens présents d'intervenir maintenant.

La demande est refusée pour les raisons exprimées auparavant.

812/10/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 9 septembre au 15 octobre 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 1 207 682,55 $.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

813/10/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu unanimement que l'Association des bibliothèques publiques de la région 04 (Biblio-Coeur) soit autorisée à utiliser et à diffuser selon ses besoins les documents vidéo ou partie de ceux-ci, produits par le Centre d'information documentaire Côme St-Germain de Drummondville.

ADOPTÉ

814/10/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les résidents de la Coopérative d'Habitation Pêle-Mêle soient autorisés à stationner leurs automobiles à l'arrière du Centre d'information documentaire Côme St-Germain. Il est convenu que le déneigement de ces places de stationnement devra être fait par les utilisateurs et que la Ville se dégage de toute responsabilité.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
102
INITIALES DU GREFFIER

815/10/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que:

A) la Ville demande l'autorisation de conserver les immobilisations décrites ci-dessous:

Liste des immobilisations

Description	No. série	Coût acquisition	Juste valeur marchande
1 débroussailleuse stihl	FS-90-AV	360,00 $	360,00 $
1 cabinet de rangement	76 TC 32	760,00 $	760,00 $
1 ensemble de rangement 10 cases	Banner modèle 1712	895,00 $	895,00 $
2 ensembles de rangement 48 cases	Plan Hold modèle 65-ST-24	1 044,00 $	1 044,00 $

B) la Ville s'engage à ce que les immobilisations acquises à même les fonds du projet "aménagement vert - défi 1990", no. 9653 BJ3, parrainé dans le cadre du programme "article 38", servent exclusivement au bénéfice de la collectivité;

C) la Ville s'engage à respecter la clause 25 (c) du contrat du programme "article 38".

ADOPTÉ

816/10/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu qu'autorisation soit accordée à M. André Boivin de céder son bail du pro-shop de l'Olympia Yvan Cournoyer à la corporation Drummond Sports Inc., suivant les mêmes conditions.

ADOPTÉ

817/10/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville veut conclure une entente avec la Société québécoise d'assainissement des eaux (S.Q.A.E.) relativement à l'exécution de travaux municipaux simultanément à des travaux d'assainissement;

ATTENDU QUE ces travaux municipaux sont divisés en plusieurs lots et qu'il doit y avoir signature de plusieurs protocoles d'entente avec la Société québécoise d'assainissement des eaux (S.Q.A.E.) pour la réalisation complète de ces travaux municipaux;

ATTENDU QUE la signature de ces protocoles d'entente est rendue nécessaire par l'article 23 de l'entente conclue le 26 août 1985 entre la Société québécoise d'assainissement des eaux (S.Q.A.E.) et la Ville de Drummondville, relativement à l'exécution et au financement des ouvrages requis pour le traitement des eaux usées de la municipalité;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu unanimement que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville des protocoles d'entente avec la Société québécoise d'assainissement des eaux (S.Q.A.E.) pour l'exécution de travaux municipaux simultanément aux travaux d'assainissement accordés, soit les travaux ReviCentre pour un montant de 922 785,50 $ et d'autres travaux municipaux de l'ordre de 77 080,00 $. Ces protocoles d'entente n'incluent pas les travaux municipaux décrétés par le règlement No. 1731.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU GREFFIER

818/10/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que les demandes de la Légion Royale Canadienne telles que ci-après énumérées, soient acceptées, à savoir:

- autorisation de tenir une campagne de financement du 1er novembre au 10 novembre 1985;
- ouverture officielle de cette campagne le 31 octobre 1985 à 16h00, à l'hôtel de ville de Drummondville;
- paiement d'une couronne de fleurs de 50 $ qui sera déposée au Cénotaphe le 10 novembre 1985;
- permission de tenir une parade et un cérémonial de l'Armistice le 10 novembre 1985;
- autorisation au Service de la sécurité publique de la Ville de fournir le soutien nécessaire tel que prévu à la politique établie pour les manifestations populaires dans la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

819/10/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient et sont par la présente habilités à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville les réclamations pouvant être adressées au ministère des Affaires municipales dans le cadre du programme ReviCentre. Cette exigence provient du ministère des Affaires municipales.

ADOPTÉ

820/10/85

CONSTATANT QUE malgré tous les efforts déployés à ce jour par les différents gouvernements en vue de lutter contre le chômage et de créer des emplois, le problème de sous-emploi demeure entier et le chômage ne baisse pas de manière significative dans notre région;

CONSTATANT QUE notre région abrite un nombre important de travailleurs et de travailleuses oeuvrant dans le textile et le vêtement;

CONSTATANT QUE le gouvernement fédéral a une décision importante à prendre sur le contrôle des importations et que l'emploi dépend fortement de cette décision;

CONTATANT QUE la C.S.D. a élaboré et présenté au gouvernement fédéral un plan d'action complet visant à sauvegarder et développer les emplois dans le textile et le vêtement;

CONSTATANT QUE ce plan comporte une demande pour que le gouvernement fédéral adopte des mesures de contrôle des importations axées sur l'emploi;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement d'appuyer la Centrale des syndicats démocratiques (C.S.D.) dans ses démarches auprès du gouvernement fédéral et de demander au même gouvernement fédéral d'adopter des mesures de protection aptes à sauvegarder et développer l'emploi dans le textile et le vêtement.

ADOPTÉ

821/10/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que Me Paul Biron, avocat, soit mandaté par la Ville de Drummondville pour surveiller la procédure d'adoption et accélérer les démarches d'approbation du règlement No. 1731 par le ministre des Affaires municipales du Québec.

ADOPTÉ

822/10/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que M. Laurent Joyal, architecte, soit mandaté par la Ville pour préparer des esquisses préliminaires et faire l'évaluation des coûts d'un projet de garage municipal. Ce mandat engagera des honoraires maximums de 1 500 $. La Ville ne s'engage aucunement à réaliser quelques travaux que ce soit en rapport avec ce mandat.

ADOPTÉ

823/10/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le maire et le directeur général de la Ville soient mandatés pour siéger comme représentants de la Ville sur le comité consultatif formé par la Société des établissements de plein air du Québec relativement au Parc des Voltigeurs.

ADOPTÉ

824/10/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le bureau d'avocats Viau, Hébert et Denault soit mandaté pour faire l'étude:

a) d'un règlement de lieu de résidence pour les employés de la Ville de Drummondville ainsi que des procédures d'embauche;

b) des lettres patentes de fusion Drummondville/Drummondville-Ouest et Drummondville/Drummondville-Sud;

c) du dossier "ReviCentre";

d) du dossier "Domaine Cherbourg".

ADOPTÉ

825/10/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que Me Normand Corriveau, avocat, soit mandaté pour travailler dans un dossier particulier du Service de la sécurité publique.

ADOPTÉ

826/10/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que la Ville recommande à la S.Q.A.E. de retenir les services professionnels de la firme Les Laboratoires Shermont (Sherbrooke) Inc. pour effectuer certains travaux d'analyse ou autres dans le cadre du programme d'assainissement des eaux et du programme ReviCentre, ainsi que pour les travaux municipaux réalisés simultanément aux 2 précédents programmes.

ADOPTÉ

827/10/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que mandat soit donné à Me Marc-André Joyal, notaire, de rédiger un acte d'achat par la Ville d'un terrain situé en façade de l'autoroute 20 et appartenant à la compagnie Roynat inc. (montant de 65 000 $).

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville cet acte ou tout autre document pertinent dès que le règlement d'acquisition nécessaire en vertu de la Loi sur les immeubles industriels municipaux sera en vigueur.

ADOPTÉ

828/10/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que M. Claude Boucher, directeur général de la Ville de Drummondville, soit délégué au colloque de l'École nationale d'administration publique (ÉNAP) portant sur le devenir des municipalités locales, se déroulant à Montréal, le 12 novembre 1985, le tout sans frais pour la Ville.

ADOPTÉ

829/10/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient et sont par la présente autorisés à conclure, pour et au nom de la Ville de Drummondville, un bail pour louer 4 000 pieds carrés à 4,50 $ le pied carré, dans l'entrepôt Haggerty, boulevard St-Joseph. Ce bail devra s'étendre jusqu'au 15 juin 1986.

ADOPTÉ

830/10/85

Considérant que le registre ouvert les 23 et 24 septembre 1985 à l'hôtel de ville, relativement au changement de zonage apporté par le règlement No. 1715, a démontré que les personnes de la zone visée ne sont pas d'accord avec le changement proposé; il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le règlement No. 1715 soit retiré sans qu'il y ait de référendum, le zonage demeurant ce qu'il est présentement.

ADOPTÉ

831/10/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la résolution no. 548/6/85 confiant un mandat professionnel à Me Michel Dupuy, avocat, pour la négociation de la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc., soit abrogée.

ADOPTÉ

832/10/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu qu'un mandat professionnel soit confié à Me Yves Georges, avocat, du bureau Viau, Hébert, Denault, pour représenter la Ville de Drummondville lors de la négociation de la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

ADOPTÉ

M. Lindor Letendre fait rapport des activités d'émission de permis par le Service d'habitation, pour la période du 1er au 30 septembre 1985. Ce rapport démontre que l'année 1985 a généré jusqu'à présent un plus haut montant d'investissement que l'année 1984, toute proportion gardée.

833/10/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que les prévisions budgétaires de l'Office municipal d'habitation de Drummondville pour l'exercice financier 1986 soient acceptées telles que présentées.

ADOPTÉ

834/10/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 24 septembre 1985 soit accepté tel que déposé.

ADOPTÉ

835/10/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation de la Ville tenue le 9 octobre 1985 soit accepté tel que déposé.

ADOPTÉ

836/10/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à relocaliser la zone de stationnement réservé aux voitures taxis rue Georges-Couture, sur la rue St-Aimé à proximité du boulevard Jean-de-Brébeuf, parallèle au parc St-Aimé. Cette zone permettra le stationnement de 3 voitures taxis.

ADOPTÉ

837/10/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville par la présente manifeste son intention de conclure un bail emphytéotique avec un organisme sans but lucratif pour la réalisation d'un bâtiment industriel locatif d'une superficie approximative de 6 000 mètres carrés. Ce projet est parrainé conjointement par la Société de Développement Économique Drummond et la Caisse Populaire St-Frédéric. Le terrain concerné aura façade sur la rue Power dans le parc industriel régional. Le tout est conditionnel à l'assistance financière des paliers de gouvernements supérieurs et principalement du fonds de développement régional.

ADOPTÉ

838/10/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le bureau d'arpenteurs-géomètres Lachapelle et Noël soit mandaté pour délimiter et préparer la description technique d'un terrain industriel à être vendu à la compagnie Pigment & Chemical, ainsi que d'un terrain résiduaire adjacent à la compagnie Venmar Inc.

ADOPTÉ

839/10/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller,
appuyé par M. Denis Savoie, conseiller,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement No. 1727 amendant le règlement de lotissement municipal No. 1401, afin d'en modifier l'article 3.2.2 relativement aux superficies et dimensions minimales des terrains desservant des usages publics, tels lignes ou postes d'énergie, d'électricité, de gaz, de télécommunications et de cablodistribution, est et soit adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

840/10/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller,
appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement No. 1728 amendant le règlement de construction municipal No. 1402, afin d'en modifier l'article 2.5.1 relativement au délai du permis de construction et aux sanctions prévues, est et soit adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

841/10/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller,
appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement No. 1732 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin de créer le secteur de zone IB-10 à même le secteur de zone IX-3 et une partie des secteurs de zone CC-13 et IA-11, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

Le périmètre des secteurs de zone RX-1, CC-13, IA-11 et IX-3 affectés est décrit comme suit:
- au nord-est par la rue Cormier;
- au sud-est par la rue Janelle;
- au sud-ouest par le boulevard Lemire;
- au nord-ouest par la limite municipale.

Sont exclus de ce périmètre les lots 168, 172, 173 et 174.

842/10/85

Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement décrétant l'acquisition de gré à gré pour la somme de 65 000,00 $ prise à même les fonds généraux, d'un terrain appartenant à la compagnie Roynat, situé en bordure de l'autoroute 20.

843/10/85

Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 104 000,00 $ pour des travaux municipaux à exécuter simultanément aux travaux d'assainissement des eaux.

- Travaux	85 100,00 $
- Honoraires professionnels et financement	18 890,00 $
TOTAL:	**104 000,00 $**

844/10/85

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, donne avis de motion d'un règlement décrétant des travaux pour un montant n'excédant pas 60 000,00 $ (honoraires professionnels inclus), lesquels sont des travaux municipaux à exécuter simultanément aux travaux d'assainissement des eaux, et prévoyant un emprunt n'excédant pas 26 000,00 $.

- Travaux et honoraires prof.	60 000,00 $
- Moins participation du promoteur	36 500,00 $
- Sous-total	23 500,00 $
- Plus financement	2 500,00 $
TOTAL:	**26 000,00 $**

845/10/85

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement décrétant l'exécution de travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie dans le secteur Les Jardins du Golf, Phase II, pour un montant n'excédant pas 176 000,00 $.

- Travaux	
. Article «A», rue Chauveau	138 999,25 $
. Article «B», rue «A»	14 325,25 $
	153 324,50 $
- Honoraires professionnels et contingences	22 675,50 $
TOTAL:	**176 000,00 $**

846/10/85

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement (No. 1723) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone RB-46 à même une partie du secteur de zone RA/B-22.

Le périmètre du secteur de zone RA/B-22 est délimité par les rues St-Pierre, Pelletier, Chassé et le cimetière St-Pierre.

847/10/85

Le conseiller Gilles St-Martin donne avis de motion d'un règlement (No. 1724) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RA/B-58 à même une partie du secteur de zone RX-58.

Le périmètre des secteurs RA/B-58 et RX-58 affectés est décrit comme suit:
- la limite est passe par les rues Montcalm, 117e Avenue, Papineau, 118e Avenue, Fabre, 117e Avenue, l'arrière des lots de la rue Léger, rue Léger, arrières lots du boulevard Mercure et 120e Avenue;
- la limite ouest est délimitée par la zone RX-59, le lot 246-P et le lot 246-1.

848/10/85

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement (No. 1725) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CC-11 à même une partie du secteur de zone IA-10.

Le périmètre des secteurs de zone CC-11 et IA-10 affectés est décrit comme suit:
- au nord-est en partie par le boulevard St-Joseph et la rue St-Henri;
- au sud-est en partie par le chemin de fer et la rue Toupin;
- au sud-ouest par la rue Cormier;
- au nord-ouest par la zone PA-19 le long de la rivière Noire.

849/10/85

Le conseiller Edward St-Pierre donne avis de motion d'un règlement (No. 1726) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir les secteurs de zone RC-8 et CB-12 à même une partie du secteur de zone IA-6.

Le périmètre des secteurs de zone RC-8, CB-12 et IA-6 affectés est décrit comme suit:
- au nord-est par la rue Des Écoles;
- au sud-est par la rue Dumoulin;
- au sud-ouest par la rue Demers;
- au nord-ouest par le chemin de fer.

Sont exclues de ce périmètre la zone CA-4 (angle St-Jean et Moisan) et les zones PA-10, PA-12 et PB-16 au sud-ouest de la rue Des Écoles.

850/10/85

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1716) amendant le règlement de zonage No. 1400 dans le but d'en modifier certaines règles relatives aux usages dérogatoires, enseignes dérogatoires, bâtiments et constructions dérogatoires, arcades, marges de recul supérieures à celles prescrites, marges de recul spécifiques à certaines rues, distances minimales par rapport à une voie ferrée de desserte, localisation de constructions et d'ouvrages en bordure d'une ligne naturelle des hautes eaux, usages autorisés dans les marges et cours latérales, cours arrières visant les abris d'auto et garages privés, reculs dans les cours arrières pour les piscines, constructions accessoires ou complémentaires dans la cour arrière, bâtiments accessoires et complémentaires, usages temporaires, matériaux prohibés, normes de stationnement, usages dans la zone RA/A, largeur de la façade des habitations trifamiliales isolées, usages dans la zone CA, hauteur des bâtiments, marges de recul dans diverses zones, occupation au sol, lots d'angles et transversaux et enseignes autorisées.

Comme le règlement No. 1716 est volumineux, le conseiller Denis Savoie demande dispense de lecture lors de l'adoption. Chaque membre du Conseil a reçu une copie du projet de règlement no. 1716.

851/10/85

Lecture intégrale est donnée du règlement No. 1717 concernant l'adoption d'un Programme particulier d'urbanisme pour la partie du territoire désignée comme "Centre-Ville de Drummondville".

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1717 a été adopté par la résolution no. 705/8/85 le 26 août 1985;

ATTENDU QUE suivant la consultation publique tenue le 16 septembre 1985 à 19H30, certains ajouts ont été apportés au projet de règlement du Programme particulier d'urbanisme;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1717 a été régulièrement donné le 23 septembre 1985 (rés. 779/9/85);

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté tel que modifié. Avant d'entrer en vigueur, le règlement sera acheminé à la M.R.C. Drummond pour obtenir son approbation.

ADOPTÉ

Félicitations à M. Michel Parizeau

M. Robert Lafrenière félicite M. Michel Parizeau, instructeur du club de hockey Les Voltigeurs de Drummondville, qui vient d'être nommé instructeur adjoint de l'équipe canadienne de hockey junior pour les jeux de Hockey Canadien qui seront présentés du 16 décembre 1985 au 4 janvier 1986 à Hamilton. C'est un honneur qui rejaillit sur toute la ville.

Déclaration de Monsieur le maire et mise au point de la conseillère du quartier no. 1

Mme Francine Ruest-Jutras demande à M. le maire de préciser et de justifier la déclaration qu'il a faite dernièrement relativement à une campagne de salissage orchestrée par l'opposition contre lui.

Ayant été, depuis le début de son mandat, dans l'obligation de montrer son désaccord face à certaines positions prises par le Conseil, Mme Francine Ruest-Jutras voudrait savoir si le maire la visait lorsqu'il a fait la déclaration ci-haut mentionnée.

M. le maire déclare l'incident clos sans qu'il ait à apporter de précisions supplémentaires.

Intervention de Mme Francine Ruest-Jutras - Dossier Revicentre

Mme Francine Ruest-Jutras fait une mise au point sur la position qu'elle a prise lors de l'adoption des règlements relatifs au programme ReviCentre. Elle précise qu'elle a à coeur le programme ReviCentre et qu'en aucun moment, elle n'a mis ce programme en péril. Elle est pour le programme mais contre le fait que le remboursement de travaux de nature locale soit fait à l'encontre des lettres patentes de fusion Drummondville/Drummondville-Ouest.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Monsieur le maire demande aux nombreuses personnes qui se sont levées pour s'avancer au micro, de bien vouloir retourner s'asseoir et que 6 personnes seront choisies pour intervenir, à défaut de quoi l'assemblée sera levée.

- Intervenant: M. Ovelus Demers, 51 - 117e Avenue.

  - Période de questions et permission de s'exprimer.
  - Félicitations aux personnes de Drummondville qui ont été honorées dernièrement par Mgr. Albertus Martin.
  - Adoption du règlement d'emprunt no. 1731 (520 000 $).
  - Travaux ReviCentre.
  - Surprise relative au dépôt d'une requête en disqualification.
  - Nécessité des travaux municipaux de la rue Lowring.

M. Hervé Savoie demande au maire d'appliquer la procédure pour la période de questions.

- Intervenante: Mme Anne-Marie Pestiaux, directrice de la Garderie sur une Patte Inc.

Soulève le problème des garderies face à la cueillette des ordures ménagères.

- Intervenante: Mme Claire Lahaie, directrice générale de l'ensemble folklorique Mackinaw.

Discute de l'accessibilité de la période de questions.

- Intervenante: Mme Germaine Proulx de l'Académie de ballet de Drummondville.

Au nom de plusieurs organismes culturels de Drummondville, réitère la demande de réintégration de Mme Francine Ruest-Jutras au poste de présidente du Comité des Arts et de la Culture.

- Intervenant: M. Pol Danheux de la troupe de théâtre "Mille Tours".

Demande la réintégration de Mme Francine Ruest-Jutras au poste de présidente du Comité des Arts et de la Culture.

- Intervenante: Mme Francine Ménard de la Maison des Femmes de Drummondville.

Parle de discrimination et demande la réintégration de Mme Francine Ruest-Jutras au poste de présidente du Comité des Arts et de la Culture.



- Intervenante: Mme Johanne Verrier, porte-parole d'un groupe de citoyens de la rue Jean-Talon.

  Fait état de la turbulence apparue depuis peu à l'hôtel de ville et félicite le maire et la majorité du Conseil pour le travail réalisé depuis le début de leur mandat.

- Intervenant: M. Daniel Benoit de la S.I.D.A.C. Alain Limoges.

  Souligne le fait que les commerçants sont heureux de la façon dont se déroulent le travaux ReviCentre et pressent le Conseil de suivre ce dossier de près.

- Intervenante: Mme Ghyslaine Bernard.

  Parle d'une opposition orchestrée pour déstabiliser le gouvernement municipal et félicite le maire et le conseiller Denis Savoie pour leur travail.

- Intervenant: M. Gérard Prince de la rue Jean-de-Lalande.

  - Déplore la façon dont sont nettoyés les trottoirs à Drummondville-Sud pendant l'hiver.
  - S'interroge sur le déplacement de Mme Francine Ruest-Jutras au poste de présidente du Comité des Arts et de la Culture.

- Intervenant: M. Paul-André Jolin, résident du quartier no. 1.

  S'interroge sur la dernière révision du rôle d'évaluation pour Drummondville et l'augmentation de valeur que cela a généré.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D., intervient sur:

  - les soumissions concernant les articles promotionnels.
  - le registre du règlement d'emprunt No. 1731 - travaux municipaux (520 000 $).
  - le transfert de bail au Drummondville Olympique (item 14).
  - le mandat confié à Me Paul Biron relativement au règlement d'emprunt No. 1731 (item 19).
  - l'endroit d'un nouveau garage municipal (item 20).
  - les coûts du mandat confié aux Laboratoires Shermont (item 24).
  - l'acquisition de terrains en bordure de l'autoroute 20 (item 25).
  - l'abrogation et le mandat donné (items 29 et 30).
  - Pigment & Chemical, une nouvelle industrie à Drummondville? (item 37).
  - les résolution d'adoption des projets de règlements de zonage nos 1727, 1728 et 1732 (items 38, 39 et 40).
  - le bail de location des lignes nécessaires aux caméras du Service de la sécurité publique.
  - les avances sur les comptes fournis à M. Claude Boucher (2 500 $) et M. André Paquet (400 $).
    M. le maire remettra un détail de ces comptes à M. Hervé Savoie, lors de la prochaine séance.
  - les démarches relatives au système de télédiffusion de l'hôtel de ville.
  - le règlement de circulation non respecté par les cyclistes.
  - le programme de revitalisation du centre-ville.

INITIALES DU MAIRE
112
INITIALES DU GREFFIER

- le compte de la firme Paul Gratton & Associés relatif au système de radiocommunications.
- les comptes de Labo SM.
- le dossier de réclamation contre la compagnie Domtar.
- l'étude et le compte de Pierre Landry, urbaniste - pont rue St-Georges.
- le compte de Distribution R. Nicol pour étuis à revolver.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi 28 octobre 1985 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Serge Grenard
Maire

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

28 octobre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 28 octobre 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Claude Boucher, directeur général, assiste à la réunion à titre de personne ressource. Me Jacques Dionne, greffier adjoint, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

852/10/85

Lecture intégrale est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 15 octobre 1985.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

853/10/85

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière tenue le 15 octobre 1985; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le greffier adjoint soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Monsieur le maire répond à quelques questions posées par M. Hervé Savoie lors de la dernière séance et qui sont restées sans réponse.

A) Avance sur compte de 2 500 $ remise à M. Claude Boucher, directeur général, pour tous les membres de la délégation en Europe.

B) Comptes relatifs à la visite de M. et Mme Michel Ferré de la Roche-sur-Yon (copie remise à M. Hervé Savoie).

C) Avance sur compte à M. André Paquet lors du congrès de l'Association québécoise des directeurs du loisir municipal à la Malbaie.

D) M. Edward St-Pierre, nouveau président du comité du Service de la sécurité publique, répond à la question posée relativement à l'opération des caméras du Service de la sécurité publique.

854/10/85

Mme Francine Ruest-Jutras demande d'inscrire un item 49A. à l'ordre du jour - "Félicitations".

M. Edward St-Pierre demande d'inscrire un item 49B. à l'ordre du jour - "Soirée d'Halloween".

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit accepté tel que modifié.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
114
INITIALES DU GREFFIER

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

855/10/85

A) PLANTATION D'ARBRES, TERRE-PLEIN DU BOULEVARD ST-JOSEPH (ENTRE L'AUTOROUTE 20 ET LA VOIE FERRÉE DU C.N.) - PROJET NO. 0554880

Soumissionnaires	Prix
. SERVICE PAYSAGISTE DRUMMOND INC. 556, rue Brock Drummondville	10 800,00 $
. LES ENTREPRISES G & G INC. 479, rue St-Omer Drummondville	21 000,00 $

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et unanimement résolu qu'après analyse, le contrat soit adjugé au plus bas soumissionnaire conforme. (L'analyse démontre qu'il s'agit de Service Paysagiste Drummond Inc.) Les quantités seront ajustées comme le prévoit le devis.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents nécessaires pour donner force à cette adjudication de contrat.

ADOPTÉ

856/10/85

B) PLANTATION D'ARBRES, TERRE-PLEIN DU BOULEVARD ST-JOSEPH (ENTRE RUES ST-ÉDOUARD ET LALEMANT) - PROJET NO. 0554881

Soumissionnaires	Prix
. SERVICE PAYSAGISTE DRUMMOND INC. 556, rue Brock Drummondville	7 920,00 $
. LES ENTREPRISES G & G INC. 479, rue St-Omer Drummondville	16 000,00 $

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et unanimement résolu qu'après analyse, le contrat soit adjugé au plus bas soumissionnaire conforme. (L'analyse démontre qu'il s'agit de Service Paysagiste Drummond Inc.) Les quantités seront ajustées comme le prévoit le devis.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents nécessaires pour donner force à cette adjudication de contrat.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

857/10/85 - La Régie intermunicipale (déchets) de la région de Drummond demande à la Ville d'acquitter avant le 1er février 1986 la moitié de la somme de 7 320 $ due en vertu de la levée de fonds de 0,40 $ par tête de population et réclamée aux corporations municipales membres de la Régie pour son bon fonctionnement.

ABROGÉE PAR RÉS. 965/11/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville acquitte avant février 1986 la moitié de la somme de 7 320 $, soit 3 660 $, telle que réclamée par la Régie intermunicipale (déchets) de la région de Drummond pour le bon fonctionnement de l'organisme.

ADOPTÉ

858/10/85 - Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu unanimement que l'école Ste-Thérèse soit autorisée à tenir un bingo comme projet d'activités étudiantes au début de décembre 1985, et que de ce fait les responsables soient également autorisés à demander à la Régie des loteries et courses du Québec le permis nécessaire à cette fin.

ADOPTÉ

859/10/85 - ATTENDU QUE les corporations municipales du Canada devront dépenser quelque 12 milliards de dollars d'ici la fin de la décennie pour mettre les infrastructures (rues, ponts, trottoirs, canalisations d'eau et réseaux d'égouts) dans un état acceptable;

ATTENDU QUE si l'on permet à la dégradation des infrastructures de se poursuivre, il sera de plus en plus difficile et coûteux de réparer les dommages;

ATTENDU QUE les coûts de réparation et de reconstruction sont invariablement plus élevés que le prix d'un entretien approprié;

ATTENDU QUE les corporations municipales n'ont pas les moyens financiers de mettre les infrastructures en état sûr et acceptable;

ATTENDU QUE la Fédération canadienne des municipalités appelle à une initiative concertée des trois paliers de gouvernement pour résoudre le problème de dégradation des infrastructures;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu unanimement que la Ville de Drummondville souscrive aux pressions faites par la Fédération canadienne des municipalités auprès des gouvernements supérieurs afin qu'une démarche commune soit entreprise pour arrêter la dégradation des infrastructures.

ADOPTÉ

860/10/85 - La S.I.D.A.C. quartier St-Joseph demande la permission d'installer des haut-parleurs dans son secteur commercial pour diffuser de la musique d'ambiance pendant la période des fêtes. Elle demande également d'autoriser M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, à entreprendre la vente des lumières et décorations de Noël appartenant à l'ancienne association de marchands du quartier St-Joseph, au profit de la S.I.D.A.C. quartier St-Joseph.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et unanimement résolu que la S.I.D.A.C. quartier St-Joseph soit autorisée à installer des haut-parleurs dans son secteur commercial pour diffuser de la musique d'ambiance pendant la période des fêtes.

ADOPTÉ

- Le Cercle de l'Amitié Inc. demande une subvention annuelle pour alléger ses frais de fonctionnement et de déneigement du stationnement adjacent à la bâtisse logeant son local.

INITIALES DU MAIRE
116
INITIALES DU GREFFIER

Monsieur le maire l'assure qu'une subvention lui sera attribuée lors de la préparation des budgets annuels. Cependant, en ce qui concerne le déneigement du stationnement adjacent à la bâtisse abritant son local, ceci ne fait pas partie de la politique de déneigement de la Ville.

861/10/85 - La Maison des Femmes de Drummondville sensibilise le Conseil à sa première campagne de financement se déroulant en octobre 1985 et dont l'objectif est de 3 000,00 $.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et unanimement résolu que la Ville encourage le merveilleux travail qui est réalisé par la Maison des Femmes de Drummondville et contribue pour une somme de 100,00 $ à la campagne de financement déjà amorcée.

ADOPTÉ

- Le Ministre d'État aux Petites Entreprises, l'honorable André Bissonnette, remercie la Ville pour l'intérêt qu'elle a démontré à recevoir l'usine d'assemblage annoncée par les sociétés Hyundai et Toyota, mais précise qu'il incombe à ces sociétés de faire leur choix quant au lieu d'implantation de leur usine.

862/10/85 - L'Escadrille 607 des Cadets de l'Air de Drummondville demande l'autorisation, par son capitaine Marcel Bourbeau, officier commandant, de tenir une campagne de financement du 12 novembre au 5 décembre 1985, en vendant des barres de chocolat.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que l'Escadrille 607 des Cadets de l'Air de Drummondville soit autorisée à tenir sa campagne annuelle de financement du 12 novembre au 5 décembre 1985.

ADOPTÉ

863/10/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville pour la période s'étendant du 12 octobre au 23 novembre 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 840 762,62 $.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu unanimement que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

864/10/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a adopté lors de sa séance régulière du 15 octobre 1985, un programme particulier d'urbanisme pour la partie de son territoire désignée comme "centre-ville de Drummondville" (règ. no. 1717);

ATTENDU QU'en vertu des dispositions des articles 85.1 et 87 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., ch. A-19.1), la Ville doit adopter une résolution pour décrire les travaux pertinents qu'elle entend exécuter au cours des trois (3) années subséquentes à la mise en application du programme particulier d'urbanisme avec une indication de leurs coûts approximatifs;

ATTENDU QUE la description des travaux n'est faite qu'à titre indicatif et que la réalisation dépendra des programmes de subventions mis de l'avant par les gouvernements supérieurs ainsi que des budgets municipaux disponibles;

ATTENDU QUE cette résolution n'engage pas la Ville à exécuter les travaux, mais que la présente description se retrouvera au plan triennal d'immobilisations de la Ville pour le budget 1986;

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller,
appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller,
et résolu unanimement que:

A) le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution;

B) les travaux pouvant être réalisés par la Ville dans les trois (3) ans de l'adoption du plan particulier d'urbanisme (règ. no. 1717) soient décrits comme suit, incluant l'estimation approximative des coûts:

- **1ère année:**

Rue Hériot, entre les rues St-Georges et Marchand

a) enlèvement des fils aériens
b) réfection des surfaces piétonnes
c) aménagement de 3 saillies
d) aménagement de 2 passages piétons
e) plantation d'arbres
f) éclairage d'ambiance
g) installation du mobilier urbain

TOTAL APPROXIMATIF: 1 500 000 $
dont 750 000 $ de subventions

- **2e année:**

Rue Lindsay, de la voie ferrée du C.N. à la rue St-Jean

a) élargissement des trottoirs
b) plantation d'arbres
c) installation du mobilier urbain
d) éclairage d'ambiance

TOTAL APPROXIMATIF: 500 000 $

- **3e année:**

Le Conseil déterminera le secteur qui sera touché, soit au niveau de la S.I.D.A.C. du quartier St-Joseph, soit sur la rue Lindsay entre la rue St-Georges et la voie ferrée du C.N.

a) réfection de trottoirs
b) plantation d'arbres
c) installation du mobilier urbain
d) éclairage d'ambiance

TOTAL APPROXIMATIF: 500 000 $.

ADOPTÉ

865/10/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et unanimement résolu que la Ville accorde à la Joujouthèque Drummond Inc. une subvention de 1 500 $ pour lui permettre de fonctionner adéquatement d'ici la fin de l'année 1985.

ADOPTÉ

866/10/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville veut conclure une entente avec la Société québécoise d'assainissement des eaux (S.Q.A.E.) relativement à l'exécution de travaux municipaux simultanément à des travaux d'assainissement;

ATTENDU QUE ces travaux municipaux sont divisés en plusieurs lots et qu'il doit y avoir signature de plusieurs protocoles d'entente avec la Société québécoise d'assainissement des eaux (S.Q.A.E.) pour la réalisation complète de ces travaux municipaux;

ATTENDU QUE la signature de ces protocoles d'entente est rendue nécessaire par l'article 23 de l'entente conclue le 26 août 1985 entre la Société québécoise d'assainissement des eaux (S.Q.A.E.) et la Ville de Drummondville, relativement à l'exécution et au financement des ouvrages requis pour le traitement des eaux usées de la municipalité;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu unanimement que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville des protocoles d'entente avec la Société québécoise d'assainissement des eaux (S.Q.A.E.) pour l'exécution de travaux municipaux simultanément aux travaux d'assainissement accordés. Il s'agit des travaux municipaux décrétés par le règlement No. 1731, pour un montant de 520 000,00 $.

ADOPTÉ

867/10/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Pigment & Chemical Inc. un morceau de terrain de figure irrégulière, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro cent soixante-six D (166D Ptie) du cadastre du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, municipalité de la Ville de Drummondville.

ABROGÉE PAR RÉS. 813/9/86

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par le lot 166D-13 et par une autre partie du lot 166D, vers le sud-est par une partie des lots 166D-13 et 164 (rue Haggerty), vers le sud par une autre partie du lot 166D (rue), vers le sud-ouest par une autre partie du lot 166D étant l'élargissement du boulevard Lemire et par une partie du lot 166D-11 et vers le nord-ouest par le lot 166D-11 et par une autre partie du lot 166D.

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant au point indiqué par le chiffre 24653 au plan annexé à la description technique portant le numéro de minute 2892 et le numéro de répertoire 4434, datée du 28 octobre 1985, et situé à l'intersection de la ligne sud-ouest du lot 166D-13 avec la ligne nord-ouest du lot 164 (rue Haggerty); de là, dans une direction conventionnelle de deux cent dix-huit degrés, trente-quatre minutes et quarante-sept secondes (218°34'47") en suivant la ligne nord-ouest du lot 164 (rue Haggerty) une distance de soixante-et-un mètres et cinquante-huit centièmes (61,58 m) jusqu'au point 24667; de là, dans une direction conventionnelle de deux cent soixante-trois degrés, trente-quatre minutes et vingt-deux secondes (263°34'22") une corde de vingt-et-un mètres et cinquante-cinq centièmes (21,55 m) sous-tendant un arc de vingt-trois mètres et quatre-vingt-treize centièmes (23,93 m) mesuré avec un rayon de quinze mètres et vingt-quatre centièmes (15,24 m) jusqu'au point 24669; de là, dans une direction conventionnelle de trois cent huit degrés, quarante-et-une minutes et dix-neuf secondes (308°41'19") une corde de vingt-neuf mètres et quatre-vingt-quatre centièmes (29,84 m) sous-tendant un arc de vingt-neuf mètres et quatre-vingt-quatre centièmes (29,84 m) mesuré avec un rayon de six mille neuf cent soixante-treize mètres et trente-et-un centièmes (6 973,31 m) jusqu'au point 24584; de là, dans une direction conventionnelle de trois cent huit degrés, quarante-huit minutes et quarante secondes (308°48'40") en suivant l'emprise nord-est du boulevard Lemire élargi une distance de cent cinq mètres et cinquante-cinq centièmes (105,55 m) jusqu'au point 24661; de là, dans une direction conventionnelle de trente-huit degrés, trente-sept minutes et cinquante-huit secondes (38°37'58") une distance de soixante-seize mètres et vingt centièmes (76,20 m) jusqu'au point 24660; de là,

dans une direction conventionnelle de trois cent neuf degrés, trente-neuf minutes et douze secondes (309°39'12") une distance de huit mètres et quarante-sept centièmes (8,47 m) jusqu'au point 24664; de là, dans une direction conventionnelle de trente-huit degrés, quarante-et-une minutes et quarante-sept secondes (38°41'47") une distance de vingt-deux mètres et quatre-vingt-six centièmes (22,86 m) jusqu'au point 24665; de là, dans une direction conventionnelle de cent vingt-huit degrés, neuf minutes et douze secondes (128°09'12") une distance de quatre-vingt-dix-huit mètres et deux centièmes (98,02 m) jusqu'au point 24666; de là, dans une direction conventionnelle de deux cent dix-huit degrés, trente-quatre minutes et quarante-sept secondes (218°34'47") une distance de vingt-trois mètres et soixante-trois centièmes (23,63 m) jusqu'au point 24657; de là, dans une direction conventionnelle de cent vingt-huit degrés, trente-trois minutes et seize secondes (128°33'16") une distance de soixante mètres et quatre-vingt-seize centièmes (60,96 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de treize mille sept cent soixante-neuf mètres carrés et un dixième (13 769,1 m.c.).

Les dimensions et superficies indiquées ci-dessus sont dans le système international telles qu'elles apparaissent au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 28 octobre 1985, portant le numéro de répertoire 4434 et le numéro de minute 2892; lesquels plan et description technique sont annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente est faite au prix de 1,62 $ le mètre carré, soit vingt-deux mille trois cent cinq dollars et quatre-vingt-quinze cents (22 305, 95 $) payables comptant le jour de la signature de l'acte de vente et dont la Ville de Drummondville reconnaît avoir reçu la somme de deux mille quatre cents dollars (2 400,00 $) sur ce montant.

Les taxes municipales, scolaires ou autres pour le terrain seront exigibles à compter de la date de la signature du contrat, quitte d'arrérages et suivant ajustement devant être fait entre les parties aux présentes à cette dernière date. Concernant les bâtisses à être érigées, les taxes deviendront exigibles suivant la loi.

L'acquéreur s'oblige à construire pour fins industrielles sur le terrain présentement vendu, dans un délai d'au plus neuf mois de la date de signature du contrat, un édifice dont l'emprise sera d'au moins six mille pieds carrés.

Les présentes sont indépendantes de la procédure à suivre pour l'obtention du permis municipal de construction.

L'acquéreur devra également respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par Me Gérard Fradet, notaire, lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente devra être acceptée par le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville l'acte de vente à intervenir et à y apporter toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les documents nécessaires pour compléter cette vente.

ADOPTÉ

868/10/85

AMENDÉE PAR RÉS. 904/10/88

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Venmar Inc. un morceau de terrain de figure trapézoïdale, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro cent soixante-six D (166D Ptie) du cadastre du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, municipalité de la Ville de Drummondville.

INITIALES DU MAIRE
120
INITIALES DU GREFFIER

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par une partie du lot 166D-21, vers le sud-est par une partie du lot 166D-13, vers le sud-ouest et vers le nord-ouest par d'autres parties du lot 166D.

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant au point indiqué par le chiffre 24652 au plan annexé à la description technique datée du 28 octobre 1985 et portant le numéro de répertoire 4434 et le numéro de minute 2893, et situé à l'intersection des lignes nord-ouest et sud-ouest du lot 166D-21; de là, dans une direction conventionnelle de cent vingt-huit degrés, neuf minutes et douze secondes (128°09'12") en suivant la ligne sud-ouest du lot 166D-21 une distance de quatre-vingt-dix-sept mètres et quatre-vingt-quinze centièmes (97,95 m) jusqu'au point 24656; de là, dans une direction conventionnelle de deux cent dix-huit degrés, trente-quatre minutes et quarante-sept secondes (218°34'47") une distance de trente-huit mètres et soixante-seize centièmes (38,76 m) jusqu'au point 24666; de là, dans une direction conventionnelle de trois cent huit degrés, neuf minutes et douze secondes (308°09'12") une distance de quatre-vingt-dix-huit mètres et deux centièmes (98,02 m) jusqu'au point 24665; de là, dans une direction conventionnelle de trente-huit degrés, quarante-et-une minutes et quarante-sept secondes (38°41'47") une distance de trente-huit mètres et soixante-seize centièmes (38,76 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de trois mille sept cent quatre-vingt-dix-sept mètres carrés et sept dixièmes (3 797,7 m.c.).

Les dimensions et superficies indiquées ci-dessus sont dans le système international telles qu'elles apparaissent au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 28 octobre 1985, portant le numéro de répertoire 4434 et le numéro de minute 2893; lesquels plan et description technique sont annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente est faite au prix de 1,62 $ le mètre carré, soit six mille cent cinquante-deux dollars et vingt-sept cents (6 152,27 $) payables comptant le jour de la signature de l'acte de vente et dont la Ville de Drummondville reconnaît avoir reçu la somme de six cent quinze dollars et vingt-deux cents (615,22 $) sur ce montant.

Les taxes municipales, scolaires ou autres pour le terrain seront exigibles à compter de la date de la signature du contrat, quitte d'arrérages et suivant ajustement devant être fait entre les parties aux présentes à cette dernière date. Concernant les bâtisses à être érigées, les taxes deviendront exigibles suivant la loi.

L'acquéreur s'oblige à construire pour fins industrielles sur le terrain présentement vendu, dans un délai d'au plus dix-huit mois de la date de signature du contrat, un édifice dont l'emprise sera d'au moins dix mille pieds carrés.

Les présentes sont indépendantes de la procédure à suivre pour l'obtention du permis municipal de construction.

L'acquéreur devra également respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par Me André Jean, notaire, lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente devra être acceptée par le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville l'acte de vente à intervenir et à y apporter toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les documents nécessaires pour compléter cette vente.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU GREFFIER

869/10/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et unanimement résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à renouveler, pour et au nom de la Ville de Drummondville, un bail de location avec le Canadien Pacifique Ltée pour une partie de terrain présentement utilisée pour fins de stationnement de l'hôtel de ville. Ce renouvellement prévoit une augmentation annuelle de loyer de 650,00 $, le tout représentant une somme totale de 3 400,00 $.

ADOPTÉ

870/10/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 8 octobre 1985, soit accepté tel que déposé.

ADOPTÉ

871/10/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et unanimement résolu que Me Paul-Émile Bordeleau, notaire, soit mandaté pour rédiger un acte pour l'acquisition par la Ville du lot 159-368 du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond. Il s'agit d'un immeuble ayant front sur la rue St-Georges.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, tous les documents pour conclure cet achat.

ADOPTÉ

872/10/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et unanimement résolu que Me Michel Boileau, notaire, soit mandaté pour rédiger un acte d'achat permettant à la Ville d'acquérir le lot 242-50 du Canton de Wickham, division d'enregistrement de Drummond. Il s'agit d'un terrain contigu au parc St-Philippe.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, tous les documents nécessaires pour conclure cet achat.

ADOPTÉ

873/10/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et unanimement résolu que Me Normand Corriveau, avocat, soit mandaté pour obtenir le bornage de la propriété contiguë à celle de la Ville et portant le numéro de lot 9-15 du quartier Nord de Drummondville, division d'enregistrement de Drummond. Il s'agit de la propriété située au 2245 Chemin Hemming, Drummondville.

ADOPTÉ

874/10/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et unanimement résolu qu'un mandat professionnel soit confié à la firme Daniel Arbour & Associés pour réaliser une perspective finale de la rue Hériot telle que proposée dans la lettre du 2 octobre 1985. Le coût total ne devra pas excéder 750,00 $.

ADOPTÉ

875/10/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et unanimement résolu que la firme d'ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés soit mandatée pour fournir, sur demande, les estimations nécessaires à la réalisation du plan triennal d'immobilisations pour la préparation des prévisions budgétaires 1986. Le coût total ne devra pas excéder 5 000 $.

ADOPTÉ

876/10/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et unanimement résolu que M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, soit nommé représentant de la Ville au sein du conseil d'administration de la corporation Transport Diligence Inc. en remplacement de M. Roger Turcotte, directeur général adjoint aux services administratifs de la Ville.

M. Jean-Marie Boisvert accepte ce mandat.

ADOPTÉ

877/10/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et unanimement résolu que M. Maxime Poulin, commissaire industriel, soit nommé représentant de la Ville de Drummondville sur le comité de retraite des employés de la Ville en remplacement de M. Roger Turcotte, directeur général adjoint aux services administratifs.

M. Maxime Poulin a accepté ce mandat.

ADOPTÉ

878/10/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et unanimement résolu que Monsieur le maire Serge Ménard, ou son substitut, et Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, soient délégués au souper bénéfice du Club des Lions, vendredi le 1er novembre prochain.

ADOPTÉ

879/10/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et unanimement résolu que l'Association de tennis de Drummondville soit autorisée à réaliser certains travaux aux courts de tennis du parc Woodyatt et à leurs abords.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente habilités à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, tous les documents nécessaires pour donner force à cette entente.

ADOPTÉ

880/10/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et unanimement résolu qu'autorisation soit accordée à la Fondation canadienne de la fibrose kystique, section Centre du Québec, de demander un permis de vente d'alcool à la Régie des permis d'alcool du Québec pour la soirée des retrouvailles des bénévoles qui se déroulera le 16 novembre prochain au Collège St-Bernard de Drummondville.

ADOPTÉ

881/10/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et unanimement résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient et sont, par la présente, autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, la formule de règlement hors cour ou tout autre document pertinent permettant de régler pour quelques années le litige portant sur la remise à la Ville de Drummondville et à la Municipalité des Cantons Unis Wendover & Simpson de la taxe d'amusement perçue par la corporation du Village québécois d'antan.

ADOPTÉ

882/10/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu unanimement que les plans du projet de développement domiciliaire du Carré du Parc, déposés par le promoteur Sogerex Inc. (M. Wilfrid Méthot), soient acceptés par la Ville de Drummondville suivant les recommandations faites par le Service de l'habitation de la Ville.

ADOPTÉ

883/10/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville les documents nécessaires pour accepter en faveur de la Ville la cession des emprises de rues dans le développement domiciliaire projeté du Carré du Parc (Sogerex Inc.), ainsi que tous les services qui s'y trouvent et plus précisément, sans restreindre ce que ci-avant mentionné, les services d'aqueduc et d'égouts (pluvial et sanitaire), les branchements de services et tous les accessoires.

ADOPTÉ

884/10/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et unanimement résolu que les Services récréatifs et communautaires de la Ville de Drummondville soient autorisés à présenter un projet pour la création d'un emploi, à la Commission de formation professionnelle du ministère de la Main d'Oeuvre et de la Sécurité du Revenu, dans le cadre du Programme de stages en milieu de travail.

ADOPTÉ

885/10/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu unanimement que la Ville de Drummondville décrète des travaux n'excédant pas 98 590 $ (honoraires professionnels inclus) pour la réalisation de la passerelle de la rue St-Georges (rivière Noire) et les bandes cyclables s'y rattachant.

Une somme de 30 000 $ sera nécessaire pour le paiement de ces travaux et sera prise à même le fonds général de la Ville non autrement approprié.

Le détail des travaux est le suivant:

BANDES CYCLABLES ET PASSERELLE RUE ST-GEORGES

QUANTITÉ	UNITÉ	DESCRIPTION	PRIX UNITAIRE	MONTANT
95	m.	Piste cyclable sur la rue St-Georges, reliant la passerelle au pavage existant	100 $	9 500 $
1	Global	Passerelle pour cyclistes & piétons	65 000 $	65 000 $
2 700	m.lin.	Bande cyclable rues Marchand, St-Georges et Pelletier	3,70 $	9 990 $
100%	Global	Signalisation	5 100 $	5 100 $
			SOUS-TOTAL:	89 590 $
			HONORAIRES:	9 000 $
			TOTAL:	98 590 $
Moins subvention ministère des Transports du Québec :				69 805 $
				28 785 $
			FINANCEMENT:	1 215 $
				30 000 $

Le tout tel qu'il apparaît à la cédule "A" déposée en annexe et certifiée par M. Michel Lesage, ingénieur.

ADOPTÉ

886/10/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement que M. le maire Serge Ménard soit délégué les 12 et 13 novembre 1985, et que la conseillère Francine Ruest-Jutras et les conseillers J.-Bruno Smith et Lindor Letendre soient délégués le 12 novembre 1985, à Montréal, au colloque de l'École Nationale d'Administration Publique intitulé "Les scénarios des possibles imaginables dans le domaine municipal".

ADOPTÉ

887/10/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et majoritairement résolu que le bureau d'avocats Viau, Hébert, Denault soit mandaté pour continuer les procédures et veiller aux intérêts de la Ville de Drummondville dans le dossier: Ville de Drummondville -vs- Domtar, (C.S.ST.F. no. 450-05-000904-835) en remplacement du bureau d'avocats Jutras et Associés.

Mme Francine Ruest-Jutras inscrit son abstention en se retirant lors de la décision.

ADOPTÉ

888/10/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère,
appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement No. 1734 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin d'agrandir le secteur de zone RA/A-7 à même une partie des secteurs de zone RB-4, PB-6, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

Le périmètre des secteurs de zone RA/A-7, RB-4 et PB-6 affectés est décrit comme suit:
- la limite nord est délimitée par la rue Gilles Ally;
- la limite est passe par le Chemin du Golf en passant par l'arrière des lots de la rue des Cyprès, le boulevard St-Félix et la rue des Chataigniers;
- la limite ouest est délimitée par l'arrière des lots du boulevard des Pins et le boulevard des Pins.

ADOPTÉ

889/10/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller,
appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement No. 1735 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin d'agrandir le secteur de zone RA/A-22 à même le secteur de zone RA/B-25, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

Le périmètre des secteurs de zone RA/A-22 et RA/B-25 affectés est décrit comme suit:
- à l'est par la rivière Noire;
- au sud par l'arrière des lots de la rue St-Georges;
- à l'ouest par l'arrière des lots de la rue Paillé;
- au nord par l'arrière des propriétés de la rue St-Pierre.

ADOPTÉ

890/10/85

Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement No. 1634 de façon à préciser la notion de conduites d'amenée.

891/10/85

Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement No. 819, relatif à la tenue des séances publiques du Conseil (1er et 3e lundis du mois). Le règlement deviendra effectif pour la 1ère séance du mois de janvier 1986.

892/10/85

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement No. 1576 concernant le régime supplémentaire de rentes des employés de la Ville de Drummondville, tel que déjà amendé par le règlement No. 1577.

Comme tous les membres du Conseil ont déjà le projet de règlement entre les mains, dispense de lecture du règlement, lors de l'adoption, est donnée.

893/10/85

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement (No. 1727) amendant le règlement de lotissement municipal No. 1401 dans le but d'en modifier l'article 3.2.2 relativement aux dimensions et superficies minimales de terrains desservant des usages publics, tels lignes ou postes d'énergie, d'électricité, de gaz, de télécommunications et de cablodistribution.

894/10/85

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement (No. 1728) amendant le règlement de construction municipal No. 1402 dans le but d'en modifier l'article 2.5.1 relativement au délai du permis de construction et aux sanctions prévues.

895/10/85

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement (No. 1732) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone IB-10 à même le secteur de zone IX-3 et une partie des secteurs de zone CC-13 et IA-11.

Le périmètre des secteurs de zone RX-1, CC-13, IA-11 et IX-3 affectés est décrit comme suit:
- au nord-est par la rue Cormier;
- au sud-est par la rue Janelle;
- au sud-ouest par le boulevard Lemire;
- au nord-ouest par la limite municipale.

Sont exclus de ce périmètre les lots 168, 172, 173 et 174.

896/10/85

Lecture est donnée du règlement No. 1733 décrétant une dépense de 176 000,00 $ pour l'exécution de travaux d'infrastructures (égouts, aqueduc et voirie) dans le secteur Les Jardins du Golf, Phase II.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

897/10/85

Lecture est donnée du règlement No. 1737 décrétant l'acquisition d'un immeuble à des fins industrielles pour un montant de 65 000,00 $.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

898/10/85

Lecture est donnée du règlement No. 1738 décrétant un emprunt de 104 000,00 $ pour défrayer le coût de travaux municipaux à être exécutés simultanément aux travaux d'assainissement des eaux.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier adjoint ouvrira un registre dans lequel les propriétaires du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1738, et ce de 9 heures à 19 heures les 11 et 12 novembre 1985.

899/10/85

Lecture est donnée du règlement No. 1739 décrétant des travaux municipaux de 60 000,00 $ à être exécutés simultanément aux travaux d'assainissement des eaux, et un emprunt de 26 000,00 $ représentant la participation financière de la Ville à l'exécution de ces travaux.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier adjoint ouvrira un registre dans lequel les propriétaires du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1739, et ce de 9 heures à 19 heures les 11 et 12 novembre 1985.

900/10/85

Lecture est donnée du règlement No. 1723 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone RB-46 à même une partie du secteur de zone RA/B-22.

Le périmètre du secteur de zone RA/B-22 est délimité par les rues St-Pierre, Pelletier, Chassé et le cimetière St-Pierre.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1723 a été adopté par la résolution no. 782/9/85 le 23 septembre 1985;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1723 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 23 septembre 1985;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1723 a été régulièrement donné le 15 octobre 1985 (rés. 846/10/85);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 15 octobre 1985 à 19h30, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1723;

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier adjoint ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans le secteur concerné et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 28 octobre 1985 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans le secteur concerné, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1723 et ce de 9 heures à 19 heures les 25 et 26 novembre 1985.

901/10/85

Lecture est donnée du règlement No. 1724 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RA/B-58 à même une partie du secteur de zone RX-58.

Le périmètre des secteurs RA/B-58 et RX-58 affectés est décrit comme suit:

- la limite est passe par les rues Montcalm, 117e Avenue, Papineau, 118e Avenue, Fabre, 117e Avenue, l'arrière des lots de la rue Léger, rue Léger, arrières lots du boulevard Mercure et 120e Avenue;
- la limite ouest est délimitée par la zone RX-59, le lot 246-P et le lot 246-1.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1724 a été adopté par la résolution no. 783/9/85 le 23 septembre 1985;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1724 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 23 septembre 1985;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1724 a été régulièrement donné le 15 octobre 1985 (rés. 847/10/85);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 15 octobre 1985 à 19h30, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1724;

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier adjoint ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 28 octobre 1985 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1724 et ce de 9 heures à 19 heures les 25 et 26 novembre 1985.

902/10/85

Lecture est donnée du règlement No. 1725 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CC-11 à même une partie du secteur de zone IA-10.

Le périmètre des secteurs de zone CC-11 et IA-10 affectés est décrit comme suit:
- au nord-est en partie par le boulevard St-Joseph et la rue St-Henri;
- au sud-est en partie par le chemin de fer et la rue Toupin;
- au sud-ouest par la rue Cormier;
- au nord-ouest par la zone PA-19 le long de la rivière Noire.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1725 a été adopté par la résolution no. 784/9/85 le 23 septembre 1985;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1725 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 23 septembre 1985;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1725 a été régulièrement donné le 15 octobre 1985 (rés. 848/10/85);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 15 octobre 1985 à 19h30, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1725;

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier adjoint ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 28 octobre 1985 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1725 et ce de 9 heures à 19 heures les 25 et 26 novembre 1985.

903/10/85

Lecture est donnée du règlement No. 1726 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir les secteurs de zone RC-8 et CB-12 à même une partie du secteur de zone IA-6.

Le périmètre des secteurs de zone RC-8, CB-12 et IA-6 affectés est décrit comme suit:
- au nord-est par la rue Des Écoles
- au sud-est par la rue Dumoulin;
- au sud-ouest par la rue Demers;
- au nord-ouest par le chemin de fer.

Sont exclues de ce périmètre la zone CA-4 (angle St-Jean et Moisan) et les zones PA-10, PA-12 et PB-16 au sud-ouest de la rue Des Écoles.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1726 a été adopté par la résolution no. 785/9/85 le 23 septembre 1985;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1726 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 23 septembre 1985;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1726 a été régulièrement donné le 15 octobre 1985 (rés. 849/10/85);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 15 octobre 1985 à 19h30, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1726;

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier adjoint ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 28 octobre 1985 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1726 et ce de 9 heures à 19 heures les 25 et 26 novembre 1985.

904/10/85

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement No. 1716 a été donné (réf: 850/10/85), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, le greffier adjoint fait un résumé du règlement No. 1716 amendant le règlement de zonage No. 1400 dans le but d'en modifier certaines règles relatives aux usages dérogatoires, enseignes dérogatoires, bâtiments et constructions dérogatoires, arcades, marges de recul supérieures à celles prescrites, marges de recul spécifiques à certaines rues, distances minimales par rapport à une voie ferrée de desserte, localisation de constructions et d'ouvrages en bordure d'une ligne naturelle des hautes eaux, usages autorisés dans les marges et cours latérales, cours arrières visant les abris d'auto et garages privés, reculs dans les cours arrières pour les piscines, constructions accessoires ou complémentaires dans la cour arrière, bâtiments accessoires et complémentaires, usages temporaires, matériaux prohibés, normes de stationnement, usages dans la zone RA/A, largeur de la façade des habitations trifamiliales isolées, usages dans la zone CA, hauteur des bâtiments, marges de recul dans diverses zones, occupation au sol, lots d'angles et transversaux et enseignes autorisées.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

130

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier adjoint ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans la Ville de Drummondville et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 28 octobre 1985 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans la Ville de Drummondville, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1716 et ce de 9 heures à 19 heures les 25 et 26 novembre 1985.

FÉLICITATIONS

Mme Francine Ruest-Jutras mentionne au Conseil que le Centre Culturel de Drummondville faisait partie des 5 finalistes pour la nomination du meilleur producteur de spectacles lors du Gala de l'ADISQ qui se déroulait quelques jours auparavant et que cet honneur pour Drummondville était sans contredit le résultat de la détermination, du dynamisme et de la compétence dont fait preuve M. Roland Janelle dans la réalisation de sa tâche de régisseur du Centre Culturel de Drummondville.

Mme Francine Ruest-Jutras souligne également l'accession de M. Jean-Yves Milot au poste de président de l'Association des hôteliers du Québec.

Finalement, Mme Francine Ruest-Jutras remercie M. Roger Turcotte, trésorier, directeur général adjoint aux services administratifs, qui quitte la Ville pour occuper un poste de directeur des finances à l'Université du Québec à Hull, pour les qualités dont il a fait preuve pendant toutes ses années de services, sa disponibilité, sa grande compétence, sa discrétion et son efficacité.

Tous les membres du Conseil sont unanimes et reconnaissent les grandes qualités de M. Roger Turcotte.

SOIRÉE DE L'HALLOWEEN

M. Edward St-Pierre recommande aux parents d'enfants qui feront du porte à porte d'être très vigilants lors de la fête de l'Halloween. Cet appel à la vigilance s'adresse également aux automobilistes.

M. Robert Lafrenière fait la lumière sur l'intervention de M. Paul-André Jolin, résident du quartier no. 1, qui déplorait, lors de la dernière séance du Conseil, une augmentation substantielle de son évaluation. M. Robert Lafrenière rétablit les faits.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Ovelus Demers, 51 - 117e Avenue.

  - Achat du terrain contigu au parc St-Philippe.
  - Pose d'une clôture de chaque côté de la voie du C.N. entre les rues Lindsay et Hériot.
  - Privilèges accordés à M. Hervé Savoie lors de la dernière période de questions.
  - Lettres de créances de M. Hervé Savoie, président du R.C.D.
  - Rencontres de M. Hervé Savoie avec des greffiers de d'autres villes.
  - Privilège de M. Hervé Savoie d'occuper à lui seul la 2e période de questions.
  - Félicitations au maire pour la façon dont il a réagi, dernièrement, au mouvement de contestation.

- Intervenant: M. Robert Brissette, 1051 boul. St-Joseph.

  Demande une modification au zonage pour lui permettre de rénover et reconstruire un bâtiment accessoire.

- Intervenant: M. Claude Toutant, 809 - 110e Avenue.

  - Raisons qui motivent l'étude des lettres patentes de Drummondville/Drummondville-Sud par le bureau Viau, Hébert, Denault.
  - Raisons qui motivent le Conseil à demander une 2e étude du dossier "Domaine Cherbourg".

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

  - Amélioration du système de son de l'hôtel de ville.
  - Location des livres du Centre d'information documentaire Côme St-Germain.
  - Site futur de l'usine d'épuration des eaux usées.
  - (Item 15) Demande des minutes du Comité consultatif d'urbanisme. Monsieur le maire les remet sur-le-champ.
  - Remise de l'étude sur l'utilisation des courts de tennis du quartier St-Joseph à M. Robert Lafrenière.
  - (Item 26) Précision sur le protocole d'entente à être signé par la Ville, le Village québécois d'antan et les Cantons Unis Wendover & Simpson.
  - (Item 30) Félicitations pour le paiement des travaux de la passerelle St-Georges à même le surplus libre de la Ville.
  - Lieu de l'étude Viau, Hébert, Denault.
  - (Item 40) Félicitations à propos des précisions apportées lors de l'adoption des règlements de zonage.
  - Félicitations à M. Roger Turcotte.
  - Honoraires professionnels à être payés par la Ville pour les travaux ReviCentre.
  - Questions sur les comptes:
    . 800 $ cocktail bénéfice du Centre Récréatif St-Jean-Baptiste
    . Distribution R. Nicol - étuis à revolver.
  - M. Edward St-Pierre précise que le règlement de circulation de la Ville de Drummondville s'applique également aux cyclistes.
  - Précisions sur le mandat donné à Medis Marcom.
  - Compte de Me Jean Prince pour la cause "Ville de Drummondville -vs- Dame Émilienne Dupont Hébert".
  - Compte de Me Gaétan Ratté relativement à l'injonction et la contestation du règlement de zonage No. 1709.
  - Négociations avec l'Unité des Policiers de Drummondville Inc. et la question des civils aux communications.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 11 novembre 1985, à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Maire

INITIALES DU MAIRE

132

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

11 novembre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 11 novembre 1985 à 19h45, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS: MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Michel Binet, directeur du Service de l'habitation et chef-inspecteur en bâtiment, assiste à la réunion à titre de personne ressource. Me Jacques Dionne, greffier adjoint, agit comme secrétaire de cette assemblée.

905/11/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu unanimement que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Monsieur le Maire explique la procédure et les objectifs recherchés par l'assemblée publique de consultation, puis donne la nature et l'objet des règlements nos 1727, 1728 et 1732.

- Règlement No. 1727 amendant le règlement de lotissement municipal no. 1401 dans le but d'en modifier l'article 3.2.2 relativement aux terrains desservant des usages publics, tels lignes ou postes d'énergie, d'électricité, de gaz, de télécommunications et de cablodistribution.

  Nature et objet: Ce règlement modifie le texte du règlement de lotissement municipal no. 1401 afin de réglementer les dimensions et superficies minimales des terrains visés.

- Règlement No. 1728 amendant le règlement de construction municipal no. 1402 dans le but d'en modifier l'article 2.5.1 relativement au délai du permis de construire et aux sanctions prévues.

  Nature et objet: Ce règlement modifiant le texte du règlement de construction municipal no. 1402 a pour effet:
  1° de fixer un délai additionnel de six (6) mois, assujetti à une demande de renouvellement de permis dans le cas d'une construction non complétée dans le délai d'une année suivant la date d'émission du permis;
  2° de prévoir les procédures et sanctions visant tout contrevenant à ces dispositions.

- Règlement No. 1732 amendant le règlement de zonage municipal no. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage, de manière à créer le secteur de zone IB-10 à même le secteur IX-3 et une partie des secteurs de zone CC-13 et IA-11.

  Nature et objet: Ce règlement modifiant le règlement de zonage municipal no. 1400 a pour effet de modifier le plan de zonage quant aux secteurs de zone visés et de rendre applicables pour ces secteurs les dispositions réglementaires relatives à la classe de zone IB.

Période de questions

M. Ovelus Demers demande plus de précisions sur le règlement No. 1732 et la signification des sigles de zone.

M. Michel Binet donne les précisions demandées.

Comme l'ordre du jour est épuisé et que les personnes présentes n'ont plus de question, le maire lève l'assemblée.

Greffier adjoint

Maire

INITIALES DU MAIRE

134

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

11 novembre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 11 novembre 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Claude Boucher, directeur général, assiste à la réunion à titre de personne ressource. Me Jacques Dionne, greffier adjoint, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

906/11/85

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière tenue le 28 octobre 1985 et que tout est conforme; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu unanimement que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

907/11/85

Mme Francine Ruest-Jutras demande d'inscrire à l'ordre du jour l'item 36A. - "Administration municipale".

M. J.-Bruno Smith demande d'inscrire à l'ordre du jour l'item 7A. - "Départ de M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population".

M. Jean-Marie Boisvert, à la fin de la séance, demande d'inscrire à l'ordre du jour l'item 36B. - "Ajouts à la piscine St-Joseph".

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que modifié.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

908/11/85

1- VENTE DE PARTIE DU LOT 124-198 ET PARTIE DU LOT 124-199
P.A.A.T., PHASE III

Soumissionnaire	Prix
. M. CLAUDE CÔTÉ 475 Cockburn Drummondville	11,30 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, et unanimement résolu que la soumission conforme de M. Claude Côté soit acceptée.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

909/11/85

2- VENTE DU LOT 126-3-341 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaire	Prix
. M. ANDRÉ RAJOTTE 645 Bousquet, app. 206 Drummondville	12,92 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et unanimement résolu que la soumission conforme de M. André Rajotte soit acceptée.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

910/11/85

3- VENTE DE PARTIE DU LOT 124 - P.A.A.T. III

Soumissionnaire	Prix
. LES CONSTRUCTIONS GAÉTAN BROCHU (1984) INC. 164, rang Pariseau Victoriaville	11,30 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et unanimement résolu que la soumission conforme de Les Constructions Gaétan Brochu (1984) Inc. soit acceptée.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

Choix d'un soumissionnaire

911/11/85

- INSTALLATION D'UNE CLÔTURE AUTOUR DU RÉSERVOIR À L'USINE DE TRAITEMENT D'EAU

Soumissionnaires	Prix
. CLÔTURES CAMBREK INC. 7500 boul. Jean XXIII Trois-Rivières-Ouest	8 907,85 $
. LAMBERT & GRENIER INC. N.D. du Bon-Conseil	9 899,50 $

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu unanimement que la soumission conforme de la compagnie Clôtures Cambrek Inc. soit acceptée.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

912/11/85 - M. Jacques Dyotte, directeur de l'Établissement Drummond, demande au Conseil l'autorisation d'effectuer, à travers la Ville, la collecte annuelle de la Croix-Rouge les 15 et 16 novembre 1985.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement que l'autorisation de faire la collecte annuelle de la Croix-Rouge les 15 et 16 novembre 1985 soit accordée, et que la Ville souscrive à cette campagne de financement en donnant une somme de 150,00 $. La générosité de la population est sollicitée.

ADOPTÉ

- Les Entreprises Voyageur Limitée demandent au Conseil de se pencher sur la nouvelle réglementation applicable au transport par autobus au Québec et de considérer le risque que certains services soient, par ce fait, abandonnés. Une résolution d'appui pour modifier la réglementation est demandée.

Le Conseil prend bonne note de cette demande et la transmet au comité de transport en commun pour étude et recommandation.

- Mme Monique Boisvert demande au Conseil de modifier le règlement interdisant le stationnement de nuit entre les ler novembre et ler avril ou à défaut, de faire preuve de plus de tolérance dans l'application du règlement.

Un avis de motion sera donné au cours de la séance (item 28 de l'ordre du jour) pour modifier le règlement concerné.

913/11/85 - Le Regroupement Ethnique Drummond Inc. recevra le 30 novembre 1985 un groupe de 12 jeunes âgés de 13 à 19 ans, venant de pays sous-développés ou frappés par la guerre. Ces jeunes viendront échanger avec des jeunes d'ici. Une contribution de 300,00 $ est demandée pour l'organisation de l'événement.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu unanimement que la Ville accorde une somme de 200,00 $ pour l'organisation de l'événement du 30 novembre 1985 par le Regroupement Ethnique Drummond Inc. Un bon succès leur est souhaité.

ADOPTÉ

- Celanese Canada Inc. annonce au Conseil la formation avec la compagnie Textiles Doric Ltée, d'une nouvelle entreprise, Textiles Monterey Inc., chargée de la fabrication et de la mise en marché d'une large gamme de tissus de fibres synthétiques et mélangées. Cette nouvelle société entrera en action vers le 22 novembre 1985.

914/11/85 - L'Association des marchands des Galeries Drummond inc. sollicite la permission d'organiser le défilé annuel de l'arrivée du Père Noël le 23 novembre 1985.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement que l'Association des marchands des Galeries Drummond inc. soit autorisée à mettre en marche le défilé annuel de l'arrivée du Père Noël le 23 novembre 1985, suivant le trajet défini.

Le Service de la sécurité publique de la Ville est également autorisé à fournir le soutien nécessaire suivant la politique établie pour les manifestations populaires dans la Ville.

ADOPTÉ



- La compagnie Les Restaurants Jean-Louis Roy Inc. remercie le Conseil pour l'honneur qui lui a été fait dernièrement en octroyant un prix pour l'aménagement paysagé dans le cadre du concours "Villes et villages fleuris".

- L'Union des municipalités du Québec annonce le lancement officiel de la Commission d'étude sur les municipalités présidée par M. Jacques Parizeau, ex-ministre des finances. Par la même occasion, demande est faite à la Ville de manifester son désir d'intervenir et de faire des représentations devant ladite Commission avant le 15 novembre 1985.

  Une résolution sera adoptée au cours de la séance (item no. 14 de l'ordre du jour), afin de mandater Monsieur le maire Serge Ménard pour représenter la Ville auprès de la Commission.

915/11/85 - Le très honorable Joe Clark, Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, aimerait connaître les mesures volontaires prises contre l'apartheid par des individus, des entreprises privées ou des organisations, afin de déposer un répertoire au secrétaire général des Nations Unies.

  Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu unanimement que la Ville de Drummondville fasse part au très honorable Joe Clark qu'elle n'a pas pris encore de moyens concrets pour faire pression contre l'apartheid, sinon qu'elle favorise les rapprochements avec les peuples d'Afrique par le biais de jumelage et d'échanges internationaux. De plus, la Ville de Drummondville veut signifier son opposition et s'élever contre l'apartheid qui sévit en Afrique du Sud en s'inscrivant comme partie prenante du mouvement qui s'organise en vue de faire pression contre le gouvernement d'Afrique du Sud pour qu'il lève cette politique raciale qui prive la majorité noire de ses droits les plus élémentaires.

  ADOPTÉ

- La Fédération des sociétés d'horticulture et d'écologie du Québec félicite toutes les personnes de Drummondville qui ont travaillé à l'embellissement de la Ville dans le cadre du concours "Villes et villages fleuris". Tous les efforts déployés ont valu à la Ville d'être proclamée "Ville fleurie", de plus de 10 000 habitants, de la région 04 pour 1985.

- La Fédération des caisses populaires desjardins du centre du Québec témoigne son appréciation à la Ville de Drummondville pour avoir renouvelé avec la Caisse populaire St-Joseph un contrat de services financiers.

- Les Groupes populaires associés de drummond inc. reprochent au Conseil d'avoir lu une lettre d'un citoyen qui se plaignait de la Maison des Jeunes, rue Brock. En rendant cette lettre publique, le Conseil donnait l'impression de cautionner moralement son contenu.

  Le Conseil n'a jamais voulu causer préjudice à la Maison des Jeunes de Drummondville, mais voulait, par la lecture de ladite lettre, démontrer qu'il était à l'écoute de toute la population. La Ville connaît la valeur de cet organisme et l'appuie.

- M. J.-Bruno Smith, dans un souci de démocratie, soutient que toutes les lettres reçues par le Conseil devraient être lues intégralement.

Félicitations et remerciements à M. Michel Lesage, d.g.a.

M. J.-Bruno Smith félicite et remercie M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, pour toutes les années de services fournies à la Ville de Drummondville. Il insiste sur le grand dévouement et la grande compétence de M. Michel Lesage. Il vante également le grand professionnalisme qui a animé M. Lesage pendant toutes ces années et la merveilleuse représentation qu'il a accordée à la Ville de Drummondville.

Le Conseil est unanime.

916/11/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 26 octobre au 11 novembre 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 1 330 650,53 $.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

917/11/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu unanimement que le plan de déneigement pour l'hiver 1985/1986 déposé en après-midi par M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, soit accepté.

ADOPTÉ

918/11/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu unanimement que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 22 octobre 1985 soit accepté tel que rédigé.

ADOPTÉ

919/11/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que les prévisions budgétaires 1986 de la SIDAC Alain Limoges de Drummondville soient acceptées telles que déposées.

ADOPTÉ

M. Lindor Letendre fait rapport sur l'émission des permis de construction pour le mois d'octobre 1985 et établit des comparaisons avec l'année 1984. L'année 1985 dépassera de beaucoup les succès de toutes les années précédentes.

920/11/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu unanimement que la Ville de Drummondville paie sa cotisation à l'Union des municipalités du Québec pour l'année 1986 (5 124,00 $).

ADOPTÉ

921/11/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que M. le maire Serge Ménard soit désigné comme le représentant de la Ville de Drummondville auprès de la Commission d'étude sur les municipalités formée sous l'égide de l'Union des municipalités du Québec.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU GREFFIER

922/11/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu unanimement qu'un mandat supplémentaire soit accordé à M. François Grisé pour travailler à l'élaboration d'un slogan promotionnel pour la Ville de Drummondville. Ce nouveau mandat devra engager des honoraires professionnels non supérieurs à 2 140,00 $.

ADOPTÉ

923/11/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu unanimement que la firme comptable Verrier, Richard, Hébert, Béliveau, Paquin & Associés soit mandatée afin de fournir le soutien professionnel au trésorier adjoint de la Ville et aux directeurs de service, lors de l'élaboration des prévisions budgétaires 1986.

ADOPTÉ

924/11/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que mandat soit accordé à la firme légale Viau, Hébert, Denault pour assumer la défense de la Ville de Drummondville dans le dossier "Michel Équilbec -vs- Ville de Drummondville (C.S.D. 405-05-000208-850)".

ADOPTÉ

925/11/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que mandat soit confié à Me Marcel Bernier, notaire, pour réaliser les examens de titres des propriétés de M. Oscar Poulin, MM. Gérard et Clermont Veilleux et Ryder Properties Ltd. Ces immeubles se trouvent en façade de l'autoroute 20.

ADOPTÉ

926/11/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu unanimement que mandat soit confié à Me Pierre Jacob, notaire, pour réaliser les examens de titres des propriétés de Jalem Inc. et Succession Bessette. Ces immeubles se trouvent en façade de l'autoroute 20.

ADOPTÉ

927/11/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que mandat soit confié à Me Gilles Gagnon, avocat, pour assumer la défense de la Ville dans le dossier "Domaine Cherbourg -vs- Ville de Drummondville (C.S.D. no. 405-05-000209-858)", et que les services de la firme Viau, Hébert, Denault soient également réservés pour fournir le "conseil" nécessaire à Me Gilles Gagnon.

ADOPTÉ

928/11/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu unanimement que la firme d'ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés soit mandatée pour préparer les devis et les appels d'offres sur invitation nécessaires pour la réfection de la dalle de béton du plancher du 2e étage du garage municipal.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
140
INITIALES DU GREFFIER

929/11/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu unanimement que la Ville de Drummondville paie sa cotisation 1986 au Comité d'assainissement du bassin de la rivière St-François (1 850,00 $).

ADOPTÉ

930/11/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville achète 8 billets (45 $ le couvert) pour le 5e dîner bénéfice de la Fondation canadienne pour l'iléite et la colite, section de Drummond, qui se tiendra le 29 novembre 1985 à Drummondville.

ADOPTÉ

931/11/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que l'autorisation donnée pour la démolition des immeubles situés aux 111 rue Brock et 122 rue St-Georges soit entérinée par la présente.

ADOPTÉ

932/11/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu unanimement que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville des conventions avec les propriétaires des immeubles visés par le réaménagement de la rue Hériot relativement à l'installation de luminaires muraux sur la façade de leur bâtiment, dans le cadre du Programme ReviCentre.

ADOPTÉ

933/11/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que M. Denis Savoie soit nommé maire suppléant pour les 4 prochains mois en remplacement de M. J.-Bruno Smith qui vient de terminer son terme.

ADOPTÉ

Monsieur le maire remercie M. J.-Bruno Smith pour toute la collaboration accordée pendant ce mandat.

934/11/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu unanimement que la Ville de Drummondville accepte de payer un compte pour des travaux d'éclairage effectués dans le cadre de la Coupe Mémorial au Centre Marcel Dionne.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie fait un court rapport sur l'opération de plantation d'arbres effectuée à différents endroits sur le terre-plein du boulevard St-Joseph.

935/11/85

Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement de circulation no. 1050, article 56, et diminuant la période de stationnement interdit durant la nuit (1er décembre au 31 mars).

936/11/85

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1734) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RA/A-7 à même une partie des secteurs de zone RB-4 et PB-6.

Le périmètre des secteurs de zone RA/A-7, RB-4 et PB-6 affectés est décrit comme suit:
- la limite nord est délimitée par la rue Gilles Ally;
- la limite est passe par le Chemin du Golf en passant par l'arrière des lots de la rue des Cyprès, le boulevard St-Félix et la rue des Châtaigniers;
- la limite ouest est délimitée par l'arrière des lots du boulevard des Pins et le boulevard des Pins.

937/11/85

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement (No. 1735) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RA/A-22 à même le secteur de zone RA/B-25.

Le périmètre des secteurs de zone RA/A-22 et RA/B-25 affectés est décrit comme suit:
- à l'est par la rivière Noire;
- au sud par l'arrière des lots de la rue St-Georges;
- à l'ouest par l'arrière des lots de la rue Paillé;
- au nord par l'arrière des propriétés de la rue St-Pierre.

938/11/85

Lecture est donnée du règlement No. 1727 amendant le règlement de lotissement municipal No. 1401 dans le but d'en modifier l'article 3.2.2 relativement aux dimensions et superficies minimales de terrains desservant des usages publics, tels lignes ou postes d'énergie, d'électricité, de gaz, de télécommunications et de cablodistribution.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1727 a été adopté par la résolution no. 839/10/85 le 15 octobre 1985;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1727 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 15 octobre 1985;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1727 a été régulièrement donné le 28 octobre 1985 (rés. 893/10/85);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 11 novembre 1985 à 19h45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1727;

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu unanimement que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans la Ville de Drummondville et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 11 novembre 1985 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans la Ville de Drummondville, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1727 et ce de 9 heures à 19 heures les 4 et 5 décembre 1985.

142

939/11/85

Lecture est donnée du règlement No. 1728 amendant le règlement de construction municipal No. 1402 dans le but d'en modifier l'article 2.5.1 relativement au délai du permis de construction et aux sanctions prévues.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1728 a été adopté par la résolution no. 840/10/85 le 15 octobre 1985;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1728 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 15 octobre 1985;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1728 a été régulièrement donné le 28 octobre 1985 (rés. 894/10/85);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 11 novembre 1985 à 19h45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1728;

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu unanimement que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans la Ville de Drummondville et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 11 novembre 1985 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans la Ville de Drummondville, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1728 et ce de 9 heures à 19 heures les 4 et 5 décembre 1985.

940/11/85

Lecture est donnée du règlement No. 1732 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone IB-10 à même le secteur de zone IX-3 et une partie des secteurs de zone CC-13 et IA-11.

Le périmètre des secteurs de zone RX-1, CC-13, IA-11 et IX-3 affectés est décrit comme suit:
- au nord-est par la rue Cormier;
- au sud-est par la rue Janelle;
- au sud-ouest par le boulevard Lemire;
- au nord-ouest par la limite municipale.

Sont exclus de ce périmètre les lots 168, 172, 173 et 174.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1732 a été adopté par la résolution no. 841/10/85 le 15 octobre 1985;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1732 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 15 octobre 1985;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1732 a été régulièrement donné le 28 octobre 1985 (rés. 895/10/85);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 11 novembre 1985 à 19h45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1732;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 11 novembre 1985 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1732 et ce de 9 heures à 19 heures les 4 et 5 décembre 1985.

941/11/85

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement No. 1740 a été donné (réf: 892/10/85), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, le greffier adjoint fait un résumé du règlement No. 1740 amendant le règlement No. 1576 concernant le régime supplémentaire de rentes des employés de la Ville de Drummondville, tel que déjà amendé par le règlement No. 1577.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

942/11/85

Lecture est donnée du règlement No. 1741 amendant le règlement No. 1634 en précisant la notion de «conduite d'amenée».

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu unanimement que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

943/11/85

Lecture est donnée du règlement No. 1742 amendant le règlement No. 819 et déplaçant la tenue des séances régulières du Conseil de la Ville.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Administration municipale

Mme Francine Ruest-Jutras souligne le départ de 2 cadres éminents de l'organisation municipale de Drummondville et relie ce fait au climat de travail qui prévaut à la Ville de Drummondville, malgré les propos rassurants tenus par le maire lors d'une récente conférence de presse.

M. le maire soutient que ces départs n'ont aucun lien entre eux et qu'il est normal que des personnes compétentes cherchent de nouveaux défis. Ces postes seront remplacés et la Ville va continuer de fonctionner.

MM. Robert Lafrenière, Edward St-Pierre, Jean-Paul Généreux et Denis Savoie soutiennent qu'il n'y a aucun malaise au sein de l'organisation municipale et soulignent la compétence et l'intégrité des 2 personnes qui quittent la Ville après des années de loyaux services.

M. J.-Bruno Smith, pour sa part, déclare que la nouvelle philosophie de gestion du Conseil est l'une des raisons qui ont provoqué le départ de MM. Roger Turcotte et Michel Lesage et que d'autres sont à prévoir. Il n'endosse plus le mandat confié à M. Pierre Cordeau pour l'étude des structures organisationnelles de la Ville. Ce mandat aurait pu être confié à des consultants de Drummondville.

944/11/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que la Ville accepte de payer les ajouts nécessaires au projet de la piscine du parc St-Joseph, au montant de 8 196,27 $, tels que présentés dans un document annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante. Il s'agit entre autres choses d'une rampe pour faciliter l'accès à des personnes handicapées.

ADOPTÉ

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Ovelus Demers, 51 - 117e Avenue.

  - (Item 20) Mandat à la firme Hamel, Beaulieu et Associés pour la réfection du plancher du 2e étage du garage municipal.
  - (Item 36) Changement de la tenue des séances régulières du Conseil.
  - Départ de MM. Turcotte et Lesage.
  - Position de M. J.-Bruno Smith lorsqu'un mandat a été confié à M. Pierre Cordeau.
  - Dépôt des plans d'aménagement du terrain Téléglobe.
  - Définition des codes déterminant les zones dans le règlement de zonage.
  - Poursuites prises par M. Michel Équilbec contre la Ville de Drummondville.

- Intervenant: M. Hervé Bourbeau, 83 St-Damase.

  - Interrogations sur les 2 dernières démissions.

- Intervenant: M. Claude Toutant, 809 - 110e Avenue.

  - (Item 19) 2 mandats légaux pour assumer la défense de la Ville dans la poursuite du Domaine Cherbourg.
  - Interrogation sur l'existence de conflits d'intérêts pour la firme légale Viau, Hébert, Denault.
  - Démissions de cadres.
  - Refus de remettre la lettre confidentielle de Me Germain Jutras.
  - Conflit d'intérêts de Me Gilles Gagnon -vs- dossier Domaine Cherbourg.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

  - (Item 28) Avis de motion d'un règlement interdisant le stationnement de nuit dans les rues de la Ville entre le 1er novembre et le 1er avril.
  - (Item 19) Mandats accordés à Me Gilles Gagnon et le bureau Viau, Hébert, Denault.
  - (Item 23) Résolution pour entériner l'autorisation de démolir des immeubles sis aux 111 Brock et 122 St-Georges.
  - Service de l'habitation et application du règlement de zonage.

- Mandats ou contrats accordés aux personnes résidant à Drummondville.
- Compte no. 17168 - André Gallant Inc. - dédouanement de cadeaux de la Belgique.
- Rénovations au Centre Culturel.
- Contrat de sonorisation au Centre Culturel.
- Compte détaillé du 2 500 $ (avance sur frais).
- Honoraires professionnels à payer dans le cadre des travaux ReviCentre.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 25 novembre 1985, à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint.

Serge Marcil
Maire.

INITIALES DU MAIRE

146

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

25 novembre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 25 novembre 1985 à 19h45, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Michel Binet, directeur du Service de l'habitation et chef-inspecteur en bâtiment, assiste à la réunion à titre de personne ressource. M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

945/11/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Monsieur le maire explique la procédure et les objectifs recherchés par l'assemblée publique de consultation, puis donne la nature et l'objet des règlements nos 1734 et 1735.

- Règlement No. 1734 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage, de manière à agrandir le secteur de zone RA/A-7 à même une partie des secteurs de zone PB-6 et RB-4 afin d'autoriser dans le secteur modifié, les usages permis dans la classe de zone RA/A.

  Le périmètre des secteurs de zone RA/A-7, RB-4 et PB-6 affectés est décrit comme suit:
  - la limite nord est délimitée par la rue Gilles Ally;
  - la limite est passe par le Chemin du Golf en passant par l'arrière des lots de la rue des Cyprès, le boulevard St-Félix et la rue des Châtaigniers;
  - la limite ouest est délimitée par l'arrière des lots du boulevard des Pins et le boulevard des Pins.

  Nature et objet: Ce règlement modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 a pour effet d'autoriser l'implantation d'habitations unifamiliales isolées, pour les terrains du cimetière St-Félix situés au sud du boulevard St-Félix.

- Règlement No. 1735 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage, de manière à agrandir le secteur de zone RA/A-22 à même le secteur de zone RA/B-25, afin d'autoriser dans le secteur modifié, les usages permis dans la classe de zone RA/A.

  Le périmètre des secteurs de zone RA/A-22 et RA/B-25 affectés est décrit comme suit:
  - à l'est par la rivière Noire;
  - au sud par l'arrière des lots de la rue St-Georges;
  - à l'ouest par l'arrière des lots de la rue Paillé;
  - au nord par l'arrière des propriétés de la rue St-Pierre.

  Nature et objet: Ce règlement modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 a pour effet de n'autoriser que l'implantation d'habitations unifamiliales isolées et ce, pour les terrains contigus à la rue St-Georges, entre le boulevard Lemire et la rivière Noire.

Période de questions

Considérant qu'aucun contribuable ne pose de questions et que l'ordre du jour est épuisé, le maire déclare l'assemblée levée.

Laurent Bruno
Greffier.

Serge Morand
Maire.

INITIALES DU MAIRE

148

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

25 novembre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 25 novembre 1985 à 20h00, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Claude Boucher, directeur général, assiste à la réunion à titre de personne ressource. M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

Pour se conformer aux prescriptions de l'article 474.1 de la Loi sur les Cités et Villes, Son Honneur le Maire donne lecture du texte suivant, intitulé:

" DISCOURS SUR LES ÉTATS FINANCIERS 84, LE BUDGET ET LE PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 85 ET LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ET LE PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATION 1986.

Chères concitoyennes,
Chers concitoyens,

J'aimerais d'abord vous rappeler l'excellente performance budgétaire de Drummondville en 1984. Vous vous souviendrez tous que notre gouvernement municipal avait terminé son année financière avec un surplus de revenus sur les dépenses de l'ordre de 840 640 $, ce qui portait le surplus global accumulé à 1 125 000 $.

À même ce surplus, le Conseil avait réservé la somme de 284 250 $ pour son programme d'aide à la construction neuve. On se souviendra également que suite à une modification de la Loi sur le fonds industriel, les autorités locales avaient dû effacer au comptant et à même le surplus la somme de 329 457 $, évitant par le fait même de grever davantage le service de la dette.

D'autres montants totalisant la somme de 285 000 $ avaient également été réservés, à même le surplus libre, pour permettre d'augmenter le fonds de roulement de la Ville et pour pouvoir payer au comptant, certaines dépenses que le Conseil savait devoir engager un jour ou l'autre, en particulier, au niveau des réclamations d'évaluation pour certaines industries.

LE BUDGET 1985

La Ville de Drummondville a débuté son année 1985 avec un surplus réel disponible de 511 413 $. Quant au budget d'opération en cours, nous avons tout lieu de croire qu'un excédent des revenus sur les dépenses supérieur à 850 000 $ couronnera nos efforts, une fois que la Ville aura réglé tous ses comptes, y compris les montants relatifs à l'ajustement de la convention collective de nos policiers pompiers, présentement en cours de négociation. Il faut également mentionner l'influence de la température sur nos budgets de déneigement, ce facteur pouvant faire fluctuer à la hausse ou à la baisse, cet excédent prévu des revenus sur les dépenses au 31 décembre 1985.

149

A ce stade-ci, je me dois de rappeler que les autorités locales ont fait le maximum pour éviter d'augmenter indûment le service de la dette en 1985. En cours d'année et à même ses surplus libres, la Ville s'est portée acquéreur du site Téléglobe pour la somme de 328 079 $. De plus, nous avons entrepris des démarches pour acquérir des terrains à vocation industrielle, le long de l'autoroute Transcanadienne, opération qui, une fois complétée, coûtera au bas mot la somme de 325 000 $. En 1985, 65 000 $ auront été affectés à la 1ère étape de l'opération. Des sommes additionnelles de plus de 250 000 $ seront également appropriées, à même les surplus, afin de créer une réserve, permettant de payer certaines immobilisations à même les revenus et de faire face à certains jugements attendus dans des causes de révision d'évaluation foncière.

LE PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 1985

On aura déjà constaté que les sommes énumérées précédemment approchent le million de dollars, ce qui libérera d'autant le service de la dette. Cette façon de faire permettra au Conseil municipal de poursuivre la réalisation des programmes d'investissements à long terme indispensables pour le milieu drummondvillois.

En 1985, des capitaux de 2 008 000 $ seront remboursés. D'autre part, des projets spéciaux, tels l'agrandissement de l'usine de traitement d'eau, l'amélioration de la qualité de l'eau, le programme d'assainissement et le programme ReviCentre nécessiteront un financement de l'ordre de 2 719 000 $.

Par ailleurs, la conservation et l'amélioration des équipements municipaux a nécessité en 1985, un investissement d'environ 2 770 000 $. Les principaux projets réalisés ou en cours de réalisation sont les suivants:

- Le réaménagement du Centre Culturel, au coût global de 1 250 000 $, montant dont le ministère des Affaires culturelles assumera sa large part à raison de 93 300 $ par année pendant 10 ans;
- La pose de pavage, la construction de bordures et de trottoirs dans les développements résidentiels récents ont nécessité la somme de 829 200 $.
- L'aménagement de certains sites sportifs dont le terrain de soccer La Poudrière, a nécessité la somme de 140 000 $.
- L'ensemble des activités relatives à la conservation des équipements municipaux a nécessité une enveloppe approximative de 566 000 $.

D'autres priorités d'investissement étaient souhaitées par plusieurs en 1985. Toutefois, les autorités ont choisi d'annuler ou de différer certaines réalisations, le Conseil municipal réalisant que l'ampleur des projets spéciaux en cours l'obligeait à ralentir son programme d'investissement à long terme, en matière de conservation et d'amélioration des équipements municipaux existants. On peut déjà pressentir qu'il en sera de même en 1986.

LE PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 1986

L'année 1986 verra la réalisation de la deuxième phase de certains dossiers spéciaux dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et possiblement dans le Centre-Ville. Un projet relatif à la récupération des berges de nos rivières est également à l'étude. L'ensemble de ces projets totalisent à eux seuls plus de 3 millions de $.

Le chapitre de la conservation des équipements, celui du développement résidentiel, le secteur de la qualité de la vie nécessiteront pour leur part des investissements approximatifs de 2,2 millions de $, ce qui représentera, cette année encore, un ralentissement important par rapport aux habitudes du passé. Il en sera de même tant et aussi longtemps que la réalisation des dossiers spéciaux ne sera pas complétée.

INITIALES DU MAIRE
150
INITIALES DU GREFFIER

Des capitaux de 2 153 442 $ seront remboursés en 1986 sur notre dette à long terme, ce qui portera cette dernière à environ 39,5 millions de $ au 31 décembre prochain. Il ne faudrait pas oublier toutefois que sur cette somme 2 millions de $ seront remboursés par Québec pour certaines immobilisations passées à la Bibliothèque municipale et lors des travaux du Collecteur Mercure. La dette nette se situera donc à 37,5 millions de $ environ, à la fin de l'année 1986.

LE BUDGET 1986

L'étude du budget n'étant pas encore complétée, son adoption devant se faire publiquement le 23 décembre prochain, nous devrons ce soir nous limiter à fournir les chiffres aproximatifs qui devraient quand même être relativement près de la réalité.

Avant toute augmentation de taxe, la Ville de Drummondville anticipe des revenus approximatifs de 22 millions de $ qui proviennent principalement des rubriques suivantes:

- Taxes locales	16,1 millions de $
- En-lieux de taxes	3,7 millions de $
- Services rendus mun.	100 000 $
- Services récréatifs comm.	700 000 $
- Autres services rendus	400 000 $
- Autres revenus locaux	700 000 $
- Revenus de transfert	300 000 $

Quant aux dépenses envisagées, un premier examen nous laisse entrevoir des besoins totalisant 22,9 millions de $, se répartissant comme suit:

- Service de la dette:	6,6 millions de $, ou 29% du budget global estimé
- Administration générale:	2,3 millions de $, ou 10% du budget global estimé
- Services à la population: (C.A.D. - S.R.C. - S.S.P. - S.T.P. - G.T.C. - S.D.E.D.)	13,3 millions de $, ou 58% du budget global estimé
- Autres dépenses:	0,8 million de $, ou 3% du budget global estimé

Cette enveloppe estimée de 22,9 millions requise en 1986 afin d'opérer les services municipaux inclut un bloc important de dépenses nouvelles dont certaines, comme les assurances générales, subissent des hausses atteignant les 300%, peut-être davantage. A elle seule, la rubrique "Assurances" obligera les autorités locales à y investir 1/4 de million de $ additionnels en 1986 et peut-être davantage.

Un autre dossier pour lequel les autorités locales ont prévu des sommes additionnelles est celui du transport en commun. Un montant appréciable a été réservé à cette fin et sera dépensé en 1986 dans la mesure où il sera possible de conclure de solides ententes avec le transporteur local, le ministère des Transports du Québec et certaines municipalités périphériques. Le Conseil municipal a la ferme intention de prendre charge de ce dossier d'ailleurs déjà à l'étude à l'interne.

Nous avons de plus l'intention de poursuivre la réalisation de certains dossiers relatifs à l'amélioration de la qualité de vie dans notre municipalité, comme par exemple, l'amélioration de notre réseau d'équipements de quartier et la plantation d'arbres et de fleurs.

De plus, quelques amendements aux lois qui nous gouvernent obligeront les autorités municipales à prévoir au budget d'opération 1986, des montants additionnnels relativement importants. À titre d'exemple, mentionnons l'obligation de la Ville à déposer, le 23 mars prochain, un plan directeur de prévention en santé, sécurité au travail, opération qui entraînera des déboursés de plusieurs millions de $.

Finalement, mentionnons le fait que Statistiques Canada nous rappelait la semaine dernière que l'augmentation de l'indice des prix à la consommation atteignait 4,2% depuis les douze derniers mois. Cela ne veut toutefois pas dire qu'il y aura une augmentation de taxes automatique pour dire que la Ville va suivre l'inflation. Même si nos analyses préliminaires laissent prévoir un léger écart négatif entre les revenus estimés et les dépenses projetées pour l'année 1986, les élus municipaux examinent actuellement de très près le budget et sont très conscients de la capacité de payer des contribuables. Nous pouvons toutefois vous affirmer aujourd'hui notre volonté de ne pas excéder l'augmentation du coût de la vie advenant le pire des scénarios.

Bref, nos premières analyses laissent entrevoir une marge déficitaire de 900 000 $, entre les revenus estimés et les dépenses projetées pour l'année 1986. Est-il nécessaire d'ajouter que les autorités municipales poursuivent leur analyse afin de minimiser au maximum les conséquences d'une telle constatation sur le compte de taxes des contribuables.

S'il devait y avoir une augmentation à ce chapitre, on pourrait déjà affirmer qu'elle se situerait autour ou en deça de l'augmentation du coût de la vie, dont nous avons déjà parlé il y a quelques instants.

Bref, en considérant les nouveaux champs d'intervention dans lesquels la municipalité se doit d'agir en considérant l'évolution de l'I.P.C. en tenant compte des attentes prioritaires des contribuables, votre Conseil municipal est fier des résultats obtenus jusqu'à maintenant. Nous avons l'intention dans la mesure du possible, de poursuivre le ralentissement des dépenses déjà entrepris en début de mandat pour ainsi minimiser les augmentations de taxes toujours possibles vu l'évolution des coûts incompressibles que nous subissons tous, même dans nos propres foyers ou nos propres entreprises.

Voilà donc, en quelques mots, les commentaires que notre gouvernement municipal peut vous livrer aujourd'hui sur le budget 1986. On aura compris que beaucoup de travail reste à compléter avant de procéder à son adoption vers la fin de décembre 1985. Tout au long de l'exercice, l'intérêt des contribuables drummondvillois sera pris en considération.

Les autorités locales comptent toujours sur la collaboration des citoyennes et des citoyens pour que tous ensemble, nous puissions faire de notre Ville, et à un coût raisonnable, un milieu de vie propice à l'épanouissement de chacune et de chacun de ceux qui l'habitent.

Le maire de Drummondville,

(Signé) Serge Ménard "

Période de questions

M. Hervé Savoie, président du R.C.D., déclare que le texte lu par Son Honneur le Maire pourrait signifier qu'il y aura augmentation du taux de la taxe en 1986. Il déclare que le R.C.D. s'oppose à toute augmentation et que le Conseil devrait effectuer certaines coupures au chapitre des dépenses de façon à réduire le service de la dette qui ne cesse d'augmenter.

Son Honneur le Maire explique que le budget 1986 n'est pas finalisé. Tous les membres du Conseil et les officiers municipaux travailleront ferme durant les prochains jours pour tenter d'équilibrer les revenus et les dépenses pour l'année 1986.

Il faut cependant être réaliste. La Ville doit assumer des dépenses incompressibles et affronter des augmentations pour respecter les conventions collectives de ses employés. La Ville doit subir l'augmentation des primes d'assurances qui pourra atteindre 400% en 1986. Le Conseil entend également contribuer à la mise sur pied d'un transport en commun qui constitue une priorité.

INITIALES DU MAIRE
152
INITIALES DU GREFFIER

Il est vrai que le service de la dette est très lourd mais la population revendique sans cesse de nouveaux services et les administrateurs municipaux se doivent d'être à l'écoute des citoyens. Il n'y a pas lieu de paniquer avant que le budget 1986 soit rendu public.

946/11/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et unanimement résolu que le "Discours sur les états financiers 1984, le budget et le plan triennal d'immobilisations 1985 et les prévisions budgétaires et le plan triennal d'immobilisations 1986" soit adopté tel que présenté par Son Honneur le Maire et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

Il est également résolu que le texte de ce discours soit intégralement publié dans la prochaine édition du journal La Parole.

ADOPTÉ

L'ordre du jour de cette séance SPÉCIALE étant épuisé, Son Honneur le Maire déclare que l'assemblée est levée.

.....
Greffier.

.....
Maire.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

25 novembre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 25 novembre 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Claude Boucher, directeur général, assiste à la réunion à titre de personne ressource. M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

947/11/85

Lecture intégrale est donnée du procès-verbal de la séance spéciale tenue le 11 novembre 1985 à 19h45.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

948/11/85

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière tenue le 11 novembre 1985 et que le tout est conforme; il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu unanimement que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

949/11/85

Mme Francine Ruest-Jutras demande d'inscrire à l'ordre du jour l'item 38A. "Colloque de l'ÉNAP".

M. J.-Bruno Smith demande d'inscrire à l'ordre du jour l'item 38B. "Mandat à des professionnels locaux".

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que modifié.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- La direction du Club santé coeur action inc. remercie le Conseil pour le versement d'une subvention de 600,00 $ qui a permis le fonctionnement du Club durant l'année 1985-1986.

- M. Lucien Bédard, directeur gérant de l'Association forestière des cantons de l'est inc., remercie très chaleureusement le Conseil pour sa généreuse contribution au succès du congrès tenu à Drummondville le 3 octobre 1985.

- Les Jumelages socio-culturels de Drummondville inc. sollicitent une subvention qui permettrait de réaliser un plan d'activités pour l'année 1986 dans le cadre du développement de jumelages et d'échanges avec des villes de l'importance de Drummondville, mais situées dans d'autres pays.

Son Honneur le Maire indique que cette demande sera étudiée par le Conseil lors de l'établissement des montants qui seront consacrés à la rubrique des subventions.

- M. André Camirand, architecte, et les membres de son bureau, félicitent le Conseil pour avoir procédé à la plantation de multiples chênes sur le terre-plein du boulevard St-Joseph.

  M. Denis Savoie déclare que la Ville entend poursuivre son programme de plantation d'arbres en 1986.

- M. Marcel Côté, m.d., membre du comité provincial de santé dentaire de ADDSC, félicite le Conseil pour avoir délégué M. François Chabot à un séminaire d'information sur la fluoration des eaux de consommation tenu à Trois-Rivières le 31 octobre 1985. Il souhaite également qu'à l'instar de quelques municipalités du Québec, Drummondville s'intéresse à la fluoration de l'eau potable.

- Au nom d'Interculture Canada, section de Drummondville, Mme Jeanne-Mance Paul remercie Son Honneur le Maire pour l'accueil chaleureux qu'il a accordé à des jeunes de Californie, d'Italie et de Hong-Kong lors d'une réception civique tenue à l'hôtel de ville le 29 octobre 1985.

- M. Claude Boisvert sollicite une aide financière qui faciliterait l'organisation d'activités pour les étudiants A.F.S. d'Interculture Canada.

  Son Honneur le Maire déclare que cette demande sera considérée lors de l'établissement de la liste de subventions que la Ville inclura à son budget de 1986.

- M. Gilles Chagnon demande la révision de l'article 56 du règlement de circulation No. 1050 qui décrète l'interdiction de stationner tout véhicule dans les rues et parcs publics de stationnement depuis minuit jusqu'à 7 heures A.M., entre le 1er novembre et le 1er avril de chaque année.

  Son Honneur le Maire déclare que le règlement No. 1050 sera amendé et que la période d'interdiction de stationner dans les rues et parcs de stationnement sera raccourcie en 1986. La Ville de Drummondville ne peut accepter la suggestion faite par M. Gilles Chagnon d'interdire le stationnement de nuit que d'un seul côté à la fois sur les rues commerciales et ce, pour des raisons d'efficacité et d'économie lors du déblaiement de la neige.

950/11/85 - La direction des services aux étudiants de la Polyvalente Marie-Rivier offre à la Ville, au coût de 125,00 $, une demi-page d'annonce dans l'album souvenir des finissants(es) de cette institution.

Considérant les excellentes relations qui existent entre l'administration municipale et la direction de la Polyvalente Marie-Rivier;

Considérant que cette institution collabore avec la Ville à maintes occasions et spécialement lors de la tenue annuelle du Festival mondial de folklore de Drummondville;

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que la Ville de Drummondville souscrive 125,00 $ pour la publication d'une annonce dans l'album souvenir des finissants(es) de cette institution.

ADOPTÉ

951/11/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville pour la période s'étendant du 9 novembre au 1er décembre 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 1 182 804,77 $.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu unanimement que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

952/11/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que les services professionnels de Me Raymond Clair, avocat, soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville dans la cause "Ville de Drummondville -vs- Roger Godbout (C.S.D. no. 405-36-000010-855 et C.M.D. no. CV85-0501)".

ADOPTÉ

953/11/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les services professionnels des ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés soient retenus pour la préparation des plans et devis et des appels d'offres nécessaires au prolongement des services sur la rue Taillon (P.A.A.T., Ph. III). La présente autorise également la firme précitée à présenter ces plans et devis au ministère de l'Environnement pour en obtenir l'approbation.

ADOPTÉ

954/11/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu de mandater Les Laboratoires Shermont Inc. pour faire sur demande des analyses qualitatives de sel de voirie lors des livraisons. Les honoraires relatifs à ce mandat ne devront pas excéder 905,00 $.

ADOPTÉ

955/11/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que les services professionnels de Me Roger Blais, avocat, soient retenus pour produire une requête en déclaration judiciaire du droit de propriété concernant les lots P.6-6 et P.6-6A, quartier Est, de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

956/11/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu unanimement que la résolution no. 516/6/85 soit amendée pour changer la superficie d'un terrain (partie des lots 6-6 et 6-6A, quartier Est, de la Ville de Drummondville) en remplaçant 3 425 pieds carrés par 9 425 pieds carrés.

ADOPTÉ

957/11/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que les élus et employés de la Ville de Drummondville soient autorisés à adhérer à un régime de rémunération différée.

ADOPTÉ

958/11/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu unanimement de conclure des protocoles d'entente avec des organismes de quartier pour l'animation, le déneigement et l'entretien de patinoires.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville les protocoles d'entente précités.

ADOPTÉ

959/11/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville des protocoles d'entente avec la Société québécoise d'assainissement des eaux (S.Q.A.E.) pour l'exécution de travaux municipaux dans les projets "Intercepteur Rivière Noire" et "Réhabilitation St-Simon".

ADOPTÉ

960/11/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu unanimement que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un procès-verbal de bornage préparé par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 8 novembre 1985 (répertoire no. 4136, minute no. 2900) entre la Ville de Drummondville et M. Jacques Laferté.

ADOPTÉ

961/11/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec M. Antoine Setlakwe pour l'utilisation du lot 124-293 du Canton de Grantham aux conditions fixées par la Ville de Drummondville. Ladite convention sera rédigée par un notaire et les frais inhérents seront à la charge de M. Antoine Setlakwe.

ADOPTÉ

962/11/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement qu'une politique de subvention soit adoptée pour l'entretien des stationnements des organismes privés et que pour les années 1985-1986 et 1986-1987 des subventions soient versées aux organismes ci-après indiqués:

Organismes	Subvention 85-86	Subvention 86-87
Fabrique St-Joseph	6 837,08 $	1,25 $/m.c.
Fabrique St-Jean-Baptiste	2 758,26 $	0,85 $/m.c.
Fabrique St-Simon	3 868,00 $	0,85 $/m.c.
Fabrique Christ-Roi	2 000,00 $	0,85 $/m.c.
Fabrique Pie X	4 868,75 $	0,85 $/m.c.
Eglise St-Georges	1 000,00 $	0,85 $/m.c.
Carrefour Socio-Culturel	4 900,10 $	0,85 $/m.c.

Canadian Tire	1 150,00 $	0,85 $/m.c.
Centre St-Jean-Baptiste	2 016,03 $	0,85 $/m.c.
Benoit & Frères	845,46 $	1,25 $/m.c.
Fabrique Ste-Thérèse	200,00 $	1,25 $/m.c.
Fabrique St-Pierre & Paul	5 042,62 $	0,85 $/m.c.
Fabrique St-Philippe	2 000,00 $	0,85 $/m.c.

Il est à noter que le stationnement de la Légion Canadienne sera entretenu par le Service des travaux publics compte tenu qu'il est intégré à un stationnement municipal.

ADOPTÉ

963/11/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville possède un équipement Hurst (mâchoires de vie) pour desservir son territoire;

ATTENDU QUE des municipalités, la Sûreté du Québec et d'autres services policiers, des commerces extérieurs, des industries extérieures ou personnes non résidantes peuvent requérir cet équipement lors de sinistres ou d'accidents;

AMENDÉE PAR RÉS. 1076/12/85

ATTENDU QUE cet équipement dispendieux doit être utilisé par des personnes compétentes;

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu unanimement que le coût de l'utilisation de cet équipement à l'extérieur de la Ville de Drummondville soit établi comme suit:

ABROGÉE PAR RÉS. 60/2/90

- 300,00 $ par sortie du camion et de l'équipement de sauvetage;
- Le salaire du personnel affecté à l'opération (une heure minimum).

Ce coût sera facturé aux destinataires suivants:

- La personne pour qui l'équipement est demandé en dehors des limites du territoire de la Ville de Drummondville, sauf dans les cas d'accidents routiers;
- La municipalité requérante;
- Une compagnie, un commerce, un organisme opérant à l'extérieur des limites du territoire de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

964/11/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu unanimement que la Ville de Drummondville adopte un plan d'embauche pour personnes handicapées et qu'il soit soumis à l'OPHQ pour approbation. Le dit plan d'embauche portant le numéro de dossier 5965 est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme si ici au long récité.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents relatifs à l'adoption du plan ci-haut proposé.

ADOPTÉ

965/11/85

Attendu que la Régie intermunicipale (déchets) de la région de Drummond a demandé à la Ville d'acquitter avant le 1er février 1986 la somme de 7 320 $ due en vertu de la levée de fonds de 0,40 $ par tête de population et réclamée aux corporations municipales membres de la Régie pour son bon fonctionnement.

INITIALES DU MAIRE
158
INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville acquitte avant février 1986 la somme de 7 320 $, telle que réclamée par la Régie intermunicipale (déchets) de la région de Drummond pour le bon fonctionnement de l'organisme et que la résolution no. 857/10/85 soit abrogée à toutes fins que de droit.

ADOPTÉ

966/11/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville veut, par son règlement no. 1739, décréter des travaux (incluant les honoraires professionnels) pour un montant de 60 000,00 $;

ATTENDU QU'elle devra pour payer cesdits travaux faire un emprunt de 23 500,00 $ et prévoir des frais de financement de 2 500,00 $;

ATTENDU QU'en plus une somme de 36 500,00 $ sera payée à la Ville par le promoteur domiciliaire et que ce montant devra être affecté au paiement des travaux à être effectués dans le cadre du règlement No. 1739;

ATTENDU QUE la Ville n'avait pas précisé qu'elle affecterait cette somme de 36 500,00 $ au paiement desdits travaux;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et unanimement résolu que l'article 3 du règlement No. 1739 de la Ville de Drummondville soit modifié en ajoutant un 2e paragraphe qui se lit comme suit:

" Cette dite somme de 36 500,00 $ sera affectée exclusivement au paiement des travaux effectués dans le cadre du présent règlement. La lettre d'engagement du promoteur domiciliaire est annexée au présent règlement pour en faire partie intégrante. "

ADOPTÉ

967/11/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville veut faciliter l'implantation d'un réseau de distribution de gaz naturel à l'intérieur de la municipalité;

ATTENDU QUE la distribution du gaz naturel dans la municipalité aura un impact économique favorable pour l'ensemble des citoyens de Drummondville;

ATTENDU QUE pour ce faire, la Ville de Drummondville veut consentir à la compagnie Gaz Métropolitain Inc. l'option d'acquérir une servitude réelle et perpétuelle sur partie du lot 160A-93 du Canton de Grantham dont elle est propriétaire;

ATTENDU QUE l'emprise de ladite servitude est établie et consignée dans une description technique et un plan produits par l'arpenteur-géomètre Yves Noël, portant le numéro de répertoire 4439 et le numéro de minute 4579, et annexés à la présente résolution comme étant reproduits ici intégralement;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller,
appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller,
et unanimement résolu que:

1° La Ville de Drummondville consente à la compagnie Gaz Métropolitain Inc. une servitude réelle et perpétuelle conformément au projet d'acte de consentement annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante;

2° Ladite servitude soit accordée pour une valeur nominale (1,00 $);

3° Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville l'acte de servitude ci-avant consigné et à concourir à l'exécution de tout autre acte qui pourrait s'avérer nécessaire aux fins dudit acte de servitude et droits de passage et de son enregistrement libre de toute charge, le tout aux frais de la compagnie Gaz Métropolitain Inc.

La présente résolution permet la signature de l'acte de servitude et droits de passage malgré une légère variation dans les superficies de l'emprise de la servitude, en autant que l'article 1° de la présente résolution soit respecté.

ADOPTÉ

968/11/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville veut faciliter l'implantation d'un réseau de distribution de gaz naturel à l'intérieur de la municipalité;

ATTENDU QUE la distribution du gaz naturel dans la municipalité aura un impact économique favorable pour l'ensemble des citoyens de Drummondville;

ATTENDU QUE pour ce faire, la Ville de Drummondville veut consentir à Gaz Métropolitain Inc. un droit d'occupation sur une partie du lot 162B-332 (accotement - rue Cormier) du cadastre officiel du Canton de Grantham;

ATTENDU QUE l'emprise des servitudes a été déterminée par un plan annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante et sera précisée dans un acte notarié à intervenir entre la Ville de Drummondville et Gaz Métropolitain Inc.;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller,
appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller,
et unanimement résolu que:

1° La Ville de Drummondville consente à la compagnie Gaz Métropolitain Inc. des servitudes de droits de passage et d'utilisation permanente d'une partie du lot 162B-332 du cadastre officiel du Canton de Grantham d'une superficie approximative de 36,6 mètres carrés (accotement de la rue Cormier), conformément au projet d'acte de consentement annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante;

2° Les servitudes ci-haut citées soient consenties pour une somme nominale (1,00 $);

3° Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville l'acte de servitudes et droits de passage ci-avant désigné et à concourir à l'exécution de tout autre acte qui pourrait s'avérer nécessaire aux fins dudit acte de servitudes et droits de passage, de son consentement et de son enregistrement libre de toutes charges, sauf celles indiquées dans l'acte notarié, le tout aux frais de la compagnie Gaz Métropolitain Inc.

La présente résolution permet la signature de l'acte de servitudes et droits de passage malgré une légère variation dans les superficies de l'emprise des servitudes, en autant que l'article 1° de la présente résolution soit en tout point respecté.

ADOPTÉ

969/11/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville veut faciliter l'implantation d'un réseau de distribution de gaz naturel à l'intérieur de la municipalité;

INITIALES DU MAIRE

160

INITIALES DU GREFFIER

ATTENDU QUE la distribution du gaz naturel dans la municipalité aura un impact économique favorable pour l'ensemble des citoyens de Drummondville;

ATTTENDU QUE pour ce faire, la Ville de Drummondville veut consentir à la compagnie Gaz Métropolitain Inc. la vente d'une lisière de terrain située entre la bordure de béton du boulevard Lemire et le lot 143-119 du Canton de Grantham dont elle est propriétaire;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu unanimement que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Gaz Métropolitain Inc. un certain terrain de forme trapézoïdale faisant partie du lot 143 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, décrit et borné comme suit:

Commençant au coin ouest du lot 143-119 ce point étant appelé point de départ; de là, vers le sud-est suivant un gisement de cent vingt-sept degrés, trente-six minutes et vingt-sept secondes (127°36'27") une distance de quatre mètres et cinquante-sept centièmes (4,57 m); de là, vers le sud-ouest suivant un gisement de deux cent dix-sept degrés, vingt-deux minutes et trente-six secondes (217°22'36") une distance de treize mètres et vingt-cinq centièmes (13,25 m); de là, vers le nord-ouest suivant un gisement de trois cent sept degrés, trente-six minutes et vingt-sept secondes (307°36'27") une distance de quatre mètres et cinquante-sept centièmes (4,57 m); de là, vers le nord-est suivant un gisement de trente-sept degrés, vingt-deux minutes et trente-six secondes (37°22'36") une distance de treize mètres et vingt-cinq centièmes (13,25 m) pour revenir au point de départ.

Ce morceau de terrain est borné au nord-est par le lot 143-119, au sud-est, au sud-ouest et au nord-ouest par d'autres parties du lot 143 élargissement du boulevard Lemire.

Ce morceau de terrain contient une superficie de soixante mètres carrés et cinq dixièmes (60,5 m.c.).

Les dimensions et les superficies ci-haut indiquées sont dans le système international (SI).

Le tout tel que décrit par une description technique et un plan préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël le 30 août 1985, portant le numéro de répertoire 4329 et le numéro de minute 4605, lesquels description technique et plan sont annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente est consentie pour la somme de 1,65 $ le mètre carré, soit cent dollars (100,00 $).

L'acquéreur devra également respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat notarié, lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente devra être acceptée par le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville l'acte de vente à intervenir et à y apporter toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les documents nécessaires pour compléter cette vente.

ADOPTÉ

970/11/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu unanimement que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 13 novembre 1985 et rédigé par M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, soit adopté tel que présenté et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

971/11/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place deux (2) zones de stationnement interdit "D'ici au coin" sur la rue Hériot, une au sud de la rue Duchesne et une autre au nord de cette même rue.

ADOPTÉ

972/11/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu unanimement que le Service des travaux publics soit autorisé à enlever des enseignes de stationnement interdit localisées sur le côté ouest du boulevard Mercure entre les rues Celanese et Raimbault.

ADOPTÉ

973/11/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place une zone de stationnement limité à 60 minutes en face du 87 - 11e Avenue, côté est.

ADOPTÉ

974/11/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Gaétan Ratté, avocat, soient retenus pour remplacer Me Jacques Dionne comme procureur de la Ville à la Cour municipale durant son absence.

Me Gaétan Ratté pourra également être consulté par la direction générale et le greffier, en cas de besoin, pour l'étude d'autres dossiers nécessitant un éclairage au niveau légal pour le bon fonctionnement de l'administration municipale durant la même période.

ADOPTÉ

975/11/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 novembre 1985 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

976/11/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller,
appuyé par M. Denis Savoie, conseiller,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement No. 1736 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin d'une part, de créer les secteurs de zones: CV/Ra-1 à CV/Ra-10, CV/Rb-1 à CV/Rb-5, CV/Rc-1 et CV/Rc-2, CV/Ca-1 à CV/Ca-3, CV/Cb-1 à CV/Cb-9, CV/Cc-1, CV/Cd-1, CV/Ce-1, CV/Cf-1, CV/Pa-1 à CV/Pa-5, CV/Pb-1 à CV/Pb-9, CV/Pc-1 et CV/Pc-2, CV/Pd-1, CV/I-1 à CV/I-3;
à même les secteurs de zone (ainsi abrogés):
RA/B-15, RB-8, RB-9, RC-4, RC-6, RC-7, RC-8, RC-25, RC-27, RC-29, RD-2, PA-7, PA-8, PA-9, PA-10, PA-11, PA-12, PB-11, PB-12, PB-13, PB-14, PB-16, PB-17, PB-18, PB-26, CA-4, CB-6, CB-7, CB-8, CB-12, CB-13, CB-14, CB-24, CC-3, CC-4, CC-5, CC-6, CD-2, CD-3, IA-4, IA-5, IA6;

et à même les parties de secteurs de zones (ainsi modifiés): RB-10, RB-14, RB-15, RB-31, RB-40, RB-43, RC-9, RC-10, RC-26, CD-1, PA-14;
et d'autre part, de prescrire des normes correspondantes, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

Le périmètre global du territoire affecté et connu comme le centre-ville, est décrit comme suit:
- au nord-est par la rivière St-François;
- à l'est et au sud-est par l'axe des rues Dumoulin, Demers et St-Philippe;
- au sud et au sud-ouest par l'axe de la rue Notre-Dame, l'axe du chemin de fer du Canadien Pacifique et l'axe du boul. St-Joseph;
- au nord-ouest par l'axe de la rue St-Georges.

977/11/85

Le conseiller Edward St-Pierre donne avis de motion d'un règlement régissant le transport adapté aux personnes handicapées sur le territoire de la Ville.

978/11/85

Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement précisant le lieu du domicile des employés de la Ville de Drummondville.

979/11/85

Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement décrétant la cotisation payable par les membres de la SIDAC Alain Limoges de Drummondville, le mode de calcul, ainsi que le nombre de versements pour l'année 1986.

980/11/85

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement décrétant la cotisation payable par les membres de la SIDAC quartier St-Joseph de Drummondville, le mode de calcul, ainsi que le nombre de versements pour l'année 1986.

981/11/85

Le conseiller Edward St-Pierre donne avis de motion d'un règlement relatif à l'organisation et au maintien du corps de police de la Ville de Drummondville.

982/11/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu unanimement que lors de l'adoption du règlement relatif à l'organisation et au maintien du corps de police de la Ville de Drummondville, une dispense de lire intégralement le texte du règlement soit donnée à condition que les prescriptions de l'article 352 de la Loi sur les Cités et Villes soient respectées.

ADOPTÉ

983/11/85

Le conseiller Edward St-Pierre donne avis de motion d'un règlement relatif à l'organisation et au maintien du service d'incendie de la Ville de Drummondville.

984/11/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que lors de l'adoption du règlement relatif à l'organisation et au maintien du service d'incendie de la Ville de Drummondville, une dispense de lecture dudit règlement soit accordée à condition que les prescriptions de l'article 352 de la Loi sur les Cités et Villes soient respectées.

ADOPTÉ

COLLOQUE DE L'ÉNAP

Mme Francine Ruest-Jutras résume les discussions auxquelles elle a participé en compagnie du conseiller J.-Bruno Smith, durant le colloque organisé par l'ÉNAP et tenu le 12 novembre 1985 et qui a porté sur les sujets suivants:

1- Vie municipale, participation des citoyens, bénévolat et consultation. M. Claude Boucher, directeur général de la Ville, agissant comme paneliste, a joué un rôle fort apprécié par les personnes présentes à cet atelier.

2- Le rôle des élus, recours aux sondages, solutions à court terme, risques à oser prendre.

3- Privatisation de certains services municipaux, mythe ou réalité? Avantages et inconvénients.
Les participants à cet atelier avaient des opinions partagées sur ce sujet. Il semble avantageux de privilégier une formule mixte et conserver un secteur témoin pour juger de la valeur de la privatisation ou de la gestion par une municipalité.

4- Administration des services municipaux.
Faire plus avec moins. Faire appel à la créativité et l'imagination. Gérer la concertation. Être conscient que le bénévolat constitue la plus grande richesse naturelle de l'avenir.

Mme Francine Ruest-Jutras souligne que M. Michel Binet, directeur du Service de l'habitation et chef-inspecteur en bâtiment, a donné sa démission par écrit et a accepté le poste de directeur du Service des travaux publics à Lebel-sur-Quévillon. Mme Ruest-Jutras estime que ce départ constitue pour la Ville une perte importante, compte tenu de la compétence, de la disponibilité et de l'implication professionnelle d'un cadre dévoué.

M. Denis Savoie aurait souhaité que M. Michel Binet demeure au service de la Ville parce qu'il assumait des fonctions importantes avec compétence et dévouement. Cependant, il comprend que M. Michel Binet soit intéressé à accéder à une fonction mieux rémunérée et dans une région que son épouse affectionne particulièrement, puisqu'elle y est née. M. Denis Savoie estime que la rémunération de M. Michel Binet aurait dû être réévaluée à la hausse en 1983 pour éviter son départ. Il remercie M. Michel Binet pour son excellente collaboration durant la période où il a présidé le comité du Service de l'habitation et pour son implication exceptionnelle dans le dossier relatif à la préparation d'un Plan directeur d'urbanisme.

M. Robert Lafrenière est d'avis que le Conseil doit respecter le choix qu'a fait M. Michel Binet, de réorienter sa carrière. À son tour, il déclare que ce cadre a toujours fait preuve de compétence, de dévouement et que ses services professionnels ont été grandement appréciés. Il souhaite bon succès au démissionnaire.

M. J.-Bruno Smith formule un témoignage d'appréciation pour les excellents services fournis par M. Michel Binet dans l'exercice de ses fonctions. Il souligne le fait que ce cadre a dû travailler pendant de nombreuses heures supplémentaires pour fermer plusieurs dossiers avant son départ. À son tour, il souhaite bon succès à M. Michel Binet dont il regrette le départ.

M. Lindor Letendre, président du comité de l'Habitation, fait également l'éloge du professionnalisme de M. Michel Binet et estime que l'excellence de son travail n'a pas été reconnue à sa juste valeur avant sa récente décision de quitter le service municipal qu'il dirige.

Son Honneur le Maire déclare que la gratitude du Conseil à l'endroit des bons offices de M. Michel Binet est unanime.

M. Edward St-Pierre indique qu'il fera rapport au Conseil à la fin du mois de décembre de sa participation à un colloque de l'A.Q.D.L.M. tenu à la Malbaie, qui a largement porté sur la privatisation des services de loisirs municipaux et où le Drummondville Olympique a été cité en exemple.

Son Honneur le Maire donne lecture intégrale de la lettre de démission de M. Benoit Laflamme, commissaire industriel à la Commission de développement économique de Drummondville (S.D.E.D.).

Il formule des éloges à l'endroit de M. Benoit Laflamme, collaborateur hors pair, qui a déployé beaucoup d'efforts pour le développement des activités économiques, touristiques et socio-culturelles de Drummondville et qui a contribué à la création de 2 000 emplois localement en 1984 et 1985. Il termine en ajoutant que M. Benoit Laflamme avec ses associés opérera un bureau destiné à rendre de précieux services à nos industriels locaux et aux personnes intéressées à oeuvrer dans le domaine économique. À titre personnel, M. Benoit Laflamme offre sa collaboration à la S.D.E.D. dans la poursuite de ses objectifs.

M. J.-Bruno Smith souligne le dynamisme de M. Benoit Laflamme et la confiance qu'il a su se mériter de tous ceux et celles qui ont eu à transiger avec lui dans le cadre du développement industriel, des olympiades industrielles, des échanges socio-culturels et des jumelages avec des villes de France et de Belgique. Le travail acharné de M. Benoit Laflamme se traduira par la réalisation de projets industriels importants au cours des 30 prochains mois.

Mandat à des professionnels locaux

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que la Ville rescinde la résolution no. 887/10/85 qui confiait à la firme Viau, Hébert, Denault un mandat pour continuer les procédures et veiller aux intérêts de la Ville de Drummondville dans le dossier "Ville de Drummondville -vs- Domtar (C.S.ST.F. no. 450-05-000904-835)" en remplacement du bureau d'avocats Jutras et Associés.

Il est également proposé et appuyé que le mandat précité soit confié à un bureau local d'avocats qui ont certainement la compétence pour mener à bonne fin ce mandat.

Son Honneur le Maire demande le vote sur cette résolution.

Considérant qu'aucun autre membre du Conseil n'appuie cette résolution, Son Honneur le Maire déclare qu'elle est rejetée à la majorité des voix.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenante: Mme Suzanne Girard, 445 rue Bruno.

  Inquiétudes soulevées lors de la réunion du 11 novembre 1985 face à des démissions de cadres municipaux. Parallèle avec des démissions survenues à l'hôpital Ste-Croix de 1983 à 1985 qui se sont faites sans panique dans un climat démocratique.

- Intervenante: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère.

Il n'y a pas de parallèle à faire à l'hôtel de ville entre l'administration de la Ville et l'hôpital Ste-Croix.

En tant que conseillère municipale, elle n'a pas à s'associer aux décisions de son époux qui siège comme administrateur à l'hôpital Ste-Croix. Mme Girard peut interpeller le président du conseil d'administration si elle le désire par la voix des journaux ou à tout le moins en dehors des séances du Conseil de la Ville.

Mme Francine Ruest-Jutras cite un extrait de la lettre de démission de M. Michel Binet ayant trait aux motifs de sa démission.

- Intervenant: M. Ovelus Demers, 51 - 117e Avenue.

- Budget 1986 et bonnes nouvelles qu'il pourrait annoncer.
- Règlement obligeant les employés municipaux à demeurer dans le territoire de la Ville.
- Raisons qui ont justifié la procédure de rédaction des procès-verbaux des séances du Conseil.

- Intervenant: M. Laurent Bernier, greffier.

Il explique qu'avec l'autorisation du Conseil, il a réduit la période de questions, en ne notant que les sujets discutés. Cette pratique est normale et toutes les villes l'ont adoptée pour des raisons d'efficacité et d'emploi du temps au bureau du greffier.

- Intervenant: M. Ovelus Demers.

- Départ de M. Michel Binet et M. Benoit Laflamme.
- Transférabilité des fonds de pension des employés municipaux qui quittent la Ville.
- Possibilité d'ouvrir la 123e Avenue jusqu'à la route 55.

- Intervenant: Monsieur le Maire.

La fermeture de la 123e Avenue est due à l'absence d'un viaduc sur la route 55 à la hauteur de la 123e Avenue. Le gouvernement provincial réduit de cette façon les accidents qui pourraient se produire si la 123e Avenue débouchait sur une route aussi fréquentée.

- Intervenant: M. Ovelus Demers.

- Possibilité d'organiser un concours dans les écoles pour tracer un boulevard sur l'emprise actuelle du C.P. qui devrait enlever les rails.
- Possibilité que le maire et les membres du Conseil siègent décorés d'un collier portant les armoiries de la Ville.
- Nécessité de faire en sorte que le 5e Festival mondial de folklore de Drummondville soit l'attraction nationale par excellence en 1986.

- Intervenant: M. Laurent Ricard, 355 rue St-Edouard.

- Félicitations au conseiller J.-Bruno Smith pour avoir insisté pour que toutes les lettres adressées au Conseil soient lues publiquement.

- Augmentation du service de la dette et nécessité d'obtenir des gouvernements supérieurs que les municipalités puissent emprunter à des taux d'intérêts plus bas.
- Le Conseil devrait s'objecter à la fluoration de l'eau potable même si des pressions sont entreprises pour ajouter ce traitement à l'usine de traitement d'eau. Le projet a souvent été débattu par les conseils antérieurs et ils ont heureusement refusé ce procédé.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

- Objection passée du R.C.D. à la délégation de 4 représentants de la Ville en Europe pour des raisons d'économie.
- Plusieurs dépenses inutiles faites au cours des derniers mois auront peut-être pour effet de faire augmenter les taxes en 1986.
- Possibilité pour le Conseil de profiter de la période de préparation du budget 1986 pour faire des coupures dans les bénéfices accordés à certains cadres, tels que autos, assurances, réparations de véhicules et essence.

- Intervenant: M. J.-Bruno Smith, conseiller.

Une dépense de 6 000,00 $ pour une délégation de 4 personnes en Europe est raisonnable si l'on tient compte des retombées économiques et culturelles qui en découlent. Certaines liaisons avec l'étranger sont nécessaires pour la promotion d'une ville comme la nôtre.

D'autre part, plusieurs critiques acerbes à l'endroit des cadres municipaux souvent répétées par le président du R.C.D. ont peut-être contribué à démotiver certains démissionnaires et à accélérer leur départ.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Mme Francine Ruest-Jutras et M. J.-Bruno Smith ont participé au colloque de l'ÉNAP récemment et selon le rapport détaillé qui a été fait, il semble que cette représentation était suffisante pour instruire les autres membres du Conseil et la population.

- Intervenante: Mme Francine Ruest-Jutras.

La Ville avait délégué 4 personnes à ce colloque et seulement 2 y ont assisté.

- Intervenant: M. Hervé Savoie.

Le Conseil comprend le point de vue du R.C.D. qui souhaite que la Ville économise dans certains secteurs pour en arriver un jour à une baisse de taxes.

- Intervenant: Monsieur le Maire.

Pour 1986, les demandes des différents groupes s'élèvent à 22 900 000 $. Les revenus anticipés sont de 22 000 000 $. Le Conseil devra effectuer des réductions de dépenses de 1 900 000 $ pour garder une réserve pour des dépenses imprévisibles. Tous les conseillers travaillent ferme sur ce dossier et réuniront leurs comités au cours des prochains jours. La marge de manoeuvre est faible mais il faut être optimiste.

- Intervenant: M. Hervé Savoie.

La surveillance assidue des dépenses par le R.C.D. a contribué à restreindre certains abus et il y a eu des améliorations. Il va falloir cesser de multiplier les équipements récréatifs dans tous les quartiers, les gens devront se déplacer pour utiliser les services récréatifs déjà suffisants sur le territoire de la Ville.

- Intervenant: Monsieur le Maire.

Le Conseil doit demeurer à l'écoute des citoyens et fournir des services dont ils sont fiers. Comme exemple, il cite:

- Une dépense de 100 000 $ au Centre Marcel Dionne pour la tenue de la Coupe Memorial et le Tournoi international de hockey midget.
- Une dépense de 1 250 000 $ pour la rénovation du Centre Culturel en considérant que le gouvernement provincial a fourni une subvention de 900 000 $; la Ville a investi 350 000 $ dans un édifice qui fait la fierté de Drummondville.
- La Ville fournit 55 000 $ par année au Village québécois d'antan, mais ce site touristique a amené plus de 100 000 visiteurs en 1985.
- Le coût des primes d'assurances sera probablement augmenté de 250 000 $ en 1986.
- Les conventions collectives coûteront 550 000 $ de plus l'an prochain.

Le Conseil fait face à des augmentations incompressibles. Si l'hiver est rigoureux, il faudra payer la facture du déblaiement de la neige pour que les citoyens soient heureux partout dans le territoire de la Ville.

- Intervenant: M. Hervé Savoie.

Le président du R.C.D. traite rapidement des sujets suivants et obtient des réponses de Son Honneur le Maire ou des conseillers:

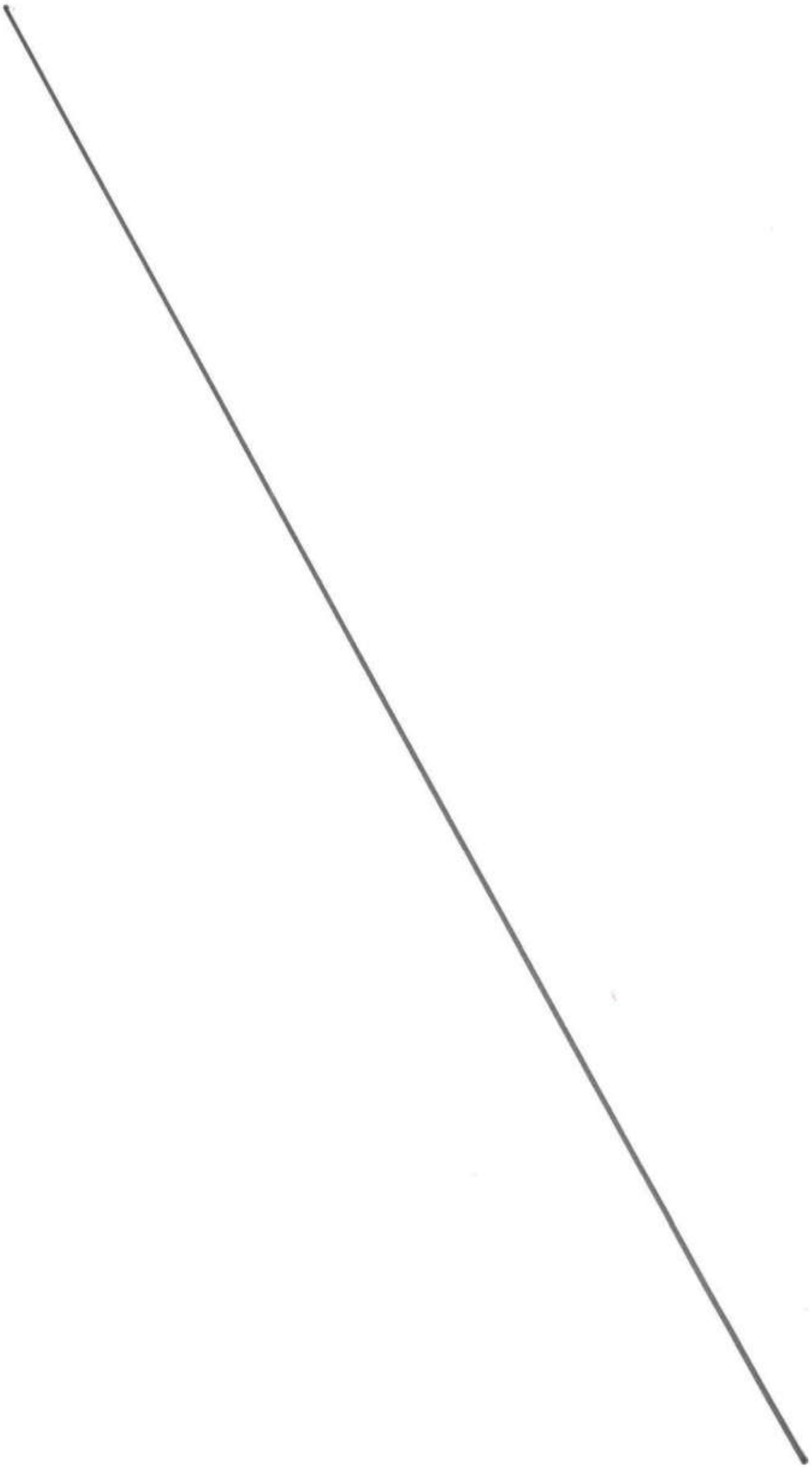
- Possibilité d'enlever des jeux de tennis au parc St-Joseph et de les installer dans le quartier St-Pierre.
- Réparation des caméras de télévision.
- Achat de blousons pour 873 $ de Vêtements C.R. Ltée (Les explications seront fournies le 9 décembre 1985).

Attendu que l'ordre du jour est épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 9 décembre 1985, et déclare que l'assemblée est levée.

Laurent Bernier
.....
Greffier.

Serge Marcil
.....
Maire.

INITIALES DU MAIRE
168
INITIALES DU GREFFIER



LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

9 décembre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 9 décembre 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Claude Boucher, directeur général, et M. Yvan Morin, trésorier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources. M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

985/12/85

Lecture intégrale est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 25 novembre 1985 à 19h45 (assemblée publique de consultation relative aux règlements de zonage nos 1734 et 1735).

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

986/12/85

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 25 novembre 1985 à 20h00 (Discours de Son Honneur le Maire sur les états financiers 84, le budget et le plan triennal d'immobilisations 85 et les prévisions budgétaires et le plan triennal d'immobilisations 1986); il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu unanimement que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

987/12/85

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance régulière du 25 novembre 1985; il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

988/12/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu unanimement que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Période d'information par Son Honneur le Maire

Monsieur le maire informe M. Hervé Savoie, président du R.C.D., que la somme de 873,00 $ payée à Vêtements C.R. Inc. représente l'achat de 18 blousons destinés à certains membres de l'Organisation des mesures d'urgence.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

989/12/85

- CONSTRUCTION D'UNE PASSERELLE SUR LA RUE ST-GEORGES AU-DESSUS DE LA RIVIÈRE NOIRE (PROJET NO. 0537880)

Soumissionnaires		Prix
. LAMBERT & GRENIER INC.	Égout pluvial	12 904,00 $
B.M. 501, Rte Transcanadienne	Travaux de voirie	7 778,90 $
N.D. du Bon-Conseil	Travaux divers	14 660,00 $
	Travaux de structure	101 919,55 $
	TOTAL:	**137 262,45 $**
. COLAND CONSTRUCTION INC.	Égout pluvial	4 275,00 $
1048 boul. Mercure	Travaux de voirie	4 922,00 $
Drummondville	Travaux divers	16 900,00 $
	Travaux de structure	105 161,00 $
	TOTAL:	**131 258,00 $**
. GRANDMONT & FILS LTÉE	Égout pluvial	4 876,00 $
150 Hériot	Travaux de voirie	9 630,00 $
Drummondville	Travaux divers	15 354,00 $
	Travaux de structure	108 014,60 $
	TOTAL:	**137 874,60 $**
. DERCO CONSTRUCTION INC.	Égout pluvial	6 200,00 $
2030 Bois Joli	Travaux de voirie	6 955,00 $
Sillery	Travaux divers	19 500,00 $
	Travaux de structure	166 001,25 $
	TOTAL:	**198 656,25 $**

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la soumission de **COLAND CONSTRUCTION INC.** soit retenue à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

990/12/85

- ENTRETIEN MÉNAGER AU CENTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE CÔME ST-GERMAIN (DURÉE DE 36 MOIS) - (TP-85-23)

Soumissionnaires	Prix forfaitaire annuel
. SERVICE D'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS & COMMERCIAUX DRUMMOND LTÉE 49 rue Des Tilleuls Drummondville	19 985,00 $ (Taux horaire: 12,75 $)
. LES ENTREPRISES MARIO ENR. C.P. 681 Drummondville	20 311,00 $ (Taux horaire: 12,88 $)
. ENJOLIVEUR DE SURFACE QUÉ. LTÉE 168 - 17e Avenue Drummondville	39 628,80 $ (Taux horaire: 12,00 $)
. SERVICE DE LAVAGE TESCO ENR. 114 rue Biron Drummondville	37 220,60 $ (Taux horaire: 12,00 $)

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la soumission de **SERVICE D'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS & COMMERCIAUX DRUMMOND LTÉE** soit retenue à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

991/12/85

- FOURNITURE DE GAZOLINE SANS PLOMB POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1986

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par l'acheteur municipal et annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la plus basse soumission jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville, soit celle de **LES PÉTROLES D.L. ENR.**, soit retenue.

ADOPTÉ

992/12/85

- FOURNITURE DE CARBURANT DIESEL CLAIR POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1986

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par l'acheteur municipal et annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe "B")

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la plus basse soumission jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville, soit celle de **G. MÉLANÇON & FILS INC.**, soit retenue.

ADOPTÉ

993/12/85

- FOURNITURE DE CARBURANT DIESEL COLORÉ POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1986

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par l'acheteur municipal et annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe "C")

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la plus basse soumission jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville, soit celle de **MARCHAND PETROLEUM CANADA LTÉE**, soit retenue.

ADOPTÉ

- FOURNITURE DE DIVERS PRODUITS CHIMIQUES POUR L'USINE DE TRAITEMENT D'EAU

994/12/85

A) SULFATE D'ALUMINIUM LIQUIDE BASE SÈCHE 17% Al2 03

Soumissionnaires	Prix la tonne métrique
. PRODUITS CHIMIQUES ALLIED (Prix ferme pour 1 an)	221,00 $ (port payé à Drummondville)
. PRODUITS ALCAN CANADA LTÉE (Prix ferme pour 1 an)	223,35 $ (port payé à Drummondville)

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la soumission de **PRODUITS CHIMIQUES ALLIED** soit retenue.

ADOPTÉ

995/12/85

B) SODIUM SILICATE N'SOL

Soumissionnaire	Prix au 100 kilos
. SILICATES NATIONAL LTÉE (Prix ferme jusqu'au 30 avril 1986 et sujet à revision)	18,90 $ (livraison F.O.B. Valleyfield)

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la soumission de **SILICATES NATIONAL LTÉE** soit retenue.

ADOPTÉ

996/12/85

C) ALUMINATE DE SOUDE LIQUIDE

Soumissionnaire	Prix au kilo
. PRODUITS CHIMIQUES HANDY LTÉE (Prix ferme pour 1 an)	0,4466 $ (port payé à Drummondville)

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la soumission de **PRODUITS CHIMIQUES HANDY LTÉE** soit retenue.

ADOPTÉ

997/12/85

D) POLYMÈRES

Soumissionnaires	Prix au kilo
. PRODUITS CHIMIQUES DREW LTÉE (Prix ferme pour 1 an)	6,60 $ (port payé à Drummondville)
. CALGON CANADA INC. (Prix ferme pour 1 an)	6,15 $ (port payé à Drummondville)

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la soumission de **CALGON CANADA INC.** soit retenue.

ADOPTÉ

998/12/85

E) POLYPHOSPHATE DE ZINC

Soumissionnaires		Prix au kilo
. ALCHEM INC.	de 1 à 20 sacs	4,41 $ (avec service)
	de 21 à 50 sacs	4,19 $ " "
	de 51 sacs et plus	3,89 $ " "
	de 51 sacs et plus	2,65 $ (sans service)
(Prix ferme pour 1 an)		(livraison F.O.B Montréal)

TABLEAU COMPARATIF DES SOUMISSIONS RECUES CONCERNANT NOTRE APPROVISIONNEMENT DE GAZOLINE SUPER SANS PLOMB POUR LA PERIODE DU 1er JANVIER 1986 AU 31 DECEMBRE 1986.

ANNEXE "A"

SOUMISSIONNAIRES:	ENVIRON 310,000 LITRES DE GAZOLINE SUPER SANS PLOMB.	
Marchand Petroleum Canada Inc., 2490, St-Pierre, Drummondville, Qué. J2C 5M5	PRIX NET SOUMIS AU LITRE	$0.55.00
Les Pétroles D.L. Enr., 1935, Route 255, S[illegible]yrille, Qué. JOC 1HO	PRIX NET SOUMIS AU LITRE	$0.52.47
F. Hamel Inc., 2100, rue Louis Félix, Drummondville, Qué. J2C 6E5	PRIX NET SOUMIS AU LITRE	$0.54.90
G. Melançon & Fils Inc., 1961 B Boulevard St-Joseph Cuest, R. R. 4 St-Majorique, Cté de Drummond J2B 6V4	PRIX NET SOUMIS AU LITRE	$0.53.76
Les Pétroles Therrien Inc., 490, rue St-Georges, Drummondville, Qué. J2B 6W3	PRIX NET SOUMIS AU LITRE plus taxe d'accise qui devait être incluse TOTAL.....	$0.51.20 02.00 $0.53.20
Shell Canada Ltée., 758, rue Sherbrooke Cuest, Montreal, Qué. H3A 1G1	PRIX NET SOUMIS AU LITRE	$0.55.83
Pétroles Esso Canada, 1[illegible], Avenue McGill College, M[illegible]real, Qué. H3A 3B2	PRIX NET SOUMIS AU LITRE plus taxe d'accise qui devait être incluse TOTAL	$0.57.50 02.00 $0.59.50
Kildair Service Limitée 92, Boulevard St-Michel, St-Paul de Joliette, Qué. JOK 3EO	PRIX NET SOUMIS AU LITRE	$58.17
Gulf Canada Ltée., 2020 Rue Université, Montreal, Qué. H3A 2L4	PRIX NET SOUMIS AU LITRE	$0.52.75
Texaco Canada Inc., 1425, rue De La Montagne, Montreal, Qué. H3G 1Z3	SOUMISSION NON CONFORME: CAUSE: CHEQUE CERTIFIE REQUIS NON INCLUS.	

10 SOUMISSIONS RECUES

MEILLEUR PRIX SOUMIS CONFORME: LES PETROLES D.L. ENR., AU PRIX DE: $0.52.47 LE LITRE.

1001/12/85

H) CHAUX HYDRATÉE (HYDROXYDE DE CALCIUM)

Soumissionnaires	Prix	
. PRODUITS CHIMIQUE SHEFFORD LTÉE	le kilo en sac	0,1445 $
	tonne métrique en sac	144,50 $
	le kilo en vrac	-
	tonne métrique en vrac	-

(Prix sujet à revision trimestriellement sur un avis écrit de 15 jours à l'avance pour chaque trimestre)
- PORT PAYÉ À DRUM MONDVILLE.

. LABORATOIRES ORLÉANS INC.	le kilo en sac	0,1425 $
	tonne métrique en sac	142,50 $
	le kilo en vrac	-
	tonne métrique en vrac	-

(Prix sujet à revision semestriellement sur avis écrit de 15 jours à l'avance pour chaque semestre) - PORT PAYÉ À DRUMMONDVILLE.

. JOLICHAUX, (DIVISION GRAYBEC INC)	le kilo en sac	0,1457 $
	tonne métrique en sac	145,70 $
	le kilo en vrac	0,11645 $
	tonne métrique en vrac	116,45 $

(Prix sujet à revision semestriellement sur avis écrit de 15 jours à l'avance pour chaque semestre) - PORT PAYÉ À DRUMMONDVILLE.

. DOWLIN INC. (DIVISION GRAYBEC INC.)	le kilo en sac	0,1363 $
	tonne métrique en sac	136,30 $
	le kilo en vrac	0,099 $
	tonne métrique en vrac	99,00 $

(Prix sujet à revision semestriellement sur avis écrit de 15 jours à l'avance pour chaque semestre) - PORT PAYÉ À DRUMMONDVILLE.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la soumission de **DOWLIN INC (DIVISION GRAYBEC INC.)** soit retenue, au prix de 136,30 $ la tonne métrique en sac ou 99,00 $ la tonne métrique en vrac.

ADOPTÉ

1002/12/85

- VENTE D'UNE PARTIE DU LOT 124-205 DU CADASTRE DU CANTON DE GRANTHAM - (P.A.A.T. PHASE III)

Soumissionnaire	Prix
. M. JACQUES MARTEL POUR GESTIONS F.M. INC. 372 Rte 143 St-Bonaventure	11,30 $ le mètre carré

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- M. François Perreault, coordonnateur, remercie le Conseil pour les appuis reçus lors du Forum québécois sur la jeunesse et la santé mentale qui s'est tenu à Drummondville les 4, 5 et 6 novembre 1985.

1003/12/85 - M. Rolland Dionne, directeur de l'école St-Pierre, demande au Conseil s'il serait possible de relocaliser le parcours de la piste cyclable aménagée sur deux façades de l'école, soit les rues Ringuet et St-Pierre, afin de faciliter le stationnement des autobus scolaires et d'améliorer la sécurité dans ce secteur.

Considérant que cette requête mérite une étude sérieuse, il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la lettre de M. Rolland Dionne soit remise au Comité de Circulation avec demande de considérer la possibilité de changer le parcours de la piste cyclable entourant l'école St-Pierre en utilisant la rue St-Alfred et la rue privée de la Fabrique St-Pierre et Paul et ce, avec l'autorisation de cette corporation.

ADOPTÉ

1004/12/85 - Le Conseil prend connaissance d'une lettre de la Direction générale de l'assainissement des eaux.

Attendu que des modifications ont été apportées au Programme de rabais tarifaires d'Hydro-Québec par le décret 1789-85 adopté par le Conseil des ministres le 4 septembre 1985;

Attendu que les municipalités ont maintenant jusqu'au 31 décembre 1988 pour mettre en opération leur usine d'épuration des eaux usées et bénéficier du Programme de rabais tarifaires à condition qu'elles le signifient à l'Hydro-Québec avant le 31 décembre 1985;

Attendu que le programme ainsi extensionné comporte cependant une pénalité;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que:

1) la Ville de Drummondville s'inscrive au Programme de rabais tarifaires même si elle ne prévoit pas mettre une usine d'épuration en opération avant le 31 décembre 1988 et qu'elle devra accepter une pénalité;

2) la Ville de Drummondville demande à l'Hydro-Québec de bénéficier des rabais tarifaires applicables aux stations de pompage et de relèvement qui seront construites dans le cadre du Programme d'assainissement des eaux, d'une puissance supérieure à 35 KW et reliées au système d'épuration des eaux usées et qu'elle soit également considérée comme admissible au tarif "S" pour les usines d'épuration des eaux usées.

ADOPTÉ

- Le Conseil prend connaissance d'une lettre du président du Cercle de presse Adélard-Rivard qui demande que la formule conventionnelle soit retenue à l'avenir pour tout genre de conférence de presse.

Son Honneur le Maire déclare qu'il prend bonne note de cette demande et qu'à l'avenir les convocations aux conférences de presse de la Ville seront faites par écrit à moins de circonstances incontrôlables de façon à ce que tous les représentants des média d'information soient avisés en même temps et convoqués à la même heure.

- Suzanne et Guy Fontaine rendent hommage aux membres de la division des enquêtes du Service de la sécurité publique qui ont fait preuve de professionnalisme en récupérant rapidement du matériel volé à leur résidence et en procédant à l'arrestation de jeunes qui ont effectué ce vol.

- M. Pierre Ally, président de la campagne de souscription tenue par Centraide en 1985, remercie M. Majella Crôteau et Mme Monique Guay qui se sont occupés de recueillir les dons des employés municipaux durant la dernière campagne de souscription.

- M. Luc Audet, ing., président de Audet SBCS Inc., demande à la Ville le paiement d'une facture expédiée le 23 août dernier au montant de 45 120,00 $. Ce montant représente des honoraires professionnels relatifs à la préparation de plans et devis commandés par l'ex-Ville de Drummondville-Sud pour la desserte du Domaine Cherbourg.

Son Honneur le Maire demande au directeur général s'il peut faire l'historique de cette réclamation.

M. Claude Boucher, directeur général, résume succinctement les démarches répétées de la firme Audet SBCS Inc. pour obtenir le paiement de la facture précitée. Il conclut en disant que jusqu'à ce jour, le Conseil a toujours refusé le paiement de cette facture et que seuls des faits nouveaux pourraient modifier sa décision.

Son Honneur le Maire corrobore les propos du directeur général.

- Mme Guylaine LeBlanc du 50 rue Des Érables, écrit au Conseil pour donner son avis concernant l'utilisation dans certains quartiers de la Ville de poubelles "standardisées". Elle souhaite que l'utilisation de ces poubelles ne soit pas rendue obligatoire et que le Conseil opte plutôt pour un système de cueillette des déchets orienté vers la récupération qui aurait pour avantage de réduire les coûts de la cueillette, du transport et de l'élimination des déchets.

  M. Jean-Marie Boisvert explique que des poubelles ont été placées à titre expérimental dans un secteur cible pour une période d'environ 6 mois. Personnellement, il trouve que ces poubelles contribuent à l'esthétique en bordure des rues, qu'elles sont faciles à transporter et que plusieurs citoyens les trouvent pratiques. Cependant, il n'est pas dans l'intention du Conseil d'imposer l'usage de ces poubelles "standardisées" à tous les citoyens sans un consentement populaire.

  D'autre part à moyen terme, la Ville de Drummondville devra s'orienter vers la récupération sélective des déchets. Les moyens pratiques pour arriver à cette fin restent à découvrir et le Conseil est conscient qu'il faudra faire preuve d'initiative pour atteindre un objectif souhaitable.

- Lecture est donnée d'une lettre signée par Me Paul Biron, avocat, agissant comme procureur de la firme Hamel, Beaulieu et Associés, qui dit avoir mandat d'aviser le Conseil que l'intervention faite par une dame Girard lors de la période de questions suivant la séance régulière du Conseil du 25 novembre 1985, n'était en rien reliée à ses clients.

  Il reproche à Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, d'avoir dit que cette intervention était un coup monté par cette firme, ce qui est absolument faux. Il espère que de telles insinuations ne se répéteront plus parce qu'elles tendent à ternir la réputation de ses clients.

  Mme Francine Ruest-Jutras donne lecture d'un texte traitant des points suivants:

  - Lors de la séance du 25 novembre 1985, elle a répondu à une intervention biaisée et inopportune d'une certaine dame Girard qui travaille à l'hôpital Ste-Croix.
  - "In a parte", se croyant hors de portée de son micro, elle a dit que cette intervention venait de chez Hamel, Beaulieu et Associés.
  - Cette firme lui a expédié une mise en demeure et l'a publicisée dans les journaux et à la radio.
  - Si cette firme a subi des préjudices c'est qu'elle a donné à son intervention des échos qu'elle n'aurait jamais eus si elle avait été limitée à l'auditoire restreint qui pouvait l'avoir entendue.
  - Certaines personnes inventent de toutes pièces un scénario qui vise à la discréditer "C'est du charriage".
  - La mise en demeure qu'elle a reçue ne l'intimide pas et elle entend continuer à réclamer une répartition plus équitable des contrats de génie donnés par la Ville aux différents bureaux d'ingénieurs, tout en tenant compte de l'importance du bureau Hamel, Beaulieu et Associés.
  - Elle reproche à M. le maire d'avoir permis à Mme Girard, lors de la séance du 25 novembre 1985, une intervention qui n'a aucune relation avec l'administration municipale.

1005/12/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 23 novembre au 9 décembre 1985, lesquels comptes totalisent la somme de 1 765 759,79 $.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

1006/12/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le maire et le directeur général soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville la convention collective des membres de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc. pour les années 1985 et 1986.

ADOPTÉ

M. Robert Lafrenière déclare que les négociations qui ont précédé l'entente intervenue pour signer cette convention collective ont duré plusieurs mois, mais elles se sont déroulées dans un climat serein, compréhensif et positif. Il félicite toutes les personnes qui ont contribué à la négociation: Monsieur le maire, le directeur général, le directeur du Service de la sécurité publique, les représentants de l'U.P.D.I., les membres du Conseil et plus particulièrement le conseiller Edward St-Pierre.

À son tour, M. Edward St-Pierre remercie M. Robert Lafrenière, les cadres municipaux et les membres de l'U.P.D.I. qui ont contribué à négocier une convention acceptable qui tient compte des intérêts de la Ville et de ceux des membres de l'U.P.D.I.

1007/12/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le compte rendu de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 26 novembre 1985 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

1008/12/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville paie à l'Association des villes jumelées du Canada inc. la somme de 250,00 $ représentant sa cotisation annuelle pour l'année 1985.

ADOPTÉ

1009/12/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un nouveau protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. pour l'année 1986.

ADOPTÉ

1010/12/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le Club Optimiste de Grantham-Ouest soit autorisé à faire une parade dans certaines rues de la Ville le 15 décembre 1985 à condition que le parcours de cette parade soit préalablement accepté par le directeur du Service de la sécurité publique.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
178
INITIALES DU GREFFIER

1011/12/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le marché public soit mis à la disposition de la Fabrique St-Joseph le 13 avril 1986 pour y tenir une partie de sucre dans le cadre du 50e anniversaire de la paroisse.

Le Conseil accepte l'invitation qui lui est faite d'assister à une messe qui sera célébrée par Mgr. Albertus Martin le 19 mars 1986.

Le Conseil souhaite également que toutes les festivités qui seront organisées dans le cadre du 50e anniversaire connaissent un éclatant succès.

ADOPTÉ

1012/12/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention et un plan avec l'Hydro-Québec, concernant l'enfouissement des fils aériens dans le secteur ReviCentre (rue Hériot) et que ces équipements soient cédés à l'Hydro-Québec pour la somme de 1,00 $.

ADOPTÉ

1013/12/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville renonce à tous les droits de rachat ou de premier refus qu'elle peut avoir sur la propriété du 600 rue Janelle, en vertu des actes de vente enregistrés au bureau d'enregistrement de Drummond sous les numéros 247154, 251948, 256733 et qu'elle autorise Motelin Inc. à vendre à la compagnie Les Emballages Paper Board Inc. les lots 166D-23 et 167-84 (nouvelle subdivision) du cadastre du Canton de Grantham avec la bâtisse portant le numéro civique 600 rue Janelle.

ABROGÉE PAR RÉS. 567/6/86

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la renonciation faisant l'objet de la présente résolution.

ADOPTÉ

1014/12/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à un acte de correction à intervenir entre la Succession Edgar Larocque, le Trust Général du Canada et la Ville de Drummondville, tels documents devant être préparés par Me Jacques Lafond, notaire.

ADOPTÉ

1015/12/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Club Les Anciens de Drummondville Inc. concernant l'opération du bar à l'Olympia Yvan Cournoyer pour les années 1986 et 1987.

ADOPTÉ

1016/12/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Transport Diligence Inc. pour l'année 1986.

ADOPTÉ

1017/12/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que Mlle Linda Laplante soit nommée directrice par intérim du Service de l'habitation de la Ville de Drummondville et autorisée à signer des permis de construction en remplacement de M. Michel Binet.

ADOPTÉ

1018/12/85

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Gaétan Ratté, avocat, soient retenus pour étudier la possibilité de reviser la représentation actuelle de la Ville à la MRC Drummond.

ADOPTÉ

1019/12/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la firme Paul E. Addison Inc. soit nommée comme courtiers et agents de service pour l'établissement, l'opération et les services sur la durée d'un régime de rémunération différée pour les élus et les employés de la Ville de Drummondville.

Le fiduciaire du régime sera le trésorier ou le **trésorier adj**oint de la Ville et le représentant de l'employeur sera le directeur adjoint du Service du personnel de la Ville de Drummondville.

Il n'y aura aucun frais d'implantation ou de service par la firme Paul E. Addison Inc. ou ses représentants.

ADOPTÉ

1020/12/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que les nouveaux tarifs hebdomadaires du marché public soient établis comme suit, pour l'année 1986:

- TABLES INTÉRIEURES

. Sans lavabo	1 table	-	10,00 $
	2 tables	-	21,00 $
	3 tables	-	31,00 $
. Avec lavabo	1 table	-	15,00 $
	2 tables	-	30,00 $
	3 tables	-	41,00 $

(Une charge supplémentaire de 1,00 $ par espace par semaine sera facturée en plus pour l'électricité, soit aux utilisateurs de réfrigérateurs et de prises de courant extérieures)

- TABLES EXTÉRIEURES

. Vendredi (par espace loué)	-	10,00 $
. Mardi (par espace loué)	-	7,50 $

(Les taux de 1985 sont majorés de 25% pour 1986. Ce pourcentage inclut l'investissement de 20 000 $ pour l'achat d'un compacteur de déchets).

ADOPTÉ

180

1021/12/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que demande soit faite à M. Pierre Brulotte de la firme Roche Urbanex Ltée de fournir à la Ville de Drummondville un avis sur l'utilité de procéder à une étude et faire des recommandations concernant l'établissement éventuel d'une zone verte en bordure du boulevard Lemire.

ADOPTÉ

1022/12/85

Attendu que les travaux d'interception du collecteur rivière Noire, phase 2B-1, impliquent l'acquisition d'une servitude permanente à l'extrémité de la rue Marler adjacente à la rivière St-François;

Attendu que l'acquisition de cette servitude permanente cause un dommage irréparable à la valeur résiduelle du terrain;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société québécoise d'assainissement des eaux à acquérir un terrain connu et désigné comme étant partie du lot 13, quartier Ouest de la Ville de Drummondville. Il est entendu que ledit terrain sera rétrocédé à la Ville de Drummondville une fois que les travaux d'interception du collecteur rivière Noire, phase 2B-1, seront complétés.

ADOPTÉ

M. Lindor Letendre résume le rapport du Service de l'habitation concernant les permis de construction émis durant la période du 1er au 30 novembre 1985 et compare les résultats de l'année 1985 à ceux de l'année 1984.

	Nombre de permis émis	Valeur
Novembre 1984:	57	1 408 800 $
Novembre 1985:	51	1 960 300 $
1er janvier au 30 novembre 1984:	895	24 604 255 $
1er janvier au 30 novembre 1985:	748	33 993 999 $

M. Lindor Letendre souligne que l'augmentation pour l'année 1985 constitue un record et illustre que les employés du Service de l'habitation sont fort occupés et efficaces.

1023/12/85

ÉMISSION D'OBLIGATIONS - 4 841 000 $

Considérant que la corporation de Drummondville dans le comté de Drummond, a demandé par l'entremise du système électronique d'informations financières, des soumissions pour la vente d'une émission d'obligations au montant de 4 841 000 $;

Considérant qu'à la suite de cette demande, la corporation a reçu les quatre (4) soumissions ci-dessous détaillées:

Nom du soumissionnaire	Prix offert	Montant	Taux	Échéance	Love
- McNEIL, MANTHA INC.	97,86 $	214 000 $	8,50 %	13 janvier 1987	10,5719 %
BRAULT, GUY O'BRIEN INC.		241 000 $	9,25 %	" 1988	
WALWYN, STODGELL, COCHRAN,		273 000 $	9,50 %	" 1989	
MURRAY LTÉE		303 000 $	9,75 %	" 1990	
BANQUE ROYALE DU CANADA		1 801 000 $	10,00 %	" 1991	
		2 009 000 $	10,25 %	" 1996	

- GEOFFRION, LECLERC INC.	97,65 $	214 000 $	8,50 %	13 janvier 1987	10,3934
		241 000 $	9,25 %	" 1988	
		273 000 $	9,50 %	" 1989	
		303 000 $	9,75 %	" 1990	
		1 801 000 $	9,75 %	" 1991	
		2 009 000 $	10,00 %	" 1996	
- BANQUE NATIONALE DU CANADA TASSÉ & ASSOCIÉS LTÉE MOLSON, ROUSSEAU INC.	98,25 $	214 000 $	8,50 %	13 janvier 1987	10,4826
		241 000 $	9,25 %	" 1988	
		273 000 $	9,50 %	" 1989	
		303 000 $	9,75 %	" 1990	
		1 801 000 $	10,00 %	" 1991	
		2 009 000 $	10,25 %	" 1996	
- LÉVESQUE, BEAUBIEN INC. BANQUE D'ÉPARGNE	98,139 $	214 000 $	8,50 %	13 janvier 1987	10,5079
		241 000 $	9,25 %	" 1988	
		273 000 $	9,50 %	" 1989	
		303 000 $	9,75 %	" 1990	
		1 801 000 $	10,00 %	" 1991	
		2 009 000 $	10,25 %	" 1996	

Considérant que l'offre ci-haut provenant de Geoffrion, Leclerc Inc. s'est avérée être la plus avantageuse;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu unanimement que l'émission d'obligations au montant de 4 841 000 $, de la corporation de Drummondville, soit adjugée à Geoffrion, Leclerc Inc.

ADOPTÉ

1024/12/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville émet des obligations pour un montant total de 4 841 000 $, en vertu des règlements d'emprunt suivants, et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux:

Règlement numéro	Pour un montant de
237	67 000 $
241	72 000 $
39	39 500 $
40	19 500 $
237	63 000 $
241	64 500 $
278	134 500 $
282	44 000 $
292	20 000 $
293	62 500 $
295	54 000 $
304	36 500 $
305	53 000 $
306	62 000 $
319	188 000 $
1226	209 000 $
1552	1 312 000 $
1553	120 000 $
1624	99 000 $
1651	933 000 $
1714	1 188 000 $
	4 841 000 $

ATTENDU QUE, pour les fins de ladite émission, il est nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces obligations sont émises;

IL EST PAR CONSÉQUENT
PROPOSÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. EDWARD ST-PIERRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU UNANIMEMENT:

INITIALES DU MAIRE

182

INITIALES DU GREFFIER

QUE chacun des règlements d'emprunt indiqués ci-dessus soit et est amendé, s'il y a lieu, afin que chacun d'eux soit conforme à ce qui est stipulé ci-bas, et ce en ce qui a trait au montant d'obligations spécifié ci-haut en regard de chacun desdits règlements compris dans l'émission de 4 841 000 $:

1.- Les obligations seront datées du 13 janvier 1986;

2.- Les obligations seront payables au porteur ou au détenteur enregistré, selon le cas, à la Caisse populaire St-Joseph de Drummondville ou à la Caisse centrale Desjardins du Québec, Montréal;

3.- Un intérêt à un taux n'excédant pas 11 1/2% l'an sera payé semi-annuellement le 13 juillet et le 13 janvier de chaque année sur présentation et remise à échéance des coupons attachés à chaque obligation; ces coupons seront payables au porteur seulement, aux mêmes endroits que le capital;

4.- "Les obligations ne seront rachetables par anticipation; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs conformément à l'article 17 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., ch. D-7)";

5.- Les obligations seront émises en coupures de 1 000 $ ou de multiples de 1 000 $;

6.- Les obligations seront signée par le maire et le greffier. Un fac-similé de leur signature respective sera imprimé, gravé ou lithographié sur les coupons d'intérêt. Cependant, un fac-similé de la signature du maire pourra être imprimé, gravé ou lithographié sur les obligations.

ADOPTÉ

1025/12/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que pour l'emprunt au montant total de 4 841 000 $, effectué en vertu des règlements numéros 39, 40, 237, 241, 278, 282, 292, 293, 295, 304, 305, 306, 319, 1226, 1552, 1553, 1624, 1651, 1714, la Ville de Drummondville émette des obligations pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt, c'est-à-dire pour un terme de:

- cinq (5) ans (à compter du 13 janvier 1986), en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 6 à 9 inclusivement au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour tous les règlements mentionnés ci-haut sauf les règlements numéros 39, 40 et 319;

- dix (10) ans (à compter du 13 janvier 1986), en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 11 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour les règlements numéros 1226, 1624, 1651 et 1714; chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie de la balance due sur l'emprunt.

ADOPTÉ

1026/12/85

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, avait le 15 juillet 1985, un montant de 139 000 $ à renouveler sur un emprunt original de 365 000 $ pour une période de 10 ans, en vertu des règlements numéros 237 et 241;

CONSIDÉRANT QUE ledit renouvellement n'a pas été effectué à la date prévue;

CONSIDÉRANT QUE l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 13 janvier 1986;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité désire se prévaloir des dispositions de l'article 2 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., ch. D-7), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu unanimement que la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, émette les 139 000 $ d'obligations de renouvellement pour un terme additionnel de 5 mois et 29 jours au terme original des règlements ci-haut mentionnés.

ADOPTÉ

1027/12/85

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, avait le 8 décembre 1985, un montant de 841 000 $ à renouveler sur un emprunt original de 1 562 000 $ pour des périodes de 4, 5, 6, et 10 ans, en vertu des règlements numéros 39, 40, 237, 241, 278, 282, 292, 293, 295, 304, 305, 306 et 319;

CONSIDÉRANT QUE ledit renouvellement n'a pas été effectué à la date prévue;

CONSIDÉRANT QUE l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 13 janvier 1986;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité désire se prévaloir des dispositions de l'article 2 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., ch. D-7), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, émette les 841 000 $ d'obligations de renouvellement pour un terme additionnel de 1 mois et 5 jours au terme original des règlements ci-haut mentionnés.

ADOPTÉ

1028/12/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le Conseil accepte le recueil de délais de conservation des archives de la Ville de Drummondville tel que rédigé par le Service des archives de la Ville conformément à la Loi.

ABROGÉE PAR RÉS. 869/10/86

Il est également résolu que ce recueil soit soumis à la Commission à l'accès à l'information (ministère des Communications).

ADOPTÉ

1029/12/85

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1736) modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin de modifier le plan de zonage pour créer de nouvelles zones et de nouveaux secteurs de zone concernant le centre-ville.

Le périmètre du territoire affecté et connu comme le centre-ville est décrit comme suit:

- au nord-est par la rivière St-François;
- à l'est et au sud-est par l'axe des rues Dumoulin, Demers et St-Philippe;
- au sud et au sud-ouest par l'axe de la rue Notre-Dame, l'axe du chemin de fer du Canadien Pacifique et l'axe du boul. St-Joseph;
- au nord-ouest par l'axe de la rue St-Georges.

INITIALES DU MAIRE
184
INITIALES DU GREFFIER

1030/12/85

Attendu que copie du règlement No. 1736 a été remise à tous les membres du Conseil le 25 novembre 1985 et que des copies seront disponibles pour les personnes intéressées au moment de son adoption; il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement qu'une dispense de lecture dudit règlement soit accordée à condition que les prescriptions de l'article 352 de la Loi sur les Cités et Villes soient respectées.

ADOPTÉ

1031/12/85

Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 1986.

1032/12/85

Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 1986.

1033/12/85

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition de la taxe d'affaires pour l'année 1986.

1034/12/85

Le conseiller Edward St-Pierre donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette et l'enfouissement des déchets pour l'année 1986.

1035/12/85

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement concernant les licences et permis pour l'année 1986.

1036/12/85

Le conseiller Edward St-Pierre donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une compensation pour fourniture de services municipaux à certains immeubles pour l'année 1986.

1037/12/85

Lecture est donnée du règlement No. 1744 régissant le transport adapté dans la Ville de Drummondville.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

1038/12/85

Lecture est donnée du règlement No. 1747 modifiant l'article 56 du règlement No. 1050 - Période de stationnement de nuit interdit.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

1039/12/85

Lecture est donnée du règlement No. 1748 décrétant la cotisation payable par les membres de la SIDAC Alain Limoges, le mode de calcul et le nombre de versements pour l'année 1986.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

1040/12/85

Lecture est donnée du règlement No. 1749 décrétant la cotisation payable par les membres de la SIDAC quartier St-Joseph, le mode de calcul et le nombre de versements pour l'année 1986.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

1041/12/85

Attendu que par la résolution portant le numéro 982/11/85, le Conseil a autorisé la dispense de faire la lecture du règlement No. 1745 lors de son adoption; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le règlement No. 1745 relatif à l'organisation et au maintien du corps de police de la Ville de Drummondville, soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

1042/12/85

Attendu que par la résolution portant le numéro 983/11/85, le Conseil a autorisé la dispense de faire la lecture du règlement No. 1746 au moment de son adoption; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le règlement No. 1746 relatif à l'organisation et au maintien du service d'incendie de la Ville de Drummondville, soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Au nom du Conseil, Son Honneur le Maire félicite le nouveau Premier Ministre du Québec, M. Robert Bourassa, et souhaite que les relations entre le gouvernement du Québec et la Ville de Drummondville soient harmonieuses.

Au nom du Conseil, Son Honneur le Maire remercie Me Michel Clair pour la collaboration qu'il a accordée à la Ville de Drummondville durant les 9 dernières années comme député et les 6 dernières années comme titulaire de plusieurs ministères.

Au nom du Conseil, Son Honneur le Maire félicite M. Jean-Guy St-Roch élu député de Drummond le 2 décembre 1985. Il offre au nouveau député la collaboration du Conseil et sollicite sa disponibilité.

Son Honneur le Maire offre des condoléances aux personnes éprouvées par les décès suivants:

- décès de M. Henri Morissette, retraité du Service des travaux publics
- décès de M. René Mathieu, beau-frère de M. Laurent Bernier.
- décès de M. Benoit Nadeau, homme d'affaires, ex-commissaire et ex-président de la Commission scolaire de Drummondville.

Période de questions sur les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Ovelus Demers, 51 - 117e Avenue.

  - Remerciements à Me Michel Clair, ex-député du Comté de Drummond.

- Félicitations à M. Jean-Guy St-Roch, nouveau député de Drummond.
- Passerelle rue St-Georges.
- Poubelles "standardisées" et période d'essai.
- Création éventuelle d'une zone verte en bordure du boulevard Lemire.
- Améliorations à apporter aux intersections de la 117e Avenue, à la hauteur du boulevard St-Joseph et du boulevard Mercure, pour assurer la sécurité des écoliers.
- Achat d'un terrain en bordure de la route Transcanadienne pour y aménager une vitrine industrielle.
- Possibilité de demander au nouveau gouvernement provincial de faire déboucher la 123e Avenue sur la route 55.

- Intervenant: M. Gilles Lamothe, président de la SIDAC, quartier St-Joseph.

Au nom des membres de la SIDAC quartier St-Joseph qu'il préside et dont environ 25 sont présents dans la salle, il demande qu'en 1986 la Ville retienne le quartier St-Joseph comme prioritaire pour y effectuer des travaux de rénovation dans le cadre du programme ReviCentre.

- Intervenant: M. Jean-Marie Boisvert, conseiller.

M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, à titre de représentant élu du quartier St-Joseph, déclare que le Conseil entend être attentif au développement des artères commerciales du quartier St-Joseph et collaborer avec les membres de la SIDAC de ce même quartier.

- Intervenant: M. Léo Vallières, propriétaire de Canadian Tire.

Cet homme d'affaires, propriétaire d'un édifice ayant front sur la rue Hériot au coin de la rue Des Forges, dit ne pas comprendre pourquoi la Ville lui refuse d'utiliser cet édifice pour y aménager plusieurs locaux commerciaux qui favoriseraient des activités dans le centre-ville et créeraient de nombreux emplois.

- Intervenant: M. J.-Bruno Smith, conseiller.

M. Smith explique à M. Léo Vallières que lorsque le règlement No. 1736 modifiant les normes d'aménagement du centre-ville sera en vigueur au début de février 1986, l'édifice dont il est propriétaire pourra être utilisé à des fins commerciales.

- Intervenant: M. Léo Vallières.

M. Vallières demande à la Ville de prendre les mesures qui s'imposent pour que les usagers du Centre Marcel Dionne n'accaparent pas le stationnement du Canadian Tire lors des parties du Club Les Voltigeurs les jeudis et vendredis dans la soirée.

Son Honneur le Maire répond que plusieurs clients et employés du Canadian Tire utilisent également le stationnement du Centre Marcel Dionne en période d'affluence. La Ville dédommage M. Vallières pour le déblaiement et le déneigement de son stationnement justement parce qu'à certaines périodes, ce terrain est accaparé par la clientèle du Centre Marcel Dionne. Le Conseil étudiera la possibilité d'améliorer la situation actuelle mais ce problème est évidemment complexe.

INITIALES DU MAIRE
187
INITIALES DU GREFFIER

- Intervenant: M. Hervé Bourbeau, 83 rue St-Damase.

  - Excellents services médicaux dispensés par l'hôpital Ste-Croix.
  - Excellence du Festival mondial de folklore de Drummondville.
  - Félicitations au directeur du Service de la sécurité publique.

- Intervenant: M. Laurent Ricard, 359 rue St-Édouard.

  - Durée de l'expérience concernant l'utilisation des poubelles "standardisées".
  - Rappeler au nouveau gouvernement du Québec de légiférer pour que les municipalités bénéficient de taux d'intérêts réduits pour financer leurs emprunts.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

  - Bilan du Club Les Anciens de Drummondville Inc. (M. le maire promet que ce bilan lui sera fourni lors de la prochaine séance régulière du Conseil).
  - Le Conseil a-t-il l'intention d'augmenter la rémunération des élus et cette rémunération sera-t-elle rétroactive? Son Honneur le Maire indique qu'il n'y aura pas de rétroactivé.
  - Déneigement inutile effectué récemment sur les rues St-Claude et St-André.
  - Délai accordé à un soumissionnaire pour l'achat de l'entrepôt Gagnon.
  - Possibilité de dispenser les automobilistes de mettre de l'argent dans les parcomètres durant la période des fêtes.
  - Accusation du conseiller J.-Bruno Smith formulée le 25 novembre 1985 à l'endroit du président du R.C.D. concernant la démobilisation de certains cadres.

- Intervenant: M. J.-Bruno Smith.

  Il déclare laisser à la population le soin de juger de la pertinence et de la valeur des interventions publiques de M. Hervé Savoie.

L'ordre du jour étant épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 23 décembre 1985 à 20 heures.

ET L'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

Laurent Bourbeau .....
Greffier.

Serge Morand .....
Maire.

INITIALES DU MAIRE

188

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

16 décembre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 16 décembre 1985 à 16h30, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

1043/12/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

1044/12/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller,
appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement No. 1750 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin de créer les secteurs de zone RC-14 et RB-8 à même une partie des secteurs de zone RX-5 et RA/B-18, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

Le périmètre des secteurs de zone RX-5 et RA/B-18 affectés est décrit comme suit:
- à l'est par la rue Paris;
- au sud par l'intersection des rues Paris et Cormier jusqu'à la ligne de fond des lots en front de la rue Ayotte;
- à l'ouest par la ligne de fond des lots en front de la rue Ayotte;
- au nord par une partie de la rue Perron et par la ligne de lot vis-à-vis la rue Robichaud entre les rues Hains et Paris.

1045/12/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller,
appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement No. 1751 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin de créer le secteur de zone CB-15 à même une partie du secteur de zone RC-30, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

Le périmètre du secteur de zone RC-30 affecté est décrit comme suit:

- au sud-est par la rue Bousquet;
- au sud-ouest par l'arrière des lots du boulevard St-Joseph, de la rue Bousquet à la rue Crépeau;
- au nord-ouest par la rue Crépeau, du boulevard St-Joseph à la rue St-Amant;
- au nord-est par la rue St-Amant.

1046/12/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller,
appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère,
et résolu que:

1° L'article 3 du règlement No. 1739 soit amendé pour y ajouter le texte suivant:

" Ladite somme de 36 500,00 $ sera versée au fonds général de la Ville de Drummondville. La lettre d'engagement du promoteur domiciliaire est annexée au présent règlement pour en faire partie intégrante. "

2° La présente résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution no. 966/11/85.

ADOPTÉ

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire déclare que L'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

..... Greffier.

..... Maire.

INITIALES DU MAIRE

190

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

23 décembre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 23 décembre 1985 à 19h00, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence du maire suppléant, M. Denis Savoie. Mlle Linda Laplante, directrice par intérim du Service de l'habitation, Mlle Marie-Claude Martel, conseillère en urbanisme du Service de l'habitation, et M. Gérald Bolduc, urbaniste-consultant de la firme Daniel Arbour & Associés Inc., assistent à la réunion à titre de personnes ressources. M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Le maire suppléant déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

1047/12/85

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu unanimement que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Le maire suppléant explique la procédure et les objectifs recherchés par l'assemblée publique de consultation, puis donne la nature et l'objet du **règlement No. 1736.**

- Titre et objet: Règlement amendant le règlement de zonage No. 1400 et visant l'adoption de normes concernant le territoire du "centre-ville", conformément aux dispositions du programme particulier d'urbanisme du centre-ville.

- Nature et objet: Ce règlement a pour effet de diviser le territoire du "centre-ville" en zones et secteurs de zones et d'en prescrire les règles correspondantes.

M. Gérald Bolduc, urbaniste-consultant de la firme Daniel Arbour & Associés Inc., à l'aide de plans, explique sommairement la nature du zonage établie par le règlement No. 1736.

Période de questions

M. Gérald Bolduc, urbaniste-consultant, et Mlle Linda Laplante, directrice par intérim du Service de l'habitation, répondent aux diverses questions formulées par les personnes suivantes:

- M. Hervé Savoie
- M. Ovelus Demers
- M. Camille Paquette
- M. André Brind'Amour
- M. Gaétan Prévost.

Les questions portent sur la densité commerciale du centre-ville, les droits acquis, les possibilités d'agrandissement et de reconstruction en cas d'incendie et les espaces de stationnement.

Le maire suppléant remercie M. Gérald Bolduc, Mlle Linda Laplante et Mlle Marie-Claude Martel pour leur participation à cette assemblée publique de consultation, ainsi que pour l'excellence du travail qu'ils ont effectué lors de la préparation et la rédaction du règlement No. 1736.

INITIALES DU MAIRE
191
INITIALES DU GREFFIER

Le maire suppléant souligne la présence dans la salle de M. Michel Binet, ex-directeur du Service de l'habitation, qui a également participé à la rédaction du règlement No. 1736, avant de quitter son emploi.

L'ordre du jour étant épuisé, le maire suppléant déclare que L'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

..... Greffier.

..... Maire suppléant

INITIALES DU MAIRE
192
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

23 décembre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 23 décembre 1985 à 20 heures, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Yvan Morin, trésorier adjoint, assiste à la réunion à titre de personne ressource. M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

1048/12/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire donne lecture d'un texte expliquant le budget 1986 et le programme triennal d'immobilisations pour les années 1986-1987-1988.

Ce texte est annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

1049/12/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le budget de l'année 1986 prévoyant des dépenses de 22 784 400 $ et des revenus équivalents, soit adopté et que le document explicatif de ce budget soit annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

ADOPTÉ

1050/12/85

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le programme triennal d'immobilisations pour les années 1986-1987-1988 soit adopté tel que présenté dans un document annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "C".

ADOPTÉ

1051/12/85

Lecture est donnée du règlement No. 1752 prévoyant l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 1986.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

1052/12/85

Lecture est donnée du règlement No. 1753 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 1986.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

1053/12/85

Lecture est donnée du règlement No. 1754 prévoyant l'imposition de la taxe d'affaires pour l'année 1986.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

1054/12/85

Lecture est donnée du règlement No. 1755 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette et l'enfouissement des déchets pour l'année 1986.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

1055/12/85

Lecture est donnée du règlement No. 1756 concernant les licences et permis pour l'année 1986.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

1056/12/85

Lecture est donnée du règlement No. 1757 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 1986.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Période de questions

- Intervenant: M. Ovelus Demers, 51 - 117e Avenue.

  Commentaires: Les augmentations de taxes pour l'année 1986 sont raisonnables.

  Le secteur de Drummondville-Ouest devrait payer le même taux de taxe que l'ensemble du grand Drummondville.

INITIALES DU MAIRE

194

INITIALES DU GREFFIER

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Commentaires: Augmentations de taxes justifiées mais difficiles à accepter. Le service de la dette s'alourdit à un rythme inquiétant et prend des proportions qui dépassent la capacité de payer des contribuables.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire déclare que L'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

Greffier

Maire

INITIALES DU MAIRE
195
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

23 décembre 1985

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil le 23 décembre 1985; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Yvan Morin, trésorier adjoint, assiste à la réunion à titre de personne ressource. M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

1057/12/85

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de la séance régulière du 9 décembre 1985; il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

1058/12/85

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de la séance spéciale du 16 décembre 1985; il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

1059/12/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Période d'information par Son Honneur le Maire

Monsieur le maire indique à M. Hervé Savoie, président du R.C.D., qu'une copie du bilan du Club Les Anciens de Drummondville Inc. pour l'année 1984/1985 lui sera remise après l'assemblée pour satisfaire la demande qu'il a formulée lors de la séance du 25 novembre 1985.

1060/12/85

Le Conseil prend connaissance des soumissions reçues concernant **les assurances générales de la Ville pour l'année 1986.**

Soumissionnaires	Prix
. ROBERT VERRIER & FILS LTÉE Drummondville	427 872,96 $ (protection D.I.C. exclue)
. PÉPIN ASSURANCE INC. Drummondville	438 178,91 $ (protection D.I.C. incluse)
. LES ASSURANCES ARTHUR DÉSILETS LTÉE Drummondville	436 944,08 $ (protection D.I.C. exclue)
. PRATTE-MORRISSETTE INC. Montréal	556 922,42 $ (protection D.I.C. incluse)

Attendu que le Conseil juge que le prix offert par Pépin Assurance Inc. est le plus avantageux, compte tenu des protections offertes; il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que:

1.- La soumission de Pépin Assurance Inc. soit retenue;

2.- Certains ajustements soient faits dans les montants d'assurance aux items biens et équipements d'entrepreneurs pour enlever les items dont la valeur est au-dessous du déductible;

3.- Les réclamations faites à la Ville soient étudiées par un agent de réclamation résidant à Drummondville.

ADOPTÉ

1061/12/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et unanimement résolu que des remerciements soient transmis à M. Georges Biron, courtier, pour l'excellence des services qu'il a fournis lors de la préparation du cahier des charges et de l'appel d'offres concernant les assurances générales de la Ville pour l'année 1986, et lors de l'analyse des soumissions reçues.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- Les Ateliers Centre du Québec Inc. remercient M. Gilles St-Martin et le Conseil pour avoir permis à une travailleuse handicapée d'effectuer un stage d'exploration au Centre d'information documentaire Côme St-Germain à l'automne 1985.

  M. Gilles St-Martin félicite Mme Madeleine Morin, Mme Carole Savard et M. Pierre Meunier pour avoir facilité le séjour de cette jeune fille et lui avoir permis de vivre une expérience enrichissante.

1062/12/85 - La Chambre de Commerce du Comté de Drummond sollicite auprès de la Ville le renouvellement de la subvention rattachée à un protocole d'entente liant les deux parties.

Son Honneur le Maire explique que le Conseil a prévu donner une subvention de 36 000 $ à la Chambre de Commerce pour ses opérations en 1986. Il félicite le président M. Georges Biron qui est présent dans la salle des délibérations du Conseil.

Il est unanimement résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Chambre de Commerce du Comté de Drummond pour l'année 1986.

ADOPTÉ

- M. Mario Gagnon, membre du comité de l'Orchestre Harmonique Régionale St-François, remercie Son Honneur le Maire pour avoir participé récemment à la remise de la Charte du Club Octogone de l'O.H.R.St-F.

- M. Yvon Lemire, éducateur au Pavillon Lemire, remercie Son Honneur le Maire et le maire suppléant, M. Denis Savoie, pour l'accueil chaleureux réservé à un groupe de jeunes le 28 novembre dernier lors d'une visite à l'hôtel de ville.

1063/12/85 - Le Conseil prend connaissance d'une lettre de M. Robert Comeau, directeur général du Drummondville Olympique, qui explique que le Club de patinage artistique de Drummondville élabore présentement un dossier de candidature pour présenter à Drummondville, à l'automne 1986, le championnat de la division est du Québec, et à l'automne 1987, le championnat provincial de la Fédération de patinage artistique du Québec.

Attendu que le Club de patinage artistique de Drummondville requiert l'appui du Conseil de la Ville de Drummondville pour l'inclure à son dossier de candidature;

Attendu que les Autorités municipales souhaitent ardemment que les compétitions de 1986 et 1987 se tiennent à Drummondville;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accorde son appui au Club de patinage artistique de Drummondville et qu'elle assure cet organisme de son entière collaboration pour garantir le succès de ces compétitions si Drummondville est choisie comme ville hôtesse.

ADOPTÉ

- M. Gilles St-Martin explique qu'il a été mandaté pour rencontrer les Métiers d'Art Drummond afin de discuter d'une demande de subvention, mais que ses démarches ne lui ont pas permis d'entrer en contact avec M. Guy Paquin, secrétaire, ou M. Yvon Labonté, président, de cet organisme.

  Il invite ces personnes à communiquer avec lui dès que possible afin qu'il puisse faire rapport au Conseil avant la séance régulière du 6 janvier 1986.

1064/12/85

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 7 décembre 1985 au 2 janvier 1986, lesquels comptes totalisent la somme de 1 675 355,60 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

1065/12/85

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville veut faciliter l'implantation d'un réseau de distribution de gaz naturel à l'intérieur de la municipalité;

ATTENDU QUE pour ce faire, la Ville de Drummondville doit vendre à Gaz Métropolitain Inc. une portion de terrain pour l'aménagement d'un poste de raclage;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Gaz Métropolitain Inc. une parcelle de terrain de figure irrégulière, située dans la municipalité de la Ville de Drummondville, étant une partie du lot deux cent quatre-vingt-deux (Ptie 282) du cadastre du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond et indiquée par les lettres "A, B, C, D, A" sur le plan portant le no. T-3-11-111-A-R1, préparé par l'arpenteurgéomètre Claude Vincent le 26 mars 1985 et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

PARTIE DU LOT 282

Commençant au point indiqué par la lettre "A" sur ledit plan, lequel point "A" est situé à l'intersection de la limite sud-ouest du lot 282-3 (rue) avec la ligne séparative des lots 282 et 283; de ce point "A" dans un gisement de 218°27'39", une distance de 60,00 mètres jusqu'au point "B"; de là, dans un gisement de 307°57'22", une distance de 50,80 mètres jusqu'au point "C"; de là, dans un gisement de 38°27'39", une distance de 60,00 mètres jusqu'au point "D"; de là, dans un gisement de 127°57'22", une distance de 50,80 mètres jusqu'au point "A"; point de départ.

Contenant en superficie trois mille quarante-huit mètres carrés (3 048,0 m.c.), soit 0,753 âcre.

INITIALES DU MAIRE
198
INITIALES DU GREFFIER

Bornée vers le nord-ouest et le sud-ouest par une autre partie du lot 282, vers le nord-est par le lot 282-3 (rue Rocheleau), vers le sud-est par le lot 283.

Le point "D" ci-dessus décrit correspond à un repère métallique existant identifié par le numéro D150 sur ledit plan.

Le tout tel que montré sur le plan préparé par Claude Vincent arpenteur-géomètre, portant le numéro 792 de ses minutes.

Cette vente est faite au prix de 1,65 $ le mètre carré, soit cinq mille trente dollars (5 030,00 $) payables comptant au moment de la signature d'un acte de vente préparé par Me Pierre Jacob, notaire; lequel projet d'acte de vente est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée et à y apporter toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance.

ADOPTÉ

1066/12/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires de la Ville, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec les directeurs des écoles primaires concernant l'utilisation des patinoires.

ADOPTÉ

1067/12/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. concernant l'organisation et la gestion des loisirs dans le quartier.

ADOPTÉ

1068/12/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que les services professionnels des arpenteurs-géomètres Jodoin & Grondin soient retenus pour la confection d'une description technique concernant une servitude et un échange de terrain entre la Ville de Drummondville et le Club de Golf et Curling de Drummondville Inc.

ADOPTÉ

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville prévoit exécuter ou faire exécuter des travaux d'infrastructures dans un nouveau secteur domiciliaire (quadrilatère formé par les rues Perron, Bernier, Cormier et Paris);

ATTENDU QUE la compagnie Rovan Inc. investira dans ce secteur plusieurs millions de dollars et que la Ville retirera annuellement des revenus nets d'environ 275 000 $;

ATTENDU QUE cette compagnie a déjà retenu les services professionnels de la firme Audet SBCS Inc. pour l'exécution de plans et devis relatifs à ce projet d'investissement;

ATTENDU QUE l'occasion est propice pour initier une politique de partage des honoraires professionnels à des firmes d'ingénieurs-conseils opérant à Drummondville;

ATTENDU QUE la firme d'ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés a déjà reçu un mandat de la Ville de Drummondville pour l'exécution de plans et devis relatifs à des travaux d'infrastructures évalués à 9 770 000 $, qui seront réalisés en 1986 dans le cadre du Programme d'assainissement des eaux et qui représentent une facture importante d'honoraires professionnels;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que les services professionnels de la firme Audet SBCS Inc. soient retenus pour la préparation de plans et devis pour une conduite d'amenée sur la rue Blanchette et des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie dans le quadrilatère Perron, Bernier, Cormier et Paris, en partant de la rue Blanchette.

M. Denis Savoie déclare qu'il fera une contre-proposition parce qu'il ne peut accepter que la Ville donne un mandat à une firme dont un des actionnaires actuels a récemment quitté la Ville de Drummondville en claquant la porte.

CONTRE-PROPOSITION

1069/12/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que les services professionnels de la firme d'ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés soient retenus pour la préparation de plans et devis pour une conduite d'amenée sur la rue Blanchette et des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie dans le quadrilatère Perron, Bernier, Cormier et Paris, en partant de la rue Blanchette. La présente résolution autorise la présentation desdits plans et devis au ministère de l'Environnement pour en obtenir l'approbation.

Son Honneur le Maire demande le vote sur la proposition de M. Denis Savoie.

Votent POUR	Votent CONTRE
MM. Denis Savoie	M. J.-Bruno Smith
Lindor Letendre	Mme Francine Ruest-Jutras
Jean-Marie Boisvert	
Edward St-Pierre	
Robert Lafrenière	
Gilles St-Martin	

Son Honneur le Maire déclare cette proposition adoptée.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras déplore les arguments invoqués par le proposeur de la contre-proposition et déclare ne pas comprendre pourquoi le Conseil pénalise un ex-employé, alors que son départ a été qualifié de normal il y a quelques semaines.

M. J.-Bruno Smith se dit peiné que le Conseil adopte une attitude de vengeance à l'égard d'un homme dont la compétence est reconnue non seulement par le Conseil mais également par la Corporation des Ingénieurs Municipaux du Québec comme en fait foi une photo et un texte publiés en première page de la Revue Municipale du mois de novembre 1985.

1070/12/85

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 1 467 700 $ pour l'exécution de travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie dans le quadrilatère Perron, Bernier, Cormier et Paris et la construction d'une conduite d'amenée sur la rue Blanchette.

Travaux	1 132 700 $
Honoraires et frais contingents	335 000 $
TOTAL:	**1 467 700 $**

INITIALES DU MAIRE
200
INITIALES DU GREFFIER

1071/12/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que MM. Jean-Marie Boisvert et Gilles St-Martin, conseillers, soient délégués à un colloque organisé par l'Association québécoise du transport et des routes inc. et qui se tiendra à Châteauguay le 8 février 1986.

ADOPTÉ

1072/12/85

Attendu que la Ville de Drummondville a reçu des offres de services des firmes suivantes:

- Morin, Roy et Associés
- Mercure, Guilbault et Associés
- Gougeon et Turcotte;

Attendu que ces offres de services sont détaillées dans un document annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A";

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme d'évaluateurs agréés Mercure, Guilbault et Associés soient retenus pour le maintien et la tenue à jour du rôle d'évaluation (valeurs foncières et valeurs locatives) en 1986/1987/1988 et l'indexation du rôle d'évaluation (valeurs foncières et valeurs locatives).

Le maire et le trésorier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme précitée.

ADOPTÉ

1073/12/85

Attendu que le Conseil a pris connaissance d'une liste de comptes jugés irrécupérables par le Service de la trésorerie, lesquels comptes totalisent la somme de 15 523,97 $; il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ces comptes soient radiés des livres comptables de la Ville.

ADOPTÉ

1074/12/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les services professionnels de M. Michel Bourbeau, ingénieur, ou de M. Robert Savoie, ingénieur, soient retenus pour l'exécution de mandats occasionnels ou comme consultants sur demande du Conseil ou du directeur général.

Ces professionnels seront rémunérés selon un tarif horaire établi par l'Ordre des Ingénieurs.

Mme Francine Ruest-Jutras vote contre cette proposition et M. J.-Bruno Smith s'abstient de voter.

Son Honneur le Maire déclare cette résolution adoptée.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras soutient que M. Michel Bourbeau, ingénieur, est actionnaire de la firme Hamel, Beaulieu et Associés qui détient la plupart des travaux municipaux de génie dont l'exécution est présentement en cours, à savoir: l'Usine de traitement d'eau, l'Assainissement, le Centre Culturel, ReviCentre, Berges Neuves, les Jardins du Golf, Téléglobe, etc.

Son Honneur le Maire réplique que M. Savoie, ing., est également actionnaire de la firme Les Laboratoires Shermont Inc. à qui la Ville a confié certains dossiers importants en 1985. Il compte sur le professionnalisme de M. Michel Bourbeau et de M. Robert Savoie pour refuser certains mandats qui pourraient entrer en conflit avec les intérêts des firmes respectives auxquelles ils sont associés.

M. J.-Bruno Smith souhaiterait que le Conseil retienne les services professionnels de M. Michel Lesage, ing., qui oeuvre présentement pour une firme locale d'ingénieurs-conseils. Sa grande connaissance de tous les dossiers municipaux devrait être mise à contribution.

Son Honneur le Maire réplique que M. Michel Lesage ayant quitté la Ville à cause d'un climat qui ne lui convenait plus, serait mal à l'aise d'accepter des mandats à court terme.

M. J.-Bruno Smith s'excuse auprès du maire, de ses collègues et de la population et demande de quitter l'assemblée non par dépit, mais à cause d'une forte fièvre qui l'incommode. À tous et spécialement aux électeurs du quartier no. 6 qu'il représente, il offre ses meilleurs voeux pour Noël et le Nouvel An. M. J.-Bruno Smith quitte son siège.

1075/12/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la nouvelle tarification établie pour l'utilisation de la machinerie du Service des travaux publics soit adoptée pour l'année 1986 telle que présentée dans un document annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

ADOPTÉ

1076/12/85

ABROGÉE PAR RÉS. 60/2/90

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la résolution no. 963/11/85 soit amendée pour:

1.- biffer les mots "sauf dans les cas d'accidents routiers";

2.- ajouter la phrase suivante à la suite du dernier paragraphe:
"- Dans le cas d'accidents routiers, le coût sera facturé à la Sûreté du Québec ou à la Régie des Assurances Automobiles du Québec, selon les ententes à intervenir entre les deux organismes."

ADOPTÉ

1077/12/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville paie à la Fédération canadienne des municipalités la somme de 2 742,53 $, représentant sa cotisation annuelle pour la période du 1er avril 1986 au 31 mars 1987.

ADOPTÉ

1078/12/85

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la Ville paie au Conseil régional de loisir centre du Québec inc. la somme de 569,00 $, représentant sa cotisation et son inscription pour l'année 1986.

ADOPTÉ

1079/12/85

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que MM. Jean-Marie Boisvert, Jean-Paul Généreux, Gérald Lapierre et Yves Blais soient délégués au congrès de l'Association québécoise des techniques de l'eau (A.Q.T.E.) qui se tiendra à Québec du 12 au 14 mars 1986.

ADOPTÉ

1080/12/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 11 décembre 1985 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

1081/12/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à enlever un espace de stationnement de chaque côté de l'entrée du stationnement de l'édifice commercial au 350 rue St-Jean et à installer deux (2) enseignes "Défense de stationner" avec flèches pour bien définir les zones.

ADOPTÉ

1082/12/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à remplacer trois (3) parcomètres en face du 511 Lindsay par une zone de stationnement limité à 10 minutes.

ADOPTÉ

1083/12/85

ATTENDU QUE les lettres patentes constituant la Municipalité régionale de comté de Drummond ont été publiées dans la Gazette Officielle du Québec le 11 novembre 1981 et sont entrées en vigueur le 1er janvier 1982;

ATTENDU QUE les lettres patentes constituant la Municipalité régionale de comté de Drummond ont été modifiées par décret du Ministre des affaires municipales publié dans la Gazette Officielle du Québec le 30 décembre 1981 et sont entrées en vigueur sur publication;

ATTENDU QUE la Municipalité régionale de comté de Drummond comprend 25 municipalités telles que décrites dans les lettres patentes;

ATTENDU QUE par lettres patentes, une municipalité dispose, au conseil de la Municipalité régionale de comté de Drummond, du nombre de représentants calculé selon la formule suivante:

- de 0 à 30 000 habitants: 1 représentant
- de 30 001 à 60 000 habitants: 2 représentants;

ATTENDU QU'en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Municipalité régionale de comté de Drummond a des pouvoirs de réglementation et de taxation pouvant affecter les municipalités la composant;

ATTENDU QUE la formule de représentation prévue aux lettres patentes avait été acceptée par toutes les parties impliquées conditionnellement à ce que l'unique mandat de la Municipalité régionale de comté de Drummond soit la confection du schéma d'aménagement régional et qu'aucune dépense devant être assumée par les municipalités partenaires ou encore, répartie entre elles, ne devait être engagée sans leur consentement unanime;

ATTENDU QUE la formule de représentation actuelle prévue aux lettres patentes ne correspond plus aux pouvoirs accordés par la loi et aux désirs des municipalités exprimés lors des assemblées de consultation et de formation de la Municipalité régionale de comté de Drummond;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de modifier les lettres patentes pour établir une formule de représentation des municipalités au sein de la Municipalité régionale de comté de Drummond qui tienne compte de la représentativité de chaque municipalité par la population qu'elle représente;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville représente 49,63% de la population totale formant la Municipalité régionale de comté de Drummond;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville contribue au financement de la Municipalité régionale de comté de Drummond dans une proportion de 50,51% de la richesse foncière uniformisée;

CONSIDÉRANT QUE la formule de représentation des municipalités doit tenir compte de ces facteurs afin d'assurer une plus grande justice pour tous les contribuables et un meilleur partage des responsabilités;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville, vu son importance, doit continuer d'avoir deux représentants ayant droit de veto;

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et unanimement résolu que les lettres patentes actuelles de la Municipalité régionale de comté de Drummond soient modifiées par le remplacement du paragraphe a) des lettres patentes du 30 décembre 1981, par le paragraphe suivant:

"Le représentant d'une municipalité au sein du conseil de la Municipalité régionale de comté de Drummond dispose du nombre de voix calculé selon la formule suivante:

- de 0 à 2 500 habitants: 1 voix
- pour toute population supérieure à 2 500 habitants, le représentant de cette municipalité dispose d'une voix additionnelle par tranche de 2 500 habitants de sa municipalité, une tranche incomplète de 1 250 habitants et plus donnant droit à une voix additionnelle.

(Tableau précisant ce qui précède est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

La Ville de Drummondville aura deux représentants:

- Le maire exerçant les droits de vote suivant le nombre d'habitants
- Un représentant dûment autorisé: 1 voix.

Un droit de veto est accordé à chacun des représentants de la Ville de Drummondville."

ADOPTÉ

Le greffier dépose publiquement les déclarations des intérêts financiers dûment complétées et signées par Son Honneur le Maire et tous les conseillers municipaux, conformément à la Loi sur les élections (art. 33.2) - (sauf la déclaration du conseiller Jean-Paul Généreux actuellement en vacances).

1084/12/85

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement (No. 1758) concernant les tarifs et autres frais exigibles par le Service de l'habitation et abrogeant le règlement No. 1617.

1085/12/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que dispense soit donnée de lire le règlement No. 1758 au moment de son adoption.

ADOPTÉ

1086/12/85

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1759) amendant les règlements nos 1690 et 1633 concernant les raccordements de services d'égouts et d'aqueduc et la construction ou le déplacement d'équipements municipaux.

1087/12/85

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que dispense soit donnée de lire le règlement No. 1759 concernant les raccordements de services d'égouts et d'aqueduc et la construction ou le déplacement d'équipements municipaux, au moment de son adoption.

ADOPTÉ

1088/12/85

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement (No. 1743) fixant la rémunération du maire et des conseillers de la Ville de Drummondville pour l'année 1986 et les années suivantes et abrogeant le règlement No. 1399.

1089/12/85

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement (No. 1750) modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin de créer les secteurs de zone RC-14 et RB-8 à même une partie des secteurs de zone RX-5 et RA/B-18.

Le périmètre des secteurs de zone RX-5 et RA/B-18 affectés est décrit comme suit:
- à l'est par la rue Paris;
- au sud par l'intersection des rues Paris et Cormier jusqu'à la ligne de fond des lots en front de la rue Ayotte;
- à l'ouest par la ligne de fond des lots en front de la rue Ayotte;
- au nord par une partie de la rue Perron et par la ligne de lot vis-à-vis la rue Robichaud entre les rues Hains et Paris.

1090/12/85

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement (No. 1751) modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin de créer le secteur de zone CB-15 à même une partie du secteur de zone RC-30.

Le périmètre du secteur de zone RC-30 affecté est décrit comme suit:
- au sud-est par la rue Bousquet;
- au sud-ouest par l'arrière des lots du boulevard St-Joseph, de la rue Bousquet à la rue Crépeau;
- au nord-ouest par la rue Crépeau du boulevard St-Joseph à la rue St-Amant;
- au nord-est par la rue St-Amant.

Son Honneur le Maire offre des condoléances à M. Serge St-Onge, policier, à l'occasion du décès de son père, M. Henri-Paul St-Onge.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. D. Vanesse, 685 rue Joly.

  Sujets:
  - Exiger que les agents du Service de la sécurité publique sévissent contre les automobilistes qui circulent sans avoir préalablement déglacé leur pare-brise et les vitres de leur auto.
  - Micro défectueux utilisé par M. Lindor Letendre.
  - Voeux de Bonne Année et d'Harmonie aux membres du Conseil pour l'année 1986.

- Intervenant: M. Jacques Godbout, 39 - 119e Avenue.

  Sujets:
  - Amoncellement de neige au coin de la 119e Avenue et du boulevard St-Joseph.
    (M. Gilles St-Martin s'occupera d'aviser le propriétaire du terrain concerné).

- Rentabilité des arénas.
(M. Robert Lafrenière explique que les arénas constituent un service communautaire difficilement rentable sur le plan pécunier. La Ville de Drummondville a la chance d'avoir la collaboration des membres du Drummondville Olympique pour diminuer les dépenses d'animation des ligues mineures de hockey, de patinage, etc.)
- Possibilité pour les citoyens de bûcher du bois sur le terrain de Téléglobe.
(Monsieur le Maire explique que le Conseil entend préserver le plus possible les arbres existants dans ce secteur).
- Construction éventuelle d'un court de tennis dans le secteur St-Philippe.
(M. Gilles St-Martin déclare qu'il entend s'occuper de cet aménagement avec la collaboration du Conseil).

- Intervenant: M. Ovelus Demers, 51 - 117e Avenue.

Sujets:
- Règlement No. 1736 concernant ReviCentre -vs- un plan directeur d'aménagement de tout le territoire municipal.
- Disponibilité des rapports du Comité consultatif d'urbanisme.
(Ces rapports font partie des archives municipales et sont de ce fait disponibles).
- Planification des travaux d'assainissement des eaux par des professionnels.
- Poursuites de la Ville contre Domtar à continuer.
(Monsieur le Maire explique que Domtar a débuté la construction d'une usine de 1 400 000 000 $. L'assainissement des eaux est un programme à longue haleine et les municipalités, les corporations, les usines et les citoyens y travaillent présentement).
- Possibilité en 1986 de procéder à l'assainissement de la partie de la rivière St-François située en amont de l'usine de traitement d'eau.
- Voeux de Bonne Année à l'endroit du Conseil.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Sujets:
- Demande d'explications concernant l'augmentation des assurances.
(M. Georges Biron, courtier, donne les principales causes de cette hausse qui affecte particulièrement les municipalités:
. Problèmes vécus par l'industrie de l'assurance
. Pertes des compagnies durant les années antérieures
. Absence de compétition
. Faillites de certaines compagnies d'assurance
. Nombreuses catastrophes à travers le monde).
- Pourquoi ne pas demander aux banques et aux caisses de payer pour les caméras extérieures qui ont été installées par la Ville pour les protéger.
(Le Conseil prend note).
- Montant payé par la Ville pour être membre de la MRC Drummond en 1985 (35 000 $).
- L'augmentation de la rémunération des membres du Conseil sera-t-elle rétroactive?
(Monsieur le Maire répond dans la négative).
- Quel est le rôle de l'aviseur légal de la Ville et pourquoi donner autant de mandats à des avocats de pratique privée?
(Son Honneur le Maire décrit sommairement la tâche de l'aviseur légal de la Ville:
. Cour Municipale
. Perception de comptes
. Réclamations des citoyens
. Assistance au greffier
. Rédaction de règlements
. Avis légaux donnés au Conseil et aux cadres municipaux
. Etc).

INITIALES DU MAIRE
206
INITIALES DU GREFFIER

- Jusqu'à combien vont s'élever les honoraires professionnels concernant la cause Ville de Drummondville -vs- Domtar? (Monsieur le Maire explique que le Conseil a une prévision de 25 000 $ incluant les honoraires déjà payés à Me Germain Jutras).
- Demande d'explications concernant un compte d'honoraires professionnels payé à Morin, Boileau, Gariépy et Associés. (Plusieurs actes notariés relatifs aux travaux ReviCentre).
- M. Hervé Savoie donne lecture d'un article paru dans un journal qui traite d'expériences heureuses suite au remplacement de cadres de carrière dans des entreprises, par des personnes plus jeunes et plus dynamiques.
- Le président du R.C.D. termine par des voeux de Bonne Année en 1986.

Son Honneur le Maire donne lecture du texte suivant:

" Il ne reste plus que quelques heures avant les festivités de Noël. Cette période de réjouissances toute spéciale se veut l'occasion par excellence de fraterniser, d'échanger des voeux traditionnels et surtout, de démontrer une générosité de coeur directement inspirée de l'esprit des Fêtes.

Au nom du Conseil municipal, et à titre de maire, je tiens à souhaiter à chacun des citoyens et à chacune des citoyennes, ainsi qu'à vos familles, un très Joyeux Noël.

Je souhaite également que la nouvelle Année soit des plus heureuses et des plus prospères pour tous les drummondvillois et les drummondvilloises. Je sais qu'ensemble, nous continuerons à travailler à l'amélioration de notre qualité de vie et à la croissance économique de notre ville.

À tous et à toutes, de bonnes et heureuses Fêtes. "

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire, conformément aux prescriptions des règlements nos 819 et 1742, fixe la prochaine séance régulière du Conseil **au lundi, 6 janvier 1986.**

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

....

Greffier. Maire.